



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Accord salarial dans la fonction publique
«Vermummungsgesetz»
«Naturschutzgesetz»

p. 483
p. 489
p. 521

Sommaire des séances publiques n°s 36 à 38
Sommaire des questions parlementaires

p. 529
p. Q199

36^e séance
37^e séance
38^e séance

Judi 26 avril 2018
Mardi 15 mai 2018
Mercredi 16 mai 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Die Herausforderungen der Digitalisierung für Parlamente



Herr Alexander Miesen



Dr. Wolfgang Schäuble



Herr Mars Di Bartolomeo



Frau Doris Bures



Herr Dominique de Buman

Die Digitalisierung als Chance und Herausforderung für Parlamente und Demokratien stand im Mittelpunkt der dritten Konferenz der Parlamentspräsidenten der deutschsprachigen Länder, die am 20. und 21. Juli in der luxemburgischen Abgeordnetenkammer stattgefunden hat. Auf Einladung ihres Präsidenten, Herrn Mars Di Bartolomeo, tauschten sich die Parlamentspräsidenten aus Deutschland, Dr. Wolfgang Schäuble, Österreich, Frau Doris Bures (Zweite Präsidentin in Vertretung von Präsident Wolfgang Sobotka), der Schweiz, Herr Dominique de Buman, sowie der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, Herr Alexander Miesen, über ihre jeweiligen Projekte und Erfahrungen mit der Digitalisierung aus.

Digitalisierung als Chance und Gefahr für die Demokratie

„Digitalisierung einerseits regulieren und andererseits von ihren Vorteilen Gebrauch ma-

chen: Das ist eine Chance für Parlamente“, stellte Herr Mars Di Bartolomeo fest.

„Digitale Technologien können einen Beitrag leisten, um demokratische Prozesse transparenter zu gestalten und Bürger stärker in Entscheidungen einzubeziehen“, zeigte sich der Präsident der Abgeordnetenkammer überzeugt.

Er erinnerte dabei an die Erfolgsgeschichte der Online-Petitionen, die über die Internetseite des luxemburgischen Parlaments eingereicht und unterstützt werden können.

Mars Di Bartolomeo warnte jedoch auch vor den Gefahren der Digitalisierung: „Demokratie braucht Zeit. Politische Entscheidungen brauchen Zeit, um den demokratischen Prozessen gerecht zu werden“, erklärte er.

„Parlamentarische Entscheidungsprozesse dürfen nicht zu kurz kommen, indem wir ge-

zwungen werden, in 280 Zeichen zu denken und im Minutentakt zu handeln.“

Bedenken zu allgemeinen Online-Wahlen

Können Wähler in Zukunft daheim auf dem Smartphone Abgeordnete wählen?

Die Herausforderungen des E-Votings standen ebenfalls im Mittelpunkt der Diskussion zwischen den Parlamentspräsidenten.

Diese erwähnten einzelne Pilotprojekte, äußerten jedoch allgemeine Bedenken, was eine baldige Einführung von Online-Wahlen angeht.

Zuvor gelte es, verfassungsrechtliche sowie Fragen zu Sicherheitsstandards zu klären.

Die generelle Diskussion der Parlamentspräsidenten über die Herausforderungen der Digitalisierung der Politik fand im Austausch mit zwei renommierten Wissenschaftlern auf dem

Gebiet der neuen Technologien statt, den Professoren Dr. Ralf Lindner (Fraunhofer Institute for Systems and Innovation Research, Karlsruhe) und Dr. Bernhard Pörksen (Universität Tübingen).

Im Rahmen der Konferenz stand auch ein Besuch beim weltweit führenden Satellitenbetreiber SES im luxemburgischen Betzdorf auf dem Programm.

Austausch zwischen Parlamenten fördern

Die Konferenz der Parlamentspräsidenten deutschsprachiger Länder ist eine Plattform, die jährlich stattfindet und den interparlamentarischen Austausch fördert.

Sie wurde vor drei Jahren vom ehemaligen Bundestagspräsidenten Dr. Norbert Lammert ins Leben gerufen, der in Luxemburg als Ehren-gast an Teilen des Programms teilnahm.

L'Europe doit répondre à de nombreux défis



La Chambre des Députés était représentée à Berlin par son Président M. Mars Di Bartolomeo (au milieu) et les députés Mme Josée Lorsché, M. Claude Haagen (à gauche) et M. Gusty Graas (ne figure pas sur la photo).



M. Mars Di Bartolomeo a rencontré le Président de l'APOSCE, M. George Tsereteli.

L'Europe se trouve dans une période difficile. Tel est le constat d'une grande partie des orateurs ayant pris la parole lors de la 27^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) qui s'est tenue du 7 au 11 juillet 2018 à Berlin.

L'Europe est confrontée à un manque de coopération, à la méfiance, à des rhétoriques populistes et à des mesures unilatérales. Pourtant, il faut répondre aux défis qui se posent. Selon le Secrétaire général de l'OSCE, M. Thomas Greminger, qui a pris la parole lors de la séance

plénière clôturant la session, il est essentiel d'éviter des culpabilisations, d'augmenter la confiance et de mener un dialogue constructif.

La sécurité en Europe aurait besoin d'approches innovatives. Les parlementaires, disposant d'un contact privilégié avec les décideurs, les gouvernements et les partis politiques, auraient un rôle important à jouer dans ce contexte.

L'OSCE, en tant qu'organisation internationale, constituerait un organisme respecté dans le domaine de la sécurité et de la coopération en Europe. Parmi ses missions se trouvent l'ins-

tauration d'un dialogue structuré, l'organisation d'opérations d'observation sur le terrain et la promotion de mesures de consolidation de la confiance mutuelle. Plus de 300 délégués, parlementaires des 57 pays participants, ont débattu sur le rôle des parlements dans la mise en œuvre des engagements de l'OSCE.

La déclaration finale résume les rapports et résolutions des trois commissions et des seize sujets additionnels proposés par les délégations.

Elle peut être consultée sur le site Internet www.oscepa.org.

300 parlementaires invités au Luxembourg pour 2019

40 ans après la première réunion du Parlement européen directement élu en 1979, l'hémicycle historique du Kirchberg pourra accueillir en 2019 une autre grande assemblée internationale: la 28^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) sera organisée par la Chambre des Députés et se tiendra au Luxembourg du 5 au 9 juillet 2019.

C'est lors de la 27^e session annuelle au Bundestag allemand que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a lancé l'invitation officielle aux quelque 300 parlementaires originaires de 57 pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord.

«Au sein de l'espace de l'OSCE nous savons que les valeurs que nous défendons depuis des décennies méritent toujours d'être portées haut et fort: la sécurité, les libertés, la démocratie, la justice, l'indépendance, la diversité, la solidarité, la coopération internationale et les droits de l'homme», a constaté M. Di Bartolomeo.

«En juillet 2019, vous allez découvrir que les habitants du Luxembourg vivent ces valeurs au quotidien», a ajouté le Président de la Chambre.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 25 au 29 juin 2018 à Strasbourg

«Une situation préoccupante»

«La situation de la société civile dans les États membres du Conseil de l'Europe est préoccupante», a constaté le député luxembourgeois M. Yves Cruchten lors de la présentation de son rapport devant les membres de l'APCE.

M. Yves Cruchten se préoccupe de la situation des ONG

Aux termes du rapport qui analyse les nouvelles restrictions des activités des organisations non gouvernementales (ONG) dans les États membres du Conseil de l'Europe, le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE identifie deux tendances particulièrement préoccupantes: l'adoption de lois visant à imposer de nouvelles obligations aux ONG notamment en ce qui concerne la déclaration de leurs biens et de leurs dons provenant de l'étranger, comme par exemple en Azerbaïdjan et en Russie, ainsi que le harcèlement judiciaire ou administratif associé à des campagnes de diffamation organisées contre certaines ONG et leurs dirigeants.

Dans son rapport, M. Yves Cruchten explique qu'en Turquie, suite à l'introduction de l'état d'urgence en

juillet 2016, près de 1.400 associations et 140 fondations ont été définitivement dissoutes et leurs avoirs ont été confisqués et qu'en Hongrie une nouvelle législation sur la transparence des organisations recevant de l'aide de l'étranger est entrée en vigueur, tout comme le paquet législatif «Stop Soros» visant à restreindre les activités des ONG aidant les migrants.

La recommandation adoptée à une large majorité par les membres de l'APCE suit la proposition du rapporteur de créer un mécanisme permettant de recevoir des alertes sur de nouvelles restrictions éventuelles du droit à la liberté d'association dans les États membres du Conseil de l'Europe, d'analyser ces informations et d'y réagir ou encore de développer et d'adopter des lignes directrices sur le financement étranger d'ONG dans les États membres.

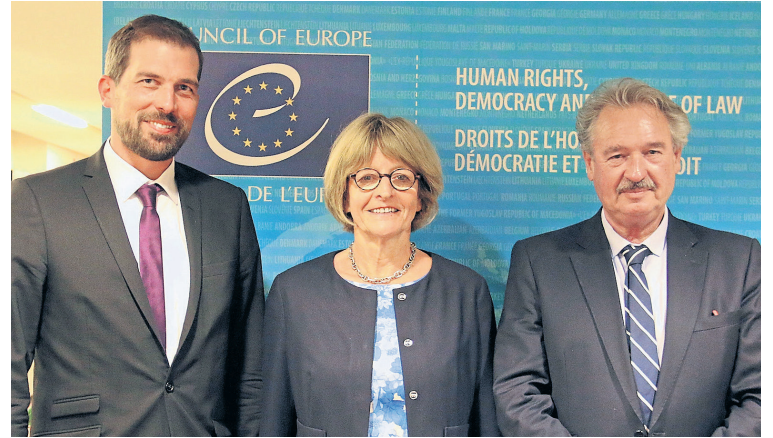
M. Jean Asselborn plaide pour un «multilatéralisme efficace»

S'adressant dans son allocution officielle à l'assemblée, le Ministre des Affaires étrangères et européennes luxembourgeois, M. Jean Asselborn,

a souligné que «la pérennité [du Conseil de l'Europe] passe par le respect de son fondement, le multilatéralisme efficace». Ce multilatéralisme comporte aussi bien des droits que des obligations collectives.

Parmi ces obligations figurent notamment la contribution au budget, le respect de la Convention européenne des droits de l'homme et surtout l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et la coopération de bonne foi avec les organes du Conseil de l'Europe.

M. Jean Asselborn a fortement critiqué la tendance vers un repli identitaire qui est le contre-exemple du multilatéralisme et qui pousse les responsables politiques à ignorer les avis et recommandations du Conseil de l'Europe et à remettre en cause leur légitimité. Il a ajouté que le Conseil de l'Europe se trouve en crise, ce qui s'explique par la remise en cause de ses valeurs par les États membres, y compris par l'Union européenne. Ces pays, par le biais de réformes nationales, s'éloignent de plus en plus de l'État de droit en remettant en cause l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs.



M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, Présidente honoraire de l'APCE, et M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (à droite)

D'autres points à l'ordre du jour de la session ont porté sur l'adoption d'une résolution appelant à la libération des citoyens ukrainiens détenus en Russie, l'élection de la nouvelle Présidente de l'Assemblée parlementaire, Mme Lily Maury Pasquier (groupe socialiste, Suisse), la persécution des personnes LGBTI en Rus-

sie et Tchétchénie, la prévention contre les mariages forcés et les interventions du Premier Ministre croate, M. Andrej Plenković, et du Premier Ministre slovaque, M. Peter Pellegrini.

La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten et M. Gusty Graas.

Visite kirghize à la Chambre des Députés



Les délégations parlementaires kirghize et luxembourgeoise

Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont reçu, le 2 juillet 2018, leurs homologues kirghiz. Le Président de ladite commission, M. Marc Angel a constaté que le Luxembourg et le

Kirghizistan ont plusieurs points en commun dont leur position géographique stratégique.

Tout comme le Luxembourg, le Kirghizistan, qui est au cœur de l'Asie centrale, est entouré de voisins influents et importants. «Pour le Kir-

ghizistan, la Russie représente un partenaire stratégique ainsi qu'un élément essentiel pour la paix dans la région eurasiatique», a informé le Président de la Commission des Affaires internationales du Conseil suprême de la République kirghize, M. Iskakh Pirmatov.

Les membres de la délégation kirghize ont également déclaré que leur pays met l'accent sur une politique étrangère basée sur le multilatéralisme. Dans ce sens, ils ont souligné l'importance de renforcer les relations avec l'Union européenne, constat partagé par M. Marc Angel qui souhaite que l'UE et la République kirghize signent au plus vite l'accord de partenariat et de coopération en cours de négociation.

Un pays en voie de stabilisation démocratique

Le Kirghizistan, considéré comme le pays le plus démocratique d'Asie centrale, a dû faire face à des instabilités politiques ces dernières années. Les députés luxembourgeois ont félicité leurs homologues kirghiz de la transition pacifique que le pays a entamée suite aux dernières élections présidentielles en octobre 2017. Selon eux, cette transition pacifique est un signe que les institutions du pays sont stables. A plusieurs reprises, la délégation parlementaire kirghize a tenu à souligner que le Kirghizistan est «une démocratie en développement».

La lutte contre le terrorisme: une priorité pour le Kirghizistan

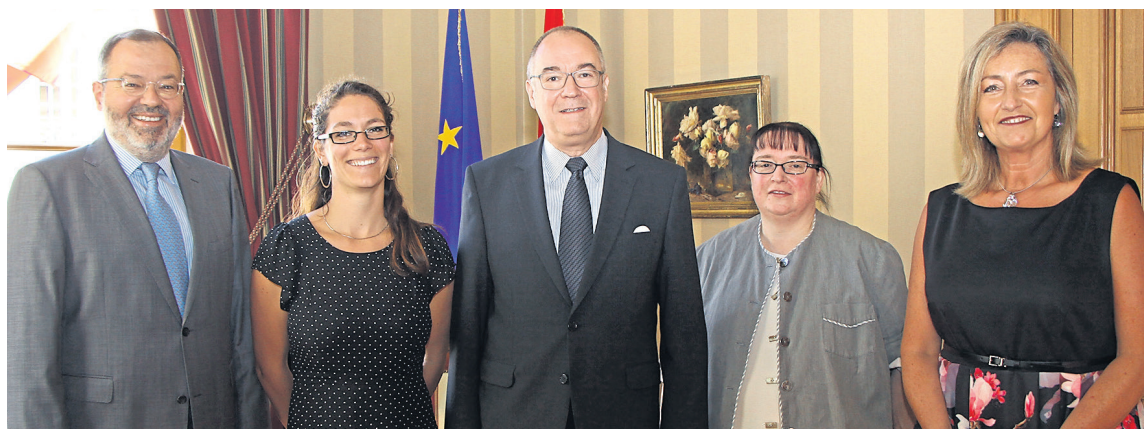
Au cours de l'échange de vues, les députés luxembourgeois et kirghiz ont notamment discuté de la montée de la menace terroriste. «Cette problématique représente le grand défi du 21^e siècle», ont souligné les membres de la délégation kirghize. Ils sont également conscients que la sécurité du continent européen face à cette menace se construit dans la région eurasiatique.

L'intégration régionale, la coopération parlementaire au sein d'organismes comme l'Union économique eurasiatique ainsi que le multilinguisme étaient d'autres sujets évoqués lors de l'entrevue.

25 ans de relations diplomatiques

Le Luxembourg et le Kirghizistan fêtent le 25^e anniversaire de leurs relations diplomatiques, des relations qu'ils aimeraient bien intensifier notamment dans le domaine du tourisme écologique ainsi que dans le secteur financier.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire

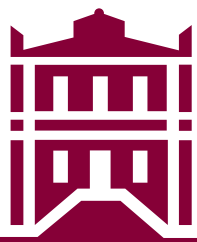


Mme Estelle Beck (2^e de gauche), bibliothécaire-documentaliste à l'Administration parlementaire, fut assermentée le 2 juillet 2018 par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (au milieu), en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (à gauche) et Mme Isabelle Barra (2^e de droite), et de la responsable du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (à droite).

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

...l'Ambassadeur des États-Unis, S. E. M. James Randolph Evans.





Protection des animaux

6994 - Projet de loi sur la protection des animaux

En créant un nouveau cadre juridique dans le domaine de la protection de la vie et du bien-être des animaux, le projet de loi a pour objectif d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux. Il s'agit d'une des premières lois à reconnaître la dignité d'un animal. Ainsi, la future loi définit un animal comme un «être vivant non humain doté de sensibilité en ce qu'il est muni d'un système nerveux le rendant apte à ressentir la douleur».

Pour atteindre l'objectif de la loi, il sera dorénavant interdit à quiconque de tuer sans nécessité ou de faire tuer un animal, de lui causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des angoisses, des dommages ou des lésions.

Le projet de loi s'applique à tous les animaux vertébrés ainsi qu'aux céphalopodes sans préjudice des législations en matière de la chasse, de la pêche, de la lutte contre les organismes nuisibles et de la protection de la nature et des ressources naturelles et prévoit une dérogation concernant l'étourdissement de ces animaux lors de leur mise à mort dans ces domaines.

Ainsi, le projet de loi concerne en premier lieu des détenteurs d'animaux d'élevage et de compagnie. Cependant, d'autres activités en relation avec les animaux nécessitent également le respect du bien-être animal. Voilà pourquoi le présent projet de loi détermine également les conditions de transport des animaux, l'abattage et la mise à mort des animaux ainsi que l'utilisation des animaux à des fins scientifiques.

Travaux de la Commission de la Force publique

(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):

- 27.09.2016 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 06.10.2016 Continuation des travaux
- 27.10.2016 Continuation des travaux
- 01.12.2016 Continuation des travaux
- 16.01.2017 Continuation des travaux
- 28.09.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation d'amendements gouvernementaux
- 05.10.2017 Continuation des travaux
- 22.02.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation d'amendements gouvernementaux
- 03.05.2018 Présentation d'amendements gouvernementaux
Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 31.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2018

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 24.05.2016

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

- 29.09.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 16.10.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
- 17.10.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
- 29.03.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 11.05.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État (suite)
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.06.2018

Loi du 27 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°537, page 1

Réforme de la Police grand-ducale

7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Le projet de loi a pour objet la réforme de la Police grand-ducale. Cette réforme traite principalement cinq volets: la réorganisation de la direction générale de la Police, la réorganisation territoriale, la réorganisation de la police judiciaire, le renforcement de la police adminis-

trative et la modernisation des ressources humaines de la Police.

Au premier chapitre du projet de loi, la Police grand-ducale est définie comme service national de police générale chargé d'assurer la sécurité intérieure. Elle veille au respect et contribue à la protection des libertés et des droits individuels, est proche de la population et agit par des actions préventives, pro-actives, dissuasives et répressives.

Le deuxième chapitre concerne les différentes missions de la Police, lesquelles se répartissent en missions de police administrative, missions de police judiciaire et autres missions.

Le troisième chapitre traite des réquisitions, dont les dispositions générales (première section) règlent les droits et devoirs de la Police et de l'autorité requérante, tandis que la seconde section traite du maintien de l'ordre public sur réquisition.

Au quatrième chapitre sont précisées les relations de la Police avec d'autres autorités, à savoir les autorités communales, les autorités judiciaires et les autorités militaires.

Le chapitre cinq s'occupe du traitement de données à caractère personnel et énumère de façon exhaustive les bases de données auxquelles les officiers de police administrative ou de police judiciaire ont accès dans l'exercice de leurs missions.

Le chapitre six contient l'organigramme de la Police grand-ducale, matière réservée à la loi par l'article 97 de la Constitution.

Le septième chapitre est relatif à toutes les questions concernant le personnel, en commençant par les dispositions communes (première section), puis énumérant les dispositions spécifiques pour le cadre policier (deuxième section) et finalement celles concernant le cadre civil (troisième section).

Les chapitres huit à onze concernent les dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales.

«Naturschutzgesetz»

7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

Le projet de loi a pour objet d'effectuer une réforme intégrale de la législation sur la protection de la nature et des ressources naturelles. Partant du constat que l'environnement naturel au Luxembourg continue à se détériorer, les auteurs du projet de loi ont décidé de renforcer la législation sur la protection des habitats et des espèces, afin d'empêcher l'extinction des espèces, de restaurer les habitats et de rétablir les écosystèmes. Dans le cadre de ce renforcement législatif, il est prévu la mise en place de deux systèmes de mesures:

- les mesures d'atténuation, permettant au ministre, au lieu d'interdire tout projet qui serait susceptible d'avoir une incidence significative sur des espèces protégées, de mettre en place un système de mesures visant à annuler les perturbations éventuelles sur lesdites espèces, tout en autorisant au cas par cas le projet;

- les mesures compensatoires, prévoyant la création ou la restauration de biotopes ou habitats dans un but de compenser les déficits écologiques perpétrés suite à la destruction, la réduction ou la détérioration d'espaces naturels liées à la réalisation de projets d'infrastructure. Par le passé, la mise en œuvre de mesures compensatoires s'est avérée globalement insatisfaisante pour des raisons diverses. Le nouveau système prévu par le projet de loi prévoit:

* un système de quantification de la valeur écologique des biotopes et habitats (écopoints);

* la constitution de pools compensatoires faisant office de réserves foncières à haut potentiel d'amélioration écologique et servant à la compensation de projets ayant provoqué une détérioration du patrimoine naturel;

* la constitution d'un registre permettant d'enregistrer et de répertorier les mesures de compensation réalisées et de gérer l'attribution de ces mesures à des projets nécessitant des compensations.

Les autres nouveautés de la loi sont les suivantes:

- nouvelle définition de la zone verte (art. 3);

- règles plus claires concernant les nouvelles constructions autorisables en zone verte (art. 6);

- précision des règles concernant les constructions existantes (art. 7); en plus une dérogation importante est proposée pour les constructions ayant fait l'objet d'un classement par applica-

tion de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments;

- introduction d'une limitation de la coupe rase (art. 13);

- introduction d'un régime d'autorisation pour la destruction de biotopes en dehors de la zone verte (art. 17);

- réorganisation des dispositions concernant les espèces protégées (chapitre 5), y compris les mesures d'atténuation;

- l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion des zones Natura²⁰⁰⁰, qui permettront d'assurer un état de conservation favorable des habitats et des espèces et qui seront établis pour une durée de dix années avec une possible reconduction (art. 35);

- création de comités de pilotage Natura 2000 (art. 36);

- le droit de préemption, limité aux zones protégées d'intérêt national (art. 49);

- regroupement et clarification des dispositions relatives aux autorisations (chapitre 12);

- précision des sanctions pénales (art. 75);

- introduction d'avertissements taxés (art. 76);

- les recours contre les décisions prises en vertu de la loi. Jusqu'à présent, il s'agissait d'un recours en réformation, de sorte que les juridictions administratives devaient le cas échéant effectuer un travail complexe d'analyse concrète des demandes avec la possibilité de substituer leur appréciation. Il est proposé d'effectuer une modification en n'ouvrant contre les décisions prises que des recours en annulation et une simple appréciation de la légalité par les juridictions administratives.

Par le biais du projet de loi sous rubrique, la législation sur la protection de la nature et des ressources naturelles a également été rendue plus transparente et accessible. C'est ainsi que le projet de loi se trouve enrichi de définitions et d'intitulés à chacun des articles, eux-mêmes regroupés en chapitres et parfois en sections, voire en sous-sections. Ce travail de définition devrait permettre de ne plus avoir de doute sur l'interprétation des termes utilisés par la loi. Un travail approfondi a également été effectué afin de rendre le projet de loi plus cohérent, ceci par la réorganisation de certains articles.

Par ailleurs, le projet de loi établit une simplification administrative réelle de la loi par la réforme de certaines procédures:

- la mise en place d'un parallélisme des procédures pour les désignations de certaines zones, du moins concernant les délais d'application, avec une limitation à une publication dans deux journaux quotidiens publiés au Luxembourg;

- l'instauration d'une procédure claire, unique et rapide en vue de la délivrance d'autorisation comprenant la liste des documents à fournir, l'envoi d'un accusé de réception d'un dossier complet et, si le dossier est complet, la possibilité de solliciter une fois des informations complémentaires en vue de l'éventuelle délivrance de l'autorisation endéans les trois mois.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol



Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

- 15.09.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 21.09.2016 Échange de vues
- 22.11.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 23.11.2017 Continuation des travaux
- 27.11.2017 Continuation des travaux
- 29.11.2017 Continuation des travaux
Continuation des travaux
- 05.12.2017 Continuation des travaux
- 12.12.2017 Continuation des travaux
- 03.01.2018 Continuation des travaux
- 28.02.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation de propositions d'amendements par le groupe politique CSV
- 21.03.2018 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 02.05.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 09.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2018

Service de médiation scolaire

7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a identifié trois grands problèmes auxquels est confrontée l'éducation nationale, à savoir la scolarisation des enfants issus de l'immigration, la scolarisation des en-

fants à des besoins éducatifs spécifiques et le décrochage des élèves qui ne progressent plus dans leur apprentissage et ce pour des causes diverses.

Vu le nombre croissant de décrocheurs scolaires et la contrainte internationale en cette matière, le programme gouvernemental de la législature 2013-2018 prévoit la prévention du décrochage scolaire. En effet, quelque 1.700 élèves quittent prématurément chaque année les lycées, sans être titulaires d'un diplôme, ce qui correspond à un taux de treize pour cent de la population scolaire. Or, la stratégie Europe 2020 de la Commission européenne prévoit de réduire le taux de décrochage scolaire à dix pour cent dans chaque pays membre.

L'instauration du service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale est une des mesures proposées par le Ministère afin de lutter contre le phénomène de décrochage scolaire. En effet, cette instance est chargée de prendre en charge les situations individuelles d'élèves dont le parcours est en péril et d'examiner s'il s'agit de mises en œuvre inadéquates des ressources existantes ou si le système a échoué.

Luxembourg. Conçue comme une réponse à un besoin croissant d'une main-d'œuvre hautement qualifiée - dans un contexte où le Luxembourg disposait d'un ratio de diplômés universitaires par rapport à la population active totale parmi les plus bas en Europe - et de diversification économique, elle s'inscrit dans un cadre européen de prise de conscience de l'importance vitale d'une économie du savoir compétitive au niveau mondial.

À l'exemple de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, la présente loi en projet n'est plus conçue comme loi fondatrice de l'université, mais comme loi portant organisation de l'université. Conformément au principe constitutionnel de la matière réservée à la loi formelle, il est proposé d'intégrer dans la loi bon nombre de dispositions qui jusqu'à présent étaient définies par des règlements grand-ducaux, ce qui renforce la sécurité juridique des dispositions afférentes.

De façon générale, le statut, l'objet et les missions de l'université restent inchangés par rapport à la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Le présent projet de loi précise les missions de l'université qui regroupent l'enseignement supérieur, la recherche et le soutien au développement social, économique et culturel de la société luxembourgeoise.

L'université est composée de trois organes: le conseil de gouvernance, le recteur et le conseil universitaire. Le conseil de gouvernance est responsable de la politique générale, des orientations stratégiques ainsi que du contrôle des activités de l'université. Il est proposé de porter le nombre des membres du conseil de gouvernance à treize, dans le but d'augmenter l'autonomie organisationnelle et décisionnelle de l'université. Ainsi, deux des membres du conseil de gouvernance sont proposés par le conseil universitaire, ce qui renforce le pouvoir décisionnel de celui-ci. Le président de la délégation des étudiants et le président de la délégation du personnel siègent d'office au conseil de gouvernance en vertu de leur fonction. Dans le but de renforcer l'efficacité du processus décisionnel, le rectorat, en tant qu'organe exécutif, est supprimé et remplacé par un recteur comme chef de l'exécutif, qui peut déléguer ses missions à ses trois vice-recteurs. Le conseil universitaire est composé exclusivement de membres internes à l'université, représentants du personnel. En voyant son indépendance institutionnelle renforcée et ses attributions plus clairement définies, le conseil univer-

sitaire peut mieux exercer son rôle de sénat universitaire, qui consiste en l'émission d'avis relatifs aux propositions du recteur en relation avec les activités d'enseignement et de recherche.

Finalement, une délégation des étudiants est créée par la présente loi en projet pour consolider de façon formelle la participation des étudiants aux prises de décision.

Comme le directeur administratif et financier ne fera plus partie des organes de l'université, l'administration centrale, dirigée par ce dernier, est instaurée en tant que nouvelle composante de l'université.

Le nombre de trois facultés est maintenu, bien que leur dénomination précise ne soit plus inscrite dans le texte du projet de loi. Par contre, le nombre maximal des centres interdisciplinaires est porté à six, permettant d'apporter une plus grande flexibilité à un modèle qui a fait ses preuves et qui constitue un facteur élémentaire pour l'établissement de la bonne renommée internationale de l'université.

Le présent projet de loi prévoit par ailleurs des modifications concernant les différentes catégories et sous-catégories de personnel et leurs dénominations, les critères en termes de compétences et de grade académique requis pour les différents postes ainsi que les procédures de recrutement et de nomination.

Un objectif central du présent projet de loi consiste à renforcer l'autonomie pédagogique et scientifique de l'université. Ainsi, il est attribué à l'université le pouvoir d'adopter un règlement d'études par le conseil de gouvernance qui précise, entre autres, les détails des programmes d'études, les critères d'évaluation ainsi que les procédures d'admission et d'exclusion.

Le projet de loi instaure également la coopération entre l'université et le groupement d'intérêt économique «Centre de gestion pour la formation continue et professionnelle universitaire», qui prend la relève de l'«Institut universitaire international de Luxembourg» («IUIL»). Placé sous la surveillance de l'université en collaboration avec le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, le nouveau centre est chargé de gérer la formation continue et professionnelle de l'université, les programmes d'études de l'université menant au grade de bachelor, en particulier ceux à caractère professionnalisant ainsi que la procédure de validation des acquis de l'expérience.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 08.05.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

- 04.12.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 06.12.2017 Continuation des travaux
- 07.12.2017 Continuation des travaux
- 11.12.2017 Continuation des travaux
- 03.01.2018 Continuation des travaux
- 04.01.2018 Continuation des travaux
- 09.01.2018 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 12.03.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 27.03.2018 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 28.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2018

Loi du 27 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°587, page 1

Bail à ferme

7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil

L'objet du projet de loi consiste à réviser la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme, afin d'améliorer la prévisibilité des rendements financiers des exploitants agricoles.

Le projet de loi prévoit la modification de la durée du bail à ferme dans le but de garantir

aux exploitants une meilleure prévisibilité. En effet, la planification et l'autonomie financière des agriculteurs ne sont garanties que si les terres agricoles ne peuvent être exploitées pendant une période assez longue par les preneurs, sans cependant que cette période d'engagement soit tellement importante que les propriétaires deviennent trop réticents à s'engager. Pour ces raisons, la durée de bail portant sur une ferme entière ne pourra pas être inférieure à quinze ans, contre neuf ans actuellement.

Le bail portant sur des parcelles sera désormais prorogé par périodes de six ans, contre trois ans respectivement un an actuellement. Le dé-

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

- 12.07.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 27.09.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 10.01.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 17.01.2018 Présentation d'un amendement concernant l'article 5
- 07.03.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
- 03.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

- 07.03.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un amendement parlementaire

Vote en séance publique: 16.05.2018

Loi du 18 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°548, page 1

Organisation de l'Université du Luxembourg

7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de procéder à une refonte de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. La création de l'Université du Luxembourg en 2003 a représenté un facteur stratégique dans le développement économique, politique et social du Grand-Duché de



lai de préavis est également revu à la hausse. La révision du fermage ne pourra désormais être demandée que tous les cinq ans.

Une autre modification visant à pérenniser la cultivation des terres louées est l'introduction d'une obligation du bailleur de notifier au preneur son intention de vendre le bien loué. Le preneur disposera d'un délai d'un mois à compter de la notification pour faire une offre d'achat au bailleur. La méconnaissance des

droits reconnus au preneur entraîne la nullité de la vente.

Le législateur profite de la modification de la loi précitée du 18 juin 1982 pour étendre aux partenariats enregistrés les dispositions protectrices profitant actuellement au seul conjoint, en conséquence de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.06.2017

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

30.03.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

11.05.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.06.2018

Loi du 2 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°558, page 1

Organisation de l'enseignement fondamental

7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Le projet de loi, dans sa teneur initiale, a pour objet d'apporter des modifications aux textes législatifs relatifs à l'organisation de l'enseignement fondamental. La plupart de ces adaptations s'imposent suite à la mise en œuvre de la réforme de l'inspection de l'enseignement fondamental. D'autres modifications trouvent leurs origines dans l'accord du 22 février 2016 au sujet des lignes directrices de la politique éducative pour le restant de l'actuelle législature, conclu entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Syndicat national des enseignants (SNE/CGFP).

Le texte initial a été complété par les amendements gouvernementaux du 13 février 2018. Ces derniers portent principalement sur les mesures visant à répondre à la pénurie des enseignants, à laquelle l'enseignement fondamental fait face depuis quelques années et qui s'est aggravée lors de la rentrée scolaire 2017-2018.

Afin de pallier cette pénurie, il est proposé d'agir sur trois niveaux:

- les modalités d'accès au concours de recrutement sont adaptées: actuellement, les candidats se présentant au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur doivent être habilités à enseigner dans les quatre cycles d'apprentissage, c'est-à-dire, au cycle 1 (éducation préscolaire), ainsi qu'aux cycles 2 à 4 (enseignement primaire). Cette condition est abolie. Le concours comporte désormais deux options, une «option C1» et une «option C2-4». Ainsi, les candidats pouvant se prévaloir d'une qualification pour enseigner au premier cycle de l'enseignement (C1) peuvent se présenter aux épreuves de l'«option C1». Les candidats disposant de la qualification pour enseigner dans les cycles 2 à 4 peuvent se présenter aux épreuves de l'«option C2-C4». Les candidats habilités à enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental peuvent se présenter, lors de la même session, aux épreuves des deux options. Pour les candidats qui suivent leurs études à l'étranger et qui disposent de la seule qualification pour l'une des deux options proposées, mais qui souhaitent tout de même enseigner dans les quatre cycles, il est créé la possibilité de suivre une formation en cours d'emploi pour obtenir l'habilitation à enseigner au niveau des cycles C1 à C4;

- l'accès à la fonction d'instituteur est ouvert aux détenteurs d'un diplôme de bachelier en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental, tels que définis au chapitre 1^{er}, section 3, articles 6 et 7, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Par conséquent, l'accès à la fonction d'instituteur n'est plus exclusivement réservé aux seuls détenteurs d'un diplôme de bachelier en sciences de l'éducation. À préciser que ce nouveau mécanisme s'applique seulement si le nombre de candidats brevetés en sciences de l'éducation est inférieur au nombre de postes à disposition. Il ne s'agit donc que d'une voie de recrutement subsidiaire. De plus, l'application de ce nouveau mécanisme est limitée à cinq ans;

- le stage des enseignants de l'enseignement fondamental est adapté: dorénavant, l'expérience acquise durant la formation initiale sous forme de stage pratique est davantage prise en compte. Il est proposé de faire bénéficier le stagiaire-instituteur, qui peut se prévaloir de quatre années d'études supérieures et d'au moins vingt semaines de stage pratique, d'une réduction de stage d'une année. À titre d'illustration, citons les détenteurs d'un diplôme de bachelier en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg, qui ont en général fait plus que trente semaines de stage pratique pendant leur formation initiale, et qui pourront ainsi bénéficier de la réduction susmentionnée. La durée de leur stage pédagogique est dès lors réduite à deux ans. Sur proposition du Conseil d'État, et eu égard au principe de l'égalité de traitement au sens de l'article 10bis de la Constitution, il est proposé d'introduire une dérogation transitoire permettant à tous les instituteurs-stagiaires actuellement en fonction de bénéficier d'office de la réduction de stage d'un an.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07.11.2017

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

18.04.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen d'amendements gouvernementaux

19.04.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

06.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2018

Loi du 22 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°518, page 1

Compétences élargies des agents municipaux

7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Le projet de loi a pour objet de combler une lacune dans la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, à laquelle a rendu attentif l'Association des Agents municipaux (ASAM). L'article 99 de la loi communale donne compétence aux agents municipaux pour constater des infractions en matière de stationnement en décernant des avertissements taxés conformément aux alinéas 1^{er}, 3 et 4¹ de l'article 15 de la loi modifiée du 14 février 1955 réglementant la circulation sur toutes les voies publiques. L'article 15 de la loi de 1955 sanctionne cependant le parcage, l'arrêt et le stationnement qui répondent chacun à une définition spécifique. Il existe donc une incohérence entre la loi communale et le Code de la route, à laquelle le projet de loi entend remédier par l'extension

¹ Le projet de loi remplace en outre la référence erronée à l'alinéa 2 par celle à l'alinéa 4.

des compétences des agents municipaux aux infractions en matière d'arrêt et de parcage. Aucune qualification supplémentaire ne sera exigée des agents municipaux, puisque la procédure de constat et de répression des infractions d'arrêt et de parcage sera la même que celle appliquée en matière d'infractions de stationnement.

Par ailleurs, le projet de loi modifié tient compte de l'avis du 20 février 2018 du Conseil d'État qui constate que l'article unique initial «ne modifie pas la disposition de l'article 99, alinéa 2, de la loi communale selon laquelle les agents municipaux se trouvent, quant à l'exercice de leurs compétences en matière de circulation routière, 'sous l'autorité du collège des bourgmestre et échevins'». Comme les missions des agents municipaux, en matière de circulation routière, se rattachent à l'exécution des lois et règlements de police au niveau communal et qu'il appartient au bourgmestre, en vertu de l'article 67 de la loi communale, de veiller à l'exécution des lois et règlements de police, les agents municipaux sont soumis à l'autorité exclusive du bourgmestre.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 01.12.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

27.02.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018

Loi du 22 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°549, page 1

Reconstitution des ressources de l'AID

7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution

des ressources de l'Association internationale de développement

La présente loi en projet a pour objet de sanctionner la contribution luxembourgeoise, à hauteur de 56.450.000 euros, pour la 18^e reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 16.03.2018

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

27.04.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

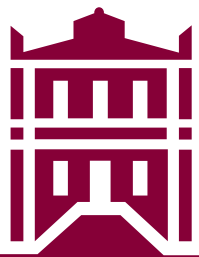
Examen de l'avis du Conseil d'État

04.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018

Loi du 6 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°464, page 1



Sommaire

- 1.** Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 2.** Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école
- Mme Sylvie Andrich-Duval - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- 3.** Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées
- M. Fernand Kartheiser - M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- 4.** 7182 - Projet de loi portant modification
1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;
4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;
5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création
a) d'un Institut national des langues;
b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;
6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;
7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;
9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État
et portant abrogation
de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten
- Discussion générale: M. Yves Cruchten (interventions de M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Octavie Modert et M. Mars Di Bartolomeo, Président), Mme Octavie Modert, Mme Sam Tanson, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 5.** 6708 - Projet de loi relative
- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;
- au courtage et à l'assistance technique;
- au transfert intangible de technologie;
- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière com-

- merciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes et portant abrogation de
- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;
- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;
- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne
- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel- 6.** 7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
- Discussion générale: M. Marco Schank, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen
- Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7.** 7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen
- Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 8.** 7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics
6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal
6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics
- Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 7179: Mme Viviane Loschetter
- Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6705: M. Fernand Kartheiser
- Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6909: M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry et M. Fernand Kartheiser)
- Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry, M. André Bauler, M. Gast Gibéryen et M. Roy Reding), M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Lex Delles), M. David Wagner (interventions de M. Fernand Kartheiser), M. Laurent Mosar (interventions de Mme Josée Lorsché, Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry)
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gilles Roth), M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. le Ministre Félix Braz
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 7179
- Retrait du rôle des propositions de loi 6705 et 6909: M. Laurent Mosar, M. Fernand Kartheiser
- Dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a spuerer mer déi traditionell Fro an iwverloossen d'Froen deenen, déi se gestallt hunn. Fir d'Éischt eng éischt erweidert Fro, d'Fro N°29 vun der Madamm Sylvie Andrich-Duval iwwert d'Gewalt an der Schoul. Madamm Andrich, Dir hutt d'Wuert.

2. Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Déi rezent Aktualitéit vu Gewalt an der Schoul an an de Maisons relais huet, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, net nème mech, mä sécherlech och lech interpelléiert. D'Enseignanten an d'Erzéier si konfrontéiert mat Gewalt- an Disziplinnsproblemer an der Schoul an och an de Betreuungsstrukturen. Ouni ze dramatiséieren, muss een dat awer ganz eescht huelen.

Verglächend Studien, wéi d'Health Behaviour in School-aged Children vun 2016 vun der WHO, der Weltgesundheitsorganisatioun, oder PISA 2015 vun der OECD bestätegen d'Aggressioun stinn um alldeegleche Menü. An de Betreuungsstrukture gëtt d'Personal geschloen oder gebass. An der Schoul gëtt d'Klass gestéiert an d'Léierpersonal steet dacks eleng do.

Bei de Kanner selwer, ob Grondschoul oder Scondaire, läit Lëtzebuerg mam Mobbing an och mam Cybermobbing iwwert der Moyenne vun deenen anere Länner. Deen ze heefegen Zäitverdreif am fréien Alter mat Handy a Gewaltvideospiller huet och Konsequenzen op d'Gehir vum Kand. D'Basis fir Sucht- a Gewalt-potenzial ass domat ginn. D'Bildschirmsucht wäert och dofir ab Juni vun der WHO als nei Krankheet unerkannt ginn.

Wat wëllen d'Kanner an déi Jonk eis soen? Net nème déi aggressiv an déi verbalensop-fälleg, mä och déi, déi sech zréckzéien, déi ängstlech, déi depressiv. Si si net d'Spiegelbild vun eiser Gesellschaft? Misär an de Familljen, Stress a Leeschtungsdruck, nonstop digitalen Online, Fräiheet liewen ouni Grenzen, ouni Respekt virun Autoritéiten, emol net virun der Police.

Ass hei net en déiwe Malaise bei de Kanner an de Jonken? Ruffe se net em Hëllef? Mudde mer hinnen net ze vill zou? A loosse mer se iwverhaapt nach Kanner sinn? Kréie se, oder hu se kritt, wat se wierklech brauchen? Zum Beispill fest Bezuchspersonen an der klenger Kandheet, en ugepasstene Liewensrhythmus, kloer Regeln a Grenzen.

Firwat net an deem Sënn och Direkteren an der Grondschoul aféieren, wéi d'CSV dat virschléit? Doriwier eraus ass och eng global Approche néideg. Mir all si gefuerdert: d'Elteren, déi Professionnell, d'Gesellschaft an och d'Politiker, besonnesch Dir, Här Minister. Ass et net fir

d'Éischt néideg, den Ursaachen emol op de Fong ze goen? Lëtzebuerg huet do munches nozehuelen.

De Minister huet vill reforméiert a leschter Zäit an e reagéiert elo nees iwverstierzt op d'Aktualitéit, andeems en iwver 400 nei Posten ugekënnegt huet fir eng intensiv Betreuung vu verbalensopfällege Kanner, och ausserhalb vun der Schoul. Maache mer hei Exklusivon amplatz Inklusioun? Wéi soll dat konkret um Terrain ëmgesat ginn? Ginn elo d'Clen, also d'Inklusiounskommissiounen, zu Diagnos- an Testmaschinne reduzéiert? Riskéiere se net och als Deel vum System hir Neutralitéit ze verléieren an och domat d'Vertraue vun den Elteren?

Ginn all d'Kanner mat Leidensdruck detektéiert oder just déi onbequem, déi stéieren? Sollt net eng ambulante sozioeducativ a psychologesch Hëllef méi no bei Hand sinn, anstatt um regionalen Niveau? Wéi gëtt dat Ganz koordinéiert? Well et féinnt de Moment elo scho kee sech dran erëm!

Wéi eng Profiller sollen déi nei Professionnell hunn? A wou gi mer se sichen? Wou ass dat globaalt nationaalt Konzept, och ministère-iwvergräifend, d'Plaz vun der Schoulmedezinn, d'Plaz vun de liberale Kannerpsychiatere oder Psychotherapeuten? Wivill verschidde Leit a Servicer këmmere sech em e Kand am Alldag an och, wann et Hëllef brauch? Ass dat dem Kand zoumuttbar, zemoos wann et kleng ass? Eng regelrecht Odyssee fir d'Elteren an d'Kanner. Bräichte se net direkt eng neutral Referenzperson, eng Aart Case Manager, deen d'Kand

net nème och als Schüler gesäit? Wäer et net néideg, emol alles, wat do ass, fir d'Éischt ze evaluéieren?

D'Betreiungs- an d'Léierpersonal hu keng Leit um Terrain. Si kommuniquéieren iwver Formulairé mat engem enorme Waasserkapp. Misst d'Ausbildung vum Schoul- an Erzéiungspersonal net och ugepasst ginn? Sollt net méi präventiv geschaff ginn, fir problematesch Kanner virun der Aschoulung ze detektéieren, anstatt elo nees Pompjee ze spillen?

Et gëtt Elteren, déi leider net de Choix hunn an zu zwee musse schaffe goen. Si kënnen sech och net ëmmer esou em hir Kanner këmmere, wéi se dat vläicht gär géifen. D'Politik, och d'CSV, steet fir e Kader, dee méi flexibel Zäit erméiglecht. Sollt net och Eltereginn an d'Elteresinn, grad bei klenger Kanner, méi begleet ginn?

Här President, zum Schluss nach d'Fro, ob net, anstatt eenzel Pilotprojeten an de Schoulen, en nationalen Aktiounspiang géint Gewalt vläicht virzezéie wär, inklusiv d'Virbeuge vu Radikaliséierung an och Strategië géint de Mobbing an der Schoul.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci den. An d'Wuert huet den Educationminister, den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun der Madamm Andrich preoccupéiert mech. Ech war an de leschten zwee, dräi Méint ganz vill an de Grondschoulen ënnerwee, hunn do mat den Akteure geschwat, mat de Schoul-direkteren - déi komescherweis hei nach ëmmer gefrot ginn; mir hu se! -, mat de Schoul-presidenten, mat den Elteren, an do stoung d'Problematik ronderëm Kanner, déi e Verhalen opweisen, wat de Fonctionnement an der Schoul méi schwiereg mécht, heiansdo och vläicht onméiglech mécht, eigentlech iwwerall op der Prioritéiteléisch.

Dat ass e Phenomeen, deen eis beschäftegt, deen eis och net nei ass, well mer jo säit enger gewëssener Zäit schon eng Rei vu Politicken amgaange sinn ëmzesetzen, Politicken och, déi elo hei grad proposéiert goufen, wéi zum Beispill, datt onkomplizéiert kéint eng Hëllef an der Schoul, net um regionale Plang, mä an der Schoul präsent sinn. Mir hunn d'Fonction geschafe vum Instituteur spécialisé fir den Émgang mat Kanner mat extrae Besoinen, dozou gehéieren och déi doten. Mir sinn amgaangen, do weider ze rekrutéieren.

Ech kann lech soen, datt eng vun deene Reaktiounen, déi ech awer och kritt hu bei de Visiten an de Schoulen, dat war, datt do, wou esou eng Persoun präsent ass, dat extrem begréisst ginn ass an do scho ganz, ganz villes kann um Terrain entschäerft ginn, well een Akteur do ass, dee sech zousätzlech, net nieft dem normale Schoulhalen, mä zousätzlech kann och emol an akute Situatiounen ëm eng Situatioun këmmen, a well awer och en Akteur do ass, deen duerch seng Formatioun oder seng Berufserfahrung ganz besonnesch géeegeent ass, fir och Weeër ze fannen, wéi en Encadrement an awer och en normale Fonctionnement an der Klass, an der Schoul méiglech ass.

Mir sinn amgaangen, op ganz ville Plazen, net nëmme den Instituteur spécialisé, mä op ganz ville Plaze weider Ressourcen an d'Schoulen ze bréngen. D'Équipe de soutien pour enfants à besoins ass opgestockt ginn Enn d'lescht Joer mat 40 Posten. Momentan leeft e Rekrutement vu 35 Posten an et wäerten der och nach eng Kéier 50 relativ schnell duerfir nokommen.

Dir wësst och, datt mer en nationale Kompetenzentrum amgaange sinn ze schafen, deen an deenen nächste Wochen hei wäert hoffentlech - jo mat grousser Majoritéit dann, wa mer där doter Problematik alleguerten eng Prioritéit wëlle bäimoossen - och gestëmmt ginn. Et ass e Kompetenzentrum fir den Développement socio-émotionnel vun de Schüler, well mer do schon d'Ursaach dra gesinn, wann deen een oder deen anere Schüler e schwieregt Verhalen an der Schoul un den Dag leet, fir en do méi kompetent souwuel ambulatoire, wéi grad gefuerdert, wéi awer och vläicht emol op enger anerer Plaz kënnen ze encadréieren.

Ech wëll awer gläichzäitig - well wann een déi Wieder hei alleguerten esou héiert, da kéint ee sech schon e bësse schudderden -, ech wëll gläichzäitig och dedramatiséieren, datt och emol eng Kéier Kanner mateneen eng ganz normal Rollerei hunn an datt d'Kanner och do-duerjer léieren, hir sozial Kompetenzen ze entwéckelen. Ech denken, datt dat zur normaler Entwécklung och vum Kandsinn a vum Jugendléche gehéiert.

An dat hate mer ëmmer a wa mer un eis eege Kandheet zréckdenken, da falen eis déi eng oder déi aner Situatiounen esou an. Ech wäert elo net hei an den Detail goen; et wäert deen een oder deen anere schon elo hei gefreet hunn. Mä doriwwer solle mer och kloermachen, datt et dat net ass. An et ass evident, datt den Enseignant respektiv aner professionell Akteuren oder den Educateur an der Maison relais natierlech och mat där Situatioun absolutt musse kënnen eens ginn.

Da gëtt et och haut Kanner, déi op där enger Säit vläicht vermoléiseegt sinn, op där anerer Säit vläicht iwwerprotegiert, iwweraniméiert sinn, vläicht och duerch de Konsum vun neien digitale Medien - ech soen do bewosst „vläicht“, well dat jo alles nach net esou ganz kloer ass, wat fir eng Auswierkungen datt dat huet - méi e schwieregt Verhalen entwéckelt hunn an opfälleg ginn an der Schoul, an der Maison relais oder op anere Plazen, an der Regel jo och an der Famill oder am private Raum.

An ech denken, datt mer do nach méi musse maachen, fir deem kënnen gerecht ze ginn als Schoul an enger inklusiver Approche iwwert

déi Weeër an déi Politicken, déi ech grad erklärt hunn: méi spezialiséiert Personal an der Schoul, direkt beim Kand, méi spezialiséiert Personal an der regionaler Direktioun, fir och do ambulatoire kënnen ze hëllefen, mat héijer Kompetenz, Erfahrung a Fachkompetenz kënnen ze intervenéieren an der Équipe de soutien pour enfants à besoins, awer och duerch systematesch Politicke vu Weiterbildung, vu Coaching, vu Begleedung, wat och eng Aarbecht wäert sinn an eng Aufgab wäert si vun den nationale Kompetenzentren, fir d'Personal um Terrain a ganz kritesche Situatiounen ze begleeden.

An da gëtt et awer och, an dat ass jo och diskutéiert ginn am Laf vun deene leschten zwou, dräi Wochen, Kanner, an dat sinn der ganz, ganz weineg - par rapport zu deenen 48.000 Kanner, déi mer an der Grondschoul hunn, géif ech wierklech soen, si mer do ënnert dem Promillberäich wahrscheinlech, ëm déi et hei dann och geet -, an et sinn och déi, déi d'Schlagzeile maachen, an et sinn och déi heiansdo, déi wierkeg Problemer maachen, wou ee sech wierkeg muss d'Fro stellen, ob se an der Schoul adequat kënnen encadréiert ginn, ob mer net do an enger Situatioun sinn, wou ee sech fir d'Alleréisch dem Grundproblem vun Kand muss widmen, ier iwwerhaupt wierkeg seriö u Schoulhalen an u Fonctionnement an der Schoul an och un en Encadrement an der Schoul ze denken ass.

Kanner, déi wierkeg aggressiv sinn, Kanner, déi wierkeg gewalttätig si géint sech selwer, géint hir Schoulkollegen, géint d'Léierpersonal, Educatrices an Educateurs, jo, dat gëtt et, mä et ass ganz kloer e Randphenomeen. An ech denken, datt mer do de Perimeter, den Aktionskrees an d'Interventionsméiglechkeete vun der Schoul awer depasséieren. An do musse mer eis aner Méiglechkeete ginn. Ech denken, datt do Centre-thérapeutiques, Centre-psychothérapeutiques an der Verantwortung sinn. Ech denken, datt mer do eng ganz intensiv Prise en charge socio-éducative brauchen an enger Form och, wéi d'Schoul se eigentlech selwer, well se e Léieroptrag huet a well se als Schoul muss fonctionnéieren, net ka leeschten.

An duerfir si mer higaangen a mir hunn en Appell gemaach un d'Träger aus dem sozioéducative Beräich, fir Centre-thérapeutiques ze schafen, relativ kuerzfristeg och ze schafen, fir deem Besoin um Terrain kënnen gerecht ze ginn.

Mir hunn iwwert déi Ouschterwochen emol nach eng Kéier méi am Detail gekuckt: Ëm wat fir eng Kanner geet et dann do? An ech wëll duerfir och warnen hei, an esou e kulturkriteschen Discours ofzefalen, wou een elo de Fonctionnement vun der Gesellschaft a Fro stellt, d'Manéier, wéi Kanner liewen an der Famill, wéi d'Famill sech organiséiert generell a Fro stellt. Also, ech kann hei net an den Detail goe vun deene Biographien, déi d'Kanner mat siwen, aacht, néng oder zéng Joer schon heiansdo Opweises hunn. Mä wa mer dat gesinn, da verst mer, datt se och mat hirem aggressiven a gewalttätege Verhalen - an och vläicht heiansdo, andeem se sech roueg no banne kéieren, do sinn ech ganz domadder d'accord - da probéieren, op hir Situatioun, op hire Malaise opmierksam ze maachen. A mir mussen deen Hëllefuff do escht huelen.

Also Kanner, déi Saachen erlieft hunn an der Realitéit, wéi aner Kanner se héchstens an Hollywoodfilmer vläicht um Bildscherm erliewen, déi eigentlech nach net fräi gi si fir Kanner an deem doten Alter, déi féieren natierlech och derzou, datt mer esou Situatiounen herno erliewen. An do ass d'Schoul mat hire Moyene sécherlech um Enn. An do mussen aner professionell Akteuren och intervenéieren, fir am Interessi vum Kand eppes kënnen ze bewierken. A mir wëssen och, datt déi Kanner finalement e Schoulhalen a Schoul an Dignitéit kënnen assureieren iergendwousch net méi méiglech maachen.

Mir hu festgestallt, datt et och fir déi dote Kanner e Mangel u Plaze gëtt. Mir hunn net nëmme festgestallt, datt et e Mangel u qualifizéiertem Personal direkt an der Schoul gëtt, wou mer mam I-EBS drop reagéieren, datt et um regionalen Niveau e Mangel u kompetentem Personal gëtt, mir hunn net nëmme festgestallt, datt mer och um nationale Plang eigentlech nach schwaarz Lächer hate vun Thematiken, déi guer net ofgedeckt waren - duerfir schafe mer dee Centre de compétence pour le développement socio-émotionnel an anerer och -, mä mir brauchen och nieft der Schoul, ausserhalb vun der Schoul Plazen, wou deene Kanner do wierkeg mat grousser Fachkompetenz ka begéint ginn.

Et ass awer net nëmme de Mangel u Plazen, dee mech hei interpelléiert, et ass och, an dat huet een och festgestallt unhand vu ganz konkrete Beispiller, datt mer eis Ofleef, eis Zoustännegkeeten, eis Prozeduren och mussen iwwerdenken.

Ech ginn lech e Beispill: Et gëtt eng vun de Regiounen an der Grondschoul, déi mer gesot huet - wa mer Kanner no deem dote Profil emol detektéieren, déi wierkeg opfälleg ginn an de Schoulen -, datt dat der bei hir an der Regioun eigentlech aacht wäeren, wou ee géif soen: „Do kann d'Schoul eigentlech momentan net méi richteg stattfannen an dat ass eng Belaaschtung fir d'Schoul. An och kënnen mer deene Kanner do net hëllefen.“

Siwe vun deenen aacht Kanner ware schon an engem Centre thérapeutique! Siwe vun deenen aacht Kanner waren also schon detektéiert ginn, sinn erauskomm, hunn och do gehollef kritt, sinn zréck an d'Schoul komm. Da stellt ee fest, datt se ganz oft och oui eng Préparatioun zréck an d'Schoul komm sinn, datt d'Schoul ganz oft vum éischten Dag un nees iwwerfuert war mat där doter Situatioun, datt dee Retour do net préparéiert war. Et weess een och net ëmmer, opgrond vu wat fir engen Indikatiounen dee Retour dann do geschitt ass. Ass dat, well een no sechs Méint automatesch zréck muss, oder ass et, well d'Kand esou wäit - ech soen elo emol - „geheelt“ ass, datt et an der Schoul herno ka fonctionnéieren an och vun engem Unterrecht ka profitéieren?

Duerfir hunn ech eise fréiere Premier Conseiller de Gouvernement, den Nico Meisch, chargéiert, eng Analys ze maachen iwwert déi dote Fäll an och iwwert déi dote Prozeduren an d'Schwaachstellen nach eng Kéier ganz kloer ze dokumentéieren. Et hëlleft sécherlech näischt, weider Ressourcen op den Terrain ze bréngen respektiv aner Strukturen ze schafen, wa mer net och déi Ofleef do an déi Prozeduren do nach eng Kéier iwwerkucken a vläicht och duerno nach eng Kéier iwwerdenken. Och do ass Handlungsbedarf. Mä och do agéiere mer a reagéiere mer.

An nach eng Kéier: Ech denken, datt prinzipiell Diskussiounen iwwer Inklusioun an der Schoul eis hei um Terrain sécherlech net weiderhëllefen an och éischter kulturkritesch Diskussiounen, wéi se och an deem doten Zusammenhang ëmmer erëm ugefouert ginn, mengen ech, dem Besoin vun de Kanner an dem Besoin vun de Schoulen oder de Maison-relais alles aneschtens wéi gerecht ginn.

Villmoos Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Andrich, wëllt Dir nach eng Kéier nohaken? Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Och Merci, Här Minister, fir déi Explikatiounen. Eng Fro, déi ech opgeworf hat, war, ob et net och néideg wär, e bëssen eng Bestandsopnam vun den Ursaache vun deem Ganzen ze maachen, fir och do eng Analys ze maachen. Doropshi kéint een näamlech weider Aktionspläng opbauen, fir dat kohärent unzuegoen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo, Merci, Här President. Ech denken, datt ech hei a mengen Ausföerungen och op méiglech Ur-saachen agaange sinn. An déi Ur-saache sinn esou villfälteg, wéi et Kanner gëtt. An ech hunn dräi Kategorien hei probéiert opzezielen.

Déi éischt, dat ass dat wibbelegt Kand, wéi mer vläicht alleguerte waren emol, well wa mer et net gewiescht wäeren, géife mer haut wahrscheinlich net hei setzen oder stoen.

Dat anert, dat si Kanner, déi, jo, vläicht och heiansdo en Environnement hunn, wat méi schwiereg ass, mä Kanner, déi vu sech aus staark sinn, déi vu sech aus resistent sinn an hire Wee awer wäerte maachen, wa se dann op géegenter Plaz, an dozou gehéiert och d'Schoul, an dozou gehéiert d'Maison relais, déi an enger inklusiver Approche musse schafen, och kënnen gehollef kréien, fir dat ze iwwerbrécken, wat se vläicht op anere Plazen net kritt hunn.

An et gëtt déi, an do schwätze mer wierkeg vu ganz, ganz weinege Kanner par rapport zu deenen 48.000 Kanner, déi mer an eiser Grondschoul hunn, déi traumatesch Erlebnisse hannert sech hunn a wou et evident ass, wat d'Ur-saach fir hiert Verhalen a fir hiren Hëllefuff, dee se all Dag aussenden, ass. Ech kann, ech wëll eigentlech och hei, aus Respekt virun deene Kanner, net méi an den Detail goen. Ech kann lech awer ganz gären déi eng oder déi aner Biographie vun deene Kanner mat siwen, aacht, néng oder zéng Joer eng Kéier dokumentéieren. Da verst mer, wat do d'Ur-saache sinn. A mir sollen déi Kategorië vun Ur-saachen, d'Kategorië vu Kanner och net matenee vermëschen, well mer soss sécherlech net déi richteg Antwerte wäerte fannen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat hu mer déi éischt Fro ofgeschloss

a mir kommen zu där nächster Fro. Déi kënnt vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Kritäre beim Agreement vun ONGen.

3. Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Membere vun der Regierung, ech wollt hei den Här Minister befragen iwwert d'Kritären, fir enger Organisatioun den Agreement ze entzéien, wa se d'Bestëmmunge vun deem Agreement net anhält respektiv wa se d'Ziler vun der Entwécklungshëllef net respektéiert an hiren Aarbecht oder och den Orientéierung vum der Lëtzebuurger Baussepolitik oppe widdersprecht.

Et ass eng Fro vun der Kohärenz an der Politik. Dir wësst, datt déi dräi „D“e sollen zesummegehéieren: den Développement an d'Diplomatie wéi och d'Defense. An et ass also och eng Fro vun der Kohärenz, wéi d'Entwécklungspolitik an d'Baussepolitik erageet, respektiv och, ob dann déi Organisatiounen, déi d'Regierung finanziell ënnerstëtzt, och kohärent si mat den allgemengen Ziler vun der Entwécklungshëllef-politik. Et wär jo net logesch, wann d'Regierung géif Organisatiounen ënnerstëtzen, déi deene widdersprechen.

De Minister huet och d'Recht, do nozefroen. Wann een déi verschidde legal Texter kuckt, da steet do, „logique d'intervention“ an „stratégie opérationnelle“ kéinten nogefrot ginn. Genau-sou wéi an den Texter steet, de Ministère kéint all zousätzlech Informatiounen froen, déi en néideg fénnt, fir d'Opportunitéit vun deem Agreement ze iwwerpräieren. Dat heescht, de Minister huet déi Méiglechkeet, den Agreement ze iwwerpräieren, eng Appreciatioun ze maachen, déi néideg an och noutwendeg ass.

Elo ass et awer esou, datt, op jidde Fall a menger Appreciatioun, de Ministère eng Organisatioun ënnerstëtzt, déi deenen Ziler vun der Politik widdersprecht: Dat ass de Comité pour une paix juste au Proche-Orient. E schuet der Regioun ekonomesch.

Do muss ee wëssen, datt déi besate palästinensesch Territoiren, esou wéi d'Regierung se nennt, praktesch consideréiert gi wéi e Kooperationspartner. Et ass keen offizielle Kooperationspartner, mä si gi praktesch esou behandelt, wéi wa se ee wäeren. An dee Comité, deen awer Lëtzebuurger Entwécklungshëllef kritt, dee propagéiert eng Boykottpolitik fir déi Regioun: „Boycott, Divestment and Sanctions“ (BDS), déi speziell och sollen déi Produite viséieren, déi aus deene Regiounen kommen.

Wann een an der Literatur kuckt, dann heescht et, datt déi och dacks als antisemitesch agestuift ginn, déi Operatiounen an deem dote Sënn. An de Comité huet och elo op senger Websäit e Kommentar, e Bréif zitéiert an och publizéiert, wou e gesot huet: «Le Parlement européen a voté en mai 2017 une résolution odieuse sur la lutte contre l'antisémitisme», wou e sech bezitt op déi Holocaust Remembrance Alliance, an déi Definitiou huet och Lëtzebuerg ugeholl. Dat ass also an den Ae vun där Organisatioun eng „définition odieuse“ oder eng „résolution odieuse“.

An elo muss ee wëssen, datt déi Kritären net ganz kloer sinn, op wat sech de BDS genau bezitt. Et gëtt do déi verschiddest Interpretatiounen, och an där Stréimung. Mä et huet ekonomesch negativ Auswierkungen op déi besate palästinensesch Territoiren. Zum Beispill Soda-stream ass e ganz bekannt Beispill: eng Entreprise, déi do zougemaach huet, wat och zum Verloscht vun Honnerte vun Aarbechtsplaze gefouert huet.

Och mat der Lëtzebuurger Diplomatie ass dee Comité net kompatibel. Politesch ass d'Regierung géint all Form vu Boykott vun israelesche Produiten. An d'Regierung huet och schon e puermol ënnerstrach, datt si Boykottmoossname géint israelesch Produkter absolutt net ënnerstëtzt. Politesch wëllt d'Regierung gutt Relatiounen mat Israel, wéi et och bei der Visitt vum Här Premierminister Bettel am September 2016 do ënnerstrach gouf.

Elo ass et awer esou, datt och op der Websäit vum Cercle de coopération, mat deem mir jo och zesummeschaffen, de Comité pour une paix juste Israel als „terrorisme d'État“ bezeechent. Et ass och esou, datt e Konventioun mat den israeleschen Universitéite kritiséiert, déi zwéshent der Universitéit Lëtzebuerg an deenen Universitéite gemaach ginn. An et ass esou, datt e Gewalt nëmme géint d'Population civile veruerteelt - esou steet et an der Charta -, awer net ausschléisst, datt Gewalt géint israelesch Sécherheitsautoritéite kéint gemaach ginn.

Des Weidere vergläicht en indirekt Israel mat der Naziokkupation zu Lëtzebuerg, andeem e seet, wa mer eis Politik net änneren, misste mer a 70 Joer - do den direkte Vergläich: «...présenter à la Palestine nos excuses pour notre complicité d'aujourd'hui dans son occupation...», fir de Peuple palestinien, «...et ses souffrances.»

D'Regierung ënnerstëtzt déi antiisraelesch Propaganda vun där Organisatioun an de Schoule mat enormen Zommen, och d'Frais administratifs vun där Organisatioun. Iwwer eng hallef Millioun Euro hu se kritt, 129.000 Euro eleng fir eng sougenannt Politique de sensibilisation, also antiisraelesch Propaganda an de Schoulen an op anere Plazen, héich Zomme fir Frais administratifs.

An d'Fro muss also gestallt ginn: Ass dat doten, déi antiisraelesch Propaganda, iwwerhaapt kompatibel mat den Ziler vun der Lëtzebuurger Bausepolitik, vun der Lëtzebuurger Regierung? Muss d'Lëtzebuurger Regierung net och, well déi BDS-Politik, déi Boykottpolitik an deene Gebidder kloer der ekonomescher Entwécklung vun deenen Territoirë widdersprécht, der Zesummenaarbecht mat deem Comité en Enn maachen?

Dat lescht Element vun der Fro: Wann eng Netregierungsorganisatioun och nach vun anere Länner finanziell ënnerstëtzt géif ginn, zum Beispill Qatar oder aneren, ass et dann opportunt, wann d'Lëtzebuurger Regierung esou eng Organisatioun och géif weider ënnerstëtzen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet direkt de Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Merci, Här President. Merci och dem Här Kartheiser fir des Question élargie, wat eigentlech eng Question complémentaire ass zur Question parlementaire, déi Der u véier Ministere gestallt hat an, ech mengen, déi des Woch misst erausgaange sinn, well d'Äntwerte vun deene véier Ministere och hu misse koordinéiert ginn, fir eben op déi Froen ze äntworten: engersäits de Volet vun de Konferenzen, wat d'Education ubetrëft - ech resumieren elo -, zweetens de Volet vun den Affaires étrangères, wat d'Politik vu Lëtzebuerg ubetrëft par rapport zum Stat Israel, par rapport zu Palästina; op där anerer Säit virun allem och, dréttens, d'Kooperatiounspolitik, déi dee ganze Volet mat belicht.

Ech mengen, Dir hutt eng konkret Fro gestallt iwwert den Agreement vun enger ONG. Déi hei ass eng vun den 93 ONGen, déi mer hunn. An ech mengen, et ass ganz kloer, datt all Agreement determinéiert ass op Basis vum Artikel 7 vum Gesetz iwwert d'Entwécklungshëllef, wou virun allem präziséiert gëtt, wat d'Aufgabe si vun enger ONG, déi se muss leeschten, datt se ebe muss verschidde Kritären erfëllen: engersäits Beispiller hunn, fir d'Ziler an der Entwécklungshëllef ze weisen, an op där anerer Säit virun allem weisen, datt se d'Kompetenzen huet, datt se d'Fäegkeeten huet an datt se d'Er-fahrung huet, an der Entwécklungshëllef ze schaffen an dobäi, bei der Ëmsetzung vu Projete kënnen ënnerstëtzt ze ginn.

De Règlement grand-ducal präziséiert déi dann, d'Gesetz, an deene véier Punkten. An da kommen ech och zur eigentlecher Äntwert op d'Fro zrëck, déi eigentlech dann och klärt, fir engersäits ze kucken... Et ginn natierlech d'Aktivitéite gekuckt, déi gemaach ginn. Anerersäits ginn nach eng Kéier d'Kompetenzen, ginn och déi eenzel Bilane gekuckt.

Et gi virun allem och, an dat ass de Schluss vun Ärer Fro gewiescht, déi finanziell Bedeelegungen un der ONG gekuckt, vu wou déi kommen. An dat gëtt och ganz kloer gepréift, datt mer hei, wat déi Lëtzebuurger ONG ass, ganz kloer bei Fonge sinn, déi vu Lëtzebuurger op Lëtzebuurger Konte sinn. An auslännesch Fonge gi ganz kloer ausgeschloss beim Kofinanzement, dee gemaach gëtt.

Et ass och esou, datt bei där heiter ONG... An dann ass et esou beim Agreement: Eng ONG kritt en Agreement all Kéiers fir zwee Joer. Deen Agreement gëtt dann erëm verlängert, an dee Moment op Basis vun eben där Kontroll, déi gemaach gëtt. D'Regierung huet och d'Méiglechkeet - Dir hutt et gesot, de Kooperatiounsminister -, fir effektiv och gezielt all Kéiers ONGen erauszesichen. Dat sinn der ëmmer fënnel d'Joer, déi mer huelen, fir ze kucken, spezifesch ze préiwen, méi am Detail ze préiwen, wéi déi eenzel Aktivitéite sinn, ob se effektiv deem entsprechen, wat virgesinn ass am Gesetz an derniewent am Règlement grand-ducal. An hei, opgrond och vun Ärer Fro, mengen ech, kënnen mer selbstverständlech och dese Prozess eng Kéier gezielt maachen, fir dat mat der ONG méi am Detail ze kucken.

Ech muss awer och soen, datt déi Projeten, déi mir kofinanzieren, Projete sinn, déi aner Punkte visieren. Ech mengen, Dir hutt an eise

Rapporte gelies, wat genau déi sinn, déi mir maachen. Dat si virun allem Ënnerstëtzen do an deene Projeten, déi mir och selwer als Kooperatiounsministère kënnen droen, déi ebe genau op d'Stäerkung vu verschidde schwaachen Deeler aus eiser Gesellschaft aginn. An ech mengen, dat ass e Volet, dee mir matdroen.

Sensibilisation ass en anere Volet. Et ass och kloer eng Determination dovunner, datt mer selbstverständlech ëmmer erëm wellen och ONGen ënnerstëtzen, déi Sensibilisation maachen, korrekt Sensibilisation, déi selbstverständlech am Aklang ass mat deem, wat mir och pronéieren als Regierung op där anerer Säit. An och duerfir, déi Projeten, déi lafen, kënnen nëmmen ënnerstëtzt gi vun eis, wa se effektiv och dee But verfollegen.

D'Kohärenz, mengen ech, war et op där anerer Säit, déi Der ugeschwat hutt am Ufank. Natierlech, eng gewisse Kohärenz heescht och eng gewisse Libertéit, déi eis Gesellschaft huet, eng gewisse Fräiheet, déi mer grad an eisem Land hunn an déi och natierlech all ONG, der Zivillgesellschaft d'Méiglechkeet gëtt, fir sech fräi auszudrécken, eppes wat a verschidde Länner ganz schwéier ass. Wat natierlech, an do ginn ech lech honnert Prozent recht, konform zu Gesetzer ass! (veuillez lire: zu Gesetzer muss sinn!) Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn, datt mer déi mussen anhalen, souwuel nationaler wéi internationaler, ouni natierlech do mussen déiselwecht Meenung ze hunn wéi d'Regierung. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn.

Mä eppes ass kloer: Wa mir des ONGen ënnerstëtzen, wa mer Projeten ënnerstëtzen an deem Beräich, da sinn et Projeten, déi genau cibléiert sinn op déi Achsen, déi mir och als Objektiv hunn. An dat läit mer um Häerz. Et ass awer och esou, wéi ech gesot hunn, selbstverständlech: Mir kënnen all Donnéeë froen, mir wäerten dat maachen. A mir maachen dat och regelméisseg bei allen ONGen. A mir kënnen hei och vläicht eng Kéier dee Prozess bei der Revisioun beschleunegen an déi Saach och vläicht eng Kéier méi am Detail kucken.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Kartheiser wëllt nach eng Kéier nohaken.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, just e grouse Merci un den Här Minister. Ech wollt och dem Här Minister soen: Selbstverständlech, d'Meenungsfräiheet steet guer net zur Diskussion. Hei geet et just ëm de Prinzip: Soll de Stat eppes finanzieren, wat net kohärent mat senger Politik ass? Awer datt eng ONG kann hir Meenungsfräiheet voll benotzen, dat steet net zur Debat.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Also ech mengen, ech confirmieren dat, wat ech gesot hunn. Ech mengen, Dir hutt am Prinzip d'Äntwert elo ginn: Meenungsfräiheet op där enger Säit. Op där anerer Säit: Eise Kofinanzement ass kloer baséiert op Projeten, déi gezielt eis Politik ënnerstëtzen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer och um Enn vun där zweeter Fro ukomm.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen: dem Projet de loi 7182, der Transposition vum Accord salarial an der Fonction publique. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

4. 7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la

2° Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, den 8. September 2017 huet den Här Kersch, Minister vum öffentlichen Déngscht, e Projet de loi deposéiert, fir en Deel vun deem ëmsetzen, wat hien am Numm vun der Regierung mat der Gewerkschaft vum öffentlichen Déngscht, der CGFP, ausgehandelt huet. D'Kommissioun huet dozou en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics kritt an natierlech och en Avis vum Statsrot.

Opgrond vum Statsrot senge Remarken huet d'Chamberskommissioun den 30. Januar dëst Joer eng zéng Amendementer ugeholl, fir dem Statsrot sengen Observatiounen an Oppositionen zu eenzelne Punkte Rechnung ze droen.

Op Karfreideg, den 30. Mäerz, huet de Statsrot eis säin Avis complémentaire zoukomme gelooss an esou de Wee fräigemaach, fir dass mir haut kënnen dëst Gesetz stëmmen.

Mat deem Projet de loi ginn néng aner Gesetzer ofgeännert an ee Gesetz abrogéiert. Haaptsächlech geet et drëms, eng Partie vun de 24 Punkten, déi am Accord salarial tëschent dem Stat a senge Beamten ofgemaach goufen, ëmzesetzen. Mam Gesetz vum 21. Mäerz zejoert gouf ewell ee Punkt, nämlech d'Prime unique, vun engem Prozent gestëmmt.

Haut gi weider Punkte vun deem Accord ëmgesat. An zwar gëtt de Punktwäert fir d'Be-rechnung vun de Paien, dee beim Stat gëllt, ëm 1,5% gehéicht, an zwar op den 1. Januar 2018. D'lessensgeld gëtt op 144 Euro de Mount festgeluecht. Et gëtt mat enger Partie Inkohärenzen opperaumt, déi et den Ablack nach bei den Indemnités de stage gëtt. D'Familljenzoulagen am neie Regimm ginn op 29 Punkte gehéicht.

D'Rémunérations de base bei verschidde-nen Employéscarrièren, déi eigentlech och dees-selwechte schouleschen Niveau virschreien, ginn harmoniséiert. Domat gëtt also kloer-gestallt, dass mat identeschen Diplomen an der Täsch d'Employé beim Stat och d'selwecht bezuelt ginn, an dat egal ob een an der Ver-waltung schafft oder zum Beispill als Chargé am Enseignement. Hei gëtt eng grouss Ongerech-tegkeet aus der Welt geschaaft.

Den aktuelle Congé pour travail à mi-temps gëtt ersat duerch en neien, méi flexibele System, dee verschidde Paliere virgesäit vun 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% respektiv 40% vun engem Vollzäitposten. Dat bréngt Famill a Beruff méi no beieneen.

Da gëtt och d'Méiglechkeet geschaaft, dass, wann den Déngscht et erlaabt, och féierend Beamten, also d'Fonctions dirigeantes, e Ser-vice à temps partiel kënnen accordéiert kréien.

Zu gudder Lescht gëtt och nach mat deem Projet d'Prozedur ofgeännert fir d'Opléise vun engem Aarbechtsvertrag bei den Employés de l'État am Fall vu längerer Ofwieseneit duerch Krankheet. Hei gëtt festgeschriwwen, dass zwee Méint ier den Delai vu sechs Méint Ofwieseneit weinst Krankheet ofleeft, de Ver-waltungschef muss de concernéierten Employé informéieren, dass deesen Delai vu sechs Méint amgaangen ass ze versträchen. Den Employé kann doropshin op Basis vun engem Rapport médical eng Verlängerung vun dräi Méint vun deem Delai ufroen.

Wéi esou dacks bei dëser Zort Gesetzer, gëtt dann och vun der Geleeënheet profitéiert, fir eng Partie Inkohärenzen oder kleng Feeler ze behiewen, déi an den aktuelle Gesetzestexter iwwert den öffentliche Déngscht opgetaucht sinn. An ech verweisen do fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport.

Als Rapporteur a President vun der Chamberskommissioun wëilt ech alle Membere Merci soe fir hiert konstruktivt Matschaffen un deem Gesetz, bei deem de schrëftleche Rapport an der Sëtzung vum 19. Abrëll eestëmmege uge-holl gouf.

Discussion générale

Als Spriecher vun der LSAP ginn ech natierlech och den Accord vu menger Partei a géif de Mi-nister begléckwünsche fir deen Accord, deen hie fir d'Regierung mat der Statsbeamtege-werkschaft fonnt huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Dobausse gi-leider, an et ass och vläicht heiansdo ver-ständlech, meeschtens just déi Saache kom-mentéiert, déi mam Gehalt vun de Statsbeam-ten ze dinn hunn. Den Accord salarial vum 5. Dezember 2016 geet awer vill méi wäit. Vun de 24 Punkten, déi ofgemaach goufen, sinn der just eng siwe Punkten, déi direkt oder indirekt d'Paie vun de Beamte betreffen. Déi aner 17 Punkte behandelen zum Beispill, wéi ech elo just sot, eng besser Vereenbarkeet tëschent Be-ruff a Familljeliewen, awer och d'Gesondheet, d'Sécherheet an d'Wuelbefannen op der Aar-bechtsplaz. Vläch kann den Här Minister eis herno soen, wou mer do dru si bei der Ëm-setzung vun all dese Punkten, déi a mengen Ae wuel esou wichteg si wéi just an eleng d'Paitut.

Als Deputéierte vun der LSAP ass et mer och nach wichtig ze rappeléieren, dass eigentlech d'Regierungsparteien 2013 an hirem Regie-rungssaccord festgehalen haten, dass et weinst der deemoleger schlechter Situatioun vun de Statsfinanzen des Legislaturperiod keng weider linéar Opwärtung vun der Pai beim Stat géif ginn.

Elo ginn d'Paie nawell ëm annerhallwe Pro-zent gehéicht. Mir Sozialiste stinn dozou, well sech déi budgetär Situatioun vum Stat zanter 2013 wesentlech verbessert huet a mir der Meenung sinn, dass duerfir och eng Erhéijung vun de Paie gerechtfertegt ass.

Mir gesinn dat awer och als en Opruff un de Privatsektor, endlech opzehale mat Nulliron-nen oder moderate Lounverhandlung mat hi-ren Employéen oder Aarbechter. Déi Lëtzebu-erger Wirtschaft brummt nees zanter e puer Joer an et gëtt Zäit, dass och déi, déi fir deesen Op-schwung geschafft hunn, nämlech d'Arbe-itnehmer, endlech eppes dovunner zrëckkréien! Dat ass eng elementar Fro vu Gerechtegkeet, ënner aneren vum der gerechter Verdeelung vum geschafene Räichtum an eisem Land.

Mir wëssen, dass mer do nach vill Defiziter hunn an déi géllt et, haut a muer unzepaken an aus der Welt ze schafen!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ass dat de Rapport oder ass dat...?

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Ech hu gesot, dass ech mäi Rapport gemaach hunn, an duerno hunn ech gesot, dass ech géif als LSAP schwätzen.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mä normalerweis schwätzt ju awer d'CSV no dem Rapporteur.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Dir dierft direkt duerno kommen.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Neen!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Ech soen lech Merci, dass Der nogelauschert hutt.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Neen, dat ass eng Regel, dass déi gréisst Fraktioun als eischt schwätzt, an net Dir als LSAP-Deputéierten.

(Interruption)

Dass zënter de Moien alles anescht ass hei an deem héijen Haus, Här President,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir gitt elo gläich e Sondage maachen.

(*Hilarité*)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Okay.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Här Roth, ech mengen, ech hat hei net vill gesot, wat verësst.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Neen, wa Regelen do sinn...

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Neen, neen, neen. Ech halen och drop...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir sidd jo och ëmmer pingeleg mat eis. Wa Regelen do sinn, ass et um President, als Chef vun deem Haus, fir déi anzehalen.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Här Roth, ech mengen, dass ech ebe just net pingeleg sinn, dass ech ëmmer ganz korrekt sinn. A menger Funktioun als President vun där Chamberskommissioun hunn ech ëmmer derfir gesuergt, dass et en equilibriéierten Debat souwuel an eiser Kommissioun gëtt wéi iwwerall. Also, ech loosse mer net gefalen, dass Dir mer hei sot, ech wier hei pingeleg an ech géif hei...

(*Interruption*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd net attackéiert ginn.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dat ass net fir lech, Här Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Dann huelen ech dat net fir mech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Roth huet mech attackéiert an en huet mir ze verstoe ginn, wéi wann ech d'Reglement de Moien net richtig interpretéiert hätt. Ech hunn d'Reglement de Moie ganz richtig applizéiert. An ech wëll lech och soen, dass et net déi éischte Kéier ass, dass e Rapporteur nom Rapport seet, kloer getrennt: „Dat hei ass eng Meinung vu menger Partei“ an dann net méi optrëtt duerno.

(*Brouhaha*)

► **Une voix.** - Dat hate mer alles schonn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech kann lech och Beispiller do derfir liwweren, wann Der se wëllt. Och vun CSV-Rapporteuren.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Ech soen lech Merci, Här President.

► **Une voix.** - Haalt op!

► **Une autre voix.** - Haalt dach op!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà. Wann Dir mengt, dass esou eng Diskussioun derwärt ass no zwee Sätz, déi de Rapporteur gesot huet, da maacht Dir dat. Ech assuméieren dat da ganz gär. Sou!

(*Brouhaha*)

An ech ginn elo dervun aus, dass d'Madamm Octavie Modert d'Wuert huet.

(*Brouhaha*)

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dann dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soen,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - ...besonnesch fir säi ganz komplette schrëftleche Rapport, dee wierklech extensiv wa a gutt dokumentéiert war. An elo grad huet en e jo och mëndlech och gutt zesummegefaasst. Mech entbënnt dat dovunner, fir Detailer hei nach ze ernimmen, an ech kann dann direkt op him säi Rapport verweisen.

D'CSV wäert hir Zoustëmmung ginn zu deem Gesetz.

► **Une voix.** - Aah!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Et bréngt en Deel Verännerungen, Verbesserungen an Nobesserungen op eenzelne Punkten a Beräicher, déi korrekt sinn. Dat sinn zum Beispill technesch Korrekturen an der Reform vun 2015, déi bei där Komplexitéit net ëmmer vun Ufank u gesi kënnen ginn. Dat kënn bei esou groussen a komplexen Texter sécher vir. An dat muss nogebessert ginn.

Dat sinn op där anerer Säit Punkten aus dem Ofkommen vun 2016, déi d'Wuelbefanne vun de Mënschen op der Schaff uginn an e soziale Charakter hunn. An dat ass ze begrëssen.

D'Gesetz setzt och e gudden Deel vun de Punkte vum Accord salarial vun 2016 ëm. Vill Leit waarden dodrop. An ech wollt den Här Minister froen, ob a wéi eng Punkten aus dem Ac-

cord salarial nach net ëmgesat sinn a wéini dat dann de Fall wär.

Ech froen den Här Minister och, wéini en als Innenminister dat Gesetz fir d'parallell Ëmsetzung an dem Gemengesecteur deposéiert a wéi héich déi finanziell Konsequenzen dovunner fir d'Gemenge sinn. Wat sinn ausserdeem d'Implikatiounen op de konventionéierten an assimiliéierte Secteur a sinn déi och drop virbereet?

Et kann een natierlech niewent deem Paradox, deen den Här Cruchten als mandatéierte Sprocher gesot huet, en aneren nach vläicht festhalen oder ernimmen: D'Regierung huet an hirem „Zukunftspak“ genannte Spuerpak 14 Moosnamen am öffentlechen Dénsgsch gemach gehat - den Här Gramegna huet gëschter gesot, dee géif ganz ausgefouert - a gläichzäiteg ginn heimat da méi Suen ausginn, wéi een der virdrun agespuert huet.

An da muss ech natierlech froen: Wat kënn nach? Et ass e Projet de loi deposéiert mat Moosnamen, déi budgetär Implikatiounen hunn iwwer aner Reklasséierungen an eenzelne Carriären. Dann huet de Minister gesot, e géif gewësse gewerkschaftlech Fuerderunge wëllen an déi nächst Gehälterverhandlungen afléisse loosse, iwwerengs eppes, wat de gewerkschaftleche Verhandlungspartner genau ëmgedréit gesäit, (veuillez lire: dat heescht fir dat zesummen ze integréieren,) wou dat soll hikommen. Et wär gutt, wann d'Regierung der Chamber haut méi Detailer doriwweier géif kënnen ginn.

A wéini wëllt de Minister mat de Verhandlung fir deen nächsten, den neien Accord salarial ufänken? Wëllt Der dat nach virun de Wahlen maachen?

Wat wëllt Der eventuell nach aneres virun de Wahlen afeieren? A wéi stellt Der lech dann den Iwwergang zur nächster Regierung vir, déi dann domadder virufuere muss - wien ëmmer dat ass?

Ech géif ze bedenke wëlle ginn, dass ee soll Sputt loosse fir Verhandlungen an der Zukunft a virsiichteg sinn.

Här President, d'Mataarbechter aus dem Secteur public an déi öffentlech Verwaltung stinn am Dénsgsch vum Bierger a vum Land. Et ass kee Selbstzweck, mä wichtig Mataarbecht an e Bestanddeel vum Weiderkomme vu Land a Leit, an also och vun der sozialer Kohäsion. Dee ganze Secteur steet am Dénsgsch vun de Mënschen. A genau duerfir gefält mir den Ausdrock „öffentlechen Dénsgsch“ esou gutt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Riednerin ass... d'Madamm Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Entschëllegt, ech war kuerz eraus!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass kee Problem.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Okay. Ech hunn awer bal dee ganze Rapport matkritt. An ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi mëndleche Rapport. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech wollt awer ebe besonnesch de Fait ënnersträichen, dass hei och de Fonctionnaire erméiglecht gëtt, d'Familjeliewen an d'Aarbecht besser mateneen ze verbannen, andeems eben eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten erméiglecht gëtt mat méi kuerzen, also méi flexibel Modeller, fir kënnen ze schaffen, an dass och a Féierungspositiounen - well och dat ass wichtig - kënnen Mi-temps agefouert ginn.

A mir begrëssen dat ausdrécklech a mir ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Graas huet d'Wuert.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(*Brouhaha général*)

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Prinzip suergen Accords salariaux an der Fonction publique jo fir Stabilitéit a Rou. Dat ass och gutt esou. Ech mengen, dat zeechent u sech och hei zu Lëtzebuerg d'Relatioun zwëschen dem Stat an der Fonction publique aus. Dat war net ëmmer esou. Et sinn der jo nach e puer heibannen, déi kënnen sech vläicht nach an d'90er Joren erënneren. Do hate mer jo ganz aner Diskussiounen an och Mouvementer. Do sinn 30.000 bis 40.000 Leit op d'Stroos gaangen. Du koomt et zu Streiken. Gott sei Dank sinn déi Zäiten de Moment elo eriwweier!

Dat wëll jo elo net heeschen, dass och vu gewerkschaftlecher Säit aus alles esou akzeptéiert gëtt, wéi d'Politik et de Moment decidéiert.

Dat ass och gutt esou. Mir solle Gewerkschaften huet, déi u sech ëmmer hir Fuerderungen duerstellen. Mä et huet ee jo awer emol de Moment d'Gefill, an net méi spéit wéi gëschter koom jo nach e Communiqué vun der CGFP, dass mer awer a relativ gudden Terme sinn an dass eng Rei Punkten natierlech mussen an der Zukunft diskutéiert ginn an dass dat awer soll an engem offene Gescht geschéien.

Haut, muss ee soen, komme mer elo endlech zu der leschter Etapp vun dem Accord salarial, dee jo de 5. Dezember 2016 ënnerschriwwen gouf. A sou wéi de Rapporteur, den Yves Cruchten, deem ech och Merci soe fir seng verschidde Rapporten, dat schonn zu Recht hei gesot huet: Et steet u sech net nëmme dee reng materiellen Aspekt hei am Vierdergrond, mä et sinn eng Rei aner wichteg Aspekter, déi hei zum Droer kommen. An ech denken do virun allem och un déi gutt Symbios, déi elo geschafte gëtt zwëschen Aarbechtsliewen (veuillez lire: Aarbechtsliewen a Privatliewen), wou och de Leit am öffentlechen Dénsgsch d'Méiglechkeet gebuede gëtt, hiert Berufsliewe méi an Aklang ze bréngen mam Familjeliewen.

Ech mengen, dat ass eppes, wat mir als Demokratesch Partei natierlech besonnesch begrëssen. D'DP huet an deene leschte Jore ganz vill Efforte gemaach do am Interêt vun de Leit, déi Salarie sinn, déi Aarbechter sinn, fir dass déi sollen ebe kënnen do zu besseren Aarbechtskonditiounen fannen.

D'Privatliewe gëtt doduerch ouni Zweifel och opgewäert. Dat ass eppes, wat mer ganz kloer begrëssen. Ech mengen, et muss een hei nach eng Kéier soen, dass d'Organisatioun vum Familjeliewen natierlech am Laf vun der Zäit elo immens geännert huet. Déi classesch Form huet an deem Sënn, ech wëll net soen ausgedéngt, mä ass net méi esou präsent. Dat ass natierlech och bedéngt doduerch, dass d'Roll vun der Fra an eiser Gesellschaft, zu Recht, ganz staark geännert huet.

Jonk Koppelen hunn haut eng aner Approche zum Liewen. Si wëllen natierlech hiert Haus bauen, si wëlle selbstverständlech Kanner hunn, wëllen awer och gläichzäiteg, souwäit wéi et méiglech ass, och am Berufsliewe stoen. An dowéinst ass et och wichtig, dass d'Politik an deem Sënn deen néidege Kader setzt.

Ech erënneren nach eng Kéier drun, dass hei ganz vill Decisiounen an deene leschte Jore geholl gi sinn, sief dat de Pappecongé, sief dat déi Gratuitéit (veuillez lire: Gratuitéit vun der Kannerbetreuung) fir Kanner vun eent bis dräi Joer, sief dat awer virun allem och d'Reform vum Congé parental. A vu dass deen awer esou erfollegräich war, kann een awer roueg eng Kéier op déi Zifferen zrëckkommen, déi an de leschten Deeg schonn e puermol hei zitéiert gi sinn. Zum Beispill hu mer vun 2016 bis op 2017 e Plus vu 70% ze verzechnen gehat. 2017 haten net manner wéi 10.881 Persounen dee Congé geholl. Bei de Pappen eleng war dat eng Hausse vun 190%. A laut enger rezenter TNS-ILReS-Etüd si jo 98% vun de befroete Leit mat deene Moosnamen d'accord. Dowéinst freet eis dat besonnesch als Demokratesch Partei, déi jo, mengen ech, awer do ee vun de Motore war an deenen Ëmsetzungen, dass och elo hei op deem Niveau dat esou weidergefouert gëtt.

Natierlech sinn eng Rei aner Moosnamen, op déi ech elo net wëll am Detail hei agoen, déi och nach mussen méi an d'A gefaasst ginn. Ech denken zum Beispill un den Télétravail, wou jo och um Niveau vum Statsapparat elo scho Pilotprojete lafen.

Mat deem Accord salarial ginn also ouni Zweifel eng Rei nei Schinne geluecht, wat eng besser Harmonie zwësche Berufsliewen a Privatliewen ubelaangt. Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Allocation familiale jo och vu 27 op 29 Punkten hei gehéicht gëtt.

E wesentlechen Aspekt ass awer och de Service à temps partiel. Do gi mer jo elo fort vun deem ale System. Mir ginn elo iwwer zu där „Schéier“, kann ee soen, vu 40% bis 90%. Et kann ee praktesch à la carte, dat soll elo net pejorativ gesi ginn, mä à la carte kann ee säi Berufsliewen organiséieren, wat engem natierlech vill zousätzlech Méiglechkeete gëtt, fir derneft nach aner Saachen am Liewen ze maachen. Dat heescht, et kënn vill méi eng grouss Flexibilitéit.

Ënner anerem kann een déi och notze fir Weiterbildung; Weiderbildung, wat eppes enorm Wichtiges an eise gesellschaftleche Liewen haut ass. An et soll also elo kee kommen, et kéint een net och am fortgeschrittenen Alter sech nach weiderbilden. Ech erënneren drun, dass net méi spéit wéi virun e puer Méint eng Madamm, déi scho Métt 70 war, nach en Dokortitel op der Universitéit nogemaach huet, soudatt do also nach villes méiglech ass.

Datt eben och elo d'Fonctions dirigeantes an de Genoss vum Temps partiel kommen, ass

eng Saach, déi mer guttheeschen. Natierlech muss een dat och realistesch gesinn. Dat dierft net iwwerall ganz einfach sinn, besonnesch, wann ee Verwaltungsdirekter ass. Mä dat muss eng Decisioun sinn, déi een als Einzelne muss huelen. Et muss awer och eng Decisioun sinn, déi kompatibel ass mat den Uspréich vun där Verwaltung natierlech.

Datt 25% elo an Zukunft net méi méiglech sinn, ass an eisen Aen och novollzéibar. Mir wëssen aus der Praxis, dass dat natierlech a gewëssene Services och zu verschiddene Problemer konnt féieren.

Um Niveau vum Congé social gëtt och elo méi Flexibilitéit agefouert. Dat erlaabt och, wéi gesot, besonnesch am Fall vu Krankheet vu Kanner oder vun engem Conjoint, dass eben och besser dee Moment ze organiséieren.

Virun allem wëll ech awer och op de Volet vun der Retraite progressive hiweisen. Mir wëssen, dass dat ka fir deen Einzelnen och schwierig sinn, wann en abrupt aus dem Berufsliewe gerappt gëtt. Hei gëtt eben elo d'Méiglechkeet geschafene, dass en dat an Etappe ka maachen. An et dierft een och net vergiessen: D'Expérience ass eppes, wat am Berufsliewen immens wichtig ass, an déi kann also och elo nach deelweis dann an Zukunft verlängert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer dat, an dat muss een hei esou soen, dat „komplex Gesetz“ gestëmmt hunn, wat vum 25. März 2015 staamt, du woust een du schonn, dass natierlech nach am Laf vun de Méint, de Jore gewëssen Upassung misste kommen. Mir bewegen eis hei an enger extrem komplexer Matière. A wat do am Laf vun der Zäit natierlech och opfällt, dass muss nogebessert ginn, dat ass normal, wat jo och dann zum Deel duerch dëst Gesetz hei elo geschitt.

Dësen Accord salarial huet also ouni Zweifel an éischer Linn eng gewësse sozial Nues, wat mir als DP och nëmme kënnen begrëssen. An dowéinst kann ech och elo scho soen, dass mir selbstverständlech eisen Accord wäerte ginn.

Natierlech stécht och d'Punktwäerterhéijung hei eraus. Ech mengen, 1,5% elo réckwierkend op den 1. Januar 2018 ass gerechtfertegt. Ech gi ganz éierlech zou, dass d'Demokratesch Partei do ëmmer méi liicht reservéiert war. Mä entre-temps muss een awer och soen, an dat si mer gëschter a virgëschter gewuer ginn, dass d'finanziell Situatioun vun deem Land, vun deem Stat, et kann ee scho bal soen, exzellent ass, an dann ass et och opportoun, dann ass et och gerechtfertegt, dass och virun allem déi Leit, déi am Interêt vum Statsapparat schaffen, och dovunner solle profitéieren.

Datselwecht géllt iwwerengs och fir d'lessensprimm, och wann, wéi gesot, nach wie vor gewësse Kategorien, ech denken un d'Magistraten, ech denken un déi Leit aus dem Enseignement, net voll kënnen dovu profitéieren, wat awer evident ass, vu dass se jo awer eng Rei méi fräi Méint hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Wochen a Méint ass jo och zum Deel ganz hefteg iwwert d'Stageindemnitäten diskutéiert ginn. Ech mengen, déi representativ Gewerkschaft huet och déi eenzel Parteien dozou opgefuerdert, Positioun ze bezéien, wat och richtig ass, wat och gutt ass. Meng Partei huet dat natierlech entre-temps och gemaach.

Et kann ee sech natierlech elo Froe stellen iwwert déi 80-80-90-Regelung. Ech wëll déi Fro elo hei net verdéiwen. Mä dat ass eng Fro, déi ass natierlech net vum Dësch. D'Demokratesch Partei huet do eng ganz kloer Ausso gemaach. Mir sinn der Meinung, dass déi Stagezäit, déi de Moment dräi Joer ass, roueg kann op ee Joer zrëckgeschräuft ginn, natierlech ënner verschiddene Konditiounen: Engersäits muss een dat méi sektoriell gesinn, anerersäits muss ee sech natierlech och do d'Fro stellen, ob net d'Formation iwwert déi ganz Carrière muss méi verstärkt ginn an och, ob net de Stage nach méi spezifesch op de Stagiaire muss organiséiert ginn. Mä, wéi gesot, ech wëll dat elo hei net verdéiwen. Mä et ass awer eng wichtig Diskussioun, déi nach an der Zukunft hei muss gefouert ginn.

Et dierft ee jo awer net vergiessen, dass net nëmme de Statsapparat u sech, net nëmme de Bierger, mä virun allem och eis Economie dobausse profitéiert, wa mer en effikassen, gutt organiséierte Statsapparat hunn. An deen ass ëmmer dependant och vu motivéierte Beamten. Wann een net Beamten huet, déi gären op d'Aarbecht ginn, déi gären hir Fonctionen ausféieren, da fonctionnéiert den Apparat mat Sécherheet och net. An dowéinst muss een deem och ouni Zweifel Rechnung droen.

Mir fannen et duerfir och zum Beispill gutt, dass elo um Niveau vun dem Enseignement och déi Leit gläichgestallt gi mat den Employéen, déi e Bachelor respektiv e Master hunn. Si hu jo awer eng gewësse Formation hanner sech, da solle se och deementsprechend dat remuneréiert kréien.



Duerfir well ech ofschléissend nach eng Kéier hei d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei bréngen zu deem Accord salarial, well e virun allem, wéi gesot, eng Rei familljépolitesch Moosname beinhalt, déi mir um Niveau vum Secteur privé och scho ganz staark mat ënnerstëtzt haten. Dat freet eis.

Mir sinn natierlech als Demokratesch Partei och op fir weider Gesprécher. Et sinn nach eng Rei Punkten, déi mussen diskutéiert ginn. Dowéinst ass et och wichteg, datt een och an Zukunft eng kloer, eng oppe Sprooch mat der representativer Gewerkschaft féiert, wat wichteg ass, fir, wéi gesot, de gudden Fonctionnement vun eise Staatsapparat ze garantéieren, op dee mer roueg kënnen hei zu Lëtzebuerg houfreg sinn.

An deem Sënn soen ech lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Ech fänken u mat engem grouse Merci un de Rapporteur, den Här Cruchten. D'ADR ass leider net an där Kommissioun vertraueden. Mä ech mengen, datt hie wéi och den Här Graas elo wonnerbar erkläert hunn, wat an deem Gesetz ass. An et sinn eng Rei Dispositiounen, déi mir nëmmen als gerecht empfinden, notament all déi sozial a familljenorientéiert Dispositiounen, déi elo dra sinn, déi wichteg sinn eben och fir d'Familljeliewen, fir eng Gerechtegkeet och mam private Secteur an eng Rei vun Dispositiounen hierzestellen.

Dofir gi mir och eisen Accord zu deem Projet. Villmools Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerten dëst Gesetz, dës Propositioun, dës Propos natierlech och mat ënnerstëtzen.

Mir hoffen awer och, datt all déi Leit, déi elo zu Recht op d'Virzich vun deem Gesetz hige-wisen hunn, och dorunner denken, wann an Zukunft Diskussiounen kommen ëm d'Erhéijung vum Mindestloun am Privatsecteur. Ech mengen, datt dat, wat hei gestëmmt gëtt, och eng Signalwirkung sollt hunn op de Privatsecteur an eng Dynamik dorauer entstoe sollt.

Net nëmme well dat an der leschter Zäit an der Diskussioun war, well ech awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt mir och mengen, datt déi gewerkschaftlech Fuerderung vun der Of-schafung vun der 80-80-90-Regel nach ëmmer aktuell ass an datt dës Chamber respektiv d'Regierung och dat nach ganz deemnächst misst op de Leescht huelen.

Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun. D'Wuert huet elo de Fonctioun-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. En éischte Merci och un de Rapporteur Yves Cruchten, dee mer et erlaabt, op déi speziell 8 Punkte vun deem gesamten Accord, deem an Dezember 2016 geholl ginn ass, net nach eng Kéier musse speziell anze-goan, an duerfir awer vläicht, well och d'Dem- mande hei war, op déi aner 16 Punkten, déi dësen Accord ëmfaasst huet.

Merci och un déi mandatéiert Spriecher vun alle Fraktiounen, wou sech jo undeit, dass d'Chamber da wäert haut en unanimé Vott huelen, fir dese Projet de loi ze stëmmen. An als Minister kann ee sech doriwwer natierlech nëmme freeën.

Wéi gesot, ech ginn elo net nach eng Kéier speziell op déi 8 Punkten an, déi haut mam Gesetz verabschit ginn. Vläch ass et méi inter-ressant, nach eng Kéier déi 16 aner Punkten ze belichten.

Fänke mer u mat der Prime unique - och well dat virdru vum Rapporteur schonn eng Kéier gesot ginn ass! -, effektiv ass dat schonn ëmge-sat ginn, 1% vum Traitement, duerch e spe-ziell Gesetz. Dat ass iwwerall bekannt.

Dat nämlecht zielt dann och fir d'Limitatioun vun den néng Heures supplémentaires, wat och an deem Kontext wäert geschéien.

Wichteg ass, an dat ass awer eppes, wat ech ganz speziell hei wëll ernimmen, dass mer ofgemaach hunn, dass mer eng Etüd wëlte maachen iwwert d'Primmen an d'Accessoiren zu den Traitements, déi mer am Moment an der Fonction publique hunn. A mir hu bei där

nämlecher Geleeënheet ofgemaach, dass, sou-laang wéi déi Etüd net ofgeschloss wär, och näischt géif un de Primme geschéien. Och wann ech muss zouginn, dass awer an der Tëschenzäit e puer Primme fir eenzel Berufs-gruppe bäikomm sinn. Mir hunn dat also net ganz duerchgehalen. Mä et ass op jidde Fall näischt, wat negativ fir d'Leit gewiescht wär.

Menger Meenung no huet déi Etüd do eng ganz grouss Importenz fir d'Fonction publique, och an nächster Zukunft, well se, an ech soen dat hei mat eng gewëssener Iwwerzeegung, well se d'Base si vu villen Ongerechtegkeeten an Inkohärenzen am System, och d'Base si vu ville Streidereien, ee géint deen aneren, sou-guer ënner Gewerkschaften, wou déi eng mat deenen aneren net d'accord sinn, eben duerch de Primmesystem. An dat fuerdert eis eraus, an deem Beräich do ze handelen.

Ech wëll just soen, dass mer, nodeems mer déi Etüd do ugefaangen hunn, ganz schnell festge-stallt hunn, dass mer iwwer 1.000 verschidde Primmen an der Fonction publique hunn. An dat eleng weist, wéi grouss den Handlungsspill-raum do ass. Ech wëll ganz kloer och eng Kéier soen, dass et bei deene Primmen der eng ganz Rei gëtt, déi méi wéi berechtigt sinn, a mengen Ae souguer net héich genuch sinn, mä awer op där anerer Säit och eng ganz Rei vu Primme gëtt, déi awer zumindest diskutabel sinn a wou ee sech dann eng Kéier muss méi am Detail domat ausenanersetzen.

Vläch dann och eng weider Etüd, déi mer ofgemaach hunn: eng Etüd vum der Harmoni-satioun vun de Carriären C an D, mat der Vir-stellung, dass mer et géife fäerdegbréngen, op-grond vun den Etüden, déi gemaach gi sinn, déi Leit och an déi jeeweileg Carrière anzeklas-séieren. Dat géif also heeschen, dass mer alle-guerten déi Leit, déi dräi Joer Secondaires-Stu-dien hanner sech hunn, géifen an d'Carrière C erophuelen, an alleguerten déi Leit, déi manner wéi déi dräi Joer hunn, an der Carrière D loos-sen. Och dat schéngt mer kloer ze sinn, dass een eng Kéier muss dat kënne realiséieren.

E weidere wichtege Projet, dee mer an eise-m Ofkommens haten, war de Congé pour raison familiale, also d'Augmentatioun dovunner. An et kann ee soen, dass dat opgrond vum Arti-kel 29 vun eise-m Statut och haut scho reali-séiert ass.

Eng weider Fro, vill diskutéiert: de Congé social net méi 8 Stonne pro Mount, mä 24 Stonnen op dräi Méint, wat eng ganz aner Geschicht ka gi fir deen Einzelnen, deen an deem Fall do ass. Dat soll ëmgesat gi mam Projet de loi 7171, dem Projet iwwert de Compte épargne-temps, wou mer en attente si vun engem Avis complémentaire vum Statsrot.

An da kommen ech direkt bei dee Projet de loi Compte épargne-temps, wou mer ofgemaach haten, dass de Minister sech engagéiert hat, nach virum Summer 2017 e Projet de loi ze presentéieren. Dat hu mer och fäerdegbruecht. Deen ass virun der grousser Vakanz 2017 duerch de Regierungsrat gaangen. Den Depot war den 21. August 2017 hei an der Chamber. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass och schonn am Okto-ber 2017 komm, den éischten Avis vum Stats-rot de 15. Dezember. D'Amendements gouver-nementaux sinn an der Tëschenzäit och schonn deposéiert a mir waarden also elo mat eng gewëssener Ongedold, dat kann ee soen, op den Avis complémentaire vum Statsrot.

Ech wëll soen, dass dat a mengen Aen e ganz grouse Projet ass vu wierklech gréisster Wich-tegkeet. Ech géif souguer soen: Et ass e Meile-steen an der Lëtzeburger Aarbechtsgesetzge-bung. Et wäert en direkten Afloss hunn op d'Aarbechtsgestaltung, déi dagdeeglech Aar-bechtsgestaltung vun deem Einzelnen, awer och net nëmmen an der Fonction publique, mä och ausserhalb vun der Fonction publique.

Dir wësst, dass ausserhalb vun der Fonction pu-blique dat Thema do och scho méi laang an och méi haart diskutéiert ginn ass. Mir stelle fest, dass et dräi Joer praktesch zu engem Blo-cage komm war, well d'Sozialpartner sech net eens gi sinn, trotz engem gemeinsamen Avis vum Comité économique et social. Mä ech mengen, eleng duerch de Fait, dass mer et fäerdegbruecht hunn, an der Fonction pu-blique e Projet de loi ze presentéieren, ass och erëm Bewegung an de Privatsecteur erakomm, wat mer net méi wéi begreisse kënnen.

An ech wëll hei e ganz kloer Message ginn un d'Vertrieder vum Privatsecteur: Et kann een net op där enger Säit ëmmer méi Flexibilitéit vum Saliariat fuerderen an op där anerer Säit net be-recht sinn, och d'Saliariat, wat u sech de Rächtum vun deem Land schafft, vun der Flexibilitéit, déi mer alleguerten zesumme wël-len ustriewen, profitéieren ze loosse.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction pu-blique et de la Réforme administrative.** - Méi wëll

ech dozou zu deem Moment net soen. Ech sinn iwwerzeegt, dass dat heiten, wa mer fäer-degbréngen - an dovu ginn ech aus -, et nach virun der grousser Vakanz hei an deser Cham-ber an enger grousser Unanimitéit ze stëm-men, eng wierklech sozial Signalwirkung och op de Privatsecteur wäert hunn, well mer eng Rei vun deene Prinzipie vum Avis vum Comité économique et social och hei iwwerholl hunn, zum Beispill de Prinzip „eng Stonn ass eng Stonn“, an net do ufänken, nach Fraktionéie-rungen ze maachen a komplizéiert Rechnun-gen ze maachen, an och iwwerzeegt, dass, wa mer dat heiten an der Fonction publique kën-nen ëmsetzen, och de Privatsecteur net der-laanschtkënn, fir dat iwwer kuerz oder laang ze realiséieren, och wann do verschidde Wid-derstänn nach haut ze spiere sinn.

Dann, e weidere Projet de loi, dee fir eis awer vu gréisster Wichtigkeet ass, dat ass, eng nei Administratioun wëllen ze schafen, wou mer engersäits d'Sécurité au travail, d'Santé au tra-vail an de Bien-être au travail an enger Admi-nistratioun zesumme féieren.

Ech hunn deemools mech och engagéiert, de Personalbestand vun deenen dräi Saachen, déi mer am Fong an der Fonction publique haten - dat waren der bis elo a mengem Ministère ron 15, 16 Leit, déi sech dorëms bekëmmert haten -, bis d'Joer 2018 praktesch ze verduebel-len. Dat ass eis gelongen an der Tëschenzäit. Wéi gesot, de Projet de loi ass zënter dem 8. September 2017 deposéiert. D'Avise vum Syvi-col a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sinn do. Mir sinn do en at-tente vum Avis vum Statsrot; soudass ech also och hoffen, dass mer dat nach wäerte ron-kréien.

Dann de Service à temps partiel pour raisons de santé: Och dee soll geregelt gi mat dem Ge-setz iwwert de Compte épargne-temps, dem Projet de loi 7171. Also e weidere Punkt aus dem Accord vun 2016, deen domadder géif ëmgesat ginn.

Da sollen eng Rei vu Präzisiounen gemaach gi beim Krankeschäin, Congé pour raisons de santé, haaptsächlech am Beräich, wa Leit Mi-temps schaffen. Och dat geschitt iwwert de Projet de loi 7171 vum Compte épargne-temps, sou wéi ech dat virdru schonn hei be-schriwwen hat.

Da soll e Groupe de travail kreéiert ginn tëscht der CGFP an dem Ministère, wat d'Prise en charge ueget vun de Frais d'avocat oder vun der Verteidigung vun hire Rechter am Fall, wou déi Leit, déi an der Fonction publique schaffen, uegegraff ginn. A mir hu leider duerch d'Aktualitéit virun e puer Deeg gesinn, wéi konkret dat d'Leit an der Fonction publique beschäftegt.

Ech sinn och frou, dass ech mam Minister vun der Sécurité intérieure ganz séier konnt tran-chéieren, dass mer deene Leit, déi do a Bedrängnis komm sinn, konnten en Affekt zur Verfügung stellen. Mä dat entbënt eis awer net dovunner, eis grondleedend Gedanken ze maachen, wéi mer dat an Zukunft méi kloer, méi transparent regelen, soudass och jidd-weree gläichbehandelt gëtt. Mir hunn och do scho mat der CGFP eis zesummege-sat. An d'CGFP huet gesot, si géif eis kuerzfristeg hir Virstellungen och schréfflech ënnerbreeden, soudass mer also och do kënnen zu kloer Rege-lunge kommen.

Da war e ganz wichtege Punkt den mPass, vun deem mer am Ufank guer net geduecht hätten, dass en esou e Succès géif ginn. Mä deen hu mer ganz séier realiséiert. Schon am März 2017 konnten déi effentlech Bedéngschtet da vun deem Prinzip profitéieren, dass se fir 150 Euro kënnen en mPass kréien - wierklech e risege Succès! -, dee mer och, kuerz nodeems mer den Accord ënnerschriwwen haten, reali-séiert hunn. An déi Offer ass och méi wéi fa-vorabel opgeholl ginn.

Mir hunn och nach zousätzlech ausgemaach, dass mer eis géife Gedanke maachen iwwert d'Procédure disciplinaire, wou do d'Iddi ass, fir dat e bëssen ze vereinfachen. Och do hu mer en Aarbechtsgruppe agesat. Ech gi ganz gären zou, dass dat net esou einfach ass, wéi mer eis dat vläch am Ufank geduecht hunn. Do wäerten eng Rei vu juristesche Froe sech nach stellen. Mä do si mer an enger gudder Zesum-menaarbecht mat der CGFP.

Dann hu mer d'Reform vum Système de re-crutement. Ech mengen, do si mer scho ganz wäit, well mer do schonn um Niveau vu Règle-ment-grand-ducale sinn, déi och scho vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés pu-blics aviséiert ginn. Och de Statsrot huet eis do schonn eng Rei Saache mat weider op de Wee ginn.

An d'Iddi ass nach ëmmer, dass mer ab Juli dëst Joer kënnen en neien Examen, Statsexamen u sech offréieren, deen eng Rei vu weidere Ver-einfachunge wäert bréngen a virun allem déi

éischt Etapp, de sougenannten Entréesbilljee an d'Fonction publique, méi transparent mécht, méi einfach mécht a virun allem méi flexibel mécht, dass mer also net nëmmen een oder zwee Exame pro Joer hunn, mä praktesch all Mount an enger Ufanksphas en Exame kën-nen ubidden, wat op jidde Fall d'Fro vum Rekrutement beim Stat wesentlech méi einfach wäert maachen.

Ech sinn och frou kënnen hei ze soen, dass mer dat och an Zesummenaarbecht mat eise-m Sozialpartner CGFP gemaach haten. Mir waren zesummen op Bréssel de belsche System eis eng Kéier ukucken. An et ass och dorunner, wou mer eis orientéieren. An net méi spéit wéi virun zwee Deeg hunn d'Leit an der Fonction publique dem CGFP-Nationalvirstand déi Id-dien do presentéiert. An ech hoffen, dass do och vun där Säit aus de Projet géif ënnerstëtzt ginn.

E weidere Punkt, dee mer ofgemaach hunn, a ganz wichteg virun allem fir déi Leit, déi dovu betraff sinn, ass, eis emol Gedanken driwwer ze maachen, dass déi Leit, déi Schichtaarbecht beim Stat leeschten, op déi nämlecht Aart a Weis sollte behandelt ginn. Do si mer en at-tente vu weidere konkrete Propositiounen vun der CGFP. Mä zumindest de gemeinsame Wël-len, déi Fro do unzegen an een d'nämlecht ze behandle wéi deen aneren, kann een nëm-men ënnerstëtzen. An duerfir sinn ech och ganz optimistes, dass mer do zu engem gud-den Enn wäerte fannen.

Da geet et ëm d'Regele vun der „bonne con-duite administrative“. Ech mengen, dat hu mer realiséiert duerch déi Decisioun vum Conseil de Gouvernement vum 27. Januar 2017. Dat hu mer ausgeschafft zesumme mat der Media-teure, soudass mer also hei, mengen ech, och kënnen „mission accomplie“ soen.

Dat heescht also, déi 24 Punkten, déi mer mat der CGFP am Dezember 2016 ofgemaach hunn, sinn erfüllt. Vun deene 24 Punkten, ech halen drop, fir dat eng Kéier hei ze soen, sinn der siwen, déi direkt Implikatiounen op d'Re-munerationen hunn; zwee, déi de Verlaf vun de Carrière maassgeblech wäerte bean-trächtegen (veuillez lire: beaflossen); fënnef, déi eng besser Conciliatioun vu Vie profession-nelle a Vie privée wäerten erméiglechen; eng, déi d'Responsabilitéit vum Employeur vis-à-vis vu senge Bedéngschteten ueget, a véier, déi ganz konkret och eng Simplification adminis-trative wäerte mat sech bréngen.

Ech si wierklech frou, dass mer dat Gesetz haut kënne stëmmen. Ech weess, dass d'Ongedold do-bausen ëmmer méi grouss ginn ass. Ech hunn och duerfir e gewëssent Verständnis. Mä op där anerer Säit wëssen déi Leit, zumindest déi, déi hei zesumme sinn, dass de legislative Prozess eben heiansdo esou laang dauert, wéi en dauert. Ech géif och hei soen, dass déi Ongedold, vun där ech virdrun hei geschwat hunn a fir déi ech e gewëssent Verständnis hunn, heiansdo éischter politesch bewierkt oder begrënnt war, wéi dass se onbedéngt existenziell Grënn gehat hätt. Mä wéi gesot, dat gehéiert zum Geschäft derzou.

Ech wëllt och soen, well och dat ganz wichteg ass an d'Fro och schonn hei ugeschwat ginn ass, dass déi Bestëmmungen, déi de Punkt-wäert an d'Allocation de repas ugin, direkt applikabel sinn am Gemengesecteur. Ech sinn och dankbar fir déi Fro, well et och doriwwer schonn eng gewësse Konfusioun ginn ass.

An et ass och geplangt, an och dat ass eng Ausso, wou ech mech elo e bëssen aus der Fënster leeën, mä et ass zumindest geplangt a mir sinn och esou opgestallt, fir dat, wat mer haut decidéieren, wat d'Pai ueget, mat der Junipai, also Enn Mee, auszebezuelen.

Dat ass eng risege Erausforderung fir d'APE, fir dat kënnen ze maachen, an ech entschëllege mech elo schonn am Virus, wann dat eent oder dat anert dann net esou géif klappen, wéi ech et elo haut soen. Mä ech wëll haut soen: Déi Leit, déi an der APE sinn an och do an enger neier Organisatioun schaffen, leeschte wierklech Grousses! An duerfir, wann dat eent oder anert net direkt klappt, wär e bësse Ver-ständnis vläch opzebréngen.

Vläch nach ee Wuert, well dat och gesot ginn ass, zum Accord Gouvernement - CGFP vun 2011. Do war e wichtege Punkt, an d'CGFP hat mech bei de Verhandlungen drop opmierksam gemaach, deen net ëmgesat ginn ass, dat war eng drëtt Crèche fir d'Leit, déi beim Stat schaf-fen.

Ech wëll soen, dass mer an der Tëschenzäit do ganz konkret an engem Projet dra sinn, nämlech zesumme mat der Gemeng Suessem zu Bieles,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - ...fir eng drétt Crèche ze realiséieren, och am Kontext vun enger besserer Conciliatioun vu Vie professionnelle a Vie privée, wou also soll eng Crèche kreéiert gi fir 32 Kanner. Ee Véierel dovunner soll reservéiert si fir d'Kanner aus der Gemeng Suessem an de Rescht da fir Leit, déi beim Stat schaffen. Wéi gesot, d'Gemeng Bieles ass do ee vun eise Partner, op där anerer Säit da selbstverständlech och de Kolleg Meisch mat senge Servicer, an awer och d'Gemeng Suessem. De Bauhär vun deem Ganze soll d'SNHBM sinn an d'Bauzäit soll ronn zwee Joer sinn.

Wann Der erlaabt, Här President, géif ech nach kuerz op dat agoen, wat elo hei an der Debatt och gesot ginn ass. D'CSV, an doriwwer sinn ech frou, attestéiert eis, dass dat, wat mer haut am Fong zesummen decidéieren, méi wäit geet wéi dat, wat mer an der Vergaangenheet vun der Fonctioun publique als Solidaritätsbäitrag gefuerdert haten, fir de Budget kënnen ze sanéieren. Dat war och gewollt mat deem Ofkommen, wat 2016 mat der CGFP gemaach ginn ass.

Dann ass gefrot ginn, ob mer géifen iwwer en neien Accord verhandelen. Ech mengen, och dat ass kee Geheimnis. Ech hunn dat scho virun engem hallwe Joer gesot, dass mer selbstverständlech a weideren... A wann een nach weess, dass deen Accord salarial, dee mer haut hei diskutéieren, en Enn fénnt den 31. Dezember 2018, ass et normal, dass d'Regierung sech mat hirem Sozialpartner zesummesetzt.

Ech mengen, de Sozialpartner CGFP huet eng Rei vu Prioritéite gesot, déi een am Moment wéilt diskutéieren. An et ass evident, dass mer eis mat hinnen un en Dësch wäerte setzen. An esou wéi ech et ëmmer gesot hunn, gétt et fir eis do keng Tabuthemen. Et ass um Sozialpartner, fir seng Prioritéiten ze formuléieren. An et ass un eis, fir dann dorobber ze reagéieren.

Vläicht nach ee Wuert zu deem, wat vum DP-Vertrieeder gesot gétt iwwert d'Reduktioun vun engem Stage. Ech mengen, esou wéi ech dat verstanen hunn, ass dat jo och eng vun deenen Diskussiounen, déi d'CGFP prioritär wéilt féieren. D'CGFP selwer huet d'Antwort op den DP-Vorschlag ginn, fir de Stage vun dräi op ee Joer zréckzezeien, näamlech dass dat am Moment kontraproduktiv wär. Ech deelen déi Aschätzung vun der CGFP.

Ech sinn der Meinung, dass mer dat, wat mer och deemools am Accord vun 2016 festgehalten hunn, dass mer eis mussen méi Gedanke maachen iwwert d'Aféierung vun enger regelrechter Verwaltungsschoul a virun allem, an dat huet de mandatéierte Spriecher vun der DP jo och gesot, och iwwert d'Formation continue, dass dat also déi Saache sinn, iwwert déi mer eis prioritär sollten ënnerhalen. An ech sinn iwwerzeugt dovunner, dass mer et wäerte faerdegbréngen, doriwwer och parteiwwergräifend e Konsens ze fannen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert de Projet de loi 7182 a mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7182 et dispute du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo, domat ass also de Projet 7182 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet de loi 6708, wou d'Ekonomieskommissioun och gefrot hat, well se beim Modèle de base bliwwen ass, fir dem Rapporteur fénnef Minutte méi ze ginn.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

De Rapporteur, den Här Fayot, huet d'Wuert.

5. 6708 - Projet de loi relative

- **au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;**

- **au courtage et à l'assistance technique;**

- **au transfert intangible de technologie;**

- **à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes**

et portant abrogation de

- **la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;**

- **la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;**

- **la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne**

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Merci der Chamber fir déi Grousszüegekeet mat der Zäit. Ech probéieren, mech un zéng Minutten ze halen, mä ech kann net ausschléissen, dass ech déi fénnef Minutte brauch.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dese Projet de loi betrëft eng Matière, déi nawell sensibel ass. Et geet hei am Fong an der Haaptsaach ëm den Export, den Transit an den Import vu Waffen an anere sensibele Gidder.

Dese Projet de loi ass net ganz zent. Et ass e Projet de loi vum Juli 2014, deen eng Zäit gebraucht huet, bis en aviséiert ginn ass vum Statsrot, zu deem eng ganz Rei Kierperschaften hiren Avis ofginn hunn a mat deem mer eis als Ekonomieskommissioun am Oktober 2016 ugefaangen hunn ze beschäftegen, wéi, wéi gesot, den Avis vum Statsrot vum Juli 2016 bis virlouch.

Mir hunn dunn eng Lettre d'amendement eraginn am Ufank vum Joer 2017 an et huet dunn nach eng Kéier ee Joer gedauert, bis mer du schlussendlech konnten den Avis complémentaire vum Statsrot analyséieren an zum Enn vun eisen Aarbechte kommen.

Här President, dese Projet de loi huet en duebelt Zil: Engersäits ass et néideg, fir déi eenzel Regelunge fir den Export, Import an Transit vu sougenannte sensibele Wueren a Bienen an engem eenzegen Text ze regroupéieren. Dat ass och am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung. An op där anerer Säit ass et d'Zil, fir déi besteend Reglementatioun un déi aktuell Evolucioun vum Marché an un d'Besoine vun de wirtschaftlechen Akteuren ze adaptéieren.

De Gesetzesprojet abrogéiert domadder dat ëmgeännert Gesetz vum 5. August 1963 iwwert den Import, Export an Transit vu Wueren an iwwert d'Iwwerwaachung vun den Importatiounen, Exportatiounen an dem Transit vun de Wueren.

Dese Projet de loi betrëft den Office des licences vum Ministère de l'Économie. An ech

profitéiere vun der Geleëenheet, fir de Leit vum Office des licences aus dem Wirtschaftsministerium an der Haaptsaach, mä och de Leit vum Ministère des Affaires étrangères, déi och vun deemem Projet betrëft sinn, Merci ze soe fir hir ganz gutt Kooperatioun, an natierlech och de Kolleegen aus der Ekonomieskommissioun fir d'Mataarbecht op deemem Projet.

De Projet, wéi gesot, abrogéiert a remplacéiert d'Gesetz vum 1963 an och d'Gesetz vum 28. Juni 2012 iwwert d'Konditiounen vum Transfert vu Verdeedegungswueren an der Europäescher Unioun. Dese Gesetzestext respektéiert natierlech och d'Accorden an d'Zesummenaarbecht, déi Lëtzebuerg traditionell an deemem Beräich mat der Belsch hat, am Kader vun der UEBL, an och mat Holland an deser Matière. Et gétt also hei den nationalen, europäeschen an internationale Kontext a Betruecht gezunn, well mir setzen och nach eng Partie Restriktiounen, international Restriktiounen am Beräich vum Waffenhandel mat deemem Projet de loi ëm.

Et ass e ganz technesche Projet de loi, wann ech lech e wierklech misst am Detail hei explizéieren, da géif ech keng 15 Minutte brauchen, mä 45. An dann hätt ech hei eng allgemeng „Saalfucht“ viru mer, an dat wëlle mer net. Dofir maachen ech dat vill méi kuerz.

Den Domaine d'application vun deemem Gesetzestext betrëft dräi Domänen: engersäits den Export, den Import an den Transfert vu Wueren vu souwuel enger strenger ziviller Natur wéi och vun deenen, déi an der Verdeedegung agesat ginn, also Waffen, an dann och vu Wueren, déi souwuel fir zivill wéi fir Verdeedegungszwecker agesat ginn. Dat sinn déi sougenannte „biens à double usage“.

Zweetens applizéiert sech dëst Gesetz op d'Vermittlung, den „courtage“, op d'technesch Hëllef an immateriell Technologietransferten, an drëtens, wéi gesot, op d'Émsetzung vu verschidde restriktive Moosname vum Sécherheetsrot vun der UNO a vum Rot vun der Europäescher Unioun.

Wéi gesot mécht dese Gesetzestext eng administrativ Vereinfachung an och eng Kodifikatioun vun dem Contrôle vum Export, Import an Transit vu Wueren a sougenannte „biens sensibles“.

Obwuel et net méiglech ass, fir existéierend Autorisationssystemer duerch e Régime de déclaration ze ersetzen, ass et awer zumindest méiglech, fir de System vun den Autorisationssuffroe fir Exporter, Importer an Transiter vu verschidde sensibele Wueren ze vereinfachen. Mir bréngen heimat Kohärenz an Homogenitéit an dese ganz spezifische Beräich vum Lëtzebuurger Gesetz a gläichzäiteg reduzéiere mer d'Unzuel vu Gesetzestexten, déi sech an deser Matière uwennen, a mir regroupéiere se an engem eenzegen Text.

Wéi gesot, et geet hei ëm dräi Klasse vu Wueren: engersäits Wueren vun ziviller Natur, déi awer ënner verschidde Restriktiounen falen, zweetens Produiten, déi fir militäresch Verdeedegung agesat ginn, an dann nach Produiten, déi susceptibel sinn, fir bei der Doudesstrof, der Folter an anere grausamen, onmenschlechen oder entwürdigende Behandlungen oder Bestrafungen agesat ze ginn.

Niewent dem Export, Import an Transfert vun dese Wueren sinn och nach d'Vermittlung, d'technesch Hëllef, den Transfert vun Technologien a restriktiv Moosnamen, déi sech aus den Embargoen erginn, wéi gesot, viséiert.

(Veuillez lire: Och wann de virleiende Gesetzestext d'Autorisationsprozedure fir Export, Import an Transit vu verschidde sensibele Wueren festleet, esou touchéiert en awer net den Autorisations- respektiv Verbuetsregimm vun enger Rei méi spezifische Gesetzer an deemem Kontext.)

Am Beräich vun de Waffegesetzer handelt et sech hei zum Beispill ëm de Verbuetsregimm vun traumatesche Waffen, Streebommen, Sprengstoff a chemesche Waffen. An déi Matière sinn alleguerter vun deemem Text net tangéiert. Déi gi vu spezifischen Texten geregelt a sinn, wéi gesot, heivun net betrëft. Kulturgülder sinn och net betrëft vun deemem Text.

Här President, ech géif gär e puer Wuert soen zu de parlamentareschen Aarbechten zu deemem Projet de loi. Ee vun deene relevanten, wictegen Avisen hei ass dee vun der Konsultativer Mënscherechtskommissioun. An hirem éischten Avis vum November 2015 bedauert d'Kommissioun, dass d'Fro vun de Konditiounen, fir d'Autorisationen ze accordéieren, an engem Règlement grand-ducal virgesi sinn a sech net am Gesetzestext sollen zréckfannen, dat haaptsächlech aus Visibilitéitsgrënn. An hirem Avis mécht d'Konsultativer Mënscherechtskommissioun dann och nach eng Rei vu Recommendationen, wéi zum Beispill, fir eng Klausel an d'Gesetz ze schreiwen, dass all Transit, Export, Import vu sensibele Gidder muss konform zu eisen Engagementer am Beräich vun de Mënscherechter sinn.

D'CCDH ënnersträicht och, dass déi wichteg Eerausfuering fir d'Autoritéite wäert sinn, ze kontrolléieren, dass d'Normen am Gesetz konsequent an uniform applizéiert ginn, fir eng integral Anhalung vun de Verflüchtunge vu Lëtzebuerg am Kader vun den internationalen an europäesche Mënscherechter kënnen ze garantéieren. Soumat ass et hei net just eng Fro vu legislativem Kader, mä och nach vun den néidege Ressourcen, déi mer eis mussen ginn, fir d'Gesetz kënnen regelgetrei ze applizéieren.

Den Avis vum Statsrot huet an der Haaptsaach och Froe vum Cadrage normatif opgeworf, huet gesot, dass eng ganz Rei Dispositiounen aus deene Reglementer missten an d'Gesetz kommen, dat wéinst der Jurisprudenz, déi den Artikel 32 (3) vun der Constitution betrëft viru senger Ofännerung. An dat hu mer dann och gemaach. An dat war eben och de Gros vun der parlamentarescher Aarbecht zu deemem ganz techneschen Text, fir eben déi Adaptatiounen do ze maachen am Gesetzestext, wéi de Statsrot dat verlaangt huet.

Här President, ech géif nach gären op eng Partie Diskussionspunkten agoen, déi mer an der Ekonomieskommissioun haten zu e puer méi sensibele Punkten an deemem Gesetzesprojet. Praktesch ass dat hei natierlech eng Matière, déi vill Leit interesséiert, well et, wéi gesot, ëm Waffenexporter, -transiter an -importer geet.

An dofir war d'Fro: Jo, wat ass dann eigentlech an der Praxis heimat verbonnen? Wat fir eng Importer, Transiter maache mer hei zu Lëtzebuerg? Wat gétt et hei?

An do krute mer erkläert, dass et am Fong an der Praxis effektiv hei haaptsächlech ëm Transiter geet vu sensibele Wueren. Et gétt bei eis keen Export oder Import gemaach vu Waffen oder anere sensibele Wueren. Et geet hei wierklech an der Haaptsaach ëm den Transit.

An, bon, do hate mer nach eng weider Diskussioun iwwert de Courtage, iwwert d'Vermittlung vu Waffen. Do ass och gesot ginn, dass dat eng Aktivitéit ass, déi bei eis net encouragéiert gétt. Déi ënnerläit ganz strikte Konditiounen, enger duebeler Autorisation vum Justizministère an, wéi gesot, och vun eben dem Ekonomiesministère. An déi Konditiounen si ganz restriktiv. Et ass wierklech gesot ginn: „Mir vermeiden dee Business, well domadder sinn natierlech méiglech Reputatiounsschied verbonnen, souwuel wat eben d'Destinatioun vun deene Gidder ugeet wéi och Froe vum Finanzement.“

(Interruption)

À propos vum Finanzement...

Elo hunn ech schonn en éischt Opfer gemaach!

(Hilarité et interruption)

Jo, jo!

À propos vum Finanzement ass jo gewosst, dass mer alt emol an der Vergaangenheet kritiséiert gi sinn. Amnesty International hat 2016 e Rapport gemaach, wou d'Lëtzebuurger Finanzplaz e bësse kritiséiert ginn ass wéinst hire méiglechen Implikatiounen oder wéinst Faillen an eiser Legislatioun am Beräich vum illegale Waffenhandel.

An do ass gesot ginn hei ganz kloer: „Wann d'Operatioun illegal ass, dann ass och de Finanzement illegal.“ Dat ass dee grouse Prinzip an deser Matière. An dee gétt bei eis encaféiert an der Haaptsaach iwwert d'Gesetzer zum Antibranchement, mä och zu enger ganzer Rei Restriktiounen, wat de Waffenhandel ugeet, zu deene Lëtzebuerg natierlech adheréiert. Mä et ass ze hoffen, dass mat deemem Text eise legislativen Dispositif méi komplett gétt, wéi och Amnesty International dat gefrot hat an hirem Rapport vum 2016, well och d'Kontrollen eben elo hei e bësse méi enk gezurt ginn.

Déi aner Diskussioun, déi mer haten, betrëft d'duebel Autorisation. Dat hei ass eng Matière, wou Exporter, Transiter an esou weider souwuel mussen vum Wirtschaftsministère wéi och vum Ausseministère approvouéiert ginn. An an deem Zesummenhang hate mer och nach eng Diskussioun relativ zum Schluss - mä ech ka mer virstellen, dass den CSV-Spriecher dorobber wäert agoen - iwwert d'Transiter vu Waffen iwwer Lëtzebuerg.

Notamment war et apparemment de Fall, dass Waffen transitéiert sinn iwwer Lëtzebuerg an Destinatioun zum Beispill vun der Tierkei, wat en NATO-Memberstat ass a wat fir den Domän vum Transit vun eis als en „pays ami“ considéiert gétt.

Gutt, dat sinn natierlech da Länner, déi net onproblematesch sinn, mä wou een, mengen ech, muss am éischte Plang eng Léisung dann op diplomateschem Wee fannen oder d'Fro stellen no der NATO-Memberschaft vun esou Länner. Mä ech mengen, et ass esou, dass d'Transitpolitik am Fong esou Waffentransiter nëmme duerchwéinkt. De Minister ka mer soen, ob ech mech do iren. Mä ech mengen, dat ass effektiv d'Praxis, déi hei applikabel ass.



E leschte Punkt betrëfft den Dateschutz. D'CNPD huet an engem rezenten Avis drop higewisen, dass mer missten en Artikel an d'Gesetz setzen - dat ass den Artikel 17 -, fir de Responsable du traitement virzegesi fir déi Donnéeën, déi hei an deemem Beräich behandelt ginn. Hei ass natierlech ze soen, dass dat eng Dispositioun ass, déi mer deemnächst wäerten erëm relativ schnell mussen änneren, well mer eben en neie GDPR ëmsetzen elo am Mee an, wéi gesot, dann op d'mannst d'Referenz op d'Gesetz vun 2002, mä wahrscheinlech och nach eng Rei aner Adaptatiounen musse virgeholl ginn, fir eis hei an deemem Beräich konform ze setzen zu deem neien Dateschutzreglement.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Attentioun, fir Är Gedold an ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, bei enger strikter Applikatioun vum Reglement hätt den Här Fayot sech eigentlech misse sëtze goen an dann duerno erëm opstoen. Mir kënnen eis d'Liewen awer géigesäitig schwéiermaachen, maache mer awer net!

Als Nächsten huet d'Wuert den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Merci dem Rapporteur, deen en exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport ofgeliewert huet, deen awer och de Mëtten eng Rei vu Froen thematiséiert huet, déi eis, mengen ech, allegueren am Härz leien, soudatt et net noutwendeg ass, dass ech nach eng Kéier am Detail op dee Projet aginn.

Ech wollt trotzdeem nach eng Kéier op zwee Punkten agoen, déi fir eis och vum grousser Wichtigeit sinn. Deen éischte Punkt ass deen, trotzdeem, vun der Finanzéierung vun allméigleche Waffentransaktiounen. Do sollt schonn ënner viregte Regierungen, an och ënner dëser, nach eng Kéier méi eng Präzisioun kommen an engem Waffengesetz, wat awer bis elo nach net komm ass.

Ech si jo perséinlech dervun iwwerzeegt, dass eis Finanzplaz awer nu guer näischt drun ze wannen huet, wann iwwert déi iergendwelch Zorte vu Waffengeschäfte géife finanzéiert ginn, souguer en admittant, dass se parfaitement legal sinn. An ech mengen, do muss sécherlech och eng nächst Regierung sech eng Kéier eng kloeer Meinung doriwwer maachen, wéi mer mat Finanzéierung vu Waffeverkeef ëmginn.

Eng zweet Fro - wéi gesot huet de Franz Fayot déi eigentlech ganz gutt schonn hei duergeluecht, ech wollt se awer nach eng Kéier widerhuelen -, dat ass déi vun deem duebelen Agreement. Dat ass e System, dass ebe bei ganz sensibelen, natierlech an éischter Linn Waffeverkeef, awer och iwwert den Transit hei zu Lëtzebuerg u sech muss e Rapport, en Avis gemaach gi vum Ministère des Affaires étrangères.

An do hu mer eis allegueren eng Rei vu praktesche Froen gestallt, well - an dat stoung och iergendwéi eng Kéier virun e puer Wochen an der Press, wou och Lëtzebuerg als Numm erëm gefall ass - do awer eng Rei Waffen am Transit zum Beispill géifen un d'Türkei goen. Wat jo och um Pabeier, an de Franz Fayot huet et ënnerstrach, eigentlech parfaitement legal ass, vu dass d'Türkei jo en NATO-Partner ass.

Mä och do, mengen ech, misst ee sech awer am Moment eng Rei vu Froen stellen, wann ee jo och weess, wou déi Waffe vun der Türkei an deene leschte Wochen a Méint agesat gi sinn. Duerfir hate mir och zu e puer déi Fro opgeworf, wéi eigentlech och do déi Avisé géife redigéiert ginn.

Ech weess elo net, ob de Wirtschaftsminister eis do kann eng Äntwert ginn, vu dass dat doten net direkt a senger Kompetenz ass, mä éischter an der Kompetenz vum Ausseminister. Mä ech mengen, dass dat trotzdeem Froe sinn, déi wichtig sinn. An et wär och gutt, wa mer eng Kéier vläicht géifen erkläert kréie vun deene jeeweilige Beamten, op Base vu wat déi doten Avisen och géife redigéiert ginn.

Dat gesot, gi mir awer als CSV-Fraktioun den Accord zu deemem ganz wichtige Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Wuert huet elo d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och fir d'Éischt dem Franz Fayot en härezeche Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport zu deemem ganz technesche Projet.

Et geet jo drëm, fir an engem eenzegen Text u sech d'ganz Reglementatioun iwwert den

Export, Import an den Transit vu Wuere, mä awer och vu sougenannte sensibele Gidder festzehalen an op där anerer Säit d'Situatioun vun den Acteurs économiques ze verbesseren.

Mir als DP si ganz frou, dass mer do - wéi gesot: mieux légiférer - an engem Text dat festhalen, dann huet een eng besser Iwwersiicht. Mä op där anerer Säit, an de Franz Fayot sougutt wéi de Laurent Mosar hunn et schonn ënnerstrach, ass et extrem wichtig, dass dee Regime vun den Autorisatiounen bleift, well et effektiv bleiwe muss. An et ass gesot ginn: Mir mussen terribel oppassen! Et ass eng Saach vun der Image de marque a vun der Seriositéit vu Lëtzebuerg, déi ganz Geschichte vum Transit.

Mir hate ganz vill Diskussiounen an der Kommissioun, déi ware ganz interessant, well wann deen u sech ganz strengen an duebelen Autorisatiounsregime net bleift, hu mer als Lëtzebuerger Stat keng Iwwersiicht méi, wat hei iwwer Lëtzebuerg transitéiert. An notament mat där sensibeler Positioun vun der Tierkei, déi u sech déi eng Säit NATO-Partner ass an déi aner Säit awer a Syrien Saache mécht, iwwert déi ee kann diskutéieren, ass et wichtig, dass deen Autorisatiounsregime ganz streng gehandelt gëtt.

Deen Text hei gëtt dat hier. An dofir bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun. Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. E Merci un de Rapporteur, deen huet dat ganz detailléiert gemaach. Duerfir war et och berechtigt, dass en déi fënnf Minutten zousätzlech kritt huet an deemem Modell, fir dat ausféierlech ze beschreiwen.

Ech mengen, do ass alles gesot ginn. Eis louch et och als Gréng um Härz, dass déi double Signature oder Autorisatioun géif bleiwen, wat dat sensibelt Thema ebe vun dem Waffentransit ueget.

A fir de Rescht ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Eng d'ADR wëllt sech deem uschleissen an dem Rapporteur härezeche Merci soen. Mir stëmmen deesen Text mat Freed mat.

Ech wollt awer op dat zrëckkommen, wat de Laurent Mosar gesot huet, wat mer och begréissen, wat d'Türkei ueget an hire Rôle. Wa mer d'NATO als eng Wäertegemeinschaft betruechten, dann huet d'Türkei an der NATO näischt verluer.

Dat Land ass eng Menace fir Griichenland, dat Land ass eng Menace fir Zypern, dat Land üübt Mënscherechtsverletzungen aus, déi intolerabel sinn. Dat Land féiert en Invasiounskrich ouni international Mandat a Syrien. Eng Türkei, wa mer d'NATO als Wäertegemeinschaft an net als reng opportunistesch Bündnis betruechten, huet an där NATO näischt verluer!

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech erkläre domat d'allgemeng Diskussioun fir ofgeschloss. D'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister, den Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo, Merci, Här President. Virun allem dem Rapporteur e grouse Merci fir dat komplizéiert Gesetz, wat wierklech vill Joren ënnerwee war, vill Joren och beim Statsrot loung, bis all Mënsch sech eens war, fir dat doten hinze kréien. Et ass eng ganz komplizéiert Matière, déi bis haut dann iwwer dräi verschidde Gesetze geregelt ginn ass, iwwer 50 Règlement-grand-ducal geregelt ginn ass an iwwer 20 Arrêté-ministériel geregelt ginn ass.

Et ass also elo gutt, dass mer emol eng Kéier een Text hunn, deen zesumme mam Ausseministère ausgeschafft ginn ass an dee Kloerheit schafft, wat den Export an den Transit, wat d'Lizenzen ueget vun deene Matière, vun deene mer hei schwätzen. Dofir e grouse Merci och der Chamberskommissioun, dass se deem esou zoustëmmt.

Zu deene Remarque vun Här Mosar vläicht ee Wuert, wat d'Finanzéierung vun de Waffentransaktiounen ueget: Dat ass d'Kompetenz effektiv vum Finanzministère. Mä ech mengen, och do muss een elo op Basis vun deem Gesetz eng Kéier drugoen an dat ee fir alle Mol kloerstellen.

An dann zu deem zweete Punkt: Wa Waffen transitéiere vun engem EU-Land iwwer en aner EU-Land zum Beispill Richtung Türkei - kommt,

mir huelen de Fall: Frankräich verkeeft Waffen un d'Türkei, déi awer fir d'Éischt op Lëtzebuerg hei op de Fluchhawe kommen, da vun der Cargolux weidergeschéckt ginn -, da si mir net zoustänneg, fir eng Lizenz ze maachen, mä dann ass et dat Land, dat exportéiert, näamlech an deem heite Fall wär dat Frankräich, dat d'Lizenz muss maachen, fir déi Waffen, wann et der da sinn, fir déi an d'Türkei ze ginn. Dat heescht, do si mir aus dem Coup eraus. Europa gëtt als Eent ugesinn. An et ass dat Land, wat de Pays d'origine ass, dat sech da muss ëm déi Lizenze këmmere.

Voilà, dat gesot, wéi gesot, nach eng Kéier e grouse Merci un lech allegueren. Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 6708.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6708 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hunn 59 Participatiounen um Vott, 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6708 unanime ugeholl.

(Interruption)

War iergende Problem beim Vote?

(Concertation interne)

Also 60-mol Jo. Domat ass de Projet 6708 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet de loi 7233 betreffend d'Moderniséierung vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Klengbetten. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, mat deemem Projet de loi komme mer zrëck op d'Streck Lëtzebuerg-Klengbetten, déi eng Längt vun ongeféier 19 km huet an d'Stad Lëtzebuerg mam belschen Eisbunnseau verbënnt. Déi betraffe Linn ass donieft och Bestanddeel vum Projet Eurocap-Rail, dee geduecht ass, fir d'Verbindung tëschent Bréissel, Lëtzebuerg a Stroosbuerg massiv ze verbesseren, wat jo net vu Muttwëll ass.

Fir de Giddertransport stellt dës Streck eng Alternativ zum Korridor 2 duer, deen iwwer Rotterdam, Antwerpen, Beetebuerg a Basel/Lyon verleeft. Et kann een also soen, dass d'Klengbettener Streck net nëmme fir Lëtzebuerg eng grouss Bedeutung huet, mä dass se och am internationalen Zuchverkéier eng droend Roll spillt, mat beispillsweis bis zu 6.000 bis 7.000 Voyageuren am Dag.

Dir Dammen an Dir Hären, scho mam Gesetz vum 28. Abrëll 2014 hate mir unanime an der Chamber decidéiert, dass den Tronçon Lëtzebuerg-Klengbetten fir 60,8 Milliounen sollt moderniséiert ginn, mat der Reelektrifikatioun vun

der ganzer Streck. Aus enger ganzer Rei vun techneschen Ursachen, déi haaptsächlech mat der Tensioun an der Interoperabilitéit vun deene verschidde Systemer ze dinn huet, huet sech am Laf vun den Aarbechten erausgestallt, dass et mam initiale Budget net duergéet. Aus deem Grund ass eng Reevaluatioun vum gesamte Projet duergedouert ginn, fir déi eenzel Zousatzbudgeten op deenen Aarbechte kloer ze definéieren.

D'Majoratioun, déi haut virläit, besteet aus véier Deeler a bezitt sech op d'Aarbechten an der Stater Gare, wou d'Catenairen an déi nei europäesch Normen ugepasst musse ginn, zweetens och op d'Upassungen um Niveau vun der Sécherheet vun de Systemer, der Fiabilitéit, dem Emweltschutz an der technescher Interoperabilitéit, déi och un d'Normen ugepasst ginn, déi d'Europäesch Kommissioun virenschreift, dann drëtzens op d'Rekonstruktioun vun zwou Brécken zu Mamer an enger zu Klengbetten, déi sech als méi komplex erausstellt, wéi uganks geduecht ginn ass. Déi véiert Majoratioun bezitt sech op d'Travaux de génie civil, op d'Fondatiounen vun de Catenairen, déi standardiséiert ginn, an op d'Verbesserung vun der Sécherheet op der Streck fir de Fall, dass op der Streck geschafft muss ginn.

An Zuelen ausgedréckt heescht dat, dass d'Reevaluatioun vum Projet ze enger Majoratioun vun insgesamt 7,5 Milliounen Euro féiert. Op Basis vum Präisindex vum Abrëll 2016 klëmmt den initial gestëmmt Montant domat vu 60,8 Milliounen Euro op 71,9 Milliounen Euro.

Grad wéi de Franz Fayot wëll ech keng „Saalflucht“ verursaachen a ginn net op déi technesch komplex Matière an. Dir kënnt déi awer gären am Projet de loi am Dokument 7233 noliessen, wann dat lech interesséiert. Wéi gesot, et ass eng héich spezialiséiert Matière, déi net jiddwereen direkt versteet.

Deposéiert gouf dese Projet de loi den 19. Januar 2018 vum Minister François Bausch. A sengem Avis vum 20. Mäerz 2018 war de Statsrot mam Inhalt vum Projet d'accord an och d'Kommissioun hat näischt drun auszesetzen, soudatt se den 19. Abrëll 2018 mäi Rapport eestëmmege ugeholl huet.

Ech kommen zum Schluss, léif Kolleginnen a Kollegeen, a wéill net nëmme am Numm vun der grénger Fraktioun, mä och am Numm vun alle Leit, déi regelméisseg mam Zuch op Bréissel fueren a frou sinn, dass d'Streck moderniséiert gëtt, lech invitéieren, dese Projet de loi ze stëmmen.

An an der Hoffnung, dass och d'Belsch hir Hausaufgabe maachen, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. Als Éischte kritt den Här Marco Schank d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, ech wollt fir d'Éischt am Numm vu menger Fraktioun der Madamm Josée Lorsché Merci soen, der Rapportrice, fir deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Si mécht dat gutt, wéi ëmmer.

An ech wollt och direkt am Ufank soen, dass mir dee Projet selbstverständlech wäerte stëmmen. D'lescht Woch an der Mobilitéitsdebatt hu mer däitlech gemaach, dass mir d'Investissement an d'Schinn net nëmme begrëissen, mä dass mer déi och ënnerstëtzen.

An ech hunn och ganz staark appreciéiert - ech wollt dat soen -, dass de Minister Bausch op déi sëllege Froen, an ech hat der eng ganz Partie, och geäntwert huet am Kader vun där Mobilitéitsdebatt.

Just an enger Saach wëll ech nohaken, an zwar hate mer an der leschter Kommissioun vum Développement durable versprach kritt, mir géifen en Dokument kréie vun der CFL-Direktioun am Kontext vun de Retarden, der Pünktlechkeet vun den Zich. A mir hunn och een Deel dovunner kritt. Mir kruten näamlech d'Chifferen, d'Statistiken. Dat Eenzegt, wat mer net kruten, dat sinn déi Ursachen, déi bedéngen, dass déi Onpünktlechkeeten déi sinn, déi se ebe sinn. An ech wollt am Fond de Message matginn un de Statssekretär, fir dat nach eng Kéier ze rappéléieren, dass mer dat och géifen nogerecht kréien.

Ansonste géif ech am Numm vu menger Fraktioun den Accord ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci der Madamm Rapportrice fir hire gudder schrëftlechen a mëndleche Rapport.

No engem Debat, dee mer d'lescht Woch hatten iwwert d'Mobilitéit, maache mer hei dann Neel mat Käpp. Et ginn direkt Suen investéiert an e Projet, dee mir nëmme kënnen ënnerstëtzen. Wann ee weess, datt mer zum Beispill 2013 nach 163 Milliounen Euro an d'Schinn investéiert hunn an 2017 et der schonn 399 waren an 2018 364, da gesäit een, datt do schonn eng nett Progressioun dran ass. Also vun 2013 un hu mer am Ganzen 1,6 Milliarden Euro an d'Schinn investéiert. An dat kënnen mer nëmme begrëssen. An dat hei ass e Projet, deen en Invest an d'Zukunft ass, e Projet, dee mer brauchen, fir datt eis Mobilitéit besser gëtt.

An duerfir ginn ech och hei ganz gären den Accord vun der LSAP.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, déi Debatt vun der leschter Woch huet jo ganz kloer gewisen, datt Konsens herrscht, fir um Niveau vun dem ëffentlechen Transport a méi spezifesch um Niveau vum Schinnereseau nach méi ze investéieren. Et ass enorm vill an deene leschte Jore geschitt. Et brauch een net méi op den Detail anzugeen. Och deen heite Projet reit sech an déi Strategie an, e Projet, dee mir nëmme kënnen begrëssen.

Et ass natierlech och e Projet, deen en automatesch och dozou verleet, fir awer nach eng Kéier op déi Problematik hinzewisen, déi besteet op der Streck zwëschen Lëtzebuerg a Bréssel. A wann ee selwer regelméissig mam Zuch dohinnerfiert, dann ass ee schonn dozou geneigt, fir am Fong geholl den Zuch eng Stonn éischter ze huele wéi fréier, an der Hoffnung, datt ee vläicht dann zurzäit um Rendez-vous zu Bréssel ass. Mä dat huet näischt direkt mat der Lëtzebuurger Eisebunn ze dinn. Mä et wär awer vläicht net onwichtig, wa mer ëmmer erëm am Dialog mat der belscher Eisebunn géifen drop hiweisen, datt et awer wichtig wär, datt déi Streck nach géif verbessert ginn.

Vläicht nach eng kleng Remark zum Schluss och nach: Dat Gesetz vum 10. Mee 1995, dat fänkt un, riseg ze ginn. Et fënnt ee sech wierklech net méi dran erëm. Et wier vläicht net schlecht, wann een do awer eng Kéier géif e Schlusstréck zéien a vläicht en neie Gesetzestext géif maachen. Bon, doriwwer sollt ee sech awer emol eng Kéier seng Gedanke maachen.

Onofhängeg vun deene puer Remarken ass dat heiten e ganz gudder Projet, dee mir als Demokratesch Partei selbstverständlech wäerten ënnerstëtzen.

An ech soen der Madamm Lorsché och nach e Merci fir hir verschidde Rapporten. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner, den Här Gast Gibéryen, huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech ka mech nëmme deem uschlëssen, wat all meng Virriedner hei gesot hunn. An ech wëll der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, Merci soen an d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vum allgemengen Debat ukomm. De Statssekretär am Nohaltegekeetsministère, den Här Camille Gira, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll mech ganz kuerzfaassen, virun allem der Rapportrice an all deene Merci soen, déi an enger ganz schneller Vitesse derfir gesuergt hunn, dass dee Projet hei esou séier kann ofgestëmmt ginn, also méi schnell wéi d'Vitesse op der Streck Lëtzebuerg-Bréssel, do si mer eis eens,...

(Hilarité)

...well soss wier dese Projet net méi an deser Legislaturperiod gestëmmt ginn.

Mä Spaass beisäit, Dir wësst, dass mer frou sinn, dass dat elo esou séier geschitt ass, fir dass dee Projet, deen zu engem groussen Deel ofgeschloss ass, awer an aller finanzieller Transparenz dann och gutt zu Enn ka gefouert ginn.

Ech kann lech verséieren, dass an all bilateraler Reunioen, sief et an deene sougenannten „Gäichel-Gesprécher“, sief et awer och besonnesch tëscht dem Här Bausch an dem Här Bellot, déi Streck do um Ordre du jour steet an dass net eng Reunioen vergeet... Mä mir kennen d'Verhältnisse an der Belsch, déi, wann et drëm geet, Suen a Wallounien ze investéieren an a Flanderen, net ëmmer ganz einfach sinn. Ech hunn dat Gefill, dass mer e bëssen doru scheitern. Mä et huet een awer dat Gefill, dass iergendwéi eng Kéier en Enn vum Tunnel vun där Streck - och wann op där Streck keen ass - ze gesinn ass.

Ech mengen och, dass een d'Gesetz vun 1995 eng Kéier kéint iwwerschaffen, fir dass och erëm jiddweree sech dodran erëmfënnt.

An dem Här Schank kann ech verséieren, dass mer dat noliwweren. Ech kann lech awer och hei scho soen, dass eng vun den Hauptsaache vun den Delaieen op alle Strecken dat ass, mengen ech, wat bei engem anere Projet de loi viséiert war, dee virun allem viru Kuerzem hei votéiert ginn ass an dee substanzuell war, mengen ech, mat 170 Milliounen, dat sinn d'Enkpäss an der Gare Lëtzebuerg. Dat ass heiansdo de Leit am Éislek oder am Oste schwéier ze erklären, wann hiren Zuch fënnel oder zéng Minutte Verspéidung huet. Meeschtens ass et awer bedéngt duerch d'Enkpäss an der Gare. An do ass de Projet votéiert. An do sinn, mengen ech, substanzuell Aarbechte geleescht gi mam Ofrappe vum Atelier. An do bestinn Hoffnungen, dass, wann deen éischte Quai bis fonctionnéiert Enn 2019, dass dann net nëmme an der Gare Lëtzebuerg viles besser gëtt, mä op alle Strecken.

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7233 iwwergeen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7233 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo, de Projet 7233 ass domat unanime uegoholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt iwwergeen, dem Projet de loi 7234 iwwert de Bau vun engem Park & Ride zu Rodange. D'Rapportrice ass prett, d'Madamm Josée Lorsché.

7. 7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Et la suite!

Dir Dammen an Dir Hären, zur Ofwiesslung geet et bei diesem Projet de loi net ëm de Finanzement vun enger Schinneninfrastruktur, mä ëm de Finanzement vun engem Park & Ride, dee bei der Gare vu Rodange soll gebaut ginn, mam ganze Bausnamenagement, deen dozougehéiert.

Wéi Der lech bestëmmt kéint erënneren, stoung dese Projet am Joer 2015 op der Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojeten, déi den

Accord de principe vun der Chamber kritt hunn. Mëttlerweil leien net nëmme d'Detailpläng vir - d'Analyse si gemaach -, mä och de previsionelle Budget, dee fir de Bau vun demsem Projet gebraucht gëtt. E beleeft sech op 43,470 Milliounen Euro an ass geduecht, fir déi ganz Parksituatioun op der Gare vu Rodange an de Grëff ze kréien.

Momentan ass et esou, datt et schonn an de fréie Moiesstonnen zu Enkpäss kënn, mam Resultat, datt sämtlech Parkplaze ronderëm d'Gare moies um siwen Auer voll beluecht sinn. Dat féiert dozou, datt all Dag ëm déi 300 Chauffieren hiren Auto an e Wunnquartier südlech vun der Gare ofstelle ginn. A mir wëssen alleguer, datt dat keng dauerhaft Léisung ka sinn. Et ass evident, datt et net kann esou goen, datt d'Leit an d'Wunnquartiere stoe ginn, wa se mam Zuch wëllen op d'Aarbecht fueren, ëmsou méi, well den Drock op d'Gare vu Rodange ëmmer méi grouss gëtt an dee Problem net esou séier wäert geléist ginn.

En erkläert sech doduerch, datt des Gare a Proximitéit zu der belscher an der franséischer Grenz läit an domat och beim Pôle européen de développement. Engersäits ass d'Gare och un den nationale Stroossereseau uegebonden, anersäits un eng europäesch Stroossenachs, déi massiv vun de belsche Frontaliere benotzt gëtt, fir an d'Land schaffen ze kommen.

D'Gare selwer besetzt dräi Quaien a läit un dräi Linnen, dräi Eisebunnslinnen, déi aus der Stad a Richtung Rodange, Lonkech, Athus an Arel verlafen. Dobäi kënn eng Gare routièr, déi souwuel vu Schoulbusse wéi och vum TICE a vum RGTR bedéngt gëtt.

Well des Gare en zentrale Pôle d'échange ass an der ganzer Region, huet d'Regierung zesumme mat der Gemeng Péiteng decidéiert, de Parkraum auszebauen, fir de Beruffstrafic a Richtung Zuch a Bus ze orientéieren.

D'Parkhaus, wat geplangt ass, besteet aus siwen Niveauen, mat insgesamt 1.560 Parkplazen, vun deenen der 35 fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit reservéiert sinn. 44 Stellplaze gi mat elektréische Bornen ausgestatt, dovun 10, déi dem Carsharing virbehale ginn.

D'Gebai gëtt iwwerdaacht, soudatt Fotovoltaikpanneauen drop installéiert kënnen ginn an donieft och eng Retentioun fir d'Reewaasser mat enger Gréngfläch.

Zu den Aarbechten, déi mat diesem Projet de loi finanziert ginn, gehéiert och de Reamenagement vum ganze Bauseberäich. Dese besteet ënner anere aus der Adaptatioun vun de Stroosseninfrastrukturen an aus dem Bau vun engem Rond-point, deen néideg ass, fir eng gutt Accessibilitéit zu der Gare ze garantéieren, respektiv och zum Park & Ride. Dobäi kommen eng Rei extern Amenagementer wéi beipillsweis Trottoiren a Maueren, technesch Installatiounen an de Bau vun den néidegen Infrastrukture fir d'Waassergestioun. A grad wéi bei anere Projete vun den CFL sinn och bei diesem Projet Lärmschutzwäll virgesinn.

De Projet ass an zwou Parten agedeelt, déi parallel zuenee realiséiert ginn. Déi éischt besteet aus der Konstruktioen vum Parking als solchem an déi zweest aus dem Amenagement vun den Zoufaartsstroossen an aus dem Bau vum Rond-point, deen a verschidde Etappe wäert erfollegen.

Och hei verweisen ech fir déi vill technesch Detailler a fir d'Pläng op mäi schrëftleche Rapport respektiv op d'Documents parlementaires 7234, wou ganz, ganz vill Detailler ze fanne sinn.

Bleift nach ze soen, datt de Projet de loi den 19. Januar 2018 vum Nohaltegekeetsminister François Bausch deposéiert ginn ass an datt de Statsrot och hei näischt aussetzen hat a sengem Avis vum 20. Mäerz 2018. Mir haten d'Aarbecht an der Kommissioun och hei séier ofgeschloss. An den 19. Abrëll 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmege uegoholl.

Fir dese Projet de loi, mä och scho fir dee virdrun, wéilt ech den Häre Jeannot Poeker an Henri Werdel Merci soe fir hir Begleedung an der Kommissioun. Dir sidd ëmmer prett, wann et ëm méi schwierig Froe geet an Dir hutt op all Fro eng Äntwert!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi ass e wichtige Bausteen, fir de Beruffstrafic direkt an der Grenzregion op den ëffentlechen Transport ze orientéieren an d'Stroossen ze entlaaschten. Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens.

Domat invitéieren ech lech, och dese Projet de loi ze stëmmen, a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mat engem Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. Éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Rapportrice Merci fir dee gudder mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dir hutt vill Wourechte gesot. An et ass kloer, dass d'CSV dese Projet de loi wäert stëmmen, well mir sinn der Iwwerzeugung, dass e Park & Ride e wichteg Standbee vun der aktueller Mobilitéitspolitik ass an och vun där vu muer.

An Dir hutt gesot, de Grenzraum géif entlaascht, an dat ass sécherlech eng Tatsaach. Mä wann een dat da mécht, da muss een och aner Moosnamen huelen, notamment dass eben déi Moosnamen hannendrukomen, wéi zum Beispill, wa mer vum Kordall schwätzen, wa Péiteng elo entlaascht gëtt - an do dinn ech de Brëll u vun doënnen, ech weess, wéi schlëmm et ass, an Dir hutt dat jo och an Ärem Rapport gesot -, da muss och fir Käerjeng eppes geschéien. Do geschitt jo och eppes mam Contournement. Mä do muss och e Park & Ride kommen, dee virgesinn ass fir 400 Autoen. Da si mer um richtige Wee. Also d'CSV wäert ëmmer esou eng Politik ënnerstëtzen, wou mer op den ëffentlechen Transport histeren.

Et ass logesch gewiescht, dass dat gemaach ginn ass, well jo och eng Verduebelung gemaach ginn ass vun de Gleiser. Dat muss ee wëssen. An deemools huet och d'Gemeng 2012 gesot, dass et noutwendeg wär, dass dee Park & Ride esou séier wéi méiglech kéim. An et ass och logesch, wéi et gesot ginn ass, dass een dat op d'Grenze setzt.

Wa mer elo deen neie Konzept kréien, wäerten och nach aner Ännerunge komme fir déi Leit an der Gemeng Péiteng. Éischtens emol wäert op der Gare selwer zu Rodange d'Barrière zougemaach ginn. Da wäerten d'Leit iwwer eng Bréck eran op Rodange komme respektiv an d'Gare. Dee ganze Raum vun der fréierer Rodanger Schmelz, deen ieweschte Raum, wäert verbaut ginn, mat Wunnengsbau a mat Büroen, soudass dee ganzen Eck also vill besser organiséiert wäert ginn.

Et ass also eng Plus-value fir déi Leit, déi doënnen am Eck sinn. An net nëmme déi gemengepolitesch Responsabel vu Péiteng a ronderëm wäerte sech freeën, mä och d'Bierger, well mer effektiv heimat mander Verkéier wäerte kréien. Duerfir wënsche mer eis, dass dee Projet esou séier wéi méiglech kënn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Als nächsten ageschriwwene Riedner schwätzt den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, och vu mir aus e grouse Merci un d'Josée Lorsché als Rapportrice. Et ass wierklech e Projet, deen derwäert ass, dass een deen ënnerstëtzt, 43,7 Milliounen, déi gutt investéiert sinn. An et ass e Projet, deen u sech als Modell soll duerfir dengen, datt mer Park & Riden no bei d'Grenz bauen a vläicht souguer och iwwert d'Grenz ewech an eis Nopeschlänner. Vläicht, wann dat opportun ass, da soll een och drun denken, fir dat ze maachen.

E reit sech, wéi och dee Projet vu virdrun, an eng Rei vu Mesuren an, déi gutt sinn, iwwert déi mer an de leschten Deeg hei geschwat hunn, och den Ausbau vum Quai. An deen heite Projet wäert mat Sécherheet d'Situatioun am Süden a virun allem am Südweste vum Land verbesseren. A wann elo nach zu Käerjeng de Park & Ride kënn, da kréie mer mat Sécherheet mat deenen zwee Park & Riden hei schonn eng wesentlech Verbesserung vun der Verkéierssituatioun am ganze Südwesten, soudatt ech sécher sinn, datt déi heite Sue ganz gutt investéiert sinn an d'Mobilitéit vun de Leit.

Merci fir dee gudder Projet an ech bréngen den Accord vun der LSAP.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et ass eng Tatsaach, datt de Stau natierlech zu engem gudden Deel duerch d'Frontaliere bedéngt ass. Dat soll alerdéngs elo net pejorativ gesi ginn. Ech fannen et och net richtig, wa mer dee Moment ëmmer d'Schold wëllen op d'Frontalieren ofleeden. Et dierf een net vergiessen, datt d'Frontalieren engersäits zu der gudder Ekonomie vu Lëtzebuerg bäidroen. Anersäits huet eng rezent Etüd bewisen, datt 20% vun hire Revenuen hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn, wat jo och net ze ënnerschätzen ass.

Et ass awer op där anerer Säit wichtig, datt mir als Lëtzebuurger Politiker deen néidege Kader setzen, fir datt ronderëm d'Grenze virun allem Park & Riden amenagéiert ginn. Dat geschitt mat diesem Projet ouni Zweifel. Duerfir, déi 43,5 Milliounen sinn hei ganz gutt investéiert.

Wat ech och virun allem gutt un deem Projet fannen, ass, datt och ëmweltpolitesch Moossname virgesi sinn, sief dat d'Installatioun vu Fotovoltaik, sief dat awer och d'Opfänke vu Reewaasser. Op där anerer Säit soll een awer och nach eng Kéier hei ënnersträchen, datt eng maximal Begréngung soll virgeholl ginn, fir datt eben och déi Installatioun sech beschmeiglech do integréiert.

Ech mengen, fir d'Gemeng Péiteng ass dat oui Zweifel - an den zoustännege Schaffen huet dat jo och schonn hei duerchblécke gelooss - och e Virdeel, datt eng Rei Autoen do aus de Quartiere kënnen erausgeholl ginn an datt eben elo dat op enger zentraler Plaz ka geschéien, dee Parking.

An deem Sënn, wéi gesot, kënnen mir dee Projet do nëmmen ënnerstëtzen. Ech soen och der Madamm Lorsché nach Merci fir déi eenzel Projeten a brénge selbstverständlech dann och den Accord vun der DP.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus nach eng Kéier e Merci un d'Kollegin Josée Lorsché fir de Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt déi Park & Riden, déi un de Grenze sinn, datt dat déi richteg Politik ass. Et ass net, fir d'Park & Riden an den Zentrum ze maachen, wéi mer dat fälschlecherweis, eiser Meenung no, elo zweemol gemaach hunn, mä et soll een dat schonn un d'Grenze vun eisem Land setzen.

Ee vun deenen éischte Park & Riden, déi gebaut gi sinn, dat war deen zu Fréiseng. Deen ass schonn eng Kéier ausgebaut ginn. An ech hunn dem Här Minister Bausch dat och scho gesot: Et misst een onbedéngt och do drun denken, fir e Parkhaus ze bauen, well deen ass iwwerfëllt, a vun do aus gëtt et eng Busspur, déi direkt an d'Stad geet, a wann ee gesäit, wi-vill Bussen do fueren, an déi Busse sinn alleguer voll, well eben eng Busspur do ass.

An et muss een och drun denken: Mir gi jo der-vun aus, datt eng Kéier d'Saarautobunn vu Fréiseng Richtung Saarbrécken opgeet! Mä wann deen Dag kënnt, da gëtt et doudsécher vill Leit, déi aus dem Saarland kommen, déi dann net méi wëllen an d'Stad fueren. Mä wa se kënnen zu Fréiseng op der Grenz erausfueren an och erëm eropfueren, dann ass dat e Parking, deen doudsécher och vu ville Leit, déi aus Däitschland kommen, profitéiert gëtt. Duerfir kann ech nëmme recommandéieren, fir drun ze denken, fir dee Park & Ride och ze vergrësseren an enger Gréisstenuerdung wéi deen heiten. Dat wier sécherlech och do ubruecht.

An dobäi wëll ech dann awer zum Ofschloss och d'Zoustëmmung zu deem Projet vun der ADR bréngen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet erëm de Statssekretär am Nohaltegkeetsministère, den Här Camille Gira.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll och hei der Rapportrice villmoos Merci soe fir d'Vitesse, wéi dat duerch d'Chamber gaangen ass, awer och eise Leit, haaptsächlech vun CFL. D'Chronologie ass gemaach ginn, vun der Iddi bis zur Realisatioun si mer hei relativ gutt ënnerwee. An dass e Besoin grad an där doter Regioun besteet, ech mengen, dat zweifelt keen un.

Ech mengen, Dir hutt et matkritt, ech ka soen: Et ass deen éischte Park & Ride vun enger neier Generatioun an deem Sënn, an där Gréisstenuerdung op der Grenz. Wann ech dat esou därer soen: Fir eis ass dat déi zweet Couronne. Déi éischt Couronne, dat ass déi no bei der Stad.

Ech wëll awer d'Geleeënheet notzen, fir dat opzegräifen, mengen ech, wat schonn e Virriedner gesot huet: Mir sollten eis et net ze einfach maachen a soen, sämtlech Mobilitéitsproblemer zu Lëtzebuerg wieren d'Schold vun de Frontalieren, gellt! De Modal Split bei de Lëtzebuerg ass net wesentlech besser wéi bei de Frontalieren.

An dofir brauche mer net nëmme Park & Riden op de Grenzen. Eis éischt Couronne ass déi, déi op d'Endstatioune vum Tram kënnt. Dir wësst, dass e ganz grouse Park & Ride um Héienhaff geplangt ass, beim Fluchhafen, an op där ane-

rer Säit och beim Stadion op der Cloche d'Or. Déi zweet Couronne, dat ass déi wierklech op de Grenzen, Rodange. Fir Fréiseng kann ech lech soen, dass Diskussiounen lafen, vläicht souguer, dass mer un Terrainen kommen a Frankräich, fir dann do iwwer eng Konventioun eppes ze maachen. Waasserbëlleg ass ënnerwee.

Dir hutt awer och vläicht matkritt, dass mer schonn ënnerwee sinn, fir eng drëtt Couronne opzebauen, an zwar, fir d'Frontalieren awer déi Kéier wierklech nach éischter opzefänken. An zwar bei der Statsvisitt a Frankräich, do ass, mengen ech, no bausse relativ vill thematiséiert ginn, dass mer Suen an de Grapp huelen, fir d'Zuchstreck hannert der Grenz bis op Metz hëllefe méi sécher ze maachen, awer och auszebauen, fir dass d'Fransousen och méi Capacitéit kréien.

Wat manner eriwwerkomm ass, dat ass, dass mer prinzipiell d'accord sinn, fir zwee grouss Park & Riden zu Diddenuewen an zu Lonkech, wou all Kéiers och 700 Parkplaze solle kommen, fir déi zumindest matzefinanzéieren. Do mussen nach Projeten ausgeschafft ginn. Dat ass da scho fir eis déi drëtt Couronne, dat heescht, wou mer d'Frontaliere schonn an hirem Land opfänken, fir se dann op Zich a Bussen ëmzetässelen.

Do dernieft vergiesse mer awer net all déi Park & Riden, ech soen elo emol, déi iergend-wou tëscht enger vun deenen dräi Couronnen do leien. Sou soll Käerjeng notament 250 op 400 ausgebaut ginn. A mir hunn och op anere Garen nach Projeten, fir auszebauen. Well all Mënsch, dee ganz fréi, mengen ech, op den öffentliche Transport ëmklëmmt - vläicht ginn dat och Plazen, wou Carpoolingsleit sech nom Zuch zesummendinn, fir dach méi wäit ze fueren, do héiert Der geschwë vun eis mat eiser App, déi mer an deenen nächste 14 Deeg publizéieren -, well all Auto manner op enger Lëtzebuerg Strooss ass manner Stau, awer och manner CO₂.

An deem Sënn Merci all deenen, déi derfir gesuergt hunn, dass mer elo gläich zu Rodange kënnen mat den Aarbechten ufänken.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7234 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7234 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet 7234 ass mat Unanimitéit mat 60-mol Jo uegholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass haut de Projet de loi 7179 betreffend d'Vermummung an déi zwou Propositions de loi 6705 an 6909 iwwert deeselwechte Sujet.

D'Presidentekonferenz huet proposéiert, dass d'Rapporteren noeneen de Projet respektiv d'Proposition-de-loie presentéieren, dass mer awer eng gemeinsam Diskussioun maachen nom Modell 2. An ech géif dann direkt d'Rapportrice vun éischte Volet vun eiser Diskussioun froen eropezekommen, d'Madamm Viviane Loschetter, zum Projet de loi 7179.

8. 7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 7179

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Werdegang vun deem Projet de loi vläicht méi kloer ze erklären, erlaabt mer, datt ech chronologesch virginn!

Fir d'Éischt emol eng Bemierkung, an zwar déi: an der Chronologie war dat am Joer 1789 oder 1790, näamlech do, wou d'Gemengereglementer eng Base légale kritt hunn. An effektiv ass et esou, datt hei zu Lëtzebuerg vun deenen 105 Gemengen der 62 e Règlement de police hunn, a vun deenen 62 sinn et der effektiv 47, déi och d'Vermummung oder op Franséisch «l'interdiction de dissimuler le visage en public» reglementéieren.

Dat mécht plus ou moins, grosso modo 72,75% vun der Gesamtbevölkerung vum Territoire vun deem Land aus. Dat ass natierlech vill. Dat heescht, domadder wären am Fong geholl praktesch dräi Véierel vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, duerch esou e Règlement de police, deen och nach d'Vermummung géif reglementéieren, ofgedeckt.

Natierlech muss een och wëssen, datt mer eng Autonomie communale hunn an datt déi praktesch Ëmsetzung net an alle 47 Gemengen onbedéngt déiselwecht ass. An dat mécht d'Saach net méi einfach, mä éischter e bësse méi komplizéiert.

Wat och nach wichteg ass ze ënnersträchen, an ech mengen, dat weess och all Buergermeeschter heibannen, dat ass, datt déi Gemengereglementer all den Ordre public matériel regelen, wat d'Securitéit ausmécht, wat d'Tranquillitéit a wat d'Salubritéit ausmécht. Sou steet et am Reglement.

An da maachen ech direkt eng kleng Bemierkung, well dann ass et och gesot: Deen heite Projet de loi wäert d'Reglementation communale net ofänneren, net a Fro stellen. Déi bleift weider en application, well et ass esou, datt en vertu vun der Autonomie communale just d'Gemenge selwer kënnen hire Règlement de police ofänneren.

Chronologesch kommen ech da bei eis Nopeschlänner. An da muss ee wëssen, datt eng Diskussioun natierlech ëm Vermummung am Allgemengen an och ëm Vermummung notament, wat Burka an Nikab ubelaangt, lassgetrëppelt ginn ass. An 2010 huet Frankräich als Alleréischte e Gesetz gestëmmt, dat d'Vermummung vum Gesiicht am Espace public regelt respektiv verbitt. A kuerz duerno, am Juni 2011, huet dat anert Nopeschland, d'Belsch, datselwecht gemaach.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An da komme mer schonn op Stroossbuerg, näamlech zur Convention européenne des droits de l'homme. An d'Cour européenne des droits de l'homme huet am Joer 2014 am Juli eng Jurisprudenz, en Uerteel gesprach, well een aus Frankräich géint d'Land Frankräich geklot hat. An d'Cour huet effektiv déi Klo do ënner verschiddeenen Aspekter vun der Konventioun analyséiert, éischters, dem Artikel 8 vun der Konventioun, wat den «respect de la vie privée et familiale» ausmécht, dem Artikel 9 vun der Konventioun, wat den «droit à la liberté de manifester sa religion ou ses convictions» ueget, an am Kader vum Artikel 10 vun der Konventioun iwwert den «droit de la liberté d'expression».

D'Cour huet also an der éischter Halschent vun 2014 en Uerteel gefällt par rapport zu deser Klo géint Frankräich. An do faassen ech mech e bësse méi kuerz, mä et sinn an de Konkusioun verschidde Punkte festgehale ginn:

Dat Éischt, an dat ass net onwichtig, dat ass, datt all méiglech Restriktioun muss duerch e Gesetz festgehale ginn.

An engem weidere Punkt huet d'Cour och festgehale - an dat ass eng flott Ausso, déi d'Cour och mécht; bei „flott“ wëll ech elo net beuer-teelen, mä einfach zitieren -, d'Cour seet: «qu'on ne saurait retenir que l'interdiction générale que pose la loi (...) est nécessaire, dans une société démocratique, à la sécurité publique ou à la sûreté publique (...).» Dat

heescht ënner anerem - an duerfir soen ech, datt et flott ass, well et berouegt ons -, datt d'Cour awer seet, an engem demokratesche Land misst et eigentlech net noutwendeg sinn, fir esou eng Interdictioun ze maachen.

D'Cour huet awer zrëckbehalen, an och dat ass net onwichtig fir Lëtzebuerg, datt «dans certaines conditions une interdiction de dissimuler le visage peut être justifiée par ce que le Gouvernement», en l'occurrence «français a qualifié de „respect des exigences minimales de la vie en société“ ou de „vivre ensemble“.» Do geet et ënner anerem och ëm d'«protection des droits et libertés d'autrui», wourop d'Cour sech referéiert.

Voilà! An dat ass dann och d'Uerteel, dat säit 2014 virläit, wou effektiv den «vivre ensemble» zrëckbehalte ginn ass, deen, wann e proporti-onéiert ass, wann et Sënn mécht, och kann eng Liberté partiell aschränken. D'Cour huet datselwecht duerno nach eng Kéier gemaach par rapport zu der Belsch, déi iwwregens och nach aner potenziell Violatiounen vun der Konventioun versicht hat nach mat als Argument ze ginn, déi alleguete verwoft gi sinn, awer den «vivre ensemble» an notament d'«protection des droits et libertés d'autrui» sinn do nach eng Kéier zrëckbehalte ginn.

An da kommen ech zrëck op Lëtzebuerg, chronologesch, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an zwar op dee Moment, deen Der och a mengem schrëftleche Rapport erëmfant, wou d'Regierung, déi eigentlech, wéi et e puermol richtig gesot ginn ass, net onbedéngt déi grouss Noutwendegkeet gesinn hat, fir en la matière ze legiferéieren, sech awer Froe gestallt huet, well ee jo och en Uerteel zu Stroossbuerg hat, dat net onbedéngt deem entsprach huet, wat ech lech virdu gesot hunn, wat d'Gemengereglementer an hire Missiounen hunn, näamlech den Ordre public matériel.

An duerfir ass de Statsrot gefrot ginn an engem Bréif vum Premierminister, an dat war 2016, fir ze wëssen oder fir Kloerheet ze schafen téschent engem Ordre matériel, wat een am Règlement de police communal erëmfent, wat dann - fir et nach eng Kéier ze widerhuelen - d'Tranquillité, d'Sécurité an d'Salubritéit ausmécht, an engem Ordre moral, deen éischter ubruecht ass, fir den «vivre ensemble» ze definéieren.

De Statsrot huet och a senger Äntwert zimlech kloer gesot, datt: «Le règlement communal ne peut appréhender que des actes de nature à troubler la sécurité et la tranquillité physiques du citoyen.»

Och wësse mer, datt zu Stroossbuerg d'Cour zrëckbehalen huet, datt mer net kënnen genau déi doten Argumenter zrëckbehalen, fir e Verbuet oder e partielle Verbuet vun enger Vermummung zrëckbehalen. An et ass eréischt doropshin...

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e bësse komplizéiert, wann ee wëllt chronologesch virgoen, well ech muss lech soen, datt entre-temps och Däitschland 2016 legiferéiert huet an datt och de Senat an Holland befaasst ass mat engem Projet vun engem Gesetz iwwert d'Dissimulation - partiell des Kéier - du visage.

An da kommen ech zrëck op Lëtzebuerg, näamlech datt déi Léisung, déi herno zrëckbe-hale ginn ass zu Lëtzebuerg, wou d'Regierung du schlussendlech e Projet de loi deposéiert huet, eng ass, déi sech éischter un deem orientéiert, wat mer och an Holland virleien hunn, näamlech eng Dissimulation partielle op Plazen, wou et wichteg ass, datt déi Interaktioun esou ass, datt een och d'Gesicht gesäit, an net op allen öffentliche Plazen. Dat war dann déi Solutioun, déi vun der Regierung zrëckbehalte ginn ass, déi och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass.

De Projet de loi 7179 hält dann och zrëck, datt et verbueden ass, säi Gesiicht ze vermummen op alle Plaze vun Transport collectif, bannent an am Ëmfeld - an der „enceinte“ op Franséisch - vun Etablissement-scolairen, vun allen Typen vum Enseignement, public et privé, an och op all deene Plazen, wou Mineuren, déi manner wéi 16 Joer hunn, sech ophalen, accueilliéiert ginn: Maison-relais etc., Maisons des jeunes etc.

Et ass och verbueden, an den «établissements hospitaliers (...) y compris dans les ascenseurs et corridors» vermummt ze sinn. An et ass verbueden an deenen «locaux à usage collectif des institutions accueillant des personnes âgées», dat heescht «à des fins d'hébergement», Altersheimer, CIPAen an esou weider, «dans les bâtiments relevant des autorités judiciaires» a schlussendlech - d'Formulatioun, déi

de Statsrot zréckbehalen huet an déi d'Kommissioun an hirer Wäisheet och esou ugeholl huet - «dans les administrations publiques ainsi que dans les bâtiments ou dans les parties des bâtiments à l'intérieur desquels des services publics administratifs sont fournis par toute personne de droit public.»

Et gëtt selbstverständlech och an deemem Projet de loi Ausnamen. Déi ginn och definéiert: wa se justifiéiert sinn «pour des raisons médicales» oder Raisons professionnelles. An et ass och an deemem Projet de loi festgehalen, datt, wa verschidde Festivitéite sinn, déi Traditionen hunn an esou weider, do och Ausname méiglech sinn. Ech zitieren elo keng.

D'Sanktioun, déi virgesinn ass an deemem Projet de loi fir den Non-respect vun deemem Artikel 563 10° ass eng Contravention de quatrième classe. Dat heescht, dat ass eng Amende, déi ka variéieren tëschent 25 an 250 Euro. Et ass also déi klengstméiglech oder déi duusst Amende, déi am Code pénal virgesinn ass.

Mir hunn ons zimlech séier, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Projet de loi befaasst, wéi en deposéiert ginn ass, schlussendlech och, well mer och mat zwou Propositionen-de-loien an der Commission juridique befaasst waren. Mir hunn och herno déi zwou Propositionen an de Projet de loi zesammen all Kéiers thematiséiert.

De Projet de loi ass de 5. September 2017 deposéiert ginn. De Conseil d'Etat huet den Avis den 21. November 2017 ginn. Ech selwer sinn de 17. Januar 2018 als Rapportrice genannt ginn.

D'Regierung huet dunn den 22. Januar 2018 eng Rei Amendementer deposéiert. Duerno huet de Statsrot den 20. März 2018 nach eng Kéier an engem Avis complémentaire säin Avis ofginn. An an deemem Avis complémentaire vum Statsrot ware Propositionen, net méi vill, mä et ware Propositionen, déi esou ugeholl gi si vun der Commission juridique, soudatt mer dat konnte guttheeschen, wat den Avis complémentaire vum Statsrot proposéiert huet, an de Rapport de 16. Abrëll 2018 konnte majoritairem an der Commission juridique unhuelen.

Fir d'Avise verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Et sinn der eng ganz Rétsch erakomm. Déi sinn alleguerter ganz interessant, komplex, well d'Thema komplex ass. An domadder, Madamm Presidentin, wär ech och um Schluss vu mengem mëndleche Rapport ukomm.

Ech wëll awer och nach als Member vun der grénger Fraktioun soen, datt mir déi nuancéiert Manéier, mat där mat esou engem sensibelen Thema an deemem Projet de loi schlussendlech konnt emgaange ginn, appreciieren an datt mir dese Projet de loi wäerten als gréng Fraktioun selbstverständlech matstëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolautcheren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Madamm Loschetter. Dir wësst, mir hunn an deser Matière ee Projet de loi an zwou Propositionen-de-loien. Da géife mer elo der Rei no fueren, wéi d'Reglement dat virgesäit, an da géif ech direkt dem Auteur vun där zäitviischer Proposition, dem Här Kartheiser, d'Wuert ginn, fir zu senger Proposition ze schwätzen.

Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6705

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*), *auteur-rapporteur.* - Villmools Merci, Madamm President. Ier ech d'Eier hunn, am Numm vun der juristescher Kommissioun dese Rapport virzedoen, wollt ech just eng chronologesch Präzisioun ginn: De Projet de loi, deen d'Madamm Loschetter elo hei virgestallt huet, ass u sech deen drëtten an der chronologescher Rei vun de Projeten. Dee vun der ADR, dee Gesetzesvorschlag, wor deen éischten, duerno koum e Gesetzesvorschlag vun der CSV an duerno e Projet vun der Regierung. Mir hunn also an der Chronologie vun de Virstellungen hei net onbedéngt déi, déi elo an der Geschicht vun deser Diskussioun déi richteg war.

Ech schwätzen elo am Numm vun der juristescher Kommissioun a wäert mech also all privater Meenung enthalten.

Déi legislativ Prozedur vum Gesetzesvorschlag 6705 huet de 17. Juli 2014 ugefaangen, wéi ech hei an der Chamber e Gesetzesvorschlag deposéiert hunn. Dee Gesetzesvorschlag wor begleet vun engem Exposé des motifs, Commentaire des articles, wéi dat ëmmer de Fall ass. De Statsrot huet säin Avis den 10. Juli 2015 ginn.

De 17. Januar 2018 ass dese Gesetzesvorschlag dunn an der juristescher Kommissioun virgestallt ginn. An den Avis vum Statsrot gouf ënersicht. Den Auteur, dat sinn ech an deemem Fall, huet de 24. Januar 2018 eng Rei vun Textännerunge proposéiert. De Statsrot huet den 20. März 2018 doropshin en zousätzlechen Avis erausginn. Den 28. März 2018 huet déi juristesche Kommissioun mech als Rapporteur fir dese Gesetzesvorschlag genannt.

An de Sëtzunge vum 28. März a 16. Abrëll 2018 sinn dem Statsrot seng Observatiounen analyséiert an ugeholl ginn. An d'juristesche Kommissioun huet mech och den 28. März 2018 zum Rapporteur genannt.

De Gesetzesvorschlag huet d'Zil, am ganzen öffentleche Raum d'Droe vu Gezei ze verbidden, dat d'Gesicht vun enger Persoun verstoppt an dowéinst d'Identifikatioun vun där Persoun net méi erméiglecht. En huet och d'Zil, déi Leit ze bestrofen, déi sech net un dee Verbuet halen, an och déi, déi eng aner Persoun wéinst där hirem Geschlecht dozou forcieren, hiert Gesiicht ze verstoppen, soudatt déi Persoun dann net méi kann identifizéiert ginn.

Et versteet sech, datt dëst Gesetz sech net géint e Verstoppe vum Gesiicht rücht, wann dat aus Grënn vu kulturellen Traditionen, sportlechen Evenementer, Gesondheet an esou viru geschitt. De Gesetzesvorschlag schwätzt och net spezifesch vun enger bestëmmter Tenue, rücht sech net géint eng bestëmmt Relioun. Mä et ass nun eemol esou, datt déi Diskussiounen an Europa - d'Madamm Loschetter huet dat scho gesot - eben duerch d'Droe vu Burka an Nikab opkomm sinn, soudatt sech och hei am Land déi Froe vun öffentlecher Sécherheet, Zesummeliewen an eiser Gesellschaft, Integratioun, Oprechterhale vun öffentlecher Uerdnung an d'Fro vun de Rechter vun der Fra gestallt hunn.

Zu Lëtzebuerg gouf et an de Schoule schon esou eng Diskussioun. Den 20. Juni 2014 ass dofir eng Direktiv un d'Schoul erausgaangen, wou u sech d'Vermummungsverbuete dra war. Et gëtt awer bis zu deem Zäitpunkt an och bis haut elo nach kee Gesetz, wat dat regelt, mä alles ass um Niveau vum Gemengereglement traitéiert ginn. Ech mengen, d'Madamm Loschetter hat dat och schon erkläert.

An enger parlamentarescher Fro vum Juni 2011 iwwert d'Fro vun der Burka oder der Vermummung, ob dat elo soll op kommunalem Plang oder op nationalem Plang geregelt ginn, hat d'Regierung deen Abléck gesot, et wär net envisagéiert ze legiferieren.

Den Auteur vun deemem Gesetzesvorschlag wollt awer eng praktikabel, kontrollabel an duerchsetzbar Léisung. En huet dowéinst d'Initiativ geholl, fir e Gesetz ze proposéieren. Dat ass erlichtert ginn duerch dat Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff fir d'Mënscherechter vum 11. Abrëll 2011, wat jo och, wéi d'Madamm Loschetter et scho gesot huet, festgestallt huet, datt esou e Vermummungsverbuete net géint d'Konventioun géif verstoussen, wann et duerch d'Zesummeliewen an der Gesellschaft géif justifiéiert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ass elo esou, datt de Statsrot a sengem Avis zu deemem Gesetzesvorschlag e puer Consideratiounen gemaach huet iwwert d'kommunal Reglementer. En huet et awer der Chamber natierlech iwwerlooss, déi politesch Opportunitéit ze evaluéieren, ob soll e Gesetz gemaach ginn oder net.

En huet awer och zwou Observatiounen gehat, wat de Contenu vum Gesetzesvorschlag ugeet. Dat éischt ass, datt en eng Präzisioun verlaangt huet, nämlech datt d'Gesicht muss esou verstoppt ginn, datt eng Identifizéierung vun där Persoun net sollt méiglech sinn. An eng zweet wichteg Consideratioun vum Statsrot - wa se net erfëllt gi wär, hätt e mat enger formeller Oppositioun gedreet -, dat war eben, datt eng Ausnam, wéi mir se virgesinn hate fir gesondheetlech, sportlech an aner Ursachen, net därerf duerch e Reglement festgeluecht ginn, mä muss duerch e Gesetz festgeluecht ginn. An dat, well d'Begrënnung vun enger Beschleegung ëmmer muss am Gesetz virgesi sinn.

Dat ass och geschitt. Den Auteur huet déi zwou Bemierkunge vum Statsrot an Textännerunge proposéiert. Déi sinn, wéi ech et virdru genannt hunn, an der juristescher Kommissioun och gekuckt an ugeholl ginn. Awer déi juristesche Kommissioun, nodeems se de Rapport hei consideréiert an ugeholl huet, ass der Meenung gewiescht, datt dese Gesetzesvorschlag net soll gestëmmt ginn, mä datt éischer de Gesetzesvorschlag vun der Regierung sollt ugeholl ginn, well d'juristesche Kommissioun, mat e puer Ausnamen, der Meenung war, datt de Gesetzesvorschlag vun der Regierung méi eng nuancéiert Approche an deemem Domän géif offrëieren. Dofir recommandéiert, wéi ge-

sot, déi juristesche Kommissioun der Chamber, dese Gesetzesvorschlag net unzehuelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. An d'Wuert huet dann deen drëtten Rapporteur zu senger Proposition de loi, den Här Gilles Roth.

Rapport de la Commission juridique sur la proposition de loi 6909

► **M. Gilles Roth** (*CSV*), *auteur-rapporteur.* - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen deenen zwee Virriedner op jidde Fall Merci, souwuel der Madamm Loschetter wéi och dem Här Kartheiser, fir hir sachlech Rapporten. Ech fannen, dass deen historesche Réckbléck, deen d'Madamm Loschetter gemaach huet, grad wéi déi Präzisiounen, déi den Här Kartheiser gemaach huet, eigentlech deen Debat richteg situieren. Ech sinn zwar houfreg, dass ech no bal fënnf Joer Absenz erëm eng Kéier därerf e Rapport maachen, mä ech kann lech soen, dass deen äusserst kuerz wäert duerfir och ausfalen.

D'Gesetzespropositioun, iwwert déi ech dann elo am Numm vun der juristescher Kommissioun, wéi den Här Kartheiser dat gesot huet, därerf de Rapport maachen, déi hunn den Här Mosar an ech selwer den 19. November 2015 deponéiert. An déi gesäit, éischens, e generell Vermummungsverbuete am öffentleche Raum vir zu Lëtzebuerg. An en zousätzleche Punkt, dat ass, fir d'Zwangvermummung och ënner Strof ze stellen.

D'Zil vun der Gesetzespropositioun, dat ass eigentlech, en äänleche Regimm zu Lëtzebuerg anzeféiere wéi an eisen Nopeschlänner, der Belsch an och a Frankräich. A konkret geet et eigentlech ëm zwéin Artikelen, déi mer duerfir proposéieren, an eise Code pénal anzeschreiven. Et soll mat där Gesetzespropositioun eigentlech verbuede ginn, am öffentleche Raum eng Tenue, meeschtens e Gezei, unzehunn, déi zum Zweck huet, d'Gesicht ze verstoppen. Dat kann zum Beispill eng Cagoule sinn, dat kann eng Mask sinn, dat kann awer och e Voile sinn, esou zum Beispill eng Burka oder en Nikab, oder e ganz anert Kleedungsstéck.

D'Vermummungsverbuete soll sech, laut eiser Proposition de loi, an de sougenannten „lieux publics“ - mat s - applizéieren, also am öffentleche Raum. Dat kënnen eigentlech all öffentleche zougänglech Gebaier sinn, dat kënnen öffentlech Plaze sinn, mä och déi sougenannt „voirie publique“, also den öffentleche Stroosereeseau, dat heescht also d'Stroossen an och d'Trottoiren, d'Feldweeër, dat wat dorënnerrfällt.

D'Wuert „lieu public“, dat gëtt et och an dem belsche Vermummungsgesetz. An a Frankräich schwätze se net vun „lieu public“, mä do schwätze se vun „espace public“. D'Bezeechnung „lieu public“, déi gëtt et iwwregens och - duerfir hu mir déi zréckbehale gehat - bei eis a verschiddenen Dispositiounen, notamment an onsem Code pénal, quitte datt et, an dat soll ee präzisieren, an engem anere Kontext ass.

Wann och d'Proposition de loi e generell Vermummungsverbuete am öffentleche Raum virgesäit, da ginn et och eng Rei Ausnamen. An dat ass all Kéiers, wann d'Gesetz zum Beispill eng Tenue virgesäit, wou d'Gesicht verstoppt gëtt. Eng Ausnam ass och e Verstoppe vun dem Gesiicht aus medezinnesche Grënn, déi mat engem Attest vun engem Dokter beluecht sinn. Ausname kënnen och aus berufleche Grënn sinn, zum Beispill wann een eng Mask unhet, well ee Schweessaarbechte mécht. Weider Ausname kënnen begrënt sinn duerch de Sport, zum Beispill beim Fechten, oder bei traditionelle Fester, wou et Usus ass, dass een eng Mask ophuete, zum Beispill de Kleeschen, den Houseker, op der Fuesent oder op der Bün bei dem Theater.

Wann ee géint dat Vermummungsverbuete verstéisst, da kann een zu enger Geldstrof, laut deser Proposition de loi, vu 25 bis 250 Euro veruerteelt ginn. An d'Gesetzespropositioun gesäit awer méi eng staark Strof vu bis zu engem Joer Prisong a bis zu 25.000 Euro Geldbous vir, wann eng Persoun eng aner mat Gewalt oder Droung zwéngt, hiert Gesiicht ze vermommen. Wann des sougenannt „Zwangvermummung“ oder „Zwangverschleierung“ géint iwwer engem Mannerjärege geschitt, da gëtt déi Strof eropgesat bis zu zwee Joer Prisong an d'Geldstrof geet och bis 50.000 Euro an d'Luucht.

De Statsrot huet d'Proposition de loi vum Här Mosar a vu mir den 21. November 2017, also ronn zwee Joer no dem Depot aviséiert. Hien hat awer eng Opposition formelle gemaach, net op dem Text, wéini d'Vermummungsverbuete sollt spillen, mä op den Ausnamebestëmmungen. A fir dass eis Gesetzespropositioun awer kéint an de Plenum kommen, wat hu mer du gemaach? Mä dunn hu mer ganz einfach déiselwecht Formulatioun iwwerholl wéi an

dem Gesetzesprojet vun der Regierung, wat d'Ausnamebestëmmungen ubelaangt.

Zum Schluss wëll ech nach soen, dass d'Majoritéitsparteien och dese schrëftleche Rapport vun der Justizkommissioun matgestëmmt hunn, mä ënner folgender Bedéngung, an dat muss ech präzisieren: De Rapport misst nämlech präzisieren, dass d'Approche fir e generell Vermummungsverbuete am öffentleche Raum nëmmen d'Meenung vun den Auteurs vun der Gesetzespropositioun géif erëmginn. An d'Justizkommissioun recommandéiert an hirer Majoritéit der Chamber, de Regierungstext unzehuelen, well dee méi nuancéiert wier an anscheinend manner aschneidend fir déi individuell Fräiheete vun de Bierger. Dont acte.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*). - „Anscheinend“ steet awer net am Text!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här...

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*). - „Anscheinend“ steet awer net am Text!

► **Une voix.** - Et ass op Lëtzebuergesch iwwersat.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Bei der Madamm Loschetter stoung och net alles am Text.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här Rapporteur, deen e Schrëtt zur Säit gaangen ass. An ech géif en dann erëm bidden, de Schrëtt a Richtung Tribün ze maachen, fir als éischte Riedner kënnen Stellung ze huelen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert erëm.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (*CSV*). - Merci, Här President. Dir hutt gesinn, ech hu versicht, mech exakt un d'Chambersreglement ze halen. Merci fir Är Zoustëmmung.

Also Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Här Minister, de fraie Geescht gehéiert eigentlech zu eisem Land. Et ass de Geescht vun enger oppener Natioun, awer och enger fraier Gesellschaft. Net just eng politesch Fräiheet, net just eng juristesche Fräiheet, neen, virun allem d'Fräiheet am Alldag vun de Bierger. Hei huet an eisen Aen eng falsch verstanen Toleranz keng Plaz, well si féiert an den Ae vun der CSV just zu Intoleranz am Resultat. D'CSV wëllt duerfir d'Intoleranz vun der integraler Vermummung net toleréieren.

Fir d'CSV steet nämlech d'Vermummung vum Gesiicht am krasse Géigesaz zu de Wäerter, déi eis Gesellschaft ausmaachen, nämlech d'Wäerter ebe vun der Oppenheet an och vun der Toleranz. Well an eise Breedegraden, do kucken d'Leit sech an d'Aen an an d'Gesicht, wa se matenee schwätzen a kommunizéieren.

Eng integral Vermummung vum Gesiicht entsprécht net de Wäerter, net de Gewunnechten an och net den Traditionen, déi eist sozialt Matenee regelen. Des Wäerter vum sozialen Zesummesinn a Matenee sinn déif an eiser Gesellschaft verwuerzelt.

Nach schlëmmer wéi déi fräiwëlleg Verschleierung ass awer déi opgezongene Vermummung duerch Drëttpersonen. Si verstéisst net nëmme géint d'Gesellschaftswäerter, mä géint d'Dignitéit vun de betraffene Persounen an an deemem Fall virun allem der Fra. Esou eppes därerf an eisen Aen net gedult ginn, well mir sinn e klengt Land, wou ee sech fräi - Gott sei Dank fräi! - bewege kann.

D'Grondprinzipien iwwert d'Zesummeliewe mussen duerfir an eisen Aen och um nationale Plang geregelt ginn. An duerfir ass et richteg, dass leschten Enns dach elo - léiwer spéit wéi ni - d'Chamber, also d'Volleksverrieder vun eisem Land haut hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

Här President, déi Responsabilitéit huet d'CSV iwwerholl, andeems mir eng Proposition de loi am November 2015 deponéiert hunn, déi d'Vermummung vum Gesiicht am öffentleche Raum stroferechtlech verbitt. Datselwecht Verbuet zielt fir de Phänomeen vun der sougenannt „Zwangverschleierung“.

D'Fro vun dem Firwat vun deser Gesetzesinitiative ass awer dach méi komplex. Et gëtt an där Fro an eisen Aen och keng absolutt Wourecht. An dat soe mir kloer. D'CSV ass sech jiddefalls dären vollops bewosst. Et gi sécherlech Argumenter fir déi eng oder déi aner Positioun.

Wëll ech, muss ech iwwerhaupt legiferéieren? A wa jo, wéi wäit wëll ech goen? A fir eis stellt sech d'Fro: Muss ech net grad als Vollekspartei - a mir hunn awer als CSV dat Umooos - an deemem Domän vläicht méi eng staark Retenue hunn? Ech mengen, dat ass eng berechtigt Fro. Et gi gutt a manner gutt Argumenter fir déi eenzel Approchen. An d'CSV, ech wëll dat och kloer soen, respektéiert hei jiddwerengem seng Meenung.

No Ofweie vun allen Argumenter ass d'CSV awer der Meinung, dass en nationaalt Verbuuet vun der Vermummung am gesamten öffentliche Raum déi vläicht besser Lösung ass.

Här President, haut, ronn zwee an en halleft Joer no dem Depot vun der Proposition de loi Mosar/Roth fille mir eis eigentlech bekräftegt an eiser Positioun. Dozou folgend Feststellungen:

Éischtens, Fakt ass, et gouf virum Depot vun der CSV-Proposition am November 2015 schonns eng Gesetzesinitiative vum ADR-Deputéierter Fernand Kartheiser zu der gläicher Fro. D'Zilsetzung vun der Proposition de loi Kartheiser aus dem Juli 2014 ass eigentlech déiselwecht wéi déi vun der CSV: e Vermummungsverbuuet am gesamten öffentliche Raum.

Mä et gëtt - an dat muss een awer och soen - en Avis vun dem Statsrot zu der Proposition Kartheiser vum Juli 2015. An de Conseil d'État stellt hei onmëssverständlech fest: «Pour ce qui [est] de la proposition de loi sous avis», also déi vun dem Här Kartheiser, «il convient cependant de constater que l'auteur n'avance pas d'argument spécifique pour justifier une interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public au Luxembourg (...)».

De Statsrot stellt an deemselwechten Avis an no Analys vun der gesamter internationaler Rechtslag fest, dass e Vermummungsverbuuet awer muss verhältnisméisseg sinn a legitim Zweck verfollegen, d'Madamm Loschetter huet dat och zur Genüge rappeliert. Dës Grënn gëtt d'ADR-Proposition vun dem Här Kartheiser awer net un.

An zousätzlech huet de Statsrot nach zwou Oppositionen formelles ugefuert, wat d'Formulation vun dem ADR-Text ubelaangt. D'CSV-Proposition dréit dogéint deenen Awänn Rechnung. D'Zilsetzung vun dem Zesummeliewen, dem «vivre ensemble», ass beschriwwen an eiser Proposition de loi an d'Definition vun dem öffentliche Raum ass an der CSV-Proposition verfassungsméisseg korrekt a präzise.

Mir haten eben den Avantage, dass mer eis konnten op den Avis stäipen, deen de Statsrot ginn huet par rapport zu der Proposition de loi vun dem Här Kartheiser. An et waren dat eis Beweegrënn, fir eis Proposition de loi ze deponéieren, an net einfach, fir den Här Kartheiser ze kopéieren.

Zweetens, Fakt ass, et goufe Questions parlementaires Mosar/Roth an Adehm/Roth vun Oktober an November 2015, ob d'Regierung géif e Vermummungsverbuuet am öffentliche Raum aféieren. De Justizminister huet fortwährend geäntwert, dës Regierung géif net dodrun denken ze legiferéieren, well d'Vermummungsverbuuet wier hei am Land duerch d'Gemengereglements zur Genüge geregelt.

De Statsminister Bettel huet sech zum Enn vum Joer 2015 dann och prononcéiert am „Lëtzebuerger Wort“, enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung: „Gemeinden sollen entscheiden: Burka-Gesetz ist vom Tisch.“ Den Här Bettel sot deemools: „D'Regierung ass sech eens, wat se wëllt maachen.“ Okay. „Also dës Majoritéit“, esou den Här Bettel, „engagéiert sech fir den Text, dee mer hunn, dass mer op lokalem Niveau eng Rëtsch vun Dispositionen hunn, wou d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, kënnen op hirem Territoire esou eng Disposition ze huelen.“ Sou den Här Bettel.

Dass net all Gemeng e Polizeireglement hätt, wat d'Vermummungsverbuuet géif virgesinn, gouf natierlech net gesot. Dass d'Formulation vun dem Verbuuet ganz ënnerschiddlech wier téschent deenen eenzelne Gemengen, gouf net gesot. Dass esou eng Approche an der Praxis d'Strooss net géif halen, gouf wuel net beduecht oder vläicht wessentlech net gesot. Dass herno de Statsrot och nach verfassungsrechtlech Zweifel mat der Regierungsapproche hat, dass een e Burkaverbuuet iwwert d'Gemengereglements kéint regelen, koun nach zousätzlech derbäi.

Et gouf du vu Regierungssäit gesot, et hätt ee keng aner Approche ewéi fréier CSV-Justizministern an där Fro. Dat ass richtig, jo. Mä wann een untrëtt, Dir Dammen an Dir Hären, mam Usproch, den CSV-Mief, dee misst eraus, et misst een alles aneschtens, alles besser maachen, da kann ee sech, wann et eescht gëtt, net all Kéiers hanner senge Virgänger verstoppen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Drëtens, Fakt ass, no dem Depot vun der CSV-Proposition de loi kritt den Dossier dann awer, Här Kartheiser, mat allem Respekt vis-à-vis vun lech, vläicht e bësse méi Stullgang. D'Eenegkeet bannent der Regierung gëtt wuel strapaziert an eng gewësse Kakofonie gëtt da scho méi grouss.

Well am Abrëll 2016, also dräi Méint, véier Méint no dem Depot vun eiser Proposition de loi, kënnt den Aarbechtsminister Nicolas

Schmit mat engem Tweet. E schreift där anscheinend méi. Mä e schreift awer do: «La burqa...»

(**Interruption**)

Den Här Schmit, also Member vun der Lëtzebuerger Sozialistischer Aarbechterpartei, Member vun der Lëtzebuerger Regierung: «La burqa n'est pas compatible avec nos valeurs. Elle dégrade la dignité et l'égalité des femmes. Il faudra l'interdire dans la clarté.» Dat seet also den Här Schmit.

An e seet nach méi. Dem „Tageblatt“, dat der CSV vläicht manner no steet wéi der LSAP.

► **Une voix.** - D'„Lëtzebuerger Wort“.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - „Er sei“, esou den Här Schmit, „das ganze bisherige Wischiwaschi und die Pseudo-Rücksichtnahme in der Frage leid. Man könne sie nicht über Umwege lösen. Die Politik“, esou den Här Schmit nach virun, „müsse eine klare Antwort (...) geben. Wir sind keine Gesellschaft mit kaschierten Gesichtern, in denen Frauen zum Burka-Tragen gezwungen werden sollen. Wenn Leute die Werte unserer Gesellschaft nicht akzeptieren wollen, dann sollen sie dahin gehen, wo das Burka-Tragen ein solcher Wert ist.“ Fin de citation vum Här Schmit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Véiertens, e Bléck iwwert d'Grenze vun eisem Land eraus: Fakt ass, an eisen Nopeschlänner Frankräich a Belsch gëtt et och e generell Burkaverbuuet am gesamten öffentliche Raum. An der Belsch koun d'Initiativ vum Daniel Bacquelaire, Member vum Mouvement réformateur, also der Partei vum aktuelle Premier an der Belsch, dem Charles Michel. D'Gesetzesproposition gouf duerno mat 136 Stëmmen derfir an zwou Abstentionen ugeholl.

Et sief drun erënnert, dass dee franséische Gesetzestext souwuel an der Assemblée nationale wéi och am Senat mat iwwerwältigender Majoritéit ugeholl ginn ass. Déi éischt Kummer huet den Text mat 335 Jo-Stëmmen, 1 Stëmm dergéint an 3 Abstentionen ugeholl.

Am franséische Senat hunn 246 Senatoren derfir an een dergéint gestëmmt.

Déi franséisch Regierung huet sech 2010, d'Madamm Loschetter hat drop higewisen, an der Assemblée nationale folgendermoossen ausgedréckt: «La France n'est jamais autant elle-même, fidèle à son histoire, à sa destinée, à son image, que lorsqu'elle est unie autour des valeurs de la République: la liberté, l'égalité et la fraternité. Ces valeurs», esou déi franséisch Regierung, «sont le socle de notre pacte social; elles garantissent la cohésion de la Nation; elles fondent le respect de la dignité des personnes et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce sont ces valeurs», nach ëmmer déi franséisch Regierung, «qui sont aujourd'hui remises en cause par le développement de la dissimulation du visage dans l'espace public, en particulier par la pratique du port du voile intégral. Même si le phénomène reste pour l'instant limité, le port du voile intégral est la manifestation communautariste d'un rejet», ech widderhuelen, «d'un rejet des valeurs de la République.» Dat seet déi franséisch Regierung. «Revenant à nier l'appartenance à la société des personnes concernées, la dissimulation du visage dans l'espace public est porteuse d'une violence symbolique et déshumanisante qui heurte le corps social.»

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV deelt dës Argumentatioun. Et gi Wäerter, déi sinn net verhandelbar. Mir liewen an enger fräiheetlecher Welt, wou deen een deen aneren an d'Gesicht kuckt, wou och en nonverbalen Austausch stattfënnt. An dësem Austausch fënnt an eisen Aen iwwerall dobaussen am öffentliche Raum statt.

Et sief niewebäi bemierkt, dass de Phänomeen a Frankräich net méi oder manner marginal ass wéi hei zu Lëtzebuerg. Et goung 2009 a Frankräich rieds vu ronn 1.900 Fraen, wouvunner der 270 outre-mer gelieft hunn, bei ronn 65 Milliounen Awunner. Zu Lëtzebuerg geet rieds - op e genaue Chiffer leeën ech mech net fest - vu 16 oder vläicht e puer méi Fraen, déi vollverschleiert sinn. Mir befannen eis also an äänleche Proportionen.

Et ass doriwuer eraus awer net esou - an dat soll een och ënnersträichen, well dat jo och dobaussen esou duergestallt gëtt -, well e Phänomeen marginal ass, dass eng Gesellschaft net däréif oder soll legiferéieren. Dat zielt net nëmmer an dësem Domän, mä a villen anere vun dem Lëtzebuerger a vun anere Stroflechter.

An der Belsch an a Frankräich goufen et Re- course géint d'Gesetzter virun de jeeeweilige Verfassungsriichter. A béide Länner ass festgehale ginn, dass e generell Vermummungsverbuuet net géint d'Verfassung géif verstoussen.

An dobäi wësst Der, dass déi Belsch Verfassung praktesch eent zu eent op deene kruzialen Texter, déi hei spillen, deeselwechte Libellé huet wéi zu Lëtzebuerg.

Souguer den Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff gouf beméit géint dat franséisch Verbuuet. Mä och déi Stroossbuerger Riichter hunn onmëssverständlech festgehalten, dass kee Verstooss géif virleien. Si schreiwten: «L'interdiction (...) peut passer pour proportionnée au but poursuivi, à savoir la préservation des conditions du „vivre ensemble“», Objet vun eiser Proposition de loi, «en tant qu'élément de la „protection des droits et libertés d'autrui.“ D'autrui!

Fënneftens, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat hei eis Proposition de loi an déi vun der Regierung trennt, ass eigentlech d'Fro no der Tragweid vun dem sougenannte Burka- oder Vermummungsverbuuet. Mir soen: „De Verbuuet muss iwwerall am öffentliche Raum spillen.“ D'Regierung seet: „De Verbuuet spillt just op eenzelne Plazen aus dem öffentliche Raum.“ An da gëtt eng Lëscht ugefuert, wou d'Verbuuet da méi oder manner konkret soll spillen.

D'Regierung argumentéiert, dass hiren Text sech um hollännesche Modell inspiréiert. D'Madamm Loschetter huet dat nach eng Kéier ënnerstrach an hirem Rapport. Si seet och, hiren Text wier méi equilibréiert a géif den Ufuorderung vu Stroossbuerg Rechnung droen. Wat jo a contrario géif bedeuten, dass dat fir eis, d'CSV-Proposition, an ech mengen, dat zielt och fir d'Proposition vum ADR, net gëllt.

Or, Stroossbuerg huet sech genau op dem franséische Modell prononcéiert, un dee souwuel den Här Kartheiser wéi d'CSV sech alignéiert hunn. An duerfir gesi mir dat ganz einfach aneschtens. Et entzitt sech och, an dat muss ech ganz éierlech soen, eiser Kenntnis, ob deen hollännesche Modell iwwerhaupt schonns vun dem Senat oder der Tweede Kamer an Holland gestëmmt ass. Ech weess dat net.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Eerste Kamer muss en nach stëmmen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Nee, et ass eng, déi et gestëmmt huet. Déi zweet eiser Meinung no net. Mä vläicht seet den Här Justizminister...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Tweede Kamer ass am Fong hir Chamber, wann ech dat däréif esou soen, si ass zwar déi wichtegst, heescht awer „Tweede Kamer“, an de Senat ass eigentlech d'„Eerste Kamer“. D'Eerste Kamer huet nach net gestëmmt.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et sinn nach Diskussiounen op, si hu virun e puer Wochen ugefaangen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et entzitt sech...

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Jo, an duerfir entzitt et sech - Här Bodry, Merci fir déi Präzisioun - awer ganz kloer eiser Kenntnis, ob dee Modell - an ech mengen, indirekt hutt Der d'Antwort elo schonns ginn - an Holland, wou d'Regierung sech also drop berufft, iwwerhaupt scho rechtlech applikabel ass. A sollt dat wierklech net de Fall sinn, da muss ech awer als einfache Landdeputéierte soen, an ech mengen, et sinn eng Rei vun de Kolleegen,...

(**Hilarité et brouhaha**)

...déi dat och esou gesinn,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Da musst Der Minister ginn, da sidd der kee Landdeputéierte mei.

(**Brouhaha**)

► **M. André Bauler (DP).** - Vu wat fir engem Land schwätzt Dir?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dann ass dat fir esou en aarme Jong wéi mech awer e staarkt Stéck,...

(**Exclamations**)

...dass eng Regierung sech öffentlech op e Modell stäipt, deen et rechtlech eigentlech iwwerhaupt nach net gëtt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et entzitt sech eiser Kenntnis duerfir. An ech kann doriwuer ewechgoen, mengen ech, dass och deen hollännescht Gericht, vu dass et den Text jo nach net gëtt, domadder befaasst gouf, a vu Stroossbuerg brauch ech net ze schwätzen.

D'Lëtzebuerger Regierung huet sech bei der Definition vun de Plazen dann, wou d'Verbuuet spillt, um rezente Lëtzebuerger - well beim hollännesche wier dat jo vläicht e bësse méi delikat - Fëmmgesetz inspiréiert. Fir de Statsrot stelle sech a sengem leschten Avis vun dem 28. März 2018 dach eng ganz Rei vu praktesche Froen, wat d'Uwendung vun dem Regierungs-

text ubelaangt. Déi bleiwen, mengen ech, och nom Avis vum Conseil d'État, wat en Avis complémentaire war, onbeäntwert. An ech mengen, et ass ganz einfach och do un de Gerichter, herno ze tranchéieren.

An et ass och dee Punkt, op deem mir eis also am meeschten ënnerscheeden. Dir sot, den Austausch fënnt nëmmer op verschiddene Plaze statt, fir et verkiert ze soen, do wou e Service public erbruecht gëtt. Mir soen, den «vivre ensemble» fënnt un éischer Stell dobaussen op der Strooss, um Trottoir, do wou d'Leit sech kräizen, do wou d'Leit e Kaffi drénken, op de Spillplaz statt. Dat gesitt Dir aneschtens. A mir mengen, dass Dir lech do géift iren.

Et stellt sech eigentlech d'Fro vun der Praktikabilitéit vun Ärem Gesetz. Op der Strooss, do däréif ech eng Burka droen. Am Bus net méi. Am Auto, do weess ech et net, ob ech eng Burka däréif unhunn oder net. Geet een an eng Verwaltung eran, muss de Schleier ausgedoe ginn, verléisst een d'Verwaltung, deet een en erëm un, an esou weider an esou fort.

Virun der Schoul, wou jo vill geplote Mamm stinn, um Trottoir, do däréif een d'Burka unhunn, an am Schoulhaff nees net.

► **Une voix.** - Dann erkennen d'Kanner hir Mamm net!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Wann ech mir dat eigentlech virstellen, Dir Dammen an Dir Hären, a mech nëmmer ee Moment an d'Haut vun deene Persoune versetzen, da muss ech mer soen: „Da bleiwen ech besser doheim“, well da riskéieren ech wierklech net, mam Gesetz a Konflikt ze kommen.

An och fir d'Touristen, Dir Dammen an Dir Hären, déi vu méi wäit op Lëtzebuerg kommen, stellt dës Gesetz dach en Obstakel duer. Well ech mengen, do brauch ee schonn e Guide touristique oder eng Gebrauchsanweisung, fir sech an deem ganzen Dickecht erëmfannen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Du kriss eng extra Landkaart.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Um Findel, wéi ass et um Findel?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'CSV, Dir Dammen an Dir Hären - ech komme lues a lues zum Schluss -...

► **Une voix.** - Eng „Bur-Kaart“!

(**Hilarité**)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...ass duerfir géint dat vun der Regierung virgeluechtent Vermummungsverbuuet, wéi se dat och iwwerschrëift: «dans certains lieux» - mat x - «publics», wéi et esou schéin heescht. Éischtens awer och ganz konkret, well d'Gesetz, ech hunn dat virdu gesot, an der Praxis fir eis am wuerste Sënn vum Wuert d'Strooss einfach net hält.

An zweetens, an dat ass awer och en Argument, well d'Fräiheet an «certaines parcelles», déi ass net ze kriien! Net zu Lëtzebuerg an och net doriwuer eraus. Den öffentliche Raum, dat ass fir eis ee Ganz. Entweder ass ee fir oder géint e Vermummungsverbuuet. Mä en halleft Vermummungsverbuuet, Dir Dammen an Dir Hären, mécht genausou vill Sënn wéi d'Ausso vun enger hallwer Schwangerschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wourecht ass eigentlech, dass - jiddwereen heibannen an, ech mengen, och dobausse weess dat - hei d'Koalitionsraison sechs Méint virun de Wahle méi staark war wéi de gesonde Mënscheverstand.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Duerfir ass d'CSV géint dee faule Kompromëss, deen dann och nach ënner engem komplizéierter Libellé muss vun der Regierungspartei verstoppt ginn.

(**Interruption**)

Eis, der CSV, geet et ëm den «vivre ensemble», ëm en oppent Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. Här President, ech wëll ofschléissend betounen: D'CSV ass géint d'Burka am öffentliche Raum. Mir soe Jo zu Reliounen zu Lëtzebuerg. Mir soe Jo zu Ausdrucksforme vun de Reliounen an eisem Land, mä Ausdrucksformen, déi zu Lëtzebuerg passen, Ausdrucksformen, déi eis Grondwäerter, eis Gebraich, eis Verfassung an eis Gesetzter an domadder och Land a Leit hei zu Lëtzebuerg respektéieren an net mat Féiss trëppelen.

Mir brauchen dofir eng Sensibilisation, Dialog an Erziehung fir méi Rechter a fir méi Dignitéit vun der Fra, fir méi Chancéglichkeet téschent Mann a Fra. D'CSV wëll mat hirer Gesetzesproposition de Gesellschaftsvertrag vun eiser



Gesellschaft oprechterhalen. Mir wëlle sécherstellen, dass mir eis och an Zukunft nach een deen aneren an d'Aen, virun allem an d'Gesicht kënne kucken. Mir wëlle sécherstellen, dass eis Gesellschaft oppe bleift. Mir wëlle sécherstellen, dass eis Fräiheeten net opgespléckt ginn.

D'Fräiheet ass net just en Usproch vum Einzelnen am Hibleck op säin eegent Liewen, mä d'Fräiheet ass zugläich och e Moosstaf fir den Émgang mat aneren. An dat zielt net nëmmen op eenzelne Plazen, mä iwwerall hei zu Lëtzebuerg.

D'CSV stëmmt duerfir de Gesetzesprojet vun der Regierung net, an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech mengen, ech muss e bësse méi laang aushuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene Fanfarékläng hei vum Här Roth géif ech probéieren, vläicht e manner euphoreschen Toun hei unzestëmmen an an deem ganz schwierere Feld vun Ofweie vu verschiddene Rechter a Grundfräiheete sachlech ze bleiwen. Well dat musse mer hei bleiwen. Ech mengen, dass keen, dee sech an d'Matière anzeschaffe versicht, sech d'Äntwert op déi Fro, ob ee soll gesetzlech legiferéieren an deem heite Beräich a wéi een dat soll maachen, sollt einfach maachen.

Ech wëll och kloerstellen, entgéint deem, wat ee vläicht kéint mengen, dass et an deene meeschte Länner an Europa, an deene meeschten Demokratie keng national gesetzlech Regelung gëtt, wat d'Vermummung ugeet, a keen nationaalt Burkaverbuert gëtt. Et ass eng Minoritéit vu Länner, eng wuessend Unzuel vu Länner, dat ass wouer, mä eng absolut Minoritéit vu Länner, déi de Wee vun engem gesetzleche Verbuert vun der Verschleierung vum Gesiicht gaangen ass.

Dat sinn zu engem gudden Deel och Länner, wou de Phenomeen méi Envergure huet, wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass, soudass mer vläicht eis och doriwwer eens setzen, dass natierlech de Fait, dass 10, 20 Leit sech géife vollverschleieren, net eng riseg eminent Menace fir den Ordre public an och fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg duerstelt.

Et ass awer e Phenomeen, deen ee muss am A behalen a wou et, mengen ech, och soll politesch Signaler ginn. A mir sinn der Meenung, dass esou e politesch Signal vum dem Regierungstext ausgeet, dee kloer genuch ass, dee weist, dass mer der Meenung sinn - dat gëllt zumindest fir d'LSAP-Fraktioun -, dass eng Vollverschleierung vun der Fra net zum Gesellschaftsbild zu Lëtzebuerg gehéiert an dass dat net soll virkommen.

Mä mir mussen eis awer och bewusst sinn, dass mer eis hei am Beräich vun enger Aschränkung vun individuelle Fräiheete bewegen, sief dat d'Protektioun vum Privatliwien, sief dat och d'Reliounsfräiheet. Well et si genau déi doten zwou Grundfräiheeten, déi jo och gekuckt gi si vun dem Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter, deen och gesot huet, dass dat hei eng Aschränkung ass - ganz kloer -, déi gewëssenen Zilsetzung muss entsprechen an déi och virun allem muss proportional sinn.

An d'Uerteel ass, dat hutt Der gesinn, ganz virsiichteg an där doter Fro an iwwerléist eigentlech den nationalen Autoritéiten eng grouss Appreciationsmarge, nodeems se e gewëssene Kader gesat hunn. Wann Der den Detail och vun deenen Arrête gekuckt hutt, sief et deen, wat déi franséisch Gesetzgebung betrëfft, wéi och deen, deen déi belsch Gesetzgebung betrëfft, gesitt Der, dass et ëmmer och divergent Meenunge bei de Riichtere gi sinn, déi mat grousser Ferveur och an dissidente schréffleche Positioune festgehele gi sinn.

Also et ass eng Fro, déi och juristesche kontrovers bleift an déi politesch och kontrovers diskutéiert gëtt an enger ganzer Partie Länner. Wa Lëtzebuerg deen heite Schrëtt mécht, da komme mer an d'Zuel vun deene Länner eran, déi e Burkaverbuert national virgesinn, an da sinn dat, no menger Rechnung, siwe Länner vun 28 vun der Europäescher Unioun. Dat heescht, 21 Länner an Europa hunn et net fir néideg fonnt bis elo, an deem dote Beräich ze legiferéieren. Dat nëmmen, fir den allgemenge Kontext duerstellen, fir net den Androck ze ginn, mir wären hei déi Allerlescht an all déi

aner hätte schonn alleguerten déi Saachen do geregelt. Dat ass net de Fall.

All Land deet sech schwéier mat deenen dote Problemer, a mat Recht, well et ëm d'Ofweie geet vu verschiddene Fräiheeten, déi a Kollisioun sinn, an et muss een decidéieren, wat ee schlussendlech als méi staark a méi schützenswäert empfindt wéi dat anert. Ass et d'Recht, sech kënne fräi ze kleeden? Oder ass et d'Recht, fir aner Fräiheeten ze schützen do d'Leit net d'ärfen en Zesummeliewen duerch hiert Behuelen erschwéieren oder praktesch onméiglech maachen? Dat ass déi Fro, déi mir eis alleguerten ze stellen hunn an déi mir als LSAP och beäntwert hunn.

Mir si fir e Vermummungsverbuert. Mir wären der Meenung, dass, wann déi kommunal Grondlag duergeet, een dat soll op dem kommunale Plang maachen, wéi dat zënter iwwer 100 Joer hei zu Lëtzebuerg geschitt! Bis op den Ufank vun leschte Jorhonnert ginn déi éischt Polizeireglementer zrëck, déi e Verbuert, säi Gesiicht ze verstopen, festgehalen hunn. An de Polizeireglementer! Ech selwer hunn nach, deemools war ech nach Schäffen zu Diddeleng, do hu mer nach eis Polizeireglementer frësch geschriwwen an den 90er Joren an do hu mer och eist Vermummungsverbuert zu Diddeleng bäibehalen, well mer gemengt hunn, dat wär gerecht.

Dat hat awer näischt mat der Burka ze dinn a mam Nikab ze dinn! Dat ass eng Diskussioun, déi méi spéit erakomm ass an déi natierlech déi Diskussioun an eng gewësse Richtung orientéiert huet an hir eigentlech en emotionale Charakter ginn huet, dee se bis elo net hat. Wéi mer déi doten Diskussioun am Gemengerot zu Diddeleng haten, ech kann lech soen, dat war an enger Minutt eriwuer, deen dote Punkt, well een dat u sech aus reng sécherheetspolitische Consideratioune gekuckt huet.

Elo ass et awer esou, dass et gutt Argumenter, juristesche Argumenter gëtt. Mä déi gëtt et eigentlech schonn net just zënter e puer Joer, déi gëtt et schonn zënter méi laanger Zäit. Well an der Belsch sinn eenzel Jurisprudenzen an déi dote Richtung gaangen, déi gesot hunn: Opgepasst, d'Gemenge kënnen zwar iwwer Polizeireglement all Froen traitéieren, déi mat der Sécurité publique a mat der Tranquillité publique ze dinn hunn - dat ass jo dat, wat hei och viséiert ass mat deem Vermummungsverbuert -, mä wann eng Reliounsfräiheet doduerjer zum Beispill tangéiert gëtt, da geet dat net méi, well ënner aneren déi belsch an déi Lëtzeburger Verfassung soen, dass d'Reliounsfräiheet geschützt ass!

Och den Exercice même public vu senger Relioun ass zu Lëtzebuerg geschützt, wéll ech och nach eng kéier hei betounen. Dat gëllt fir all Reliounen a besonnesch fir all unerkannte Reliounen. An ech wëll och mat ervirhiewen, dass och den Islam zu den unerkannte Reliounen hei zu Lëtzebuerg zielt, fir dat och nach eng kéier kloerzemaachen, dass een och do keng Diskriminatioun ka maachen: op där enger Säit, wéi dat a Bayern geschitt, am léifsten och souguer d'Kappduch verbidden iwwerall, an da gläichzäiteg de Kruzifix op sämtlech Diere vun den Amtsstuben a Bayern hänken. Esou geet dat net!

Et muss een also dat am Kapp hunn, dass do e Problem vu juristescher Rechtssécherheet besteet, ob déi besteend Interdiktione fir d'Vermummung, déi ursprénglech net fir de Fall vun der Verschleierung vun de Frae geduecht waren, sech och op déi kënnen applizéieren, ob déi an där doter Hypothese nach kënne gellen. A wéi gesot, do gëtt et eenzel Jurisprudenzen, notamment an der Belsch, déi dat scho gesot hunn, dass dat net geet. Soudass sech also... An dat war ëmmer eis Positioun: Mir si fir e Vermummungsverbuert. Mir si fir e Vermummungsverbuert am léifsten op lokalem Niveau, wann dat déi néideg Rechtssécherheet bréngt. Mä wann dat net de Fall ass, da musse mer legiferéieren.

An dat war och d'Demarche, déi schlussendlech d'Regierung gemaach huet iwwer deen Avis, dee se beim Statsrot ugefrot huet. An de Statsrot huet jo an engem ganz savanten Avis déi Distinction gemaach, déi opbaut och op d'Proposition oder d'Positioun, déi sech an der Doktrin an der Belsch an a Frankräich erëmfënt, fir ze soen, et misst een ënnerscheiden tëschent engem Ordre public moral a matériel. Matériel, dee ka geregelt gi vun de Gemengen, well deen och an de Beräich vun der Sécurité an der Tranquillité publique erafällt. Awer en Ordre public moral, dat kann eigentlech nëmmen iwwer e Gesetz festgeluecht ginn.

Dat ass dee Wee, dee schlussendlech d'Regierung, opgrond vun deem Avis vum Statsrot, och gaangen ass. Dat ass déi Approche, déi d'LSAP-Approche eigentlech vun Ufank u war: sécherzetellen, ob Rechtssécherheet besteet. Wann déi Rechtssécherheet net do ass, da muss een national legiferéieren.

Et ass dee Wee, dee schlussendlech d'Regierung gaangen ass. An ech mengen, dat ass deen Appell, deen och den Nicolas Schmit gemaach huet, dass et Zäit géif ginn, elo do och national ze legiferéieren.

D'Fro, ob et opportun ass, an dësem Moment dat ze maachen, déi bleift op. Déi muss jiddweree sech selwer stellen. Si mer momentan an esou enger Stresssituatioun an deem dote Punkt, dass ee muss e Strofgesetz hei aféieren? Déi Fro muss ee sech stellen.

An et muss ee sech natierlech och d'Fro stellen, mä mir hunn awer d'Äntwert drop ginn, wann een nëmme mat de Wäerter argumentéiert - an dat fënt een an deem Uerteel vu Stroosbuerg awer net erëm -, wann ee mat de Wäerter argumentéiert - also wann ee Wäerter net deelt, kann een eigentlech jo net géint Wäerter verstoussen; et kann ee Wäerter net deele vun aneren -, ob dat muss ënner Strof gestallt ginn. Dat ass jo eng Fro, déi ee sech muss stellen, ob an enger fräier Gesellschaft de Fait, dass ee bestëmmte Wäerter net deelt, ob een dat muss penal sanktionéieren.

Et gëtt vill Saachen, déi engem net gefalen, e Behuelen... Et ass mir net wuel, wa Rietsextemer rassistesch Riff maachen an enger Manifestatioun, mä ech géif awer mengen, dass och d'Meenungsfräiheet esou wäit geet, dass déi awer nach weider d'ärfen demonstréieren. Dat ass also ëmmer eng Ofweigung, déi ee muss maache vu Fall zu Fall, an déi musse mer och an deem heite präzise Fall maachen.

An am Zweifelsfall, soen ech ëmmer, wann et ëm eng Aschränkung vun enger Fräiheet geet, fir aner Fräiheeten ze schützen - dat halen ech gäre gutt -, muss een ëmmer virsiichteg sinn, muss een ëmmer éischer méi kuerz usetzen, versichen, de Perimeter vun der Strofbarekeit méi enk ze setzen, anstatt fir alles no baussen nëmmen opzemaachen. Et ass en delikate Punkt.

Mir haten och an dësem Haus, et ass scho méi laang hier, schonn Diskussiounen iwwer Ordre public a wat misst gemaach ginn, fir den Ordre public ze respektéieren, a wéi een do misst gesetzlech virgoen, wat ee misst verbidden an esou. Dat sinn alles delikat Froen! Duerfir, esou een deem aneren hei Virwërf maachen, zumindest ënnerschwellig, déi eng wäert méi oder manner fir d'Fräiheeten, dat ass geféierlech an deem heite Beräich, well mir hunn et hei mat engem Konflikt vu verschiddene Fräiheeten a Grundrechter ze dinn. Also duerfir mengen ech, an der Argumentatioun an am Tounfall vläicht e Krack erofgoen, dat wär an deem heite Fall net schlecht.

Et bleift also, dass mer et hei mat engem Gesetz ze dinn hunn, dat d'Verschleierung national verbitt, wat concurrent eigentlech nach kommunal Polizeireglementer bestoe léisst; déi sinn net ofgeschafft. Allerdéngs stellt sech d'Fro, wa se natierlech kontradiktöresch wäeren zum Gesetz, da géife se sech an deenen Dispositiounen, mengen ech, eigentlech net méi kënnen applizéieren. Opgrond vun dem Prinzip vun der Hierarchie vun den Normen ass de Règlement de police communal natierlech ënner der Norm vum Gesetz. Et bleift also méiglech, och do weider op lokalem Plang kënnen an deem dote Beräich aktiv ze ginn an ze reglementéieren.

Firwat deen heite Modell schlussendlech an net en anere Modell? Et wär sécherlech méi einfach gewiescht, an och dat hu mer an eiser Partei net eréischt virun e puer Méint, mä virun e puer Joer schonn diskutéiert, fir ze soen: „Ma mir huelen emol einfach dat, wat d'Fransousen an d'Belsch hunn.“ Dat hu jo och den Här Kartheiser an den Här Roth méi spéit gemaach.

Mir wären der Meenung, dass dat e bëssen ze einfach wär. Och wann ech mer bewusst sinn - ech si laang genuch an der Politik dobäi -, dass esou einfach Regelungen einfach ze erklären sinn no baussen. An als Politiker ass ee vläicht an engem éischte Reflex tentéiert, deen einfache Wee ze goen, anstatt sech dach awer e bësse méi an d'Déift vun deem Ganzen eranzusetzen.

An ech hu mer déi Diskussiounen och e bëssen ugekuckt, déi an deenen eenzelne Länner waren. Och dee franséischen Text sollt am Ufank net esou ausgesinn, wéi e schlussendlech ausgesinn huet. Deen ass opgrond vun enger politesch atmosphäresch ganz staark gefierfter Debatt esou ginn.

Déi Kommissioun, déi iwwer d'Parteigrenzen eraus agesat gi war, déi huet op engem äänleche Modell geschafft wéi deen, dee schlussendlech vun enger vun den hollänneschen Chamber gestëmmt ginn ass, fir méi anzéienken a fir méi spezifesch Situatiounen zrëckzebehalen. Schlussendlech ass et awer op en anere Wee gaangen, well d'Atmosphär och relativ vergëft war an d'Diskussioun eigentlech total emotional gefouert ginn ass.

An Holland hunn ech nogefrot: Wéi ass deen hollänneschen Text entstanen? Deen ass entstanen, well déi viregt liberal sozialdemokratesch Regierung e Virschlag gemaach huet, dee méi wäit gaange war, an hire Conseil d'Etat - net d'Eerste Kamer, de Senat, mä si hunn och e Conseil d'Etat, deen da berodend agräift - huet a virulenten Avisen zwou Propositione rejeztéiert, déi him a sengen Aen ze wäit gaange sinn, well e gesot huet: „Dir musst dat méi op spezifesch Situatioune spezifizéieren.“

An dat huet dozou gefouert, dass dann en neien Text gemaach ginn ass, deen, dat wéll ech awer soen, vun enger onheemlech breeder Majoritéit vun hirem Parlament gestëmmt ginn ass, déi vun der Aarbechterpartei bis hin zum Wilders gaangen ass. Also e relativ breeden Text ass do gemaach ginn an dee läit elo beim Senat. An de Senat, deen huet eng Rei vu Froen gestallt.

An de Senat, an dat ass déi Partikularitéit an hirem System, dee kann näischt méi ëmännere goen. De Senat ka just Jo oder Nee soen. Deen huet net d'Befugnis, fir Amendementen ze maachen, wann déi éischt Chamber sech schonn eng kéier dozou an engem Vott ausgeschwat huet. An déi hunn elo eng Rei vu Froen un d'Regierung gestallt an do soll dann am Juli, mengen ech, déi Debatt bei hinnen do weidergoen. Den Text ass nach net d'application bei hinnen.

Ech hu matkritt, dass och am Quebec eng Diskussioun ass, fir éischer no dem Lëtzeburger Modell - esou misst een dat dann nennen, wann d'Gesetz hei gestëmmt gëtt - virzegoen, fir och keen allgemenge Verbuert am öffentliche Raum ze maachen, well dat och hinnen ze wäit geet. Vill Leit wéi den Trudeau si géint eng gesetzlech Regelung - hien huet dat ganz kloer gesot - vum Burkaverbuert. Also och déi Stëmme si ganz staark an deene Länner, wou d'öffentlech Fräiheeten traditionell ganz héich gehale ginn. An duerfir ass dat, wéi gesot, eng Diskussioun, déi a Bewegung ass.

Ech hu mech och e bëssen ëmgekuckt, wéi d'Diskussioun an Däitschland ass. Dat hutt Der sécherlech och matkritt. An och do seet d'Majoritéit vun de Verfassungsrechtler, allerdéngs a Bezuch op déi däitsch Verfassung, déi d'Reliounsfräiheet ganz héich ophänkt: „Dat do geet net. En allgemengt Verbuert fir d'Droe vu Burka an Nikab, déi fir déi Leit, déi se droen, als reliöst Bekenntnis gellen, dat geet net.“

An dat ass och eigentlech eppes, och den däitsche Bundestag, deen huet sech schonn am Joer 2010, wéi d'Diskussiounen a Frankräich an an der Belsch lassgaange sinn, eng kéier mat där Fro beschäftegt an engem relativ laangen Avis, fir ze kucken, wéi dann déi rechtlich Situatioun an Däitschland wär.

A wéi gesot, de wëssenschaftlechen Dienst vum Bundestag kéint an enger Ausarbeitung: „Das Tragen einer Burka im öffentlichen Raum“ zu folgende Konklusiounen - et ass, wéi gesot, e Rapport, eng Expertise vu villen, mä et ass awer trotzdem interessant, dat ze liesen -, déi seet: „Das Tragen der Burka im öffentlichen Raum wird von Artikel 4 des Grundgesetzbuches geschützt. Ein generelles Verbot der Burka im öffentlichen Raum verstößt gegen das Neutralitätsgebot des Grundgesetzes und lässt sich verfassungsrechtlich nicht rechtfertigen. Ein Verbot kommt nur im Einzelfall als Ergebnis einer Abwägung mit kollidierenden Verfassungsgütern in Betracht.“

Et ass also eng relativ ferm Ausso, dass en allgemenge Verbuert vun dem Burkadroen am öffentliche Raum no däitschem Recht, hirer Meenung no, verfassungsrechtlech net ze vertriebe wär an net géif duerchgoen. Dat nëmme fir ze soen, dass ee muss uancéieren, dass een déi Debatt muss kucken: Et ginn Argumenter an déi eng Richtung, et ginn Argumenter an déi aner Richtung.

Natierlech huele mer och gären zur Kenntnis, dass d'Mënscherechtsgericht net gesot huet, all Land misst e Burkaverbuert aféieren, mä gesot huet, ënner deenen an deene Konditioune kann e Burkaverbuert ugesi ginn, dass et net konträr ass zur Konventioun vun de Mënscherechter.

Et muss een also wëssen, dass dat do eng kontrovers Fro ass, eng delikat Fro ass, dass mer eis do op engem relativ glätschen Terrain als Legislatuer bewegen. An duerfir mengen ech, dass et gutt war, dass mer eis e bëssen Zäit gelooss hu mat där doter Diskussioun. Well net all Parteien hu jo déiselwech Meenung iwwer déi ganz Zäit hi gehat.

Den ADR, dee war och schonn ënner der viregter Koalitioun manifestem fir en nationaalt Burkaverbuert, soss wär déi Fro jo vum Här Kartheiser, denken ech, un déi viregt Regierung net gestallt ginn. An den ADR huet och, allerdéngs aus sécherheetspoliteschen Iwwerleeungen, a sengem Wahlprogramm stoen, dass e wéilt en nationaalt Burkaverbuert hunn. Ech



hunn dat nogelies. Ech kucken ëmmer, e bëssen ze dokumentéieren, wéi dann esou d'Entwécklung vun de Parteien ass an deenen eenzelne Froen.

An der CSV hir Positioun war eigentlech déi, dokumentéiert duerch eng gemeinsam Äntwert, net nëmme vum Här Biltgen mat der Madamm Delvaux, mä och vum Här Halsdorf - den Här Halsdorf, aktuell nach Member hei vun der CSV-Fraktioun -, deen a senger Fonctioun als Innenminister zesumme mam Här Biltgen als Justizminister a mat der Madamm Delvaux an engem gemeinsamen - déi war op Regierungsniveau ofgestëmmt - Positioun gesot huet 2011, esou laang ass dat nach net hier an d'Rechtslag huet och eigentlech net changéiert zënterhier, si wäeren der Meenung, dass et net noutwendeg wär ze handelen, well u sech déi kommunal Schinn, déi kommunal Grondlag, fir e Vermummungsverbuuet ze reglementéieren, géif duergoen.

An ech hunn och nach ganz schnell den CSV-Wahlprogramm vun 2013 nogekuckt, well ech elo déi Verve hei notéiert hunn, mat där den Här Roth hei Selbstverständlecheete gesot huet a vu Revirement op Regierungsniveau geschwat huet, vun „Kakofonie“ op Regierungsniveau geschwat huet. Ma ech muss soen, déi Positioun, déi d'CSV haut huet, déi hat se net 2011 a si hat se emol net an hirem Wahlprogramm 2013! A si ass eréischt waakreg ginn, wéi den ADR eng Proposition de loi gemaach huet, wou se dann de franséischen oder belschen Text ofgeschriwwen huet.

Et muss een also soen, wat ass. Et ass net, dass iergendwéi eppes an der Rechtsituatioun geännert hätt an deenen dote Joren. Et war fir d'CSV esou en onwichtigen Thema, dass en hir emol net an hirem riseg Wahlprogramm vun der leschter Kéier eng Piiipcheseil wäert war. An elo triede se hei op, wéi wa si eigentlech praktesch d'Verteideger vum Abendland wäer géint déi Leit, déi hei wélten eist Zesummeliewe futtimaachen.

Duerfir géif ech mengen: alleguerten e bësse Bescheidenheet! Bei eis war och net rieds, ech mengen, och bei der DP net a bei deene Gréngen net, ier dass hei soll...

(Interruption)

Ma selbstverständlech, jo, sécher! Mä eisen Tounfall ass jo hei e bëssen en aneren an där heiter Fro.

(Interruption)

An dass mer also der Meenung waren, opgrond och vum Fait, dass, dat soen ech ganz kloer, elo Texter virlouchen, an opgrond vun deem Avis, dee beim Statsrot gemaach ginn ass, dass een net kann an eng Jo-Neen-Logik erakommen, mä dass ee muss probéieren, hei vläicht och e Konsensus ze errechen op engem klere politesche Message iwuer e Gesetz, dass d'Verschleiung net gewünscht ass hei zu Lëtzebuerg, mä et awer esou ze maachen, dass mer net iwwert d'Zil erausschëssen an d'privat Recht, sech unzedoen, wéi ee wëllt, d'privat Recht, säi Liewen ze gestalten, wéi ee wëllt, dass mer dat net fundamental doduerjer a Fro stellen.

Dat ass also de Firwat dass mer op dee Wee gaange sinn: sécherlech e Vermummungsverbuuet national anzeféieren - dat ass de Message, mengen ech -, awer et esou ze maachen, dass mer net iwwert d'Strängt schloen.

Den Text vun der Regierung gëtt elo attackéiert, haaptsächlech: „Oh, en ass onpräzis, et weess een net genau, wat drënnerfält.“ Ech menge schon, dass en esou präzis ass wéi ganz vill aner Texter. Wéi gesot, Froen, wou et beim Fëmmgesetz kee Mënsch interesséiert huet, ob dat präzis genuch wär. Do ass et jo nëmme ëm d'Fëmmerte gaangen, där lafen der keng 10, 20 ronderëm, mä e bësse méi, an dat sinn elo Froen, déi och de Statsrot vill méi streng kuckt, wéi en et nach gemaach huet bei deem doten Text. Et gesäit een also och do, dass eigentlech net ëmmer mat darselwechter Messlatte verschidden Texter gekuckt ginn, jee nodeem, a wat fir engem Domän dass se spille.

Ech mengen, dass d'Situatiounen, déi hei an deem Text elo kloer als Perimeter vun der Strofbarekeit definéiert sinn - et sinn déi vun de Schoulen, vun de Kannerstrukturen, Betreiwungsstrukturen, et sinn déi vun de Spideeler, vun den Altersheimer, vun de Fleegeheimer, et sinn déi vun der Justiz, et sinn déi vun den Administratiounen an et sinn déi vun de öffentliche Transport -, dass dat genuch ass, dass dat och duergeet, fir de Message ze maachen. An ech mengen och, dass dat déi Fraen, déi tentéiert wäeren, d'Burka ze droen oder den Nikab ze droen, dovunner géif ofhalen, fir dat ze maachen. Ech géif also mengen, dass den Zweck an deem Fall erfüllt ass.

Et muss een allerdéngs och soen, an et ass erstaunlech, dass bis elo keen dat ugeschwat

huet, dass vill geschwat ginn ass, wat fir eng Gesetzer dann einzelner vun eisen Nopeschlänner hunn, mä komeschwerweis net gefrot ginn ass: „Ma wat hunn déi Gesetzer da bruecht?“ Dat war jo immens, dass mer kënnen profitéieren: Wat fir en Effet hat dat Gesetz an der Belsch an a Frankräich? Et ass erstaunlech, dass do och an deene Länner - do wäerten et jo och vläicht parteipolitesch Ursache ginn - souwäit ech weess keng richteg Evaluatioun gemaach ginn ass. Et ass jo awer dat, wat mer awer ustriewen, dass mer méi sollten, wa mer nei Gesetzer maachen, emol kucken: Wat huet d'Gesetz bruecht? Sinn déi Zilsetzungen erreicht ginn, déi mer haten?

Dat Eenzegt, wat ech fonnt hunn, dat war am „Monde“: Déi hunn 2015, no fënnf Joer Applikatioun vun hirem Text, eng Rei vun Informatiounen zesummegebroen an do gesäit een eent, dass de Phenomeen net fort ass. De Phenomeen ass mat der Strofbarekeit och an där larger Measure am öffentliche Raum net verschwonnen. En huet souguer am Ufank dozou gefouert, dass eenzel Leit aus Trotz ugefaangen hunn, sech ze verschleiieren, well se dat als Aggressioun betruecht hunn - zu Recht oder zu Onrecht - par rapport zu hirem Glawen. Et hunn also méi Leit ugefaangen, sech ze verschleiieren, wéi dat virum Gesetz de Fall war.

Si hu ronn an deenen éischte Joren eng 300 Contraventione pro Joer gehat. Mä déi Zuel ass net erofgaangen. Dat heescht, dass de Phenomeen also zumindest och bäibehale ginn ass, soudass een emol op jidde Fall ka soen, wann den Zweck gewiescht wär, dee Phenomeen do radikal ze enrayéieren, dass den Zweck vun deem Gesetz, wat elo hei gedroe gëtt vun dem ADR a vun der CSV, net erreicht ginn ass a Frankräich.

Fir d'Belsch, muss ech soen, hunn ech näischt fonnt. Wat erstaunlech ass, muss ech erëm eng Kéier betounen. Wann een esou Texter mécht, sollt een awer e bësse kucken, wéi dat dann an der Praxis am Endeffekt leeft.

Mä et ginn dann och Polizisten, déi zu deene gesot hunn: „Lauschtert emol, also mir hunn och aner Saachen ze dinn, wéi de Fraen an der Burka do nozelaafen dee ganzen Dag! Mir hunn aner Prioritéiten an eiser Polizeiaarbecht, wéi dat doten ze maachen.“ Den Ordre public gëtt eigentlech duerch aner Punkte méi betraff wéi duerch esou Phenomeener, soudass sécherlech dat doten, mat Recht, wa se e Choix ze treffen hunn, net onbedéngt dat éischt ass, wou se all hir Aarbecht drop konzentréieren. Ech denken, egal wat den Text ass, dass dat zu Lëtzebuerg och net wäert anescht sinn.

Et bleift also, dass sech déi Fro och bei eis hei muss stellen. An ech géif dat och proposéieren, dass d'Regierung sollt elo scho festhalen, dass een no enger Rei vu Joren awer och eng Kéier kuckt, egal wat fir en Text hei gestëmmt gëtt, wéi dann d'Applikatioun vun deem doten Text war, fir dass een dat ka kloerstellen.

Ech wëll och soen, dass entgéint deem, wat d'Auteure vun de Propositions de loi ADR an CSV hei behaupten, och hir Texter net an alle Punkte kloer sinn. Och do ginn et Zones d'ombre. Wou ass dann de Perimeter vum Lieu public? An ech betounen et hei nach eng Kéier: Et gëtt zu Lëtzebuerg keng gesetzlech allgemeng Definition vum Lieu public. Et gëtt Jurisprudenzen doriwuer. De Fait, dass et Jurisprudenz gëtt, beweist jo, dass et net ëmmer kloer ass, dass ëmmer muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn: Wat ass dann e Lieu public?

An et gëtt effektiv eng Dispositioun am Code pénal - déi hätt eigentlech misse menger Ansicht no dann integréiert ginn an déi Texter vun de Propositions de loi, fir méi Kloerheet ze kréien, wat d'Auteuren drolecherweis net gemaach hunn -, wou eng Definition vum Lieu public besteet, mä déi awer kloer seet, dass déi Definition nëmme gëllt pour l'application vum Artikel 135-9 vum Code pénal, an dee betrëfft terroristesch Attentater mat Explosiffen.

Elo si mer awer hei net an deem Beräich vun den terroristeschen Attentater mat Explosiffen - an ech géif mer och net wënschen, dass mer dee Lien hei géifen hierstellen -, soudass sech also hei d'Fro stellt: Lieu public ass net kloer definéiert. Och do ass et zum Beispill net sécher, wann dat do d'Definition wär, wann d'Gerichter déi géifen iwuerhuelen, ob den Transport en commun iwuerhaapt drënnerfält.

(Interruption)

Jo, e fiert drop. Et ass awer net d'Voirie. E fiert drop. Et ass net d'Voirie!

Well de Problem ass, dass an deemselwechten Artikel 135-10 zwou verschidden Definitione stinn. Dat ass déi vum Lieu public, an déi ass kloer getrennt vun der Definition vum Système de transport public. Duerch déi Trennung ass en net an der Definition dra vum Lieu public. Et sinn zwou verschidden Definitionen, déi den Text vum Code pénal gëtt. Also géif

ech mengen, jiddefalls als Affekot géif ech dat ganz gäre plädéieren, wann Ären Text sollt zur Applikatioun kommen, fir ze soen: „Majo hei, Transport public fält net dodrënner, well deen Eenzege, wou Der lech drop referéiert,...

(Interruption)

Oh, ech plädéiere ganz gären erëm!

...do ass dat net méiglech.“ Einfach nëmme fir ze soen, dass et ze einfach ass, ze soen: „Bei lech ass den Text net kloer a bei eis do ass den Text sonnekloer.“ Dat ass objektiv net wouer. Lieu public ass e Begrëff, dee schwammeg ass, deen och evoluéiert an der Zäit duerch d'Jurisprudenz. An deen ass zu Lëtzebuerg net an engem allgemenggültigen Text definéiert. Also déi Schwaachstell, déi Der epingléiert bei dem Regierungstext, déi kéint een och bei Ären eegenen Texter erëmfannen.

Ech wëll domadder schléissen. Fir eis ass et, mengen ech, als Sozialiste wichteg, dass mer deen Akt hei setze vun deem nationale Verbuuet, well et méi Rechtssécherheet bréngt, well et och kloer eng politesch Ausso ass par rapport zu der Diskriminatioun vun der Fra, eng Ausso ass par rapport zu engem Zesummeliewen, wéi mir eis et hei virstellen, oni dat awer um Bockel auszedroe vun enger ze grousser Aschränkung vun de perséinleche Fräiheeten, déi mer onbedéngt och an deem Land weider mussen héichhalen. Dat ass d'Positioun, déi mir hunn.

An ech fäerten, ech wäert mat engem Zitat ophalen, ech fäerten, dass dat kéint passéieren. An egal wat fir en Text dass mer haut stëmmen, wat am Avis ze liese war vun der Justice de paix vun Dikrech zu den Texter, dat huet mer awer relativ gutt gefall, vläicht net jiddwerengem, ech wëll et awer trotzdem zielen: «(...) tout porte à croire», selon la justice de paix de Diekirch, «qu'une fois l'effervescence actuelle au sujet des bures et autres niqabs retombée, l'interdiction de dissimulation du visage dans certains lieux publics visée à l'article 563,10° du code pénal sombrera dans la même désaffection que notamment les dispositions des points 1°, 3°, 6° et 9° du même article visant les devins, pronostiqueurs ou interprètes de songes, les auteurs de violences légères, les vagabonds et mendiants et encore le racolage sur la voie publique.» Enn vum Zitat.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Body. An nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här Président. Mir diskutéieren haut direkt iwuer dräi verschidden Texter, wou, ech mengen, mer eis alleguerten beim Zil eigentlech eens sinn. Et geet drëm, d'Vermummung am öffentliche Raum zu Lëtzebuerg ze verbidden. Mä et ass de Wee dohinner, d'Ausleeung dovunner, déi ënnerschiddlech ass.

Mir liewen an enger Gesellschaft, Här Président, wou ee soll deenen anere Mënschen, dem Gégeniwuer kënnen an d'Gesicht kucken. Dat ass fir eis d'Selbstverständnis an den Ausdruck vun enger fräier an oppener Gesellschaft. Dat ass fir eis och eng Fro vum «vivre ensemble»: Wéi wëlle mer zesummen - ech betounen „zesummen“ - an eiser Gesellschaft liewen? Et ass awer och eng Fro vun der Unerkennung an dem Respekt vun der Fra an der Gesellschaft.

E Kleedungsstück, dat just zum Zweck huet, d'Gesicht vun enger Fra virun der Baussewelt ze verstopen, dës Fra doduerjer als mannerwäerteg duerstellen, ass net ze vereene mat eise Wäerter, wéi mir se zu Lëtzebuerg zanter Jorzéngte verdeedegen. D'Burka an den Nikab gehéiere genausou wéineg zu Lëtzebuerg, wéi datt se awer och zu enger Relioun gehéieren. Si si vill méi en Instrument vu Männer, an eisen Aen, déi hir Relioun mësbrauchten, fir Fraen ënner sech selwer ze stellen.

Ech mengen, et ass och schonn e puermol gesot ginn, wivill et der ongeféier sinn, an och wa mer zu Lëtzebuerg just ganz wéineg mat dem Nikab a menges Wëssens iwuerhaapt net mat der Burka konfrontéiert sinn, ass et awer an eisen Ae richteg a wichteg, datt mer haut en Zeeche setzen: en Zeeche fir den «vivre ensemble», awer eben och en Zeeche géint d'Ennerdrückung vun de Fraen. En Zeechen, datt mer net akzeptéieren, datt d'Reliounsfräiheet mësbraucht gëtt, fir de Patriarchismus aus aneren Zäiten ze retabéieren. En Zeechen, datt mer net akzeptéieren, datt zu Lëtzebuerg ee Geschlecht manner wäert soll si wéi dat anert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Op dëser Plaz wëll ech och ganz däitlech soen: D'Vermummungsverbuuet huet och näischt mat Reliounsfräiheet ze dinn. An dat gesi jo och d'Vertreider vun den europäesche Moslemen esou, déi em-

mer erëm betounen, datt de Koran mat kenger Zeil virschreift, datt eng muslimesch Fra hiert Gesiicht muss verstopen.

D'Vermummungsverbuuet huet also och ganz vill, vläicht an eischer Linn, mat de Rechter vun de Fraen ze dinn. D'Fraerichterler an Europa an zu Lëtzebuerg hu sech Jorzéngten derfir agesat, datt d'Fraen déi nämlecht Rechter kréie wéi d'Männer. Mir kënnen also net akzeptéieren, datt eng Mentalitéit, déi mer awer gemengt hunn, verdrängt ze hunn, erëm zrëckkënn. D'Vermummung ass fir eis och e klere Réckschritt par rapport zu den Acquisse vun de Rechter, och vun der Gläichstellung vun der Fra an eiser Gesellschaft.

Här Präsident, ech hu virdru gesot, d'Burka huet näischt mat Relioun ze dinn. An ech mengen, duerfir sollte mer och ophalen, et als Ulass ze huelen, fir awer da géint Communautéiten ze hetzen, wéi een dat leider awer déi eng oder aner Kéier besonnesch op soziale Medien ka gesinn. Ech mengen, mir doen all Moslem och onrecht, d'Burka oder den Nikab mat hirer Relioun gläichzesetzen.

D'Regierung huet aus deene genannte Grënn e Gesetzesvorschlag gemaach, deen d'Vermummung an öffentliche Aarichtunge verbitt. Jo, d'Regierung huet mat hirem Text eng Solutioun presentéiert, déi an eisen Ae pragmatesch, equilibréiert a realistesch ass. An et ass scho gesot gi vun der Rapportrice, där ech och hei wëll Merci soe fir hire Rapport vum Projet, dee vun der Regierung presentéiert ginn ass: Mir hunn eis um hollännesche Modell orientéiert. An en ass och konform mat der Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter.

Mä Virriedner, den Alex Bodry, huet och eng Rei Remarque gemaach zum hollännesche Modell respektiv do zu der Prozedur, wou ech dann net méi weider wëll drop agoen. Mä awer och nach eng Kéier kuerz e Wuert zum Gerichtshaff fir Mënscherechter: Deen huet näamlech an Arrêten zu de Gesetzer a Frankräich an an der Belsch gesot, datt d'Vermummungsverbuuet vereenbar mat dem Recht op d'fräi Kleederwiel ass, fir datt déi sozial Interaktioun - ech betounen „Interaktioun“ - garantéiert bleift.

Effektiv ass jo eng Kommunikatioun mat enger Persoun net evident, wann een hiert Gesiicht net gesäit. An ech mengen, duerfir ass dat jo och de Punkt. D'Regierungspropos huet déi Approche, d'Vermummung op deene Plazen ze verbidden, wou déi sozial Interaktioun onerlässlech ass. Déi sozial Interaktioun, dat ass an de Schoulen, Kliniken, am öffentliche Transport, an allen aneren öffentliche Gebaier; ech ziele se elo net méi alleguerten op.

Wie sech also net un dëst Verbuuet hält, gëtt mat enger Amende téschent 25 an 250 Euro bestrooft. Dat ass effektiv déi niddregst Strof, déi eise Code pénal virgesäit. A mir sinn op alle Fall frou, datt mer mat dësem Text eng Léisung fonnt hunn, déi net an d'Extremen verfält an awer och net weider esou mam Laisser-faire virufiert.

Jo, Här Präsident, ech wëll lech net verheemlechen, dat ass wéi an all Partei och bei der DP, datt deen een oder anere sech hätt awer kënnen nach eng Variant, en anere Modell virstellen, dee vläicht méi an déi eng oder déi aner Richtung geet. Mä ënnert dem Stréch wëll ech kloer soen: De Projet vun der Regierung ass de gesonde Mëttelwee, mat deem mir zu Lëtzebuerg schonn oft de richteg Wee gaange sinn.

Et bréngt kengem eppes, weder eise Wäerter nach de Fraen, déi ënnert der Burka musse liewen, wa mir haut als Virlag géifen dat strengste Gesetz an Europa stëmmen, wou jo eigentlech déi aldeegleche Situatioun komplétt ënnerschiddlech sinn. Ech mengen, d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass ënnerschiddlech wéi zum Beispill a Frankräich oder wann ech u verschidde Quartieren zu Bréissel denken. Et ass och scho gesot ginn, datt et och Länner ginn, déi guer keng Reglementatioun hunn. Also och do mengen ech, datt mer e Projet oder e Modell hei hunn, deen awer och adaptéiert ass un déi Situatioun hei am Land.

An ech mengen, mir dierfen och net vergiessen, Här Präsident, datt déi Fraen, déi mer hei viséiere mat deem Gesetz, och oft, wann net bal ëmmer, selwer Affer sinn. Affer! Et gi warscheinlech Fraen, jo, déi eng Burka oder en Nikab undoen an déi soe géifen, datt se dat eigentlech géife fräiwëlleg maachen, mä et soll een awer trotzdem net vergiessen, datt se vu Klengem an esou erzu gi sinn. An da krute se e Fraebild vermittelt, dat ganz sécher net eiser Virstellung vu Gläichberechtigung entsprécht. An dës Fraen dann duerfir ze bestrofen, oder ze

vill ze bestrofen, dat wier eigentlech och net dee richtege Wee an eisen Aen. Mir misste se eigentlech am Fong geholl nach méi beschützen.

Ech wëll dann nach kuerz e Wuert un déjéineg riichten, déi mengen, mir géife mat dësem Gesetz d'Menscherechter zu Lëtzebuerg hannergoen. Ech hu scho gesot, d'Gericht zu Stroossbuerg huet dat anschters beuerteelt. Ech wëll och nach eng Kéier hei drun erënneren, datt et och hei schonn zu Lëtzebuerg virun dësem Gesetz Vermummungsverbueter gouf, nämlech an de Polizeireglementer vu ville Gemengen, 47 un der Zuel. An dës Gemenge representéieren awer ëmmerhin 72,75% vun der Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg.

D'Stad Lëtzebuerg zum Beispill huet schonn esou e Vermummungsverbueter an hirem Polizeireglement seit 1902. Mir erfannen also hei och näischt komplett Neies, dat muss een och soen. Mir legiferéieren eigentlech just an engem Beräich, wou et bis elo un Homogenitéit am Land gefeelt huet, an awer och, jo, well de Statsrot eis gesot huet, datt dat juristesche Uflichtbar wier, wa mer géife bei där exklusiver Solutioun op kommunalem Niveau bleiwen.

De Stat regelt also d'Vermummungsverbueter an den ëffentlechen Aarrichtungen an d'Gemenge kënnen och an Zukunft, muss een och soen, nach méi wäit goen, wa si dat wëllen. Mir als DP, mir plädéieren eigentlech fir zwee Instrumenter, also fir eng Kombinatioun, d'kommunal Reglementer an dat neit Gesetz zesammen ze applizéieren.

Dat heescht awer och ënnert dem Stréch, datt een dann d'Verstéiss och muss kënnen bestrofen. An ech hu mer soe gelooss, datt dat bei de Policereglementer bis elo net ëmmer de Fall war. Also et wier och normal a konsequent, wann d'Gesetz net just um Pabeier géifen existéieren, mä dann och um Terrain géifen applizéiert ginn, wann dann effektiv sech de Fall stellt. Mä wéi gesot, et sinn der jo ganz wéineg hei zu Lëtzebuerg, wann d'Statistike stëmmen.

Här President, ech hunn eigentlech dat Wesentlech gesot. Déi puer Remarque gemaach, géif ech dann och hei den Accord vu menger Fraktioun zum Text vun der Regierung abrëngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Berger. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech mengen, ech soe fir d'Alleréischter der Madamm Loschetter an och dem Här Roth Merci fir hir Rapporten fir déi jeeuweileg Projeten, déi mer haut matdiskutéieren.

Ech sinn haut, wann ech hei stinn, ganz houfreg op meng Partei, well ech sinn der Iwwerzeugung, datt mer haut net géifen iwwer e Gesetz iwwert d'Burka hei am Land schwätzen, wann d'ADR net 2014 d'Initiativ geholl hätt. Ech gleewe kaum, datt dann d'CSV nokomm war an datt d'Regierungsparteien an der Folleg nokomm wären, soudatt ech, mengen ech, ouni Iwwerdreiwung eis awer kann do de Meritt dofir ginn.

D'Regierung huet ganz laang argumentéiert, dat ass hei schonn e puermol exposéiert ginn, datt et eigentlech keen nationaalt Gesetz bräicht, datt et géif duergoen, esou kommunal Reglementer ze hunn. An dann ass natierlech d'Fro, den Här Bodry huet dat genannt „eng delikat Fro“, wat dann d'Ursaachen dovun waren. An et goufen eng Rei Zitater hei bruecht.

Ech wëll lech och eent bréngen, mengen ech, wat ganz, ganz déif kucke léisst. Dat ass en Interview um Radio op RTL vum 26. November 2015 vum Här Dan Kersch, Banneminister vun dëser Regierung, iwwert d'Burka ënner anem, an en huet gesot, de Fokus vun der Weltëffentlechkeet misste mer elo net op Lëtzebuerg lenken.

Mir géifen also kee Burkagesetz huelen, fir datt aner Leit net mierken, datt mir zu Lëtzebuerg - dat ass elo dat, wat ech soen, net dat, wat den Här Kersch gesot huet -, also u sech, mir bräichten dat net ze maachen, mir sollten et net maachen, fir datt verschidde Kreesser op dëser Welt net drop opmierksam ginn, datt mir hei eppes maache géint eng bestëmmte Form vum Islam, net bestëmmte Risikoe géife provozéieren. An dat ass eigentlech dat, wat domadder gemengt war.

Ech muss soen: Den Här Bodry, mengen ech, an anerer hu gesot, mir sollten hei... Den Här Bodry huet och d'Uerteel, net d'Uerteel, mä den Avis vum Dikrecher Gericht virgelies an en

huet gesot: „Bon, d'Poliziste wäerten dat warscheinlech net duerchsetzen.“ Mä wéi kann dann eng Partei, déi seet, d'Poliziste kéinten dat net duerchsetzen, oder wäerten et warscheinlech net duerchsetzen, awer jorelaang argumentéieren, d'Pecherte sollten et duerchsetzen?

Well dat wär jo d'Konsequenz gewiescht, wa mer dat do net national geregelt hätten, mä um Niveau vun de Gemengereglementer. Dann hätte mer dat do um Niveau vun de Pecherte gelooss an dat wär jo nach vill méi schwierig fir déi betraffe Leit, d'Agents communaux, wéi dat haut elo mat de Poliziste vläicht de Fall ass.

Et wor och net, an dat soen ech mat allem Respekt fir den Här Roth, et wor och net d'Initiativ vun der CSV, déi derzou bägedroen huet, déi hei Saach elo no vir ze driewen, nodeem e Gesetzesvorschlag vun der ADR do war, mä et wor eng international Entwécklung!

Vun 2015 un, do hate mir schonn eist Gesetz laang deposéiert, koom déi grouss Migratiounswell, et koumen och vill méi Attentater an Europa - ob do elo en Zesammenhang besteet oder net, wëll ech net diskutéieren - an et ass eng ganz grouss Sensibilitéit an der Opinion publique gewiescht iwwert déi heite Fro. An dat huet derzou bägedroen, datt eben aner Parteien och do Initiative geholl hunn.

Ech wëll vläicht kuerz eng Kéier déi Positionen vun de verschiddene Parteien hei am Land beliichten. D'ADR hat sech positionéiert, d'CSV koom no. Bei de Sozialiste gouf et da vun engem Regierungsmember, vum Parteipresident och Stellungnamen. Bei der DP, dat huet mech ganz déif beandrockt, an net positiv, gouf et deemools e puer ëffentlech Verlautbarungen, prinzipiell géint d'Burka, mä: „Wat maache mer, wann de kuwaitesche Geschäftsmann op Lëtzebuerg kënnt?“ Geld sténkt net!

Entweder et vertritt een de Prinzip vun der Fräiheet a vun der Dignitéit vun der Fra, dann ass dat hei am Land de Fall, mä et ass awer net de kuwaitesche Geschäftsmann, deen eis Prinzipie soll a Fro stellen.

D'Jeunesse démocratique, muss ech soen,...

(*Brouhaha*)

► **M. Lex Delles** (*DP*).- Wien huet dat gesot an der DP?

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- D'Jeunesse démocratique hat awer gesot, mir sollten déi bestrofen, déi aner Leit zwéngen, eng Burka unzedei wéinst hirem Geschlecht. Awer dat ass net an dëser Regierungspropositioun, déi mir haut hei diskutéieren. Do gëtt deen net bestrooft, deen eng Fra zwéngt, eng Burka unzedei. An domadder sinn ech scho gespaant, ob d'Jeunesse démocratique dann op dëst Gesetz reagéiert.

Mir haten awer och e Pro-Burka-Lager, déi dat op kee Fall wollte verbidden. Déi Lénk, déi gréng, d'Jeunesse socialiste an déi jonk gréng, dat ass d'Pro-Burka-Lager hei am Land gewiescht. Kloer!

An et huet mech beandrockt, zum Beispill déi jonk gréng, déi profund Analys, déi déi gemaach hunn nach den 8. August 2017, wou déi jonk gréng eis erkläert hunn, datt d'Burkafrö näischt mat Integratioun a Feminismus ze dinn hätt, mä nëmme mat där ongesonder männlecher Fixéierung op de weibliche Kierper.

(*Interruption*)

Déi anthropologesche Héichflich vun deene jonke Gréngen hunn allerdéngs warscheinlech mat derzou bägedroen, datt mer esou e schwaacht Gesetz hu wéi dat, wat mer haut hei diskutéieren.

Ech wëll awer och nach e puer frëndschaftelech Wieder un d'Kolleege vun der CSV riichten.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

(*Interruption*)

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- D'CSV huet a mengen Aen, an ech ka mech selbstverständlech iren, mä si huet eng ongeschriwwen Deontologie an dësem Parlament verletzt. D'ADR hat praktesch déi identesch Proposition de loi ee Joer virdrun deponéiert. Näischt hätt verhënnert, datt d'CSV, déi jo an der Ausriichtung bal Wuert fir Wuert mat eiser Proposition d'accord ass, jo hätt se kënnen: „Kommt, mir maachen dat do zesammen! Macht nach e puer Ännerungen! Deen Text, e puer Amendementer, dann droe mir dat do mat. A Klenggekeeten...“

Mir hätten et gemaach! Awer déi Obsessioun, fir do wëllen ze beweisen, datt se eis Iddien net klauen, obscho se et awer geleeentlech maachen, huet dat do verhënnert.

(*Brouhaha*)

D'CSV huet och, wéi verschidde vu menge Virriedner zu Recht gesot hunn, net ëmmer esou

geduecht. D'CSV-Minister 2011 hunn zesumme mat der LSAP eben dat refuséiert a vun enger „tolérance mutuelle“ geschwat, vum „respect des autres“ an esou weider. A si sinn eréischt waakreg ginn, nodeem d'ADR hir Proposition de loi gemaach hat.

(*Interruption par M. Gast Gibéryen*)

Neen, et ass leider, leider eng Gewunnecht.

Den internationale Kontext wëll ech awer och hei ennersträchen. Et gëtt jo europäesch Länner, ëmmer méi, déi d'Burka verbidden a verschiddene Formen, an och arabesch Länner. Och arabesch Länner! A Marokko an an aneren arabesche Länner ass d'Burka verbueden! An islamesche Länner! Dat muss mer och emol eng Kéier soen hei.

Am Iran - ech wëll dat och emol eng Kéier ennersträchen, datt hei Parteien, déi awer traditionell soen, si hätten d'Fraerechter fir sech gepacht, wou ech grouss Zweifel drun hunn -, mir haten eng Chambersdelegatioun, déi an den Iran gaangen ass: Ech hat d'Madamm Loschetter bal net erkannt op der Foto, well esou vill Kappdicher hat se un!

An deemselwechte Land...

(*Brouhaha*)

An deemselwechte Land dinn haut couragéiert Fraen hiert Kappduch aus, stelle sech op ëffentlech Plazen, wénke mam Kappduch, fir hir Fräiheet ze demonstréieren! An eis Parlamentarierinnen, eis Gréng ginn dohinner mam Kappduch!

A Saudi-Arabien huet de Krounpréiz gesot, e wëllt d'Vollverschleierung net méi. De genaue Wording muss mer kucken. Kappduch, jo. Dat si grouss Evolutiounen. An ech mengen, och dat muss mer gesinn, wa mer den internationale Kontext kucken.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et leider en Deel vun deene soi-disant feministesche Bewegungen, déi fir d'Burka argumentéieren. Dat ass schwéier nozevollzéien.

Mir hunn an eisem Gesetzesvorschlag natierlech mam Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff argumentéiert, dat ass awer eng Noutwendegkeet gewiescht juristescher Natur, mä näischt verhënnert, datt mir nach eng politesch Analys derbäisetzen.

An eis politesch Analys ass: Jo, et geet em d'Zesummeliewen, mä et geet och em d'Sécherheet. Et gouf Attentater, et gouf kriminell Akten ënnert dem Couvert vun der Burka. Et geet em d'Rechter vun der Fra, selbstverständlech. A mir wëllen an eiser Gesetzespropositioun jo déi bestrofen, déi en aneren zwéngen, eng Burka unzedei. Dës Regierung bréngt dat emol net fäerdeg!

Et ass och esou, datt mir dee Gesellschaftsvertrag, vun deem d'CSV geschwat huet, selbstverständlech akzeptéieren. Dofir ass et jo och wichteg, datt eben eise westlechen, liberale Rechtsstat sech affirméiert géint iwwer engem klengen Deel vun enger radikaler Interpretatioun vum Islam, vu Salafismus a vun aneren, well an der Burka ass en Element vu Provokatioun. Et ass e Symbol vun enger Integratiounsverweigerung fir verschidder vun deenen, déi esou eng undinn. Et ass heiansdo de Fändel vum politeschen Islam fir Verschidder, alles dat, wat mir net wëllen, well et deene Grondwäerter, fir déi d'ADR steet, a villem widder sprécht.

Mir wëllen d'Dignitéit vun der Fra hei verdedegen, net se an e stoffene Prisong stiechen. An dat Fräiwëllegkeetsargument, wat Verschidder uféieren, schéngt eis zweifelhaft ze sinn.

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Mir wëllen hei och ganz kloer soen, datt d'Burkadiskussioun net déi eenzeg ass, wat d'Integratioun ugeet. D'Integratioun ass an eisen Aen och an enger Gesellschaft, déi multikulturell ass, an deem Sënn, datt vill verschidde Kulture sech hei erëmfannen, mä Multikulti heescht net, datt mer egal wat mussen toleréieren. Multikulti heescht net, datt mer virun all Fuerderung mussen noginn.

Well mir hunn nach aner Problemer och am Zesammenhang mat verschidder Kulturen. Mir hunn an de Klinicke Männer, déi hir Fraen net eleng bei den Dokter loossen, fir datt se do kënnen ënnersicht ginn. Och dat ass en Deel vun der Realitéit vun dësem Land, wou mir soen: „Neen! D'Privatsphär vun der Fra beim Dokter, déi muss och kënnen garantéiert ginn a protegéiert ginn.“ An där Saachen hu mer méi.

An et ass net, datt mir wëllen noginn, Schrëtt fir Schrëtt, géint iwwer Fuerderungen, déi eis kulturfriem sinn, déi eiser jüddesch-chrëschtlicher Zivilisatioun, eisem humanisteschen lere net entsprechen. Mir ginn eis Zivilisatioun net op, net déi Wäerter, déi eis Kultur ausmaachen, fir ënnert der Pressioun vu verschidder radikalen Elementer hei nozeginn.

Mir wëllen déi Gesellschaft esou erhalen, wéi d'CSV gesot huet, dee Gesellschaftsvertrag, an d'Kultur, déi mir hunn, déi bleift. A Leit, déi heihinnerkommen, solle sech un där ausriichten, un eise Wäerter, an net emgekéiert!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Et ass och esou, datt dee Regierungsprojet hei...

Ech verstinn déi gréng och net, also ech muss dat ëmmer erëm soen: Et ass eng Partei, déi mech wierklech verwonnert!

Si ginn hei no enger gewëssener Interpretatioun, salafistescher Interpretatioun heiansdo vum Islam. Et ass awer eng Partei, déi iwwert d'Joren alles gemaach huet, fir hei d'Trennung vu Kierch a Stat duerchzusetzen. Dat ass schonn erstaunlech!

Si wëllen d'Elektromobilitéit promovéieren an d'Atomindustrie domadder ausbauen, well dat ass dat, wat se maachen, nodeem se jorelaang gesot hunn, si wäere géint d'Atomindustrie.

Si hu jorelaang behaupt, si wäere Pazifisten, a stëmmen hei all militäresche Projet mat! Et ass eng Partei, déi mech wierklech verwonnert, well prinzipientrei si se net.

Fir eis als ADR ass et awer de Contraire. Fir eis sinn eis Prinzipie wichteg a mir stinn zu hinnen. Mir akzeptéieren net eng Segregatioun an der Gesellschaft, mir hätte gär Integratioun! Mir akzeptéiere keng Ennerdréckung vun der Frau, net d'Intoleranz, keng Parallellgesellschaften a kee Sécherheitsrisiko an eiser Gesellschaft.

An och dat ass wichteg, well zu enger Zäit, wou d'Regierung higeet a wëllt d'Polizei reforméieren, mierke mer schonn, datt a ville Beräicher och do keng richteg Energie derhannert ass. Déi Policereform, déi elo kënnt, déi bleift wäit hannert deem zréck, wat eis Gesellschaft wierklech géif brauchen!

D'Regierungspropositioun ass och onpraktikabel. Dat hat den Här Roth ganz gutt beschriwwen: undoen, ausdoen. Dat wor d'selwecht, wéi fréier mat de Gemengen: Bass de an där enger Gemeng, kanns de se undoen, d'Burka. An an där nächster Gemeng muss de se ausdoen. Hei ass et mam Bus oder mat soss eppes, wou s de se un- an ausdees. Dat ass net praktikabel!

Mir hunn eis och net un déi belsch an un déi franséisch Legislatioun gehalen, déi awer de gréissten Deel vun eisem Gesetzeswierk direkt beaflossen.

Et sinn net genuch Präzisiounen dran. Et hätt ee genau sou gutt kënnen eng Interdiction d'accès ausschätze bei verschidder Verwaltung. Och dat ass net geschitt. Dat wär vill méi einfach gewiescht.

Heiansdo, déi Begrënnunge vum Gesetz, do muss ee bal laachen, wann een et liest, wann een do op eemol de Kleesche verglach kritt mat der Burka. Also, ech muss soen: D'Fantasie vun dëser Regierungsparteien, déi ass heiansdo bewonnerenswäert! Mä ech mengen, mir kënnen awer all den Ennerscheid nach maachen tëschent dem Kleeschen an enger Burka.

Et brauch een och... Mam Privatauto, do froen ech mech och heiansdo, wéi realistesch déi Leit da sinn. Ech ka mer virstellen, ech hunn et ni probéiert, mä ech ka mer virstellen, datt, wann ee mat enger Burka an engem Auto sëtzt, datt een dann net vill gesäit an datt dat eleng schonn aus Verkéierssicherheitsgrenn sollt verbuede ginn,...

(*Brouhaha et interruption*)

...och wann et e private Raum ass.

(*Brouhaha*)

An et ass ongerecht - wéi gesot, d'Jeunesse démocratique hat do recht, an der Jeunesse démocratique, do sinn der derbäi, déi kéinten haut an d'ADRenalin kommen -, well et ass jo ganz kloer, datt e Gesetz muss déi bestrofen,...

(*Brouhaha et interruptions*)

...déi anerer zwéngen, fir eng Burka unzedei. Eppes, wat dës Regierung emol net capabel war!

An et fret mech - an domadder halen ech op -, et ass eng perséinlech Satisfaktioun, an Dir erlaabt mer, dat kuerz ze soen: Mir haten hei, wéi mer iwwert d'Meenungsfräiheet geschwat hunn, eng Diskussioun, den Här Minister Braz an ech, iwwert d'Interpretatioun vum Stroferecht, well den ECRI hat d'Lëtzebuurger Gerichter felicitéiert fir eng „large“ Interpretatioun vum Droit pénal am Beräich vun der Meenungsfräiheet, vun der Repressioun vun der Meenungsfräiheet.

Dorobberhin hat ech gesot: «Le droit pénal est d'interprétation stricte», an ob den Här Minister dat och esou géif gesinn. An ech hat em nach eng schréfflech Question parlementaire gestallt, wou en da géantwert huet ronderëm, mir hätten den Principe de légalité en droit pénal.



Awer de Sz: «Le droit pénal est d'interprétation stricte» ass virun e puer Méint nach net iwwer seng Lëpse komm. Haut huet de Statsrot an deenen Avisen zu dësem Gesetz der Regierung ech weess net wivill mol, fënnf-, sechsmol an d'Buch geschriwwen: «Le droit pénal est d'interprétation stricte.»! An och den Här Minister, mengen ech, huet dat an dem Kontext vun dëser Diskussioun gesot. Mä et gëllt net nëmme fir hei, et gëllt fir eist ganz Stroferecht. An och fir d'Meenungsfräiheet! An ech mengen, d'ADR wäert och déi Diskussioun nach viruféieren.

An ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - No deenen „frëndschafleche Wieder“ ginn ech d'Wuert weider...

(Hilarité)

...un den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech versichen, frëndschaflech ze bleiwen, Här Präsident.

«N'êtes-vous donc pas jolies? Dévoilez-vous!» Dat stoung op Plakater zur Zäit vun der franséischer Kolonisatioun an Algerien. Do huet een dann esou Plakater gesinn, gezechent: zwou Frae mat der algerescher traditioneller Vollverschleierung, dem M'laya, esou, an ee Meedchen, wat net esou eppes gedroen huet.

Deemools huet de Kolonialhär gemengt, et wier géeegent, fir dem „Indigène“ bäizebréngen, wat d'Lumièren, wat d'Zivilisatioun wier, déi, wéi mer jo all wëssen, exklusiv europäesch ass. Ganz nom Motto och vum ganz opgeklärte Jules Ferry, dee sot: «Il est du devoir des races supérieures d'éduquer les races inférieures.»

Deemools an Algerien sinn dann och jonk an aarm Fraen aus dem „bled“ erausgeholl ginn, wa méiglech schéiner. Si sinn „à la française“ ugedoe ginn a geschminkt ginn a konnten och op Soirée mat franséische Männer plus ou moins gewollt „Bekantschaft“ maachen.

Wéssst Der, wat geschitt ass? Vill Frae wollte vun dëser ganz spezieller Zort vun Emanzipatioun näischt wëssen. A vill Fraen, déi emol net extra reliés waren a souguer éischer feministesch waren, well se sech och am FLN engagéiert hunn, hunn émsou méi de Schleier ugedoen, fir grad de Kolonialhären ze weisen, datt si grouss an al a selbstbestëmmt genuch wieren, fir ze wëssen, wéi se sech undoe sollten, an datt se dofir kee Fransous brächten, awer och keng Franséisin, déi hirer „opprimierter“ Schwëster hëllef wéilt.

Dat relatéiert och - ech weess net, ob Der dee kennt - de Frantz Fanon a sengem Wierk - de Franz Fayot kennt de Frantz Fanon, dat wonnert mech net,...

(Hilarité)

...ech recommandéieren de Frantz Fanon wierklech - «L'An V de la révolution algérienne». Et ass immens interessant.

(Interruption)

De Franz Fayot ass och ze recommandéieren.

(Hilarité)

Här Präsident, et ass ëmmer eng Umoossung, ze mengen ze wëssen, wat gutt ass fir en aneren oder fir en anert. An et ass eng Konstant vun dominanten Zivilisatiounen, net nëmme vun eiser, oder vun Imperien, ze mengen ze wëssen, wat richtig ass fir en aneren, och ënnert dem Deckmantel vum Fortschritt. Déi Dialektik „den Ziviliséierten an de Barbar“, dat ass eppes Ales an dat fënnt een iwwerall ronderëm de Globus.

Et ass am Numm vu Gott koloniséiert ginn, mä et ass och am Numm vun der Opklärung koloniséiert ginn; wahrscheinlech souguer nach méi. Mä Fortschritt geet net géint d'Leit, e geet mat de Leit.

Här Präsident, de Problem mat dësem Projet de loi vum Här Braz a mat den zwou Propositions de loi ass: Do sinn zwou Punkten, déi e bësse spezifesch sinn. Éischters, si adresséiere sech jo - well et muss een awer Kloertext schwätzen - an éischer Linn un eng reliés Gemeinschaft, näamlechen den Islam, och wann dës Praxis ultraminoritär ass an och ganz ëmstritten ass. D'Gesetz seet et zwar net, mä et ass d'Intentioun. An zweetens: Dëst Gesetz ass wahrscheinlech dat éischt Kleederuergesetz fir Fraen zënter Jorzéngten.

Ech wollt och e bësse iwwert d'Frae schwätzen, well iwwert d'Fraen hunn ech haut awer relativ wéineg héieren. Ech gleewen zwar net un d'Wiedergeburt, mä hätt ech de Choix, da wéilt ech erëm als Mann op d'Welt kommen, net well ech der Meinung wier, datt dat dat bescht Geschlecht wier, mä well een et weiderhi méi einfach huet a weiderhi vill méi a Rou

gelooss gëtt. Als Fra mécht ee jo ëmmer alles falsch: Eng Kéier ass een ze mann ugedoen, eng Kéier ass een ze vill ugedoen, eng Kéier ass een ze langweilich ugedoen oder geschmacklos ugedoen, de falschen Tailleur, d'Jupp ass eng Kéier ze laang, fir am Bistro ze schaffen, oder d'Jupp ass ze kuerz, fir am Büro ze schaffen.

(Interruption)

Oder ëmgedréit.

(Hilarité)

An et geet esou wäit, datt och eemol d'ADEM eng Campagne gestart hat, fir de Fraen ze hëllef - et war eng amerikanesch Boite -, sech besser beim Astellungsgespräch ze presentéieren, an och ënner anerem, wéi se sech sollen äusserlech a vestimentaire undinn. An do hunn ech awer och e Kommentar vum Aarbechtsminister deemools vermësst op Twitter, den awer normalerweis esou prompt ass, fir matzedeelen, wat eng Oppressioun vun der Fra ass a wat net. A mir wësse jo all, datt d'Frae wierklech drop waarden, regelrecht drop waarden, datt d'Männer hinne virschreiven, wéi se sech sollen undinn.

Et schéngt eng Konstant ze sinn, datt de Kierper vun der Fra weiderhin als Objet vun öffentliche Debatten, vu Reglementatiounen a vu Gesetzgebungen ass. An ech hunn e Problem als Mann an och als Gesetzgeber fillen ech mech einfach net beruff, fir iwwert d'Kleederuergesetz fir Fraen ze bestëmmen.

Här Präsident, d'Fra, déi mir eis stellen als Lénk, ass déi folgend: Wat ass d'Finalitéit vun dësem Gesetz? Geet et ëm d'Befreiung vun der Fra? Ech mengen, d'Befreiung vun der Fra ass historesch ëmmer vun de Frae selwer gedroe ginn.

Befreiung, Här Präsident, sief et vu Fraen oder vun anere Leit, ass historesch ni geschitt duerch d'Interventioun vu baussen. D'Befreiung vun de Schwaarzen, zum Beispill an den USA an de 50er a 60er Joren, ass net geschitt, andeems Wäisser gënnerhaft rassistesche Gesetzgeber ofgeschaaft hätten, mä nodeems déi Schwaarz jorzéngtelaang gekämpft hunn, an dat trotz brutalster Ennerdrückung. An datselwecht gëllt och fir den Apartheidsystem a Südafrika.

A vu wat wëlle mer dës Fraen och befreien? Solle mer se dervu befreien, datt se vollverschleiert dorëmmer lafen? An da muss ee sech d'Fra stellen: Si se tatsächlech ëmmer dozou gezwonge ginn? Duerch wien? Duerch hire Mann? A wa se Jonggesell sinn an trotzdem verschleiert sinn?

Et ass eng sensibel Fro, mä ech wëll se trotzdem opwerfen. Et gëtt oft monéiert, datt d'Fraen, déi ganz verschleiert sinn oder deels verschleiert sinn, dat opgrond vum Drock maachen, deem se ausgelivwert sinn. Ass dat da wierklech och ëmmer esou? Ech mengen, et muss een ënnerscheeden, ob eng Fra an engem Land leeft, wou d'Droe vum Schleier obligatoresch ass oder an enger Gesellschaft leeft, wou et zwar net obligatoresch ass, mä wou de gesellschaftlechen Drock dann eben esou grouss ass, datt se schwéier derlaanscht-kënn.

A mir liewen net, glécklecherweis, an esou engem Land. Mir liewen awer an engem Land, wou keen engem anere Mënsch seng Liewensweis virschreiven däerf an och net de Mann der Fra virschreiven däerf, wéi si sech unzedoen huet. Datt geschitt bestëmmt awer nach all Dag, datt Männer doheem hire Frae Saache virschreiven oder souguer gewalttätig géint iwwer hire Frae sinn, an dat ganz onofhängeg vun der Relioun. An dogéint gëtt et och Gesetze an déi si souguer streng. A vläicht muss een nach weider aneren fannen.

Här Präsident, de Conseil national des femmes a sengem Avis, dee seet a senger Konklusioun, et wier respektlos, keng Interdiktioun ze mache vis-à-vis vun de Fraen, déi derfräi kämpfen, de Schleier net mussen unzedoen a Länner, wou et obligatoresch ass. Här Präsident, bon, fir d'Éischt emol den Avis vum... Wien de Conseil national des femmes kennt, weess, datt et u sech e Kompromëss war, well se sech och net eens waren intern, mä soit!

Ech sinn awer mat dëser Schlussfolgerung net averstanen, well wann een... An dat ass och gesot ginn. Den Här Kartheiser huet virdrun dovunner geschwat, vun de Fraen, déi kämpfen. Et ass heiansdo interessant ze gesinn, wéini d'ADR sech grad fir d'Fraen, déi fir hir Rechte kämpfen, zu Wuert mell; normalerweis nëmme, wann et ëm Muslime geet, soss net. Gutt, soit!

D'Fraen, déi zum Beispill am Iran oder an anere Länner refuséieren, den Tschador oder den Nikab ze droen oder d'Burka, déi soe jo net forcéiert, datt et misst verbuede sinn, deen an der Effentlechkeet ze droen. Mä si soen, datt et net soll obligatoresch sinn an datt d'Frae weiderhi solle kënne fräi entscheeden. A vläicht hu se och eng Mamm, déi ganz verschleiert ass an déi trotz dem Ophiewe vun engem Verbuet

weiderhi vollverschleiert wäert op d'Strooss goen, well se sech dru gewinnt huet - ob dat gutt ass oder ob mir dat gutt fannen oder net, datt ass egal - oder well si sech aneschters onwuel spiere géif. Well, jo: Mir sinn all erzu ginn op eng Aart a Weis. Jiddweree vun eis! A mir kruten all positiv Saache mat an och all Macke mat.

A wann een och nach Frae kannt huet, déi grad feministesch sinn, déi aus der islamescher Welt kommen an déi op kee Fall, emol net e kleng Voile géifen undoen, oder deen tatsächlech och net undinn - an heiansdo brauche se Courage, déi Fraen! Déi fuerderen dat och net, datt et soll verbuede ginn am Maroc oder an Algerien oder an Tunesien. Ganz radikal Feministinnen, roudere ganz oft, déi fuerderen dat net, well si wëssen, datt dat net vill bréngt.

Dee Grappvoll Mënschen, déi sech esou wëllen accoutréieren an déi och an deene meeschte muslimesche Länner komesch ugekuckt ginn - an Nordafrika gi se „les Afghans“ genannt, well et net derzou gehéiert, zum Beispill eng Burka ze droen, well dat aus dem Afghanistan kënnt, datt ass och traditionell -, déi maachen dat net, well de Stat oder d'Gesellschaft hinne dat opdrängt, au contraire. Héchstens de Mann oder dat direkt Umfeld, dat mag sinn, dat ass net auszuschléissen.

Allerdéngs ass et awer och esou, datt et sech hei an Europa ganz oft ëm Neokonvertiten oder Reislamiséierter handelt, déi, wéi esou oft, e speziellen Äifer un den Dag leeën. A wat och ganz interessant ass ze wëssen, wann een esou liest, an ech mengen, datt kann de Justizminister confirméieren, dat ass vun de Refugiéen, well den Amalgam gëtt gemaach: Énnert den DPlen, déi heihinner op Lëtzebuerg komm sinn, énnert de Flüchtlingen, do gouf keng Frau, déi vollverschleiert ass, bis elo recenséiert, well meeschtens kommen déi Fraen net aus enger Géigend, wou dat ass, wou dat praktizéiert gëtt. Oder si maachen dat souwisou net gär, well et ultraminoritär ass oder ganz konzentriert op gewësse Plazen.

Also, ech weess net, ob Fraen ëmmer gezwonge ginn, sech esou unzedinn. Et gëtt allerdéngs Länner, wou et eng Kleederuergesetz gëtt, wou d'Gesetz seet, datt d'Fraen en Tschador oder en Nikab oder eng Burka mussen undinn. Et gëtt och Länner, wou d'politesch Muecht et verbuede huet oder staark ageschränkt huet, wéi d'Tierkei oder Tunesien. Et gëtt Länner, wou et de Fraen iwwerlooss gouf, wéi an Algerien oder och souguer wéi an Israel, souwäit ech weess.

An et muss ee feststellen, datt, Verbuet hin oder hier, et ganz wéineg un der Situatioun geännert huet. D'Tierkei kennen ech net - ech war leider nach ni do -, mä an Tunesien, do hänkt et och ganz dovunner of, ob een an e flotte räiche Quartier vun Tunis geet oder ob een am ländleche Raum ass oder an enger méi aarmer urbaner Géigend. De Besuch zur Relioun oder zur Coutume, an heiansdo gräifen déi zwee aneneen, dee variéiert staark, jee no sozialer Situatioun. D'Mënsche si capabel, Saachen ze maachen, déi een net ëmmer novollzéie kann, mä si maachen et trotzdem, well se et fir richtig halen.

Här Präsident, mir hunn eng prinzipiell Schwierigkeit domadder, datt d'Fraen erëm eng Kéier esou duergestallt ginn, wéi wa se aus Prinzip incapabel wieren, eng fräi Entscheidung ze treffen. An iwwerhaupt, mech géif och wonneren: Ass iwwerhaupt mat deene Frae geschwat ginn? Laut der Schura gëtt et der 15 hei zu Lëtzebuerg. Et hätt ee sech kënne schlaumaachen!

Et ass jo och net all Dag, datt en anscheinend ënnerbesatene Ministère wéi dee vun der Justiz, dee mat Projeten net ëmmer esou richtig weiderkënn, e Gesetz mécht fir eng Handvoll vu Leit. An ech mengen, och do werft den Avis vun der CCDH, vun der Commission consultative des droits de l'homme, awer Froen op, wat een nach am Kader vun dësem legislative Prozess hätt kënne maachen, zum Beispill iwwerhaupt: «(...) reconsidérer l'opportunité politique de légiférer (...) analyser les implications potentielles (...) prévoir des mesures permettant d'éviter la marginalisation des femmes visées, les dangers de polarisation de la société» an esou weider an esou virun. Oder iwwerhaupt, ob ee sech dann net kéint iwwerleeën, eng Gesetzgebung ze maachen, déi vläicht dee bestrooft, deen eng Fra derzou zwéngt, esou eppes ze maachen.

Dat wier vläicht komplizéiert, mä vläicht wier dat eng aner Pist. D'Fra ass iwwerhaupt, ob esou e Gesetz effikass kéint sinn. A souguer wann et d'Intentioun wier, datt manner Frae sech vollverschleieren, wéi gëtt esou e Gesetz vun de Concernéierten bewäert? An, dat ass scho viru mir gesot ginn: Maache si et net grad émsou méi aus Trotz?

Ech weess, datt et e Sujet ass... Et ass e gliddegt Eisen an ech si mer bewosst, datt et méi

einfach ass ze soen, et misst een d'Burka oder den Nikab verbidden an esou weider, wann een d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg kennt.

Et kritt ee souguer virgeworf, wéi den Här Kartheiser dat virdu gemaach huet, et wier een „pro Burka“. Da géif ech awer gäre vum Här Kartheiser wëssen - ech schwätzen elo nëmme fir déi Lénk, hien huet e puer Organisationsgenannt -, wou en iergenden Text fonnt huet, wou déi Lénk géif behaupten, mir wiere fir eng Burka. Wou hutt Der dat fonnt? Ech weess et net. Wou hutt Der dat fonnt? Präzis!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Präsident, wann ech däerf äntwerten, well den Här Wagner mer elo eng Fro gestallt huet. Ech mengen, déi Diskussioun, déi mer haut féieren, ass: Wëlle mer d'Burka verbidden, jo oder neen? Et gëtt Parteien, déi sech derfir ausgeschwat hunn.

(Interruption)

Dat ass d'CSV an d'ADR. Et gëtt der, déi hunn esou eng Positioun, déi läit esou dertëschent. An et gëtt der wéi Dir, déi Der lech vun Ufank un decidéiert hutt, fir géint e Verbuet vun der Burka anzetrieden. Wann Der also...

(Interruptions)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dir hutt gesot, mir wiere fir d'Burka!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An duerch ass d'Konklusioun, datt Der déi toleréiert hei am Land, datt Der also dat akzeptéiert! An ech nennen dat „pro Burka“.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Also, Här Kartheiser, am Lycée, ech weess net, do hate mer Philo an do hate mer och e Fach dat „Logique“ geheescht huet. Dir hätt do 0 vun 20 kritt.

(Hilarité)

Et war jo ëmmer vun 20. 0 vun 20! Déi Logik geet net op.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Bei eis ass et op 60 gaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou! Elo hutt Dir ganz eleng d'Wuert. A fuert virun!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här Präsident, ech stelle fest, datt d'ADR erëm eng Kéier Bullshit gesot huet.

Elektoral gesinn, bréngt dat natierlech vill méi, dat alles. Mä mir stellen eis awer d'Fra: Wat wäert esou e Gesetz eiser Gesellschaft bréngen, ausser Spannungen, déi mer eis hätte kënne erspuren? A firwat gëtt dës Diskussioun lassgetréppelt vu Kräften, déi sech kaum oder seel fir sozial Rechter vun den Aarbechter an Aarbechterinnen asetzen? Firwat ginn esou Diskussionsene vu Leit lassgetréppelt, déi kee Problem domadder hunn, datt zum Beispill zu Lëtzebuerg Botzfraen ënnerbezuelt ginn, énnert dem legale Mindestloun bezuelt ginn a Prozesser mussen maachen? An esou weider an esou virun.

Firwat ginn esou Diskussionsene vu Leit lassgetréppelt, déi awer géint d'Recht si vun de Fraen, fir selwer iwwert d'Ofdriewung ze entscheeden?

Här Präsident, de Refus vum Voile intégral, dee kënnt deelweis aus zwee Kreeser: deem konservative Krees, deen d'Fraerechter deelweis ganz rezent entdeckt huet, voire nach ëmmer net, mä se instrumentaliséiert, fir elektoral Gewënner ze maachen, op Käschte vun enger reliéiser Communautéit.

An dann, de Refus kënnt deelweis och aus méi fortschrëttleche Kreeser, déi et gutt mengen - ech mengen, si mengen et gutt -, déi mengen, et géif hëllef d'Frae befreien, mä déi a mengen Aen éischer kontraproduktiv sinn, well souguer Muslimen, déi emol net am Dram drun denken, den Nikab anzeféieren, an dat sinn 99% vun dëser Populatioun, déi interpretéieren esou en Akt wéi eng weider - wéi soll ech soen? - Humiliatioun.

Et ass och an eisen Ae keen Text an och keng Diskussioun, déi gefouert gëtt, déi den „vivre ensemble“ férdert. Ech mengen, kuckt lech nëmme Frankräich un. Déi schwätze permanent dovun, also d'Medien a gewësse Politiker. Déi meescht Fransousen, déi schwätzen net dorivver, éierlech gesot. Déi hunn aner Problemer zurzäit, wéi iwwert d'Burka an de Voile ze diskutéieren. Dat interesséiert e puer Journaliste vu Saint-Germain-des-Prés, mä egal.

(Hilarité)

Mä et geet guer net ëm den „vivre ensemble“. Genau de Géigendeel! Well mir hunn do duerno en Zesummegoe vun de Communautéiten. Et ass kee Gesetz, dat aus der Vernunft

entspréngt, mä dat aus der politescher Nout entspréngt. An ech stelle fest, datt d'Regierung sech leider e bëssen ze schnell dreiwe léisst vu reaktionäre Kräften. Ech hätt léiwer, datt aner Proposition-de-loien, iwwert de Logement zum Beispill, e bësse méi huerteg géifen hei diskutéiert ginn, well dat betrëfft net 15 Leit, mä Dausenden an Dausende vu Lëtzebuerggerinnen a Lëtzebuergler!

Ech soen lech Merci. Mir wäerten natierlech géint déi dräi Gesetzer stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. De leschten ageschriwwene Riedner...

(Interruption)

...ass den Här Laurent Mosar, Coauteur vun der Proposition de loi.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een de leschten ageschriwwene Riedner vun esou enger Debatt ass, ass dat normalerweis ëmmer schwéier, well dann ass ganz vill gesot ginn, wat een och scho selwer gär gesot hätt.

Den Avantage ass awer, datt och vill Saache gesot gi sinn, op déi ee ka reagéieren. An ech muss eigentlech soen, an dat wëll ech fir d'Alleréisch ervirsträchen: Ech hunn eigentlech déi Diskussioun de Mëtten eng ganz ausgewogen, nuancéiert Diskussioun fonnt, déi eise Haus, Här President, zu Eiere gereecht, well ech mengen, datt äänleche Diskussiounen zu äänleche Sujeten an anere Parlamentarier wahrscheinlech zu méi heftegen Diskussiounen gefouert hätten. Ech fannen och: Vun alle Riedner sinn hei Aussoe gemaach ginn, déi ech par-faitement hätt kënnen ënnerschreien oder kann ënnerschreien an déi ech och hätt kënnen deelen.

Ech wëll awer trotzdem direkt am Ufank op zwou Aussoen agoen, déi mech trotzdem e bësselche verwonnert hunn. Verwonnert huet mech déi Ried vum Eugène Berger, obschonn, an dat wëll ech da gradesou kloer hei soen, ech eigentlech a groussen Zich mat deem d'accord sinn, wat den Eugène Berger gesot huet. En huet ganz vill Richteges a senger Ried gesot.

Dat Eenzegt ass: En dierft eigentlech en conséquence vun deem, wat e gesot huet, d'Gesetz net stëmmen, mä e misst eng vun deenen zwou Proposition-de-loie stëmmen. An dat, wat den Eugène Berger gesot huet - an dat wëll ech hei nach eng kéier ervirsträchen, well et eigentlech och eis Meenung ass -, dat ass, datt déi ganz Diskussioun iwwert d'Vermummungsverbuuet oder de Burkaverbuuet eigentlech guer keng Reliounsfro ass.

En ass allerdéngs, Dir Dammen an Dir Hären, do op enger ganz anerer Schinn wéi de Kolleeg Alex Bodry, dee sech an engem groussen Deel vun senger Intervention hei mat der Reliounsfreiheet auserneeget huet.

An ech wollt eigentlech de Mëtten iwwerhaupt net méi intervenéieren, mä well awer hei, ganz besonnesch vu sozialistescher Säit, elo ganz vill sech mat där Reliounsfreiheet a mat där Fro auserneeget ginn ass, kommen ech trotzdem net derlaanscht, awer do eng Rei vu fundamentalen Iwwerleeungen ze maachen.

Ech wëll mech awer och eng kéier mam Kolleeg David Wagner auserneeetzen, deen ech eigentlech ëmmer respektéieren, well en zwar Meenungen huet, déi totalement contraire zu menger sinn, mä ech gestinn em awer ganz gär zou, datt en eng gewësse Linn an eng gewësse Konsequenz a sengem Denken huet, déi ganz offt aneren ofgeet. Allerdéngs huet den David Wagner mech de Mëtten awer schrecklech enttäuscht.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- En huet näamlech gesot - lauschtert gutt no! -, en huet sech hei e bëssen opgereegt, andeem e gesot huet, hie géif dat schlëmm fannen, datt permanent do géif iwwert d'Käpp vun de Fraen ewech iwwer Sujete vun de Frae legiferéiert ginn, datt dat meeschtens och nach Männer wäeren, déi doriwuer géife legiferéieren. En huet dat dann och ganz flott exposéiert.

An dunn op eemol sot en awer, en hätt den Avis vum Conseil national des femmes gelies an e wär nun awer iwwerhaupt net domadder d'accord. An do muss ech awer soen, Här Wagner,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ...do sidd Der lech awer wierklech guer net konsequent! Wou elo emol eng kéier d'Fraen hei e klören Avis huelen, elo fannt Dir lech net méi mat...

(Interruption par M. David Wagner)

Neen, elo fannt Dir lech net méi... Ech wëll wierklech meng Ried fäerdeg maachen, Här President. Herno kann den Här Wagner ganz gär dorobber reagéieren.

Ech wëll iwwregens och dem Här Wagner soen: Genau déiselwecht Attitüd huet Terre des femmes, eng vun deene ganz groussen däitsche Fraenorganisatiounen, déi politesch op engem ganz anere Bord situéiert ass wéi mir, op ganz engem anere Bord! Ech géif wierklech do dem Här Wagner soen: Liest dat, wat Terre des femmes seet! An da muss ech lech soen: Här Wagner, ech liesen och ganz vill, och vu ganz ville Philosophen. An ech géif lech da vläicht och eng kéier dee ganz gudde Rot ginn...

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Et kommen der och nach fir lech, Här Bodry...

(Hilarité)

Ech géif lech wierklech eng kéier uroden: Liest verschidden Artikele vum Elisabeth Badinter.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo. Eng femme de gauche, intellectuelle, écrivain.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Sidd Dir Fan?

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo! Sinn ech Fan? Ech sinn heiansdo och, Madamm Lorsché... Ech sinn och heiansdo Fan, an ech wäert dat herno soen,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ah! Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ...vu Fraen, déi äänleche Iwwerzeegungen hu wéi ech selwer.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Respekt!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- All Respekt, Här Mosar!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Gesitt Der, ech kann lech nach ëmmer iwwerraschen, Madamm Loschetter.

(Hilarité)

Ech sinn iwwregens frou, wollt ech lech soen, datt Der erëm opgetaucht sidd. Mir haten eis scho Suerge gemaach,...

(Hilarité)

...well Dir waart de Moien net um Radio, obschonn Der jo Rapportrice vum Projet sidd. An mir haten eigentlech erwaart, datt Der eis de Moie schonn do e puer flott Aussoe géift maachen. An dunn ass gesot ginn, Dir wäert leider verhënnert. Duerfir erlaabt mer ze soen: Ech si ganz frou, datt Der erëm hei sëtzt!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci, Här Mosar. Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wat sinn dat „frëndschaflech Wieder“!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Kolleeg, de Gilles Roth, an ech selwer am Numm vun eiser Fraktioun d'Initiativ ergraff hunn, fir eng Gesetzespropositioun iwwer e Burkaverbuuet ze deponéieren, war et eigentlech fir eis vun Ufank u kloer - net, Här Roth? -, datt dës Propositioun nëmme kéint um Prinzip vun Zesummeliewen an eiser Gesellschaft a vu soss guer näischt baséieren. Weder Sécherheets- nach reliéis Iwwerleeunge si fir eis a Fro komm, fir déi Propositioun ze begrënnen. Wat dann och erklärt, datt Dir am Exposé des motifs vun eiser Propositioun keen eenzegt Wuert zur Sécherheet an zur Relioun erëmfant.

Mir hunn dat gemaach, well mir eis intensivst mat der Jurisprudenz vun Mënscherechtsgerichtshaff zu Stroosbuerg op där enger Säit auserneeget hunn, awer och, an dat ass de Mëtte vläicht e wéineg zur Geltung komm, mat enger ganzer Rei vun Decisiounen vun der franséischer, awer och ganz besonnesch der belscher Cour constitutionnelle. Ech wëll elo net méi am Detail op dat alles agoen, wat de Kolleeg Gilles Roth sot. Deen huet dat, wéi mer et gewinnt sinn, op eng formidabel, exzellente, détailléiert Aart a Weis gemaach.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- „Frëndschaflech Wieder“.

(Hilarité)

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, fir op déi Decisiounen zrëckzekommen,...

(Brouhaha et hilarité)

...si hunn alleguerten ee gemeinsame juristeschen Nenner. An dat ass ebe ganz genau, datt e Verschleierungsverbuuet soll op d'Zesummeliewen an der Gesellschaft baséiert sinn. A genee deem entsprécht och eis Intentioun.

Esou huet den Arrêt, an en ass schonn e puermonat zitéiert ginn, vun 2014 vun deem virgenannte Mënscherechtsgerichtshaff ebe genau aus där Noutwendegkeet vum Zesummeliewen dat generell - dat generell! - Verbuuet a Frankräich duerchgewénkt. Mä och scho virdrun, Här Bodry, sinn an enger ganzer Rei Arrête vun deenen zwou virgenannte Cour-constitutionnellé Verschleierungsverbueter genau op der Base vun deemselwechte Prinzip zrëckbehale ginn.

An ech wëll hei net méi op den Arrêt vun 2014 zrëckkommen,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...ech wollt lech awer, well ech eigentlech fanne...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, fait personnel!

(Exclamations)

Also, ech hu genau eis Positioun hei gesot, dass et eis Positioun wär, dass mer der Meenung wäeren, dass d'Burka net an d'Gesellschaftsbild zu Lëtzebuerg gehéiert, well en Zesummeliewen doduerjer onméiglech gëtt. Dat ass eist Haupt- an eenzegt Argument, fir de Regierungstext ze stëmmen!

Stellt et also net esou duer, wéi wa mer dat géifen ignoréieren! Dat ass dat eenzegt Argument, wat bleift! Dat ass dat eenzegt Argument, wat och europäesch Gerichtshaff als valabelt Argument erugezunn hunn, fir iwwerhaupt esou eng Legislatioun vun der Aschränkung vun där perséinlecher Fräiheet kënnen ze rechtfertegen.

Dat ass esou kloer, mengen ech, hätt ech gesot, wéi et nëmme geet! Wann Dir elo dorauer wëllt ech weess net wat bauen, dann deet et mer leed!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Neen. Also, Här President, ech hunn, dat muss ech awer eierlech soen,...

(Interruption)

...virdrun opmierksam dem Här Bodry nogauschtert. Ech hat och all Moment op der Zong, fir eppes ze soen, ech hunn dat awer net gemaach, well ech d'Riedner net wëll ënnerbriechen. Duerfir géif ech awer gär och dem Här Bodry soen, mech ausschwätzen ze loosse, an herno kann ech ganz gär op all Froen äntwerten.

Ech hu jo net gesot, Här Bodry, datt Dir de Contraire gemaach hätt, dat hunn ech net gesot, bis elo. Ech hunn hei nach eng kéier eis Motivatioun explizéiert an ech wollt elo just nach eng kéier droppkommen, well ech näamlech fannen, datt d'Beschreibung, déi déi belsch Cour constitutionnelle gëtt iwwer e Vivre en commun eigentlech déi Notioun exzellente beschreift.

An duerfir erlaabt mer trotzdem, dat nach eng kéier hei virzeliesen: «L'individualité de tout sujet de droit d'une société démocratique ne peut se concevoir sans que l'on puisse percevoir son visage, qui en constitue un élément fondamental. Compte tenu des valeurs essentielles qu'il entend défendre, le législateur a pu considérer que la circulation dans la sphère publique, qui concerne par essence la collectivité, de personnes dont cet élément fondamental de l'individualité n'apparaît pas, rend impossible l'établissement de rapports humains indispensables à la vie en société.»

Aus dëser Motivatioun geet also kloer ervir, datt eng Ganzverschleierung vun Gesiicht déi mënschlech Bezéiungen, ouni déi e Liewen an der Gesellschaft net méiglech ass, u sech hei onméiglech mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och de Regierungstext, an ech kommen elo do drop, fousst op dësem Zesummeliewen an der Gesellschaft. Do, wou awer dee ganz groussen Ennerscheid besteet zwëschen Ärem, dem Regierungstext, an eiser respektiv och dem Här Kartheiser senger Propositioun, dat ass, datt mir dat Zesummeliewen am gesamten öffentliche Raum gesinn an et net op e puer Verwaltungsgebäier a Schoule respektiv Spideeler wëlle begrenzt gesinn.

An et ass och hei, wou fir eis dee kruziale Punkt ass a wou mir de Rasonnement vun der Regierung eben net kënnen novollzéien, datt e Verbuuet net ka just nëmme am Zuch an am Bus spillen an awer op der Gare, am Guichet vun der Spuerkeess, um Sportsterrain, op der Spillplaz a matten op der Strooss op eemol ophält.

Ech kann iwwregens - an ech respektéieren ëmmer honnertprozenteg anere Leit hir Meenung, Här President - novollzéien, datt de fréiere Recteur vun der Uni Lëtzebuerg, de Stéphane Braum, an engem par ailleurs ganz gutt juristeschen fundéierten Artikel am „Lëtzebuerg Land“ um leschte Freideg aus philosophesch-juristeschen Iwwerleeungen e Vermummungsverbuuet fir den öffentliche Raum ofleent. Dat

ass net eis, dat ass net meng Iwwerzeegung, awer zumindest ass déi Astellung konsequent. A si ass an enger gewëssener Logik, och wann, an ech kommen herno drop zrëck, ganz vill aner Philosophen a Schrëftsteller dat aneschtens gesinn.

De Regierungstext, Här Minister, ass awer weder Fësch nach Fleisch a wäert derzou féieren, datt en an der Praxis net ëmsetzbar ass. An dat genau huet den Här Braum a sengem Artikel ganz kloer ënnerstrach, wou e seet, esou wéi dat dote Gesetz libelléiert wär, géif dat an der Praxis net kënnen funktionéieren.

Här President, an ech kommen da bei den Här Bodry, dee virdu mat ganz ville gudden Argumenter a manner gudder versicht huet, déi, wéi hie selwer seet, méi nuancéiert Approche par rapport zum Burkaverbuuet u sech ze justificéieren. An obschonn ech, wéi gesot, dat eigentlech net wollt maachen, kommen ech dann trotzdem net derlaanscht, déi ganz Diskussioun iwwer Vermummungs- oder Burkaverbuuet effektiv virum Hannergrond vum Exercice vun der Reliounsfreiheet ze analyséieren.

Wann een dat wëllt maachen, an den Här Bodry huet dat gemaach, ech wäert dat dann och maachen, muss een natierlech sech dann och mat där Relioun auserneeetzen, op déi eng limitéiert Zuel vu Frae sech stäipen, fir hiert Gesiicht virun hire Matmënschen ze verstopen. Ech wäert allerdéngs net op déi Fro agoen, ech mengen, dat huet den Alex Bodry och gesot, ob dat elo honnertprozenteg esou am Koran festgeschriwwen ass oder net, ech mengen och net, datt dat eppes Fundamentals un der Diskussioun géif änneren.

Här President, d'Reliounsfreiheet fousst u sech op dem Artikel 9 vun der Mënscherechtsdeklaratioun a fënnst sech bei eis, an d'Spezialiste wëssen dat, am Artikel 19 vun eiser Verfassung. D'Reliounsfreiheet ass e fundamentaalt Recht vun all Bierger, dat vum Rechtsstat ze respektéieren ass.

Fir meng Fraktioun grad wéi fir mech selwer ass d'Reliounsfreiheet e Grondrecht, dat net a Fro ze stellen ass an natierlech, a ganz besonnesch vun eiser Partei, net a Fro gestallt gëtt. Dat gesot, wëll ech awer gradesou kloer betounen, datt dëst Grondrecht net kann iwwer anere Grondrechter stoen an haaptsächlech sech net dierf géint aner Grondrechter stellen, an an dësem Fall, denken ech - an dat ass virdu jo och scho vum Eugène Berger hei gesot ginn -, virun allem géint e fundamentale Prinzip vun eiser Verfassung, näamlech de Prinzip vun der Gläichheet zwëschen Mann a Fra.

An d'Reliounsfreiheet ka fir eis ni eng Worthüls oder en Deckmantel sinn, hannert deenen Unhänger vu Reliounen oder Sekte sech verstopen, fir fundamentalistesche Fuerderungen un eng Gesellschaft ze stellen, déi net kompatibel sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat eiser Demokratie.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dëst treëft iwwregens op all Reliounen zou, gradesou wéi op all Weltanschauungen.

Eenzel Regeln, déi vu Reliounen hire Gleewegen operluecht ginn an déi net mat einzelner vun eise Grondrechter vereinbar sinn, dierfen net akzeptéiert an och net toleréiert ginn. D'Reliounsfreiheet kann also ni absolutt an hirer Ausübung sinn an dierf ni iergendwéi mat Mënscherechtsverletzung verbonne sinn.

Här President, dat zielt natierlech och fir déi Relioun, op déi sech eenzel Gleeweger baséieren, fir Fraen ze forcéieren deelweis, hiert Gesiicht ze verschleieren, näamlech den Islam. An dëser Relioun, a ganz besonnesch an der Scharia, gëtt et eng Rei vu Bestëmmungen, déi zumindest zum Deel absolutt net kompatibel si mat enger Rei vu Grondrechter, déi an eise Verfassung verankert sinn.

Ech wëll mech awer de Mëtte just mat der Vollverschleierung beschäftegen. An ech hunn duerfir deeselwechten Exercice gemaach, deen den Här Bodry gemaach huet. Ech hunn näamlech e bësse gelies, wat d'Diskussioun esou an anere Parlamentarier erginn huet. An ech hu mech awer vläicht e bësse méi mat Frankräich beschäftegt, Dir Dammen an Dir Hären, well, et ass scho gesot ginn, eis Propositioun sech méi op dat franséisch Recht bezitt. An ech hunn déi Debatt do nogelauschtert, nogauch, déi elo aacht Joer hier ass.

Ech kann lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, all déi Argumenter, déi do echagéiert gi sinn, déi sinn haut nach vun enger grousser Pertinenz. Well praktesch all Riedner hunn deemools an där Debatt drop higewisen, datt mer eigentlech an där ganzer Diskussioun a Präsenz vun zwou Visiounen vun eiser Gesellschaft sinn: op där enger Säit déi vun allen demokrateschen Staten, déi u sech d'Universalitéit vun der Mënscherechter ënnerstëtzen, an op där anerer Säit déi vun de Staten, fir déi dës Mënscherechter e



Kaddo sinn, dee Gott de Mënsche gemaach huet, fir méi glécklech op der Aerd ze sinn, Mënscherechter, déi awer duerfir mussen um Grond vun der Scharia interpretéiert ginn.

Mir missten eis eigentlech allegueren eens sinn, datt et eng Rei Grondrechter an eisen demokratische Gesellschaften gëtt, op deene mir keng Kompromisser kënnen maachen. An ee Prinzip ass dee vun der Gläichheet vu Fra a Mann.

Nun ass et awer emol esou, datt genau dese Prinzip vum Mainstream, wann ech dat emol esou ka soen, vum Islam leider a Fro gestallt gëtt. An dat a quasiment alle Länner, an deenen den Islam an der Majoritéit ass. A vun deene ville Rieden, déi deemools an der Assemblée nationale gehale gi sinn - iwwregens wëll ech soen, vu Riedner vu riets bis no lénks, an et ass virdu vum Kollege Gilles Roth gesot ginn, dee Projet ass mat enger riseger Majoritéit deemools uegoholl ginn an ech mengen, et ware just zwou Enthaltungen -, mä, wéi gesot, vun all deene Rieden ass mer awer eng perséinlech an d'A gefall, op déi ech elo ganz kuerz wëll agoen.

Ech huelen un, datt den Här Bodry elo weess, wat kéint. Mir hunn nämlech munch Saache gemeinsam, den Här Bodry an ech, nottamment eng: Mir haten zu Paräis zesummen op der Uni e Proff - ech huelen un, bei him ass et d'selwecht wéi bei mir -, dee mech nohaltege geprägt huet, awer wierklech ganz nohaltege, dat ass nämlech de Robert Badinter gewiescht: e Mann, deen um lénke politesche Bord stoung, mat deem ech also politesch net ëmmer op darselwechter Linn louch oder leien, mä e Mann, dee fir mech e groust Virbild ëmmer war an ass. Mir haten eng Kéier hei zesummen de Pleséier, de Robert Badinter ze empfänken. An et ass, ech soen dat, fir mech ee vun deene ganz grouse Politiker. An et ass haaptsächlech ee vun deene ganz grouse Rechtsdenker.

Den Här Badinter huet deemools eng Ried gehalen, déi als remarkabel duergestallt ginn ass. An ech wëll lech einfach e puer Passagé vun där Ried do liesen, ganz besonnesch, well ech weess, datt den Här Bodry, grad wéi ech, den Här Badinter extrêmemment appreciéiert.

Den Här Badinter huet also an där Ried gesot: «On ne peut pas transiger avec ce principe», principe de l'égalité entre hommes et femmes, «s'accommoder d'un signe, d'un signal, d'une tenue. Car le voile est porté où, et par qui? Ce sont les talibans qui contraignent les femmes à porter la burqa. Dès que les talibans prennent ou reprennent le pouvoir, la burqa devient obligatoire et, parallèlement, les filles sont retirées des écoles. C'est à ce moment-là que le port de la burqa prend toute sa signification. Au-delà même du port du voile intégral dans la rue, il faut voir le symbole qui est transmis, exprimé, inscrit dans cette tenue. Nous devons donc réagir. Il s'agit, je le répète, d'un principe avec lequel nous ne pouvons pas transiger, que nous ne pouvons pas abandonner.»

An e schléisst seng Ried mat folgendem Saz: «En interdisant le port du voile dans l'espace public, vous n'empêchez pas celles qui le veulent de pratiquer leur religion, mais vous ne tolérez pas que les éléments les plus intégristes et les plus fanatiques affichent et proclament leur vision, que nous ne pouvons pas accepter, d'une société où les femmes disparaissent de l'espace public et ne sont plus que des fantômes. Cela, non! Et c'est la raison pour laquelle je voterai ce projet de loi», de Projet also vun der deemoleger franséischer Regierung.

Här President, ech kéint lech nach ganz vill aner Zitater aus Riede vu Politiker, awer och vu Leit aus der Zivillbevölkerung virlesen, déi genau an déiselwecht Richtung argumentéiert hu wéi de Robert Badinter. Dat maachen ech net, well mer d'Zäit fortleeft. Dir fannt se awer ganz gär erëm, wann Der duerno sicht.

Ech kommen awer net derlaanscht - erlaabt mer dat, et ass esou schéin! -, trotzdem nach eng Ausso hei ze zitieren, an de Kollege Gilles Roth huet eng aner zitiert, nämlech déi vum aktuellen Aarbechtsminister Nicolas Schmit, eng aner, déi en och op Twitter diffuséiert huet, ech zitieren: „Die Burka ist nicht vereinbar mit unseren Werten. Sie degradiert die Würde und die Chancengleichheit der Frauen.“ Ech hätt dat net besser kënnen formulieren wéi den Nicolas Schmit!

Här President, eng Relioun, an deem Fall den Islam, deen, zumindest a senger radikalen Ausleeungen, d'Fräiheitsrechter vu Mënsche wëllt ofschafen, verdängt Géigewand a keng Unerkennung vun der Politik.

Duerfir ass et wichteg, datt mer ëmmer erëm ënnersträichen, datt mir wuel tolerant si géint iwwer alle Reliounen an alle Glawensrichtungen, mä awer net bereet sinn, Konzessiounen op fundamentale Grondrechter vun eiser fräiheetlecher Demokratie ze maachen.

Ech soen awer gradesou kloer, datt d'Ausensetzung an Europa sech weder wäert em Burka, Nikab oder Gesichtschieleer dréien, mä virun allem em d'Käpp, d'Denken an d'Häerzer vun de Mënschen. Eis Gesellschaft soll sech nämlech net der Hoffnung higinn, datt de Spagat op där enger Säit zwëschen enger traditioneller, virun allem noestlecher Fraeroll an op där anerer Säit der Gläichberechtigung, wéi mir se an eise moderne Gesellschaften praktizieren, kann esou einfach bewältegt ginn.

Et ass definitiv un der Zäit, datt mir generell, awer och hei zu Lëtzebuerg, d'Demokratie mat hire ville Virdeeler méi erëm begrënnen an och erläutere a ganz besonnesch deene jonke Leit an eiser Gesellschaft ëmmer erëm nei vermëttelen, well selbstverständlech ass d'Demokratie mat hire Grondwäerter nämlech ni!

D'Vertrieder vun alle reliéisen a weltanschaulichen Iwwerzeugungunge mussen sech un d'Regele vun fräiheetlecher-demokratische Rechtsstat halen.

Wien, Dir Dammen an Dir Hären, dese Rechtsstat bekämpft, muss wëssen, datt e sech géint de Stat a seng Rechtsuerdnung stellt, a kann duerfir ni d'Reliounsfräiheet an Usproch huelen an hie kann och ni op eng onbegrenzten Toleranz vun der Gesellschaft zielen, well wéi sot schon dee ganz groussen éisträichesch-englische Philosoph Karl Popper, an ech zitieren: „Onageschränkt Toleranz féiert mat Noutwendegkeet zum Verschwanne vun der Toleranz“, fir duerno zur Konklusioun ze kommen: „Am Numm vun der Toleranz solle mir eis d'Recht virbehalen, d'Intoleranz net ze toleréieren.“

Duerfir, Här President, sollen a mussen mir vun alle Biergerinnen a Bierger, egal ob si bei eis ëmmer gelieft hunn oder ob se eréischt bei eis komm sinn, en aktivt Antriede fir Mënscherechter, Demokratie, Rechtsstaatlechkeet, Toleranz, Fräiheet a Gläichheitsrechter afuerderen. An dëst huet weder eppes mat Friemfeindlechkeet nach mat Rassismus ze dinn, mä et ass eng Selbstverständlechkeet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Här Mosar, just an aller Frëndschaft: Erlaabt mer, drun ze zweifelen, dass Der eigentlech de Mëtten net wollt schwätzen!

(Hilarité générale et interruption par M. Fernand Kartheiser)

Merci. Mir sinn um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. Ech deklaréieren dat no Artikel 40. An den Här Justizminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wollt u sech datselwecht soen. Ech sinn nohaltege beandrockt vum Här Mosar!

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** Also fir een, deen net wollt...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Jo. Iwwerraschen net, awer beandrocken. Fir een, deen net wollt schwätzen, hei dans le texte säiteweis Badinter auswenneg ze zitieren!

(Hilarité)

Ech huelen emol un, dass et auswenneg war. An Tweete vum Nicolas Schmit...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech verroden näischt.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - ...auswenneg ze zitieren, ech muss soen: Dat beandrockt mech ganz déif!

(Brouhaha et interruptions)

Ech huele just un, dass Der mam Här Roth senger Interventioun eleng nach net ganz zefriddegestallt waart.

De Mëtten ass ganz vill haut schon hei gesot ginn, nottamment vum Alex Bodry - pour ne pas changer -, dee ganz viles vun deem, wat ech och denken an eigentlech och wollt soen, scho gesot huet, an och op eng exzellent Aart a Weis. Och d'Géigeriede sinn alleguerete gehale ginn. Ech wëll dofir net méi op all déi doten Aspekter agoen. Ech hunn och manner Riedezäit als Regierung wéi déi méi grouse Fraktiounen. Ech wëll just op e puer Saachen awer reagieren.

Déi éischt, et ass verschiddelech hei probéiert ginn, esou eng Duerstellung ze maachen, dass déi eng géint d'Vermummung wieren an déi aner quasi derfir, wat wierklech net déi richteg Aart a Weis ass. Ech wëll och dozou soen, dass an all deene Gespräicher, déi ech déi lescht Joren elo doriwuer hat - Jore war deen Dossier elo ënnerwee -, ech eigentlech kee begéint hunn - kee begéint hunn! -, deen der Meenung

war, dass et eng gutt Saach ass, dass et Frae gëtt, déi hiet Gesiicht wëlle vermmummen. Och net aus perséinlecher Iwwerzeugung vun deene Fraen eraus.

Ech hunn där kee begéint. Et gëtt keen, deen hei zu Lëtzebuerg dofir ass. Dat ass guer net d'Debatt. Dat ass guer net de Punkt. De Punkt ass, wéi een an enger oppener, liberaler Gesellschaft, déi d'Reliounsfräiheet respektéiert, domadder emgeet. Geet een domadder em mat Verbuert? Nëmme mat Verbuert? Oder vertraut een och op aner Kräften an eiser Gesellschaft, aner integrativ Kräften an eiser Gesellschaft, fir mat deem dote Phenomeen emzegen?

Den Här Mosar huet virdrun op d'Taliban verweisen, wann e vum Här Badinter schwätzt, deen ech och esou respektéieren, wéi Dir och, wou ech och d'Geleehheet hat, mech eng Kéier mam Här Badinter ze ënnerhalen.

Ech wëll lech awer just rappeléieren, Här Mosar, dass mer hei zu Lëtzebuerg keng Taliban hunn!

(Interruption)

An nawell - nawell! - gëtt et Fraen, och wann et der net vill sinn, déi de Choix fir sech getraff hunn, dass si wëllen hiert Liewen, vläicht och hiert reliéist Liewen, esou ausliewen. Et ass also net doriwuer och, Här Mosar, wou mer brauchen hei ze diskutieren. An d'Diskussioun, an d'Debatt an der Chamber weist dat jo och, ass glat keng Diskussioun tëscht de Parteien. Och wa verschiddelech och probéiert ginn ass, dat de Mëtten hei esou duerstellen.

D'Diskussioun geet duerch d'Gesellschaft, si geet duerch d'Parteien. An Äreregeger Partei, ech hunn lech dat schon eng Kéier gesot, gëtt et eminent, och aktuell Memberen, déi mir ënner véier Ae soen, dass se mat där doter Linn, déi Dir an den Här Roth virginn hutt an déi den Här Wiseler matgedroen huet, guer net glécklech sinn. Och fréier eminent CSV-Membere si mat där Linn guer net zefridden a guer net d'accord. An dat geet queesch duerch d'Parteien.

Den Här Kartheiser huet virdu vun deene Grénge geschwat an en huet och da gesot, wou déi gréng dann ze stoen hätten. Dat ass guer net do, wou den Här Kartheiser mengt. Mir sinn och, mengen ech, déi eenzeg Partei, als Gréng - ech soen elo e Wuert als Gréngen -, déi op engem Kongress och doriwuer diskutéiert huet, zesumme mat de jonke Gréngen, an déi eng Resolutioun doriwuer uegoholl huet, mat enger Positioun, fir lech ze rassurieren, déi bal millimetergenee bei där läit, déi haut am Projet de loi vun der Regierung an der Chamber zur Ofstëmmung kéint.

Et ass eng komplizéiert Debatt, well et gutt Argumenter derfir gëtt an et gëtt och gutt Argumenter dergéint. Et gëtt och schlecht Argumenter dergéint. An ech mengen, dass déi Argumentatioun sech queesch duerch d'Parteien opdeelt. An déi Duerstellung, dass et eendeiteg Positioun gëtt bannent de Parteien op deser Fro, déi ass net richtig. Et ass eng komplizéiert Diskussioun. Si ass net nëmme fir d'Chamber komplizéiert gewiescht, mä si ass och komplizéiert fir déi eenzel Parteien.

Ech wëll och e puer Saachen dann awer trotzdem e bësse richtegstellen, nottamment par rapport zum Här Roth senger Interventioun. Den Här Roth an den Här Mosar waren haut ganz sachlech. Och de Kollege Mosar. Um Twitter geléngt dat him nëmme bedängt. Dat ass dann e bësse méi schwéier, wann e sech méi kuerz muss faassen, mat 140, awer neierdängs 280 Zeechen. Da falen eng Rei Nuancen ewech.

Awer trotzdem waart Der an Äreregeger Interventioun, Här Roth, dann awer e bësse selektiv, nottamment bei der Duerstellung, wéi et zu deem Projet de loi komm ass. Ech wëll et dofir nach eng Kéier kuerz rappeléieren.

Dës Regierung, grad ewéi déi virdrun, huet op der Fro, ob hei am Land misst nei legiferéiert ginn, datselwecht gesot wéi déi viregt Regierung. An enger gemeinsamer Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Kartheiser waren d'Hären Halsdorf a Biltgen an d'Madamm Delvaux der Meenung, dass déi aktuell kommunal Reglementatioun déi heite Problematik ofdeckt. D'Regierung war och där Meenung. An Är Partei och, bis zu de Wahlen.

No de Wahlen hutt Der Är Meenung geännert. Dir sidd déi eenzeg Partei, déi op deser Fro hir Meenung geännert huet, keng aus der Regierung. D'CSV ass déi eenzeg Partei, déi hir Meenung geännert huet. Well Dir hutt no de Wahlen, an doriwuer gëtt et schrëfflech, Här Wiseler - schrëfflech, Här Wiseler! -, Question-parlementairen, déi vun der CSV gestallt gi sinn, vum Här Mosar, wou argumentéiert gëtt mat der sougenannter „Flüchtlingswell“, fir ze froen, ob dann elo net awer - dat war also den Élément matériel, deen invoquéiert ginn ass -,

ob elo net awer déi Positioun misst iwwerduecht ginn.

D'Äntwert...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi war Är Positioun dann am Ufank?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech kommen nach derzou. Ech erklären lech se, Här Wiseler. Mä et gëtt nëmme eng Partei, déi hir Positioun geännert huet, an zwar oui Grond.

► **Une voix.** - Ouh!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - An zwar oui Grond! Ouni Grond!

► **Plusieurs voix.** - Ah!

(Interruptions)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ouni Grond! Well den Här Mosar huet a senger Question parlementaire de Lien gemaach mat der héijer Zuel vu Leit, déi an Europa, Westeuropa, zum Deel dann och op Lëtzebuerg komm sinn, fir ze froen: „Misst een dann net elo awer op en anere Wee goen?“

E krut als Äntwert, an d'Madamm Cahen huet mer dat bestätegt nach viru Kuerzem - ech mengen, den Här Wagner hat et virdu gesot -, dass an all de Foyeren hei zu Lëtzebuerg net eng eenzeg Fra ass - net eng eenzeg! -, déi d'Burka gedroen hat. Et kann also kee Lien objectif et matériel bestoen tëschent deem, wat Der an Äreregeger Question parlementaire invoquéiert hutt, well dat war Aert Argument, an Dir krut eng Äntwert dodrop: Dat Argument ass inexistent. Et gëtt keng esou Beispiller!

Dir hutt lech awer dovunner net beandrocke gelooss. An den Här Mosar huet dann awer weider déi Schinn do developéiert. Obwuel also objektiv gesinn näischt geännert huet par rapport zu deem Zäitpunkt um Enn vun der viregter Legislatur, wou Är Regierungskollegen, wou Är Justizminister déi Fro beäntwert hunn, obwuel do also näischt objektiv geännert huet, hutt Dir trotzdem eng aner Attitud ageholl an hutt ab do vehement fir eng aner Positioun plädéiert. Net als Éischt, Dir hutt lech dem ADR ugeschloss. Dat ass de Werdegang!

Bei der Regierung ass et e ganz anere Werdegang. Ech hunn déiselwecht Positioun ageholl. Ech hunn awer och, an dat ass, ier mer dem Statsrot eng Question préalable gestallt hunn, an der Beantwortung vun enger Question parlementaire vum Alex Bodry schon drop higeideit, dass et Zweifel kéinte ginn, dass déi kommunal Reglementatioun juristeschech wierklech belaauschtbar wier. Dat kéint Der och erëmfangen. Do hat ech schon doriwuer an enger Äntwert op eng Question parlementaire eng Vermutung ugestallt.

A well ech déi hat, hu mer ënner anerem och dowéinst de Statsrot mat enger Question préalable befaasst, fir ze froen, wat seng Attitud wier. An d'Äntwert, déi kennt Der. Dem Statsrot seng Äntwert ass eng, déi tatsächlech en neie Moment, en neie Fait légal geschafen huet, andeems de Statsrot gesot huet: „Neen, den Dekret an d'Gesetz vu 1789 a 1790 si keng ausräichend Base légal, fir den Ordre public moral ze reglementieren um Niveau vun de Gemengen.“ Wat awer eng Exigence ass vu Stroossbuerg am Arrêt S.A.S. Déi soen, et misst ganz kloer eng Base légal virleien.

Mir haten also doropshin en neie Fait, do-duerch dass mer woussten: Déi kommunal Reglementer decken dat also net of. Dat ass awer en neie wesentleche Punkt, dee sech Äreregeger Regierung an och deser virdrun entzunn hat. Och Äreregeger Regierung hat sech deen dote Fait entzunn. Dat ass e fundamentale neie Punkt.

Mir haten dann dräi Méiglechkeete gehat.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Aus wat fir engem Grond hutt Der déi Fro dann dem Conseil d'État gestallt?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Mir haten dann dräi Méiglechkeeten gehat,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Aus wat fir engem Grond hutt Der se gestallt?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - ...entweder, ze soen: Da schafe mer elo de Gemengen eng Base légal. Dat wier jo eng Optioun gewiescht. Da maache mer dat elo. Do mécht d'Regierung e Gesetz, wat seet: „Mir ginn de Gemengen eng Base légal, fir an där doter Matière kënnen ze reglementieren“, fir dass also d'Gemengen d'Recht kréichen, hei am Land den Ordre public moral ze reglementieren. Dat wier jo eng Optioun gewiescht.

Domadder hätte mer awer engersäits, duerno, an 102 - dee Moment, mengen ech, waren et

der nach 105 - Gemengen am Land potenziell Deliberatiounen kritt iwwert déi hei spezifesch Fro, wat fir mech eng absolut net vertriebar Perspektiv war. Et kann net sinn, dass an de Gemengen 105 där doter Debatte géife gefouert ginn. An et kann och net sinn, dass mer en Ordre public moral hätten... Dee géif jo och net da bei dëser Fro stoe bleiwen, wann déi Base légale bis do wier, da kéinte jo d'Gemengen nach iwwer ganz aner Froe vum Ordre public moral sech Froe stellen an dat dann och nach reglementéieren.

Ech soen lech ganz kloer: Als Justizminister war dat fir mech keng Optioun, ganz daitlech keng Optioun!

Well dat esou ass, hunn ech selwer derfir plädéiert, dass mer also sollen e Gesetz maachen, fir dann déi heite Situatioun, sou wéi mer se haut diskutéieren, ze regelen iwwer e Gesetz, wat domadder och, duerch de Fait, dass et och an de Code pénal agedoe gëtt, stattfënnen enner all de Garantien, déi gemengerhand mat der Applikatioun vum Code pénal mateneeginn, wat, wann et um Niveau och vun der Gemengereglementatioun da bliwwer wier, ganz sécher eng aner Situatioun wier, an ech mengen, keng, déi mer eis hei zu Lëtzebuerg wëlle wënschen.

Dat war de Werdegang, wéi et zu dësem Text komm ass. An ech mengen, dass dës Koalitioun och duerno an der AUSAARBECHTUNG vum Detail vun dësem Projet de loi, wou se sech effektiv an Holland inspiréiert huet, wou den Text nach net endgültig gestëmmt ass,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschechfro?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Jo, wann et net op d'Käschte vu menger Zäit geet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, selbstverständlech geet et net op Är Zäit.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Mir hunn déi Diskussioun haut ganz sachlech gefouert an ech wëll och, dass se op deem sachlechen Niveau bleift.

Trotzdem, Här Minister, Dir hutt elo Är Explikatiounen...

(Brouhaha général et interruptions)

Dir hutt elo Är Explikatiounen ginn an der CSV eigentlech gesot, mir wieren déi eenzeg Partei, déi hir Meenung geännert huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dat ass och esou! Dat ass ouni Zweifel de Fall.

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här Minister, wa mer den Toun an d'Determinatioun vun Ären Antworten op iterativ Question-parlementairen héieren: „Mir denken net drun...“, souguer de Statsminister: „Mir denken net drun, dat iwwer...“

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Genau.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ...e Gesetz ze regelen“, mengt Der dann net, dass bei der Regierung de Sinneswandel awer vläicht komm wier, well notament de Syvicol, also d'Vertreider vun alle Gemengen, well déi unanime decidéiert hunn, dass dat fir d'Gemengen net géif a Fro kommen, dass si elo missten hir Gemengereglementer adaptéieren, well d'Regierung keng Eenegung fonnt huet, fir e Gesetz ze maachen?!

Ech mengen, dass dat de Punkt war! An Dir hutt herno...

(Interruption par M. Félix Braz)

Dir hutt herno geäntwert, wéi Der gemierkt hutt, dass d'Leit dobaussen, dass 80%...

(Interruptions)

...vun de Leit fir eng national gesetzlech Léiung waren. An dunn hutt Der gekuckt, iergendwéi mat engem faule Kompromëss d'Kéier ze kréien!

Mä mir bleiwe sachlech an duerfir setzen ech mech elo. Merci awer fir d'Opmierksamkeet!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, ech wollt lech dat just froen!

(Hilarité)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Alles wat Der elo gesot hutt, Här Roth, ännert guer näischt dorunner, dass d'CSV als eenzeg Partei ouni Grond op dëser Fro, fir op enger gewëssener Well matzeschwammen, geännert huet.

Dir hutt mer eng Fro gestallt par rapport zum Syvicol. Ech kann lech a mengem Numm ganz

daitlech soen: Dat huet a menger Entscheidung keng Roll gespillt. Wat a menger Entscheidung eng Roll gespillt huet, ass d'Antwort vum Statsrot op eis Question préalable, dee kloer gesot huet: D'Gemengen hu mat hirer aktueller Reglementatioun fir deen dote präzise Volet keng Base légale. Dat ass fir mech de Grond gewiescht, fir ze soen: „Da musse mer legal virgoen.“ An zwar sécher net, an dat war dann och am Sënn vum Syvicol...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Also hutt Der Är Meenung geännert, well Der virdrun eppes anescht gesot hutt.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Neen. Mir hunn opgrond vun neie Fakten eng nei Decisioun mussen huelen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir sot fir d'Éischt dat eent an dann huet Der eng aner Decisioun. Dat ass eng Meenung änneren.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dat ass eppes anescht wéi dat, wat d'CSV gemaach huet. Dir hutt ouni Grond d'Positioun vu mengem Virgänger a mengem Ministère, dem Fränz Biltgen, mat Féiss getréppelt,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hutt se richtig geännert a mir hu se falsch geännert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- ...obwuel et keen objektive Grond dofir gëtt. An ech sinn du mat dësem Projet de loi eigentlech an d'Richtung gaange vun deem, wat de Syvicol gesot huet, a mir hunn dat aus de Kompetenze vun de Gemengen erausgeholl a mir hunn dorauer eng national Solutioun gemaach am Sënn, wéi gesot, vum Avis vum Statsrot.

Et sinn dann de Mëtten och eng ganz Rei vehement Plädoyere gehale ginn, notament fir dee franséische Modell. Ech wëll lech awer och, léif Kollege vun der CSV, rappeliéieren, dass dee franséische Modell och begrënt ass domadder, dass et a Frankräich eng Verfassung gëtt, déi awer e bëssen anescht ass wéi eis. Dee franséische vehemente Plädoyer fir déi dote Solutioun ass och an hirem Projet de loi deen, deen zu Stroosbuerg den Objet gemaach huet vun engem Arrêt. Dee war ganz staark domadder begrënt, dass an der franséischer Verfassung vun 1958 am Artikel 2 d'Laïcitéit drasteet.

An Dir argumentéiert hei zu Lëtzebuerg op eng vehement Aart a Weis an der Rumm vun eiser Verfassung, eiser Verfassung, déi dat awer esou net kennt! An do verstréckt Der lech a Widerspréck. Ech hu jo nach gutt am Ouer, wat d'CSV-Fraktioun bei der Debatte ronderëm déi sougenannten Trennung vu Kierch a Stat gesot huet. An elo gitt Der hin an Dir iwwerhuet e vehemente Plädoyer fir e franséisch Gesetz, wat praktesch eenzeg domadder begrënt war, dass et an der franséischer Constitutioun d'Laïcitéit gëtt. «La République est laïque», steet an der franséischer Verfassung.

Ech wonnere mech doriwwer, dass Dir esou e Plädoyer kënt maachen an lech gläichzäiteg mat Hänn a mat Féiss dergéint wiert, wann zu Lëtzebuerg eng Debatte iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat gemaach gëtt. Wann Der gären hätt, dass zu Lëtzebuerg d'Laïcitéit an d'Verfassung stoe kënt, dann hätt Der dat méi fréi och anescht kënnen artikuléieren.

(Brouhaha et interruption par M. Alex Bodry)

Dat wier dann och e Grond, Här Bodry, fir d'Debatten nach net ofzeschleissen. Da bräichte mer d'Debatten an der Institutiounskommissioun nach net ofzeschleissen.

Ech wëll zwou lescht Remarque maachen, Här President,...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- ...iwwert d'Argumenter, déi ëmmer nees awer kommen iwwert d'Sécherheet an och iwwert d'Fraerechter.

Den Arrêt vu Stroosbuerg: De Mënscherechtsgerichtshaff, dee jo zoustänneg ass fir d'Interpretatioun, huet kloer gesot an deem Arrêt iwwert dat franséisch Gesetz - a bestätegt duerno beim Arrêt iwwert dat belsch Gesetz -, dass e Vermummungsverbuuet, dass dee sech och op d'Burka oder den Nikab applizéiert. An d'Cour - well dat och de Mëtten evoquéiert ginn ass - huet opgepasst, fir ze präziséieren, dass et net un eis ass, doriwwer ze befragen, ob dann d'Burka oder den Nikab zum Islam gehéieren oder net.

Dat decidéiert weder d'Cour zu Stroosbuerg nach d'Lëtzebuurger Chamber. Dat ass eng Fro, déi d'Cour awer beäntwert huet, andeems se gesot huet, eleng de Fait, dass e kéint interpretéiert ginn, de Vermummungsverbuuet, als eppes, wat d'Reliounsfräiheet aschränkt, géif duergoen, fir dass ee besonnesch sensibel a virsichteg domadder ëmgeet. Domat huet d'Cour net gesot, dass et zum Islam gehéiert

oder net, mä dass een deem muss Rechnung droen. An dofir spillt och d'Relioun. An dat ass de Reproche och, deen ech der CSV-Fraktioun géif maachen: Wann Der sot: „Dat huet guer näischt mat Relioun ze dinn“ - Är Positioun -, ma dat ass de Problem!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ...den Här Berger!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dat ass de Problem. Ech schwätzen elo mat lech, Här Mosar. Mam Här Berger schwätzen ech ganz oft, dat brauch ech haut net hei ze maachen.

(Interruptions)

Dat ass de Problem.

(Brouhaha)

Gitt Der mer nach Zäit, Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dat ass de Problem, Här Mosar, dass Dir an Ärer Argumentatioun maacht, wéi wann dat näischt mat Relioun ze dinn hätt. Et ass Dréi- an Aangelpunkt...

(Interruption)

...vun der Argumentatioun, dass et och kann eppes mat der Reliounsfräiheet ze dinn hunn, wéi mir se och hei zu Lëtzebuerg kennen an interpretéieren. An Dir sidd jo d'Partei mam C am Numm. Dir misst e besonnesch sensibel Gespier dofir hunn, wéi eng Gesellschaft mat Relioun a mat Reliounsfräiheet ëmgeet. An ech hunn heiansdo den Androck, dass Der dat feint Gefill e bësse vermësse loosst.

Wann et ëm den Antisemitismus geet - well ech lech jo op Twitter och verfolgegen, eenzel Kollege vun der CSV-Fraktioun -, fannen ech, dass Der ganz engagéiert sidd, op der richteger Säit sidd. Bei der Lutte géint d'Islamophobie muss ech awer daitlech Ofstrécher do feststellen. An do muss een oppassen. Um Niveau vun der Europäescher Unioun sinn och scho Konferenzen organiséiert ginn, zum Deel enner Lëtzebuurger Presence, wou déi zwee Themen, den Antisemitismus an d'Islamophobie, zesammen diskutéiert gi sinn, an aus guddem Grond.

An ech mengen, mir dierfen eis do vu kengem erandrücke loosse! Mir mussen hei zu Lëtzebuerg déi Wäerter, déi mer affichéieren ze verteidigen, dann och tatsächlech verteidigen, näamlech eis eegen, d'Lëtzebuurger Verfassung, déi d'Liberté religieuse kennt, den Exercice public dovunner kennt, an all déi unerkannte Reliounen mussen dovunner benefisziéieren. A mir dierfen deen Amalgam net maachen, dee verschiddelech gemaach gëtt. An ech ruffen lech och op als CSV-Fraktioun, lech genausou vehement géint Islamophobie ze stellen, wéi Der lech, a mengen Ae ganz zu Recht, géint Antisemitismus stellt.

Eng lescht Remark zu de Fraerechter. Och do huet Stroosbuerg kloer gesot: „Hei geet et net ëm d'Fraerechter.“ Ech verstinn natierlech alldéngs alleguerten déi, an ech hunn der vill a menger eegener Partei, déi sech duerch eng Burka an hirem Bild stoussen, wat si vun der Roll a vun der Plaz vun der Fra a vum Zesummeliewen tëschent Mann a Fra an eiser Gesellschaft hunn. Mä trotzdem seet Stroosbuerg: „Dir kennt d'Reliounsfräiheet, d'Liberté religieuse, net aschränke mat engem Argument vu Fraerechter.“ A Stroosbuerg seet och... A si hu jo do recht, well et jo och e bëssen absurd bal ass, ze soen, wa mer de Frae verbidden, sech op eng bestëmmten Aart a Weis unzedoen, hätte mer domadder e Fraerecht geschaaft. Dat ass kee Fraerecht, wat mer do geschaaft hunn. An et ass och vläicht nëmme Zoufall, dass ech haut de Mëtten als siwente Mann doriwwer schwätzen hei an der Chamber.

(Hilarité)

Mir mussen also och do oppassen, wéi mer argumentéieren. Hei geet et schlussendlech drëms, dass mer och hei zu Lëtzebuerg, opgrond och vun eiser iwwer e Jorhonnert aler Tradition aus de Gemengen, wou et déi generell Vermummungsverbuuet scho gëtt, probéieren, eng aktualiséiert Antwort op eng Diskussioun ze fannen, déi déi noutwendeg Nuancé mécht. Och am Respekt vun eiser Verfassung, net nëmme andeems ofgeschriwwer gëtt, wat an anere Länner a Gesetzer steet. Dat ass dat, wat de Regierungstext ambitionnéiert ass, ze maachen. Dat ass dat, wat den Text vun der Majoritéit haut mécht.

Ech sinn aus Iwwerzeugung fir dësen Text. An ech sinn aus gradesou vill Iwwerzeugung géint den Text vum ADR a vun der CSV. An ech géif d'Chamber bidden, Här President, dem Projet de loi vun der Regierung zoustëmme.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Den Här Mosar freet d'Wuert nom Minister.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Här President, well den Här Minister mech zweemol konkret ugeschwat huet an ech nach Zäit hunn, wollt ech dorobber reagéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Entschëllegt, Här Mosar, Dir kritt selbstverständlech d'Wuert fir Parole après ministre. Mä Dir hutt awer keng Zäit méi ze beusproche vun dem Debat virdrun, well deen ofgeschloss ass.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat ass an der Rei. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...vu dass mer de Moien déi Diskussioun haten; ënner Chamberspräsidenten...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ...versti mer eis.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här Minister, Dir hutt zwee Punkten, op déi ech nach eng Kéier wollt zrëckkommen.

Dir hutt gesot, a Frankräich wär en anere System, do géif d'Laïcité an der Verfassung stoen. Dat ass richtig, wat Der gesot hutt. Alldéngs hutt Dir mer dann awer net ganz richtig nogelauschert, wéi ech virdrun déi ganz Diskussiounen an der Assemblée nationale resuméiert hunn a wéi ech och nach eng Kéier argumentéiert hunn, op wat eigentlech déi Decisiounen faassen. Déi faassen néierens..., a kengem Arrêt, weder vun der franséischer Cour nach vun der belscher Cour nach vum Mënscherechtsgerichtshaff gëtt vun der Laïcitéit geschwat. Do geet et reng nëmme ëm de Prinzip vun Vivre en commun. Duerfir mengen ech, dass et hei keen Ennerscheid gëtt tëschent Frankräich a Lëtzebuerg.

Zweetens: Dir hutt hei ennerstrach, wouriwwer ech ganz fro sinn, dass ech mech ganz staark géint Antisemitismus engagéieren. Ech wëll just soen, ech hu virdrun a menger Ried zwee-, dräimol gesot, wat ech géif soen, géif sech vis-à-vis vun alle Reliounen, alle Reliounen a Glawenssichten applizéieren. Allen!

A mir maachen an ech maachen och do iwwerhaupt keen Ennerscheid. Ech muss lech just soen, an dat huet elo näischt mat där enger oder anerer Relioun ze dinn, ech hunn dat och schonn a menger ausepolitescher Interventioun gesot, dass mer am Moment a verschiddegen europäesche Länner e reelle Problem vun Antisemitismus hunn, deen aus villen Ecke kënt, aus ganz villen Ecke kënt, mä deen ufänt, extrem seriö ze sinn. Dir kënt keen Dag méi iergendwéi den Internet opmaachen, ouni dass net erëm ee mat enger Kippa an Däitschland aggresséiert ginn ass. An ech weess, dass ech och lech do op menger Säit fannen, ech mengen, dass dat e ganz seriö Problem ass, wou mer alleguerte solle sensibel drop sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Mosar. Den Här Minister freet sech d'Wuert nach eng Kéier.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Den Här Mosar huet e bësse laanscht mäi Punkt geäntwert. Ech wollt just soe mam Verweis op déi franséisch Constitutioun an d'Laïcitéit, dass mir eis Texter, déi mir eis hei ginn, net nëmme dierfen a Frankräich oder an der Belsch ofschreiwen an da verweisen op Stroosbuerg, fir ze soen: „Grondsätzlech huet Stroosbuerg et validéiert“, an da mengen, mir hätten d'Antwort fir eis eege Situatioun fonnt. Mä mir sinn éischts faktesch an enger anerer Situatioun - den Alex Bodry hat dat och virdrun developéiert - a mir mussen och en Text fannen, dee bei eis Constitutioun genee passt, an dat ass net déi franséisch.

En Text, deen a Frankräich gutt bei d'Constitutioun passt mat senger Argumentatioun, well se d'Laïcitéit an der Verfassung hunn, passt dofir net eent zu eent bei eng Lëtzebuurger Verfassung. Mäi Plädoyer ass, dass mer solle bei der AUSAARBECHTUNG vun eisen Texter eege Kreativitéit hunn, Rücksicht op eis eege reelle Situatioun an eis Constitutioun huelen an net en Text einfach esou iwwerhuelen, deen op enger Verfassung baséiert, déi d'Laïcitéit am Artikel 2 héichhält.

Äre leschte Punkt, wou Der nach eng Kéier Ären Engagement bei der Lutte géint den Antisemitismus ennersträcht, géif ech gären als versöhnlechen Ofschluss fir dës Debatte tëschent eis alleguerten unhuelen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwergoen. Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dass d'Commission juridique an hire Rapporten drop insistéiert huet, dass d'Commission juridique sech fir deen heiten Text (veuillez lire: fir de Projet de loi 7179) ausge-



schwat huet an d'Chamber opgefuerdert huet, dësen Text ze stëmmen an déi aner zwee Texter net ze stëmmen. Ech géif also mengen, dass ech richteg leien, wa mer der Commission juridique follegen an hei fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7179 ofstëmmen, wat jo da géif heeschen, dass déi zwee aner Texter, wann hei eng Majoritéit erauskënnt, dann hifälleg wäeren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7179

Also géif ech de Vott lancéieren: fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen; dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn 32-mol Jo an 28-mol Nee, domat wär den Text vum Projet de loi 7179 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Tess Burton) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Retrait du rôle des propositions de loi 6705 et 6909

An ech mengen, et wär ubruecht, dass ech déi dräi Auteurs géif froen, ob se dann hir Proposition-de-loien als net akzeptéiert géifen unhuelen an dass mer se mat deem Vott...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Mir sinn „versöhnlech“, Här President.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ... évakuéieren. Selbstverständlech. Entschëllegt, Här Mosar, den Här Kartheiser huet sech als Éischt gemellt.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech soen lech villmools Merci fir d'Fro an deklaréieren heimadder, datt dës Proposition de loi, déi

d'ADR haut virgeschloen huet, net méi um Ordre du jour vun der Chamber steet bis de 15. Oktober 2018.

Villmools Merci.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech wollt mech uschléissen an der Chamber Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi dës Diskussioun gefouert ginn ass, lech e schéinen Owend wënschen,...

(Concertation interne)

Dispense du second vote constitutionnel

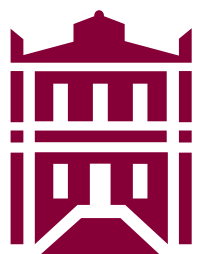
Ah jo: Froe mer d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir gesinn eis Mëtt Mee erëm. Merci gesot.

(Fin de la séance publique à 19.08 heures)



SÉANCE 37

MARDI,
15 MAI 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, *Président*

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, *Président*

3. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

- M. Mars Di Bartolomeo, *Président*

4. Ordre du jour

- M. Claude Wiseler, *Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler)*

Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Alex Bodry - Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*

Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Roy Reding - M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*

Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture

- M. Franz Fayot - M. Xavier Bettel, *Ministre de la Culture*

Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Käerjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

et

Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger - Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAS au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- M. Laurent Zeimet - M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

- M. Claude Wiseler

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord

- Exposé: M. Marc Angel

- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Laurent Mosar)*

8. Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire

- M. Henri Kox - M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

9. 7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten*

- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Gusty Graas, M. Yves Cruchten, M. Roberto Traversini, M. Marc Baum*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gächel, le 4 juillet 2016

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*

- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

- a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;
 - d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de
 - e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et
5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. 7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et
3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

15. 7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Ouni Wierder. Merci.

2. Communications

An ech wollt da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber maachen.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroer grad wéi d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert goufen, an d'Lëscht vun de Petitiounen sinn entweder hei deponéiert um Büro vun der Administratioun oder un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite weiddergeleet ginn.

Communications du Président - Séance publique du 15 mai 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlement grand-ducal et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7291 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 24.04.2018

7292 - Projet de loi

1) portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018, et

2) relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.04.2018

7293 - Projet de loi portant modification

1) du Code du travail;

2) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes;

4) de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement;

5) de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant

création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

6) de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7) de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.04.2018

7294 - Projet de loi portant approbation de l'Accord complémentaire entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation européenne des brevets concernant l'inviolabilité des archives de l'Organisation européenne des brevets, fait à Luxembourg, le 5 mars 2018

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

7295 - Projet de loi portant approbation de la révision 3, entrée en vigueur le 14 septembre 2017, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1^{er} août 1971 (Accord concernant l'adoption de Règlements techniques harmonisés de l'ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur les véhicules à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces Règlements)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.04.2018

7296 - Projet de loi portant modification de l'article 108 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2018

7297 - Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 14 novembre 2016 concernant la protection des salariés contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 04.05.2018

7298 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 31 mai 2015 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission „Resolute Support“ en Afghanistan

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 07.05.2018

7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 07.05.2018

7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

7302 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

7303 - Projet de loi du ***

1. portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et
2. modifiant la dénomination du lycée

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

7304 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.05.2018

7305 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) 2016/1103 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du Règlement (UE) 2016/1104 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 11.05.2018

7306 - Projet de loi portant:

1) transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2) modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.05.2018

7307 - Projet de loi sur le renforcement de l'efficacité de la Justice civile et commerciale portant modification:

1) du Nouveau Code de procédure civile

2) du Code du travail

3) de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

4) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 14.05.2018

3) Les demandes de pétition publique et les pétitions ordinaires suivantes ont été déposées:

996 - Pétition ordinaire: Pour l'installation d'un miroir pour la circulation à Alzingen

Dépôt: Mme Marie-Thérèse Andreosso, le 10.04.2018

997 - Demande de pétition publique: Imposer une obligation de tri des déchets papier/carton pour toutes les organisations professionnelles afin d'assurer leurs recyclages

Dépôt: Mme Mélanie Pellissard, le 13.04.2018

998 - Demande de pétition publique: Le contrôle de la mise en place de la récupération/tri des déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers par les distributeurs des DEEE ménagers

Dépôt: Mme Mélanie Pellissard, le 13.04.2018

999 - Demande de pétition publique: Interdire aux motards de circuler par la voie du milieu sur les autoroutes

Dépôt: M. Didier Zaurini, le 19.04.2018

1000 - Demande de pétition publique: Le congé extraordinaire en cas de décès d'un parent ou allié au 2^e degré

Dépôt: Mme Margarida De Amorim, le 20.04.2018

1001 - Demande de pétition publique: Passeport op 10 Joer verlängeren an net op 5 Joer loosnen

Dépôt: M. Kevin Krier, le 24.04.2018

1002 - Demande de pétition publique: Réformation de la période maximale d'éducation des enfants connue sous le nom de „Baby Years“/Opwärtung vun den Erziehungsjoren „Baby Years“

Dépôt: Mme Viviane Weisgerber-Hengesach, le 25.04.2018

1003 - Demande de pétition publique: Chèques-services - Das Sozialgesetz steht nicht im Einklang mit dem Steuergesetz

Dépôt: M. João Lima Da Cruz, le 26.04.2018

1004 - Demande de pétition publique: Arbeitszeiterfassung - Saisie du temps de travail

Dépôt: M. João Lima Da Cruz, le 26.04.2018

1005 - Demande de pétition publique: Bei Verspätungen (10 Min.) vum éffentlechen Transport, keng Kontroll ze maachen!!

Dépôt: M. Sven Lutgen, le 26.04.2018

1006 - Demande de pétition publique: Vignettes pour frontaliers

Dépôt: M. Domenico Moscetti, le 26.04.2018

1007 - Demande de pétition publique: Pour le plafonnement des loyers

Dépôt: M. João Lima Da Cruz, le 27.04.2018

1008 - Demande de pétition publique: Diminution des prix du parking à l'aéroport

Dépôt: Mme Catarina Fernandes, le 02.05.2018

1009 - Pétition ordinaire: Frais de gérance

Dépôt: M. João Lima Da Cruz, le 14.05.2018

1010 - Pétition ordinaire: Neuregelung der Chèques-services

Dépôt: Mme Diana Gasteier, le 14.05.2018

1011 - Demande de pétition publique: Les charges locatives

Dépôt: M. João Lima Da Cruz, le 04.05.2018



1012 - Demande de pétition publique: Interdiction des animaux dans les établissements offrant des vivres à la consommation

Dépôt: M. Frédéric Bonfond, le 09.05.2018

1013 - Demande de pétition publique: Pas de devoirs pour les enfants scolarisés dans le primaire (6-12 ans)

Dépôt: M. Domenico Laporta, le 11.05.2018

1014 - Demande de pétition publique: Introduction d'un système d'honoraires proportionnels dégressifs en faveur des agents immobiliers dans le cadre de transactions immobilières en vue de freiner la flambée des prix sur le marché du logement

Dépôt: M. Daniel Miltgen, le 12.05.2018

1015 - Demande de pétition publique: Construction d'école fondamentale pour les quartiers Kirchberg et Weimerskirch

Dépôt: Mme Martina Martina, le 13.05.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Dann huet d'DP-Fraktioun folgend Ofännerung iwwert d'Zesummesetzung vun der Delegation vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe proposéiert: Den Här Gusty Graas géif d'Madamm Anne Brasseur ersetzen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour mam Accord vun de Fraktiounsprésidenten hutt Dir zougestallt kritt.

Ass d'Chamber mat deem modifizéierten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir fänken direkt u mat...

► **Une voix.** - Den Här Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, entschëllegt, den Här Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, ech wëll awer, éier mer mam Ordre du jour ufänken, nach zwee Punkten hei soen. Dat Éischt, dat ass, dass mer net méi d'accord kenne sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi de Wirtschaftsminister respektiv de Polizeiminister hei mat der Chamber respektiv mat de Kommissiounen emgeet. Mir hunn eng Rei Demandé gestallt fir op den Ordre du jour, fir Diskussiounen mat dem Wirtschaftsminister, Polizeiminister ze kréien. Aner Ministeren, wéi den Ausseminister, de Justizminister, wann d'Chamber freet, sinn direkt bereet, fir bei eis ze kommen, fir Explikatiounen ze ginn.

Hei an dësem Fall ass dat vun den Datumen hier awer bei eis bal inakzeptabel, esou wéi et elo geet. Mir hunn an dem Dossier vun Arcelor Mittal de 17. Abrëll geschriwwen, mir hunn et nach eng Kéier den 9. Mee repetéiert. Mir kruten elo en Datum fixéiert an engem Dossier, dee mer awer als extrem urgent empfangen, op den 31. Mee. Dat ass awer fir en Dossier, dee vun dëser Urgenz ass, einfach d'Chamber wochelaang higehalen, woubäi Diskussiounen an Explikatiounen dobaussen a bei der Press awer konstant geschéien.

Deen zweete Punkt ass: Mir hunn den 19. Abrëll geschriwwen un de Polizeiminister, fir iwwert d'Evenementer vu Bouneweg an am Éislek de Polizeiminister an d'Kommissioun ze kréien, fir iwwert d'Froe vun den Autoritéiten vun der Polizei respektiv d'Informationspolitik vun der Polizei ze schwätzen. Do hu mer nach keng Äntwert respektiv keen Termin kritt.

An drëttens: Mir hunn den 22. März 2018 geschriwwen, fir mam Wirtschaftsminister an der Ekonomieskommissioun ze schwätzen iwwer e Projet, dee muer um Ordre du jour steet, de Projet 7048, d'Naturschutzgesetz, fir ze kucken, am Kader vun der Simplification administrative, wéi dee Projet Implikatiounen hätt op déi Froe vun der Simplification administrative. Och do ass nach keen Termin gemaach ginn. Muer gétt den Text a priori an der Chamber gestëmmt. Mir fannen déi Aart a Weis awer en Émgang mat der Chamber, dee fir eis net akzeptabel ass.

Mäin zweete Punkt, dat ass, dass mer feststellen, dass d'Fro 3739 un d'Madamm Diechbourg an un den Här Gramegna, déi deposéiert ginn ass viru ronn sechs Wochen iwwert d'Kompensationsflächen an de Kompensa-

tionspool, nach keng Äntwert kritt huet, ob jidde Fall bis haut de Moien. Mir hunn elo gelies, dass se erfrogehall ass vum Rôle als net beäntwert. Mä mir hunn awer nach keng Äntwert, weder elektronesch nach a Pabeierform, zougestallt kritt. Déi Fro ass awer fir eis relevant, well se och a Relatioun ass mat engem Gesetzesprojet, eben dem 7048, dee muer gestëmmt gétt. A mir hätten entweder gär haut déi Äntwert um Pabeier oder mir froen, esou wéi den Artikel 80 vum Reglement eis et erlaabt, dass mer de Mëtteg an der Chamber eng mëndlech Äntwert op déi Fro do kréien.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. Ech wëll soen: Zu där Leschter hu mer nogefrot, d'Äntwert ass de Mëtteg um hallwer eng erakomm. Dir kritt se selbstverständlech direkt. An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'Chamber regelméisseg intervenéiert, fir dass déi Äntwerten termingerecht kommen. A wann aus iergendwelchem technesche Grënn et net méiglech ass, et am Delai ze maachen a gutt Argumenter do sinn, ass d'Chamber och ëmmer bereet, fir en zousätzlechen Delai ze ginn.

Dat gesot, wëllt ech froen, zu deenen anere Punkten, déi vum Här Wiseler opgeworf gi sinn: Wëllt d'Regierung dozou Stellung huelen?

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Ech géif soen, Här President, ech huelen dat Uleies an déi Bedenke mat an de Ministère. Den Här Wirtschaftsminister ass am Moment op der Rees. Wann awer d'Kommissioun mech wëllt ruffen, fir dass ech dozou Stellung huelen, also ech sinn am Land.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also esou schnell wéi méiglech, ee vun de Regierungsmemberen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da ginn ech dovunner aus, dass dat Uleies op där richteger Plaz ukomm ass?

► **Une voix.** - Ech menge schonn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer zu der Froestonn iwwergoen. Déi éischt Fro kéint vum Här André Bauler an dréit sech ëm d'Situatioun vu Jonker, déi als Auxiliaire de vie forméiert ginn. An d'Wuert huet direkt de Froesteller, den Här André Bauler.

5. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Aarbechtsminister stellen. Ech si gewuer ginn, dass et fir Jonker net ëmmer einfach ass, als Auxiliaire de vie berufflech ënnerdaach ze kommen. Eng Rëtsch vun hinne sinn op der Sich no enger definitiver Ustellung. An et gétt och gesot, dass hir Ausbildung vum Privatsecteur, ob konventionéiert oder net, net ëmmer esou unerkannt gétt, wéi een dat erwaarde kéint. Dacks géif och eng professionell Expérience gefrot ginn, déi déi betraffe Jonk awer net ëmmer opweise kënnen, well et net ëmmer esou llicht ass, fir an e Stage eranzekommen.

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Minister e puer Froe stellen:

Kann den Här Minister eis méi genee Informatiounen iwwert d'Situatioun vun den Auxiliaires de vie soen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn?

Wéi laang dauert et en moyenne, fir si a Brout an Aarbecht ze bréngen?

Wat fir eng Betriber sinn am meeschten un hinne interesséiert?

Stëmmt et, dass et der etlech ënner hinne gétt, déi just zum onqualifizéierte Mindestloun bezuelt ginn?

An zum Schluss wollt ech nach froen: Wéi vill vun hinne sinn a Mesuren oder a Weiderbildungsprogrammer, fir si méi fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, Merci fir déi Fro. Ech well just soen:

Mir sollen all deene Leit, déi an deem Secteur vum, nenne mer en emol „Care“, schaffen, eis Estimmen ausdrécken. Well dat ass wierklech en zentrale Secteur an eiser Gesellschaft an duerfir verdénge se absolutt ons Appreciatioun.

50 Leit sinn an der ADEM ageschriwwen mat engem Diplom „Auxiliaire de vie“, 43 Fraen a 7 Männer. Hire Duerchschnëttsalter ass 32 Joer. Mä net all vun hinne wëllen an deem Secteur weiderschaffen. Nëmmen 29 hu sech expriméiert, fir weider an där Fonctioun vum Auxiliaire de vie ze schaffen.

Wichtig sinn natierlech d'Sproochekenntnisse. Déi meescht hu se, mä mir hunn och e puer Leit, déi mat engem auslänneschen Diplom kommen, dee plus ou moins equivalent ass. An duerfir ass natierlech de Kritär vun de Sproochen extrem wichteg.

Den Duerchschnëttszäitraum, deen en Auxiliaire de vie, deen an der ADEM ageschriwwen ass, brauch, bis en en Job fënnt, besonnesch dann an deem Secteur vum „Care“, ass 15 Méint, wat ganz laang ass, dass muss ech ganz kloer soen. An duerfir ass natierlech dee ganze Problem vum Auxiliaire de vie e bëssen deen, dass mer en Diplom geschafen hunn - dat war nach d'Madamm Jacobs, wann ech mech gutt erënneren -, ouni awer deen Diplom richtig an enger Kategorie ageuerdent ze hunn, an duerfir hänke se e bëssen tëschent dem Educateur respektiv dem Aide-soignant an och dem ASF.

An dat ass awer elo verbessert ginn, well an deem vieregten SAS-Kollektivvertrag sinn d'Auxiliaires de vie iwwerhaupt net mentionnéiert. Dat heescht, si ware guer net unerkannt vun deem Kollektivvertrag, wat och explizéiert, dass se warscheinlech op enger ganzer Rei vu Plazen mam net qualifizéierte Mindestloun bezuelt gi sinn. Wat net just ass, well den Auxiliaire de vie eigentlech e CATP oder, wéi mer de CATP haut nennen, en DAP ass an eigentlech mam qualifizéierte Mindestloun bezuelt misst ginn.

Bon, dat ass elo zumindest, wat den SAS-Kollektivvertrag ubelaangt, geännert. Do ass den Auxiliaire de vie absolutt unerkannt an ass och klasséiert op deem Niveau, wou e soll klasséiert ginn.

Elo ass et esou, dass, well en e bëssen tëschent verschiddene Kategorien hänkt, oft net op den Auxiliaire de vie zréckgegraff gétt, mä op entweder den Educateur oder den ASF oder och heiansdo den Aide-soignant an duerfir déi Professionell heiansdo Schwierigkeeten huet, fir a verschidde Fonctiounen ze kommen. Dat ass och de Fall e bëssen an dem Fleegeberäich, wou net ëmmer op Auxiliaires de vie zréckgegraff gétt, mä heiansdo op souguer, géif ech soen, manner Qualifizéierter.

Déi lescht Fro ass déi vu Mesuren. Bon, hei sinn eigentlech net ganz vill Auxiliaires de vie an enger Mesure. Mir hunn een Auxiliaire de vie an engem CAE, een an enger Mesure spéciale, dat heescht an enger Initiative sociale, an een ass am Service volontaire.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

A mer géifen zu där nächster Fro iwwergoen. Déi kéint vum Här Claude Wiseler un de Premier- a Statsminister an dréit ronderëm d'Nominatiounsprozedur vu Conseilleren am Statsrot. Här Wiseler!

- **Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Merci. De Statsrot kéint net zur Rou. Virun enger Zäit hate mer scho komplizéiert Diskussiounen iwwert d'Nominatioun vun engem neie Member, deen d'ADR sollt sengerzäit proposéieren. Elo hu mer erëm eng onméiglech Diskussioun ronderëm eng Proposition, déi de Statsrot gemaach huet.

Mir kënnen eis nëmme wonneren iwwert d'Aart a Weis, wéi hei Regierungsparteie respektiv Regierungsmemberen argumentéieren an och kommunikéieren. déi gréng hu sech schockéiert a sproochlos gewisen iwwert dem Conseil d'État seng Decisioun, déi awer an engem geheime Vott geholl ginn ass, esou wéi d'Gesetz et u sech verlaangt.

D'Regierungsparteien, dont déi gréng, waren d'ailleurs permanent géint den Avis vun der CSV, dass se gär déi Prozedur, esou wéi se elo haut ass, an d'Gesetz ageschriwwen hätt, e geheime Vott. A mir froen eis, wéi een da ka verlaangen, wann e geheime Vott an dem Text steet, dass ee gär säi Kandidat an engem geheime Vott gestëmmt hätt.

Da soen déi gréng per Pressecommuniqué, dass de Statsrot sech net géif un d'Gesetz halen. An ech fannen et och scho besonnesch,

datt eng Regierungspartei, zu där de Justizminister gehéiert, eng Institution accuséiert, sech net un d'Gesetz ze halen, an och nach mat engem Recours duerno an d'Welt... oder dee proposéiert.

Duerno schreiwen déi gréng e Bréif, wou se dem Conseil d'État sechs Froe stellen. An deen ass wann ech gelift gebieden, dorobber ze äntwerten! Si stelle sech Froen, ob net Kompetenzen outrepaséiert gi wäeren. Se froen de Conseil d'État eng Motivatioun vun engem geheime Vott a si hätte gär, dass de Conseil d'État seng Decisioun géif frësch huelen a frësch iwwerkucken. An deen Drock gétt ausgeübt.

Duerfir meng Froen un de Premier: Ass de Premierminister der Meinung, dass hei géint d'Gesetz verstouss ginn ass? Wann e Recours gemaach gétt géint de Vott vum Conseil d'État, ass dee senger Meinung no recevabel? Oder geet dat net géint d'Nominatioun, déi de Grand-Duc mécht an de Premier muss contresignéieren? Fënnt de Premier et normal, dass wéinst der Prozedur de Conseil d'État vu Regierungsparteien a Regierungsmemberen esou ënner Drock gesat gétt? A wat ass d'Position vun der Regierung?

A meng lescht Fro: Wann an Zukunft nom Artikel 7 de Parteequilibrium soll agehale ginn, wem ginn dann déi nei Conseilleren zougerechent? Well wann déi als neutral consideréiert ginn, dann ass den Equiliber tëschent de Parteien, esou wéi en initialement ugeduecht war, net méi an deem Mooss hierstellen. An déi lescht Fro: Ass de Premierminister der Meinung, dass den Text, esou wéi en ass, nach haltbar ass?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Wiseler huet méi Froen un de Franz Bausch gestallt wéi un de Premierminister heibannen, e laangen Argumentaire gehat, fir am Fong Positionen, déi en anere Regierungsmember geholl huet, ze kritiséieren an dann de Premier ze froen, wat en dovunner hält.

(Brouhaha)

Ech muss lech soen, dass d'Philosophie vum Text déi ass, dass eng Proportionalitéit politique och soll am Statsrot sinn. An dat huet och erlaabt, dass haut d'ADR e Vertrieeder dran huet!

► **Une voix.** - Tiens!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass dat, wat et mat sech bruecht huet, andeem mer eng Textännerung gemaach hunn. Soss wier hautdesdaags, op jidde Fall ënner deenen anere Legislaturperiode bis haut, an ech ka mech erënneren un déi lescht 19 Joer, wou ech hei an dëser Chamber vill Jore souz, dass ëmmer vun der ADR gesot ginn ass, si hätten een zegutt. An haut hu se och e Vertrieeder mam Nicky Stoffel. Dat heescht, dass ass den Equilibre politique, dass deen, deen zwou Legislaturperioden hei dräi Memberen op d'mannst huet, och d'Recht huet, fir an der Chamber vertrueden ze sinn, pardon, am Statsrot vertruede sollt sinn.

Mir hunn tatsächlech, Här President, am Text keng fest Quoten, déi soen, dass de Calcul ass 2,3/1,7. Mä de Calcul ass esou gemaach ginn an der Proportionalitéit, dass, wann ee Grénge sollt ersat ginn am Statsrot, dat och dann e Recht wär vun déi gréng, fir eng Proposition ze maachen. Et ass e Vote secret, dee statfonnt huet. Ob deen elo am Conseil d'État oder hei statfonnt huet, et ass e Vote secret! An e Vote secret ass ze respektéieren!

An elo ze fuerderen, dass, well dat ass jo och e bëssen dat, wat sous-entendu vum Här Wiseler hei gesot gétt, ech dem Statschef soll soen, e soll dat doten net ënnerschreiwen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Neen, neen, dat hunn ech iwwerhaupt net suggeréiert, iwwerhaupt net!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir sot, ech géif jo da contresignéieren. A wann ech de Contresing net ginn, da kann de Grand-Duc jo net ënnerschreiwen. Dat kéint op datselwecht eraus. Dat heescht, dass de Grand-Duc déi Nominatioun um Schluss net validéiert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hunn Är Meinung driwwer gefrot.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech mengen, dass mer hei Institutionen hunn. Déi Institutionen funktionnéieren. Et ass e Vott, dee geholl ginn ass vum Statsrot. Deen hu mer och ze respektéieren. De Statsrot huet en Drëttel vu senge Memberen ze benennen, esou wéi d'Chamber en Drëttel nennt, esou wéi d'Regierung en nennt. An ech mengen, dass deen dote Choix ze respektéieren ass.

Et ass ugekënnegt ginn, dass vläicht eng Rekursméiglechkeet géif bestoen. Da verstitt Der, dass et, wann dat gesot gëtt, souwisou elo, fir ze soen, ob et legal ass, net legal ass, net u mir haut ass, dat ze tranchéieren, u mir als Premierminister, fir ze soen, wat richtig a wat falsch ass. Déi gréng Kolleegen hu sech d'Recht geholl, fir eben déi juristesche Schrëtt kënnen ze ënnerhuelen. Dat ass eng Decisioun, déi si ze huelen hunn.

Wéi gesot, mir wäerten als Regierung déi Decisioun vum Statsrot respektéieren, wann ech bis d'Ennerschrëtt kritt hunn. Ech gesinn net an, dass ech sollt dem Grand-Duc net dat proposéieren, wat vum Statsrot gestëmmt ginn ass an engem Vote secret, nach eng Kéier, fir dat net ze respektéieren.

Merci.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech fannen dat ganz richtig. Mä Dir sollt Äre gréng Kolleegen dat soen!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Déi nächst Fro kënn vum Här Alex Bodry un d'Madamm Ëmweltministesch iwwert d'Autorisationsprozedur fir Atomzentralen un der Lëtzebuurger Grenz. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Jo, Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen herno nach eng Kéier op d'Fro vum der Atomkraaft zréck an engem méi breede Kader. Mä wat mech a menger Fro interesséiert, ass dat, wat sech ronderëm Lëtzebuerg deet. Cattenom, Tihange, dat sinn zwee Reakteren, déi a relativer Noperschaft zu Lëtzebuerg sinn. Als Diddelenger natierlech och, fofzëng Kilometer vu Cattenom, fillen ech mech besonnesch concernéiert.

Dir wësst alleguerten, dass mer géint d>Weiderféierung vun deenen dote Reaktere sinn. Ech hunn awer matkritt, dass elo decidéiert ginn ass op der däitscher Säit, vun enger gemeinsamer Matdeelung vun der grénger rheinland-pfälzischer Ëmweltministesch a vum SPD-Statssekretär fir Ëmwelt aus dem Saarland, fir ze soen, si hätten decidéiert, dass hir Länner net géife kloer géint déi geplangte Weiderverlängerung iwwer laang Jore vun der Betriebsgeneemegung fir Cattenom.

Meng Fro ass: Wéi wäit war d'Lëtzebuurger Regierung mat implizéiert an deem dote Prozess? Ware Kontakter tëschent der Lëtzebuurger Ëmweltministesch mat hire Kolleegen aus Rheinland-Pfalz, aus dem Saarland, wat dat doten ugeet? A wat sinn d'Konklusiounen vu Lëtzebuerg?

Ech hunn héieren, wat d'Konklusiounen vun den Nopeschlänner sinn. Ech hu bis elo nach näischt héieren, wat d'Positioun ass vun der Lëtzebuurger Regierung, wat eng eventuell Klo géint eng Betriebsweiderung ugeet vu Cattenom, wou jo vun der däitscher Säit den héije Käschtepunkt ugefouert gëtt an déi wéineg Chancen, déi géife bestoen, opgrond vun enger Etüd, déi si gemaach hunn, fir do mat an e Prozess eranzeklammen.

Datselwecht géllt fir Tihange. Fir Tihange, souwäit ech weess, ass d'Verlängerung vun der Autorisationen schon ausgestallt ginn. Do lafen also Delaien. Do huet Rheinland-Pfalz matgedeelt, dass se sech géifen der Greenpeace-Klo uschléissen, fir géint déi Verlängerung virzegoen. Och do wëll ech wëssen: Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung? Maache mer do mat? Maache mer net mat? A wéi stinn do d'Chancen eigentlech, fir dass mer kënnen iwwert de juristesche Wee do zu eisem Succès kommen, dee mer alleguerte gären hätten?

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Madamm Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Closener, huet d'Wuert.

(*Hilarité générale et brouhaha*)

► **M. André Bauler** (DP).- Dat ass d'Sekretärin vun der Kulturkommissioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, mir hunn eng Mataarbechterin, déi e bleiwen den Androck hannerléisst, gradesou wéi d'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*.- Villmools Merci, Här Président. A Merci och dem honorabelen Deputéierten, dass en déi Fro stellt, well et ass eng ganz pertinent.

Et ass esou, dass mer natierlech a Kontakt ware mat der rheinland-pfälzischer Ëmweltministesch, mat der Ulrike Höfken, déi eis u sech d'Konklusiounen vun hirer Recherche, déi se zesumme mam Saarland gemaach hunn, matgedeelt huet an eis och matgedeelt huet, firwat se net géife kloer. Eben aus deem Grund, deen Deputéierten och grad ernimmt huet, dass d'Aussichte relativ schlecht wäeren, well am Moment ass fir kee vun de Reaktere vu Cattenom grad eng Autorisationsprozedur amgaangen, wou mer kéinten eppes maachen, wat tatsächlech d'Strooss hält.

Lëtzebuerg setzt sech, wann et ëm Verlängerung geet vun Atomreakteren, am Kader vun der Espoo-Konventioun, wou et jo iwwert déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Kader vu Projeten, déi grouss Ëmweltimpakter hunn, geet, derfir an, dass all Moment ka genotzt ginn, fir kënnen matzeschwätzen iwwert d'Grenzen eraus a fir och Elementer ze hunn, wou ee kann aktiv ginn. Dat ass an engem Ad-hoc-Aarbeitsgrupp am Kader vun der Espoo-Konventioun. Méi kloer Méiglechkeete sinn à ce stade vis-à-vis vu Cattenom, wou grad keng Autorisationsprozedur amgaangen ass, relativ geréng.

An do deelen ech dofir och d'Konklusiounen vum Saarland a vu Rheinland-Pfalz. An ech mengen, wichteg ass et jo, dass, wa mer juristesche Schrëtt aleeden, eben och eng Aussicht op Erfolleg do ass an dass mer eis déi néideg Moyene ginn. Dat mécht dës Regierung op ganz villen Niveauen. Hei schéngen eis Chancen net déi gréissten ze sinn.

Zu Tihange, jo, do, an der Belsch, lafe grad dräi parallell Prozesser, eng Kéier deen zu Tihange 2, wou d'Gemenge jo derbäi sinn. An do hu mer Holland, Däitschland, awer och Lëtzebuerg. Mir hu Woltz derbäi. Mir hunn de Buergermeeschter an Deputéierte Frank Arndt och hei sätzen, wou mer aktiv sinn, well do hunn d'Gemengen en Interêt à agir, fir dass mer eis méiglechst schnell fir d'Ofschalte vun Tihange asetzen. Déi gouf, an dat gouf richtig gesot, 2013 verlängert, ouni déi beschwate Concertatioun mat den Akteuren.

Deen zweete Recours Greenpeace, do gëtt Rheinland-Pfalz elo aktiv. Do geet et ëm d'ënnerschiddlech Interpretatioun, ob et richtig war, dee Reaktor erëm unzeschalten oder net. Do muss ee kucken. Do hat ech am Kader vun enger Entrevue vun der Allianz vun de Regiounen mat der Ministesch Kontakt. An do sui-véiere mer elo, well et ass nach en drëtten Prozess, dee grad amgaangen ass. Dat ass eng Question, déi gestallt gouf vun belsche Verfassungsgeriicht un den Europäesche Geriichtshaff, wou et genau dorëms geet, an dës Kéier handelt et sech ëm Doel, ëm d'Prolongatioun vun deenen eenzelne Reakteren an awëifern Leit mussen agebonne ginn. An ech mengen, dat ass ebe grad dee wichtege Punkt, wou mer müssen drop erauskommen, dass mer méiglechst als Akteure fréizäitig mat agebonne ginn, eise kritisches Avis ginn.

An do, wou et sech lount, an do, wou mer mengen, dass mer Chancen hunn, wéi bei Hinkley Point C, wou mer jo u sech géint d'Decisioun vun enger Kommissioun kloer, zesumme mat Eisträicher, awer och bei Paks, wou d'Regierung och beschloss huet, dass mer d'Eisträicher rejoinéieren an enger Klo, do si mer ferm als Regierung.

Ech wëll nach hannendrusetzen, dass et wichteg ass ze kucken, wien agéiere soll an op wéi engem Niveau. An do ass et wichteg, dass et déi eng Kéier éischter d'Gemenge sinn, déi kënnen agéieren, déi aner Kéier ass et de Stat, dee kann agéieren. Do, wou mer Méiglechkeete gesinn, do kloer mer.

An natierlech ass et esou, dass dës Regierung all Méiglechkeete préift an dass mer do aktiv ginn, wou mer müssen aktiv gi fir de maximale Schutz vun eise Bierger.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci.

Déi nächst Fro kënn vum Här Roy Reding, richt sech un de Finanzminister an dréit iwwer eng rezent Decisioun vum Bundesfinanzhof.

- **Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances**

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, Merci, Här Président. Ganz oft héiert een d'Bierger kloer, dass se müssen hei zu Lëtzebuerg op Steierscholden en dehors vum Fall vun Délai-de-paiementen 0,6% Zënsen de Mount bezuelen. Dat si 7,2% d'Joer. Et muss een dat a Relatioun setze mat den Intérêts légaux, déi en normale Mënsch kritt, wann en e Prozess ustrengt géint een, deem e Sue schëlleg ass, Loyer, e Prêt, Gott weess wat e kritt, 2,25%.

Och an Däitschland waren esou héich Verzuhszënsen virgesinn, an zwar 0,5% de Mount, 6% d'Joer. An do huet e Contribuabel de Bundesfinanzhof befaasst, wat interessant ass, well mer jo och hei zu Lëtzebuerg, et ass jo eent vun eise rare preisesche Gesetzer, déi mer hunn, d'Abgabenordnung hunn, wou ee wierkelech da ka Parallelen zéien. An do huet de Bundesfinanzhof geuerteelt, déi Zënsen „verstoße(n) wegen der anhaltenden Niedrigzinsphase gegen den allgemeinen Gleichheitssatz. Für die Höhe des Zinssatzes fehlt es der Entscheidung zufolge an einer Begründung.“ An de Bundesfinanzhof huet doropshin decidéiert, deem Kläger, deen déi doten Zënsen hätt misse bezuelen, recht ze ginn, „und setzte déi Vollziehung des Zinsbescheids in vollem Umfang aus“.

Elo meng Fro un de Finanzminister: Wier et net och zu Lëtzebuerg normal, dass mer géife Verzuhszënsen op Steieren deem upassen, wat deen normale Bierger kritt als Intérêts légaux? An ass et normal, dass mer esou eng Wucherzënsen vu Stats wege froen op Steierscholden par rapport zu dem normalen Zënsaz, deen um Maart gefrot gëtt? An dat virun allem och, wa mer bedenken, dass jo d'Steiertabell net inflatiounsugepass ass, dat heescht, de Steierbierger huet u sech absolutt ëmmer nëmmen d'Noseeën. An do géif ech et normal fannen - dat ass da meng ofschléissend Fro -, dass ee géif den Intérêts-légaux-Zënsaz d'office applizéieren op all Scholde vum Bierger par rapport zum Stat.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, deen Arrêt vum Bundesfinanzhof ass relativ rezent. A mir hunn deen a mir sinn amgaangen, deen ze analyséieren, fir ze kucken, ob et Sënn géif maachen, sech dovunner ze inspiréieren. Méi kann ech haut zu deem Arrêt net soen.

Ech géif awer gären ënnersträichen, wat d'reell Situatioun zu Lëtzebuerg ass. Jo, zu Lëtzebuerg ass den Zënsaz 0,6% pro Mount. Dat si 7,2% d'Joer. Firwat ass deen Zënsaz esou héich? Mä do gëtt et zwee Grënn. Deen éischten ass, dass mer gären hätten, dass d'Leit sollen déi Steiere bezuelen, déi geschëllt sinn. A wann ee méi en héije Saz huet vu Retarden, dann encouragéiert dat natierlech de Steierzueler, fir séier ze bezuelen.

Deen zweeten ass à l'origine, dass, wann ee weess, dass en esou vill muss bezuelen als Intérêts de retard, een och vläicht eng Deklaratioun mécht, déi an der Rei ass, soudass een iwwerhaupt keng Steieren nozebezuelen huet.

Mä wat elo, mengen ech, dat Allerwichtigst ass, ass d'Pratique. An do si mir zu Lëtzebuerg immens gentil, géif ech soen, magnanime, well an der Pratique ka jiddweree froen, fir en Délai de paiement ze kréien. An den Délai de paiement zu Lëtzebuerg ass, wann een tëschent null a véier Méint fret, da bezilt een iwwerhaupt keng Intérêts de retard; tëschent fënnf an zwielef Méint bezilt een dann en Intérêt de retard vun 0,1%; tëschent engem an dräi Joer bezilt een 0,2%. 0,2% héichgerechent mol zwielef gëtt 2,4%. Do si mer an där Period bis dräi Joer nach ënnert dem Intérêt légal! An et ass nëmmen, wann ee seng Schuld no dräi Joer wëllt zréckbezuelen - wou Der awer wahrscheinlech all d'accord wäert sinn, dass dat extrem laang ass -, et ass nëmmen dann, wou deen Taux vun 0,6% spillt.

Ech kréie vun der Steierverwaltung bestäetegt, dass mer déi Demandé vun Délais de paiement extrem positiv beuerteelen, dass den Accès do ganz generéis ass. An dofir mengen ech, dass déi richtig Problematik zu Lëtzebuerg net déi ass vun deem Taux, dee vläicht ganz héich ass, mä dass mer an der Pratique en fait vill méi generéis sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och.

A mer kommen zu der nächster Fro, déi vum Här Franz Fayot gestallt ginn ass, sech un de Kulturminister riicht a ronderëm eng Nationalgalerie am fréieren Athenäum dréit. Den Här Fayot huet d'Wuert.

- **Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture**

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- De Samschdeg konnt een am „Lëtzebuurger Wort“, wou den Här Premier- a Kulturminister jo och Chefredakteur fir een Dag war, liesen, dass d'Regierung beschloss hätt am Regierungsrat d'lescht Woch, dass sollt eng „Galerie nationale d'art luxembourgeois“ geschaaft ginn. Do kann ee liesen, dass Ufank 2019 sollten d'Embauarbeiten ugefaange ginn am ale Kolléisch an dass dann ugedockt un den Nationalmusée déi Nationalgalerie do sollt an d'Liewe geruff gi mat ongeféier 1.000 m² Ausstellungsfläche, Büroen um leschte Stack an dann dernieft nach Studioen op deene Stäck driwwer.

Ech hätt an deem Zesammenhang e puer Froen, fënnf Froen un de Kulturminister.

Déi éischt Fro ass déi, wéi sech dann elo dës Nationalgalerie generell an der Regierung hir Politik integréiert, wat all déi aner Kulturinstitute ugeet, an och, wat d'Ennerstützung an d'Promotioun vun de Lëtzebuurger oder deene Kënschtler, déi hei resident sinn, déi hei liewen, wéi se sech doranner integréiert.

Déi zweet Fro bezitt sech op de Fait, dass et hei kee Gesetz gëtt. An dofir wollt ech froen, ob et scho méi eng präzis Iddi gëtt iwwert de Käschtepunkt vum Invest an den ale Kolléisch fir den Embau an dann duerno och, wat d'Fonctionnementskäschten ugeet vun dësem neien Institut.

Drëtt Fro, wéi gesot, ass: Et kann een an deem Artikel liesen, dass dës Nationalgalerie soll ugedockt ginn un den MNHA. An dofir ass meng Fro, ze wëssen, wat d'Repercussione sinn op d'Aktivitéit vum MNHA, op d'Personale an och de Budget vum Nationalmusée.

Véiertens, den MNHA huet jo schon e gewësene Stock an e Fundus vu Konschtwierker vu Lëtzebuurger Kënschtler. Gëtt dat alles regroupéiert bei der Nationalgalerie an och do valoriséiert?

An da schlussendlech fënnf Fro: Wat sinn d'Depensen, wat d'Depensen ugeet fir déi Studioen? Dat gëtt jo och e gewësene Käschtepunkt. Ginn déi Depensen och ouni Gesetz gemaach?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet de Kulturminister, den Här Xavier Bettel.

► **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*.- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Deputéierte Fayot Merci soe fir dës Froen. Mir haten näamlech am Regierungsrat wéi gesot scho virun enger gewësener Zäit de Prinzip zréckbehalen, dass mer géifen an där aler Bibliothék eng Nationalgalerie proposéieren. Dat war schon am Joer 2016 zréckbehalen ginn. An dunn ass un engem Avant-projet geschafft ginn, fir ze kucken, wéi dat doten och kéint ausgesinn.

D'Administratioun vun de Bâtiments publics mengt, dass den Ufank vum Chantier éischter an zwee Joer wäert sinn an och eng Durée vun dräi Joer wäert hunn. An de Budget, deen am Moment virgesinn ass, ass dee vu 36 Milliounen Euro. Dowéinst ass keen Text, deen och gebraucht gëtt.

Ech wëll mech awer direkt hei engagéieren, Här Präsident, vis-à-vis vun der Kulturkommissioun, dass ech och d'Méiglechkeet kréien, ech hunn elo näamlech och d'Architekter gefrot, fir nei Pläng ze kréien, an net nëmmen Architektelepläng, mä och Biller en situation réelle, wéi et duerno sollt ausgesinn, ze kréien. Ech wëll déi och kuerz virstellen. An ech mengen, et wier och opportun, fir eng Kéier zesummen an der Kulturkommissioun deen dote Projet kënnen virstellen, fir dass et net laanscht d'Chamber geet. Och wann ech keng Obligatioun hunn, fir der Chamber den Text ze bréngen, mengen ech, ass et awer wichteg, bei esou engem Dossier och d'Chamber mat anzubannen.

Also de Konzept, wat sollt drakommen: Ech soen lech e bësse cru, dass mer am Moment ganz vill an de Kellere, op de Späichere hunn. An ech mengen, dass mer och ganz vill kënnen ausstellen. Mir brauchen a mengen Aen och eng Plaz, wou mer et fäerdegbréngen - ob dat elo d'Molen ass, ob dat Skulptur ass, ob dat Zeechnen ass, ob dat den Art graphique ass, ob dat Fotoe sinn, ob dat Videoe sinn, ob dat nei Medie sinn -, wierkelech eng Plaz, déi net, wéi verschidde Leit wëlle behaapten, e Ghetto sollt si vu Lëtzebuurger Kultur, mä au contraire eng Vitrin sinn och vun deene ver-



schiddene Facetten, déi d'Lëtzebuurger Kultur huet.

Mir hu mat de Muséeën zesummen diskutéiert an och mat de Leit, och souguer mam Gemeindegemüse, fir ze kucken, wéi e Konzept am beschten dra géif passen. An et ass ganz vill vu virun 1940, do gëtt et scho verschidde Méiglechkeeten, wou déi och ausgestallt ginn. An d'Konklusioun ass, dass et immens wichteg wier, fir no 1940 bis haut, bis haut an och bis muer dann, wann déi Galerie fäerdeg ass, och déi Ausstellung kënne ze organiséieren.

De Prinzip, deen zréckbehale ginn ass, do sinn e puer Saachen. Wéi gesot, Dir hutt et och gesot vun de Wunnengen, wou eng 40 jonk Leit ongeféier, ech waarden do och op déi definitiv Pläng, eng 40 jonk Leit wäerte kënne do logéiert ginn, wat mer och zesumme mam Ministère, deen d'Jugend, d'Bildung an d'Héichschoul huet, wëllen ausschaffen.

Niewebäi kënnt awer nach eppes, wat elo nach net ernimmt ginn ass. Dat heescht, mir hu jo op där enger Säit den CNA, dee fir den Audiovisuel zoustänneg ass. Mir hunn den CNL, dee fir d'Literatur zoustänneg ass. Mä mir hunn am Fong nach net e Centre d'archive et de documentation am Sënn vun der Kongscht! A mir mengen, dass dat och wichteg ass, fir deen doten och do ze komplettéieren, well d'Lëtzebuurger Kongscht vum 20. Jorhonnert weindeg dokumentéiert an och studéiert ginn ass. Dat heescht, dass een och déi Méiglechkeet gëtt, dat op där doter Plaz kënne ze maachen.

Si kritt keng eege Kollektioun. Dat heescht, et gi Präten à moyen terme, à long terme et gemaach. Dat heescht, dass och d'Méiglechkeet besteet, dass Œuvres, déi am MNHA sinn, eriwirtransportéiert gi fir eng méi länger Zäit. Mä de But ass, wéi gesot, wierklech déi verschidde Facettë vun der Lëtzebuurger Kongscht à travers vun 1940 bis haut kënne ze weisen.

Et ass e Public cible, deen duebel ass. Eng Kéier hu mer, wéi gesot, op där Plaz Méiglechkeeten och, fir vill Touristen ze kréien. Dat heescht, dass se och ebe sensibiliséiert ginn op d'Artisten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, mat enger Collection permanente, awer och mat Expositionen, déi mer wëllen temporär maachen, an op där anerer Säit och fir eis Lëtzebuurger. Dat heescht, dass mer wierklech eng Plaz hunn, wou een och gesäit à travers les temps, wat déi verschidde Facettë vun der Kultur hei waren.

Käschtepunkt, wéi gesot, Personal an déi Saachen: Selbstverständlech brauche mer méi Personal. Mä déi Punkte sinn nach net zréckbehale ginn. Well wann Der wësst, dass et eréischt 2022 oder 2023 kann opgoen, sinn déi dote Froen nach net gestallt ginn.

Wéi gesot, Här President, wann ech déi Dokumenter bis alleguerten hunn, wier ech frou, wann ech an der Kulturkommissioun déi kéint och präsentéieren kommen, fir lech ze weisen, wat mer wëllen do maachen. Ech mengen, et ass wichteg, och eng Plaz ze hunn, wou mer wierklech och eng Kéier houfreg kënne sinn iwwert déi Kollektioun, déi mer zesumme fäerdegbréngen iwwert d'Kongscht vun 1940 bis haut an och déi virdrun. Mä, wéi gesot, do ginn et och schon aner Plazen. An de But ass net, fir double Emploien ze kréieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Déi nächst Fro kënnt gläich a schréfflecher wéi och fir haut de Mëtteg virgemierkt als méindlech Fro vum Här Eugène Berger, dem Här Gusty Graas an der Madamm Andrich-Duval an dréit ronderëm d'Zukunft vun de Wierker vun dem Guardian Group zu Diddeleng an zu Käerjeng. An ech géif dann d'Wuert un d'Madamm Andrich ginn, fir hir Fro ze stellen.

- **Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Käerjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

- **Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Diddeleng kënnt, Här President, net aus de Schlagzeilen eraus, leider aus den negative Schlagzeilen, no der Hiobsbotschaft, dass ArcelorMittal hiert Wierk vun Diddeleng géife verkafen, wou de Wirtschaftsminister iwwregens méi mat der Press kommuniquéiert wéi hei mat der Chamber. An den Här Wiseler ass elo grad virdrun drop agaangen.

Elo also déi rezent Nouvelle iwwer e méiglechen Aus vun zwee weidere Wierker, an zwar vum Flachglasproduzent Guardian, e Betrieb, deen zënter 1981 hei zu Lëtzebuerg installéiert ass. RTL-Informationen no missten 100 Milliounen Dollar an d'Anlag zu Diddeleng in-

vestéiert ginn, soss wier d'Wierk net méi ze retten. An och de Site Käerjeng kéint betraff sinn. Dat ass am Fong du Déjà-vu, well viru sechs Joer waren zu Diddeleng d'lewe jo scho praktesch aus.

An engem Communiqué vum September 2012 hu sech awer deemools d'Ministère Schneider a Schmit nach felicitéiert, dass si et fäerdegbruecht hätten, 263 Aarbechtsplazen ze retten an och déi industriell Aktivitéit vun Diddeleng ze perenniséieren, dat heescht an anere Wierder, se nohalteg ofzesécheren. Elo, sechs Joer duerno, schéngt dat manifestement net méi de Fall ze sinn.

Der CSV geet et un éischer Stell drëms, d'Aarbechtsplazen ze erhalen, Aarbechtsplazen, déi mer grad och am Süde bluttnoutwendeg hunn. An duerfir wollt ech folgend Froen un d'Madamm Statssekretärin stellen:

Ginn Diddeleng oder Käerjeng zougemaach? Oder vläicht déi zwee? Sollen eent oder déi zwee Wierker verkaaft ginn? Wa jo, u wien? Wi-vill vun deenen insgesamt 1.200 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg riskéiere verluer ze goen? Sinn do näamlech och de Fuerschungszentrum an den Europasätz zu Guardian mat betraff? Dat ass net kloer.

An huet d'Regierung dat do net komme ginn? A wat wëllt d'Regierung elo ennerhuelen, fir des industriell Aarbechtsplazen ze erhalen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Gusty Graas, pardon, den Här Eugène Berger; et waren zwee Auteuren.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo. Merci, Här President. E klenge Wuert einfach zu wéi dee ganzen Oflaf war. Ech wollt eigentlech gëscht eng méindlech Fro un de Wirtschaftsminister stellen. Déi war scho gestallt. Mä du krut ech gesot, dee wier net hei. Dunn hunn ech zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg Gusty Graas eng schréfflech gestallt. An dann ass et elo haut awer d'Statssekretärin, déi esou gentil ass, fir awer och Stellung dozou ze huelen. Duerfir ass d'Fro dann elo hei an der Prozedur opgedaucht, wou ech e bëssen den Iwwerbléck verluer hunn, mä soit.

Ech mengen, mir droen och d'Suerg. Mir suergen eis och ëm déi zwee Produktiounsstanduerten vun der Guardian am Süde vum Land, Diddeleng a Käerjeng. An natierlech ass och eis Suerg bei den Aarbechtsplazen, déi eventuell do kéinte verluer goen.

Et si schon eng Rei Froe gestallt ginn. Ech wëllt awer och nach zwou, dräi Präzisiounen, wann dat méiglech ass, vun der Statssekretärin.

Zum engen - do kommen da vläicht och schon e puer Äntwerten - ass et jo esou, dass de Wirtschaftsminister gëscht also nach an den USA war, wann ech dat richtig matkritt hunn. Et ginn do och Gespréicher gefouert mat de Responsabelen an Amerika. Ob do schon éischt Resultater oder éischt Nouvellé gewuer ze gi wieren.

Dann awer och nach vläicht eng Fro: Virdrun ass vun 263 Aarbechtsplaze rieds gaangen. Effektiv, dat huet jo eventuell evoluéiert an de leschte Joren. Wivill Aarbechtsplaze genau géifen hei a Fro stoen?

Dann awer och: Wat fir eng Méiglechkeeten hätt de Wirtschaftsministère, fir präzis esou Entrepreneuren ze ennerstëtzen? Mir wëssen, dass et do eng Rei Moyene ginn hei zu Lëtzebuerg. Mä wat kéint hei méi spezifesch awer eventuell invoquéiert ginn oder geholl ginn, fir dann d'Entreprise ze ennerstëtzen?

An eng lescht Fro, dat ass: Firwat sinn déi 100 Milliounen, déi do am Raum stinn, firwat sinn déi geduecht? Ass dat, fir d'Apparater ze moderniséieren? Ass dat noutwendeg? Oder wat fir eng Ursache sinn dat?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet d'Madamm Statssekretärin Francine Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, ech si ganz frou, dass d'Chamber sech esou staark fir eis Industriepolitik interesséiert a sech esou staark fir eisen Industriestandard engagéiert. D'Guardian ass effektiv eng ganz wichteg Entreprise fir Lëtzebuerg. Si gehéiert zu deene Betriber mat amerikaneschen Originen, déi an de leschte Jorzéngt mat Erfolge hir Aktivitéiten hei am Land ausgebaut a weiderentwéckelt hunn an déi wesentlech och zu der ekonomescher Diversifikatioun vu Lëtzebuerg bäigedroen hunn.

Bei esou grouse Betriber mat e puer Honnert Salariéen ass et och net anescht wéi bei engem Handwierksbetrieb oder am Handel: Eng Entreprise muss regelméisseg investéieren, fir kompetitiv ze bleiwen. A mir sinn och als Wirtschaftsministère permanent a Kontakt mat Be-

triber wéi ebe Guardian, mat den Dirigeanten an de Mammenhaiser vun deenen Industriebetriber am Ausland. Mir encouragéieren, mir begleeten déi Entrepreneuren, fir weider hei ze investéieren, fir den nationale Standard an déi domadder verbonnen Aarbechtsplazen ze halen.

A genee dowéinst ass de Wirtschaftsminister den Ament an Amerika! Hien hat gëscht eng Entrevue an den USA mam President a mam CEO vu Guardian Industries an och mam President vu Guardian Glass. Déi Entrevue war am Haaptsiège vu Guardian a Michigan. Dat Treffen, muss ech awer derbäisoen, war schon zënter Woche geplangt an hat deemno guer näscht mat rezenten Artikelen an der Press iwwert d'Zukunft vun der Firma ze sinn.

Wat do an deenen diverse Pressemeldungen ze liese war iwwer eng eventuell Fermeterung vun engem oder zwee Sitten, dat ass net nozevollzéien, am Géigendeel. Bei där Entrevue tëschent dem Wirtschaftsminister an den Dirigeant vu Guardian ass et näamlech ëm d'Weiterentwicklung gaange vun deenen zwou Produktiounsanlagen zu Käerjeng an och zu Diddeleng, méi präzis ëm Investissementer an nei Equipementer, an nei Technologien an och an nei Rechercheaktivitéiten.

De Minister huet den Decideure vu Guardian nach eng Kéier d'Avantagen, d'Atoute vum Industriestandard Lëtzebuerg am Detail duergeleucht. An ech kann lech och soen, dass Guardian d'Efforten an d'Hëllef vun eise Wirtschaftsministère appreciéiert, fir d'Industrie weider ze digitaliséieren an och fir d'Zukunft op déi Manéier fit ze maachen; Stéchwuert Industrie 4.0.

Am Résumé: Bei der Entrevue tëschent dem Wirtschaftsminister a Guardian goung et ëm nei Investissementer, fir déi zwee Sitten auszubauen, ze stabiliséieren an ze erhalen. Et war keng Diskussioun doriwuer, fir ee Site zouzemaachen. D'Grundstimmung bei deene Gespréicher war positiv, ganz positiv, am Sënn vu weideren Investitiounen zu Lëtzebuerg, fir déi zwee Standuerten ze stäerken.

Mir hunn als Wirtschaftsministère uitgemaach mat Guardian, fir déi nächst Wochen a Méint am Kontakt ze bleiwen, fir se bei där definitiver Decisioun ze begleeten an ze beroden. Här President, an deem Dossier stinn d'Zeeche vun eiser Industriepolitik op Gréng.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Statssekretärin.

A mer kommen zu der leschter Fro fir de Mëtten, déi kënnt vum Här Laurent Zeimet a betréift d'Émsetzung vun de Kollektivverträgen am SAS-Secteur.

- **Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAS au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Jo, Enn 2017 ass vun der Regierung de Kollektivvertrag SAS d'obligation générale genannt ginn, och fir d'Beschäftigungsinitiativen. An elo oni weider Virwarnung waren d'Beschäftigungsinitiativen invitéiert, deen dann och ëmzesetzen, an dat bis Februar dëst Joer, wat natierlech dann och dozou gefouert huet, dass d'Gehälterstrukturen hu missen iwwerkuckt ginn an den Initiativen an och nei Carrièren opgebaut ginn, dat dann och, fir déi méiglech finanziell Ennerstëtzung vum Ministère festzeleeën.

Duerfir wollt ech vum Minister wëssen, ob déi Transpositioun vum Kollektivvertrag dann elo bei alle Beschäftigungsinitiative virgeholl gouf, ob et och zu enger homogener Transpositioun vun darselwechter kouw a wat de finanziellen Impakt dann och fir säi Ministère elo ass.

An deem Zesummenhang wollt ech de Minister froen, wat de Ratio ugeet tëschent Encadranten a Beneficiären an Initiativen, also eent zu fénnef, an deemno wivill Leit ee betreit, huet een dann esou vill Betreier och zegutt. Ob de Minister net och der Meinung wär, dass dee Schlüssel eng Kéier misst iwwerkuckt ginn, dass och, fir vläicht eng Kéier den Ennerscheid ze maachen tëschent deenen, déi éischer administrativ Aufgabe maachen, an deenen, déi wierklech d'Leit betriegen, ob een dat net an deem Zesummenhang eng Kéier misst iwwerkucken. A wa mech net alles täuscht, huet de Minister dat jo och emol scho bei Geleechenheet duerchblécke gelooss, dass et un der Zäit wier, dee Schlüssel eng Kéier ze iwwerdenken.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bon, ech mengen, ech woen elo emol ze soen: Jiddwereen heibannen ass jo en faveur vu Kollektivvertrag. Duerfir kënne mer ons natierlech net opposéieren, wann am Beräich vu Beschäftigungsinitiativen och déi Situatioun gekläert gëtt an déi Beschäftigungsinitiativen och couvréiert gi vun engem Kollektivvertrag.

Do muss ee soen - Dir wësst dat héchstwahrscheinlech; wann net, da soen ech lech et: Beim SAS-Kollektivvertrag sëtzt de Stat net um Dësch! An ech hunn och nach bis elo net erausfonnt, muss ech lech éierlech soen, wien dann op déi gutt Iddi komm ass, fir dass och d'Initiatives sociales oder d'Initiatives d'insertion, wéi ech se léiwer géif nennen, op eemol an der Lëscht gelant sinn, déi vum SAS-Kollektivvertrag couvréiert ass.

Wéi gesot, de Stat sëtzt net um Dësch, e sëtzt awer och an der Keess; do sëtzt en. An dat hu mer natierlech missen transposéieren, well dat si jo net nëmme d'Beschäftigungsinitiativen, déi vun deem SAS-Kollektivvertrag couvréiert sinn, mä vill aner Beräicher; mir hu virdrun notament geschwat vun allem, wat Fleeg ass. An et wier jo net méiglech gewiescht, dass den Aarbechtsminister gesot hätt: „Ech deklaréieren d'obligation générale déi an déi an déi Deeler vun engem Kollektivvertrag, awer net déi aner.“ Duerfir ass et ganz kloer, dee Kollektivvertrag ass e Ganzt an huet missen och dann als Ganzt d'obligation générale deklaréiert ginn.

De Coût natierlech ass méi héich. Mir hunn emol fir d'Éischt gesot, dass mer géifen déi dräi Méint vum Joer 2017 integral à charge huelen an dat beleeft sech à peu près op 3,7 Milliounen héichgerechent. An déi Sue sinn aus enger extra Enveloppe budgétaire couvréiert ginn, déi, wann ech mech gutt erënneren, beim Innenminister oder bei der Fonction publique war. Also déi Sue sinn den Initiativen zur Verfügung gestallt ginn, fir dee Coût supplémentaire ze decken.

Nu wësse mer och, dass mer all Initiativen opgefouert hunn, bei sech eng Analys ze maachen, wat dat géif heeschen am Term vu Reklassement, ech menge vun Neiklasséierung vun de Leit, déi an den Initiative schaffen. Mir kënne dat jo net genau wëssen. Duerfir sinn all Initiativen, souvuel d'CIgen, déi un de Gemengen hänken, wéi och déi aner, opgefouert ginn, ons eng Rei Donnéeën eranzeginn, fir kënne op där Basis en neie System opstellen.

Firwat en neie System opstellen? Well mir der Meinung sinn, dass mer hei eng Approche forfaitaire mussen halen. Well wa mer déi Approche forfaitaire net hätten - mir hunn déi jo och virun e puer Joer agefouert, nodeem et jo an där enger oder där anerer Initiativ gréisser Problemer gi sinn -, da misste mer mat all Initiativ individuell negociéieren, wat hei a wat do vu Moyene géif zur Verfügung gestallt ginn. An entweder wier jiddweree glécklech oder jiddweree wier total onglécklech. Duerfir brauche mer déi Donnéeën an déi hu mer jo och du kritt, fir esou e Système forfaitaire opstellen.

Derbäi muss ech soen: Net all Initiativen hate kee Kollektivvertrag. Et waren och Initiativen, déi een haten. Dat war net onbedéngt den SAS, mä ech kennen eng Initiativ, déi ech elo net hei wëll nennen, den Här Kaes kennt se och gutt, déi um SAS ugeschloss war viru laanger Zäit - viru laanger Zäit. Schon enner mengem Virgänger war déi couvréiert vum SAS-Kollektivvertrag.

Bon, elo komme mer an déi nei Phas 2019, wou dann natierlech dat voll Repercussioun huet. Mir hunn dat héichgeschat op Basis vun deem, wat mer bezuelt hunn op deenen dräi Méint, wat da bis zu 4,2 Milliounen Méikäschten duerstelt, wat net negligéabel ass. Dat sinn à peu près, wann ech mech gutt erënneren, 5% méi, wann ech d'ganz Enveloppe kucken. A mir sinn natierlech der Meinung, dass déi Totalzomm net eleng ka gedroe gi vum Stat, well jo Gemengen och bei enger Rei vun Initiativen, notament de CIgen, intervenéieren an duerfir och en Deel dovun droen, mä éischer dee méi klengen Deel droen.

Nun, Dir hutt mech gefrot iwwert deen neie System, deen elo aus deenen Donnéeën resultéiert huet, déi mer geliwwert kruten. Mir hunn den Encadrement vun de Leit - dee war elo 1,8 Salaire social minimum, déi si gedroe gi vum Stat -, deen hu mer eropgesat op 2,2 Salaire social minimum, déi iwwerhëlt de Stat. Dat hëlt also en compte den SAS, well dat ass jo méi deier, wéi dat bis ewell war, 2,2-mol de Salaire social minimum.

An och d'Frais de fonctionnement, an dat si jo déi normal Fraisen, déi ee soss huet, och administrativer, déi hu mer op 20% respektiv bei deenen, déi net un eng Gemeng ueggliddert sinn, op 30% gesat. Iwwregens déi Net-CIGe kréien 2,4-mol de Salaire social minimum, well déi jo net direkt ennerstézt gi vun enger Gemeng.

Elo de Schlüssel Encadrant an...

(Coups de cloche de la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Här Minister, Dir misst esou lues zur Konkusioun kommen.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, jo!

...Encadrant a Leit, do hätte mer 1 zu 5, Verschiedener leien à peu près ronderem deen 1 zu 5, anerer leien driwwer. Dat ass dann hire Problem a si mussen kucken, wéi se do iwwert d'Ronne kommen. Ech sinn der Meenung, dass mer dee Schlüssel kennen e bëssen eropsetzen, an zwar hu mer virgesinn, deen eropsetzen op 1 zu 6 an de Budget 2019 an 1 zu 6,5 2020. Wann d'Ateliers protégés mussen mat 1 zu 5 eens ginn, wou mer et mat Leit ze dinn hunn, déi schwéier Handicappen hunn, da muss et och méiglech sinn, mat esou engem Schlüssel an enger Initiative d'insertion iwwert d'Ronnen ze kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. Ech mengen, Här Zeimet, déi nächste Kéier musst Der eng Interpellatioun maachen.

(Hilarité et interruptions)

Dat gesot, gi mer elo zum nächsten... Jo, den Här Wiseler freet d'Wuert.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Här President, ech wollt nach d'Wuert froe fir den Depot vun enger Proposition de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Selbstverständlech, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Dat kann een zu jidder Zäit maachen.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech hunn d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Proposition de loi. Et deet mer leed, wann ech net haart genuch geschwat hat! Fir den Depot vun enger Proposition de loi!

Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt eng Proposition de loi haut deposieren zur Modifikatioun vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Conseil d'État. Dës Majoritéit huet 2017 deen Text frësch gestëmmt an huet dobäi erkläert, dass se fundamental Ännerungen um Fonctionnement vum Conseil d'État géif maachen an dass deen neien Text eng Garantie wär, fir där „Institution-clé“, wéi se gesot hunn, eng Legitimitéit ze ginn a fir ze garantieren, dass den Avis akzeptéiert géif ginn a vu jiddwerengem an engem largé politesche Spektrum och géif unerkannt ginn an och vu sämtleche Force-politiqué géif unerkannt ginn.

Dobäi huet se fixéiert, dass d'Designatioun d'selwecht géif bleiwen, wéi dat virdru war, an dräi agedeelt, alternativ fir d'Éischt d'Regierung, d'Chamber an dann de Conseil d'État. Dat huet net geännert. An zwee Kritäre sinn derbäigefouert ginn, dass ass d'Représentativité équitabile an de Profill, dee muss ausgeschriwwen ginn, wann en neie Kandidat kënn.

D'CSV huet sengerzäit deen Text net matgedroen, an eise Spriecher, de Léon Gloden, huet sengerzäit gesot, an ech zitieren hien: „Hei stellt sech fir eis awer ëmmer nach d'Fro, wien dat kontrolléiert a wat geschitt, wa sech net dru gehale gëtt.“ „Deen Text“, sot en, „risquéiert, Lettre morte ze bleiwen.“

Well - an do fueren ech weider, seng Zitatioun ass eriwuer - déi Kritären, déi do drastinn, notamment d'Représentativité politique, extrem vag sinn. Si kënnen och d'ailleurs kontradiktorsch si mat aner Kritären, wann zum Beispill eng Partei dee gréng Profill proposéiert, deen anscheinend net deem entsprécht, dee proposéiert ginn ass oder dee gefrot ginn ass vum Conseil d'État.

Esou Diskussiounen, déi dann duerno entstinn, déi sinn net gutt fir de Conseil d'État, déi sinn net gutt fir d'Politik an déi sinn och schlecht fir déi legislativ Aarbecht, well e flouen Text ëmmer Diskussiounen bréngt.

D'CSV ass nach wie vor der Meenung, dass éischten all neie Member déi notwendeg Kompetenz, déi de Statsrot dee Moment brauch, muss hunn. An duerfir ass de Profill fir eis wesentlech.

Zweetens, dass d'Legitimitéit och muss an deem Sënn assuréiert ginn, an dass mer et besser géife fannen, wann alleguer déi Kandidate vun enger gewieltener Chamber géife gewielt ginn, dat heescht, all Nominatiounen iwwert d'Chamber gemaach ginn, esou wéi mer et virdru proposéiert hant. Dat wär an eisen Ae méi transparent a méi kloer.

An drëttens, dass de Prinzip vun der Représentativité politique net am Text tel quel géif stoen, well, wann en esou flou ass an net definiéiert ass, dat ëmmer zu Diskussiounen féiert.

Dat war eis Proposition de loi 6821, déi déi Prinzipie sengerzäit schonn enthalen huet. A mat eise Text si mir iwwerzeegt, dass deen Duerjemeen, dee mir an deene leschten Deeg kann hunn, net esou virkomm wär.

Duerfir, nodeems dass de Bewäis elo erbruecht ginn ass, dass de Regierungstext net uerdentlech fonctionnéiert, hu mer nach eng Kéier deen Deel, wat d'Designatioun vun de Membere ass, frësch formuléiert, adaptéiert op den aktuellen Text.

An ech hunn d'Éier, lech deen hei ze deposieren, Här President. Deen ass ënnerschriwwen vum dem Här Paul-Henri Meyers, vum Här Léon Gloden a vu mir selwer. An ech deposieren deen am Numm vun der CSV-Fraktioun. Wann ech gelift!

7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci.

(Interruption et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Voilà. Merci.

Da komme mer elo zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Nuklearoffkommes mam Iran, ugefrot vun der LSAP-Fraktioun. An et ass den Här Marc Angel, deen aféiert an déi Diskussioun. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord

Exposé

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Jo, Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, haut genau virun enger Woch huet den US-President Trump den Ausstieg vun den USA aus dem Wiener Atomoffkommes mam Iran anonciéiert. An Accord, dee fir de Weltfrieden insgesamt, awer besonnesch och fir e séchere Mëtteren an Noen Osten extrem wichteg ass.

Aus der Siicht vun der LSAP war dat e fatale Feeler vun den USA, well et doduerch zu engem neie Wettrüste komme kann an enger Region, wou et schonn vill Kricher, Stellvertrederkricher, arméiert Konflikter, humanitär Krisen a politesch Onstabilitéit gëtt.

Erlaabt mer, kuerz drun ze erënneren, dass den Nuklearaccord vun 2015 en 13 Joer laangen Atomsträit mam Iran bäigeluecht huet! Duerch deen Accord, dee vun Iran, vun de fënnf permanente Vertrieeder am UNO-Weltsicherheetsrot - USA, China, Russland, Frankräich a Groussbritannien -, awer och vun Däitschland ënnerschriwwen gouf, huet sech den Iran verpflichtet, fir mindestens zéng Joer grous Deeler vu sengem Nuklearprogramm drastesch ze beschränken, fir keng Atomwaffe bauen ze kënnen.

Duerch déi unilateral US-Decision géint den Accord kéint elo am Noen Osten en atomaart Wettrüsten ausgeléist ginn. Méi Waffen, méi Militär, méi Droungen ass genau de Géigendeel vun deem, wat déi Region do brauch, an et ass och de Géigendeel vun deem, wat mir als Europäer wëllen.

D'Stockholmer Fridensfuerschungsinstitut SIPRI huet ausgerechent, dass sech den Import vu Waffen an den Noen a Mëtteren Osten an de leschten zéng Joer méi wéi verdoubelt huet. 32% vun alle Waffeliwwerunge kommen do un, an dat, obwuel an deser Region nëmme 5% vun der Weltbevölkerung liewen!

Och hei wëll a muss ech niewebäi drun erënneren, dass Europa do eng Responsabilitéit dréit. An ech wëll hei kloer am Numm vun der LSAP soen, dass dat Thema „europäesch Waffenex-

porter“ an der EU vill méi offen ugeschwat muss ginn.

Zréck nun zum Nukleardeal mam Iran. D'Europäesch Unioen a besonnesch déi Baussebeoptragten, d'Madamm Federica Mogherini, hunn e grouse Verdéngscht, dass deen Accord mam Iran 2015 zustane komm ass. Dat huet natierlech seng Ursaachen. Mir hunn als Europäer de gréissten Interêt, schonn eleng aus geografeschen Ursaachen, well mir vill méi no beim Iran si wéi d'USA. Well deen Accord mam Iran e Succès war an ass, muss d'Europäesch Unioen och elo alles maachen, fir deen Accord ze retten.

Den Deal huet näamlech bewisen, dass et méiglech ass, eng Weiderverbreedung vun Atomwaffe mat diplomatesche Moyenen ze verhënneren. Eng Rüstungsuegd am Noen Oste wier also elo de facto net nëmme d'Enn fir den Atomwaffensperrvertrag, dee säit Mäerz 1970 a Kraaft ass, mä och fir den aktuelle System vun der nuklearer Rüstungskontroll.

A senger Ried vum 8. Mee 2018 huet den Donald Trump e Coup gelant, mat deem hien den Iran treffe wollt. Mä mir bedauern als LSAP, dass d'est e Coup ass, mat deem en am Fong déi ganz Welt getraff huet.

Ech hu mer de Video vun der Ried am Diplomatic Room vum White House nach eemol ganz genau uegekuckt an nogeluschtert. Et huet mech wierklech verwonnert, dass den US-President do einfach esou behaupt huet, den Iran géif trotz Accord u sengem Waffeprogramm weiderschaffen, an e beriff sech dobäi op eng Pressekonferenz vum israelische Premierminister Benjamin Netanyahu, an dat obwuel den neien US-Ausseminister Mike Pompeo an och den Dan Coats, den Direkter vun amerikaneschen nationalen Norichtendéngscht, nach viru ganz kuerzem an engem Hearing am US-Kongress ausdrécklech erkläert hunn, dass et keng Beweiser géife fir iranisch Versteiss géint den Accord.

Wéi ech um Enn vum Här Trump senger Ried d'lescht Woch den John Bolton, de Sécherheetsberoder am Wäissen Haus, deem säi Laachen an och säi Gesichtsausdruck gesinn hunn, dunn ass et mer bal kal de Réck erofgelaf, well et och genau deen John Bolton war, deen ënnert dem fréieren US-President Bush Junior trotz mangelnder Beweiser vu Massevernichtungswaffen am Irak deemools ee vun den Haaptkrichsdreier war!

Den Irak-Krich mat all senger Konsequenze war d'Resultat, an och déi verstärkt Roll vun schiteschen Iran an der Region ass iwwregens eng Konsequenz vun deem sënnslosen Irak-Krich. Et ass also ze hoffen, dass duerch des nei Feelinschätzung vun engem amerikanesche President et net nees zu weidere Kricher kënn, an et ass ze hoffen, dass sech haut, 2018, Europa an deser Fro net méi wéi deemools auserneendividiéiere léisst.

Et ass haut ze begrëssen, dass Frankräich, Däitschland a Groussbritannien an och déi ganz EU hannert dem Accord stinn an déi US-Decision condemnéiert hunn a virun Eskalatioun warnen.

Mir sinn als LSAP och der Meenung, dass sech duerch des eesäitg Decision déi gespaante Lag weder am Iran nach an aneren Deeler vun Noen a Mëtteren Oste verbessere wäert. Au contraire, et ass ze fäerten, dass d'Reformkräften am Iran geschwächt ginn an dass déi reliés, äerzkonservativ an aggressiv Kräften an deem Land gestärkt ginn an den Iran sech dann och eventuell net méi wäert un den Accord halen a seng Programmer, fir Nuklearwaffen hierzustellen, erëm ophélt.

Wann da Saudi-Arabien, wat d'Atommuecht Pakistan finanziell ennerstézt, och an de Besëtz vun Atomwaffe kënn an och nach Ägypten, jo, da sinn d'Situatioun am Noen an am Mëtteren Osten an d'Sécherheet vun Israel sécher net garantéiert!

Här Minister, ech ginn lech dofir vollkomme recht, wann Dir an engem Interview mam „Spiegel“ gesot hutt, dass déi Liichtfertegkeet vun amerikanesche President lech sprachlos mécht. D'LSAP begrëisst och Är Ausso, dass d'USA vum Här Trump Europa net ze diktierten huet, wéi et mam Iran als Europa emzegen huet, an dass Europa keen Zwerg op der internationaler Bün därerf sinn, mä mat Stabilitéit an Entschlossenheet géintiwuer den USA optriede soll.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all d'est wëllt awer net heeschen, dass een den Accord mam Iran inhaltlech och net kritisieren därerf, an nach manner, dass een dee Regimm an d'Politik am Iran net méi kritisieren därerf. Den Nukleardeal mam Iran war sécher net perfekt, mä et ass ganz einfach illusoresch ze gleewen, dass et zu engem besseren Accord komme kéint, andeems een dat Erreechtent einfach futtimécht.

An dat Erreechtent war ouni Zweifel dat Beschte, wat viru bal dräi Joer no laange Verhandlungen erauszuschloe war. Déi nuklear Ambitioun vum Iran goufe gebremst, den Iran hält sech un den Accord, an dat ass och duerch eng Dose Kontrolle festgestallt a festgehalte ginn.

Den Iran huet allerdéngs och weiderhin Hege-moniespréich am Noen Oste gestallt an en huet och weiderhin u ballistesche Rakéiteprogrammer geschafft. Jo, dat stëmmt! Mä dat kann een net, wéi dat verschidde Commentateuren elo maachen, als Rechtfertegung ugin, fir den nuklearen Accord ze kritisieren, well dat waren net d'Ziler vun deem Accord, dat war net, wouzou sech den Iran an deem Accord verpflichtet huet.

International Politik vis-à-vis vum Iran därerf sech jo net just op den Accord beschränken an aner Problemer mussen eben op aner Weeër ugeschwat ginn.

A jo, de Reproche muss ee sech och als EU, fannen ech, muss ee sech och als EU kënnen gefale loosse. Vläch gouf dat an deene leschte Joren net méi staark genuch gemaach. Et gouf vläch net genuch op d'Menscherechtsverletzungen opmierksam gemaach, well sech ze vill op d'Émsetze vum Accord nucléaire konzentriert gouf. Déi Kritik ass gerechtfertegt, mä se rechtfertegt an eisen Aen op kee Fall d'Opkënneg vum deem Accord.

Och mussen mer als Europäer Aussoe vun iranischen Hardliner, wéi zum Beispill dem Ayatollah Ahmad Khatami seng Priedeg vum leschte Freideg, wou e gedrot huet, dass den Iran, falls Israel onvernünftg handele géif, déi israelesch Stied Tel Aviv an Haifa zerstéiere géif, dat muss een natierlech och op dat Schäerfste condemnieren.

Fir d'Europäesch Unioen steet am Kontext ronderem den Iran-Nukleardeal virun allem d'Sécherheet am Noen Osten an dobäi och ons eege Sécherheet um Spill an am Vierdergrond. Mä den Accord huet awer och e wirtschaftleche Volet, dee Volet, deen iwwerhaupt eréischt den Ureiz fir den Iran duergestallt huet, en Accord deemools ze verhandelen.

D'wirtschaftlech Sanktiounen iwwer Joren ewech hunn natierlech net zum Erfolg gefouert. A säit dem Accord goufen dunn erëm ekonomesch Relatiounen geknäppt. An och, wann dës ekonomesch Relatiounen, wann dovunner nach net esou vill beim iranische Vollek ukomm ass, wéi dat ufanks erhofft war, fannen ech awer, dass mer op engem gudde Wee do waren.

Elo stinn awer net just déi iranische ekonomesch Interessen um Spill, wéi dat den Iran och duerch déi Fuerderung no Garantië vun den Europäer innerhalb vun den nächste 60 Deeg daitlech gemaach huet, mä och wirtschaftlech Interesse vun der Europäescher Unioen, an dat besonnesch am Kontext vun de sougenannten US-sekondar Sanktiounen, déi europäesch Betriber treffe kënnen, wa se am Iran investieren oder wa se weiderhi mam Iran Geschäfte maachen.

Dofir stellt sech dann eis d'Fro, wéi mir als Europäer wéi uegekënnegt den Accord oprechterhale kënnen an déi gefuerdert Garantien och ouni d'USA, wat den ekonomeschen Deel vum Vertrag ueget, liwwere kënnen.

An erlaabt mer dozou ze froen, Här Minister: Ginn et dozou schonn éischt Diskussiounen an der EU, wéi mer dat garantéiere kënnen?

Eng zweet Fro: Fir dass dat iwwerhaupt geléngt kann, muss d'Europäesch Unioen dann net och derfir suergen, déi wirtschaftlech Konsequenzen op europäesch Betriber vun den US-Sanktiounen esou wäit wéi méiglech ze begrenzen?

Wat fir eis ganz wichteg ass als LSAP, Här President, ass, dass mer als Europäer an deem Dossier weiderhin gëent bleiwen a gemeinsam handeln.

An, Här Minister, mir zielen op lech, dass Dir am Conseil zu Bréssel an aneren internationale Foren dozou bäidroeg wäert, dass mir als EU versiche wäerten, alles ze ennerhuelen, dass et net zu enger Eskalatioun kënn an esou en nukleart Wettrüste verhënnert ka ginn.

Erlaabt mer, lech nach eng lescht Fro zu Är Aschätzung op der politescher internationaler Bün ze stellen! Kënn Dir eis eppes soen zu de Gespréicher mat Russland a China? Dat si jo och Partner vun deem Accord.

Als Konkusioun wëll ech soen, dass déi unilateral Handlung vun den USA ënnert dem Här Trump, sief dat hei am Iran-Dossier oder och déi Decision, d'US-Ambassad op Jerusalem ze verleeën, dass dat Provokatioun sinn, déi sécher net zum Frieden an där Region bäidroeg, wéi mer dat jo och geschter leider hu misse feststellen op der Grenz vun Israel a Gaza. A mir wëllen als LSAP hei ganz kloermaa-



chen: Gewalt ass eppes, wat mir op dat Schäerfste condemnéieren!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Débat

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt Merci un den Här Angel, fir d'Initiativ geholl ze hu vun dëser Heure d'actualité. Et wier natierlech och interessant gewiescht, de Mëtteg iwwert d'Situatioun Israel-Palästina ze diskutéieren. Leider hu mer d'Zäit net derfir. Mä dat kënne mer da vläicht, Här Ausseminister, bei enger anerer Geleehentheet nohuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, näischt am Noen Osten ass schwaarz oder wäiss. An dach, mengen ech, ass et kloer, datt den unilaterale Réckzuch vum US-Präsident Trump aus dem Nuklearofkommen mat dem Iran, dem sougenannten Accord de Vienne, e schwéiere Schlag fir de Multilateralismus, fir d'Diplomatie a fir de Weltfrieden ass.

Dës onglécklech Decisioun huet awer och den transatlantische Bezéiung schwéiere Schued zougéfüügt. Hei si sech jo och déi däitsch Kanzlerin an den EU-Kommissiounspräsident eens. A mir deelen als CSV-Fraktioun déi europäesch, awer och déi lëtzebuergesch Kritik un dëser Decisioun.

Bei all deem muss een awer gradesou kloer soen, bei all berechtigter Kritik un der Zickzackpolitik vum Här Trump dierf een d'Veereenegt Staten net op deeselwechten Niveau setze wéi den Iran, well dëst Land ass nun emol ee vun deene längsten an deenen eelste Partner vun der Europäescher Unioun, awer och vun eisem Land.

Trotzdem bleift den Joint Comprehensive Plan of Action en histoireschen Accord, well hie sécherstellt, datt den Iran net zu enger Atomuecht ka ginn, mat iwwregens engem kloer Phasing out vum iranischen Atomprogramm. Derbäi kënnt, datt dësen Accord enner EU-Leadership entstanden ass an et ass domadder ee vun deene wéinege konkrete Succèsse vun enger gesamt-europäescher Aussepolitik.

An all Réckschlag, Här President, stécht awer och ëmmer eng Chance. A vläicht ass grad d'Erausklamme vun den USA elo d'Geleehentheet fir d'europäesch Aussepolitik, fir aus de Kannerschong erauszeklammern a fir aussepolitisch op eegene Féiss an dësem Deel vun der Welt ze goen.

Här President, trotzdem a grad duerfir muss Europa elo mat enger Stëmm dem Här Trump soen, datt mir definitiv hei net mat him averstane sinn an datt déi nei US-Sanktiounen kontraproduktiv wäerte sinn, an dat net just wéinst der Gefor vun enger Explosioun vun de Pétrolspräisser an domadder d'vun enger zolitter Brems fir d'Weltkonjunktur. Virun allem awer, an dat wäerten d'Madamm Mogherini an hir Kolleegen aus Däitschland, Frankräich a Groussbritannien jo och haut zu Bréissel probéieren, muss alles ennerholl ginn, datt den Accord mat dem Iran weider wäert Bestand hunn.

Duerfir ass et och wichteg, datt den Iran am Accord bleift an datt net eng nei nukleär Oprüstungscourse am Noen Osten entsteet, mä och, well dësen Deal jo grad déi moderat Kräften am Iran ennerstëtzt a well en definitiv Scheitern vun dësem Accord den Hardliner zu Teheran erëm géif neie Wand an hir Seegele ginn.

Nach wier et awer gradesou falsch, fir d'Ae virun enger gewëssener Realitéit hei zouzemaachen, well ganz ouni Grond huet jo déi amerikanesch Trump-Administratioun sech net aus dësem Accord zrëckgezunn. D'Haaptursach ass jo dat aggressivt Verhale vum Iran an der gesamter Regioun vum Noen Osten, virun allem awer am Libanon, a Syrien, awer och am Jemen. Et muss een also ganz kloer soen, datt et dem Iran och hei virun allem em eng geopolitesch Virherrschaft am Orient geet.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, d'Europäesch Unioun soll elo an den Diskussiounen hir Soft Power ausnotzen a versichen, déi iranesch Autoritéiten ze iwwerzeegen, datt et nëmme an hirem eegene wuelverstanenen Interessi ka sinn, datt dësen Accord wäert weiderbestoen. An hei kënnt dann och déi wirtschaftspolitesch Dimensioun vun dësem Ofkommen an d'Spill.

Et kann net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, datt an Zukunft europäesch, also och lëtzebuergesch Entrepreneuren elo vun den USA géife mat Sanktiounen beluecht ginn, well si weider Handel mam Iran bedriewen! Fir Lëtzebuerg sinn dat jo an éischter Linn den Technologie-secteur an d'Cybersécherheet.

Wéi kann elo d'Europäesch Unioun hir Entreprisé virun dëse Sanktiounen vun den Amerikaner schützen? Wierksam wier et op jidde Fall, Här Ausseminister, Finanzéierungskanal an Euro fir d'Iran-Geschäft bereetzstellen, well d'US-Sanktiounen et jo elo schonn illegal maachen, dem Iran Dollare fir Transaktiounen zur Verfügung ze stellen. A loosse mer eis hei kengen Illusiounen higin: D'Zentralbank zu Teheran wäert vun den Amerikaner vum internationale Bankesystem an deenen nächsten Deeg ofgeklemmt ginn!

Madamm Presidentin, mir mussen eis allerdéngs bewosst sinn, datt d'Amerikaner alles wäerte maachen, fir Drock auszeüben, datt d'Europäesch Unioun sech och wäert den amerikaneschen Institutiounen beugen. Mir mussen dann och lauschten, wat dem Här Trump seng Regierung sech virstellt, wa se ëmmer erëm seet, se géif eigentlech wëllen d'Verhandlung mat Teheran fortféieren, wat dann eigentlech déi nei Iran-Strategie vu Washington soll sinn.

Ech kommen zum Schluss. Madamm Presidentin, bei all deem mussen awer europäesch Wäerter vu Fräiheet, Gläichheet a Bridderlechkeet am Vierdergrond stoen. An zu deene gehéiert an éischter Linn de Fridden! Dorëms muss et Europa goen. Dës Welt brauch net méi, mä manner Nuklearwaffen!

Europa muss duerfir weider Hëllefbrücke bauen, mä muss och weider aussepolitisch Faarf bekennen. Zu dëser aussepolitischen Faarf gehéiert nun emol am Noen Osten d'Nuklearofkommen mam Iran. An duerfir muss mir alles als Europäer ennerhuelen, fir datt dësen Deal bestoe bleift, am Interessi net nëmme vum Fridden am Noen Osten, mä och am Interêt vum Fridde weltwäit.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Mosar.

Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Oh! Ech mengen, et ass e wéineg Duerjerneen.

(Interruptions)

Ech begréissen dann den Här Berger hei op der Tribün.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen awer, den Här Graas ass darselwechter Meinung wéi dat, wat ech elo wäert dann och hei soen.

Madamm Presidentin, virun zwee an en halleft Joer, am Januar 2016, ware mer als Lëtzeburger Chambersdelegatioun zu Teheran. Dat war genau zu deem Zäitpunkt, wéi iwwert d'Agence internationale fir Atomenergie bekannt gi war, datt den Iran seng Engagementer, fir d'Uräicherung vum Uranium ze stoppen, erfüllt hätt an d'Sanktiounen géint den Iran opgehewe géifen.

Mir haten d'Chance, grad zu deem Moment als éischt Delegatioun vun engem Parlament aus Europa mat héichrangege Vertrieder aus dem Iran zesummenzekommen. An de President, deen de Moment dohanne steet, dee ka sech och nach gutt erënneren. Deemools ware mir also als éischt Delegatioun vun engem Parlament aus Europa do. Mir haten do Gespräicher mat héichrangege Vertrieder, mam President. An dat waren eigentlech ganz positiv, konstruktiv Gespréicher, Dialog, an et louch eng Stëmmung an der Loft, ech mengen net nëmme bei eis dee Moment, mä ech mengen och an Europa an doriwwer eraus, datt wierklech Hoffnung an Optimismus ugesot wäeren.

Jiddwereen huet positiv no vir gekuckt, well et sech em eng gewëssen, oder jiddwereen huet sech erwaart, datt eng gewëssen Normalitéit an de Relatiounen mat dem Iran géif kommen. Sécherlech, deen Accord war net ganz perfekt, mä awer besser deen Accord wéi guer keen.

Bon, op där enger Säit hate mer déi wirtschaftlech Relatiounen, dat ass een Aspekt. Ech ka mech erënneren, datt, wéi mer ofgereest sinn, dat war de 16., 17. Januar 2016, du ware knapps d'Sanktiounen opgehewen, du sinn och schonn déi éischt Delegatioun vun däitschen Entrepreneuren, et war och eng Delegatioun vum franséische Wirtschaftsministère, owes do ugereest, fir da kënnen och éischt Gespréicher ze féieren. Dat war deen een Aspekt.

Mä ech mengen virun allem, wat jiddweree sech erwaart huet a wat jo och awer déi lescht zwee Joer méi oder wéineger lues agestratt war, dat ass, datt ee sech méi politesch Stabilitéit net nëmme mam Iran, mä awer an där ganzer Regioun deemools erwaart huet. An ech mengen, datt et deemools zu deem Accord komm war, deen eigentlech 2015 fäerdeg mat de Verhandlung war, dat war sécherlech och e Succès, e grouse Succès eigentlech vun der europäescher Diplomatie, déi op Dialog gesat huet, op géigesäitege Respekt. A wann een zrëckkuckt an der rezenter Geschichte, géif ech soen,

ass et eigentlech ee vun deene gréisste Succèsse vun der europäescher Diplomatie.

Ben, den Accord muss een och gesinn als e Schlüsselement a puncto weltwäiter nuklearer Ofrüstung, besonnesch och, wann een d'Perspektive kuckt, déi sech an der Nordkorea-Fro stellen. An aus all dëse Grënn, ech mengen virun allem aus deene Grënn, Consideratiounen weltwäiter nuklearer Ofrüstung, aus Consideratiounen vu politescher Stabilitéit a méi Rou am Noen Osten, awer och aus deenen ekonomeschen Iwwerleeungen ass et wierklech extrem ze bedauern, datt den Donald Trump, den amerikanesche President, eigentlech unilateral decidéiert huet, d'USA aus deem Accord do zrëckzezéien, well dat riskéiert erëm awer grouse politesch Onstabilitéit an déi Regioun ze bréngen.

A säit der Ukënnegung vum amerikanesche President, datt e sech aus deem internationalen Atomaccord do erauszitt, erliewe mer jo och - et ass vläicht net eleng d'Ursach, mä dat huet sécherlech och nach Uelech op d'Feier geschott -, erliewe mer jo eng Rei Eskalatiounen vun de Situatiounen am Noen Osten, datt also déi regional Stabilitéit erëm a Gefor ass.

Derbäi kënnt och, datt elo d'USA hire Récktrëtt aus dem Accord och mat Wirtschaftssanktiounen géint Teheran verbannen, awer net nëmme géint Teheran, well, dat huet och scho mäi Virriedner gesot, dat huet natierlech och Implikatiounen op eng Rei europäesch Länner, och op Lëtzebuerg, well ekonomesch bei eis déi eng oder aner lëtzebuergesch Entreprise och do Relatiounen huet.

Bon, ech mengen, hei ass et net déi éischte Kéier. Et muss ee leider erëm feststellen, datt den amerikanesche President Donald Trump op en Neist d'Vertraue vu sengen internationale Partner och verletzt huet, datt e sech eigentlech net un - ech géif elo net soen d'Spill -, mä awer un eng Rei Regelen oder Acquisen hält. Ech denken och do an deem Kader un d'Klimaabkommen vu Paräis, wou en och jo do de Schrëtt gemaach huet, dee mer allegueren net wollten, a sech och aus freieren Engagementer jo eben erausgezunn huet.

D'Fro ass: Wéi geet et elo weider? Et muss ee betounen, datt deen Accord net opgeléist ass. Dat ass awer eppes, wat vläicht dobausse vun de Leit heiandsdo falsch verstane gëtt. Deen Accord ass net opgeléist, well elo ee Land, d'USA, sech dorausser zrëckzitt. Also, et ass kloer, datt den amerikanesche President net esäiteg dee ganzen Accord kann ophiewen. An dat ass jo dat, woufir mer mussen och da weider plädéieren.

An dat ass och dat, wat positiv ass, well Europa awer de Moment, hunn ech d'Impressioun, weiderhin nach geschlossen dosteet. Et kënnt drop un, datt mir also weider zu deem Accord stinn an och als EU geschlossen do optrieden an och esou handelen.

Op alle Fall, fir d'DP ass et och kloer, datt mer zesumme mat der europäescher Gemeinschaft, mat eise Partner an Europa an deem positiven Accord, dee sécherlech net perfekt ass, weider festhalen, well awer all Säit, mengen ech, wierklech nëmme ze gewannen huet; datt mer dorunner festhalen.

An haut komme jo d'Ausseministere vun der EU zesumme mat dem Chef vun der iranischer Diplomatie. An ech mengen, wann ech eisem Ausseminister eppes ka mat op de Wee ginn, wann ech mer dat dierf erlaben, ech mengen, da muss eise Message och kloer sinn, dee muss kloer eriwierkommen, datt mer mussen un deem Accord festhalen an et muss fäerdegbréngen, datt och mir natierlech, mä awer och den Iran sech weider ka mat deem Accord identifizéieren, datt mer weider positiv dorobber weiderschaffen.

Eng lescht Fro, Madamm Presidentin, méi generell, dat ass, wou mer eis d'Fro mussen stelle, wéi eis aktuell respektiv och eis zukünfteg Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an den USA sollen ausgesinn. Ech mengen, et sinn der, déi soen: „Anducken a waarden, bis datt en neie President gewielt ass.“ Ech weess net, ob dat déi richteg Taktik ass. Ech mengen, mir mussen och do kucken, datt mer dat net einfach aussätzen, mä datt mer och kucken, wéi mer méi proaktiv, méi selbstbewosst dru schaffen, datt mer als Europa un eisen eegene Capacitéiten um Gebitt vun der Aussepolitik, um Gebitt vun der Wirtschaftsdiplomatie, um Gebitt vun der Defense, datt mer do weider dru schaffen an datt mer do kënnen selwer virkommen, egal wéi dann de President vun de Vereenegte Staten heescht.

Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Berger. Als nächsten ageschriwwene Riednerin hunn ech d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter (déi gréng). - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat senger Decisioun huet virun e puer Deel den Donald Trump et fäerdegbruecht, mat engem Schlag d'Aarbechte vun zéng Joer, ganz delikat diplomatesch Relatiounen, ze zerschloen. Ech schwätzen iwwerhaupt net hei vum Här Trump sengem Fangerspëtzegefäll, mä just, fir ze soen: Mat där leschter Aktioun brécht an dësem Dossier och eng Kooperatioun mat der Europäescher Unioun, mat Russland a mat China.

Mir sinn als Gréng der Meinung, datt dem Donald Trump seng Decisioun d'Problemer an der Regioun op kee Fall wäert léisen. Bien au contraire, d'Problemer wäerte sech just verschäerfen, an zwar op e puer Niveauen, déi notament och scho virdru genannt gi sinn.

Deen Deal, deen hat zumindest als Pluspunkt, datt mer während zéng Joer hätte kënnen verhënnere, datt den Iran massiv an d'Atomwaff investéiert, produzéiert. An déi international Agence fir d'Atomenergie, also déi Institutioun, déi eleng dofir zoustänneg ass, fir ze iwwerprüfen, datt den Iran sech konform zum Deal verhält, huet bis elo oder hat bis elo och confirméiert, datt den Iran sech effektiv un d'Konditiounen vum Deal gehalen huet.

Wann deen Deal awer elo vun alle Säiten annulléiert gëtt oder géif ginn, hu mer iwwerhaupt keng Garantie méi. Esou kleng vläicht déi jëtzege Situatioun u Garantien ass; wann iwwerhaupt keen Deal do ass, hu mer iwwerhaupt keng Garantien. An ech brauch hei jo elo keen Exposé ze maachen, wat eng nukleär Oprüstung, net nëmme vum Iran, mä an där Géigend, géif bedeiten.

Den zweete Punkt, dat ass: D'Populatioun, déi am Iran wunnt a leeft an déi grad amgaange war, sech vun enger wirtschaftlecher Kris ze erhuelen. De Kolleg Berger huet et virdru scho gesot, mir konnten eis effektiv do ukucke virun zwee Joer, a wéi engem Zoustand datt dat ganz Land war: d'Land, d'Infrastrukturen, d'Fligeren, d'Spideeler, wéi dat ausgesinn huet an u wat et iwwerall gefeelt huet. An déi Leidtragend schlussendlech sinn d'Leit, déi do wunnen, déi oft hir Meinung nëmme gefrot ginn, mä déi net ëmmer hir Meinung kënnen fräi soen.

Mir haten och schonn am Iran, an et ass och gewosst, datt praktesch en Drëttel vun de Leit am Iran an informelle Secteure schafft, an datt elo duerch déi Erneuerung vun där Kris, déi dat dote ka provozéieren, sech deen informelle Secteur sécherlech net wäert minimiséieren, mä datt dee sech wahrscheinlech erëm wäert verbreedere a vill méi Leit, wann iwwerhaupt, an illegale Secteure wäerte schaffen.

An dann den drëtten Punkt, deen och schonn hei genannt ginn ass. Ech mengen, et ass evident: Um bannepoliteschen Niveau besteet d'Gefor, mat dëser Situatioun a mat dëser Decisioun aus Amerika - unilateraler Decisioun -, datt am Iran erëm antiimperialistesche, ultranationalistesche oder radikal islamistesche Gefiller wäerten opkommen, datt déi wäerte gestärkt ginn an datt genau déi Leit, déi am Fong geholl ons Ennerstëtzung am meeschte géife brauchen, och déi Leit wäerte sinn, déi sech esou Mouvementer wäerten uschleissen.

An den Donald Trump huet am Fong geholl déi ganz Maschinerie fir den Haass vum Westen domadder erëm relancéiert. An déi Leit, déi dovunner wäerte benefisséieren, dat si genau déi Leit, déi hien eigentlech wëllt bekämpfen. Ech mengen, déi Erfahrung hu mir zum Deel hei an Europa gemaach, mä den Här Trump schéngt dat net esou ze gesinn, op jidde Fall net esou ze verstoen.

An da schlussendlech, wa mer iwwert d'sozial Ongläichheete schwätzen, esou wäerten déi och erëm eng Kéier wuessen och an deem Land, eben duerch déi radikal Kräften, déi dat nach wäerten ennerstëtzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An da ganz zum Schluss selbstverständlech: Och mir Gréng wëssen, datt am Iran bei Wäitem - bei Wäitem! - nach net alles an der Rei ass, ugefaange bei de Mënscherechter, déi Dag fir Dag do mat Féiss getrëppelt ginn. D'Ennerstëtzung, déi si un den Assad ginn, un déi extremistesche Gruppen: Jo, dat stëmmt alles, mä mir sollten oppassen, datt mer net en Amalgam maache vun deem Ganzen an datt mer ëmmer erëm drun denken, datt mer gemooss ginn un där Loyalitéit, déi mer duerstellen, wa mer en Deal ennerschreien.

Ech wëll lech just nëmme als lescht Remark soen, Här President: Mir hunn eis geduecht:



Wat denke se an Nordkorea, wat de Wäert vun engem Deal ass, wann ee gesäit, wat d'lescht Woch de President vun den United States mat deem Deal iwwert den Iran a seng Atomkraaft gemaach huet?

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der sozialistescher Fraktioun Merci, datt se déi Initiativ geholl huet, fir des Debatt hei ze lancéieren.

Et war u sech eng Hoffnung, déi mer alleguer haten, wou deen Accord ënnert der Administratioun Obama-Kerry verhandelt gouf, well loosse mer eis hei kengen Illusiounen higinn: Et war u sech een Accord, deen d'Amerikaner verhandelt hunn, wou d'Europäer manner in „the lead“ waren, wéi se et ëmmer soen, mä dacks antichambriert hunn an heiansdo e bëssen nogelasschert hunn, wéi sech bannen zerstride gouf.

Et war trotzdem, mengen ech, fir eis alleguer en Hoffnungsschimmer an et ass awer esou gewiescht, datt déi Terme vun deem Accord vun Ufank u contestéiert waren. Kaum war en ënnerschriwwen, hu lues a lues iwwer 200, an dat sinn der vill, héich amerikanesch Offizier hir Kriticken ëffentlech gemaach, wou se op d'Schwächte vun deem Accord opmierksam gemaach hunn. An där gouf et der eng ganz Partie.

Verschiddener vun de Virriedner hu gesot, den Accord wär net ganz perfekt gewiescht. Et war u sech, wat den Accord, wat d'Glafwierdegkeet vum Accord ugeet, vun Ufank u kee gudden Accord. Et war e wichtege politeschen Accord, awer wat de Contenu militaire ugeet, war e vun Ufank un net gutt.

Dat Ofkommen war zum Beispill nëmme partiell verifiabel. An den Iran huet zum Beispill e puermol refuséiert, fir international Kontrollen op sene militäreschen Installatiounen zouze-loossen. Op zivilen Installatiounen war dat méiglech; d'AIEA huet der e puer gemaach, op de militäreschen Installatiounen net.

Den Accord war an enger ganzer Rei vu wichtege Punkten zäitlech begrenzt och huet keen absolutt Moosname getraff, fir eng militäresch Nuklearisierung vum Iran ze verhënneren. Esou ass et zum Beispill esou gewiescht, datt d'Zuel vun den Zentrifugen zwar reduzéiert gouf, awer natierlech net op null gesat gouf.

Den zivilen Programm huet en Deel dovu gebraucht, mä net nëmme. Et gouf nëmme fir 15 Joer verbueden, den Uran unzeräicheren op eng militäresch Capacitéit. De Stock vun ugeräichertem Uran ass reduzéiert ginn, mä net eliminéiert ginn. Dat heescht, do waren awer eng ganz Rei Nodeeler an deem Programm vun Ufank un. A souguer d'AIEA, déi awer nëmme beschränkt iwwerhaapt konnt Kontrolle maachen, huet e puer liicht Verstéiss festgestallt, an notament bei der Produktioun vu schwéierem Waasser.

Den Iran ass hei bezechent ginn, ech weess et net, zimlech euphemistes, wéi wann en elo eng Gefor wier vun enger Destabiliséierung. Mä den Iran ass dee Facteur, dee mat an där ganzer Region vum Mëttleren Osten d'Situatioun destabiliséiert, deen den Terror ënnerstëtzt wéi bal keen anert Land an där ganzer Region, an och zum Deel finanzéiert, wat mer elo am Abléck erliewen un der Grenz tëschent Israel an der Gazasträif.

Et ass eng Politik, déi kee Vertrauen inspiréiert. A wann ee mat esou engem Land een Accord wëllt maachen iwwer Öfréchtungsmaassnahmen, da muss een och kënne Vertrauen an de Partner hunn. A beim Iran ass dat wahrscheinlech net de Fall.

Den Iran. D'LSAP huet gesot, et wäere wuel Rakéitentester gemaach ginn, mä deen Zesammenhang mat deem Accord wär net onbedéngt nozevollzéien. Dat ass falsch! Den Iran huet iwwert déi lescht Joren de ballistesche Rakéiteprogramm konsequent ausgebaut. Seng Rakéite sinn elo bei enger Portée vun 2.000 km. Dat heescht, Europa kann duerch iranesisch Rakéiten erreicht ginn.

D'USA haten d'Opstelle vun Rakéitenofwäerker Polen notament justifiéiert mat der Gefor vun dem iranesischen ballisteschen Programm. Et ass schued, datt deemools Russland net mat associéiert gouf. Dat hätt eis vill Spannungen erspuert, mä Tatsaach ass: D'Argument vun den Amerikaner fir déi Systemer a Polen, dat ass den iranesischen nukleare ballistesche Pro-

gramm, eng Violatioun vun der Sécherheetsresoloutioun 2231, an dann natierlech och d'Entdeckung vum Mossad, déi den Här Netanjahu d'lescht Woch bekannt ginn huet.

Et ass also esou, datt déi Decisioun, och wa se eis net gefält, awer novollzéierbar ass an och rational ze begrënnen ass.

Wat mussen mer maachen als Europäer? Mir sinn natierlech drun interesséiert, laangfristeg gutt Relatiounen mam Iran ze hunn, ekonomesch Relatiounen, fir d'Mënscherechter an deem Stat anzuetrieden, a Spannungen ze reduzéieren. Mä mir mussen dat zesumme mat den Amerikaner maachen.

Mir mussen probéieren, en neit Ofkommen ze verhandelen. En neit Ofkommen kann awer nëmme kredibel sinn, wa mer d'Amerikaner an deem Effort mathuelen; keng europäesch Versich, fir eng Bausepolitik ouni d'USA oder géint d'USA am Mëttleren Osten ze maachen. Dat kann net fonctionnéieren. Si sinn dee wichtegste Partner.

Mir probéieren, an Europa eng Initiativ ze huelen, fir zesumme mat den USA méi e kredibelen, e méi verifizéierbar Ofkommen mat dem Iran ze verhandelen. Dofir brauche mer d'USA. Mir brauchen och Russland a China. An alt erëm mussen mer soen: Et ass wichteg, datt mer eis Relatiounen och mat deene Länner, besonnesch mat Russland, verbesseren, fir datt mer si och als wichtegen diplomatesche Partner bei esou Efforte kënnen u Bord hunn.

En effikass Ofkommen mam Iran. Ech mengen, d'Madamm Loschetter huet vun Nordkorea geschwat. Nordkorea, wann et da fonctionnéiert, fonctionnéiert duerch Ofschreckung. An ech mengen, datt déi Logik wahrscheinlech och beim Iran nach ëmmer ze begrënnen ass.

Mir wäerten op jidde Fall d'Regierung ënnerstëtzen, wa se fir weider verifizéierbar Ofkommen mat dem Iran am atomare Beräich antrëtt. Mir wäerten awer warne virun dem Versuch, Europa vun den USA bei deenen Efforten ze isoléieren.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. D'Geschicht ass e bëssen ironesch, well déi verschidden US-Regierungen an deene leschte Jorzéngten doe sech ganz schwéier mat der islamischer Republik vum Iran. Wann een awer bedenkt, datt déiselwecht Vereenegt State vun Amerika u sech e bëssen um Ursprung si vun dëser Republik oder se provoziert hunn, nodeems se jorelaang e bluddege Regimm, dee vum Schah, ënnerstëtzt hunn. A schlussendlech koum et 1979 zur Revolutioun.

De Réckzuch natierlech aus dem Vertrag, deen unilaterale Réckzuch vun den USA aus deem Vertrag ass inakzeptabel. Ech mengen, mir sinn eis do all eens. An et ass och en Destabiliséierungsfacteur op der Welt. Ech mengen, d'USA spillen ëmmer méi eng destabiliséierend Roll op dëser Welt a constituéieren u sech och eng reell Gefor fir de Weltfridden.

Mir sinn elo an enger Situatioun, wou et fënnf offiziell Atommuechten am Weltsécherheetsrot gëtt. Et gëtt awer nach aner, déi net offiziell sinn. Et gëtt Indien, et gëtt de Pakistan. Et goufe vill aner Länner, déi versicht hunn, eng ze hunn, wéi Südafrika deemools. Et gëtt natierlech och Israel, wat eng huet, wat et selwer net zougëtt a wou u sech och ni eng Inspektioun stattfonnt huet. An do mierkt een och, datt net all Land d'selwecht behandelt gëtt.

Dat ass d'Émfeld vum Iran. Wollt den Iran ëmmer en Atomwaffenarsenal opbauen? Et kann een héchstwahrscheinlech dovunner ausgoen.

Mir sinn natierlech fir eng total Ofrüstung. Mä et ass komplizéiert, wa gewësse Muechten op der Welt, déi iwwer Atomwaffe verfügen, anere Regionalmuechten oder Groussmuechte soen: „Dir däerft dat net hunn.“ Dat ass eng komplizéiert Situatioun, an dofir kann een déi natierlech och novollzéien, wann e Land ëmzingelt ass vu Länner, mat deene se plus ou moins manner berënnert sinn an déi och iwwer Atomwaffe verfügen, an esou e Land gesot kritt: „Dir däerft keng hunn.“

Mä ëmmerhi war den Iran bereet, an déi Richtung ze goen, wat wahrscheinlech och net einfach war, net nëmme fir d'Regierung, mä vläicht och fir d'Bevölkerung am Iran, fir ze soen: „Mir mussen eis natierlech e bësse méi ducke wéi déi aner.“ Den Iran huet do Efforte gemaach.

D'Konsequenzen dovunner sinn natierlech ganz problematesch. Wéi mer wëssen, kann dat och gewësse Kräfte innerhalb vun der islamischer Republik am Iran stäerken. Kräfte, déi natierlech eendeitig méi radikal sinn an

deenen een u sech schlussendlech och erëm e Recht kéint ginn, fir ze soen: „Gesitt Der? D'Amerikaner sinn net seriö mat eis. Si hunn eis humiliéiert, gezwongen, an elo zéie se sech zrëck.“

Mä natierlech huet dat och Konsequenze fir aner europäesch Länner. Dovunner ofgesinn, datt dat natierlech och Konsequenze ka kréien op d'Uelechpräisser, et ass och gesot ginn, an op europäesch Betriber, déi sanktionéiert wäerte gi vun den USA. An u sech: All Betrib, dee mam Dollar handelt, also quasi all Betrib u sech, ka sanktionéiert gi vun den USA. Iergendwéi muss een dann och soen, datt et eng feindseelig Approche vun der US-amerikanischer Regierung ass géintwuer den europäesche Länner respektiv géintwuer quasi all Land, wat net op der Linn ass vun den USA. Et wier vläicht och interessant ze wëssen, wéi vill Lëtzebuurger Betriber dovunner betraff wieren.

Mä ech mengen, dee gréisste Problem ass deen elo vum Weltfridden, deen do a Gefor ass. Ech mengen, dass jo och eng Angscht do besteet säitens der Achs USA-Israel-Saudi-Arabien; wat jo esou eng plus ou moins inoffiziell onhelleg Allianz ass do an der Géigend, vu datt sech jo déi russesch-iranesch Achs lues a lues do etabléiert a Syrien, an och duerch déi lescht Wahle am Libanon, wou u sech jo och d'Hisbollah an eng aner schiitesch Partei däitlech gewonnen hunn. Doriwwer muss ee sech Froe stellen.

Mä och nach, ech mengen, do derlaanscht komme mir och net, an ech wollt déi Fro och stellen, well et ass am selwechte Kontext. Ech hätt dem Här Ausseminister déi Fro haut de Moie gestallt, mä op der Lescht stoung drop, datt en net kéint derbäi sinn. Mä trotzdem, ech mengen, mir mussen doriwwer schwätzen.

Dat, wat a Gaza geschitt, huet jo och eng Inzidenz. An ech géif awer och gär wëssen, wat d'Positioun hei an der Chamber ass. Ech mengen, et muss ee kuerz eng Kéier driwwer schwätzen. An haut de Moien huet och nach déi israelesch Botschafterin, d'Simona Frankel, wat vun Israel fir d'Belsch a Lëtzebuerg zoustänneg ass, gesot, déi 55 Leit, déi do gestuerwe sinn - et sinn der méi gestuerwen -, wäeren all Terroristen.

D'Fro wier ganz einfach och, ob Lëtzebuerg e Gespréich mat dëser Botschafterin hätt an och freet, wat fir eng Evidenze si hätt, fir ze behaapten, datt all Einzelnen, deen do gestuerwen ass, en Terrorist wier, a wéi et weidergeet an deem Kontext, well ech mengen, et kann een net ëmmer einfach nokucken.

An dat gëtt jo justement an där ganzer Géigend de berechtigten Androck, datt et en „deux poids, deux mesures“ gëtt, datt net jiddwereen d'selwecht behandelt gëtt. Déi eng kënne sech alles erlaben, déi schlémmste Massakeren, an déi aner gi ganz streng beobacht.

Ech mengen, iergendeng Kéier muss och de Weste verstoen, datt, wann e wëllt Lektione ginn - well et kann ee Lektione ginn, wann ee wëllt, ech si kee groussen Unhänger vu Lektione ginn -, mä wann ee wëllt Lektione ginn, da muss een och an der Situatioun sinn, fir kënne Lektionen ze ginn, an dofir och e bësse makellos sinn, wann een dat vun anere fuerdert.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech wëll och fir d'Éischt dem Här Angel Merci soen, dass en déi Initiativ geholl huet. An ech mengen, wann ee gutt hei nogelasschert huet, et ass eng grouss Unanimitéit ze verzechnen.

Vill Politiker an och Analysten hate jo gefaart, dass den 8. Mee kee gudden Dag fir d'Weltgeschichte kéint ginn. An den US-President Donald Trump huet den Austrëtt vun de Vereenegte Staaten aus dem Atomofkommen jo och deen Dag decidéiert. Nun, Frankräich, Däitschland, Groussbritannien an d'Europäesch Unioun hate sech am Virfeld an de leschte Méint ganz staark och mat den Amerikaner zesummegeesat, mat deenen aus Amerika, mat deenen ee ka schwätzen. Mä dat huet näischt gedéngt. Dir wësst, dass dat e wéineg ëmsoss war.

Wéi Der och wësst, ass den Accord, dee jo offiziell Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA, heescht, de 14. Juli 2015 tëschent dem Iran op där enger Säit an deene fënnf permanente Membere vum UNO-Sécherheetsrot an Däitschland derbäi zu Wien ofgeschloss ginn.

Wat ass den Hauptobjekt vun deem Accord, wou mer als Europäesch Unioun, ugefaange beim Javier Solana iwwert d'Catherine Ashton

elo bis d'Federica Mogherini, dru geschafft hunn a wou et am Ufank esou war, dass just déi dräi Ausseministeren aus deenen dräi Länner Frankräich, Däitschland an England dru geschafft hunn? Dat war den Jack Straw, de Joschka Fischer a wéi et ugaangen ass den de Villepin.

Bon, mir sinn nach ëmmer dovunner iwwerzeegt, dass dat ee gudden Accord war an ass. En ass staark, en ass nohaltig, en ass verifiabel an et war ee wichtege Schrëtt an ee richtige Schrëtt, eng vun deene wéineg gudden Nouvelen, déi mer an de leschte Joren aus dem Noen Oste konnte kréien. Dësen Accord ass jo am Oktober 2015 a Kraaft getrueden an huet gewisen, dass multilateral Diplomatie fonctionnéiere kann, och wann een immens vill Ausdauer muss hunn, fir Resultater ze erreechen. Der wësst, vläicht kënnt Der Iech erënneren, vun der Wahl vum Ahmadineschad am August 2005 bis d'Wahl vum President Rohani 2013 war Funkstille. Do hu mer nëmme iwwer Sanktiounen geschwat, wa mer an der Europäescher Unioun iwwert den Iran rieds haten, natierlech och iwwer Mënscherechter.

Et huet gewisen, dass d'Diplomatie et ka fäerdegbréngen, gravéierend Problemer trotzdem um friddleche Wee, jiddefalls versiche kann, ze léisen a Konflikter ze verhënneren. Bilateral hu mer am Kader vun der Ëmsetzung vun deem Accord eis Relatiounen mat dem Iran normaliséiert, vill Länner an der Europäescher Unioun an och mir, dat heescht also Lëtzebuerg.

Dat heescht selbstverständlech net, an et ass e puermol hei gesot ginn, dass mer keng Bedenken hätten an dass mer och net vill Bedenken hätten, déi d'Amerikaner och hunn, wann et ëm d'Aspekter geet vun der iranischer Politik, d'Mënscherechtsituatioun am Land un éischer Stell, an eis Sanktiounen vun der Europäescher Unioun si méi staark wéi d'amerikanischer Sanktiounen am Kader vun de Mënscherechter.

Mir hunn och natierlech déi Rakéiteprogramm ëmmer a Fro gestallt, dass se domadder sollen ophéieren. Den Iran huet och eng kloer Verantwortung, dat hu mer ëmmer gesot, fir de Friden a fir d'Stabilitéit an där Region. Mä mir mussen wëssen, dass et bei deem Accord do ëm déi nukleare Oprëschtung gaangen ass am Iran an dass mer wollten eng Trennung maachen tëschent deem enge an deem aneren, soss wier iwwerhaapt näischt méiglech gewiescht.

Ech wëll och soen, virun allem dem Här Kartheiser, wann Der wëllt, Här President: Elo versicht de President Trump, en Accord ze kréie mat Nordkorea, fir dass Nordkorea säin Atomprogramm stoppt. Dat kann en nëmme maachen, well d'UNO, well de Multinationalismus et fäerdegbruecht huet, ganz, ganz staark Sanktiounen géint Nordkorea fäerdegbréngen mat grousser Solidaritéit vun alle Länner vun der Welt.

Bon, ech mengen, Här President, dass mer och an där Saach mat Nordkorea natierlech als Europäesch Unioun voll dohannertstinn, mä dass och de President Trump jo keng Garantie kritt, dass sech iergendepes ännert, wann esou en Accord kënnt, un de Mënscherechter an Nordkorea, un der Innenpolitik an un der Aussepolitik an Nordkorea. Duerfir dat Argument, fir ëmmer drop hinzuweisen, dass den Iran net dat géif maachen aussepolitisch, wat mir wëllen, ass en Argument, wat ee kann total a Kontradiktioun setze mat deem, wat elo a Saachen Nordkorea an Amerika geschitt.

Mir gleewen eigentlech weiderhin, Här President, un en Engagement an un en Dialog mam Iran. D'Politik vum President Rohani, deen d'lescht Joer jo erëmgewielt ginn ass mat enger relativ grousser Majoritéit, bleibt a mengen Aen déi beschte Chance op Reformen an deem Land, e risegt Land, e Land, vun deem mer wëssen, dass et a Konkurrenz steet, a staarker Konkurrenz steet mat Saudi-Arabien. Een Enn vum nuklearen Accord géif virun allem d'Hardliner an deem Land stärke mat alle Konsequenzen, déi dat och kann hunn, wann ech d'Relatioun kucken, wéi se haut ass mat Saudi-Arabien.

Ech kann eigentlech nëmme bedauern, dass den amerikanesche President virun enger Woch dës Entscheidung annonciéiert huet, aus dem Ofkommen erauszeklappen an dobäi nach d'Sanktiounen eropzeschrauwen. En huet wuertwärtlech gesot „the highest level of economic sanctions“. Déi Entscheidung ass e wéineg rücksichtslos oder souguer vill rücksichtslos, wann ee bedenkt, dass d'international Gemeinschaft iwwer zwielef Joer laang hei ganz, ganz haart verhandelt huet, d'Amerikaner un éischer Stell, fir 2015 zu deem Accord ze kommen. D'Zil war, ass a bleift, ze garantéieren, dass den Iran keng Atombomb entwéckelt, an esou ze verhënneren, dass et an der Region zu enger geféierlecher Proliferatioun vun Atomwaffe kënnt.

„Et ass“, wéi de President Trump schonn an der Wahlcampagne gesot huet, „dee schlechtesten

Deal, dee jee gemaach gouf.“ Stëmmt dat? Ech mengen: absolutt net! De President Trump huet den Deal am Wahlkampf an zënter dem Untrëtt am Wäissen Haus ëmmer nees kritisiert, et wär en Ofkommen, dat keng effikass Kontroll géif erlaben - wat falsch ass -, et géif keng Garantien ginn, dass den Iran irgendwann net awer eng Atombomb kéint kréien. Mä ech mengen, am Fong ass dat a sengen Aen e schlechten Deal, well den Deal ausgehandelt ginn ass vum President Obama.

Den Accord ass sécherlech net perfekt, wéi keen Accord perfekt ass, mä et gëtt keng Alternativ dozou. A fir eng nuklear Waff ze bauen, vläicht wann Der dat erlaabt, Här President, brauch een ugeräicherten Uranium, a fir deen hierstellen, brauch ee speziell Zentrifugen. Den Iran huet dës Unzuel u Maschinnen vum 19.000 op 5.060 aktiv Zentrifugen, Centrifuges, misse limitéieren. Den Uranium dierf och just nach op 3,67% ugeräichert ginn, héich genuch, fir an Atomkraftwierker benotzt ze ginn, Stroum ze produzéieren, mä wesentlich ze middreg, fir Atombomben ze bauen, well duerfir misst een d'Uräicherung op iwwer 90% kënnen héichschrauwen.

Donieft huet den Iran den Uranium, dee méi héich ugeräichert war an deen en hat, zu engem groussen Deel missen aus dem Land eliminéieren. All dës Mesurë gi vum der internationaler Agence fir Atomenergie AIEA observéiert, kontrolléiert. D'AIEA, ech soen lech, ass zu Wien, eng UNO-Organisation. D'Experten huelen Emweltsprouwen, iwwerwaachen, versiegen dat Atommaterial an analyséieren Millioune Dokumenter an och Informatiounen. D'AIEA zu Wien huet bis elo all dräi Méint zertifizéiert, dass den Iran sech un all d'Oplage vum Accord hält. Si huet bis elo eefel Rapporten gemaach.

D'Inspektiounen op der Plaz gi professionell vum der AIEA ausgefouert. Et kann als dee stärksten Atomspektionsregime vum der Welt opgefouert ginn. D'Experte vum der AIEA hunn och déi rezente Beschëllegung vum israellesche Premierminister Netanjahu - an Dir gesitt déi Biller, déi mer alleguerten am Kapp hunn - ganz kloer an definitiv zréckgewisen. Den Iran strieft haut net méi no Atomwaffen dank dem Accord vum 2015.

Et ass wouer, dass deen Accord verschidde Klauselen beinhalt, déi zäitlech begrenzt sinn. Dat sinn d'Sunset-Klauselen. Einzelner lafen 2025 aus, mä den Accord garantéiert, dass d'UNO bis 2040 verstärkter Kontrolle kann duerchféieren. Dank dem Accord an dem Ophiewe vum de Sanktiounen géint den Iran wollte mer wirtschaftlech eppes opbaue mat den Iraner. D'Iddi war jo, iwwert dee Wee ee gewëssenen Drock kënnen auszeüben op d'iranesch Aussepolitik, mat där mer - ech hunn dat gesot - zum jëtzege Zäitpunkt absolutt net kënnen zefridde sinn. Et ass wichteg, dem Iran selbstverständlech just dese Moment d'Signal ze ginn, dass et fatal wier, fatal, wann dat Land géif muer oder iwwermuer erëm ufänken, Uranium unzeräicheren.

De Mueren huet den Ausseminister vum Iran, den Dschawad Sarif, mech och ugeruff - ech huelen un, en huet all Ausseminister aus der Europäescher Unioun ugeruff - an ech hunn him ganz kloer gesot, dass, wann dee Schrëtt géif gemaach ginn, mer dann natierlech machtlos wieren. En huet mer och bericht - an déi Fro ass gestallt gi vum engem Kolleg heibannen -, dass Russland - e kennt vu Moskau - an och China - e war zu Peking an de leschten Deeg - weiderhi voll hannert deem Accord stinn, an et ass ze hoffen, dass eben an de Gespréicher, déi haut jo ufänken téschent deenen europäeschen Ausseministere an him selwer, op jidde Fall de politesche Wëlle ganz kloer deklinéiert ka ginn, dass ee wëllt alles maachen, fir deen Accord ze retten.

D'Decisioun vum President vun Amerika, deen och POTUS heescht, ass op ganz vill Kritik gestouss, net nëmme an Europa, mä an der ganzer Welt. Déi Decisioun ass net gutt fir d'Stabilitéit am Mëttleren Osten a fir de Friden op der Welt. Hei ass llichtfankeg argumentéiert an decidéiert ginn, ouni Rücksicht - ech soen et nach eng Kéier - op d'Fakten a Rücksicht op d'Konsequenzen. D'Afféierung vun US-Sanktiounen riskéiert eng ganz, ganz negativ Signalwirkung ze hunn, och fir déi wirtschaftlech Bezéiungen, déi Europa am Kader vum Ofkommen mam Iran jo relancéiert huet.

Dass d'USA hiren eegene Wee ginn, ass am Endeffekt ze acceptéieren, dat ass hir souverän Decisioun. De Risiko besteet awer, dass d'Europäesch Unioun duerch dem amerikanesche President säin Handele mat neie Gefore konfrontéiert gëtt. Mëttelfristeg kéinten, am Fall wou den Iran e militäreschen Atomprogramm erëm géif nei entwéckelen, iranesch Missillen Europa ganz séier menacéieren. D'Veereenegt Staten, wësse mer, leie méi wäit ewech. Et muss also alles gemaach ginn, fir dass den nuklearen Deal net zerbrécht, dat och

am Interêt am Fong vu 500 Millioune Bierger an Europa.

Wann d'USA aus dem Ofkommen erausklammen a vun neien amerikanesche Sanktiounen geschwat gëtt, dann ass dat eng Saach. D'US-Autoritéite kënnen awer Europa net soen, wat eigentlech ze maachen ass. Sekundär US-Sanktiounen, déi extraterritorial wierken an europäesch Firme géife penaliséieren, sinn net acceptabel. Et ass och trotzdeem eng Fro, mengen ech, vun europäescher Souveränitéit. Wann ee kuckt, déi gréissten ekonomesch Weltmuecht ass ëmmer nach Europa virun Amerika, déi jo elo also weider muss zesumme-stoen - an Dir hutt dat jo och hei gesot, verschiddener vun de Kollegen - a sech geschlossen hannert den Accord stellen, och fir hir wirtschaftlech Interëten ze verdeedegen, jiddefalls dat mat alle Mëttel ze versichen an net vu virera schonn ze soen, dass et net méiglech ass.

Ech war déi leschte Kéier am Februar 2017 am Iran. Dat war déi drëtze Kéier no 2014. Mir hatten eng Wirtschaftsmissioun do. De Wirtschaftsminister Schneider war am Oktober 2016 do, de Chamberspräsident war am Januar 2016 do. A wärend menger leschter Visitt hu mer als Lëtzebuerg mam Iran en Traité ënnerschriwwen, fir eis gemeinsam Investissemter ze féerden an och ze schützen an esou eise bilateralen Handel ze stärkeken.

Wéi ech scho gesot hunn, geet et hei drëm, déi politesche an ekonomesch Relatiounen mam Iran ze normaliséieren an domadder d'Politik vum der Ouverture vum President Rohani ze ënnerstëtzen.

Nun, wat kann deen Impakt si vum der Decisioun vum 8. Mee op d'Regioun, op Europa an dann natierlech och an engem Wuert op Lëtzebuerg? Den Accord ass net dout, mä en ass staark fragiliséiert. Dozou wëll ech just bemierken, dass den nuklearen Accord mam Iran an der Resolutioun 2231 vum UNO-Sécherheitsrot vum 2015 verankert ass. Den US-Präsident, natierlech och deenen, dee ka viles, awer e ka keng Resolutioun vum Conseil de sécurité ausser Kraaft setzen. Den Accord iwwert dem Iran säin Nuklearprogramm ass net ee bilaterale Accord. E gehéiert net engem Land. Et ass en Accord, deen der Allgemengheet gehéiert, deen dem internationale Recht ënnerläit, nodeem en am Conseil de sécurité guttgeheescht ginn ass.

Här President, haut treffe sech - ech hunn et ugedéit - d'Ausseministere vu Däitschland, vu Frankräich, vu Groussbritannien zesumme mam iraneschen Ausseminister Dschawad Sarif zu Bréssel an natierlech och a Präsenz vum der héijer Representantin Mogherini. Muer den Owend wäert och am Conseil européen zu Sofia iwwert dëst, wat virgefall ass, geschwat ginn. Mir ruffen als Europäesch Unioun den Iran op, sech weider un den Accord ze halen. Soulaang den Iran sech un den Deal hält, hale mir eis och drun. De Message, dee muss kloer sinn, an ech hoffen, dass déi moderat Kräften zu Teheran em de President Rohani an dee Message verstinn a sech fir den Erhalt vum der Substanz vum Accord a vu sengen ekonomeschen Dividenden och asetzen. Et ass iwwergengs och dat, wat den Ausseminister vum Iran mer de Muere gesot huet, wat se wëlles hunn, ze maachen.

D'EU muss also elo mat Teheran verhandelen, fir d'Ëmsetzung vum Atomaccord och ouni d'USA ze garantéieren, wat net einfach ass. Fir den Iran wirtschaftlech elo - wann ech esou dierf soen - bei der Staang ze halen, misst eigentlech d'Europäesch Unioun ee wirtschaftlech Pak opstellen, an deem vill vun de Virdeeler vum deem JCPOA fir den Iran weider bestinn. Dëst ass natierlech kruzial fir déi moderéiert Kräften am Iran, fir deenen déi néideg Elementer ze ginn, fir intern géint den Exit ze argumentéieren an d'Kontinuitéit an d'Ëmsetzung vum Accord ze garantéieren. Fir dem Iran seng Regierung ass den Handel mat der EU entscheidend, fir am Accord ze bleiwen.

Moosname kéinten elo geholl ginn, fir den europäesche Betriber a Banken déi néideg Confiance ze ginn a se virun den US-Sanktiounen ze protegéieren. Ech kann hei vläicht e puer Iddien entwéckelen. Eis Operateure brauchen objektiv Garantien, dass se net vun den amerikaneschen Autoritéite gestrooft ginn, wa se mam Iran handelen.

Eis Aarbecht ass et, hinnen esou gutt wéi méiglech bei der Sich vun dese Garantien ze hëllefen. Dat ass virun allem wichteg fir Betriber aus dem Mëttelstand, där och ganz vill am Iran aktiv sinn aus Europa, fir déi et schwéier ass, d'amériquesche Sanktiounen, déi extrem komplex sinn, ze interpretéieren. Mir mussen wëssen, dass d'Betriber, déi och Relatiounen an Amerika hunn, ganz, ganz staarkem Drock wäerten ausgliwwert ginn.

D'EU an déi eenzel Memberstate kéinten och hëllefen, andeems si hiren eegenen Interpretationskader schafen. An dësem Kontext hunn

ech scho vun enger EU-Lizenz geschwat, déi beschreibe géif, wat méiglech ass a wat net. D'Betriber géifen doduerch eng Rei Garantien kréien. Dobäi wier et wichteg, dass d'Europäesch Unioun natierlech och am Dialog mat den Amerikaner kéint bleiwen.

Mir wëssen, dass d'EU och spezifesche Energiebetriber schütze kéint. D'Fransouse vum Total hu 5 Milliarden investéiert de Moment am Iran. ENI, dat sinn d'Italiener, ebenfalls. Dës Geschäfte kéinten elo an Euro ofgewéckelt ginn, net méi an Dollar, well jo elo gläich den Dollar guer net méi dierf gebraucht ginn a kommerziellen Transaktiounen mam Iran. Ee Betrib, ech hunn et gesot, wéi Total, mä och anere méi mittelstännege Betriber, déi am Iran sinn, misste mer probéieren, d'Garantien ze ginn, dass se net ënnert déi Sanktiounen vum den Amerikaner falen.

D'EU kéint sech och méi an Infrastrukturprojeten am Iran erasetzen. Eng aner Mesure, déi natierlech och muss diskutéiert ginn, wier, dass d'Banque européenne d'investissement hei vu Lëtzebuerg kéint Projeten am Iran matfinanzéieren a matgarantéieren.

Mä bon. Wéi eng Konsequenzen wäerten déi amerikanesch Decisiounen spezifesche fir Lëtzeburger Betriber hunn, déi am Iran aktiv sinn? Mir wëssen, d'Cargolux ass erëm aktiv, Paul Wurth ass aktiv, et sinn och aner Firmen nach aktiv. Ech ka se net alleguerten hei nennen. Dass viles méi komplizéiert gëtt wéi virun, ass doudsécher. Mä mir wäerten eis op jidde Fall fir déi Betriber och asetzen zesumme mat den europäesche Partner.

Ech mengen, Här President, de Message vum der Chamber hunn ech kritt, dass alles soll gemaach ginn, fir dass deen Deal oprechter hale gëtt, aus Grënn, déi d'Sécherheet uginn, mä awer och aus Grënn, dass natierlech och eis Relatiounen am Moyer-Orient, och déi ekonomesch Relatiounen am Moyer-Orient a virun allem och am Iran, déi vun enger gewëssener Wichtigkeit sinn, dass net alles kippt.

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, bleift nach just eng Sekonn hei. Den Här Mosar huet wahrscheinlech eng Zousatz-iwwerleeung oder -fro.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo. Merci fir d'Ëischt dem Här Ausseminister fir déi ganz detailléiert an och ganz interessant Explikatioun. Ech mengen, en huet och d'Thematik ganz gutt geschieldert.

Ech wollt just awer nach eng Kéier op ee Punkt agoen, dee fundamental schéngt, deen en och selwer gesot huet, ech hat e virun och erausgestrach, dat ass, dass an Zukunft keng Transaktiounen méi kënnen an Dollar ofgewéckelt ginn. Dat huet dann zwou Konsequenzen: Datt ee muss kucken - an ech hunn et virun och gesot -, eben zousätzlech Finanzierungsquellen an Euro den Entreprisé bereetstellen. An do kéint menger Meenung no och déi Europäesch Zentralbank eng féierend Roll spillen. Ech wollt dem Minister dat vläicht mat als Iddi op de Wee ginn an dat och froen.

An dann ass awer en zweete Problem - et ass schued, dass elo de Finanzminister net am Sall ass, well ech wäert och herno am Kader vum MiFID II nach eng Kéier op déi Fro zréckkommen -, mir wëssen, wéi d'Amerikaner reagéieren an esou Situatiounen. Mir hate virun e puer Méint déi Situatioun, dass eng Bank ee Moment anscheinend do Transaktiounen mat Nordkorea gemaach huet. Wat maachen d'Amerikaner? Si knäppen direkt de Clearing an Dollar of.

A wann dat hei geschitt, dann ass keng Bank méi bereet, iergendwéi eng Entreprise ze finanzéieren, déi am Iran Geschäfte mécht. An dat ass, mengen ech, dee ganz grouse Risk, dee sech hei stellt. An ech mengen, do muss d'Europäesch Unioun kucken, Instrumenter ze fannen, well ech mengen, dass et net um gudden Wëlle vun den Entreprisé wäert feelen, fir weider am Iran normal hiren Aktivitéiten nozegoen. Et muss ee just wëssen, deemno wéi d'Amerikaner do reagéieren, hunn déi Entreprisén an haaptsächlech déi Banken, déi se hannendru finanzéieren, e Lach am Kapp.

(**Interruption par M. Jean Asselborn**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Also dat Ëischt, dat ass: Och elo ouni dat, wat de President Trump gemaach huet, war et extrem schwéier, d'Bankfluxen an och d'Finanzfluxen ze organiséieren téschent dem Iran, Europa an anere Länner.

All Iddien, déi elo um Dësch leien, si gutt, si wichteg, och d'Zentralbank. Ech mengen, dat gëtt och alles gekuckt. Ech wëll vläicht hei och éierlech mat lech sinn, et ass dat, wat ech héieren aus europäesche Kreesser wéi och de Moien aus iranesche Kreesser, dass et extrem

schwierig ass, Garantien ze fannen, déi hieb- und stichfest sinn, fir kënnen esou weiderzemaachen, wéi wann näischt geschitt wier. Mir mussen wëssen, dass all déi Betriber, déi Relatiounen hu mam Iran an och Relatiounen hu mat Amerika, immensem Drock ausgesat ginn. Mir mussen wëssen, dass all Bank an Europa, déi och Geschäfte mécht mat Amerika, do méi wéi Drock gemaach kritt a gesot kritt: „Entweder Du méchs Geschäfte mat eis oder Du méchs Geschäfte mam Iran mat der Konsequenz, déi dat bedeit.“

De Problem, dee sech jo da stellt, ass, wa mer als Europäer keng Garantien, keng fest Garantie kënnen ginn, dass dann am Iran sech zwou Saachen dinn. Dat eent, dat ass d'Fro: „Firwat hu mer dat iwwerhaapt misse maachen? Mir kënnen hinnen net trauen, mir hunn eis an eppes eragelooss, wou mer keng Géigeleschtung kréien.“ An dat Zweet, dat ass virun allem, wat am meeschten ze fäerten ass, dass déi, déi net op der Linn si vum President Rohani, dat heescht déi Onmoderat, dass déi ganz, ganz séier Iwwerhand kréien an dass déi et da fäerdgebréngen, fir d'Maschinnen erëm unzekierpen an dass mer dann op engem ganz anere Wee sinn.

Dat ass jo och d'Gefor, déi mer als Europäer versicht hunn, ier de President Trump seng Decisioun geholl huet, him bäizebréngen. Mir waren esouguer esou wäit gaangen, dass mer d'accord waren, wéi mir an engem Conseil dorivwer geschwat hunn, fir d'Sanktiounen, déi bestinn - et ginn op véier Punkte Sanktiounen: d'Menscherechter hunn ech genannt, et sinn der och fir Syrien, et sinn der fir den Terror an et ginn nach op engem anere Punkt Sanktiounen -, dass mer souguer bereit gewiescht wieren, fir do d'Léschten oder d'Persounen, déi drënner stoungen, eropzesetzen, fir ze weisen, dass Europa alles mécht, fir den Drock ze erhéien, dass den Iran och aussepolitisch eng aner Positioun kritt.

Mä dat, wat ech gesot hu vum Nordkorea, dat ass awer net falsch. Och do, bei Nordkorea kéint et een Accord ginn iwwert den Nuklearspekt, mä et gëtt jo ni en Accord, wéi dann elo emol de Kim Jong-un soll mënscherechlech ëmgoen a sengem Land, wann den Accord iwwert den Atomvertrag geschloss gëtt.

Här President, ee Saz, dann halen ech op. Ech ka leider net äntwerten op all dat, wat den Här Wagner gesot huet. Mä ech mengen, mir fannen e Wee, fir hei driwwer ze schwätzen, och wat Israel a Palästina ugeet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn. A mer géifen zur Question élargie vum Här Henri Kox iwwert den Émgang mat der Nuklearenergie iwwergoen. Den Här Kox huet fënnf Minutten an d'Regierung zéng Minutten, fir ze äntwerten.

8. Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Et ass de Mëtteg schonn des Éfteren iwwert d'Atomenergie geschwat ginn op internationalem an op nationalem Plang. An ech kann dat nëmme ënnersträichen, wat de Kolleg Bodry viru Kuerzem hei gesot huet: dass eng Klo och zu Cattenom fälleg wär. Ech wär direkt dobäi, fir mat ze ënnerschreiben, well ech war jo och Matinitiator géint Tihange am Fall vun de Gemengen, wou jo 40 Lëtzeburger Gemenge matgemaach hunn.

Iwwert dës Regierung, mengen ech, kann ee soen, dass déi op allen Ebenen an der Antiatomenergie aktiv war, an net nëmme ugekënnegt huet, mä och ëmgemat huet, wat se versprach hat. An ech mengen, déi Klo zesumme mat Eisträich géint Hinkley Point an England ass Beweis genuch, dass se och net scheien, op d'Gericht kënnen ze goen.

Een Thema gouf awer och scho vun de viregte Regierungen nach net richtig ugepaakt, well mer och ni eng richtig Handhab hatten, dat ass d'Reform vum Euratom-Vertrag aus de 50er Jore vum leschte Jorhonnert. En Euratom-Vertrag, deen de Stigma vum engem ondemokrateschen, vereelzte Friemkierper vum der EU nach ëmmer dréit an deen d'Entwécklung a mengen Ae vun engem offenen, nohaltegen Energiemoment an Europa nach ëmmer verhënnert, well et gëtt oft nach bei de Subventionen op dee vereelzte Vertrag zréckgewisen an ënnert deem Deckmantel ginn déi och nach weiderbedriwwen. Dofir ass et wichteg, dass Allianzen an Europa kënnen opgebaut ginn, fir endlech och déi Reform kënnen unzepakten.

Firwat soen ech dat haut? Well d'Zäitfenster, mengen ech, fir eng Reform haut do ass. D'Brexit-Verhandlungen (veuillez lire: Am Kader vun de Brexit-Verhandlungen), esou schlëmm et och klängt, dass e Land d'Europäesch Uniooun verléisst, muss och iwwert den Euratom diskutéiert ginn. A wann, de Fall gesat, Groussbritannien aus deem Vertrag wëllt erausgoen, dann ass d'Méiglechkeet do, fir och endlech eng Kéier kënnen iwwert den Euratom-Vertrag ze schwätzen.

Well an deem Vertrag, mengen ech, feelt e ganz groussen Deel wéi zum Beispill de Réckbau vun den Atomreakteren, d'Endlagerung vun de radioaktiven Ofäll, sécher Tëscheleger sinn och net erwänt, a kengem Text no mengem Wëssen, an de Verursacherprinzip.

Ech mengen, et ass en Haftungsgesetz elo viru Kuerzem oder zumindest emol eng Propos vun der Regierung deposéiert ginn, fir d'Haftungsgesetz besser ze regelen. De Verursacherprinzip ass an deem Euratom nach ëmmer net richtig geregelt.

Ech mengen, no 60 Joer kann ee wuel behaupten, dass et vläicht awer un der Zäit wär, fir den Euratom-Vertrag kënnen ze diskutéieren. Dofir, Här President, ech hat u sech eng *Heure d'actualité* ugefrot, déi ass ëmgewandelt ginn an eng *Question élargie*. Ech hunn dräi Ministeren och hei setzen. Ech wäert och probéieren, dann dräi Froen ze formuléieren. Ech mengen awer, dass et och gradesou wäert wär, eng Kéier an enger Kommissioun iwwert den Euratom selwer ze debattéieren, fir net zesumme vläicht eng Motioun kënnen ze verfaassen (veuillez lire: fir zesumme vläicht eng Motioun kënnen ze verfaassen), well mir kéinten och Virreider sinn an engem Parlament fir aner europäesch Länner, fir dass si och do méi Drock an deem Punkt maachen.

D'Fro also un den Ausseminister: Ginn et Méiglechkeeten, elo an der Brexit-Diskussioun och iwwert den Euratom ze diskutéieren? D'Kommissioun schéngt jo och dat emol maachen ze wëllen. Wou stinn d'Diskussiounen, wann der de Moment amgaange sinn? An et war eng Kéier rieds och am Juni schonn eng Kéier, dass doriwuer kéint diskutéiert ginn.

Dann eng Fro un d'Émweltminister: Do waren Allianzen. Scho virdu bei der Fro iwwer Cattenom ass iwwer Allianz geschwat ginn. Ech mengen, Dir waart viru Kuerzem zu Berlin. Déi däitschsproocheg Ministere sollte vläicht op Lëtzebuerg kommen. Ass dat och e Punkt, wou een ebe kéint Allianzen opbauen?

An eng drëtt Fro wär da fir d'Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère, wëssend, dass d'Hänn do vill gebonne sinn. Ech mengen, ee gudder Moyer, fir géint Atomenergie ze schaffen, ass d'Förderung vun erneierbaren Energien. Ech mengen, des Regierung huet an deem Punkt vill gemaach bei de Privatclients - a Lëtzebuerg huet jiddweree grénge Stroum -, wëssend et ass e fräie *Marché*. D'Betriber kënnen sech fräi dobaussen akafen.

Et wär vläicht am *Accord volontaire* eng Kéier unzeschwätzen, op net och eis Betriber kéinte mat an déi Richtung goen, fir ze versichen, och nëmme grénge Stroum entsprecheend ze férdere, an och mat eisem gréisseren Stroumfournisseur, wëssend et do si mer Haaptaktionär, wëssend, och si sinn op engem fräie *Marché*. Awer vläicht besteet och do eng Méiglechkeet, méi op grénge Stroum ze setzen.

Merci. Domadder hunn ech meng Zäit just agehalen. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Jo, da fänkt den Här Ausseminister un.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech ka vun hei aus dorobber äntweren. Ech sinn direkt fäerdeg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, da fuert duer!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, just ee Saz. Also, d'Kommissioun ass amgaangen nozedenken, mä si huet nach net accouchéiert.

(Hilarité)

A mir hunn eis de Moien nach informéiert. Effektiv ass et esou, dass nach keng Kommunikatioun vun der Kommissioun, Här Kox, virläit. Wann déi Kommunikatioun virläit, dann, mengen ech, ass dat net nëmme eng Affär vun der Regierung, dann ass dat selbstverständlech och eng Affär mat der Chamber. An da si mer bereet, fir dann zesummen ze kucken, wat d'Kommissioun sech virstellt. Ech

wëss net, ob dat eng gutt Nouvelle ass oder eng schlecht, dass se nach net konnt eppes op d'Blat bréngen. Der wësst, et gëtt d'Traktatiounen op deem Punkt an der Europäescher Uniooun. Awer soubal wéi mer eppes wëssen, wëss d'Chamber dat och.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Ausseminister. An d'Wuert huet elo d'Madam Émweltministeresch.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Villmools Merci och dem Henri Kox, dass en dëst Thema op den *Ordre du jour* gesat huet. An ech mengen, en huet et gesot: Natierlech géif jiddweree gären der Meenung sinn, dass mer nach méi aktiv an nach méi Méiglechkeete sollte kucken, fir ze kloer géint Cattenom. Mä à ce stade - an ech widderhuelen dat nach eng Kéier, wat ech och virdu scho gesot hunn - gëtt et keng formell *Decision* a *Frankräich* fir eng *Betriebsverlängerung*. Déi hunn eng *Autorisation* op Liewenszäit. An dofir kënnen mer à ce stade net agräifen als Stat, fir do eng Klo ze maachen.

An émsou méi wichteg ass et, iwwer *Antiatomallianzen* ze schwätzen, iwwert dat, wat am Moment amgaangen ass ze geschéien um regionale *Plang*, wou ech den 23. *Abrëll* d'Chance hat, op engem *Treffe* vun de *Regiounen* fir en *atomfräit Europa* derbäi ze sinn, wou sech *Gedanke* gemaach gouf, engersäits d'Alternativen ze weisen, wéi een op 100% *Erneierbarer* geet, a mer *anerersäits* eben d'Chance haten, iwwer *Haftung* kënnen ze schwätzen, an drëtens eis ze organiséieren, fir méiglechst ze mobiliséieren, wann elo eng *Zäitfenster* do wär, fir dann och kënnen ze agéieren.

Op déi nächst *Schrëtt* hi vun den *Allianzen* ass et ganz kloer esou, dass mer den 11. an 12. Juni hei zu Lëtzebuerg wäerten an *däitschsproochegem Émweltministereschtreff* hunn. An do steet ebe grad eng *Deklaratioun* um *Ordre du jour*, déi mer wëlle mat de *Partnerlänner* maachen, fir eben an *Europa* d'Thema vun *nuklearfräie Regiounen* a *Länner* ze beschwätzen. Well mir hunn do mat *Däitschland* e Land, wat en *Ausstigszenario* huet, mat *Eisträich* e Land, wat en *entsprecheend Referendum* huet, mat *Liechtenstein* eent, wat wéi mir och keng eegen *Atomenergie* huet. An ech mengen, dass dat grad de *Punkt* ass, wou een esou eppes kann aus der *Wéi* hiewen, a wou d'*Eisträicher*, déi jo eis *Partner* sinn an der *Klo* géint *Hinkley Point*, och mat eis wollten op dee *Wee* goen, dat do op den *Ordre du jour* ze setzen.

An dann hu mer eis inspiréiert, well da musse mer d'*Geschicht* jo weiderdenken. Mir hunn d'*Regiounen*. Déi mussen da *connectéiert* gi mat deene *Länner*, déi wëllen aktiv sinn. An da wär et wichteg, do déi *Connexion* ze maachen. Och do ass et *wierklech* esou: Mir hu *länneriwwergräifend* do scho geschafft. 2016 gouf déi *Allianz* vun de *Regiounen* zu *Brëssel* geërnt. Do sinn *Däitscher* derbäi, do si *belsch* *Regiounen* derbäi, do sinn *Eisträicher* derbäi. An d'*Lëtzebuurger* hu sech vun *Ufank* u mobiliséiert. An och do wäert e *Suivi* kommen am *September* vun *dësem* Joer. An da wäerte mer mussen en *Outreach* maachen.

A vläicht eng *Information* den *honorabelen Deputéierten* hei am *Raum* bezüüglech dem *Asaz* vu Lëtzebuerg: Mir versichen op allen *Ebenen*. An dofir hunn och eis *Mataarbechter* zu *Brëssel* rezent an der *Ouschtervakanz* en *immensen Job* gemaach, fir am *Kader* vun der *Energieuniooun* an der *Gouvernance* en *Atomwörderung*, e *pronukleare Wörderung* erauszekréien, nach iert dat op *Ministeschniveau* kënt.

An do hate mer awer d'*Ennerstëtzung* - an dat gëtt mer *Hoffnung*, dass mer déi *Allianz* nach kënnen méi *grouss* maachen - vun de *Schweden*, vun *Irland*, déi schonn ëmmer op eiser *Säit* mat *dostinn*, vun *Eisträich*, *Griichenland* a *Portugal*. An natierlech kënnen mer déi *Allianz* dann no an no erweideren. An ech hoffen, dass mer *soumadder* kënnen zesummen eng *Stëmmung* an *Europa* bréngen, dass eben den *nukleare Wee* net deen ass, dee mer sollte goen, mä dass mer sollten op 100% *Erneierbarer* setzen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madam *Statssekretärin* am *Wirtschaftsministère*.

► **Mme Francine Cloeser, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, sollt eise gréisste *Stroumfournisseur* net exklusiv grénge *Stroum* ubidden? Dat klängt ganz gutt a *jiddwerengem* sengen *Oueren*, mä et ass awer nach - nach! - net *realistes*. Den *honorabelen Deputéierten* *Henri Kox* huet et jo selwer gesot. Laut *EU-Direktiven* an der *Lëtzebuurger Legislatioun* ka *jiddweree* zu *Lëtzebuerg*, ob *Privatperson* oder *Betrieb*, sech säi *Stroumlieferant* an deemno och säi *Stroumprodukt* fräi erauss-

chen. Et si 26 *Stroumfournisseuren* an *Tëschenzäit* zu *Lëtzebuerg* ugemellt. An déi, déi *privat* *Menagen* als *Clients* hunn, déi *beliwwere* jo haut schonn *exklusiv* mat *Stroum* aus *erneierbaren Energien*. An de *Lëtzebuurger Stéit* gëtt et also haut scho just an *exklusiv grénge Stroum*.

Wat d'*Betriber* ugeet, ass et eben net esou einfach. Bei de *groussen Industrie* sinn d'*Stroumpreisser* e ganz *wichtige Käschtfacteur*. A well bei deene *Clienté* vill *Konkurrenz* ass, ass et och fir dee *gréisste Stroumfournisseur* net méiglech, fir *nëmme grénge Stroum* ze verkafen, well en ebe *riskéiert*, soss déi *Clients* ze *verléieren*.

Trotzdem, an dat ass déi gutt *Nouvelle*, geet den *Trend* awer an déi *richteg Richtung*. Dem *ILR* no geet den *Atomstrom*, deen zu *Lëtzebuerg* verkaaft gëtt, *drastesch zrëck*. Den *Undeel* vum *Stroum* op *Basis* vun *Atomenergie* huet sech *zanter 2011* méi wéi *halbéiert*. *Deemools*, also *viru siwe Joer*, *louch* den *Undeel* nach bei 25%. Haut si mer bei nach *knapp 10%*. Ech sinn also do ganz *optimistes*.

Dann zum *Accord volontaire*. *Ronn 70* *Betriber* hunn deen *Accord* *ënnerschriwwen*. Do sinn och déi *gréissten* aus dem *Land* derbäi. Dat éischt *Zil* vun deem *Accord* ass jo, fir *Energie* ze *spueren*, fir datt d'*Emissionen* *reduzéiert* ginn an *domat* och d'*Käschten* *eroginn*; also fir d'*Éischt Energieeffizienz* an dann de *Rescht* mat *nohalteger Energie* ofdecken.

Dat gesäit eben och deen *neien Accord* vir, deen *Ufank* d'*lescht* *Joer* ugelaf ass a méi *ambitiéis* ass wéi dee vu *virun*. Esou hu sech d'*Betriber* zum *Beispill* *engagéiert*, fir 7% *Energie* iwwer eng *Period* vu *vieler Joer* ze *spueren*, hir *Leit* ze *forméieren*. *Zousätzlech* muss jo och all *Entreprise* nach en *Energieaudit* maachen.

An enger *nächster Phas* ass et awer *menger Meenung* no *duerchaus denkbar*, fir ee *Schratt* *weiderzegoen*, an an deen *nächsten Accord*, deen a *vieler Joer* fälleg ass, *Dispositionen* *eranzehuele* betreffend dee *grénge Stroum*.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Huet den *Auteur* vun der *Fro* nach eng *Zousazfro*? En hat der jo dräi *matenee* gestallt.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Merci. Da wäere mer um *Enn* vun der *Question élargie* ukomm. A mer géifen dann zu de *Gesetzprojeten* iwwergoen. Fir d'*Éischt* de *Projet de loi 7214*, eng *Ofännerung* vum *Artikel 99* vum *Kommunalgesetz*. An d'Wuert huet direkt de *Rapporteur*, den *honorabelen* Här *Yves Cruchten*.

9. 7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Am *Projet de loi 7214* geet et, wéi *Der* elo just sot, *ëm* eng *Émännerung* vun eisem *Gemeengesetz*. Méi *genee* geet et hei *ëm* d'*Kompetenzerweiderung* vun den *Agents municipaux*.

Effektiv ass dëst *Gesetz* oder *dës Ännerung* um *Gesetz* *néideg*, well et eng *Inkohärenz* gëtt *tëschen* dem *Gemeengesetz* an dem *Code de la route*. Während am *Ablack* am *Gemeengesetz* drastesch, dass den *Agents municipaux* hir *Kompetenz* *limitéiert* ass op de *Stationnement* vun de *Gefierer*, esou gesäit awer de *Code de la route* op *där* *anerer Säit* dräi *verschidde Fäll* vir, an zwar *niert* - ech soen et elo op *Franséisch* - dem „*Véhicule en stationnement*“ och nach den „*Véhicule à l'arrêt*“ respektiv den „*Véhicule parké*“. Fir all *Onsicherheit* aus de *Féiss* ze goen, ginn *dës* dräi *Casde-figuren* och elo am *Gemeengesetz* iwwerholl.

Här President, mir waren eis och *alleguerten* an der *Kommissioun* eens, fir *dës Präzisierungen* dann an d'*Gemeengesetz* ze *schreiwen*. An ech mengen och, *duerfen* hei am *Numm* vun eis *alleguerte* vun der *Geleeënheit* kënnen ze *profitéieren*, fir den *Agents municipaux* *Merci* ze *soe* fir hir *wäertvoll Aarbecht*, déi si all *Dag* am *Déngscht* vun der *Allgemengheit* leeschten. Mir wëssen *nämlech* *alleguerten*, dass déi *Aarbecht* mat *Momenter* net *ëmmer einfach* ass an *dofir* déi *concernéiert Beamten* et och *verdängt* hunn, dass d'*Gesetz*, déi si *concernéieren*, *kloer* a *präzis* sinn an net *duerfen* zu *Interpretatione* féieren.

Ech soen lech *Merci*.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den *éischte Riedner* ass den Här *Gilles Roth*.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech schlësse mech *selbstverständlech* de *Mercien* u vun dem *Rapporteur Yves Cruchten*, deem ech och *Merci* soe fir säi *Rapport*. En huet just eppes net *gesot*, wat *ännert* no *bal 20 Joer*, *nämlech* dass an *Zukunft* d'*Agent-municipallen* - mir soen am *Lëtzebuergeschen „d'Pecherten“*, *ouni* dass en si dat *iwwelhuelen* - net *méi* de *Schäfferéit* *ënnerstinn*, mä der *Surveillance* *eleng* vun dem *Buergermeeschter*.

An dat kënt op eng *Suggestioun* vun dem *Statsrot*, deen, ech mengen, och *richtegläit*. Firwat? Mä well de *Buergermeeschter* jo op der *Gemeng* *zoustänneg* ass fir den *Ordre public*, an dat *zënter* engem *Dekret* vu 1789.

Mir sinn als *CSV* och fir déi *Erweiderung* vun de *Kompetenze* vun de *Pecherten*. Dat hei geet méi *wäit*, wéi dat an dem *Gesetzprojete* esou *steet*, well d'*Pecherte* sinn an *Zukunft* *zoustänneg* fir de *gesamte rouende Verkéier*. Zum *Beispill* eng *Infraktioun*, déi e *Pechert* bis elo net konnt *feststellen*, dat ass, wann ee *säin Auto* während 48 *Stonnen* zum *Beispill* op enger *Parkplatz* *stoe léisst*. Dann huet e *missen* d'*Police* ruffen, well do konnt e *selwer* net *aktiv* ginn. Dat ass an *Zukunft* *méiglech*.

D'CSV ass *doriwwer* *eraus* awer fir eng *Erweiderung* *generell* vun de *Kompetenze* vun de *Pecherten*, fir zum *Beispill* déi *sougenannten „Incivilitäten“*. Ech hunn nach *kee richteg* *lëtzebuergesch* *Wuert* *derfir* *fonnt*, *obschon* ech dat dem *Numm* *verpflichtend* scho *misst* *maachen*. Zum *Beispill* bei *Hondsdracker*. Zum *Beispill* wa *Leit*, wat de *Moment* oft de *Fall* ass, *méien* op engem *Samschdeg*, op engem *Sonndeg*, *obschon* et *verbueden* ass *duerch* d'*Gemeengereglung*, zum *Beispill* wann *Hecken* iwwer en *Trottoir* *stinn* an déi *ginn* net *geméit*. Dat si *Saachen*, do sot *Der*: „*Dat* si *kleng* *Infraktiounen*.“ Et *reegt* d'*Leit* *awer* *dobaussen* am *dagdeegleche fuerchtbar* op. A *weder* de *Buergermeeschter* kann *handelen*, nach de *Pechert*, well déi *eenzeg*, déi *zoustänneg* sinn, ass d'*Police*. An déi hunn net déi *néideg* *Mëtzel* en *terme* *humain*, fir *aktiv* ze *ginn*.

Mir sinn also nach *wie vor* *derfir*, dass eng *Erweiderung* op *aner* *Infraktiounen* fir d'*Pecherte* ka *kommen*.

A wat mer *eigentlech* *bedauern*, dat ass, dass d'*Regierung* net *mat* op de *Wee* *gaangen* ass, deen de *Conseil d'État* a *sengem Avis* iwwert déi *sougenannte Sanction-administrativ* *virgezeecht* huet, *nämlech* dass e *System* kéint *geholl* ginn *äänlech* wéi bei de *Radaren*, *nämlech* eng *Amende forfaitaire automatisée*. Dat *heescht*, dass, wann e *Pechert* eng *Infraktioun* *feststellt*, dass da *geschriww* *gëtt*, dass déi *betreffend* *Persoun*, ech soen, eng *Aart* *Avertissement* *heem* *kritt*. A wann en *déi* *bezilt*, dann ass dat *geregelt*. Dat ass *äänlech* wéi eng *Transaktioun*. An et ass *nëmme*, wann en *net* *dermat* d'*accord* ass, dass en da *selwer* muss d'*Initiativ* *huelen*, fir bei d'*Justiz* ze *goen*, an *dësem* *Fall* op d'*Zuchtpolizegericht*.

Mir fannen, dass dat e *System* ass, deen de *Conseil d'État* *virgezeecht* huet, deen an déi *gutt* *Richtung* geet. Mir kënnen deen och *appuyéieren*. A mir *bedauern* e *bëssen*, dass d'*Regierung* dat net *opgegraff* huet, fir an déi *Richtung* ze *goen*, well een *eigentlech* do, wat de *Conseil d'État* *ugemierkt* huet, de *System* vun der *Kontroll* vun der *Justiz*, de *Procureur général*, deen d'*Surveillance* huet vun den *Agents municipaux*, kéint *bäibehalen* an deenen *Incivilitäten* *entgéintwierken*.

An dat *gesot*, géif ech d'*Zoustëmmung* vun der *CSV-Fraktioun* zu *dësem* *Projet de loi* ginn. Ech soen lech *Merci* fir d'*Nolauschteren*.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här *Bal-Corapporteur*.

(Hilarité)

Neen, et ass e *klenge* *Clin d'œil*. An d'Wuert huet elo *direkt* den Här *Gusty Graas*.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, hei ass zwar eng *kleng* *kleng* *Émännerung*, déi mer vum *Gemeengesetz* *maachen*, mä déi *awer* ganz *wesentlech* an och ganz *richteg* ass. Ech wëll och *kuerz* *enchaînéieren* un dat, wat den Här *Roth* hei *gesot* huet. Ech mengen, dat *iwwerschnéit* sech zu engem *gudden Deel* mat deem, wat d'*Demokratesch* *Partei* och *denkt*. Och mir sinn der *Meenung*, datt d'*Agent-municipallen* sollen nach *erweidert* *Kompetenze* *kréien*. An et si jo *genuch* *Kolleegen* *heibannen*, déi och *Kompetenzen* um *lokalen Niveau* hunn. Déi wëssen, wéi *problematesch* dat et *effektiv* ass, fir d'*Polizeireglementer*, d'*Kommunalreglementer* ze *iwwerwaachen*.

Wann een haut d'Polizei rífft - an dat ass awer elo selbstverständlech net pejorativ gemengt; mir wëssen, datt dat aner Ursachen huet -, da si se net ëmmer bereet, fir op d'Plaz ze kommen. Mir mussen feststellen, datt et leider an eiser Gesellschaft ëmmer méi Leit gëtt, déi mengen, si hätten hiren eegene Code de la route, si hätten hir eege Reglementer.

An dat bréngt natierlech och ganz vill Onze-friddenheet um Niveau vun de Lokalpopulationen mat sech. Dowéinst ass et wichteg, datt mer awer an Zukunft vläicht eng Autoritéit kréien, déi méi Kompetenz kritt bei der Iwwerwaachung virun allem, wéi gesot, vun de Gemengereglementer. Well och de Bierger do-bausse muss verstoen, datt, wann e Gemengereot e Reglement hëlt, datt dat net nëmmen ass, fir de Pabeier ze schwärzen, mä datt dat och ass, fir respektéiert ze sinn. A wann ee mengt, dat misst net de Fall sinn, dann ass awer och de Responsabelen, d'Autoritéit um lokale Plang, um nationale Plang, gefuerdert, fir déi néideg Moossnamen an d'Wee ze leeden.

An deem Sënn, wéi gesot, kënnen mir dat heiten nëmme guttheeschen. Ech bréngen den Accord vun der DP, wéll awer och dem Yves Cruchten nach Merci soe fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, ech maachen dat dës Kéier richtig, hein.

(Hilarité et brouhaha général)

Et ass natierlech kloer, dass mer och als LSAP-Fraktioun den Accord zu deem Gesetz ginn. An ech wéll awer vläicht just dann och profitéieren, opgrond vun deem, wat den Här Roth och elo gesot huet, fir awer nach eng Kéier soen, dass jo e Gesetzesprojekt, de Projet de loi 7126 iwwert d'Sanctions administratives, ënnerwee ass, dass d'Regierung dozou och nach Amendementer nogeschéckt huet, soudass mer souwisou hei nach an der Chamber an an der Kommissioun wäerten d'Geleechenheit kréien, fir iwwer all déi Saachen, déi hien ugeschwat huet, ze diskutéieren.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann huet elo den Här Traversini d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech mengen, hei ass alles gesot. Heimadder bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Och mir ginn eisen Accord. Et ass effektiv eng Kompetenzerweiderung vun de Pecherte fir de gesamte rouende Verkéier, déi, mengen ech, richtig ass a mat där mer och liewe kënnen. Och wann ech d'Begeeschterung fir dee Gesetzesprojekt, deen den Ament nach an der Maach ass, net esou honnertprozenteg deele kann, mengen ech, datt mer an Zukunft nach wäerten dorobber ze schwätze kommen.

Ech sinn och e bësse méi skeptesch, wat déi zweet Ännerung ugeet, nämlech datt d'Agent-municipallen elo ënnert der ausschliesslecher Responsabilitéit/Autoritéit vum Buergermeeschter sinn, well dat stellt awer och, mengen ech, an Zukunft fir d'Komposition vun Schäfferéit Froen: Wat ass dann d'Kompetenz vun engem Mobilitéitsschäffer, wann een Deel vun der Mobilitéit, wou jo awer d'Agent-municipallen derzou gehéieren, dann net méi bei engem Schäffe läit, engem bestëmmte Schäffer, mä beim Buergermeeschter?

Dës Remark bäigefügt, gi mer awer, wéi gesot, och nach den Accord zu deem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géif ech dem Ausseminister d'Wuert ginn, deen elo fir e puer Momenter Innenminister ass.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här President.

(Brouhaha général)

Also, ech hunn den Optrag, fir zwou Saachen ze soen.

► **Plusieurs voix.** - Pscht!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dat Éischt, dat ass, dass den Här Cruchten eng ganz gutt Aarbecht

gemaach huet, e wonnerbare Rapport, an och immens gutt hei geschwat huet.

(Hilarité)

An da wollt ech soen, dass den Innenminister ganz frou ass,...

(Hilarité)

...dass elo beim Unhalen a beim Erausklammen an Eraklappen a beim Parken op virgesinnene Parkplazen d'Agent-municipallen, dass déi elo...

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, Dir gitt ganz séier erëm Ausseminister.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen.

(Hilarité)

...dass si och elo kënnen (veuillez lire: dass si och elo kënnen Avertissements taxés ausstellen, an dass dëst Gesetz) - passt op, et ass nach net fäerdeg! -,...

(Hilarité)

...a Concertatioun mat der Police, der Sécurité intérieure, mam Interieur, mat der Justiz, mam MDDI, mat der Ville de Luxembourg, mam Syvicol a mat der ASAM - dat ass d'Gewerkschaft vun de Pecherten -, eng grouss Verbesserung ass.

Merci.

(Brouhaha général et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann, mengen ech, si mer prett, fir zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7214 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung iwwert de Projet 7214 fänkt un.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet de loi 7214 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vun zweete Vott?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Punkt vun Ordre du jour ass de Projet de loi 7175, een Ofkommes mat Italien an eent mat Rumänien, wat de gemeinsamen Austausch vu klassifizierten Informatiounen ugeet. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

10. 7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réci-

proque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Jo, Merci, Här President. Här Ausseminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, bei deemem Projet de loi geet et, wéi den Här President elo grad richtig sot, ëm zwee Accorden iwwert den Echange an ëm d'Protektioun vun de klassifizierten Informatiounen, wéi mer der awer an der Vergaangenheet schonn eng ganz Partie hei gestëmmt hunn.

Dee leschte Vott dozou, deen hate mer de 14. Juni 2016 geholl, wou mer d'Accorde mat Groussbritannien an och mat Zypern hei gestëmmt hunn. Dës Kéier geet et dann, wéi och de President scho richtig sot, ëm den Accord mat Italien an ëm den Accord mat Rumänien. Déi zwee Accorde schafe jee weils de rechtliche Kader, deen den Austausch an de Schutz vu klassifiziertem Material vun de Vertragsparteie regelt.

Fréier, ech géif soen, bis nom Enn vum Kale Krich, do gouf d'Notioun vum „Protection des informations classifiées“ éischer an engem méi militäreschen Zesammenhang gebraucht. Haut ass dat Ganzt e bësse méi differenzéiert, och well mer verstärkt mat neien, oft vläicht manner visibele Menacë konfrontéiert ginn.

Éischtens, zum Beispill d'Menacen am Beräich vun der Sécherheet natierlech, Terrorismus, Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikter an der Welt an natierlech och d'organiséiert Kriminalitéit.

Den zweeten Typ vu Menacen, an dat sinn déi, wou et ëm eise Patrimoine économique, financier an och scientifique geet. An do handelt et sech dann ëm Industrie- an Technologiespionage. Laut der Global Economic Crime Survey vun 2018 hunn 42% vun eise lëtzebuergeresche Betriber uginn, schonn d'Zil vu Cyberkriminalitéit gewiescht ze sinn.

Dës Menacen, déi sinn also ganz reell. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer an deem Beräich ebe besser zesummeschaffe kënnen. Mir wëssen an deem Zesammenhang och, dass mer haut um europäeschen Niveau vill Programmer am Beräich vun der haute Technologie hunn. An all déi Programmer sinn natierlech mat villen, oft sensibelen Informatiounen verbonden. Wann een als Land also wéllt un esou Programmer deelhuefen, da muss een de Partnerlänner natierlech och kënnen garantéieren, dass hir sensibel Informatiounen zu Lëtzebuerg genausou gutt protegéiert sinn, wéi dat an hirem Land de Fall ass.

D'Basis vun dese bilateralen Accorden ass geuecht ginn duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 „relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité“. Duerch dat Gesetz huet Lëtzebuerg sech e juristesche Kader gi fir d'Klassifizéierung vu sensibelen Informatiounen: Wéini muss esou en Dokument klassifizéiert ginn? Wéi eng Geheimhaltungsstufe gëtt et? Wien dierf esou eng Klassifizéierung virhuelen? A wien huet och Zougrëff op d'Material?

Et ass vläicht och nach wichteg ze bemierken, dass et net nëmmen där tëschestaatlech Ofkommes fir de Schutz an den Echange vu klassifizéierte Piëcen an Informatiounen gëtt, mä et gëtt natierlech och multilateral Protektiounsregimier, zum Beispill am Kader vun der NATO, der ESA an natierlech och vun der Europäescher Unioun.

Wat elo déi tëschestaatlech Ofkommessen ubelaangt, esou sief och nach erwänt, dass mer, wéi ech am Virfeld scho sot, eng ganz Rei vun esou Accorde scho mat Drëttstäten hei gestëmmt, also ofgeschloss hunn, zum Beispill mat eisen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch, mä och mat Lettland, Portugal, Spuenien, mat der tschechescher Republik, Eisträich, Schweden, der Slowakei, Finnland, Slowenien, Estland, Georgien a Kroatien. An 2006 hu mer, wéi ech ufanks scho sot, dann och nach Accorde mat Polen, Groussbritannien an Zypern gestëmmt.

Wann Der lech nach erënnere kënt, dann hu se eis deemools, 2006, an der aussepolitescher Kommissioun scho gesot gehat, dass och...

(Interruption)

Da waart Dir wahrscheinlech den Dag net an der aussepolitescher Kommissioun.

Mä déi, déi do waren, déi kënnen sech sécher nach drun erënnere, wat 2016 do gesot gouf, nämlech datt den Accord mat Italien och fäerdeg verhandelt war. Trotzdem huet et dann nach bis Abrëll 2017 gedauert, bis desen Accord dann och offiziell ënnerschriwwen konnt ginn.

Déi Accorden, déi hu praktesch ëmmer deen nämlechten Opbau. An duerfir ginn ech dann

och elo net an den Detail oder an all einzelnen Detail an. Wesentlech bei esou Accorden ass, datt all Vertragstat déi néideg Mesuren hëlt, fir d'Protektioun vun dese klassifizierten Informatiounen, déi echangéiert ginn, ze garantéieren. Eng klassifizéiert Informatioun, déi ee vun engem Stat kritt an déi engem bestëmmten Niveau de sécurité entsprécht, déi kritt och deesewechte Protektiounsniveau wéi déi eege klassifizéiert Informatiounen an deem bestëmmten Niveau de sécurité.

Fir dass dat an der Praxis och geschéie kann, erhält den Accord en Tableau d'équivalence vun de véier Niveaux de sécurité: „très secret“, „secret“, „confidentiel“ an „restreint“.

Mir hunn dee Projet eng éischte Kéier den 29. Januar an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt kritt. Deen Dag gouf ech och zur Rapportrice vum Projet de loi genannt. De Statsrot huet de Projet de loi den 20. März 2018 aviséiert. An deem Avis hu mer dunn den 30. Abrëll dëst Joer dann och an der zoustänneger Kommissioun gekuckt. Mäi schrëftleche Rapport gouf dunn den 9. Mee dëst Joer an der aussepolitescher Kommissioun ugeholl.

An ech hunn lech elo mäi mëndleche Rapport hei presentéiert. Domat ass meng Aarbecht als Rapportrice vun deemem Projet de loi gemaach. Et bleift mer just nach, den Accord natierlech vun de Sozialisten ze ginn zu deemem Projet an lech alleguerte Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Au vote!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci der Madamm Rapportrice, der Madamm Dall'Agnol. Si huet dat esou iwwerzeegend gemaach. Et bleift mir just, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt och, dass ech et net vergiesse, e grouse Merci un d'Rapportrice Claudia Dall'Agnol fir hiren exzellente Rapport, fir eis och un e puer wichteg Reunione vun der Kommissioun ze erënnere.

Ech mengen, wann een iwwert deen Accord hei kéint eng Iwwerschrëft schreiwen, da kéint ee soen, et ass „d'Lutte géint déi international Kriminalitéit, Terrorismus virun allem“. An do ass et wichteg, datt mer an Europa, mä doruwwer eraus, un engem gemeinsame Strang zéien, fir datt mer do kënnen schnell zesummeschaffen, reaktiv zesummeschaffen, awer och kënnen präventiv schaffen, andeems mer déi sensibel Donnéeën och da kënnen schnell echangéieren.

Ech mengen, an där Hisiicht ass dat also och eppes ganz Positives, e weidert Stéck an deem grouse Puzzle, wou dann och hoffentlech an den nächste Méint oder Joren nach aner esou Accorde kënnen ofgeschloss ginn, fir datt dat dann och wierklech flächendeckend a ganz Europa ka geschéien.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, déi gréng schlësse sech de Mercien un a ginn den Accord zu deemem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus der Madamm Dall'Agnol e grouse Merci fir hire Rapport.

Ech mengen, hei sinn zwou Bemierungen ze maachen.

Déi éischt ass: Mir hunn nach ëmmer e relativ luesen Rhythmus, wat den Ofschluss vun desen Accorden ugeet. Ech mengen, mir schwätze jo hei mat Recht vun der Lutte géint den Terrorismus. D'Madamm Dall'Agnol huet jo och eng Rei vu Menacen opgezielt, mat deenen eis Entreprisë konfrontéiert sinn. Ech mengen, d'Utilitéit vun desen Accorden ass onëmstridden. A wann eis Sécherheetsdëngschter, notamment de SRE an och aner, mat auslänneschen Autoritéite wellen a mussen zesummeschaffen, da muss et do eben och garantéiert sinn, datt mer den Accès op déi Dokumenter kréien. A mir

kënnen dowéinst och d'Regierung nëmmen encouragéieren, fir där Accordé méi a méi séier ofzeschleissen, souwäit dat dann och nëmme méiglech ass.

Den zweete Kommentar ass: An der Aarbecht ëm dësen Text ass jo nach eng Kéier rappeliert ginn, ënner wéi enge Konditiounen des Chamber muss en internationalen Accord virgeluecht kréien, fir en ze ratifizéieren. An u sech ass et just esou, datt et nëmmen eng Ausnam gëtt bei confidentiellen Dokumenter, déi des Chamber net muss virgeluecht kréien. Dat ass, wann et e rengen Rapport d'exécution ass, deen och nach explizitt als geheim agestuft ginn ass. Dat sinn déi zwou Konditiounen, déi mussen erfüllt ginn. An den Ausseministère hat nach viru Joren en Avis juridique an där Saach geholl wéinst engem Accord, dee mer mat der Belsch an deem Sënn hu missen ofschléissen.

Dofir wëlle mir nach eng Kéier insistéieren, datt all Accord, esou wéi d'Constitution et och virgesäit, deen net déi do zwou Konditiounen erfüllt, och der Chamber virgeluecht gëtt. Dat ass net ëmmer de Fall. Mir insistéieren awer, datt dëst Parlament seng voll Rechter an deemem Beräich därer ausüben.

Dat gesot, fir dësen Accord gi mer och ganz gär den Accord vun der ADR.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, fir ze soen, dass d'Regierung d'accord ass mat der Madamm Dall'Agnol.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 7175.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7175 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 7175 ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer, de Projet 7177, en Ofkommes tëscht Lëtzebuerg an der Belsch iwwer radioaktiven Offall. An d'Wuert huet erëm d'Madamm Rapporteur Claudia Dall'Agnol.

11. 7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gächel, le 4 juillet 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Dir gitt mech net esou séier lass de Mëtt. Hăr President, Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären allegueren, de Projet de loi, dee mer elo gläich wäerte stëmmen, huet nëmmen een Artikel, mä an deem Artikel, do stécht villes dran. Deposéiert gouf dësse Projet de loi och vun eisem Ausseminister den 28. Juli (veuillez lire: de 4. Septem-ber) d'lescht Joer.

Èm wat geet et? Ma et geet drëms, e bilateralen Accord gutzeheschen, deen e legale Kader schafft, fir radioaktiv Offall aus Lëtzebuerg an der Belsch? Ma well mer hei zu Lëtzebuerg nëmme ganz, ganz kleng Quantitéiten dëser Offall produzéieren.

Wou kommen elo awer dës kleng Quantitéiten hier? Si entstinn zum Beispill an de Chimiescoursen am Lycée, wa bestëmmte Chemikalie matenee reagéieren an doduerch radioaktiv ginn. Deen een oder aneren huet vläicht bei sech doheem, an ech wëll lech elo keng Angscht maachen, nach eng ganz al Auer oder e Wecker, déi zum Deel eng Radioaktivitéit ausstrale kënnen. Da sinn et och Stécker aus Rauchmelderen a Metalldetektoren, déi radioaktiv sinn an entsprechend entsuergt musse ginn. An da kënn natierlech nach ee ganz wichtege Deel vun den Offall aus de Laboratoire an aus dem medezinnesche Beräich, zum Beispill aus dem Centre de radiothérapie.

Wisou sinn des Quantitéiten hei zu Lëtzebuerg dann awer esou minimal? Ma well mer hei am Land eben de Prinzip hunn, fir esou wéineg wéi méiglech där Offall ze produzéieren. Dass also esou Offall ufalen an an e Centre de stockage geschéckt musse ginn, ass also éischter d'Ausnam an och déi allerleschte Solutioun. A vu dass et esou wéineg ass, géif et och guer kee Sënn maachen, hei am Land en eegene Centre de stockage ze bauen. An dofir gëtt da gekuckt, via bilateral Ofkommessen eis radioaktiv Offall an auslännesch Centre-de-stockagen ofzeginn.

Zënter 1990 gëtt et en Accord ministériel tëschent eis an der Belsch. Dësen Accord huet et erlaabt, e puer Transferten dohin ze maache vu wéi gesot ganz kleng Quantitéiten. Elo ass et awer esou, dass dësen Accord net méi de Kritäre vun der Direktiv mat der Nummer 2011/70/Euratom, dat Wuert ass de Mëtt heu schonn e puermol gefall, entsprécht. Dofir ass eben elo e bilateralen Accord néideg, fir dass mer, wéi eben aganks scho gesot, iwwer deen néidege legale Kader verfügen, fir da, wann et néideg ass, en Transfer an eist Nopeschland ze garantéieren, a mer soumat evitéieren, selwer e Centre de stockage mussen ze bauen.

An eisem Nopeschland sinn dës radioaktiv Offall och sécher opgehewen, well d'Belsch e gewëssenen Know-how op deem Gebitt huet. An iwwerens ass dës bilateralen Accord eng Première op der Welt, wa mer deen dann herno esou wäerte stëmmen. Souvill zum Inhalt vum Projet de loi.

Zu eisen Aarbechten an der Chamber bleift ze soen, dass ech den 30. Abrëll dëst Joer als Rapportrice an der aussepolitescher Kommissioun genannt gouf. An därselewecher Reunioen hu mer de Projet analyséiert, mer hunn en diskutéiert a sinn och duerch den Avis vum Statsrot gaangen, deen iwwerens keng Remarken dozou gemaach huet. Mäi schréffleche Rapport gouf dunn de 7. Mee ugehall an haut hunn ech lech dann elo just mäi mëndleche Rapport zum Projet de loi gemaach.

Dat gesot, Hăr President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen géif ech dovunner profitéieren, och nach eng Kéier den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi ze ginn an eng leschte Kéier fir de Mëttg vu menger Säit aus Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapporteur. D'Wuert huet erëm direkt den Hăr Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Hăr President, och hei huet d'Madamm Rapportrice erëm, wéi mer dat vun hir gewinnt sinn, eng exzellente Aarbecht gemaach. Duerfir eis grouse Merci.

An ech bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Hăr Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Hăr President. Mir hu jo de Mëttg hei scho ganz vill iwwer Atomenergie, radioaktiven Offall geschwat. Hei bewege mer eis zwar an därselewechter Matière, mä a vill méi bescheidene Volummen. Ech mengen, mir kënnen jo als Lëtzebuerg frou sinn, datt d'Belsch sech bereet erkläert, eis bescheide Quantitéiten unzehuelen.

Wann et erlaabt ass, vläicht de Kolleeg vun der Belsch awer mat op de Wee ze ginn, gewëssen Efforten ze maachen, wat eben hir zwee Atomreakteren ubelaangt. Dat ass de Mëttg och schonn hei ernimmt ginn. Mä bon, dat gehéiert net direkt zum Gesetzesprojet, duerfir wäert ech dat hei och net weider verdéieren.

Ech profitéieren allerdéngs vun der Geleeënheet, fir der Madamm Dall'Agnol e grouse Merci ze soen a bréngen selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Hăr President, och mir schléissen ons nach eng Kéier de Mercien an a ginn hei och den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Hăr Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Hăr President. E Merci nach eng Kéier un d'Madamm Dall'Agnol fir hire Rapport. Et ass richtig, mir hunn als Lëtzebuerg am Allgemenge wierklech nëmme ganz kleng Quantitéiten. Mir kënnen awer och net ausschléissen, datt, wéi et eis scho virkomm ass, op eemol iergendwou en Eisebunnszwaggon ass mat méi grouse Quantitéit vun iergendwéi kontaminéiertem Material. An ech mengen, mir mussen dann och d'Fro stellen: Géif dat dann och ouni Problem goen, fir dat an der Belsch ze deponéieren? A wat wieren d'Käschten dovun?

Ee Schéinheitsfeeler vun dësem Accord ass näamlech, datt d'Belsch unilateral d'Käschte ka festsetzen, datt déi net verhandelt ginn tëschent der Belsch a Lëtzebuerg, mä et ass d'Belsch, déi eis da berechent, wat mer musse bezuelen. Et kann ee sech och froen, wéi d'Diskussioun an der Belsch virugeet ëm de Stockage vun de radioaktiven Offall. Wéi d'Madamm Dall'Agnol richtig gesot hat, hu si och nëmmen e provisoeresche Site. An der Belsch gëtt et nach keen definitive Site fir radioaktiv Offall. An et muss een also och d'Fro stellen: Wéi geet déi Diskussioun an der Belsch virun? An ass et wierklech eng op laang Dauer kredibel Léisung, déi eis hei proposéiert gëtt?

Dat gesot, gi mir awer och ganz gär den Accord vun der ADR fir dësen Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Hăr Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech géif meng Ried widerhuelen, déi ech beim leschte Gesetz gehalen hunn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 7177.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7177 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

59-mol Jo. De Projet 7177 ass unanime ugehall.

Résultat définitif: le projet de loi 7177 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Lex Delles), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7157 iwwert d'Ëmsetze vun Direktiven am Beräich vun de Finanzinstrumenter. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Hăr André Bauler.

12. 7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Hăr President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zéng Joer no der éischter Direktiv iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter mat dem schéinen engleschen Titel „Markets in Financial Instruments Directive“, kuerz MiFID genannt, ëmfaasst déi nei Versioun, also MiFID II, Dausende vu Säiten. Dat ass en décke Batz an et ass fir en aarme Jong vum Land - fir e mëttlerweil kurannten Ausdrock vum Gilles Roth opzegraifen - net ëmmer einfach, duerch de Bësch vun den technesche Wieder a Formulationen ze kommen. Dofir hunn ech grouse Respekt virun de Fachleit vum Finanzministère, déi sech ëmmer méi dacks mat komplizéierten Texter mussen auseerseen. Hinnen dofir schonn emol am Viraus vu menger Säit e grouse Merci fir hir Hëllefsbereitschaft an hir pertinent Remarken.

MiFID II soll d'Veutraue vun de Bierger an d'Finanzmäert weider stärken. D'Kris vun 2008 war effektiv eng Kris vun weltwäite Finanzsystem mat wirtschaftlechen a soziale Konsequenzen. Fir eng Kris vun deem Ausmooss an Zukunft ze evitéieren, ass et zu Regulierungsstrengunge komm. Dat wichtegst Zil vu MiFID II besteet doranner, fir méi e grouse Schutz vun de Privatinvestisseuren a méi eng grousse Transparenz vun de Mäert ze errechen. D'Clienté soll vum Ufank u wëssen, wat fir Käschten op si duerkommen, an d'Produzente vu Finanzprodukter ginn e gudde Krack méi verantwortlisch gemaach.

De Gesetzesprojet, em deen et hei geet, huet als Zil, fir d'Direktiv 2014/65/UE, och nach MiFID II genannt, an nationaalt Recht emsetzen. Dës Direktiv gouf vum europäesche Parlament a vum Conseil de 15. Mee 2014 ugeholl. Si betrëfft d'Finanzmäert, méi spezifesch d'Mäert vun de Finanzinstrumenter, a si ännert d'Direktiv 2002/92/CE an d'Direktiv 2011/61/UE em.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - De Gesetzesprojet setzt och bestëmmten Dispositionen vum Reglement Nummer 600/2014, och nach MiFIR genannt, dat vum Parlament a vum Conseil de 15. Mee 2014 ugeholl gouf, em. Och d'Reglement betrëfft d'Mäert vun de Finanzinstrumenter an ännert d'Reglement 648/2012.

Weinst deene villen techneschen Ännerungen, déi dese Projet de loi um Gesetz vum 13. Juli 2007 iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter mat sech bréngt, schloen d'Auteure vir, eng komplett Refonte ze maachen. Et wäerten donieft och Ännerungen um modifizéierte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsektor, och nach LSF-Gesetz genannt, virgeholl ginn.

Komme mer fir d'Éischt zum allgemenge Kontext an zu den Ziler vun deem Gesetz! Zënter hirem Akraafttrieden am November 2007 ass d'Direktiv 2004/39 vum 21. Abrëll 2004 iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter, déi sougenannt MiFID-Richtlinn, eng Stäip, op där d'Integratioun am Beräich vun de Mäert vun de Finanzinstrumenter berout.

Dës Direktiv hat zum Zweck, fir all d'Regele vun der EU iwwert d'Déngschtleeschungen am Investmentberäich wéi awer och déi reglementéiert Mäert ze verstärken. Dobäi sollen zwee Ziler erreicht ginn, eischtens de Schutz vun den Investisseuren a vun der Integrität vun de Mäert, andeems harmoniséiert Exigence fir déi agreéiert Intermediäre festgesat goufen, an zweetens d'Promotioun, also d'Förderung, vun der Transparenz, der Wierksamkeit an der Integratioun vun de Finanzmäert.

D'Finanzkris vun 2008 an d'Entwécklungen op de Mäert, déi dorauer erfollegt sinn, hunn awer Schwächen opgewisen, wat de Fonctionnement an d'Transparenz op de Finanzmäert ugeet. Et ass daitlech ginn, dass d'Mäert vun de Finanzinstrumenter méi staark reglementéiert mussen ginn, dës virun allem, fir d'Investisseuren ze schützen, hiert Vertrauen an de System ze stärken an déi net reglementéiert Domänen an Ugrëff ze huelen.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Donieft sollten d'Iwwerwachungsautoritéit mat zousätzleche Pouvoiren ausstafféiert ginn, fir hirer Missioun gerecht ze ginn.

D'Direktiv MiFID II muss gläichzäitig mam EU-Reglement 600/2014 iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter gelyes ginn, dee sengersäits d'Reglement 648/2012 ofännert. Dës Reglement ass d'application directe, et applizéiert sech also direkt an dat nationaalt Recht vun de Memberstaaten.

Dir mierkt elo schon, dass et sech bei deem Projet em e ganz techneschen a detailléierten Text handelt. An dofir wäert ech mech als Rapporteur op déi Haaptpunkte beschränken.

Gesondheet, Här Gibéryen.

(**Hilarité**)

Fir all deenen Ziler, déi ech virdu genannt hunn, gerecht ze ginn, heescht et, verschidde Exigence Rechnung ze droen.

Éischtens: D'Finanzprodukter mussen op reglementéierte Plattformen gehandelt ginn. E puer Erklärungen dozou. Bei der Emsetzung vun deser Direktiv an eist nationaalt Recht gëtt en neien Typ vun Handelsplattform agefouert. Et sinn dat déi sougenannt „Systèmes organisés de négociations“, also organiséiert Handelssystemer. D'Äfierung vu méi strikten Transparenzregelen, déi op déi verschidde Plattformen applikabel sinn, huet als Zil, fir all Barrieren opzehuelen, fir dass eng méi gerecht a wierksam Präisbildung méiglech ass. Mat deenen neie Plattformen soll et och méiglech ginn, fir Finanzinstrumenter ze errechen, déi bis ewell net ënnert d'Reglementatioun gefall sinn.

Zweetens: Dat zweet Zil ass et, fir den Zoutritt vun de klengen a mëttlere Betriber op d'Kapitalmäert ze vereinfachen.

Drëttens: D'Reglementatioun gëtt och un déi technologesch Innovatiounen ugepasst. Dozou e puer Explikatiounen. Dir wësst, den Trading huet an de leschte Joren eng staark Verännerung erlieft. Emmer méi Handelsaktivitéit ginn elektronesch a mat méi séierer Vitesse emgesat, hei denke mer un den algorithmeschen Trading an den Trading mat héijer Frequenz. Et sinn dat Aktivitéiten, déi op informatesch Programmer zréckgräifen, fir Operatiounen duerchzuführen mat Hëllef vu Finanzdonnéeën, déi séier à jour gesat mussen ginn.

Fir awer hei ze vermeiden, dass duerch d'Vitesse vun den Transaktiounen d'Risiko gesteigert ginn, bréngt d'Direktiv MiFID II eng Retsch Regele mat sech, déi derfir suerge sollen, dass dës Techniken den Trading op de Mäert net duerjerneréselen.

Viertens: D'Spekulatioun op de Matière-première soll aegeschränkt ginn duerch d'Äfierung vun engem harmoniséierte System um Niveau vun der EU, e System, deen d'Grenze festleet, wat déi gehale Positionen a Saachen Derivater op Réistoffer ugeet. Déi national Autoritéit kënnen de Volume vun esou enger Position begrenzen. Dës Aschränkung huet als Zil, ze vermeiden, dass d'Spekulatioun eng Erhéijung vun de Präisser op de Produkter provozéiert, déi e Mënsch onbedéngt brauch fir ze liewen, esou zum Beispill Agrarprodukter.

De fënnefte Punkt betrëfft de Schutz vun den Investisseuren. Fir dese Schutz ze erhéijen, gëtt gefuerdert, dass déi betrafte Firms beschmeiglech am Interesse vun hire Clienten agéieren, wa se hinnen Investment-Déngschtleeschungen liwweren. Dës Firms si verpflichtet, fir d'Aktiva vun hire Clienten ze schützen a sech ze versécheren, dass d'Produkter, déi se lancéieren, esou ausgerichtet sinn, dass se de Bedierfnesser vun der Clientèle gerecht ginn.

D'Investisseure kréien och méi Informatiounen iwwert d'Produiten an d'Servicer, déi hinnen ugebuede ginn oder déi verkaaft ginn. Doruwwer eraus mussen déi betrafte Firmen derfir suergen, fir d'Leeschtung vun hirem Personal net esou ze bezuelen an net esou ze bewäerten, dass se géint d'Interesse vun hire Clienté ginn. Dat ka virun allem de Fall sinn, wann eng Bezuelung d'Personal derzou verleet, encouragéiert, bestëmmt Finanzinstrumenter ze recommandéieren oder ze verkafen, obwuel en anert Instrument wesentlech méi de Bedierfnesser vum Client entsprécht.

Zum sechste Punkt. Hei geet et em dräi nei Statute vu PSFen, also déi sougenannt „Professionnels du secteur financier“. MiFID II gesäit vir, dass verschidde Basisdaten iwwert d'Finanzmäert iwwer Kommunikatiounsservicer mussen geleest ginn, déi een Agreement hunn an déi der Iwwerwachung vun de kompetenten Autoritéiten ennerworff sinn.

Dräi nei Statute vu PSFen ginn dofir an d'Liewe geruff. Ech hunn et d'Éinescht gesot, fir d'Detailer verweisen ech hei op mäi schréffleche Rapport.

Komme mer dann elo zu de wichtegste Punkte vum MiFIR, also dem Reglement! Zesumme mat der Direktiv MiFID II huet dës Reglement als Zil, fir en neien harmoniséierte Kader ze definéieren, deen uniform Exigence festleet, déi op d'Finanzinstrumenter ze applizéieren sinn.

Beim éischte Punkt geet et em d'Verstärkung vun der Transparenz. Déi nei Regeln hunn als éischt Zil, derfir ze suergen, dass d'Verhandlung ronderëm d'Finanzinstrumenter an totaler Transparenz ofgewéckelt ginn.

Dat Zweet ass d'Verpflichtung, fir op reglementéierte Plattformen ze handeln, also am Kader vun engem MTF, dat heescht, engem multilateralem Handelssystem, oder zum Beispill enger Plattform vun engem Drëttstat, déi als equivalent ugekuckt gëtt.

Den drëtte Punkt betrëfft d'Deklaratioun vun den Transaktiounen op d'Finanzinstrumenter. D'Detailer dozou stinn a mengem schréffleche Rapport.

De MiFIR-Reglement gesäit och Verpflichtungen fir d'Investment-Entreprisé vir, wat de Reporting vun den Transaktiounen un déi zoustänneg Reglementatiounen an Iwwerwachungsautoritéiten ugeet. An deem Fall ass dat jo d'CSSF. Dës Transaktiounen mussen an enger detailléierter Deklaratioun festgehale ginn, fir dass d'CSSF potenziell Mëssbräich, sougenannt „Abus de marché“, kann detektieren an doruwwer enquétieren. Och geet et allgemeng drëm, derfir ze suergen, de gerechten a geregelte Fonctionnement vum Markt ze garantéieren an d'Aktivitéit vun den Investmentfirmen ze iwwerwachuen.

Nach e puer Wuert zur kompetenter Autoritéit. Den Artikel 44 vum Gesetzesprojet gesäit vir, dass d'CSSF déi kompetent Autoritéit ass, déi

mat der Iwwerwachung vun de Mäert vun de Finanzinstrumenter chargéiert ass. D'CSSF huet och als Missioun, dass d'Emsetzung vun deem Gesetzesprojet vum Reglement MiFIR a vun de Moossnamen, déi geholl mussen ginn, fir et ze exekutieren, stattfënt.

D'CSSF huet natierlech all Pouvoire vun Iwwerwachung a vun Ennersichung, déi noutwendeg sinn, fir hire Fonctionen nozekommen. Dozou gehéiert och d'Muecht, fir administrativ Moossnamen oder Sanktiounen auszeschwätzen. D'CSSF ass och verpflichtet, fir wierksam an zouverlässeg Mechanismen en place ze setzen, fir dass potenziell oder manifest Violatiounen notifizéiert kënnen ginn.

Den Artikel 49 vum Gesetzesprojet betrëfft d'Veröffentlechung vun dese Mëssuechtungen. D'CSSF kann d'Aart vun de Violatiounen an den Auteur vun desen op hirem Internetsite publizéieren. Gläichzäitig gesäit deen Artikel awer och vir, dass d'CSSF an deem Kontext e gewëssene Spillraum huet, fir d'Stabilitéit vum Marché ze garantéieren.

Do dernieft seet desen Artikel och, dass d'CSSF déi europäesch Autoritéit vun de Finanzmäert iwwer all administrativ Moossnam oder Sanktioun informéieren muss, déi se publizéiert huet.

Madamm Presidentin, ech kommen zu den Avisa vum Statsrot. De Statsrot huet säin éischten Avis den 20. Februar 2018 geholl. An deem Avis huet e formell Oppositione formuliert. Esou huet en zum Beispill Remarken iwwert d'Nomenclature gemaach, esou wéi de Gesetzesprojet se zréckbehalen huet. Dës Nomenclature géif mat Momenter par rapport zu där, déi d'EU-Reglement 600/2014 respektiv d'Direktiv 2014/65 virgesinn huet, ofweichen. Esou schwätzt de Gesetzesprojet zum Beispill vun „client particulier“ amplat vun „client de détail“. Dat géillt et deemno ze verbessern, wat dann och geschitt ass.

Beim Artikel 45 iwwert d'Pouvoiren, déi der kompetenter Autoritéit zougestane ginn, do notifiéiert de Statsrot, dass de Pouvoir, fir d'Enregistrement vum de besteeenden informateschen Echanzen ze enregistrieren, déi een Telekommunikationsoperateur gespéichert huet, dass dese Pouvoir net an der Lëscht vun de Pouvoiren vun der CSSF ass, obwuel näischt si dovunner ofhale géif.

Dann huet de Statsrot nach kritiséiert, dass am Artikel 52 steet, dass sech den Informatiounsaustausch tëscht der CSSF an de kompetenten Autoritéit vun den anere Staten op Nofro hi mécht, sur demande also. Or, den Text vun der Direktiv seet awer klipp a kloer, dass déi betrafte Autoritéiten d'Informatiounen ouni Delai austauschen, esou wéi dat an hire Missioun steet. De Statsrot huet also verlaangt, desen lertum ze redresséieren.

Leschten Enns huet de Statsrot nach bemängelt, dass d'Dispositionen am Artikel 63, wat d'Verwaltung vun der offizieller Cote ugeet, ze vag gehale sinn. Hei gëtt verlaangt, esou wéi den Artikel 32 vun der Verfassung dat virgesäit, dass virun allem d'Dispositionen iwwert d'Zil vun den Ausféierungsmoossname souwéi d'Bedéngungen, deenen des ennerleien, an engem Gesetzestext mussen definéiert sinn an net an engem groussherzogleche Reglement.

Dofir huet déi héich Kierperschaft verlaangt, dass zousätzlech Präzisioone komme mussen, wat den Artikel 63 ubelaangt. Och no de proposéierten Amendementen huet sech de Statsrot nach net zefridde gewisen, soudatt hien nach eng Kéier seng Opposition formelle zu deem Artikel bäibehalen huet, also se net ophiewe konnt.

Elo ass et esou, dass et kee Geheimnis ass, dass d'Zäit bei deem Projet de loi ofgelaf ass. D'Europäesch Kommissioun leet lues awer sécher d'Muert op d'Säit an hëlt de Bengel eraus. Mir sinn deemno gutt beroden, d'Direktiv esou séier wéi méiglech emsetzen, wat jo dann och haut geschéie soll.

De Statsrot huet hei eng Iwwergangsléiung virgeschloen, där mir an der Kommissioun nokomm sinn. Den Artikel 37 vum 2007er Gesetz iwwert d'Finanzmarché bleift bis op Weideres a Kraaft. Bei deem Artikel geet et wéi gesot em d'Verwalte vun der offizieller Cote. D'Gesetz vun 2007 gëtt deemno bis op den Artikel 37 ganz abrogéiert.

Madamm Presidentin, ech hoffen, ech konnt e kuerzen Abléck an engem d'äusserst komplizéiert an technesch Matière ginn. Ech soe meng Kolleegen aus der Kommissioun, awer och de Beamten aus dem Finanzministère en häerzleche Merci fir d'Vertrauen a fir dat konstruktiv Zesummeschaffen.

lech alleguerte soen ech Merci fir d'Nolauschteren, jo eigentlech fir Är Gedold, a bréngt gläichzäitig den Accord vu menger Fraktioun zu deem Gesetzesprojet an.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här André Bauler. Als éischten agedroen Riedner hunn ech den Här Laurent Mosar. Kommt awer ganz hei un! Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. De Projet de loi, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren, ass an deser Legislaturperiode een, wann net souguer vläicht dee wichtigste fir d'Finanzplaz, där hir Architektur wäert hei substanzuell verännert ginn.

Et geet, an den Här Rapporteur huet dat gesot, u sech hei em d'Emännerung vun enger éischer Direktiv aus dem Joer 2004 iwwert déi sougenannt „Marchés d'instruments financiers“, eng Direktiv, déi u sech vläicht dee wichtigste Peiler vun der Integratioun vun de Finanzmäert an der Europäescher Union ass.

Wann d'Virgängerin vun deser Direktiv, nämlech déi sougenannt MiFID I-Direktiv erlaabt huet, d'Integratioun, d'Kompetitivitéit an d'Effizienz vun de Finanzmäert vun der Europäescher Union ze stärken, esou huet dach d'Finanzkris a ganz besonnesch d'Evolution vun de Mäert an deene leschte Jore gewisen, dass de Champ d'application vun där éischer Direktiv net wäit genuch gaangen ass an dass hei en absolute Besoin bestanen huet, fir de Schutz vun den Investisseuren ze stärken.

Duerfir dann och déi zweet Direktiv: Där hire wichtigsten Objektiv ass op där enger Säit, méi transparent Mäert ze schafen, op där anerer Säit awer och, de Schutz vun den Investisseuren ze stärken.

Dës Direktiv wäert dann awer doniewent virun allem den Autorité-de-surveillancen, an deem Fall bei eis der CSSF, wesentlech méi an haaptsächlech och méi effizient Kompetenzen accordéieren. Den Detail vum Projet ass lech virdu scho vum Kolleg André Bauler, esou wéi mir dat vun him gewinnt sinn, in exentenso op eng méiglechst verständlich Aart a Weis duergeluecht ginn.

An dem Rapporteur säi Meritt ass des Kéier ganz besonnesch grous, net nëmme weinst der grouscher Technicitéit vun deem Projet, mä haaptsächlech awer och, wann een de Volume vun deenen Dispositione kuckt, well mir si rar mat enger Direktiv saiséiert, déi trotzdeem esou en déck Buch, bal schon eng Bibel, duerstelt. Duerfir vu menger Säit aus e ganz grousse Merci un de Rapporteur, an ech wëll dann och eng Kéier - „une fois n'est pas coutume“- trotzdeem hei e Merci un d'Mataarbechter vun Finanzministère richten, well déi hunn hei wierklech iwwer Wochen a Méint eng richtig Herkulesaufgab mussen bewältegen, fir kënnen des Direktiv ze transposéieren. An ech ka sécherlech nofillen, dass dat net ëmmer déi passionnantsten Hausaufgab ass. Ech géif éischer soen, dass war relativ dréchen.

Här President, ech kommen dann awer trotzdeem net derlaanscht, eng Kritik hei unzebréngen, nämlech déi, dass et esou laang gedauert huet, éier des Direktiv konnt transposéiert ginn. Et ass gesot ginn, déi Direktiv ass u sech vun 2014. Mir hätte se scho misse säit engem Joer transposéiert hunn. Si gëtt dann elo awer mat engem substanzuelle Retard transposéiert. Mir bedauern dat. Ech wëll awer elo net erëm op déi Kriticken agoen, déi mer schon e puermol hei virbruecht hunn, wou mir der Meinung sinn, dass de Finanzministère vläicht och misst vun den Effektiver nach e bëssleche méi opgestockt ginn.

Ech begréissen dann awer och - an ech mengen, et muss ee jo och Saache luewen, déi ze luewe sinn -, dass d'Majoritéit, awer och d'Regierung enger fundamentaler Suerg vum Statsrot, awer och vun eiser Fraktioun, entgéintkomm ass, fir keng retroaktiv Applikatioun vun deem Text ze maachen, mä dese Projet trëtt genauou a Kraaft wéi all normale Projet de loi. Et wär nämlech fir mech e falscht Signal gewiescht, fir bei engem dach fir d'Finanzplaz extrem wichtige Projet, dese retroaktiv a Kraaft trieden ze loosse.

Madamm Presidentin, ech wëll hei wierklech net méi an den Detail vun deene ganz villen techneschen Dispositionen agoen, wéi gesot, de Kolleg André Bauler huet dat gemaach. Ech wollt mech duerfir a menger Interventioun just op e puer ganz prinzipiell Observatiounen beschränken.

Eng éischt Observatioun - an ech hunn et virdu ugedeit - ass, dass an Zukunft déi europäesch Regulateuren an natierlech dann och d'CSSF ganz vill zousätzlech Kompetenze wäerte bäikréien. Ech weess, an ech wëll dat och hei ennersträchen, dass d'CSSF gutt opge-

stallt ass, fir dës grouss Erausforderungen ze schëlleren, souwuel um Niveau vun hiren Effektiwitéit wéi awer och an der Preparatioun vun der Ëmsetzung vun dëser Direktiv, well d'CSSF an hir ganz valabel Mataarbechter hu jo elo net gewaart, datt mir haut géifen iwwert de Projet diskutéieren an ofstëmmen, ier se sech scho mat der Thematik befaast hunn.

Ech wëll iwwregens hei och eng Kéier eng Klammer maachen: Ech fannen iwwregens, datt d'CSSF eng exzellente Aarbecht mécht. An ech hunn och heiansdo Problemer, muss ech soen, nozevollzéien, wann een an der Press do staark Kritik liest, well ech eigentlech fannen, datt vun där ganzer Direktioun, awer haaptsächlech vun deene ganz, ganz ville Mataarbechterinnen a Mataarbechter hei an enger deelweis extrem komplizierter Matière eng gutt Aarbecht geleescht gëtt.

Ech sinn also optimistes, datt, wann elo d'Gesetz a Kraaft trëtt, d'CSSF wäert prett sinn, fir och um Terrain déi nei Spillregelen ëmzesetzen, mä och haaptsächlech d'Kontroll an d'Surveillance vun dëser Ëmsetzung ze maachen.

Allerdéngs, Madamm Presidentin, an da kommen ech op dee Punkt, deen ech schonn e puermol hei opgeworf hunn, nämlech deen, datt jo och elo an dësem Text erëm eng Rei vu substanzuelle Sanktiounen virgesi ginn, déi d'CSSF dann och kann an Zukunft spriechen, wann eenzel Akteure sech net un déi Virgabe vun der MiFID II halen.

An do wëll ech dann nach eng Kéier e waarmen Appell - an et ass wierklech net deen éischten - un lech, Här Finanzminister, riichten. Mir wëssen alleguerten, datt d'CSSF an dëser Thematik wéi a ganz villen aneren och Partei a Richter gläichzäiteg ass. An dës ass eng ganz ongesond Situatioun, déi och riskéiert, mëttelfristeg eng Kéier zu Recoursen ze féieren, nottamment virun der Cour vu Stroossbuerg. An ech fäerte ganz, wann een d'juristesch Situatioun analyséiert, datt et eis hei äänlech kann ergoen wéi deemools am Arrêt Procola am Kontext vum Statsrot.

Ech géif wierklech duerfir nach eng Kéier wëllen ënnersträichen, wéi wichteg et ass, Här Minister, datt mer déi zwou Fonctiounen trennen. Ech weess och, datt ech net deen Eenzege sinn hei an deem Haus, deen déi Suerg huet, well nottamment de Kolleg Fayot dat och schonn déi eng an déi aner Kéier ënnerstrach huet. A souguer den Här Generaldirekter vun der CSSF huet eng Kéier an engem Interview op déi Noutwendegkeet do higewisen.

Duerfir wär ech awer wierklech frou, Här Minister - well ech et schonn e puermol gesot hunn, ech waarden allerdéngs nach ëmmer op eng kloer Äntwert vun lech -, wann Der eis de Mëtteg géift soen, wou dee Projet de loi do drun ass, ob Der nach gedenkt, datt dee virum Enn vun dëser Legislaturperiod wäert deposéiert ginn.

Madamm Presidentin, wann ech vun där doter Thematik schwätzen, da kommen ech awer och net derlaanscht, nach eng Kéier op en anere Risk vu Reputatioun (veuillez lire: en anere Risk fir d'Reputatioun vun der Finanzplaz) anzegoen, deen ech och schonn e puermol hei ugeschnidden hunn a wou ech och wierklech frou wär, wann ech et géif fäerdegbréngen, och do d'Regierung an deen zoustännege Regierungsmember duerfir ze sensibiliséieren.

Dir, d'Regierung, d'Chamber, mir maache ganz vill Efforten ëmmer erëm, fir international Reglementatiounen, Accorden ëmzesetzen. Mä mir wëssen, dat eleng geet net duer. Och den Netrespekt vun Dispositiounen, déi mer hei adoptéieren, muss sanktionéiert ginn. An ech hunn et virdu gesot, ech fannen, datt eigentlech hei d'CSSF e gudd Match mécht. Déi hu schonn eng ganz Rei vun Enquêtes, Instruktiounen géint eenzel Etablissementer hei gemaach. Si hunn och do zum Deel scho ganz substanzuell Amendé géint deen een oder aneren Akteur prononcéiert.

Allerdéngs dat, wat mir an eis feelt, ass, datt keng stroferechtlech Konsequenzen kommen. A kommt, mir maachen eis näischt vir! Wann hei eng CSSF Amendé vun e puer Milliounen Euro prononcéiert, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat net, well do just eng Bank Bilanen net zurzäit publizéiert huet. A mir wëssen alleguerten, datt spëtstens 2020 deen nächsten Avis vun dem GAFI eis an d'Haus steet. An do wär et wierklech net gutt fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, wann do net wierklech endlech och an den nächste Méint emol géifen Affäre vu Finanz- a Wirtschaftskriminalitéit poursuivéiert ginn.

Ech weess, Här Finanzminister, datt dat net direkt an Är Kompetenz fällt. Ech weess awer och, datt Dir fir deen dote Sujet sensibil sidd. An ech wollt, wéi gesot, bei der Geleeënheet vun der Diskussioun vum Projet de loi nach eng Kéier dorobber hiweisen.

Madamm Presidentin, ech kommen dann zu menger zweeter Observatioun. An déi bezitt sech eigentlech op déi ganz Thematik vum Échange d'informations, deen och elo an Zukunft téschent deene verschiddene Regulateure wäert kommen. Do wëll ech fir d'Alleréisch nach eng Kéier op d'Wichtigkeet och vum Respekt vum Berufsgheimnis vun deene verschiddenen Autoritéiten hiweisen. An erlaabt mer et do trotzdeem, eng Fro opzuerwerfen, déi sech elo schonn e puermol gestallt huet a wou mer och erëm op engem aneren Niveau eigentlech e Präzedenzfall haten!

Hei geet et mir virun allem drëm, datt jo d'CSSF kann an Zukunft och nach ka méi Decisiounen huele géint gewëssen Akteuren. A mir haten elo dee konkrete Fall bei enger lettescher Bank, déi quasiment vun der CSSF vum engem Dag op deen aneren zougemaach gëtt. Et ass allerdéngs elo esou, datt déi concernéiert Akteuren eréischt kënnen e Recours maache géint déi Decisioun, wann d'CSSF eng Amende sprécht. A géint déi Amende kann natierlech déi Bank oder deen Akteur bei de Jurisdiction-administrativen e Recours aleen.

Elo wësse mer awer alleguerten och an dësem Text, datt et eng ganz Rei vu Méiglechkeete ginn, wou d'CSSF kann intervenéieren, wou net direkt e Recours virgesinn ass. Notamment dat Beispill vun där lettescher Bank ass e gutt Beispill, well do ass den Dossier jo du virugaangen un d'Jurisdiction de droit commun. An dunn eréischt konnt déi concernéiert Bank do hir Rekursméiglechkeete spille losse mam Resultat, an do wëll ech net nach eng Kéier drop agoen, datt eigentlech u sech déi Decisioun vun der Mise en liquidation reforméiert gouf.

Dat, wourop ech eigentlech eng Kéier wollt opmierksam maachen, dat ass, datt mer jo schonn eng Kéier en äänleche Fall hate beim Échange d'informations um Niveau vun de Steierverwaltungen. Do wësst Der, datt justement kee Recours virgesi war an datt mer du condemnéiert gi si vum Europäesche Geriichtshaff, esou e Recours anzeféieren. An ech froe mech och - an dat ass eng Fro, déi ech och wollt stellen a wou ech frou wär, wann Der herno vläicht kéint drop äntwerten -, ob mer net awer hei Gefor lafen, eventuell op enger Decisioun, wou keng Rekursméiglechkeet direkt besteet um Niveau vun der CSSF, kënnen herno och condemnéiert ze gi vum Europäesche Geriichtshaff.

Madamm Presidentin, ech kommen domadder zu menger leschter Observatioun. An dat ass och schonn eng traditionell, déi ech e puermol hei scho virbruecht hunn. An hei géif ech vläicht nach eng Kéier domat ufänken an de Finanzminister froen - ech weess net, ob en dat elo de Mëtteg ka maachen, datt en eis vläicht déi Informatiounen soss kéint zoukomme loosse -, wat genau den État de ratification vun dëser MiFID II-Direktiv um Niveau vun der Europäescher Unioun respektiv doriwwer eraus ass.

Et ass nämlech prioritär, datt am Respekt vum „level playing field“, dee jo och dem Finanzminister ganz staark um Häerz läit, natierlech esou schnell wéi méiglech all Länner an der Unioun an och doriwwer eraus déi Ratifikatioun vun dese ganz wichtige Reglementatiounen virhuelen, fir och sécherstellen, datt se sech iwwerall applizéieren.

Allerdéngs, an do kommen ech dann e bësselchen op dee Problem, dee mer Suerge mécht, hunn ech d'Gefill, datt, wann ech dann och e bësselchen déi heiten Direktiv a Relatioun setze mat de BEPS-Mesuren, mer do um Niveau vun der OECD net méi esou richteg virkommen.

Firwat komme mer net méi esou richteg virun? Well ganz besonnesch vun amerikanescher Säit trotzdeem an de leschte Wochen a Méint relativ vill blockéiert gëtt an d'Amerikaner schéngen haaptsächlech och e Problem ze hu mat deene ganz villen Transparenzbestëmmungen, déi souwuel an der MiFID II-Direktiv virgesi si wéi iwwregens och an deene ganze BEPS-Mesuren.

A mir gesinn ëmmer erëm, datt do déi amerikanesch Zentralregierung dës Obligatiounen einfach net wëllt hire verschiddenen Autoritéiten an deenen diverse Staten imposéieren. An do denken ech natierlech haaptsächlech u State wéi den Delaware, wou dann ëmmer erëm vu Washington gesot gëtt, datt si vu Washington aus dem Delaware do iwwerhaapt näischt ze imposéieren hunn, soudatt ech hei e bësselchen d'Gefill hunn - an ech wär och frou, wann den Här Finanzminister herno dorobber kéint agoen -, datt den Drock awer um Niveau

vun der OECD an de leschte Méint, ganz besonnesch säitdeem d'Trump-Administratioun do un der Muecht ass, awer nogelooch huet.

Madamm Presidentin, ech kommen domadder zum Schluss, fir nach eng Kéier ze soen, datt dee Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, eis Banken an eis Investitiounslanschaft wäert substanzuell veränneren, dës esouwuel um Niveau vun der Transparenz wéi awer och vun der Sécherheet vun den Investisseuren. Dës Gesetz wäert sécherlech eng Rei vu positive Konsequenzen och fir eis Finanzplaz hunn. Allerdéngs dierf een net vergiessen, datt d'Ëmsetzung vun dese villen neie Regelen erëm mat engem net onsubstanzuellen zousätzleche Käschtepunkt fir eis Banke wäert verbonne sinn.

Iwwerhaapt, an dat ass dann déi lescht Suerg, mat där ech wëll ophalen, de Käschtepunkt vun all dese Reglementatiounen fir d'Finanz- a Bankewelt gëtt ëmmer méi en enorme Käschtefacteur an et gëtt mer och gesot, datt et och haaptsächlech ëmmer méi schwéier gëtt, fir iwwerhaapt den Know-how nach ze fannen hei bei eis am Land, fir dann iwwerhaapt och do déi Mesuren an deene verschiddene Bankenhaiser kënnen ëmzesetzen.

Wann een da weess, datt nach zousätzlech Direktiven an der Maach sinn, weess een, datt an den nächste Méint a Joren och nach zousätzlech Efforten do wäerte vun eiser gesamter Finanzplaz gefuerdert ginn.

Nach, an ech mengen, dat wësse mer alleguerten, hu mir keen anere Choix a mir sollen dës Reglementatiounen esou schnell wéi méiglech ëmsetzen. Mir deelen do d'Approche vun der Regierung, fir zu de First-moveren ze gehéieren, well et trotzdeem extrèmement wichteg ass, och fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz.

Dat gesot, Madamm Presidentin, wäerte mir dës Gesetz stëmmen an ech bréngen heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Laurent Mosar. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Madamm President. Léif Kolleginnen, léif Kollegen, dese Projet de loi geheit mech e bëssen zrëck a meng Jugend, un d'Enn vu menge Studien, wou ech effektiv zum Schluss vu mengem DEA zu Paräis mäi Memoire gemaach hunn iwwert d'Transpositioun vun der Directive «Services d'investissement», 1993. Dat heescht mäin DEA war 1996 an ech hunn do effektiv e Summer laang geschweesst iwwer esou Saachen, déi ech net gutt kann hunn, wéi: reporting, pré/post transactions, transparence, règles de conduite, adéquation des fonds propres.

Ech géif haut ganz bestëmmt en anere Sujet de mémoire sichen. Mä nichtsdestotrotz war dat d'Okkasioun, fir mech an dës Matière eranzeschaffen, well d'Directive «Services d'investissement» war d'Groussmamm vun dësem Text, dee mer haut stëmmen. Dat war den Ufank vun der europäescher Reglementatioun am Beräich vun der Opsicht vun de Finanzmäert.

An Dir kënnt lech vläicht erënneren, dass 1992 ënnert dem Bill Clinton de Glass-Steagall Act ofgeschafft ginn ass. Dat war dat Gesetz, wat u sech no der grousser Depressioun vun 1929 d'Trennung vum Investmentbanking an de Banques de détail agefouert hat. An 1992 gëtt allgemeng e bëssen ugegi wéi d'Gebuertstonn vun enger Finanzindustrie, déi sech ëmmer méi vun der reeller Wirtschaft lassgekoppelt huet a mat enger Mëschung vu Gier, vu laxer Reglementatioun an op eemol och bëllegem Geld zur globaler Finanz- a Weltwirtschaftskris vun 2008 gefouert huet.

D'Directive «Services d'investissement» konnt dat net vermeiden. Si ass 1996 transposéiert ginn, Enn 90er Joren, Ufank 2000er Jore war d'Dotcom-Bulle, déi geplazt ass mat enger éischter Kris. D'MiFID, déi 2004 verabschit gouf an 2007 agefouert gouf, konnt och déi grouss global Finanzkris net vermeiden. An et sief dohigestallt an et kann een et bezweifelen, dass MiFID II wäert à même sinn, déi nächst Finanzkris ze evitéieren, déi ganz bestëmmt op ons duerkënn.

Dat gesot, ass MiFID II trotzdeem e wichtige Text. E gëtt allgemeng begréisst als eng „landmark“, als eng ganz wichtige Reform vun den europäesche Finanzmäert, déi och e groussen Impakt huet op d'Akteuren an op d'Infrastruktur an op d'Transparenz vum Marché. Dat ass gesot gi vu menge Virriedner an nottamment och vum André Bauler, dee fir e Landjong nawell e ganz gudd Rapport zu dëser technescher Matière gemaach huet, fir deen ech em och Merci soen.

(Brouhaha)

Et ass, wéi gesot, eng wichtige a gréisser Reform. Mir haten d'lescht Woch den EU-Day, wou mer u sech am Fong ons alleguerten emol erëm eng Kéier virun Ae gefouert hunn, firwat d'EU wichteg ass an a wat fir enge Beräicher se wichteg ass. An ech mengen, dat hei ass och ee Beräich, wou d'EU am Fong dee Gremium ass, déi Organisatioun, wou ee kann ambitiéis Texter wéi dësen duerchbréngen, déi ee ganz sécher op nationalem Niveau net géif duerchbréngen.

Dësen Text geet vill méi wäit wéi déi éischt MiFID a munche Beräicher. Et ass scho gesot ginn, mä ech wëll just ganz kuerz drun erënneren, d'Protektioun vun de Clienten, dat si Regelen, déi an der Kontinuitéit vu MiFID I sinn, mä déi vill méi strikt sinn, wat déi Instrumenter ugeet, déi dierfe verkaaft ginn u Clienten, déi och méi Informatiounen mat sech bréngen an och natierlech méi Obligatiounen fir d'Intermediären.

Dësen Text bréngt ganz kloer weider Verflechtungen fir d'Banken, fir all déi Intermediäre mat sech, déi an de Finanzmäert aktiv sinn. Dat ass natierlech net populär, och net op onser Finanzplaz, mä et ass awer wichteg, well MiFID II zitt all d'Lektiounen aus deene Verfechtungen, déi während der leschter Finanzkris constatéiert gi sinn, déi aus deem Court-termismus, aus deene Bezuelungspraxisse vun den Transaktiounen an all méiglechen anere Praxisse erausgaange sinn. An dofir ass et en Text, deen een am Fong nëmme vun deem Point de vue ka begrëissen.

Dësen Text bréngt och méi Transparenz op de Finanzmäert. E bréngt et och mat sech, dass fir d'éischte Kéier nei Formen vum Handel, deen op neien Technologie baséiert wéi den „high-frequency trading“, wéi den Handel duerch Algorithmen, dës Kéier reglementéiert ginn. An och dat ass natierlech e Fortschritt an eng gutt Saach. E begrenzt och den Handel mat Derivativen iwwer Liewensgitter a Rohstoffe. Och dat ass scho gesot ginn. Dat ass och ze begrëissen. An e bréngt och méi Pouvoir fir de Regulateur mat sech.

Dësen Text ass och dowéinst wichteg, well hei d'CSSF elo erëm de vollen Ausmooss vun hire Pouvoir kritt an nottamment och an der europäescher Kooperatioun. D'CSSF war am Fong an där Situatioun elo säit Januar, dass se net méi am vollen Ausmooss konnt zum Beispill europäesch Passeporten ausliwweren. An engem Pre-Brexit-Kontext ass dat natierlech problematesch. Dat heescht, elo kann d'CSSF, wa mer deen Text hei gestëmmt hunn, am Fong erëm voll kooperéieren mat deenen aneren europäesche Regulateuren an och hir europäesch Kooperatioun erëm voll wouerhuelen.

Trotz dem Fait, dass mer dësen Text stëmmen, dierf een net aus der Siicht verléieren, dass et aner Instrumenter gëtt, déi optauchen an déi am Fong komplett ënnert dem Radar sinn. Mir hate virun net allze laanger Zäit eng Debatt iwwer Kryptowärungen. Do ginn op eemol Instrumenter gehandelt iwwer Internet a vun Intermediären, déi hei net dësem Text ënnerleien, déi komplett onreguléiert sinn, wou et keng Kontroll driwwer gëtt an déi riseg Risike fir d'Investisseure mat sech bréngen.

Ofschléissend, Madamm Presidentin, wëll ech just eng Observatioun maachen zu dësem Text, déi mer awer trotzdeem e bësse Suerge mécht. Mir sinn hei amgaangen, effektiv iwwer ee vun deene wichtigste Texter an dëser Legislatioun ze schwätzen, wat onse Finanzsecteur ugeet.

Mir wëssen alleguert ëm d'Wichtigkeet vun dësem Secteur fir d'Lëtzeburger Wirtschaft. An et ass awer esou, dass dat heiten en Text ass, deen duerch seng extrem Komplexitéit, duerch säin enorme Volume am Fong deene mannste Leit zougänglech ass.

Wa mer elo éierlech sinn, da geet dat deene meeschte Kollegen hei an der Chamber komplett laanscht de Kapp - ech wëll elo kengem ze no trieden - an dat ass och normal. Dat ass en Text, deen, de Rapporteur huet et gesot, bal dausend Säiten huet. Et kommen nach Mesures de niveau deux dobäi, déi och nach extrem detailléiert an technesch sinn. An dat ass, mengen ech, e Problem vun demokratescher Legitimitéit, vu Comprehensivitéit vun deenen Texter, well dësen Text betrëfft net nëmme d'Banken an d'Akteuren vun der Finanzplaz. E betrëfft eben och déi Leit, déi investéieren an d'Finanzinstrumenter, e betrëfft d'Clienten, d'Justiciabellen.

An ech mengen, dass ee wierklech soll seriö drifwer nodenken, sief dat op europäeschem Niveau oder op nationalem Niveau, ob een net iergendeng Vulgarisatioun ka fanne fir dës Texter, dass ee se de Leit méi zougänglech mécht, dass ee se méi verständlech mécht fir am Fong Leit, déi sech trotzdeem fir dës Matière interesséieren.

Ech mengen, dat wär am Sënn vun engem besere Verständnis vun der europäescher Reglementatioun, déi gutt ass, mä déi einfach



duerch de Volume an d'Komplexitéit de Leit net méi zougängelech gëtt.

Dëst gesot, ass dat hei natierlech en Text, dee mir als LSAP matdroen, well en nach eng Kéier e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, an d'Richtung vun engem besser kontrolléierten a besser superviséierten Finanzmaart, méi strikte Finanzmaart och. An dofir droe mir dësen Text natierlech mat.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Fayot. Als nächst age-droe Riednerin hunn ech d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Merci, Madamm Presidentin. Merci dem Rapporteur. Ech kann net aus menger Studenten-zäit erzielen,...

► **Plusieurs voix.** - Dach!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ...betreffend dese präzise Projet.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Une voix.** - Et ass elo de Moment.

(Hilarité)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo. Dofir wäert ech mech beschränken, andeem ech den Accord vun der grénger Fraktioun ginn zu dësem Projet.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Ma Merci, Madamm Loschetter. Dann hunn ech nach den Här David Wagner op der Lëscht.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Madamm Presidentin!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Ah pardon, Här Reding!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Et ass net schlëmm. Ech wollt och am Numm vun der ADR dem Rapporteur Merci soen. Ech sinn net esou pessimistes wéi de Franz Fayot. Ech denken, souwuel de Rapporteur wéi de Kolleg Fayot wéi och de Kolleg Mosar hunn déi Matière elo hei wierklech zougängelech gemaach, net an den Detailler, mä awer an de grouse Linnen, wourëm et geet. An dat ass och dee Grond, firwat datt mir als ADR deen Text matdroen, well et ëm Konsumenteschutz geet an ëm d'Transparenz bei Finanztransaktiounen.

Ech soe speziell dem Laurent Mosar Merci, well en op e puer Punkten higewisen huet, déi och eis als ADR ganz vill um Häerz leien. Et ginn effektiv hei administrativ Käschte verursaacht, déi héich sinn an déi net ëmmer gerechtfertegt sinn. Ech soen nach ee Wuert dozou. Déi Käschte sinn net nëmme zulaaschte vun de Banken, mä déi Käschte sinn in fine zulaaschte vun de Clienten, well d'Banke komme jo guer net derlaanscht, fir esou administrativ Käschten ofzewälzen.

Dir hutt och gesot, Kolleg Mosar, datt vill Banke sech scho preparéiert hätten, d'CSSF wier preparéiert, dat ass och gutt esou. Se sinn esou gutt preparéiert, datt schonn déi éischt Questionnairen op Basis vun deem Text hei eraus sinn. A wann ech da gesinn, datt ee fir e Compte courant vun enger Firma, déi soss näischt huet wéi en Immobiliebesëtzer an déi kengerlee Transaktioun mécht a Finanzleeschtungen, muss esou e Pak Formulären ausfüllen, dat ass jo net nëmme fir de Client, deen dat muss ausfüllen, lästeg.

Dat sinn Examensfroen. Do gi Saache gefrot wéi: Wéi evoluéiert de Cours vun engem Call, wann d'Course vun der Aktie eropginn? Oder wann ech eng Obligation convertible hunn an den Aktienpräis geet erop, wéi evoluéiert dann de Cours vun där Obligation convertible? Geet deen erop oder erof? An da muss een dorobber äntwerten, fir datt d'Bank gesäit, wéi gutt datt ee Bescheed weess iwwer Finanzinstrumenter, dat, wéi gesot, fir eng ganz normal kleng Immobiliefirma, déi guer net op deem dote Maart aktiv ass.

Mir gesinn also den Nodeel vun deenen doten Texter, datt awer eppes kreéiert gëtt, wat um Schluss eng Usine à gaz ass, déi net ëmmer néideg ass, net ëmmer nützlich ass an déi, an do deelen ech dem Kolleg Fayot säi Pessimismus, héchstwahrscheinlech déi nächst Finanzkris och net wäert evitéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Reding. Dann ass et elo un dem Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Jo, et ass vun Käschtepunkt geschwat ginn, deen d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg fiert mat der Ëmsetzung vun dëser

Direktiv. Wann een allerdéngs näischt ënnerhélt an deem Domän, da kenne mer de Käschtepunkt weltwäit fir d'Mënschen, dat ass eng Veraarmung respektiv och eng Verhéngerung vu ganzen Deeler vun der Weltbevölkerung. An ech mengen, datt dee Käschtepunkt eis méi Suerge muss maache wéi déi puer Suerge vun engem klengen Milieu, dee gewëssen Aktivitéiten huet.

Ech mengen, et ass natierlech eng komplizéiert Matière, den Här Fayot huet dat virdru gesot. A wann ee ganz éierlech ass, selbstverständlech mengen ech, ka keen hei behaupten oder ganz weineg, op jidde Fall ech ziele mech net zu deenen, déi kéinte behaupten, datt se sech dat alles duerchgelies hätten. Ech hat einfach materiell déi Zäit net dofir. A wann ech et nach géif hirkéien, misst ech och nach alles verstoen.

An et ass e reelle Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn. An dat ass oft esou a Finanzfroen. Dat heescht awer net, datt ee guer näischt ka verstoen, well hei si mer mat enger Fro befaasst, déi engersäits natierlech d'Lektionen zitt aus der Zäit vun der leschter Finanzkris ënner anerem, a wou decidéiert gouf, datt op eng méi reglementéiert a ganz transparent Aart a Weis misst op de Finanzmäert mat Derivater, déi och justement mat Spekulationen vun Narungsmëttel ze dinn hunn, gehandelt ginn.

An da muss een natierlech och, wat ech da maachen an esou enger Situatioun, sech informéieren bei Organisatiounen, déi sech méi spezifesch mat der Fro auserreesetzen. Do ginn et verschidde Schoulen. Déi eng, déi schwätze vläicht da mat engem Finanzakteur, gi mat deem iessen an esou weider, fir ze kucken: Wat mengs de? Dat ass net meng Schoul.

Meng ass éischer déi, datt ech dann aner Quelle kucke gi wéi Oxfam oder esou. An déi soen: Jo, MiFID II ass an enger gewëssener Hisiicht en Effort. Am Europaparlament goufen et vill Kämpf, och Lobbyarbecht vu gewëssene Milieuen, déi gefouert gi sinn. Et ass hin- an hiergaangen. A schlussendlech ass et en Effort, mä et geet net wäit genuch, zemoos wann et, wann ech richteg verstanen hunn, ëm d'„position limits“ geet. Dat heescht, datt et drëms geet, datt een d'Grenzwärter, wivill Undeeler eenzel Finanzhändler u sech an engem Maart kënnen halen, nach ëmmer op eng Handvoll begrenzt ass - véier, fénnef Leit - an datt dat weiderhin nach ëmmer bemängelt gouf, datt dat awer nach ëmmer kéint problematesch sinn. Dat heescht, datt nach ëmmer relativ weineg Akteure kéinten deemno wéi nach e gewëssenen Afloss hunn op gewësse Mäert.

Also do ginn et scho Suergen, déi do vun enger Partie vun der Zivillgesellschaft awer nach ëmmer ausgedréckt goufen. An an deem Sënn wäerte mir eis dann och u sech enthalten. Mir wëllen net dergéint sinn, well et wahrscheinlech a gewëssener Hisiicht e bëssen zu enger besserer Reglementéierung féiert. Mä mir wëllen eis awer och net d'Hänn banne loossen, well mer awer och der Meenung sinn, datt et net wäit genuch gaangen ass an datt mer héchstwahrscheinlech nach mat weidere Krise musse rechnen.

An da gesi mer och, wann déi nächst Krise kommen, déi Leit op der Finanzplaz, déi haut esou vill Suergen hunn, wa Saache reglementéiert ginn, a wann eng nächst Kris kennt an där vläicht och d'Bevölkerung eppes ze spiere kritt, wéi populär dann och déi gewësse Leit wäerten dosto, déi sech géint d'Regelunge gewiert hunn. (veuillez lire: An da gesi mer och, wann déi nächst Krise kommen, vun deene vläicht och d'Bevölkerung eppes ze spiere kritt, wéi populär déi Leit op der Finanzplaz, déi haut esou vill Suergen hunn, wa Saache reglementéiert ginn, wäerten dosto.)

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Wagner. Mir hunn elo den Tour gemaach. Da géif ech den Här Finanz- a Budgetminister bidden, fir Positioun ze huelen an op déi eng oder aner Fro ze äntworten. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

An elo ginn ech lech et nach eng Kéier hei op der Tribün.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci. Moien, Madamm Vizepresidentin.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir dee gudden Debat, dee mer elo just haten iwwer d'Transpositioun vun der Reglementatioun MiFID II, wéi se genannt ass, eng komplex Matière, mä eng ganz wichteg fir Lëtzebuerg a ganz besonnesch fir eis Finanzplaz.

Ech géif gären en dëser Stell fir d'Éischt dem André Bauler wierklech e ganz grouse Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht a fir deen Interessi an deen Asaz, deen e gewissen huet, fir dës Matière ze meeschteren.

Ech deelen dat, wat den Här Mosar gesot huet, fir den Equipe Merci ze soen, déi dorop geschaff hunn, well et ass eng komplizéiert Matière, och fir Spezialisten, an et ass eng Matière, déi ganz séier evoluéiert. Ech géif och gäre besonnesch der Chamberskommissionen felicitéieren, dass se esou séier geschaff huet, nodeem mer den Avis vum Conseil d'État am Februar kritt hunn. Fir an zwee an en hallwe Mount, dräi Méint bal dat fäerdegzebréngen, dass mer dat haut kënnen stëmmen, ass scho wierklech remarkabel.

Et ass esou, dass mir effektiv zu Lëtzebuerg immens impaktéiert si vun dëser Legislatioun, déi hir Urspréng huet am MiFID I an nach méi fréi, esou wéi den Här Fayot dat richteg beschriwwen huet. D'Wuert „Architektur“ ass gebraucht gi vum Här Mosar. Ech weess net, ob dat dat am beschte beschreift, mä den Impakt op déi existéierend Institutionen, déi op der Finanzplaz tätég sinn, ass grouss. Et ass grouss am Fonctionnement vun der Bourse, et ass grouss am Fonctionnement vun der Fongenindustrie, fir déi zwee ze nennen. Et ass grouss och am Fonctionnement vun de Banken.

Dat Ganzt muss natierlech gelies ginn am Kontext vun der Weltfinanzkris, déi 2008 entstanen ass. A wann een zeréckkuckt op MiFID I, do war d'Haaptziel, fäerdegzebréngen, dass Europa säi Marché financier géif besser integréieren. An ech mengen, dat ass och gelongen. Doropshin huet Lëtzebuerg sech och kënnen gutt entwéckelen op där enger Säit, mä op där anerer Säit sinn d'Risiken ënnerschat ginn 2004. Dat soll elo déi nei Reglementatioun, déi mer haut hei transposéieren an d'Lëtzebuurger Recht, änneren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Déi zwee grouse Objektivier vun dëser Transpositioun sinn also fir d'Éischt, d'Transparenz an d'Resilienz vun de Finanzmarchéen ze assuréieren op där enger Säit, an zum Zweeten den Investisseur ze protegéieren a besser ze protegéieren, wéi dat virdru de Fall war.

Wann ee schwätzt vu Resilienz an Transparenz vun de Finanzmarchéen, da mengt een och domat, dass ee géint eng Spekulation oder eng exzessiv Spekulation Mesuren aféiert, fir dass Saachen, wéi se 2008 geschitt sinn, net méi solle virkommen. Dozou déngt natierlech, dass een eng besser Informatioun huet, wie wéini Aktien oder Securities kaaft huet, an dat mécht de Reglement MiFIR, dee mir hei ëmsetzen, soudass een à tout moment kann nokuken, wéini eng Transaktioun geschitt ass.

Wat och ganz wichteg ass, dat ass, dass ee kann Transaktiounen ënnerbriechen. Dat heescht op Däitsch „Belastbarkeit der Systeme“ oder op Franséisch „coupe-circuit“, dat ass eng ganz wichteg Mesure; dat Wuert ass haut nach net gefall, dofir wollt ech et awer hei soen.

An och eng ganz wichteg Saach, wou all Mënsch versteet, dass dat vill geschitt ass an dass e puer Skandalen waren, dass och net eng Persoun oder eng Institution ka riseg Positiounen unhuelen, immens Risiken huelen, déi dee ganze Marché influenzéieren an dann zu Katastrophe kënnen féieren. Ech mengen, dat sinn dräi wichteg Elementer, déi eng wéll Spekulation kënnen verhënnere.

An dann ass natierlech haut eng ganz wichteg Saach d'Veaarbechtung vun den Informatiounen, vun den Daten, vun den Data, an dat gëtt och besser geregelt doduerch, dass dräi nei Statute geschafte gi fir déi Entreprises, déi dat als Metier maachen.

D'Protektioun vum Investisseur geschitt op verschidden Aart a Weisen - dat ass deen zweete grouse Punkt -, andeem fir d'Éischt d'Organer vun den Entreprises eng verstärkt Zäit musse verbréngen mat allem, wat mat Transaktiounen ze dinn huet. Dat ass souwuel wouer fir de Conseil d'administration wéi och natierlech fir d'Direktioun vun der Bank. Do ass elo d'Responsabilitéit vill, vill méi grouss. An ech kann lech soen, MiFID II trëtt elo a Kraaft, mä et ass op ville Plaze schonn zu Lëtzebuerg an enzwousch anescht, dass all déi, déi an deene Conseilen dra sinn, sech bewusst sinn, dass hir Responsabilitéit vill méi grouss gëtt.

Dat Zweet ass natierlech, dass een och de Client besser informéiert an dass een em Produiten ubitt, déi sengem Profill entsprechen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass Verschiddener vun lech als Client vun der Bank deen Exercice gemaach hu mat hirem Banquier, deen de Riskprofill versicht ze verstoen, an d'Konsequenz dovunner ass, dass en lech Produiten ubitt, déi Arem Riskprofill entsprechen. An da geet et net duer, dass een de Profill vum Client kennt. Et muss een dann och Produiten ubidden, déi

deenen Ufuerderungen entsprechen. Alles dat ass hei an der MiFID II virgesinn. An da muss och séchergestallt ginn, dass déi Produiten, déi hei offréiert ginn, onofhängeg si vun deenen, déi de Banquier selwer entwéckelt.

Zum Schluss nach vläicht zwou Saachen. Déi eng, déi mengen ech, nach net gesot ginn ass, déi awer wichteg ass, ass, dass e Label hei agefouert gëtt fir PMEen, wat eng ganz wichteg Saach ass, fir dass den Accès fir PMEen méi einfach gëtt op deene Finanzmäert.

An déi lescht Remark huet mat der CSSF ze dinn, déi natierlech hei déi Institution ass, déi d'Supervisioun mécht an derfir suergt, dass d'Akteuren alleguerten déi Regele wäerten anhalen. D'Pouvoir vum der CSSF an d'Sanktionsmëglechkeete ginn hei méi breet gemaach.

Ech mengen, dat wär e Résumé, deen ee kéint maache vun deem, wat hei decidéiert gëtt. Ech wëll op e puer Froen, déi gestallt gi sinn, agoen.

Fir d'Éischt emol fir mech effektiv ze freeën, dass den Här Mosar och e richteg ageschat huet, dass et gutt ass, dass mer hei keng Retroaktivitéit virgesinn. Dat schéngt mer wichteg.

Dat Zweet, dat ass de Rôle vum der CSSF, deen hei erm eng Kéier gestärkt gëtt. Dir hutt mer d'Fro gestallt, wéi et dann en général mat de Pouvoir vum der CSSF ass, well mer do Froe vu Gouvernance gestallt kruten. Ech kann lech soen, dass de Finanzministère op eng Modernisatioun vum Mechanismus vun de Sanktiounen an der CSSF hischafft. Mir inspiréieren eis do un deem, wat Frankräich gemaach huet oder amgaangen ass ze maachen, dat heescht eng Separatioun vun dräi Saachen: Wien d'Poursuite mécht an d'Enquête, dat wär weider muer, wann dat da fäerdeg ass, d'CSSF. An dann d'Sanktioun selwer géife vun engem Conseil de sanctions gesprach ginn.

Dat ass de Wee, op dee mer wëlle goen. An d'Equipe schaffen dorop, an de But ass, fir virun Enn des Joers mat engem Projet do fäerdeg ze sinn, wéi gesot sech inspiréierend un deem, wat a Frankräich elo gemaach gëtt. An domat wär mer dann och konform mat deene leschte Jurisprudenzen.

En zweete Punkt, deen ech wëll hei ugoen, dat ass dee vum „level playing field“. Dat ass ganz richteg, dass mer müssen ëmmer oppassen, dass all Mënsch dat heiten transposéiert. A wa mer da bannen an der EU sinn, kann ech lech soen, dass mer nach am März vun dësem Joer an der folgender Situatioun waren, dass zéng Länner MiFID II nach net ëmgesat haten. Mir sinn eent vun deenen zéng. Haut setze mir dat dann ëm. Mir wäerten elo an den nächsten Deeg a Wochen och monitoren, wéi dat evoluéiert. Mä ech si ganz zouverzichtlech an der EU, dass mer alleguerten dat wäerten ëmsetzen.

Mä bausen der EU, dat war eng aner Fro, déi gestallt ginn ass: Wat maachen d'Amerikaner op all deene Sujeten? Bon, si sinn natierlech net gebonnen u MiFID II, si sinn net an der Europäescher Unioun, mä si hunn äänlech Regele. Wat maache se mam Delaware? Wat maache se am Kontext - dat geet e bësse méi wäit wéi d'Diskussioun hei, Dir hutt mer d'Fro gestallt - vum Iran? Wat fir en Impakt huet dat, wann Amerika aus dem „nuclear deal“ erausgeet?

Et ass jo evident, dass mer do als Lëtzebuurger dat nëmme kënnen observéieren, wéi dat weidergeet. Mä et muss een awer och realiséieren, dass d'Amerikaner zum Beispill mat hirer Steuerreform, déi se d'lescht Joer adoptéiert hunn, eng ganz Serie vu Mesurén vu BEPS ëmgesat hunn! Et ass och net esou, dass Amerika sech un näischt hält. Ech mengen, et muss een dat au cas par cas kucke bei deene verschiddene Mesuren. Mir wäerten dat op jidde Fall ganz no suivéieren, well dat natierlech e ganz wichtege Deel vun de Geschäfte ass, déi och zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

An da géif ech gären e puer Remarke maachen zu deem, wat den Här Fayot richtegerweis hei ënnerstrach huet. Doduerch, dass mer dat hei elo transposéieren, kann d'CSSF erm voll hire Rôle spillen an der Kooperatioun mat aneren Organer an Europa an dat ass begrëssenswäert.

Eng Fro, déi mer, mengen ech, alleguerten am Hannerkapp hunn, ass déi, ze wëssen, ob mer da mat dëser Reglementatioun d'Riske vun enger Kris, vun enger futurer Kris méi kleng maachen, Riske vun Derapagen, vu Spekulationen, déi wéi da mat engem Schneiballeffekt ganz schlëmm Konsequenze kënnen hunn,

net nëmme fir eise Secteur financier, mä fir dee vu ganz Europa oder vun der ganzer Welt.

Ech mengen, do kennt keen d'Äntwert drop! Mä ee Beispill, wat haut genannt ginn ass vum Här Fayot, deelen ech ganz bestëmmt, dat ass dat vun de Cryptocurrencies, vun de Monnaies virtuelles. Dat ass eng ganz nei Welt. Mir hunn en Debat hei an der Chamber virun e puer Wochen doriwwer gehat. An déi falen net hei drënner! An et gëtt och keng einfach Léisung, fir ze soen: Déi falen elo drënner an dann ass dat esou! Dat géif och net esou kënnen eent zu eent ëmgesat ginn.

Mir wëssen, dass d'Zentralbanke vun der ganzer Welt amgaange sinn, sech Froen ze stellen, wéi een déi Emissioun vu Cryptocurrencies, vu Monnaie-virtuellé kéint encadréieren. Do gëtt et nach näischt. Wéi den Transfer vun der virtueller Welt an dann déi normal Wärunge, wéi dat muss kontrolléiert ginn, alles dat si Froen, déi am Raum stinn, mä wou et nach keng Äntwerte ginn.

Déi eenzeg Berouegung, déi een de Moment nach kann hunn, dat ass, dass d'Monnaie-virtuellen, obwuel se vill gewuess sinn an de leschten zwee Joer, nach awer Quantitéiten errechen, déi nach net esou dramatesch héich sinn. Mä dat ass nëmme en Troust. An dat hei ass ee Risk, deen hei évoquéiert ginn ass, deen also vun de Cryptocurrencies, dee bestëmmt reell ass an dee muss an d'A gefaasst ginn. Mä et gëtt der wahrscheinlech anerer, déi mer net kennen an op déi een och muss Uecht ginn, soubal se dann entspringen.

A mäi leschte Punkt ass dee vun der Komplexitéit vun der Matière. Jo, d'Matière ass komplizéiert. Eis Welt ass haut komplizéiert. Mir hu jo och haut Maschinnen, déi d'Saache vill méi séier an akut kënnen kontrolléieren. Mä trotzdem, vläicht dierfte mer eng Saach net vergiessen: Hei ass Europa erëm amgaangen, wegweisend ze agéieren! Mir sinn déi, déi déi meescht, déi sophistiquéiert Reglementatioun hei op d'Bee setzen. Wa mer dann nach bedenken, dass mir eis müssen zu 28 eens ginn, fir dat ze maachen, dann ass dat d'autant plus bewonnernswäert!

An déi, déi Europa vill kritiséieren a soen, „Europa versteet een net!“, deene muss een äntwerten: „Et huet kee Wäert, dass Der déi dausend Säite vum MiFID liest, fir Europa ze verstoen, mä Dir kennt - an dat kann een zu Lëtzebuerg ganz gutt bewisen -, Dir kennt gesinn, dass Europa fonctionnéiert, well mat deene Regelen, déi mer hunn, kënnen mir zu Lëtzebuerg eng Finanzplaz hunn, déi uerdendlech fonctionnéiert, déi eng gutt Reputatioun huet an déi zum Wuelstand vun eisem Land bäidréit.“

Hei ass een Domän, wou Europa gutt agéiert, wegweisend ass, eng Integratioun mécht, déi keen anere bis elo fäerdegbruecht huet. An ech mengen, doriwwer kann ee sech och freeën.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci dem Finanzminister fir all déi vill a gutt Explikatiounen. Ech begrëssen och, datt e Projet de loi nach annoncéiert ass virum Enn vum Joer iwwert déi Separatioun. Et ass eng exzellent Saach.

Ech wollt awer nach op ee Punkt agoen, well Der deen och ugeschwat hutt, Här Finanzminister, well mer virdrun och am Kader vun de Relatiounen, de geschäftleche Relatiounen mat Iran dorobber ze schwätze komm sinn, well ech mengen, datt dat awer misst um Niveau vun der OECD gekläert ginn. Dat ass, wann elo Sanktiounen komme vun den Amerikaner géint Entrepreneuren, déi awer weider wëllen am Iran investéieren, och well den Accord dann tëschent Iran an der Europäescher Unioun weider wäert oprechterhale ginn, dann ass e ganz grouse Risiko, datt déi Banken, déi mat deenen Entrepreneuren do wäerte schwätzen oder schaffen, ee Moment kee Clearing méi an Dollare kréien. Dat heescht, datt de facto - a mir hate jo schon esou Fäll - déi Banke kënnen zoumaachen.

An ech wollt do och nach eng Kéier dem Finanzminister d'Fro stellen, ob een net awer eng Kéier misst déi Thematik och um Niveau vun der OECD ugoen, well et ka jo net sinn, datt hei vun amerikanescher Sait iwwer esou eng Mesure eigentlech den Handel mat verschiddene Länner total onméiglech gemaach gëtt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech deelen d'Analys vum Här Mosar, dass mer hei e Risk hunn, wéinst der amerikanescher Attitüd als Europa virun e Fait accompli gesat ze ginn. Nun, wat déi richteg Plaz ass, fir dat ze diskutéieren, steet am Raum. Ech fannen Är Iddi vun der OECD exzellent, muss ech soen. Mä ob wierklech d'OECD dann herno déi Plaz wäert sinn, wou dat diskutéiert gëtt, weess ech net. Mä et ass eng Iddi, déi ee kéint poursuivéieren.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass, wann déi aner Länner, déi an deem Accord mam Iran verwickelt waren, dee wëlle weiderdreiwen, jo, da muss een déi Modalitéiten elo emol kennen. Wann ech awer elo kucken, wat d'Situatioun elo scho mam Iran war, hate mer nach ëmmer oder schonn ëmmer en Damoklesschwäert iwwert dem Kapp. An d'Damoklesschwäert iwwert dem Kapp ass wat? Majo, wann een Transaktiounen an Dollare mécht als Europäer!

Soulaang een net an Dollare schafft, dann huet ee manner en Damoklesschwäert iwwert dem Kapp. Mä wann ee mam Dollar schafft, wat awer mat deenen Drëttlänner bal ëmmer de Fall ass, huet een ëmmer de Risk, dass d'amikanesch Autoritéite soen: „Well Der an Dollare geschafft hutt, mësche mir eis an a mir kënnen do soen, dass d'Reglementatioun vun Amerika net agehale ginn ass.“ Dat ass eng ganz schwierig Diskussioun, déi mer an de leschte Méint jo nach eng Kéier erlieft hunn am Kontext vun enger spezifescher Bank, déi mer awer och gesinn hu fir eng grouss franséisch Bank, déi huet misse Milliarden Amendé bezuelen, well se verschidden Transaktiounen mam Iran gemaach hat.

An ech kann lech just soen, dass bei deene meeschte Banken, mat deenen ech geschwat hunn, déi hei zu Lëtzebuerg täteg sinn, eng ganz grouss Prudenz besteet par rapport zum Iran, well een dee Facteur vun der Utilisatioun vun der amerikanescher Währung jo ni kann ënerschätzen (veuillez lire: aschätzen), dee Risk, deen dee bréngt. An dann ass natierlech och d'Perspektiv vu Profitier, déi ee ka maachen, esou a Fro gestallt, well een dann e Risk huet, deen ee guer net ka moossen.

Mä ech mengen, Lëtzebuerg muss dat vu ganz Noem observéieren. An ech wäert natierlech dee Message mathuelen, dass een e Forum misst fannen, wou een dee Sujet kéint oppen diskutéieren. Well dat Schlëmmt, wat Europa ka geschéien an där Saach, ass, dass iwwerhaapt net d'riwwer geschwat gëtt an dass déi Onsécherheet einfach am Raum stoe bleift.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Mir sinn domat prett, fir iwwert de Projet de loi 7157 ofzestëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7157 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Enthaltung: Domat ass de Projet de loi 7157 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7165, eng Direktiv iwwert

d'Wäertpabeieren. An de Rapporteur, den honorebelen Här André Bauler, ass prett, fir de Rapport ze maachen. Dir hutt d'Wuert, Här Bauler.

13. 7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Gesetzesprojekt huet d'Zil, fir bestëmmten Dispositiounen vum Reglement N°909 vum 23. Juli 2014 iwwert d'Verbesserung vum Reglement vun den Titren an der Europäescher Unioun an iwwert d'Dépositaires centraux de titres a Kraaft ze setzen. Duerch dëst Reglement ginn och nach d'Direktiven 98/26/CE an 2014/65/UE souwéi d'Reglement 236 aus dem Joer 2012 ofgeännert.

D'Reglement stellt uniform Exigenzen op, wann et ëm de Reglement vu Finanzinstrumenten an der Unioun geet, souwéi Regelen, déi d'Organisatioun vun den Dépositaires centraux de titres, déi sougenannt DCT betreffen. Dës Regele betreffen natierlech och d'Aktivitéite vun den DCT an hiert konkret Verhalen an dësem Kontext. Zwee bekannte Beispiller vun Dépositaires centraux de titres sinn Euroclear a Clearstream. Dat si jo Nimm, déi lech eppes soen.

D'DCT exploitéieren d'Systemer, déi den Handel mat Titre regelen, si garantéieren och de Suivi vun der Zuel vun Titren, déi emetteiert ginn, d'Identitéit vun den Emetteuren an all Annerung, wat de Besëtz vun Titren ugeet. D'DCT droen also net nëmme zum gudden Fonctionnement vun de Finanzmäert bäi, si ginn och den Akteure vun dese Mäert d'Veutrauen, dass all Transaktiounen korrekt ausgefouert ginn, an dat an där gewolltener Zäit.

Obwuel d'Reglement an all sengen Elementer direkt unzewennen ass, also, wéi dat esou schéin heescht, d'application directe ass, léisst et awer dem Parlament, also dem Legislatuer, de Choix, fir déi national an zoustänneg Autoritéit ze bestëmmen, déi fir den Agreement an d'Iwwerwaachung vun den DCT zoustänneg ass.

De Gesetzesprojekt schléit fir, dës Missiounen eiser CSSF unzevertrauen. D'CSSF wäert déi néideg Pouvoire kréien, fir dës Aufgaben ze erfëllen. Déi hunn net nëmme mat der Iwwerwaachung eppes ze dinn, ma och mat Beräicher wéi Interventioun, Inspektioun an der Méiglechkeet, fir ze enquêtéieren, wann et dann néideg ass.

De Gesetzesprojekt féiert och e Regimm vun de Sanktiounen an. Et sinn dat effektiv, proportionéiert an dissuasiv, also ofschreckend Sanktiounen am Fall, wou d'Reglement méssuecht gëtt. D'CSSF ass och dozou verflücht, fir wirksam Mechanismen anzusetzen, déi et erlaben, potenziell oder net ze bestreidend Violatiounen vum Reglement, dem Gesetzestext, deen eis hei virläit, oder Moosnamen, déi fir d'Ausféierung geholl ginn, ze notifiéieren.

Da soll och nach präziséiert sinn, dass mat dësem Gesetzesprojekt guer keng direkt Iwwerwaachungskompetenz am Kader vun den DC-Ten enger europäescher Autoritéit soll iwwermittelt ginn. Fir all aner Detailler verweisen ech op de Commentaire des articles.

Zum Avis vum Statsrot wëll ech nach e puer Präzisatiounen liwweren. Dësen Avis ass den 20. Februar dëses Joers komm. De Statsrot huet doranner bemierkt, dass verschidden Dispositiounen vum Gesetzesprojekt schonn am Reglement drastinn. Well d'Reglement awer d'application directe ass an iwwert dësem Gesetz steet, brauchen dës Dispositiounen net am nationale Gesetz widderholl ze ginn. Dat ass besonnesch de Fall bei den Dispositiounen, déi d'CSSF verflüchten, bestëmmten Entscheedungen der zoustänneger europäescher Autoritéit ze notifiéieren, also matzedeelen. Dozou wëllt ech awer ergänzen, dass d'Reglement net an alle Fäll präziséiert, wéi eng national Autoritéit fir eng bestëmmten Notifikatioun zoustänneg ass. An deene Fäll ass et nützlich, fir am Gesetz ze präziséieren, dass dës Notifikatioun solle vun eiser CSSF gemaach ginn.

Déi héich Kierperschaft war dann och nach der Meinung, dass dese Projet der Verflüchtung, fir Sanktiounen an aner administrativ Moosnamen ze etabléieren, déi d'Persone betref-

fen, déi d'Dispositiounen vun dësem Reglement méssuechten, net komplett nokomm ass. Dofir hat de Statsrot dann och eng Opposition formelle ausgeschwat mat der Remark, dass de Gesetzgeber sech dorobber beschränkt, fir Obligations de résultat ze imposéieren, ouni dass d'Netrespektéieren vun dësen Obligatiounen an dësem Projet awer viséiert wier.

Dëser Remark ass selbstverständlech Rechnung gedroe ginn, soudass de Statsrot seng formell Oppositioun a sengem Avis complémentaire vum 24. Abrëll 2018 konnt ophiewen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci. Et ass de Mëtteg Bauler-Day.

(Interruptions et hilarité)

Nach eng Kéier e ganz grouse Merci fir eisen exzellente Rapporteur. Hei ass nach eng Kéier e wichtege Mosaiksteen an der Politik vun der Finanzplaz. Och hei bréngt mir natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, och vu menger Sait e Merci un de Rapporteur, dee ganz ausféierlech war a sengem mëndleche Bericht. An ech géif och den Accord gi vum der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Madam Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Här President, och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi a soen dem Här Bauler Merci fir déi Aarbecht, déi e sech gemaach huet bei dësem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech wollt mech just de Wieder vu menge Virriedner uschlëssen an den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Ech freeë mech och, dass mer hei esou e breede Konsens hunn,...

(Hilarité)

...a soen dem André Bauler nach eng Kéier Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht.

Et ass esou, dass mer hei och e puer Punkten haten, wou de Conseil d'État Schwierigkeete gemaach huet. Ech freeë mech, dass mer déi konnte léisen, a freeë mech, dass mer duerch dës Gesetzgebung eng méi effikass an eng méi sécher Reglementatioun hunn, wat déi Dépositaires centraux de titres sinn, déi wichteg Akteure sinn. Dir wësst, dass ee vun deenen zwee Groussen hei zu Lëtzebuerg täteg ass. Dat huet also en direkten Impakt op eis Finanzplaz. An dofir freeën ech mech, dass mer dee breede Konsens hei hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7165 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7165 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7165 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi,

Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer ginn zum nächste Projet iwver, de Projet de loi 7194, d'Ëmsetzung vum enger Direktiv iwwert d'Transparenz op de Finanzementsoperatioune vu Wäertpabeieren. An de Festival André Bauler geet weider.

14. 7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei sinn ech erëm.

(Hilarité)

D'Finanzkris vum 2008 huet eng ganz Rei Lacunne vum internationale Finanzsystem un d'Licht bruecht. Dowéinst huet d'Europäesch Nioun zënterhier eng ganz Rei vu Moosnamen ugeholl, fir de Finanzsystem méi transparent a resilient, dat ass jo schonn de Mëtteg e puermol gesot ginn, ze maachen, vun deenen op dës Plaz jo schonn eng Retsch ëmgesat goufen.

Eng weider Moosnam ass d'Reglement 2015/2365 iwwert d'Transparenz vun den „Opérations de financement sur titres et de la réutilisation“, wéi dat esou schéi formuléiert ass, deen de Gesetzesprojet 7194 an nationaal Recht ëmsetzt. Dese Règlement definéiert nei Verflüchtunge fir déi Akteuren, déi mat de sougenannten „Opérations de financement sur titres“ handelen.

Ier ech op dës aginn, wollt ech fir d'Éischt präzisieren, wat „Opérations de financement sur titres“ oder op Däitsch „Wertpapierfinanzierungsgeschäfte“ eigentlech sinn. Grosso modo kann ech soen, dass dat Finanzproduit sinn, duerch déi grouss Firmen a Banke sech Suen op Finanzmäert kënnen léine goen. Et kéint een esou Operatioune am Fond mat enger Hypothék vergläichen, well een net just Sue geléint kritt, mä ëmmer am Géigenzuch Aktiva wéi Aktien oder Matière-premiéren als Sécherheet, also als Garantie gëtt.

Zwee Beispiller vun esou Operatioune sinn, wéi déi Däitsch dat nennen, d'„Warenleihgeschäft“ an dann, wéi d'Engländer et soen, d'„buy-sell back“- an „sell-buy back“-Geschäfte. Dëst sinn natierlech keng laangfristeg Prëten. Et handelt sech villméi ëm Mëtzel, fir kuerzfristeg u Liquiditéit ze kommen. Vu dass dës alternativ Finanzierungsméiglechkeeten net zum klassesche Bankesektor gehéieren an dowéinst och bis elo net esou staark reglementéiert gi sinn, ass och dacks rieds vun engem „Schattenbankensektor“, wéi déi Däitsch soen.

Tatsach ass awer, dass eng Kris an deem Sektour och Konsequenzen op de Bankesektor an de Finanzesektor als Ganz kann hunn, a vu dass relativ komplex Verbindungen an deem Beräich kënnen entsto, ass et wichteg, fir dës Operatioune besser ze ërëmmen. Et si virun allem dräi Haaptverpflichtungen, déi agefouert ginn:

Éischtens: Fir all „Opérations de financement sur titres“ mussen eng Rei Informatiounen bei engem sougenannte Référentiel central ugi

ginn. Dat sinn Informatiounen wéi zum Beispill déi bedeelegt Akteuren, de Wäert, d'Währung, déi als Sécherheet benotzten Aktiva an hir Aart, hir Qualitéit an hire Wäert, den Datum vun der Echeance, den Taux, zu deem se kënnen erëmkaaft ginn an esou weider.

Zweetens: Déi, déi esou Operatioune ubidden, mussen de Clienten déi néideg Informatiounen zur Verfügung stellen, fir kënnen de Risiko anzuschätzen, dee se aginn.

An drëtts: D'Neesverwendung, d'Reutilisation, wéi esou schéi gesot gëtt, vu Finanzprodukten, also de Weiderverkaf un Drëttpersonen, gëtt méi genee encadréiert, mat dem Zil, och hei d'Clienten besser ze informéieren iwwert de Produit a seng Risiken. Och mussen d'Clienten ausdrécklech hiren Accord ginn.

De Règlement 2015/2365 gesäit net vir, dass een déi national kompetent Autoritéite muss designéieren, déi fir de Respekt vun den neie Regele suergen, dat heescht d'CSSF an de Commissariat aux assurances, well de Règlement sech op aner gesetzlech Texter bezitt, déi dës zwou Institutione schonn als kompetent Autoritéit designéieren. Allerdéngs kréie se duerch de Gesetzesprojet d'Muecht, fir d'Sanktioune auszuschwätzen.

Zu gudder Lescht ginn nach dräi aner Gesetzter punktuell modifizéiert, fir de Règlement vollstänneg ëmzesetzen. Et sinn dat dat ofgeännert Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'OPCen, also d'Organismes de placement collectif. Dann ass et nach d'Gesetz vum 12. Juli 2013 iwwert d'Verwalter vun alternativen Investmentfongen; Dir erënnert lech, mir hate virun enger gewëssener Zäit dat Gesetz hei am Parlament. A schlussendlech dat ofgeännert Gesetz vum 7. Dezember 2015 iwwert de Versécherungssektor.

De Statsrot huet säin Avis de 24. Abrëll 2018 erausginn. Den Text vum Projet féhnt dann och d'Zoustëmmung vum Conseil d'État. Déi héich Kierperschaft huet awer e puer Bemierkungen ze formuléieren gehat, virun allem d'Sträiche vun engem iwwerfléssigen Artikel oder och nach d'Harmoniséierung vu verschiddeenen Dispositiounen mat deene vun anere Gesetzgebungen, wat d'Formulatioun vun den Texter ueget.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech nach eemol Merci fir d'Nolauschteren a ginn och nach eemol hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Laurent Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Här President, an och hei nach eng Kéier e Merci fir de Rapporteur an nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, Merci. Ech schlësse mech deem un. Och e Merci nach eng Kéier un de Rapporteur an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ma eis geet et genau d'selwecht. Mir soe Merci dem Här Bauler a mir stëmmen dësem Projet zou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, all Respekt dem Kolleeg Bauler fir säi richtige Marathon, deen en haut de Mëtteg hei hilleet! An ech bréngen och den Accord vun der ADR zu dësem Text.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet d'Wuert den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung. Ech géif gär dem André Bauler och felicitéieren an haaptsächlech och dofir, well en eis Beispiller ginn huet, firwat dës Instrumenter wichteg sinn. Déi gi gebraucht vun de Banken, fir sech ze refinanzéieren. A wann d'Banke sech net refinanzéieren kënnen, da fonctionnéiert de Weltwirtschaftssystem net méi. An dofir ass et wichteg, dass mer dat hei stëmmen. Ech freeë mech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7194 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7194 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratioune. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7194 mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet 7263 iwwert d'Association internationale de développement. An, keng Iwwerraschung: De Rapporteur ass den Här André Bauler!

15. 7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Merci nach eemol, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss géif ech dann awer nach méi en digesté Projet presentéieren. D'Association internationale de développement, kuerz AID, ass zesumme mat der Banque internationale pour la reconstruction et le développement Deel vun der Weltbank. Si gouf 1960 gegrënt mat dem Zil, déi ärmste Länner op der Welt bei hirer wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung finanziell ze ënnerstëtzen. An deem Sënn finanziert d'AID Projeten an de Beräicher Bildung, Gesondheet, Infrastruktur. Si ënnerstëtzt och d'Aktivitéiten, fir d'Gläichberechtigung vun de Geschlechter ze férdere, a Projeten, déi sech an de Kontext vum Kampf géint de Klimawandel aschreiwelossen.

Am Géigesaz zur Banque internationale pour la reconstruction et le développement vergëtt d'Association internationale de développement allerdéngs keng normal Prëten un d'Entwécklungslänner, mä entweder Donen oder Prëte mat niddregen Zënse. D'AID adresséiert sech also virun allem un déi Staten, deenen hir Bonitéit hinnen et net erméiglecht, normal Prëten op de Finanzmäert ze kréien.

D'AID ass hautdesdaags eng vun deene wichtegsten Institutionen, wann net déi wichtegst am Beräich vun de sougenannte Prëten concessionnels, also vergëschtegt Prëten. Besonnesch an eiser Zäit, an där déi international Instabilitéit erëm zohélt an an där mer mat neien Erausforderunge konfrontéiert sinn, wéi de Klimawandel, wéi grouss Fluchtbewegungen an Afrika an an Asien, wéi d'Verbredung vu sozialen a politesche Konflikter uechtert d'Welt, spillt dës Institution eng wichteg Roll, déi et absolutt néideg ass ze ënnerstëtzen.

Mam Gesetzesprojet 7263 gëtt déi Lëtzebuerger Bedeelegung un der 18. Rekonstitioun vun der AID, hire finanzielle Ressourcen, sanktionéiert. Lëtzebuerg hat sech an deem Kader engagéiert, e Montant vu 56.450.000 Euro ze ginn. Dat ass e Plus vu 6 Milliounen am Verglach zur leschte Kéier.

Am Kontext vun der 18. Rekonstitioun gouf ausserdeem entscheet, dass d'AID zukünfteg op den internationale Finanzmäert däerf Sue léine goen, wat bis ewell net méiglech war. Op dës Manéier soll den Impakt vun der AID an hire Projete vergréissert ginn. Och d'Zesummenaarbecht mat privaten Akteuren

am Kader vum Private Sector Window schreift sech an dës Iwwerleeung, an dës Strategie an.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 24. Abrëll dës Joers keng Bemierkung an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng leschte Kéier Merci fir Är Opmierksamkeet. An heimat ginn ech natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Rapporteur. A schonns, wéi de Mëtteg gewinnt, huet den Här Mosar d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci fir dee leschten Akt vum Festival André Bauler. Nach eng Kéier en décke Merci an och hei bréinge mir da fir d'Lescht fir de Mëtteg den Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, nach eng Kéier och Merci dem André Bauler vun eiser Säit fir säin impressionnante Kraaftakt haut de Mëtteg an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Och mir soen dem Här Bauler eng leschte Kéier Merci fir haut a stëmmen deen heite Projet de loi och mat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Mir diskutéieren hei iwwer 56.450.000 Euro. A mir hunn als ADR e kleng Problem domat, datt mer dat als Modèle de base net ganz vill kommentéiert hei sollen duerchwénken, well et ass vill driwwer ze soen. Den Här Bauler a senger exzellerter Introductioun, a sengem Rapport, huet eis jo scho ganz vill wichteg Elementer ginn. An ech mengen, et ass derwäert, driwwer nozedenken. Vill sozial Projeten hei am Land, déi mer awer net realiséieren, géife wäit manner Sue froe wéi déi Suen, déi hei am Abléck zur Diskussioun stinn! An ech mengen, dat weist nach eng Kéier, wéi wichteg et ass, datt mer eis iwwerleeën, wéi mer déi 56 Milliounen hei ausginn.

Et ass emol éischtens eng Méiglechkeet, fir Kreditter ze verdeelen, zu enger Zäit, wou d'Verscheldung vu ville Länner an der Drëtter Welt nees zohélt. Dat ass e Problem. Et muss een also och iwwerleeën: Firwat gëtt ee Kreditter? A mir hunn hei eng Situatioun, wou mer jo u sech all der Meenung sinn, datt e Kredit haaptsächlech soll en Investissement favoriséieren, wéi d'BIRD et mécht. An den Här Bauler huet dat jo och gesot: Et ass d'Banque internationale pour la reconstruction et le développement, déi u sech déi Funktioun iwwerhëlt, déi déi ekonomesch Vernunft am Kreditwiesen awer duerstellt.

Hei gi mer méi an de politesche Beräich an et kéint ee bal soen, méi an den ideologesche Beräich. An hei huet och den Här Bauler eis Beispiller gesot, soudatt een hei u sech d'Kreditter u Länner vergëtt, déi selwer net kredittwürdeg sinn no deene klassesche Kritären, fir u sech méi politesche Projeten ze realiséieren, wou se op anere Plaze keng Sue kéinte kréien. Dat muss een hannerfroen!

An dann ass och an deem Rapport ernimmt, datt déi Schold titriséiert gëtt. Bon, et gëtt hei och behaupt, dat wäeren AAA-Titren, déi hei da gehandelt ginn. Mä et muss een awer wëssen, datt dat hei Kreditter sinn, déi wahrscheinlech oder mat enger grousser Wahrscheinlechkeet net rembourséiert ginn! Dann ass et awer schweier nozevollzéien, wéi ee ka vun AAA-Titre schwätzen, wéi eng Garantien dann do derhannertstinn, fir dat iwwerhaupt ze erméiglechen, well et sinn awer Titren, déi e Wäert representéieren, déi net oder zu engem Deel nëmme rembourséiert ginn. Ech mengen, dat wësse mer.

D'Fro, déi mir eis och mussen stellen: Gëtt dat op d'Entwécklungshëllef ugerechent hei am Land? Ech mengen, den Här Finanzminister kann eis dat ganz sécher soen, a wéi enger Form dat ugerechent gëtt. Et ass fir eis eng Selbstverständlechkeet, datt dat muss a vollem Émfang op eis Entwécklungshëllef ugerechent ginn.

An da muss een och wëssen - an dat ass eng Kritik, déi d'ADR bréngt -: Mir hunn en Defizit am zentrale Budget vun der Administration centrale vum Stat. Ech weess, den Här Finanz-



minister héiert dat net gären. E rechent och gären, als wär deen Defizit elo net esou präsent, mä en ass awer reell, en ass do. An an där Situatioun gi mer eng Lëtzebuurger Participatioun nach eng Kéier ëm sechs Milliounen hiewen.

Mir soen als ADR, datt een an esou Zäiten, wou een en Defizit huet, muss probéieren, deen Defizit ewechzekeréieren an net Ausgaben nach an d'Luucht setzen, déi, wéi dës hei, vun héichpolitescher Natur sinn a wahrscheinlech och net der wirtschaftlecher Vernonft entsprechen, wahrscheinlech och emol net dem Interesse vun den Entwécklungslänner, deene jo awer am meeschten och gedéngt wär, wa mer besser Handelsbedéngunge géife schafen, déi hir laangfristeg Entwécklung géife favorisieren. Ech sinn och iwwerzeugt, datt et net de fréieren Direkter vun der Chambre de Commerce ass, deen déi Theorie onbedéngt géif demontieren.

Dann ass e leschte Kritikpunkt: Mir hunn als ADR ëmmer gesot, an all Beräich, wou mer international Verpflichtungen hunn, datt mer mengen, datt mer als Lëtzebuerg sollten e proportionale Bäitrag bezuelen, net méi wéi déi aner, mä proportional zu eiser reeller Gréisst, zu eiser Wirtschaftsleeschtung, an dat ass hei net de Fall!

Ech kann lech hei Vergläichsdate gi vu räiche Länner, zum Beispill de Kuwait, dee bezilt dann 0,19% vun de Kontributiounen, Neuseeland 0,12%, Singapur 0,15%, d'Tierkei 0,08%, e Land vun iwwer 80 Milliounen Awunner, a Lëtzebuerg bezilt 0,2%! Et ass also erëm e wäit iwwerproportionale Bäitrag, dee mir leeschten. Dat ass eppes, wat mir als ADR konsequent kritisieren. Mir soen: An den internationalen Organisatiounen solle mer e proportionale Bäitrag bezuelen an net eis pro Kapp ënnert déi alleréischte Kontributeure vun internationalen Organisatiounen stellen.

Ech kann also eng Ausnam haut maachen, ech muss eng Ausnam haut maachen. Wa mer och haut dem Här Bauler ëmmer gefollegt hunn a senge Recommandatiounen, wäerte mer als ADR dësse Projet awer net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här David Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Fir unzefänke wéilt ech vläicht all déi Leit berouegen, déi mengen, datt mer als räich Länner duerch d'AID den Entwécklungslänner hëllef géifen an datt mer vläicht do einfach esou Milliounen duerch d'Fenster puhe géifen.

D'AID gëtt oft esou presentéiert, an dat gouf jo och vum Rapporteur gemaach, wéi wann dat tatsächlech eng Organisation de bienfaisance wier. Et ass e bëssen esou, am Chrëschtentum ginn et zwou Schoulen och erëm eng Kéier: Et gëtt d'Häerz Jesu, déi Räich hëllef deenen Äarmen an esou weider, an et gëtt déi aner, wou déi Aarm d'Peitsch huelen an d'Hypokriten aus dem Tempel erauspuchen. Ech hunn e kleng Faibel fir déi zweet Variant.

An ech géif gären drop zrëckkommen, wéi iwwerhaapt d'AID historesch entstanen ass. Nom Krich, nom Zweete Weltkrich hunn déi Entwécklungslänner, déi jo am Prinzip ni op déi entwéckelt Industrielänner waarden, well se wëssen, datt se vun eis näischt ze kréien hunn, op jidde Fall net gratis, eng Initiativ gegrënnt, „The Special United Nations Fund for Economic Development“. Dat war net innerhalb vun der Weltbank, mä innerhalb vun der UNO, wat natierlech ganz aneschters funktionéiert, well do goug et ëm de Prinzip vun „one country, one vote“. An do hu sech d'Entwécklungslänner zesummedoen, fir e Fong ze schafen a fir do deemtsprechend Projeten ze schafen, déi si géifen interessieren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Awer dunn hunn déi industrialiséiert Länner gemengt: Dat doten, dat gefält, an dat doten, dat ka jo net demokratesch sinn, „one country, one vote“! Kommt, mir maachen elo d'AID, wou et natierlech no ganz anere Regele funktionéiert, nom Proporz, nom Zensus u sech: jee méi räich, desto méi kann ee matbestëmmen.

An et ass jo och net ouni Interesse geschitt, well zum Beispill d'Amikaner, déi si jo ganz interesséiert gewiescht. An de fofzeger Joren hu si immens vill net konvertibel Devisen aus Entwécklungslänner kumuléiert, well se hinnen hire Surplus agricole verkaaft haten. An do hu se sech missen iwwerleeën: Ma wéi kënne mer déi net konvertibel Devisen vun Entwécklungslänner erëm eng Kéier investieren an den Entwécklungslänner, andeems déi Entwécklungslänner duerno kënne de Surplus agricole vun den industrialiséierte Länner ofkafen? Dat ass dat, wat am Hannergrond ass vun där Association internationale de développement. Et ass näischt, wat wierklech do ass, fir deene Länner ze hëllef. Si wëssen dat jo och, wéi esou oft.

Den Eugene Black, also den éischte President vun der World Bank, dee sot et selwer, datt d'AID do geschafe gi wier, fir déi aner Initiativ vun den Entwécklungslänner ze blockéieren.

Dofir, déi, déi mengen, mir géifen do eppes ganz Feines maache fir d'Entwécklungslänner, déi kënne sech berouegen. Keng Angscht, dat

ass net de Fall! Déi Lescht, déi dovunner wäerte profitieren, sinn d'Entwécklungslänner! An dofir wäerte mer och net derfir stëmmen, esou wéi deemools.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An de Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Jo, ech menge mat ville vun lech, dass dat hei e wichtige Projet de loi ass, wa mer hei 56,45 Milliounen Euro fir déi nächst aacht Joer fir d'AID decidéieren. Dat sinn effektiv 6 Milliounen méi wéi dat, wat am viregte Programme pluriannuel virgesi war. An domat ka Lëtzebuerg senge Responsabilitéité gerecht ginn. Am Prozentsaz kontribuéiere mir, no den Zifferen, déi ech hunn, zu 0,18% vun der Enveloppe globale vun der AID, an net 0,2%, wéi gesot ginn ass, a leien domat do, wou déi meescht entwéckelt Länner leien. Et sinn am Ganzen 52 Länner, déi hei kontribuéieren, an d'Beneficiairelänner sinn der 75.

Déi Länner, déi hei kënne dovunner benefisieren, mussen zwee Kritären erfüllen: Éischstens muss se e Revenu vu manner wéi 1.185 Dollar pro Kapp hunn. Et muss ee sech jo virstellen, dat si ganz aarm Länner an et si Länner, déi keen Accès hu regelméisseg op de Marché financier.

Ech freeë mech, hei kënne ze ënnersträchen, dass d'Chambre de Commerce dësse Projet de loi voll approuvéiert! D'Chambre de Commerce schéngt also eng Séil ze hunn. Mä dat woussst ech scho laang.

(Hilarité et interruptions)

Op jidde Fall méi wéi déi, déi hei géint de Projet de loi stëmmen!

Ech kann och déi, déi dergéint stëmmen, berouegen: Déi Kontributioun, déi mer hei maache vu 56 Milliounen iwwer eng Rëtsch Joren, déi gëtt natierlech voll ugerechent un eis Kontributioun fir d'Aide au développement. Ech géif och net verstoen, firwat dat net kéint de Fall sinn. Dat ass evidemment de Fall! A mir sinn, mengen ech, zu ganz vill hei houg, dass Lëtzebuerg eent vun deenen dräi eenzege Länner ass op der Welt, déi 1% Entwécklungshëllef maache par rapport zu hirem Räichtum.

An dat maache mer zu engem groussen Deel iwwert de Ministère de la Coopération, mä awer och iwwert de Finanzministère. An de Ratio ass ongeféier: 15% vun eiser Entwécklungshëllef gëtt iwwert de Finanzministère gemaach, zu engem ganz groussen Deel iwwer eis Kontri-

butiounen iwwer international Finanzorganisatiounen wéi déi hei.

Ech freeë mech mat lech, dass Lëtzebuerg dës Ennerstëtzung fir d'AID ka maachen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7263 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7263 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo, 5-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7263 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

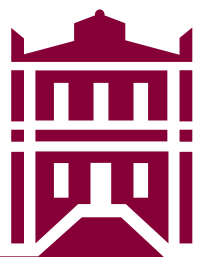
Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.04 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, *Président*

2. 7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*

- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*

- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Max Hahn, M. Roy Reding (interventions de M. André Bauler et Mme Martine Hansen), M. David Wagner, Mme Martine Hansen (dépôt d'une motion) (interventions de M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter et M. Roy Reding)*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures (intervention de Mme Martine Hansen) (séance publique levée suite à un malaise de M. le Secrétaire d'État Camille Gira)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Meisch, Ministre; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

**1. Ouverture de la séance publique**

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Ech maachen heimat d'Setzung op. An et schéngt net, wéi wann d'Regierung eis am Moment eng Matdeelung ze maachen hätt.

Da waarde mer bis herno a ginn direkt op den éischte Projet vun eisem Ordre du jour iwwer, d'Institutioon vun engem Mediatousservice, fir defir ze suergen, dass déi Jonk esou laang wéi méiglech kënnen an der Schoul bleiwen, wann ech dat richteg resuméiert hunn.

An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

2. 7072 - Projet de loi portant**1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,****2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,****3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,****4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État****Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Claude Lamberty** (DP), *rapporteur*. - Merci, Här President. Ech géif soen, Dir hätt dat wonnerbar als Ufankssaz hei resuméiert. Mä e bësse méi déif gi mer dann awer nach an eisem Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Jo, soss bräichte mer lech jo net.

(Hilarité)

► **M. Claude Lamberty** (DP), *rapporteur*. - Dat stëmmt. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all Schüler, deen eng Schoul oui Ofschloss verléisst, ass een ze vill. E Schouloffbroch, en Décrochage scolaire also, ass awer leider net just e Problem am Ausland, mä et ass och zu Lëtzebuerg eng Realitéit. All Joers sinn et ronn 1.700 Schülerinnen a Schüler, déi eis Lycéeë fréizäiteg, also oui fäerdeg Ausbildung, oui Ofschloss, oui Diplom an der Täscher verlossen.

Et sinn Decisiounen, déi oft op ee Coup getraff ginn an awer laangfristeg Konsequenzen hunn. Well wann ee bis aus der Schoul eraus ass, da gëtt et vu Rentrée zu Rentrée méi schwéier, sech erëm motivéiert ze kréien, de Rucksack aus dem Eck ze huelen an erëm an der Schoul virunzefueren respektiv am September dann nei unzefänken.

Jo, et gi Fäll, wou de Wee vum Ophalen an der Schoul fir dee jonke Mënsch méi einfach schéngt, wéi no enger Léisung ze sichen, fir virunzefueren oder fir duerno am neie Schouljoer am September nees nei unzefänken. Dofir muss mir, d'Politik, de Schoulsystem, d'Gesellschaft u sech, alles drusetzen, dass d'Schüler an der Schoul bleiwen an eng Formation erfollegräich ofschléissen.

Dat läit am Interessi vun all Mënsch, dem Schüler un éischter Plaz, well et geet schliisslech em seng eegen Zukunft, mä awer och vum Land, well et geet dem Land da gutt, wann d'Zukunftsaussichten fir d'Bierger am Land positiv sinn. A besonnesch déi jonk Generatioun brauche Perspektiven, dat besonnesch un Aarbechtsmarché, fir sech eng Zukunft kënnen opzebauen.

Ouni Diplom an der Täscher ass et immens schwéier, eng Aarbechtsplaz ze fannen. Den Aarbechtsmaart bitt hautdesdaags ëmmer manner bis kaum nach Plaze fir Onqualifizierter un. Dat ass gewosst. Donieft kënn awer och de Risiko vun der sozialer Marginaliséierung. Et kann ee seng sozial Kontakter net méi esou flegen, et verléiert een da gär den Uschloss u seng Frënn, u säi gewinnt Ëmfeld an heiansdo souguer un d'Gesellschaft mat alle Konsequenzen, déi dat da mat sech bréngt.

D'Grënn fir esou e Schouloffbroch si villfälteg a si ënnerscheede sech och vu Schüler zu Schüler. Mol ass et e widderhuelten Echec, vläicht och e Gefill vun Netkënnen, vun Iwwerforderung, mol ass et esou, dass d'Schouloff

net un engem seng Talenter, Interessen oder Besoinen ugepasst ass, dass een zu engem gewëssene Moment kee Sënn méi an der Schoul gesäit an dofir einfach ophält.

Et feelt och heiansdo doheem un Ënnerstützung. Et kënn vir, dass d'Schüler sech immens eleng gelooss fillen an dofir d'Bengelen dann einfach bei d'Tromm geheien. Et kënn vir, dass d'Ëmfeld oder d'Ëmstänn immens schwéier si fir de Jonken an hien da léiwer deen einfache Wee vum Opgi geet. Et kënn och vir, dass duerch verschidden Desavantages, aus Mangel u Kënnen vu Sproochen zum Beispill oder duerch en Handicap, Jugendlecher sech esou onwuel spieren a fillen an dann einfach oppinn, well si et schwéier oder guer net méi erdroen. Oder et gëtt Jugendlecher, déi einfach emol an enger rebellescher Phas sinn an déi duerchliwwen an aus Prinzip dee Moment kee Bock méi op Schoul hunn.

An ech kéint elo där Beispiller nach ganz vill opzielen. Mä et ass awer och genau dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Problematik vum Décrochage scolaire esou schwierig mécht. Et gëtt eben net deen ee Grond, firwat Schüler d'Schoul ofbriechen, mä et gëtt der wahrscheinlech esou vill, wéi et insgesamt Schouloffbriecher an eiser Schoul gëtt.

Et gëtt deemno awer och net déi eng Zauberformel, mat där ee vun haut op muer all d'Schüler an der Schoul géif behalen. Wann een dat mengt, ass dat utopesch. Eis Ambitioun muss et awer sinn, dass vill eenzel Mesuren, Programmer an Initiativen um Terrain hir Friichten droen an dass se alleguerten am Kader vun hire Missiounen a Kompetenzen hiren Deel dozou bäidroen, fir d'Schüler an der Schoul ze halen oder, wa se dann net méi do sinn, se erëm esou séier wéi méiglech dohinnerzekerien.

Dat gouf och scho während der Lëtzebuerg EU-Présidence 2015 am Kader vun enger nationaler Konferenz iwwert de Maintien scolaire festgehale. D'Zil vum Schoulsystem muss et sinn, Efforten ze maachen a Konditiounen ze schafen, fir dass eis Schüler duerch ënnerschiddlech Angeboter, Strukturen a Pädagogien eng beschtméiglech Chance hunn, fir hir Schoul kënnen erfollegräich ofzeschléissen.

Et gouf an et gëtt vill där Initiativen, déi de Schüler hëllef kënnen, an dat op ganz ënnerschiddlechen Niveauen. Ech denken do zum Beispill un d'Mosaikklassen, un den SNJ, d'Antennes locales pour jeunes, un d'Maison de l'orientation. Ech denken awer och u Structure wéi den Observatoire de la qualité scolaire, dee strukturell begleedend ass fir d'Schoul an deemno och fir d'Schüler, déi an der Schoul sinn.

Iewesch Zil, an ech widerhuele mech do: De Schüler soll all Méiglechkeet kréien, fir hei am Land net oui fäerdeg Ofschloss aus der Schoul erauszekommen. Anescht gesot: An der Strategie géint den Décrochage scolaire muss mir all Moyer asetzen, deen et eis als Gesellschaft erlaabt, deene jonke Mënsche Perspektive fir hir eegen Zukunft ze bidden.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Claude Lamberty** (DP), *rapporteur*. - Mat deem Gesetzprojett kënn elo ee Service derbäi, deen op seng Aart a Weis och genee dat als iewesch Zil huet: d'Lutte géint de Schouloffbroch. Wann ech soen „op seng eegen Aart a Weis“, do kommen ech gläich drop zrëck, obwuel den Numm eleng scho verréit, wouhin de Wee geet: de Service vum Médiateur scolaire.

Här President, de Mediateur gëtt e weidert Puzzlestück, fir dem Décrochage scolaire entgéintzewirken an en am beschte Fall ze evitéieren. De Mediateur setzt déi individuell Situation vun deem Eenzelnen an de Mëttelpunkt a këmmert sech em konkret Eenzelfäll. De Mediateur hält Reklamatiounen entgéint, wou Situatiounen fir d'Schüler entstinn, déi am gesetzleche Kader an enger Sakgaass gelant sinn, an ënnerstëtzt d'Schüler an d'Elteren an hiren Demarchen. Hie verméttelt, also hie sicht no konkrete Léisungen. D'Zil ass et deemno, alles druzesetzen, dass Jonker, déi net méi schoufflichteg sinn, net fréizäiteg e Schlusstrech ënner hir Schoulcarrière zéien.

De „Service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaire“ agéiert, wéi den Numm et och schon undeit, awer och nach an zwee anere Kärberäicher, nämlech an der Inklusioun an an der sozialer Integratioun. Grad hei leien déi grouss Erausforderunge vun eiser Éducation nationale.

De Volet vun der Inklusioun betrëfft haaptsächlech d'Scolarisation vun de Schülerinnen a Schüler mat spezifische Besoinen, sief dat eng kleng Defizienz oder en Handicap. Et ass net déi éischte Kéier, dass mir hei am Haus iwwer Kanner mat spezifische Besoinen schwätzen. D'Regierung huet do a kuerzer Zäit extrem vill Efforte gemaach, fir deene Kanner op eng fach-

gerecht a spezifesch Aart a Weis ze hëllefen. Ech denken do zum Beispill un déi 150 spezialiséiert Enseignanten am Fondamental, déi sech an enger inklusiver Approche geziilt em des Kanner kënnen këmmere.

Ech denken awer och un déi nei Plans de développement d'établissement scolaire, déi sougenannt PDSen an de Primärschoulen an an de Lycéeën, bei deenen d'Schoule sech selwer sollen Demarché ginn, fir den Encadrement vu Kanner mat spezifische Besoinen ze verbessere. Dësen zweeten Aufgabeberäich vum Mediateur schreift sech also voll a ganz an deen dote Kader an.

Zum drëtten Volet dann: Dee betrëfft déi sozial Integratioun, zemoos vun deene Kanner, déi net hir ganz Schoulzäit hei zu Lëtzebuerg verbruecht hunn an doduerch och Lacunen an där enger oder anerer Sprooch hunn. Och dat ass keen neie Schwéierpunkt vun deser Regierung, Stéchwuert: multilingual Fréiförderung oder europäesch Schoulofferen an eisen öffentleche Schoulen a Lycéeën.

Dat sinn also déi dräi Aufgabebebidder, an deenen den neie Mediateur verméttelt soll: am Beräich vum Maintien scolaire, vun der Inklusioun an am Beräich vun der sozialer Integratioun. Et war aganks ugeduecht, fir ee Mediateur fir jiddwer eenzelne Beräich dovun ze schafen, deemno dräi Mediateuren am Ganzen. Op Recommandatioun vum Statsrot an no Diskussiounen an der Kommissioun gouf awer dunn zrëckbehalen, dass ee Mediateur fir déi dräi Aufgabeberäicher geschaaft gëtt.

Här President, eppes ass de Mediateur awer ganz kloer net! Hien ass keng Meckerkëscht, an déi een alles kann drageheien, wat een am Schoulalldag vläicht net esou gutt fënnt. Wann ee Schüler zum Beispill eng Strof kritt, mä en aneren eng gestéibt huet, da kann dee Schüler net bei de Mediateur goen. Vlächicht géife Verschiddener soen: „Schued!“ Mä et ass awer esou. Oder wann e Schüler e Punkt ze vill an der Prüfung ofgezu kritt, dann ass och dofir de Mediateur net zoustänneg.

De Mediateur scolaire verméttelt an deenen dräi Aufgabebebidder, déi ech lech elo gesot hunn, a kuckt, fir zesumme mat de Schüler, mat den Elteren, mat der Schoul no Léisungen, no konkrete Léisunge fir hir Fäll ze sichen, an dat am Dialog, an der Vermëttlung an, wéi gesot, am Sichen no Léisungen, déi dem Schüler an der Schoul am Endeffekt zeguttkommen.

Här President, ech kommen dann nach zum Fonctionnement vum Mediateur scolaire a vu senger Equipp. Si ginn duerch schrëftlech Reklamatiounen vun den Elteren, groussjärege Schüler oder Beamte vun der Éducation nationale saiséiert. Si iwwerpräiwen dann d'konkret Situatioun an der Schoul, ob d'Schoul sech zum Beispill un hir Missioun gehalen huet, d'Reglementer respektéiert huet oder eng adequat Formation vun de Schüler ubitt. Si kënnen uschléissend eng Enquête opmaachen, fir méi genee ze kucken, ob des Reklamatioun fondéiert ass, an eventuell weider Informatiounen bei den zoustännege Schoulen oder och Servicer ufroen.

Opgrond vun deene Konklusiounen formuléiert de Mediateur da seng Recommandatiounen un déi betreffen Akteuren. D'Zil ass et ze verméttelen, fir zesumme e Règlement à l'amiable unzestriewen. De Mediateur kann doriwirer eraus och Verbesserungsvorschläi un de Minister an och un den Observatoire national de la qualité scolaire riichten. Et ass a mengen Aen och wichtig ze ënnersträichen, dass d'Schüler an hir Eltere während der ganzer Prozedur an deenen eenzelnen Demarchen ënnerstëtzt a vum Mediateur um Lafende gehale ginn. Si ginn also ni alleng gelooss.

Esou huet de Mediateur zum Beispill déi gesetzlech Verflechtung ze soen, wou déi eenzel Reklamatiounen dru sinn a wéi eng Suite se hunn. Hie muss iwwerdeems och justifiéieren, firwat Reklamatiounen eventuell klasséiert ginn an deemno dann och keng Suite géife kréien.

De Projet de loi gesäit och vir, dass de Mediateur all Joers e Rapport d'activité publizéiert an doranner unhand vu senger Recommandatiounen präziséiert, wou genau de Schong dann dréckt. De Rapport gëtt schlussendlech un d'Chamber an un d'Regierung adresséiert an um Site vum Ministère öffentlech gemaach.

Här President, zu deemem Projet de loi sinn och eng ganz Rëtsch Avisen un d'Chamber adresséiert ginn. Ech wëll allen am Numm vun der Kommissioun op deser Plaz Merci soe fir hir pertinent Remarken. Fir all weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Mir bleift näischt anescht iwwreg, wéi lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren an dem zukünftige Mediateur a senger Equipp e gudden Start an eng glécklech Hand ze wënschen.

An ech ginn heimat an engems schon den Accord vu menger Fraktioun, vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, zu deemem Projet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischst soen ech emol dem Här Lamberty villmools Merci fir säi ganz explizite Rapport.

Mat deem Gesetzestext gëtt e Mediatousservice innerhalb vum Bildungsministère gegrënnt. An dee Service gëtt geleet vun engem Mediateur scolaire an enger Equipp aus Kollaborateuren, un déi souwuel d'Eltere wéi awer och groussjärege Schüler sech mat hiren Do-leancé kënnen adresséieren, an zwar an all deene Fäll, wou d'Schoul net esou fonctionnéiert huet, wéi se eigentlech misst.

Virun allerdéngs, an dat ass och gutt esou, muss se sämtlech administrativ Demarché gemaach hunn, déi eise Schoulsystem virgesäit. D'Médiation scolaire muss einfach e Service de dernière instance sinn.

De Service schafft op dräi Aufgabefelder: engersäits der Integratioun vu Kanner a Jugendleche mat Migratiounshannergrond, dann der Inklusioun vu Kanner mat Léierschwierigkeiten an dem Maintien scolaire vun de Schüler. Ganz am Ufank war souguer fir jiddwewe vum deenen dräi Beräicher en eegene Mediateur virgesinn, a mir begrëssen, dass de Minister mat op de Wee gaangen ass, fir déi Iddi falen ze loosse an et bei engem eenzege Mediateur ze beloesse.

Wat elo d'Integratioun vu Kanner a Jugendleche mat Migratiounshannergrond ugeet, huet jo Lëtzebuerg duerch d'Flüchtlingswell an deene leschte Joren eng ganz Partie Leit opgeholl, dorënner och ganz vill Famillje mat Kanner am Schoulalter. An hei geet et wierklech kloer drëms, déi Kanner esou séier wéi méiglech an eise Schoulsystem ze integréieren.

Mä et sinn net nëmme Flüchtlingskanner, déi mir an eise Schoulen ophuelen. Et kommen effektiv och all Joers Familljen op Lëtzebuerg, Famillje mat Kanner, aus ganz aneren Ursachen.

All des Kanner brauchen en adaptéiert Encadrement, fir sech gutt a richteg an eise Schoulsystem ze integréieren. Duerfir hu mir och eng ganz Partie vu Strukturen, déi sech genee em déi Problematik bekëmmere. Et gëtt d'Médiateurs interculturels, déi an d'Schoule kommen. Mir hunn d'CASNA, d'Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants, oder och nach de SECAM, de Service de la scolarisation des enfants étrangers, fir der nëmme en puer ze nennen.

Mir sinn der Meenung, dass all des Servicer eng ganz gutt Aarbecht um Terrain leeschten, a mir bezweifelen, ob e Service de médiation fir grad des Erausforderung eng reell Plus-value ass. Wéi soll d'Kollaboratioun tëscht all deenen eenzelne Servicer iwwerhaupt ausgesinn, fir en double Emploi an och nach Zäitverloscht ze evitéieren?

En zweete Volet bei der Inklusioun vu Kanner mat spezielle Léieruspréich: Do schwätze mer souwuel vu Kanner, déi e kierperlechen Handicap hunn, wéi awer och vu Kanner, déi Léierproblemer hunn, bedéngt duerch zum Beispill Hyperaktivitéit, eng Dyslexie, Legasthenie, Dyskalkulie, oder awer och vu verhalensopfällege Kanner oder och nach iwwerdurchschnittlech intelligente Kanner. Em déi 1.350 Kanner hei am Land sinn dovunnettraff.

Mir hunn an deemem Beräich ënner anerem de CePAS, also de Service oder Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires, mir hunn d'Ediff, mir hunn d'ESEB, d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, de Centre de logopédie, d'Commission d'inclusion am Fondamental an och déi sougenannten I-EBSen, d'Instituteurs spécialisés.

E weidere Gesetzestext soll dann och elo d'Ediff reforméieren, wou mer dann acht Kompetenzzentren kréien, an eng national Commission d'inclusion ersetzt déi aktuell Commission médico-psycho-pédagogique nationale.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, ganz, ganz vill verschidde spezifesch Ulaflazen, an et ass net ëmmer ganz kloer, wie wéini wou soll intervenéieren. Et gi ganz vill Berichter geschriwwen an et dauert dacks immens laang, bis déi reell Hëllef beim Kand ukënnt. Hei stellt sech d'Fro: Wéi kann dat alles besser ënnerenee koordinéiert ginn? Fir besuergt Eltere vu betraffene Kanner ass et quasi

onméiglech, fir an deem Dschungel u Strukturen a Servicer den Duerchbléck ze behalen. A mir bezweifelen, dass eng weider Ulaflap, an deem Fall de Médiateur scolaire, méi séier a méi effikass kann hëllefen.

Ass et net souguer esou, dass d'Elteren an hirer Verzweiflung sech vläicht éischer direkt un de Mediateur wenne, well se sech do méi eng séier Hëllef erhoffen? Ass et net esou, dass besonnesch déi Elteren, déi de Schoulsystem an eis Gesetzer gutt kennen, éischer Demarchen, fir bei de Mediateur ze goen, wäerte maachen, wéi Leit, déi sech domadder net esou gutt auskennen? Den Zougang, Här Minister, zum Mediateur därfer net u sozioekonomeschen a bildungskulturelle Voraussetzunge vu Schüler an Eltere scheiterten.

Duerfir hate mir och en Amendement abruucht. E Parallelismus hu mer am Fong geholl gesicht zum Santémediateur. Ech liesen lech vir: «L'élève et ses parents sont en droit de se faire assister dans leur démarche par une tierce personne de confiance librement choisie.» Dat kéint zum Beispill e Représentant des parents sinn, eng Fachkraaft aus dem psychosoziale Secteur oder awer och e Mataarbechter vum Service psycho-social et d'accompagnement scolaires. Eisen Amendement ass leider verworfen ginn.

Drëtte Volet dann: Den Décrochage scolaire ass hei zu Lëtzebuerg - an de Rapporteur huet et mat Recht gesot - e reelle Problem. Em déi 13% vun eise Schüler brieden d'Schoul all Joers of, an dat si plus/minus 1.700 Kanner, Jugendlecher. Laut der leschter Etüd vun NEET haten 2016 5,4% vun de Jugendlechen tëschent 16 a 24 Joer weder eng Aarbechtsplaz nach eng Ausbildungsplaz nach ware se an der Schoul. An et ass kloer fir eis alleguer heibanen, dass dat Chiffere sinn, déi vill ze vill héich sinn.

Et muss och ugepaakt ginn um Terrain selwer. An do hu mer och schonn eng ganz Partie Struktur wéi de CePAS, de Service socio-éducatif, d'ALJ, déi jo méttlerweil an den SNJ integréiert ginn ass, an d'Maison de l'orientation, fir der nëmmen e puer ze nennen.

D'CSV ass der Meenung, dass mat engem Médiateur scolaire de Problem vum Décrochage scolaire net wäert geléist ginn. Hei muss u ganz aneren Hiewele geschaff ginn, un der Orientatioun, un der Methodik, un der Didaktik, un de Programminhalter, un der Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Sproochen ouseigner. An et misst eigentlech fir d'Éischt eng ganz genee Analys vun den Ursache vum Décrochage gemaach ginn, well nëmmen, wa mer d'Ursache kennen, da kënnen mer och reagieren.

Den Aufgabeberäich vum Médiateur scolaire léisst, wat d'Denominatioun ubelaangt, drop schléissen, dass hie sech haaptsächlech em déi dräi Voleten Inklusioun, Décrochage an Integratioun wäert bekëmmern. Mä den Artikel 3, dee beschreift awer, dass hien en charge ass vun allem Schouleschen, wat net esou leeft, wéi et misst. An duerfir stelle mir eis d'Fro, ob en allgemengt Beschwerdemanagement mat klore Prozeduren op lokalem Niveau stattfënt, ob dat iwwehapt stattfënt. A wa Jo, ob dat eigentlech iwwehapt bekannt ass.

Ginn d'Kanner, d'Elteren, d'Schoulpartner a Kenntnis gesat vun alle Weeër, déi hinnen opstinn, fir sech ze beschwëieren, vun alle Méiglechkeeten, déi se hunn, fir Konflikter ze léisen? Ech denken u Spriechstonnen oder eventuell och Mediatioun an der Schoul, an zwar ier se de Wee bei de Mediateur iwwehapt emol siche ginn.

Kéinten do zum Beispill d'Directeurs de région esou Best Practices ausschaffen, fir den Elteren ze hëllefen, déi richteg Ressourcë fir hir speziellesch Problemer ze fannen? Eng weider Iwwerleeung: Den Aufgabeberäich vum Médiateur scolaire, deen deckt jo am Fong geholl just de schoulesche Beräich of. Vu dass awer haut ganz vill Kanner ganzdaags betreit ginn, wier et wünschenswäert gewiescht, wann een hei eng ganzheetlech Approche am Interessi vum Kand gewielt hätt. Wier et net logesch, Här Minister, och eng Maison relais matanzebanen, wann zum Beispill opgrond vun der Interventioun vum Mediateur wesentlech noutwendeg Changeementer am Émgang mam Kand sech géifen erauskristallisieren?

Ech kommen dann elo zu menger Konklusjoun. D'CSV ass der Meenung, dass een déi dräi Themefelder Maintien, Inklusion an Intégration scolaire muss verstärkt an Ugrëff huelen. Mä mir bezweifelen, dass de Médiateur scolaire dat kann eleng regelen. Et geet drëms, fir de beäffegte Kanner an de Jugendlechen esou schnell wéi méiglech ze hëllefen. An duerfir

misst fir d'CSV d'Transparenz an d'Effikassitéit vun der Aarbecht, d'Kommunikatioun tëschent deenen eenzelen scho besteeende Servicer a Poste verbessert ginn. Déi eenzel Servicer misste vill besser koordinéiert, vernetzt an och weider gestärkt ginn.

Ass iwwehapt scho mat de Leit um Terrain gekuckt ginn, wéi déi vill Servicer kéinten an hiren Ae besser zesummeschaffen oder wéi eng Moyene si gesinn, wéi eng Moyene si brauchen, fir kënnen méi effizient an och virun allem méi séier ze reagieren?

Här President, mir froen eis och, ob et richteg ass, dass d'Decisioun vun dem Mediateur finalement irrevocabel ass. A mir bedauern och, dass d'Kritären, wat déi zousätzlech Qualifikatiounen ubelaangt, fir dierfen d'Fonction vum Mediateur ze iwwehuelen, net genee definiert gi sinn. De Conseil d'État hat dat och opgeworf. Et muss een elo kucken, wéi dese Service sech an déi schoulesch Servicelandchaft integréiert, ob e senger neier Aufgab gerecht gëtt a gegebenenfalls muss een dann Ajustementer virhuelen.

Mir als CSV wäerten eis op alle Fall bei deem heite Projet enthalen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale, méi kuerz „Médiateur scolaire“ genannt, em dee Projet geet et haut. Merci dem Rapporteur fir säi ganz gudder mëndlechen a schréfftlechen Rapport an och der Kommissioun fir déi gutt Aarbecht an der Kommissioun, déi mer bei deem Projet haten.

Dräi grouss Problemer, Dir Dammen an Dir Hären, goufen identifizéiert, mat deenen d'Schoul dann och am Allgemengen ëmmer erëm konfrontéiert ass: eng Kéier d'Scolarisation vun de Kanner mat Immigratiounshannergrond, zweetens, d'Scolarisation vu Kanner à besoins éducatifs spécifiques, an drëtens, den Décrochage vu Schüler, déi an hirem Apprentissage aus verschiddenste Grënn net virukomm sinn.

Et muss ee jo wëssen, dass Lëtzebuerg eng ganz speziell Situatioun huet, mat engem Undeel zum Beispill u Kanner mat Immigratiounshannergrond, deen an anere Länner sengesgläiche sicht. Dräi grouss Problemer, déi eis besonnesch Opmierksamkeet brauchen, zemoos well et hei em eng vulnerabel Schoulpopulatioun geet, déi och speziell Hëllef brauch. An et gëtt schonn eng ganz Partie vun Hëllef, déi en place sinn, esou wéi d'Madamm Hetto vun der CSV et elo virdrun och gesot huet mat der Opzielung vun all deene Mesuren, déi et scho ginn.

An ech ginn hir recht an deem Punkt, wa se seet, dass et schwierig ass, den Duerchbléck bei all deene Mesuren ze behalen; all déi Mesuren, déi natierlech alleguer do sinn, fir där Populatioun ze hëllefen, fir déi se och geduecht sinn, an déi och alleguer hir Daseinsberechtigung hunn. Mä wann et fir de Professionelle scho schwierig ass, fir duerch de ganze Bësch ze gesinn, dann ass et sécherlech och fir d'Eltere schwierig.

Dat heescht awer net, dass alleguer déi Mesuren net noutwendeg sinn, mä dat soll eis encouragéieren, fir all déi Mesuren, déi et ginn, och nach besser bekannt ze maachen an Oplärungsarbecht do ze leeschten, wou et noutwendeg ass. Well d'Problemer si mannegefaltig, sinn divers, si villschichteg a si komplex. An duerfir brauche mer och eng ganz Rei vu Servicer, déi sech där ganzer Problematik kënnen unhuelen.

Ech hunn et virdu gesot, d'Schoulpopulatioun zu Lëtzebuerg ass exceptionnel. Den Taux vu Kanner mat Immigratiounshannergrond ass a kengem Land esou héich wéi zu Lëtzebuerg. Mir hunn och en héije Prozentsatz vun der Population scolaire - 13%, also 1.700 Schüler -, déi all Joer eisen Enseignement ouni Diplom verloossen.

Alleguer déi Schüler wëllen awer herno eng Kéier op den Aarbechtsmaart, wëllen herno eng Aarbechtsplaz hunn, wëlle sech abréngen, wëllen och hiren Notzen an d'Gesellschaft matbréngen, wëllen och an der Gesellschaft gebraucht ginn. Duerfir ass et wichteg, dass mer eis em déi Populatioun do besonnesch bekëmmern, well wat mer se méi fréi kënnen opfänken, wat mer hinne méi fréi kënnen hëllefen, wat hiren Astig an d'Gesellschaft besser geet an hir Roll an der Gesellschaft och méi gewürdegt gëtt.

D'Strategie vun „Europa 2020“ vun der Kommissioun wëllt, dass mer dee Prozentsatz vun

13%, dee mer elo hunn, erofkréien op 10%. Duerfir ass all Mesure, déi an déi Richtung geet, och eng gutt Mesure. An ech kann lech soen, a mengem professionelle Liewen als Assistent social, deen an der Schoul geschaff huet, kann ech och dovunner e Liddche sangen. Obwuel mäi professionellen Deel éischer an der Primärschoul war, konnt een do schonn Zeechen erkenne vun engem Décrochage scolaire, deen een herno konnt erliewen, wann ee se am Secondaire gesinn huet.

Duerfir weess ech, dass mer onbedéngt mussen géint den Décrochage scolaire do virgoen. A well mer déi exceptionnel Schoulpopulatioun hei zu Lëtzebuerg hunn, brauche mer och exceptionnel Mesuren. Duerfir gëtt dann haut dee Service de médiation geschaff.

Dese Service soll hëllefen, dass dann d'Zuel vun den Décrocheurs scolaires ofhëlt, dass ënnersicht gëtt, ob dat, wat vu Mesurë proposéiert ginn ass, adequat war oder ob de System Lacunnen huet. Et ass dat dann och d'Konklusioun vun engem europäesche Symposium „Staying on track“, deen eis seet, dass mer eng Strategie nationale sollen ausschaffen, fir eben deenen ze hëllefen, déi riskéieren ze décrochéieren.

An ënner anerem war nieft der Strategie nationale och d'Kreatioun vun Mediateur eng vun deene Mesuren. De Mediateur, deen ass complémentaire zum Observatoire national de la qualité scolaire, soll Avisen ausschaffe fir de Minister an awer och ebe grad fir deen Observatoire. De Mediateur ass, wéi de Rapporteur ganz richteg an exzellent gesot huet, net déi éischt Ulaflap, mä u sech déi lescht Ulaflap, wann all déi aner Recoursen epuiséiert, probéiert goufen, deen u sech dann eréischt soll als Ulaflap genotzt ginn.

Natierlech mussen d'Integritéit, den Datenschutz an och déi aner Donnéeën, déi d'Schüler uginn, och hei kënnen geschützt ginn. De Mediateur muss och eng Rei vu Kompetenzen hunn, hie muss d'Schoul gutt kennen, hie muss Kontakter zu Service-juridiquen hunn, zu Psychologen, zu de Service-socialen aus der Region oder aus dem Land hunn, muss präzis informéieren, muss Kommunikatiounsmethoden kennen, muss präventiv schaffe kënnen, muss awer och Konflikter geréiere kënnen, natierlech eng exzellente Deontologie hunn. E muss och eng ganz Rei vu Voraussetzungen hunn, fir dass e seng Aarbecht kann optimal erfüllen: zum Beispill kontaktfreedeg sinn, calme a gedëlleg sinn, nolauschtere kënnen, oppe sinn, empathesch sinn, tolerant sinn, intellektuell kreativ sinn. - Bon, alles dat dote soen ech och, wann zwee Leit sech bestueden.

(**Hilarité**)

E muss also eng Fäegkeet hunn, déi zwee Leit, wann déi beienee sinn, och mussen hunn. E muss awer och neutral sinn an onparteesch sinn an e muss och diskret sinn.

(**Interruption**)

Dat ass vläicht och wichteg, wann ee sech bestit, jo.

Et ass also eng weider Mesure, déi fir Schüler en place gesat gëtt, déi Schwierigkeeten hunn an eise System. An duerfir ass et eng Mesure, déi mir och wäerten ënnerstëtzen.

Vläicht zu den Amendementer, déi nach zum Schluss vun der CSV agerecht goufen: ob de Mediateur sech selwer ka saisieren. Bon, dat ass och beim Mediateur, beim Ombudsmann net de Fall an et ass u sech d'Philosophie vum Mediateur och net richteg respektéiert. An deen zweeten Amendement war, dass d'Leit sech kéinte berode loossen, wa se bei de Mediateur ginn. Dat ass effektiv de Fall, duerfir hu mer net deem Amendement do missen zustëmmen. Also d'Leit kënnen sech berode loossen, wa se bei de Mediateur ginn.

Ech wëllt awer nach eng Kéier op dat opmierksam maachen, wat d'Madamm Hetto gesot huet: Jo, et ginn eng ganz Rei vu Mesuren a mir mussen och duerfir d'Leit oplären, fir wat dass déi eenzel Mesuren, déi et ginn, och sinn. Mir mussen d'Leit also gutt informéieren, mussen déi richteg Informatiounscampagne do lafe loossen, fir dass d'Leit och den Duerchbléck behale bei all deene Mesuren, dass se sech un déi richteg Leit wenne, fir dann och déi richteg Hëllef ze kréien.

Wéi gesot, dat hei ass eng Mesure, déi mir kënnen ënnerstëtzen, well se an d'Richtung geet vu méi Hëllef fir eng Populatioun, déi vulnerabel ass. An duerfir ginn ech och heimadder den Accord vun der LSAP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools Merci, Här President.

„Du fäls erof an erof, mä iergendwa muss de opstoen, fir dass s de weidermaache kanns“, esou e jonke Schoulbriecher kierzlech an engem Interview, dee vun „Zeit Online“ publizéiert ginn ass. Dat ass e fromme Wonsch, mä d'Realitéit ass fir vill Schoulbriecher leider eng aner. Nëmme déi wéinegst stinn op a maache weider. Déi meescht gerode scho fréi an eng Ofwärtsspiral a sinn d'Chômeure vu muer.

Alarmant ass dobäi d'Tatsaach, dass an eise Land all Joer eng 1.700 Jonker d'Bengelen an der Schoul bei d'Tromm geheien. Déi Zuel ass elo schonn e puermol genannt ginn. Dat sinn 13% vun de Schülerinnen a Schüler, mat steigender Tendenz, wat an eise gutt entwéckelten an och zimlech deiere Schoulsystem net ze vertrieben ass.

Et läit also op der Hand, Dir Dammen an Dir Hären, dass de Kampf géint den Décrochage scolaire als eng vun de gréissten Erausforderunge vun der Politik muss ugesi ginn, dat ëmsou méi, well dese Phenomeen nieft senge fatale Auswirkungen op d'Liewe vum Einzelnen och en negativen Impakt op eis Économie, eis Sozialsystemer an op de sozialen Zesummenhalt an eise Land huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir e Problem kënnen ze verhënnern, muss ee seng Ursachen natierlech kennen an et muss ee versichen, se ze behiewen. Dat zielt net nëmme beim Problem vum Schoulbriecher, et zielt och bei Problemer, déi mat der Integratioun a mat der Inklusioun vu vulnerabele Schülergruppen an de Schoulsystem ze dinn hunn.

Virun allem beim Schoulbriecher sinn d'Ursachen awer ganz komplex a villschichteg. Oft gëtt jo drop higewisen, dass Schoulbriecher aus engem bildungsfermen a sozial schwache Milieu kommen, deen de Kanner schonn am niddregen Alter net genuch Halt, net genuch Vertrauen an net genuch Ennerstëtzung bitt. Besonnesch bei dese Kanner féiere Messerfolleger an der Schoul schnell zu enger Ofwierhaltung vis-à-vis vum ganze Bildungssystem an dozou, dass si d'Schoulschwänze spéiderhin als déi eenzeg Méiglechkeet ugesinn, fir dem System ze entkommen.

Verstärkt gëtt des Entwécklung oft doduerch, dass déi Betreffte keng Bezuchsperson am Schoulmilieu hunn a sech a Kreeser erabewegen, déi hir negativ Haltung zu der Schoul nach verstärken, bis dass se schlussendlech guer net méi an d'Schoul ginn.

Här President, aus psychologescher Siicht ass eng Beschreiwung wéi des natierlech net falsch a si soll och eescht geholl ginn. Si geet awer net duer, fir de ganze Problem vum Schoulbriecher ze erfassen, well se sech op d'Defiziter vum Einzelne limitéiert an déi strukturell Defiziter vum Schoulsystem ausblent. Grad wéi de sozialen a kulturellen Hannergrond vum Einzelnen huet näamlech grad de Schoulsystem och en Afloss op de Schoulparcours vun all Kand an domat och op den Décrochage scolaire.

Eng vun den Haaptursache vum fréie Schoulbriecher läit näamlech an der net méi zäitgemässer Praxis vum „Sëtzebleiweloesen“, wéi mer op Lëtzebuergesch soen. Virun allem méi vulnerabel Jonker ginn duerch d'Sëtzebleiweloesen destabiliséiert an entwéckelen d'Gefill, si kéinten an eiser Leeschtungs-gesellschaft souwiso net mathalen.

Wann et an internationalen Etüden drëms geet, de Grënn vum Décrochage scolaire op d'Spur ze kommen, gëtt ganz speziell dese Volet ervirgehewen, esou zum Beispill an enger Etüd vun der Europäescher Kommissioun, déi am November 2017 drop opmierksam gemaach huet, dass zu Lëtzebuerg nëmme 40% vun de Schüler hire Schoulparcours zu Enn bréngen, ouni sëtzenzebleiweloesen. Dat heescht, 60% vun hinne redoubelieren op d'mannst eemol am Laf vun hirer Schoulzäit. Domat erreicht Lëtzebuerg ee vun den héchste Sëtzebleifrate vum der gesamer OCDE, woubäi et wichteg ass, ze ënnersträichen, dass 22% vum Décrochage scolaire op Messerfolleger wéi Sëtzebleiweloesen zrëckzuführen sinn. Dat erfannen ech net, mä dat geet aus enger Etüd vum Staterc ervir.

Dobäi liwwert des Praxis alles anescht wéi d'Garantie fir Qualitéit an en héije Bildungsniveau. Och wann eng Rei Enseignanten nach ëmmer un hir Effikassitéit gleewen, esou kaschten déi vill Redoubelenter de Sozialsystem ganz vill, während hir educativ Virdeeler souwiso null sinn.

En zweeten ausschlaggebende Grond vum fréie Schoulbriecher besteet doran, dass Jonker entweder kee Patron de stage fannen oder keen Zougang zu der gewünschter Formatioun kréien. Laut dem Staterc brieden iwwe 48% vun deene Schüler hire Studium of a fannen net méi an de Schoulsystem zrëck.

En drëtten Grond läit dann op der emotionaler Ebene, dee scho bei der Aschulung vun de Kanner eng wichteg Roll spillt an net eréischt



dann, wann et ëm Bewäertungen, Berufsorientierung oder Stageplaze geet. Och wann déi Europäescher Kommissioun zu deem Volet net esou vill seet, esou ass dësen Aspekt dach ganz wichteg. Laangzäitstudie weisen zum Beispill drop hin, datt d'Distanzierung vun der Schoul schon an der Spillschoul kann ufänken, am Fall wou Kanner regelméisseg op Onverständnis a sozial Ofleerung an hirem Schoulëmfeld stoussen, sief et weinst hirem Verhalen, sief et weinst hirem Ausgesinn oder engem Defizit.

Dir Dammen an Dir Hären, wann et dann dréms geet, esou negativ Entwécklungen ze verhënnere, wat mir jo mat dësem Projet de loi wëlle maachen, da mussen natierlech allhand Hiewelen a Bewegung gesat ginn, och dat ass scho gesot ginn. Et sinn der och scho vill a Bewegung gesat ginn a grad wéi d'Madamm Hetto och sinn ech der Meenung, datt den Duerchbléck net ëmmer deen einfachsten ass, weder fir déi Professionell, an nach manner fir d'Elteren.

Een Hiewel besteet natierlech an der Verbesserung vum Dialog tëschent alle Schoulpartner, net nëmme an der Grondschoul, mä och am Secondaire. Wat deen Dialog méi positiv a méi konstruktiv verleeft, wat schlecht Leeschtungen, mä och d'Angscht virum Versoen, de Stress an d'Fluchtgedanke besser ofgefiedert ginn.

Ganz genee an dës Logik passt dëse Projet de loi, dee mir als Gréng ënnerstëtzen. En ass geduecht, fir den Dialog tëschent de Schoulpartner ze verbessere, Reklamatiounen vun alle Säiten entgéintzuehelen, am Konfliktfall ze verhandelen, individuell Léisungen ze proposéieren a Recommendatiounen auszuschwätzen. Ech gesinn net, wat do soll dergéintschwätzen.

Dëst geschitt op dräi Ebenen: dem Décrochage scolaire, der Integratioun vu Kanner mat Migratiounshannergrond an der Inklusioun vu Kanner mat engem Defizit. U sech sinn dës dräi Beräicher ontrennbar, ganz einfach well eng gutt Integratioun an eng gutt Inklusioun vu vulnerabele Schüler déi eischt Viraussetzung sinn, fir den Décrochage scolaire vun Ufank un ze verhënnere.

Ganz opschlösseräich sinn an deem Kontext d'Aussoe vum Antoine Fischbach, dem Direkter vum LUCET, dem Luxembourg Centre for Educational Testing vun der Uni Lëtzebuerg. 2016 huet deen Här an engem Interview drop opmierksam gemaach, datt d'Schülerinnen an d'Schüler, déi aus enger sozial benodelegter Schicht stamen a gläichzäiteg e Migratiounshannergrond mat enger net germanofoner Mammesprooch hunn, an eisem Schoulsystem zu den allgeréisste Verléierer gehéieren. Bis zu zwee an engem hallwe Joer Bildungsreckstand si bei dëse Jonken am Alter vu 15 Joer feststellen.

De Problem weist sech meeschtens direkt schon an den eischte Schouljoren, wou schon ee Fënnettel vun de Kanner den Ufuerderungen hannendrunlaf, dat souwisou, mä zwee Drëtzel vun dëse Kanner si Kanner mat Migratiounshannergrond, wat op en akuten Handlungsbedarf hiweist.

Wat d'Kanner mat kierperlechen oder mentalen Defiziter ugeet, esou misst et am Fong selbstverständlech sinn, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Kanner vun Ufank un an engem inklusive Schoul- a Betreivungsmilieu opwuessen, net nëmme, well d'Gläichbehandlung vun deene Kanner e fundamentaalt Mänscherecht duerstellt, mä och opgrond vun der Behënnerte-rechtskonventioun, déi Lëtzebuerg am Joer 2011 ratifizéiert huet. Well d'Realitéit den Uspréich nach ëmmer hannendruleeft op dësem Gebitt, mécht et duerchass Sënn, Här Minister, datt deen neie Service vun der Mediation sech net eleng op den Décrochage scolaire an op d'Integratioun vu Kanner mat Migratiounshannergrond konzentréiert. Et ass och wichteg, datt en op der Ebene vun der Inklusioun vu Kanner mat engem kierperlechen oder mentalen Defizit aktiv soll ginn.

Dobäi muss ee wëssen, datt mir d'Rad mat dësem Projet net nei erfannen. Ähnlech Initiative ginn et schon a villen anere Länner, an deene mir eis am Fong kënnen inspiréieren, esou zum Beispill a Portugal, wou 2008 e Projet fir erzieheresch Mediation an d'Liewe geruff ginn ass. Mëttels Mediateuren, déi gläichzäiteg och Enseignant sinn, gëtt konsequent a strategesch agegraff, wann ee Jonke gefäerdet ass, zum Schoulverweigerer ze ginn.

En anere ganz interessante Mediationsprojet géint d'Schoulversoen ass och a Portugal an d'Liewe geruff ginn, dëst mat 14 Mediateuren aus Betriber. D'Zil ass hei, de Kontakt tëschent Schoulen a Betriber hierzestellen an dat soziaalt Ëmfeld vun deene Jonke matanzebezéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Projekte wéi dës fanne mir besonnesch opschlösseräich an interessant, well se sech net exklusiv op de Schoulmilieu limitéieren, mä

aner Partner an d'Mediation aschléissen. Dat heescht net, datt mir de Mediationservice, dee mat dësem Projet de loi an d'Liewe geruff gëtt, a Fro stellen. Mir wëlle just ze bedenke ginn, datt säin Aktionsradius zimlech limitéiert bleift.

Natierlech ass et wichteg a richtig, datt de Mediateur all Hiewelen a Bewegung soll setzen, fir datt déi Jonk hire Studium weiderféieren. An et ass och wichteg a richtig, datt en do ass, fir am Konfliktfall ze verhandelen. Wann een dann awer weess, datt bal 50% vun de Schoulbréch op e feelende Patron de stage oder op den Netzugang zu der gewünschter Formation zréckzeféiere sinn, da weess een och, datt de Mediateur séier mat sengem Latäin um Enn ka sinn, ganz einfach, well e mat dësem Projet de loi net direkt d'Mission kritt, mat Patronen aus der Privatwirtschaft ze verhandelen a se dozou ze bewegen, Jonker an de Stage ze huelen.

Net anescht ass et beim Accès vu Jonken zu hirem gewünschter Formation, op déi kee Mediateur kann awierken, soulaang wéi eise Schoulsystem engem Jonken deen Accès d'office verspärt. Dobäi sinn et grad dës zwee Facteuren, wéi gesot, déi d'Haaptursach vum Schoulbroch duerstellen, nieft dem Échec scolaire, op deen de Mediateur och nëmme begrenzt Afloss kann hunn.

An anere Wieder, d'Mediation mécht Sënn, si ass awer just e Puzzlestück vun enger Gesamtstrategie, fir géint de Schoulbroch an d'Exklusioun virzuegoen. Zu där Strategie gehéieren all déi Moosnamen, déi d'Virriedner an d'Virriednerin scho genannt hunn - ech ginn net laang drop an -: d'Antenne locale pour jeunes vum SNJ ass och interessant, d'Maison de l'orientation, d'École de la 2^e Chance, den Atelier „Stop and Go“, de Pilotprojet mam Numm „Plateforme accrochage scolaire“ an esou weider an esou fort.

Wat eiser Meenung no awer nach feelt, sinn zum Beispill genuch Internater, déi un d'Schoulen ugegiddert ginn. Esou Strukture géifen et erlaben, betrafte Jonker aus engem schwierigen oder konflikträiche familiären Ëmfeld erauszehuelen a geziilt ze encadréieren, dëst zum Beispill iwwer Modeller wéi Coaching oder Tutorat.

Wat och nach feelt, ass eng konsequent Ënnerstëtzung vun de Betriber, déi Jonker an de Stage huelen an eng gewisse Verantwortung fir si iwwerhuelen. Dozou gehéiert an eisen Aen och, datt déi sozial Ofsécherung vun alle Stagiaire muss garantéiert ginn, och dann, wann de Stage just als Orientierungshëllef oder als perséinlech Weiterbildung realiséiert gëtt an net am Kader vun engem agreéierte Stage.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, entscheidend fir en erfollegräiche Schoulparcours sinn doriwwer eraus nach aner Facteuren, déi schoulinterner Natur sinn an hoffentlech vum Mediationservice opgegraff ginn, wann e bis besteet. Entscheedend ass zum Beispill d'Schoulklima, verbonne mat engem geschützten Ëmfeld, an deem Phenomeener wéi Mobbing oder physesch a psychesch Gewalt keng Plaz méi fanen.

Besonnesch a grouse Schoulkomplexer muss och drop higeschafft ginn, datt et bei de Schülerinnen a Schüler net zu enger Verfiemung kéint an zum Gefill vun Anonymitéit. Grad well déi jonk Mänsche Gebuergeheet an der Schoul a Verbondenheet mat der Schoul an den Enseignantë brauchen, fir sech dora wuelzefillen, muss deem Problem vun anonymen an onperséinleche Schoulkomplexer besonnesch Rechnung gedroe ginn an Zukunft.

Dobäi kéint, datt verstärkt un d'Fäegkeete muss ugeknappt ginn, déi d'Kanner an déi Jonk aus hirem eegener Erfahrung matbréngen. Héich Uspréich un déi individuell Stärkte verbonne mat enger intensiver perséinlecher Ënnerstëtzung wierke bei Kanner a Jonke motivéierend a verbessere hir Leeschtung wäit méi wéi e System, deen op Defiziter baut.

Aus all deene Grënn wënsche mir eis, datt den neie Mediationservice sech net just op den Dialog tëschent de Schoulpartner, op d'Léisung vu Konflikter an op d'Hëllef bei Demarché konzentréiert. Wichteg ass fir eis op alle Fall seng analytesch a berodend Mission, déi dora muss bestoen, de Fanger an d'Wonn ze leeën an nei Pisten opzeweisen, dëst an Zesammenaarbecht mam Observatoire de la qualité scolaire, dat heescht, Recommendatiounen auszuschwätzen, wéi eise Schoulsystem et méiglechst alle jonke Mänsche kann erspuren, schonn am fréie Liewen als Versoer stigmatiséiert an ausgegrenzt ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wann de Mediateur dat fäerdegbréngt a wann d'Politik déi néideg Konsequenzen doraus zitt, dann huet dëse Projet de loi säin Zil méi wéi erreicht.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a wëllt awer och dem Kolleeg Här Lamberty nach villmools Merci soe fir säi gudde Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och ufänke mat engem grouse Merci un den Här Lamberty, deen eis dee Projet hei mat senger traditioneller Beegeschterung presentéiert huet. Mir wäerten als Oppositionspartei e bësse méi e kritesche Bléck op dëse Projet de loi hei werfen.

Ech mengen, wann een d'Entwécklung an der Education nationale an de leschte Joren hei observéiert, da kann een dem Minister vill Virwërf maachen, awer ganz sécher net deen, datt en net den administrative Waasserkapp a sengem Ministère konsequent nach weider ausgebaut hätt. Mir hunn ëmmer méi Servicer kritt an de Schoulen, bei de Schoulen, wou och d'Utilitéit, op jidde Fall vun eiser Säit aus, net kann novollzu ginn. Mir haten dat elo bei der nationaler Programmkommissioun, beim Observatoire de la qualité scolaire. Haut hu mer erëm en neie Projet, wou ech awer wëll dovu profitéieren, fir prinzipiell an Erënnerung ze ruffen, datt d'ADR seet: „Esou vill Stat wéi néideg, awer och esou mann wéi méiglech.“

Mir si prinzipiell fir e schlanke Stat. Et gëtt do zwou Consideratiounen:

(**Brouhaha**)

Engersäits soll de Stat net de Konkurrent si vun engem private Secteur, deen och héich qualifizéiert Leit brauch, an anersäits soll de Ministère de l'Education nationale net a Konkurrenz si géintiwwer aneren dréngende Besoinen an anere Ministère. D'Education nationale entwéckelt sech e bëssen zum Vampir vun der Fonction publique a leschter Zäit an hält iwwerproportional vill Mëttele fir sech an Usproch.

(**Brouhaha**)

Mir ginn lech awer gär recht: Et gëtt vill Erausforderungen an der Education nationale, awer ob do méi Administratioun a méi Bürokratie d'Antwort ass, dat sief dohigestallt.

Dee Projet, dee mer haut hunn, huet Objektiv, déi mir och ënnerschreiw. Dat ass louabel. Fir de Leit esou wäit wéi méiglech e Schoulfloss ze ginn, ass richtig, zemoos bei deene Leit, déi mat der Inklusioun konfrontéiert sinn. Och deenen, déi et scho méi schwéier am Liewen hunn, bäizestoen, ass eng Saach vun der mënschlecher Selbstverständlechkeet. An och do si mir der Meenung, datt dat richtig ass, fir hinne bäizestoen, hinne ze hëllefen.

Awer et gëtt scho ganz vill Servicer, déi dat maachen. Et sinn der vill haut opgezielt ginn. An d'Fro ass ëmmer: Huet et dann e Wäert, niewent all deene psychosoziale Servicer an Initiativen, spezialiséierte Schoulmeeschteren, Direktiounen an esou weider der nach der bäizesetzen?

Dee Projet, dee mer haut hei leien hunn, ass virun allem e ganz ideologesche Projet, an dat an enger Villzuel vun Dimensionen. Dat eischt ass: Et ass eigentlech kee richtige Mediateur am Sënn vun Wuert, iwwert dee mer haut hei schwätzen. Et ass keng Vermittlungsinstanz ier eng Decision kéint oder am Laf vun engem Prozess. Et ass eppes ganz aneres: Et ass eng Instanz, déi no den Decisione kéint, nodeem all Ressourcë schonn epuiséiert sinn. Et ass domadder eng Verhandlung no der Verhandlung an domat och eng Aushielegung vun den Hierarchien am Kader vun der Education nationale. Dat ass eppes, wat mir prinzipiell net wëllen! Wann Decisione geholl sinn no deene Regeln, da solle se stoen. E Mediateur huet héchstens eng Plaz do virdrun.

Dann ass et och eng Instanz, déi relativ vill Muecht huet op iwwerraschenden Domänen. Mir liesen am Gesetz, datt de Mediateur soll intervenéieren, wann eng Schoul d'Gesetz net respektéiert, d'Reglementer oder d'Instruktiounen net respektéiert. Mä dat ass net d'Aufgab vun engem Mediateur! Gesetzer a Règlementer si keng Verhandlungssaach! Déi mussen applizéiert ginn. Dat ass eng Responsabilitéit vun engem Direkter, vun engem Minister, och vun eis hei als Chamber, fir derfir ze suergen, datt déi ëffentlech Instanzen oder Organer wéi Schoulen d'Gesetz respektéieren. A wann et eppes ass, wat de Code pénal interesséiert oder esou ännelech gelagert Problematiken, jo, da muss de Parquet informéiert ginn, awer kee Mediateur!

Drëtens geet et och ganz wäit, wann de Mediateur verlaangt, den Dossier ze gesi vun iergendeppes. Do ass erëm eng Kéier guer keng Grenz agebaut. De Secret d'äerf him net opposéiert ginn. Mir hunn eis gefrot, wann dann elo e Fall vu politescher Radikalisierung ass, wou et awer sensibel Dokumenter kënnen an engem Dossier ginn, och dat alles muss engem

Mediateur virgeluecht ginn, ouni datt do ier-gendwéi Grenze gezu ginn am Interessi vum Stat.

A véiertens, et ass och ganz typesch fir e Gesetz, wat esou e bëssen den „social engineering“ vu verschiddene politesche Stréimungen hei erëmispigelt, datt de Feeler vun engem Décrochage scolaire prinzipiell bei der Schoul gesicht gëtt, am System, steet am Gesetz (veuillez lire: am Rapport): «(...) ressources existantes ou si le système a échoué.» Mä de Problem kann och beim Schüler leien! Déi Eventualitéit ass emol hei net virgesinn! Wéi ass et, wann en aus familiäre Problemer, aus psychologesche Problemer d'Schoul wëllt verlossen? Och do kann e Mediateur an der Regel net hëllefen, dat ass och net seng Aufgab. A wéi ass et, wann e Schüler einfach wëllt fréi an de Beruf oder wann en einfach faul ass? Och dat schéngt et an eiser Welt ze ginn.

Dann ass et och: Wat heescht eigentlech „de System“? Wat ass domadder gemengt? A wann een dat Gesetz liest, da fällt een erëm genau op déi Definition: De System, dat sinn eigentlech eis Dräisproochegkeet hei am Land, eis sproochlech Ufuerderungen. Well et steet do, déi „exigences multilingues“, déi géifen dann déi penaliséieren, déi do méi Problemer hätten, sech un eise Parcours scolaire dann unzepas-sen.

Mä déi Regierung hei iwwerrascht! Engersäits seet se, an do gi mer hir recht, de Multilinguismus an eisem Land, dat wär en Atout. Dat ass et och. An op där anerer Säit gëtt dann awer géint de Multilinguismus virgaangen. Dat wär eng Penalisation, eng Barrière an esou weider, wou d'Kanner da Problemer hätten, sech ze integréieren, an dofir misst eigentlech en anere Wee gesicht ginn.

Mä firwat dann do nach e Mediateur? Hu mer dann net schonn an der Schoul an deene leschte Joren esou vill Initiative geholl, fir eigentlech de sproochlechen Niveau op all Manéier esou wäit erofzesetzen, datt ee vun enger Erausforderung, vun enger Barrière, vun Integrationsproblemer net méi seriö kann diskutéieren?

Mir hunn dach eng Segregationspolitik, do-duerch datt verschidde Sproochschoultypen gemaach ginn. Mir hunn déi multilingual Fréierzéiung, d'Frankofonisierung, Stéck fir Stéck, vun der Lëtzebuerger Schoul, d'Niveau-differenzierung an de Sproochen, d'Reduzierung vun den Inhalter an dem Sproochenniveau, d'Ewechloosse vu Sproochen.

Wou soll dann do nach den Defi sinn? Wou ass dann nach d'Barrière, wann an deene Fächer dach wierkelech an der Substanz ëmmer manner enseignéiert gëtt?

A wat d'Integratioun ugeet, hu mir als ADR kloer Virstellungen, déi mer och ëmmer erëm gesot hunn. Eischtens hu mir geschwat vu Classes d'accueil. Wa Leit aus dem Ausland kommen, da loosst se dach esou laang a staatléche Klassen, bis se de Sproochenniveau erreicht hunn, dee se brauchen, fir an eiser Schoullandschaft ze reusséieren! An op dee Wee ass d'Regierung net esou matgaangen, wéi mir et eigentlech proposéiert hunn.

Mir hunn och ëmmer gesot: „Informéiert d'Kanner an déi Jugendlech, hir Elteren, ier se op Lëtzebuerg kommen, wat hei déi sproochlech Situatiounen an déi sproochlech Ufuerderunge sinn!“ Och dat géif deene Jugendlechen heiansdo ganz vill Problemer evitéieren, an och dat ass net gemaach ginn, wat awer eng elementar Vernunft eis géif ofverlaangen.

D'Argumentatioun fir dëse Projet de loi kann nach an aneren Hisiichten iwwerraschen. Da gëtt geschwat: „Mir hätte gär e quantitativ Zil.“ Firwat e quantitativ Zil? Et steet am Rapport: weinst der „contrainte internationale“. Mä et ass dach net vernëfnft, fir ze soen: „Mir wëllen 10%“, wéi et hei proposéiert gëtt. Firwat net 9%? Firwat net 11%? Firwat net 8%? Firwat net 0%?!

Ech mengen, quantitativ Ziler sinn net d'Äntwert. Mä mir solle probéieren, Leit esou vill wéi méiglech iwwert déi vill Méiglechkeeten, déi eise Schoulsystem elo schonn offréiert, en Of-schluss ze ginn. Awer fir kënschtlech quantitativ Ziler ze setzen, ass sécher en illusoreschen, och en ideologeschen Usaz, dee mir esou net deelen. Mir solle géint de Phenomeen virgoen, probéieren, esou effikass wéi méiglech dat ze maachen, awer op enger realistischer Basis.

„Chancëgläichheet“ ass och esou e Wuert, wat een ëmmer erëm héiert. Mä wat ass domadder gemengt? Wann een dëst Gesetz liest wéi och anerer, huet een den Androck, datt d'Chancëgläichheet e Synonym ass fir den Nivellement

vers le bas, datt mer wëlle probéieren, jiddwerengem en Diplom ze ginn, deen awer herno näischt méi wäert ass, an dann ze soen: „Bei eis huet jo jiddweree reusséiert.“

Dat ass de Contraire vu Chancëgläichheet. Chancëgläichheet ass eng Chancëgläichheet au départ, déi Méiglechkeet, sech op enger wirklecher gerechter Basis géintwuer engem aneren ze bewäeren, an dat an enger gratis öffentlecher Schoul, well mat all dësen Diskussionen, déi mer hei hunn, verléiere mer dach d'Konzentratioun op de Schüler, déi wichteg ass.

Awer mir dierfen net aus den Ae verléieren, datt de Lëtzebuurger Schoulssystem als Ganzt och eng gesellschaftlech Funktioun ze erfëllen huet. An eng vun deene Funktiounen ass, fir eng leeschtfäeg Generatioun erunzebilden mat enger gudder Bildung an enger gudder Ausbildung, déi eisem Land och kann eng Zukunft ginn, déi eis ekonomesch konkurrenzfähig léisst, déi eis administrativ leeschtfäeg léisst, déi eis d'Méiglechkeet gëtt, op intellektuell Wäerter opzebauen, well eppes aneres huet eist Land jo net ze bidden, wéi mer et jo genee wëssen.

An dat ass en Optrag vun der Lëtzebuurger Schoul, genausou wéi et den Optrag vun der Lëtzebuurger Schoul ass, eis Dräisprochegekeet ze erhalen, inklusiv Lëtzebuergesch! An eng Partei, déi sech op de Fändel „Zukunft op Lëtzebuergesch“ schreift an awer an dem Schoulssystem Lëtzebuergesch ëmmer weider benoeddelegt, déi muss sech awer hei Froe stellen, ob se hirer Kredibilitéit net schuet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Léik.

► **M. David Wagner (déi Léik).** - Merci, Här President. Heiansdo huet een den Androck, datt mer geschwënn méi Organer hu wéi Léierpersonal hei am Land. Ech mengen, mir hate schonn eng Kéier driwwer diskutéiert. Mir wäerten net géint dëse Projet de loi stëmmen, mir wäerten och net derfir stëmmen, mä mir wäerten eis enthalten; dann ass dat schonn emol eng Kéier gesot.

(**Interruption par Mme Viviane Loschetter**)

Ech erzielen dat, ech soen dat, Madamm Loschetter.

De Problem ass deen, et ass jo vum Décrochage scolaire geschwat ginn. Mir hunn ongeféier 13% Décrochage scolaire hei zu Lëtzebuerg. Da kritt een esou eng Limitt gesat vun der Europäescher Kommissioun, et misst een op 10% erofoegen. Natierlech ass dat eng arbiträr Zuel. De Problem awer, de systeemesche Problem, déi systeemesch Fro gëtt net onbedéngt gestallt, fir ze wëssen, wat iwwerhaapt..., wéi de Schoulssystem Schüler accueilliéiert.

Wat ass d'Finalitéit vun der Schoul? Wat ass e gudder Schüler? Wat soll e kënnen? An ech mengen, dat sinn alles Froen, déi an deene leschten zéng bis zwanzeg Joer wirklech net onbedéngt richteg diskutéiert goufe vun der Politik, mä déi awer vun de Gewerkschaften oft gestallt goufen.

Wat erwaarde mer vu Schüler? Dat heescht, datt se sech vläicht an e Moule erasetzen, fir herno gutt Salaréien ze ginn, a Konformitéit mat den Desiderata vun den Entrepreneuren an esou weider, an der Illusioun ze mengen, datt just eng gutt Formatioun - mir soe jo net, datt e keng gutt Formatioun soll hu fir gewësse Beruffer, mä dat ass net onbedéngt dat, wat ausschlaggebend ass am Fondamental oder am Lycée -, mä datt just eng spezifesch Formatioun gutt wier, fir herno um Aarbechtsmarché eens ze ginn.

Mir wësse ganz genau, datt et ganz staark dovunner ofhänkt, aus wat fir engem soziale Milieu ee kënnt, iwwer wat fir eng gesellschaftlech Verbindungen ee verfüügt, an esou weider an esou virun, fir weiderzekommen. Natierlech spillt eng Formatioun mat. Mä einfach e spezifeschen Diplom, dee späert dech an an eng gewësse Kategorie.

Et ass evident, datt zum Beispill och am Prinzip Kanner, déi iwwer eng humanistesche Bildung verfügen an déi och aus engem gewëssene Milieu kommen, wou d'Elteren och iwwer esou eng Bildung verfügen, souwisou meeschtens herno och an der Gesellschaft et vill méi einfach hunn, fir eng Aarbecht ze fannen. Oft gëtt da fälschlecherweis behaupt, op esou Bildung misst ee verzichten, well mer zukünfteg Meca-

nicien oder Aarbechter ausbilde wäerten, an dat wier superfetatoire. An dat ass justement och net de Fall.

Mir sinn der Meenung, datt prinzipiell weiderhi muss, wann ee schonn un der Wuerzel d'Problemer wëllt upaken, datt een éischtens déi verschidde Regimenter esou no unenee muss bréngen, datt heescht a Richtung Tronc commun muss goen, wou ee lues a lues an och individuell op déi verschidde Capacitéiten a Besoinen vun de Schüler kann agoen.

An duerno muss ee massiv och „bottom up“ - ech versichen emol, Englesch och ze schwätzen, mä dat geet net ëmmer esou richtig; neen, mä dat ass awer esou in, mä dat geet net -, also „vun ënnen erop“ massiv investéieren. An do gesi mer, datt et hei zu Lëtzebuerg ganz staark dorunner hapert, wat d'Formatioun vun den Enseignanten ugeet - et feelen eis der, an ech kommen nach an enger Question parlementaire méi spéit drop, wou mer och nach erëm e Problem hu fir déi nächst Reentrée, dat ass eng aner Saach -, wat d'Infrastrukturen ugeet, wat de Matériel scolaire ugeet.

An dann, datt een Enseignanten net iwwerfuert - dofir muss een der och schonn emol genuch hunn -, mä datt een d'Enseignanten net iwwerfuert an hirer aldeeglecher Aarbecht, datt se kënnen op d'Kanner agoen, dat se och musse staark präsent sinn an de Schouklasse, datt se musse och eng deemtsprechend Ausbildung hunn, datt eng kollektiv Aarbecht muss stattfanne mat den Enseignanten an datt een och op d'Enseignantë respektiv op d'Representantë vun den Enseignanten a vum psychosoziale Milieu, vun der Édif an esou weider, muss agoen, mat deenen zesummeschaffen, als Ministère op déi muss héieren.

A mir wëssen, datt dat net geschitt. Si soen dat op jidde Fall. De Ministère wäert natierlech soen: „Dat stëmmt net“, mä ech hunn d'Tendenz, Honnerten oder Dausende vu Leit éischter eppes ofzekafe wéi engem Regierungsmember, muss ech einfach emol do zouginn.

Duerno hu mer awer och e puer Problemer, wat d'Durée vum Mandat vum Mediateur ugeet, wat seng Qualifikationskriterien ugeet, wat seng Kompetenzen ugeet. Dat ass net kloer. Dat ass kloer zum Beispill scho beim Ombudsmann, dee mir hei wielen, deen dofir do ass, fir iwwerhaapt en amont kënnen Konflikter ze schlichten. De Mediateur ass jo do, fir ze schlichten, ier de Konflikt optrëtt. Dat hu mer zum Beispill bei engem Ombudsmann, deen och vun engem Parlament - mir maachen dat jo och hei - gewielt gëtt.

Do ass et awer net kloer, also, d'Prozedur ass do erëm eng Kéier relativ obskur. Also, e gëtt vun der Regierung ernannt, also vum Grand-Duc ernannt; dat heescht u sech vum Minister. An u sech, seng Qualifikatioun an esou weider ass an eisen Aen e bëssen arbiträr.

E schéngt awer relativ vill Muecht ze kréien. Schwätze mer iwwerhaapt vun engem Mediateur oder vun enger Aart Schoulrichter? Dat ass och d'Fro, déi ee sech muss stellen, well en huet och eendeiteg méi Capacitéiten wéi zum Beispill den Ombudsmann, dee mer hunn.

Da sinn esou Mesuren, wou ee sech d'Fro stellt, wat dat soll. Zum Beispill wa Kanner net opkräizen, well se blomaachen oder wat och ëmmer, well se net do sinn, da kann de Mediateur dann de Buergermeeschter informéieren, deen dann d'Elteren informéieren kann, datt et Sanction-pénalle gëtt. Firwat grad de Buergermeeschter? Dat ass eng Fro. Firwat och net d'Schoul direkt?

Ob dat wirklech eppes hëlleft, datt een d'Elteren drun ernënnert, datt et Sanktiounen gëtt, dat ass eng Fro, déi sech stellt, an ob een do wirklech och systematesch ëmmer d'Responsabilitéit op Eltere muss ofwälzen. Well et ass jo awer och esou, datt net all Eltere gläich si virun der Educatioun vun hire Kanner.

Et kann ee sech natierlech d'Liewen einfach maachen a soen: „D'Elteren hu Responsabilitéiten, wa se Kanner maachen, an duerno muss se domadder eens ginn.“ Mir wësse jo all: Kanner si schnell gemaach, mä fir se ze erzeien, ass eng aner Saach. An heiansdo sinn och d'Elteren total iwwerfuert, well si och selwer an engem Aarbechtsmilieu sinn, deen hinnen och net méi vill Zäit erlaabt.

Dofir huet een och e bëssen den Androck, datt dee Mediateur kéint - et ass den Androck, ech soen net, datt et esou wäert geschéien -, mä u sech, well et esou onkloer ass an dësem Gesetz, datt de Mediateur zu engem Schoulrichter kéint gi respektiv och eng Mission de flicage kéint kréie vis-à-vis vum Schoulpersonal selwer, dat schonn iwwerfuert ass a wou an deene fënnf leschte Joren näischt ënnerholl ginn ass, fir datt dat an enger Richtung géif goen, respektiv datt dat och eng Forme de flicage géintwuer den Eltere selwer kéint huelen.

Duerno stellt ee sech och d'Fro, firwat et keng Possibilitéit de recours gëtt, wann de Mediateur decidéiert, datt eng Reklamatioun, déi vläicht och vun engem Schüler oder vun engem Papp, vun enger Mamm kënnt... Datt hie ka soen: „Okay, ech iwwerhuelen dat net“, firwat een do kee Recours kann huelen.

Voilà! Do sinn an eisen Aen immens vill Saachen, déi wirklech flou sinn. Mir hätte léiwier, datt de Ministère méi Energie dran investéiert hätt, fir wirklech och dem Schoulpersonal déi Moyenen ze ginn, déi se brauchen, fir korrekt kënnen ze schaffen, datt se net iwwerfuert gi mat ze vill Bürokratie, datt se net fir alles responsabel gemaach ginn, mä datt se awer och wirklech kënnen do sinn, fir sech esou individuell wéi méiglech ëm d'Kanner ze bekëmmen, an datt een och fundamental Reforme gemaach hätt fir dee Wahnsinn vun deene verschiddenen Ordre-scolairen. Iergendeng Kéier muss een domadder Schluss maachen. Ech weess, dat ass politesch schwéier unzepakken, mä et muss een et upaken, well soss kréie mer de Problem ni un der Wuerzel gepaakt.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Léik).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer un Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schlësse mech deene Felicitatiounen un de Rapporteur, de Claude Lamberty, selbstverständlech un, deen eis hei an d'Matière de Mëtteg agefouert huet. Eng Matière, déi sécherlech komplex ass, well et e weidert Puzzlestück ass vun där Landschaft, déi mer amgaange sinn ze skizzéieren, fir ze kucken, op eng ganz Rei vu Constaten awer kënnen adequat ze reagéieren.

Déi Constate sinn net nei. Mir kenne se allequerten. Mir hunn d'Bildungsetüden aus de leschte Joren, heiansdo aus de leschte Jorzéngten, jo awer gelies. An hei geet et jo nach eng Kéier ëm déi Kategorie vun vulnerabele Schoulpopulatiounen, déi ëmmer nees och Thema vun deenen Etüden do sinn.

Mir wëssen, datt bei Kanner, déi extra Besoinen hunn, well se vläicht Léierschwierigkeeten hunn, well se verbalenopfälleg sinn, well se en Handicap hunn, datt do d'Tendenz besteet, datt d'Schoul schonn, ech mengen, d'Akteure vun der Regelschoul an der Klass heiansdo d'Tendenz hunn, fir ze soen: „Dorëms soll en anere sech këmmen“, an datt mer och Kräfte brauchen an engem Bildungssystem, déi do dergéint wierken, déi do heiansdo soen: „Neen, dat doten, dat kann et net sinn, do gëtt et Regeln, do gëtt et aner Solutiounen.“ A mir musse kucken, datt mer aner Weeër fannen.

Mir wëssen och, datt et hei zu Lëtzebuerg - an dat ass de Mëtteg, mengen ech, an der Debatt jo awer och vun deem enger oder aneren nach eng Kéier ervirgestrach ginn - ganz breet Schoulpopulatiounen gëtt, wou eigentlech eise regulären Unterrecht, eis regulär Schouloffere nach ëmmer net esou richtig passt, déi Schülerinnen a Schüler, déi mat enger anerer Mammesprooch an d'Schoul kommen, nach ëmmer net - dat gesi mer a Statistiken, dat gesi mer an all deene Bildungsetüden - déiselwech Chancen hunn op en Ofschluss, dorop, fir ouni Redoublement derduerchezekommen, op méi en héijgen Ofschluss och duerno, fir vläicht nach an den Enseignement supérieur kënnen eropzuekommen.

Alles dat wësse mer. An ech denken, datt mer och duerfir solle kucken, e besonnescht A och op déi dote Population cible weiderhin hei am Land ze hunn.

En aneren Defi ass dee vum Maintien scolaire, fir deen ze férdere respektiv den Décrochage (veuillez lire: den Décrochage ze verhënnere), de fréizäitegen Décrochage, do, wou Schüler aus ganz ënnerschiddleche Grënn - an ech soe ganz oft: „Et gëtt esou ënnerschiddlech Grënn, fir de décrochéieren, wéi et Decrocheure gëtt“ - riskéieren, aus dem Schoulssystem auszescheeden ouni Diplom, ouni Ofschluss, eigentlech och ouni Perspektiven, duerno wirklech gutt duerch d'Liewe kënnen ze kommen.

A mir kënnen eis et eigentlech net leeschten haut am Joer 2018, dorobber ze verzichten, fir deenen dote Schülerinnen a Schüler déi beschte Méiglechkeeten ze ginn, an einfach weiderhin nozekucken, datt se eigentlech generell ënner hire Méiglechkeeten, ënner hirem Potenzial bleiwen.

An och an där Ambitioun schreift sech de Médiateur scolaire mat sengem Service an, wann déi dote vulnerabel Schoulpopulatiounen op anere Weeër eigentlech net zur Satisfaktioun

komm sinn a wa se d'Gefill hunn, dann awer iergendzwoousch net hire Wee ze fannen an der Schoul, datt en do kann nolauschteren, datt e ka vermëttelen, datt e bei Konflikter eben och d'Roll vun engem Mediateur kann iwwerhuelen, datt e kann no Lösunge sichen, well mer scho mierken, datt ganz vill Schüler, ganz vill Elteren awer och ganz oft hëlleflos op der Sich sinn no esou engem, deen duerch dee ganzen Dschungel vun all deene Mesuren, dee se zum Deel schonn duerchlaf hunn, zum Deel awer vläicht och emol guer net kannt hunn, ka féieren an dee kann auslichten.

Et ass, denken ech, e wichtegt Element nieft all deenen aneren Efforten, déi mer maachen, fir Kanner mat engem anere Sproochhannergrond eng aner schoulesch Offer kënnen unzëbitten, fir Kanner mat extrae Besoinen och méi qualifizéiert Personal, spezifesch ausgebiltent Personal an d'Schoulen ze ginn. Um lokale Plang, um regionale Plang, um nationale Plang - doriwwer wäerte mer déi nächst Woche jo hei och nach eng Kéier schwätzen - ass et wichteg, fir ze kucken, datt och ganz individuell den eenzelne Fall, den eenzelne Schüler a säin Entourage do eng Guidance ka kréien a ka gehollef kréien am Fall, wou et Problemer ginn.

Gläichzäiteg denken ech, datt mer - an dat ass e Constat, deen ech awer déi lescht Jore gemaach hunn - als Bildungssystem insgesamt oft riskéieren, déi dote Schoulpopulatioun aus den Aen ze verléieren, och wa se ëmmer erëm Thema ass a Bildungsetüden, och wa mer hei ëmmer erëm driwwer schwätzen, datt awer op ville Plaze sech eigentlech net esou mat där Motivatioun ëm si gekëmmert gëtt, wéi dat eigentlech misst sinn, an datt mer iergendzwoousch och en Affekt doten vum deem, dee riskéiert ze décrochéieren, vun deem, dee vläicht mat engem anere Sproochhannergrond aus anere Schoule kënnt, vun deem Schüler, deen en extrae Besoin huet.

Duerfir ass eng vun de Missiounen vum Mediateur eben och, fir Recommandatiounen un de Ministère respektiv den Observatoire de la qualité scolaire ze riichten. Firwat de Ministère? Ma well dee sécherlech direkt ka kucken: Wou fonctionnéiert de System net? A seng Aufgab, seng ganz natierlech Aufgab ass et, dorobber ze intervenéieren. an den Observatoire de la qualité scolaire huet d'Méiglechkeet, weider méi déif gräifend, och systeemesch Etüden ze maachen, fir ze kucken, ob dat doten éischter e punktuelle Problem ass, ob et e systeemesche Problem ass. Hie kann och Recommandatiounen ausschaffen, wéi d'Politik - d'Politik, de Ministère, awer och eng Chamber - hir Verantwortung an deenen eenzelne Beräicher kann iwwerhuelen.

Ech denken, datt mer hei net aus der Flicht sinn, fir fir déi dote Schoulpopulatioun eng national Politik ze definéieren, e Schoulssystem, eng schoulesch Offer, eng Bildungslandschaft ze offréieren, déi hire Besoinen Rechnung dréit. Et geet hei net drëms, fir iergendeng Ulafstell ze hunn, déi en Alibi ass an eis alleguerten aus der Verantwortung entléisst, eis als Politiker aus der Verantwortung entléisst, de Schoulssystem, de Rescht vum Schoulssystem, aus der Verantwortung entléisst, fir sech doriwwer net méi brauche Gedanken ze maachen a sech net méi op déi dote Besoinen musse auszerichten. Mä et geet eben hei drëm sécherzestellen, datt déi Politik - déi mer ganz oft definéieren, déi kloer geregelt ass - um Terrain och esou ëmgesat gëtt.

A wann hei gesot gëtt: „Dat misst eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn, de Minister an d'Chamber an all déi sinn duerfir zoustänneg!“ Jo, de Minister brauch Akteuren, déi dat doten dann och kënnen assureieren, an de Mediateur wäert ee vun deenen Akteuren do sinn.

Ech bedauern, datt mer hei net eng ganz breet Zoustëmmung hunn. Ech hunn enzel Kritikpunkten héieren. Ech kann déi zum Deel novollzéien an huele se ganz gäre mat. Wa gesot gëtt: „Mir hunn esou vill ënnerschiddlech Akteuren an et weess een net ëmmer, wie fir wat ganz genee zoustänneg ass!“, bei „et weess een net ëmmer“ heescht dat dann net, datt net gewosst ass, wie fir wat zoustänneg ass, mä dann ass dat vläicht net ëmmer fir jiddwereen esou erkenntlech. Fir deen, deen net aus der Educatioun kënnt, fir deen, deen ausserhalb vum System steet, heiansdo och fir deen, dee Responsabilitéit am System dréit, ass dat net ëmmer esou kloer erkenntlech.

Do musse mer elo Efforte maachen, fir méi staark ze kommunikéieren, och hei méi präzis kloerzemaachen: Wéini ginn ech bei de Mediateur? Wéini ginn ech awer och net bei de Mediateur, wat sinn aner Ulafstellen? Ech denken, de Rapporteur ass drop angegangen, datt, wann ech mengen, ech hätt onberechtegterweis eng Retenue kritt oder meng Prüfung wär emol falsch korrigéiert ginn, dann ass de Mediateur net déi éischt Ulafstell. Da ginn ech bei mäin Enseignant. Wann ech do keng Satisfaktioun kréien, da ginn ech bei den Direkter. Dat ass

ganz kloer, datt déi doten Akteuren dann d'Responsabilitéit hunn, fir déi Dossiere seriö kënne ze kucken. Mä et geet hei eben drëms, fir ganz präzis an anere Fäll nach eng Instanz ze hunn, déi ka kucken, fir Léisungen ze fannen. Ech mengen, datt mer dat och musse kloer-maachen. Ech si ganz gär bereet, deen dote Message matzehuelen.

Zu deenen Amendementen, déi d'CSV an der leschter Kommissiounssetzung nach abruucht huet, deelen ech dat, wat hei och zum Deel gesot ginn ass. Jiddwereen huet natierlech d'Recht, sech do begleeden ze looszen, wann e bei de Mediateur geet. Ech denken, datt dat en allgemeng gëltege Rechtsprinzip ass, och hei an deem Kontext, datt dat, wat net verbueden ass, erlaabt ass. A selbstverständlech ka jiddweree sech duerch iergendeen begleede looszen, fir bei de Mediateur ze kommen an do seng Cause kënne ze plädieren. Dat ass kloer.

A mir haten awer Bedenken, d'Regierung wéi och d'Majoritéit an der Kommissioun, fir ze soen, datt de Mediateur, dee jo a ville Fäll awer och eng Mediationsaarbecht muss maachen - dee muss vermëttelen, dee muss Brécke bauen -, sech net kann autosaisieren, also sech selwer engem Dossier kann unhuelen, well dann ass e jo schon eng vun de Parteien. A fir kënne ze vermëttelen, fir déi Brécken do kënne ze bauen, muss hien tëschent de Parteien stoen. Duerfir si mer eben op deen dote Wee gaangen, wéi et d'ailleurs jo och beim Ombudsmann de Fall ass an eigentlech gängeg Praxis ass, wann ee vun enger fachmännischer Mediation doruechter schwätzt.

Ech soen all deene Merci, déi am Laf vun de leschte Wochen derzou bäigedroen hunn - virun allem an der Kommissioun -, datt mer elo op dee Wee hei kënne goen. Ech mengen, mir hate flott Diskussiounen. Et ass finalement jo och en aneren Text derbäi erauskomm, wéi en eigentlech initialement vun der Regierung proposéiert ginn ass, wou mer nach dräi verschidde Mediateuren, all Kéiers ee separat fir all Population vulnérable, proposéiert haten. Mir hunn elo ee Mediateur mat engem Service, dee sech awer deenen dräi Zilgruppen do ganz besonnesch wäert widmen.

Ech denken, datt et eng ganz konstruktiv Aarbecht war, déi mer do gemaach hunn. An ech wënschen natierlech dem zukünftege Mediateur a senger ganzer Equipp ganz vill Erfolleg bei senger Aarbecht, woubäi ech mer géif wënschen, datt en eigentlech keng Aarbecht hätt. Mä datt schéngt mer awer eng Illusioun ze sinn.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7072 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7072 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

32-mol Jo, 3-mol Nee a 25 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7072 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwer, dem Projet de loi 7048, deem neien Naturschutzgesetz. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Henri Kox.

3. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg stëmme mer en neit Naturschutzgesetz, en Naturschutzgesetz, wat déi natierlech Liewensgrundlage vun eisem Land a vun eisen Awunner längerfristeg besser schützen a restauréiere soll, en Naturschutzgesetz, wat och de Mensch schützt duerch proppert Waasser, intakt Biedem a gesond Loft.

Dëst neit Naturschutzgesetz ass eng Leitplank, fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land ze begleeden. Dëst neit Naturschutzgesetz steet fir Präventioun, d'Erhaltung an d'Restauratioun vun ökologesche Systemer, d'Minimierung vum Flächeverbrauch, méi Transparenz an administrativ Vereinfachung a kloer Regeln, méi Matsprooch an Zesummenaarbecht, méi professionell a sénnvoll Kompensatiounsmoosnamen, de Schutz vu gudden landwirtschaftleche Biedem a manner Spekulation op landwirtschaftleche Flächen.

D'Naturschutzgesetz, wat haut hei gestëmmt soll ginn, bréngt also eng Rei Verbesserung vis-à-vis vum Naturschutzgesetz 2004, e Gesetz, wat awer net dat éischt Naturschutzgesetz hei zu Lëtzebuerg war. En éischt Gesetz énnert dem Titel „Loi concernant la conservation de la nature et des ressources naturelles“ gouf 1965 votéiert an 1978 modifizéiert. 1982 gouf dëst modifizéiert Gesetz vun 1965 duerch en neit Naturschutzgesetz ersat an de Begrëff „conservation“ duerch „protection“ ausgetosch. Ab dem Joer 1982 gëtt deemno net vun Erhalen, mä verstärkt vu Schutz geschwat. 2004 gouf eng weider gréisser Reform duerchgefouert, well zwou wichteg Direktive vun 1992 an 1979, déi sougenannten „Directives habitats et oiseaux“ - haut éischer énnert dem Begrëff Natura 2000-Gebidder bekannt -, an d'national Gesetzgebung hu missen émgesat ginn.

D'Natura 2000 ass e Kärstéck vun der europäescher Naturschutzpolitik, fir d'Erhaltung vun der biologescher Villfalt fir déi zukünfteg Generatiounen ze garantéieren. Mat 66 Natura 2000-Gebidder huet Lëtzebuerg säi Soll haut erfüllt. 48 dovou si Schutzgebidder fir d'Liewensraum an 18 dovou sinn als Vullschutzgebidder ausgewisen. An de Joren no 2004 huet nach e puermol un deemem Gesetz missen nogebessert ginn, deels duerch nei national Gesetzgebungen oder duerch d'Obligatioun, EU-Richtlinne besser émssetzen.

Énnert der viregter Regierung gouf dunn 2012 e Gesetzesprojet mat der Nummer 6477 deposéiert, wat d'Gesetz vun 2004 sollt modifizéieren. Duerch den Avis vum Statsrot 2013 wollt déi jëtzege Regierung iwwert de Wee vu Regierungsamendementen d'Gesetzespropos 6477 amendéieren. Schlussendlech gouf awer decidéiert, eng integral Reform vum Gesetz iwwert den Naturschutz duerchzeféieren an eng eege Gesetzespropos énnert der Nummer 7048 nei ze deposéieren.

Dës Neischreiwung huet och zu enger besserer Lieserlechkeet vum Gesetz bäigedroen, wat och vu villen esou erkannt gëtt, a wou awer gekuckt gouf, déi wichteg Artikelen wéi den Artikel 17 och weiderhin als Artikel 17 am neie Gesetz ze beloszen. Ausschlaggebend fir eng integral Reform vum 2004er Gesetz war besonnesch d'Uerteel vun der Cour constitutionnelle an den Avis vum Conseil d'État zum Projet de loi iwwert den Aménagement du territoire betreffend den Droit de propriété, wat jo och zum Réckzuch vun de véier Plan-sectorielle gefouert huet.

Och den neie Plan national concernant la protection de la nature, de sougenannte PNP2,

huet et zwéngend gemaach, eng nei Gesetzespropos ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, firwat brauche mer dann iwwerhaupt en Naturschutzgesetz? Mir hunn dach alles! Eist Land ass dach esou schéin, mat schéine Koppen an Däller, Baachen a Flëss, Bëscher a Wisen. Et ass dach alles gutt, oder? Leider net! Ech wëll hei net den Däiwel un d'Wand molen, mä d'Situatioun an der Natur dobaussen ass schlecht, si ass deels ganz schlecht.

Et ass leider net alles gutt. Ech wëll dofir d'Fakten zum Zoustand an der Natur just un e puer Zuelen illustréieren. D'Datlag iwwert den Zoustand ass an dem virgenannten zweete Plan national concernant la protection de la nature op wëssenschaftlecher Basis beschriwwen. Dësen zweete Plang deckt d'Joren 2017 bis 2012 (veuillez lire: 2021) of a gouf den 13. Januar 2017 am Regierungsrot ugeholl an de 14. Februar d'lescht Joer am Memorial publizéiert.

An deem Dokument féint een d'Stratégie nationale a Saache Biodiversitéit: éischtens d'Objektiver an zweetens d'Mesuren an d'Aktiounen, fir dës Strategie émssetzen. An den Annexen zu dëser Strategie sinn eng Rei Kaarte publizéiert, déi sech och op de Corridor écologique bezéien.

E puer Zuelen a Fakten iwwert den Zoustand vun der Biodiversitéit:

98% vun eise Waasserleef sinn a kengem gudden ökologeschen Zoustand. De chemeschen Zoustand vun de Waasserleef ass néierens gutt.

Lëtzebuerg ass staark fragmentéiert. Et ass souguer dat am stärkste fragmentéierte Land an Europa.

Iwwert de Réckgang vun Insekten gëtt och ausféierlech bericht: Eng Rei Päiperleken, déi eigentlech immens heefeg sollte sinn, hunn déi lescht Jore staark gelidden a si besonnesch um Akerland zrëckgaangen.

Bei den ze schützensden Aarte geet et 60% am Offeland schlecht, kenger geet et u sech gutt.

Eist ökologescht Gläichgewicht ass deemno schwéier a Gefor. Et ass dofir wichteg a richtig gewiescht, fir d'éischt Kéier d'Erhaltung an d'Restauratioun vun ökologesche System an d'Gesetz anzuschreiwien, niewent de besteeenden Zilsetzung wéi dem Schutz vun den natierleche Ressourcen oder d'Wahrung vun den Déieren- a Planzenarten. Dës wichteg Zilsetzung sinn dofir direkt am Ufank vun deemem Gesetz énnert dem Objektiv am Artikel 1 niddergeschriwwen.

Här President, erlaabt mer als Rapporteur just nach e puer perséinlech Gedanken. Wann een d'Kommentar iwwert den Émwelt- a Naturschutz esou liest, esou maachen ech mer richtig Surgen iwwert de Stellewäert an och de Respekt vun eiser Gesellschaft vis-à-vis vun der Biodiversitéit an den natierleche Ressourcen hei am Land.

D'Banalisation vum Biodiversitätsverloscht mécht mer Angscht. Ech kéint och hei d'Weisheit vun de Cree-Indianer zitieren: „Erst wenn der letzte Baum gerodet, der letzte Fluss vergiftet, der letzte Fisch gefangen ist, werdet ihr feststellen, dass man Geld nicht essen kann.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz ass keen Allheilmittel a wäert och Letzte morte bliwen, wa mer et net zesummen am géigesäiteg Respekt uginn. Et ass e weidert wichteg a richteg Puzzlestéck am Émgang mat eisen natierleche Ressourcen. Ech wëll dofir d'Kärestéck vun deemem Gesetz besonnesch ervirsträchen. Dëst Kärestéck ass an der Sektoun 2 énnert den Artikelen 63 bis 65 zrëckzefannen, déi sougenannten „mesures compensatoires“.

Eisen Ökosystem, sief et e Bam oder e Strauch, sprécht den Habitat am Allgemengen, kritt mat deemem Gesetz e Wäert a gëtt iwwer wëssenschaftlech Kritäre mat Ökopunkte versinn, déi och engem monetäre Wäert entsprechen. Dëse System erlaabt et, de Schutz oder déi entsprechend Restauratioun ze moossen an och ze evaluéieren.

Dem Minister erlaabt dës Virgeeënswies, e Projet oder eng Infrastruktur net méi einfach ze refuséieren, mä d'Reduktioun vum Habitat da beschtefalls ze minimiséieren a bei eventueller Zerstückelung vu Biotoper an Habitater dës duerch en transparenten an éffentlechen Kompensatiounssystem ze ersetzen. Dës Kompensatioun geschéien deemno net méi hutt an har an ennerleien net méi der Responsabilitéit vum Promoteur, mä der Responsabilitéit vun der éffentlecher Hand. Fir d'Kompensatioun kënne duerchzeféieren, ginn dofir entsprechend Pools de compensation geschaf, déi als Office de réserves foncières mat engem héijen ökologesche Potenzial fir d'Restauratioun vum Ökosystem gellen.

Ee weidere wichteg Punkt ass en transparente Register, deen dës Kompensatiounsmoosna-

men éischtens festhält an zweetens e Suivi-garantéiert. D'Émsetzung, wéi gesot, ennerläit der éffentlecher Hand a muss am Fall vun enger Kompensatiounssetzung och vum Promoteur bezuelt ginn. Dës Sue gi gebraucht, fir déi entsprechend Terrainen ze kréien, d'Fraise fir d'Planifikatioun, d'Restauratioun an d'Gestioun iwwer 25 Joer ze bezuelen an och ze garantéieren.

Jo, d'Émwelt an d'Natur kritt deemno mat deemem Gesetz e Präis, deen awer net onbedéngt zu Käschtepunkte fir de privaten oder éffentlechen Promoteur beim Bau vun Infrastrukture muss féieren. Et geet drëms, net muttwëlleg e Biotop ze zerstéieren, mä bei optimaler Planifikatioun méiglechst vill vun dëser Strukturelementer, sprécht hei an deemem Fall Ökopunkten, mat ze integréieren.

De Projet zum Beispill vun „Wunne mat der Wooltz“ - dee gouf schon éfters hei ernimmt - weist op, wéi een a Zukunft Hand an Hand ka goen, fir méiglechst vill Elementer kënne dës le départ mat ze berücksichtigen, wat schlussendlech zu der Liewensqualität - eiser Liewensqualität - vun den Awunner wäert bäidroen. Fir dass déi Pools de compensation och sénnvoll ugeluecht ginn, gëtt d'Land a fénnef ökologesche Zonen agedeelt, soudass och garantéiert gëtt, dass am selwechten ökologesche Secteur, wou zerstéiert gëtt, och entsprechend restauréiert gëtt.

D'Angscht vun der Landwirtschaft, dass héichwäerteg Agrarland fir dës Kompensatioun géif geopfert ginn, ass net berechtigt. Dofir gëtt mam Artikel 67 e Comité de gérance an d'Liewe geruff, wou sämtlech Partner, och d'Landwirtschaft, an engem Dësch wäerte sätze mat enner anerem dem Office national du remembrement. Gläichzäitg steet explizit am Gesetz: «de veiller à éviter la réalisation de mesures compensatoires sur des terrains à haute valeur agricole». D'Spekulation op d'Agrarflächen duerch den Opkauf vu Kompensationsflächen duerch Promoteure wäert och heimat ophéieren an ewechfalen.

Niewent deemem Kärestéck wëll ech awer och nach op e puer aner Neierungen an deemem Gesetz agoen, ouni wëllen awer ze vill an den Detail ze goen. Dofir fannt Der déi Detailer och a mengem schrëftlechen Rapport zrëck.

Et gouf eng nei Definitioun vun de Gréngzonen am Artikel 3, genau Regeln, fir an der grénger Zon ze bauen, am Artikel 6. Jo, d'Bauen an der Gréngzon ass weider erlaabt, mä mat ganz transparenten an novollzëbare Kritäre versinn.

Och goufen déi existéierend Konstruktiounen nei geregelt, an dat am Artikel 7. D'Aféierung vun engem «régime d'autorisation pour la destruction de biotopes en dehors de la zone verte»: Wann also eppes zerstéiert gëtt, da gëtt et eng Méiglechkeet, fir eng aner Autorisation trotzdeem ze ginn. D'Reorganisatioun betreffend den Espèces protégées, wat ganz wichteg ass; ech hunn lech d'Zuele virdu genannt. An den Artikelen 35 a 36 geet et em d'Natura 2000-Gebidder. Do gëtt, éischtens, e Plan de gestion des zones Natura 2000 opgestallt an zweetens, ganz wichteg, d'Création de comités de pilotage Natura 2000.

Och hei nach eng Kéier e puer Wieder iwwert déi Natura 2000-Gebidder. Et ass keng Erfassung vu Lëtzebuerg, mä eng wichteg europäesche Verpflichtung, de Schutz vun den Aarten a Liewensraum ze garantéieren. Wichteg ass an Zukunft, dass et eng Obligation de résultat an net méi just eng Obligation de moyen ass an de Schutzzonen Natura 2000, wat sécherlech zu besserer Resultater an dëse Gebidder wäert féieren.

Wat awer gradesou wichteg ass, dat ass, dass an deene Pools de compensation e Comité de pilotage an d'Liewe geruff ginn ass, wou all d'Partner an engem Dësch sätzen a besonnesch och d'Propriétaire vun dësen Terrainen. Den Droit de préemption ass just op Terrainen vun den Zones protégées d'intérêt national limitéiert ginn. Och zu deene vläicht e Wuert: Déi Zone leien haaptsächlech an den Natura 2000-Flächen an et kommen net nach iwwerdrifwe weider Flächen derbäi. D'Kaarten dozou sinn an deem virgenannte PNP2 hant an den Annexen ze fannen.

Énner Regroupement et clarification des dispositions relatives aux autorisations am Chapitre 12 ass alles iwwert d'Autorisationen nach eng Kéier beschriwwen ginn. D'Prozedure gi méi kloer a präzis gemaach, wat sécherlech och zu enger administrativer Vereinfachung wäert féieren. An zum Recours: De Recours en réformation ass an deemem Gesetz ofgeschaaft ginn an duerch e Recours en annulation ersat ginn, well d'Gerichter sech dach relativ schwéiergedoen hu mat dem Recours en réformation.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu den Avisen. Avise krute mer vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre d'Agriculture, dem Syvicol, der Centrale paysanne, dem Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, dem Mouvement écologique an der natur & Umwelt. Fir keen hei wëllen auszeschleissen, hu mer als Kommissioun festgehalten, sämtlech Avisen als parlamentarescht Dokument ze akzeptéieren a se sinn dofir och a mengem schréfftleche Rapport zréckzefannen. Och wann et net üblech ass, denken ech, dass et zum bessere Versteesdemech vun dësem Gesetz bäidreit.

Jo, d'Gesetz geet deem engen net wäit genuch an deem anere leider schonn ze wäit.

Ech mengen, dass ech duerch meng Ausféierungen op déi Haaptkricke vun den eenzelnen Avisen zu dësem Gesetz konnt agoen, ouni awer kënnen ausféierlech ze sinn. Wichteg schéngt et mir awer, nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass dëst Gesetz eng Participatioun vun den Akteure berücksichtegt wéi zum Beispill de Comité de pilotage vun de wichtige Natura 2000-Flächen.

Et ass just e Mateneen, wa mer de Biodiversitätsverloscht wëllen ophalen. Dofir brauche mer niewent dem Stat och d'Gemengen am Boot. Am Artikel 69 ginn dofir d'Gemengen explizit erwähnt, fir hire wichtige Rôle bei de Missiounen, ënner anerem «de promouvoir sur le plan local la protection de la diversité biologique, la conservation et la restauration» an awer och de Rôle bei der «sensibilisation du public en faveur de la protection de la nature».

Zu den Aarbechten an der Kommissioun an dem Avis vum Statsrot: D'Gesetz gouf den 31. August 2016 deposéiert an ech gouf de 15. September 2016 zum Rapporteur bestëmmt. En éischten Avis vum Statsrot koum de 7. November 2017. De Statsrot huet a sengem éischten Avis - jo - 27 Opposition-formellen ausgeschwat. Wichteg ass et awer, hei ze erimmen, dass dës Opposition-formellé sech haaptsächlech op juristesche Onkloerheete baséiert hu respektiv bei der net ganz eenditeger, richteger Transposition vun der Direktiv.

Dës Avisen hunn awer dozou gefouert, e ganz kloere juristesche Gesetzestext haut hei ze kréien, awer déi politesch Orientatioun an och de Wëlle vum Legislatuer gouf dobäi respektéiert. An dat ass och richtig esou.

An net manner wéi aacht Kommissiounssätzungen ass dunn zu den Opposition-formellé Stellung geholl ginn an eng Serie Amendementer, déi an der Sëtzung am 8. Januar (veuillez lire: 3. Januar) ugeholl goufen, dem Statsrot iwwermittelt ginn. Den Avis complémentaire vum Statsrot ass den 20. Februar 2018 komm. An der Kommissiounssëtzung vum 28. Februar gouf dësen Avis analyséiert a mat enger zweeter Serie vun dräi Amendementer reagiert. An darselwechter Reuniooun goufen och 27 Amendementer vun der CSV-Fraktioun analyséiert, wou mer awer och e groussen Deel virdrun an anere Kommissiounen scho beschwat haten. Si goufen an darselwechter Reuniooun awer vun der Majoritéit ofgeleent.

Schlussendlech gouf an der Sëtzung vum 2. Mee den zweeten Avis complémentaire vum Conseil d'Etat vum 30. März analyséiert. De Rapport vun dësem Gesetz gouf an der Sëtzung vum 9. Mee vun de Majoritéitspartei guttgeheescht, mat der Ofleennung vun der CSV-Fraktioun.

Här President, erlaabt mer nach eng Kéier e puer perséinlech Wierder zum Schluss. Ech si richtig houfreg gewiescht, Rapporteur vun dësem wichtige Gesetz gewiescht ze sinn, ee Gesetz, wat hoffentlech am Respekt vun eis all, awer virun allem am Respekt vis-à-vis vun der biologescher Villfalt dobaussen applizéiert gëtt. En Naturschutzgesetz, dat grad eis Biedem soll schützen, fir gesond Liewensmëttel kënnen ze produzéieren, also dach eppes fir d'Landwirtschaft. Schliesslech wëll ech menger eegener Duechter eng nohaltig Zukunft am Wäizerbetrieb hannerloossen.

Ech soen dofir och gare Merci fir déi vill konstruktiv, awer och kontrovers Debatten iwwert déi lescht Méint. Wäit iwwer honnert Amendementer - 104, mat deene vun der CSV-Fraktioun - goufe verfaasst an hunn zu engem beseren a verständleche Gesetz gefouert. Merci u meng Kolleegen aus der Ëmweltkommissioun, der grénger Fraktioun, de Mataarbechter vum Ministère an awer och un d'Sekretärin vun der Ëmweltkommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst neit Naturschutzgesetz ass keen Allheilmittel,

mä et ass e wichteg Puzzlestéck zum Schutz vun eise Liewensgrundlagen. Et ass eng Leitplank, fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land ze begleeden am Respekt vun der Biodiversitéit an den natierleche Ressourcen wéi Buedem, Waasser a Loft. Ech hoffen dofir op eng breet Zoustëmmung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner ass den Här Laurent Zeimet fir d'CSV. Här Zeimet!

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, ech muss den Här Rapporteur leider enttäuschen. Mir stëmmen dëst Gesetz haut net mat. Mir stëmmen dat Gesetz haut net mat, well mer net iwwerzeegt sinn, datt et duerchduecht ass a seng Ziler kann erreechen, well et net wäit genuch geet an der Vereinfachung vun de Prozeduren, well et d'Landwirtschaft net méi staark als Partner behandelt.

Dëst Gesetz net matstëmmen heescht awer net, datt mer net de Constat deelen. De Constat, datt mer en neit Gesetz brauchen, de Constat, datt mer eis Biodiversitéit besser mussen schützen an erhalen. Net matstëmmen heescht och net, datt net gutt Usätz an dësem Projet de loi sinn. Net matstëmmen heescht sécher net, datt mer géint den Naturschutz wieren.

Am mannsten Divergenzen hu mer sécher, wa mer de Constat maachen, datt trotz allen Efforten an de leschte Joren eis Biodiversitéit weider zréckgeangen ass, d'Instrumenter, fir deem entgéintzewierken, wuel net esou wéi gewënscht fonctionnéiert hunn an agesat goufen.

Här President, d'Regierung huet sech Zäit geholl, fir en neien Naturschutzplang auszeschaffen. Zanter leschem Joer läit e vir mat ambiteisen Ziler, déi bis 2020 sollen erreecht ginn. Dësem Plang soll och eng Utilité publique zougueduecht ginn, woubäi mir eis awer froen, ob dat ubruucht ass, vu datt dëse Plang ouni weider Diskussioun an dësem Haus vun der Regierung opgestallt a festgeluecht gouf. Dës Woch geet dann och déi nei Versioun vun de Plan-sectoriellen an d'Prozedur.

A bei aller Diskussioun em de Wuesstum a wéi mer an Zukunft wëllen an dësem Land liewen, stellt sech d'Fro, ob et eng kohärent, ob et och eng integral Approche vun der Regierung gëtt, fir all déi Objektiv, déi se sech setzt, kënnen ze erreechen.

Et soll weider Wunnraum geschaaft ginn, Infrastrukturen mussen ugepasst ginn, et solle weider Betriber sech kënnen néierloossen a sech kënnen weiderentwéckelen. Ech kéint elo op dëser Plaz op d'Juggurtsfabrik agoen, mä ech klameren dat emol aus. Niewent all dësem Wuesstum an dëser Entwécklung soll awer och d'Biodiversitéit erhalen an erëm verbessert ginn. D'Biodiversitéit, déi an de leschte 40 Joer schwéier gelidden huet an net zulescht wéinst dem Wuesstum a wéinst der Urbaniséierung, déi eng Konsequenz vun dësem Wuesstum ass.

Mam Naturschutzgesetz soll sech en Instrument gi ginn, fir eis och eng Entwécklung ze erméiglechen am Aklang an am Respekt mat eiser Ëmwelt. Mä ouni weider Agréffer wäerte mer eng Entwécklung net hikréien. Mä mir wëssen, eis Liewensqualität an eise Liewensraum kann net weider op d'Käschte vun der Biodiversitéit geschéien, well d'Biodiversitéit d'Grundlag vun eisem Liewen ass. Vermeiden, limitéieren a kompenséieren sinn dofir d'Virgab, fir Agréffer vun eiser Liewensweis an d'Natur an Aklang mat eiser Ëmwelt ze bréngen.

An de leschte Joren ass mat net wéineg Opwand e Biotopkader erstallt ginn. Dëst Instrument hätt an eisen Aen och eng legal Basis verdéngt. Sécher, d'Evolutioun léisst sech net duerch e Gesetz festschreiwen. Mä et wier am Sënn vun der Transparenz gewiescht, dësen Istzoustand och am Naturschutzgesetz ze verankeren, besonnesch well sech dorop duerno soll beruff ginn, fir Decisiounen ze huelen. An Naturschutz brauch Akzeptanz. A wann et en objektiv, wann et en novollzéibart Instrument gëtt, firwat dann net och dozou stoen?

De Problem vun staatlechen Naturschutz ass jo grad deen, datt e bei villen Akteuren an net zulescht bei de Baueren dacks zimlech arbiträr eriwwekënt. Wat fir eng Biotope firwat solle geschützt ginn, doriwwer muss informéiert ginn, fir datt et novollzéibart akzeptéiert ass.

De Marco Schank hat eng méi subsidiäresch Approche a sengem Text, dee jo och de Virleefer vun dësem Text ass. E wollt och de Rôle vun de Gemengen am Naturschutz stäerken. D'Gemenge kréien zwar am Gesetz weiderhi Missiounen am Naturschutz zouerkannt, Missiounen, déi se och am Kader vu Syndikater

kënnen erfëllen, mä de Syvicol huet drop higewisen, datt et och keen Zwang zum Syndikat dierf ginn, esou wéi et am Naturschutzplang virgesinn ass, an datt mat neie Missiounen natierlech och déi entsprechend finanziell Mëttel mussen bereitgestallt ginn, fir datt d'Gemengen déi Missiounen och kënnen garantéieren.

Vill Gemengen a Syndikater setze sech haut scho fir den Naturschutz an, leeschte Pionéier an Iwwerzeegungsarbecht. Mä wéi schwéier Biodiversitéitsprogrammer ze vermittelte sinn, dierfte munch Gemengevertrieder aus der Erfahrung wëssen, wa se an hirem Gemeng op méi eng naturno Fleeg vun hiren Anlage setzen an op den Asaz vu Pestizide verzichten.

Här President, dëse Projet de loi baséiert op engem Text, wéi gesot, dee vum Marco Schank deposéiert gouf. Mir sti weider hannert der Grondiddi vun den Ökopunkten an de Kompenséierungsflächen. Flächen, déi nei erschloss ginn, wou mer der Fauna an der Flora Liewensraum huelen, sollen a mussen kompenséiert ginn. Mam Punktesystem kréie mer méi Kloerheet. Et weess een, wat ze maachen ass. Mat engem Pool vu Fläche weess een och, wou an ob déi Kompenséierung herno och virgeholl gouf.

Mir fannen et dofir richtig, datt dës Flächerserve sollen a staatlecher Hand, an öffentlecher Hand bleiwen. Datt mer och am Prinzip solle kompenséieren, wou mer zerstéieren, hale mer och fir richtig. D'Éislek an d'Musel, de ländleche Raum soll net eleng en Naturpark sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Mä d'Konzentratioun an de Ballungsgebieder muss och eng flexibel a machbar Kompenséierung méiglech maachen, ouni den Drock op d'Terraine weider ze erhéien. Dofir stellt sech d'Fro, ob e Flächenverbrauch ka reduzéiert ginn, wann ee géif op alternativ Kompenséierungen zréckgräifen. An d'Martine Hansen wäert op dëse Punkt zréckkommen.

Här President, wou mer awer méi eng nuancéiert Approche hunn, ass bei der Kompenséierung innerhalb vum Bauperimeter. Mir sinn der Opfaassung, datt op Flächen, déi u sech fir eng direkt Bebauung am Perimeter ausgewise sinn, keng Kompenséierung soll gefuerdert ginn. Flächen, déi fir eng Bebauung mat engem PAP virgesi sinn, solle bebaubar sinn a Projekte sollen net duerch weider Ëmweltoplagen hypothekeiert ginn. Déi Zäit, wou esou Flächen am Perimeter net bebaut ginn, soll d'Natur sech kënnen entfalten. Natur op Zäit, wéi och vum Mouvement écologique proposéiert, schéngt eis méi eng sännvoll Approche ze sinn, wéi wann d'Proprietären hignn a präventiv alles ewechméien, fir datt nëmme net e Biotop soll op hirem Terrain entstoen.

Här President, eenewee stellt sech elo d'Fro, ob den Ëmweltministère iwwerhaapt nach kann am Perimeter matschwätzen. Dës Fro stellt sech op d'mannst no engem Uerteel vun der Cour administrative vum 3. Mee 2018. An dësem Arrêt geet et em eng Fro iwwer e Klassement vun engem Terrain am neie PAG vun der Gemeng Käerjeng. An dësem Arrêt mécht d'Cour d'Ausso, datt sech dem Ëmweltminister seng Kompetenz u sech op d'Zone verte beschränkt. An d'Cour limitéiert och d'Necessitéit vun der SUP, vun der strategescher Ëmweltpräiwung am Kader vun engem PAG.

Ech ginn elo emol dovun aus, datt den Här Statssekretär dëst Uerteel kennt. An eis géif interesséieren, wat seng Lektür vun dësem Arrêt ass. Wéi verhält et sech zum Beispill mat de Servituten, déi elo vu Gemenge fir den Naturschutz sollen op Terraine geluecht ginn, déi am Perimeter leien?

A wat implizéiert dëst Uerteel, net nëmme par rapport zu dësem Projet de loi, mä och en vue vun de PAG-Prozeduren, déi am Abléck lafen oder lancéiert ginn? Wier et net ubruucht, datt och eng Interpretatioun vun dësem Uerteel géif de Gemenge matgedeelt ginn an datt mer eis an engem Commission jointe vun der Interieurs- an der Ëmweltkommissioun géifen domadder auserneesetzen? Well dëst Uerteel, esou schéngt et eis, dréit awer weider zur Konfusioun an zur Onsicherheit bäi. An et confirméiert eis an eiser Konklusioun, wat d'Gesetzgebung iwwert den Aménagement communal ugeet.

Mir sinn zur Konklusioun komm, datt et besser wier am Sënn vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren, awer och am Sënn vun enger praxisnoer Handhabung vun den Texter, alles, wat den Aménagement communal an d'Bauen ugeet, an engem Text ze regruppéieren.

An domat ënnerscheet eis Approche sech fundamental vun der Approche vun der Regierung. Haut hu mer Virschreften zum Bebauungsplang an de PAPen am Gesetz iwwert den Aménagement communal. Mir hunn natierlech och déi verschidde kommunal Bauvir-

schreften. D'Bauen an der Gréngzon regelen mer mam Naturschutzgesetz an d'SUPen och. A fir et méi einfach ze maachen, loosse mer parallel verschidde Prozeduren mat verschidde Delaie lafen a loossen esou net wéineg Interpretatiounsspillraum a stellen eis selwer Fale fir Formfeeler op.

Här President, jo, dës Kritik betrëfft och Texter, déi vun der CSV gedroe goufen, mä mir maache Politik, fir Gesetzter ze verbesseren an net, fir recht ze behalen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Mir sinn dofir zur Konklusioun komm, datt et sännvoll wier, all d'Prozeduren vum PAG iwwer PAP a Baugeneemegung an och d'Bauen an der Gréngzon an engem Text zesammenzefaassen, eng Konklusioun, déi och vum Syvicol a vum Statsrot gedeelt gëtt. Dofir bräichte mer eng fundamental Reform vum Gesetz iwwert den Aménagement communal am Sënn vun enger Vereinfachung an Acceleratioun vun de Prozeduren.

Well Prozeduren si jo net geduecht, fir méiglechst vill Fale fir Formfeeler opzustellen, a komplizéiert Prozeduren si virun allem keen Ausdrock vun enger lieweger Biergerbedelegung. Laang a komplizéiert Prozeduren schafe kee Wunnraum a se schützen och keng Biodiversitéit. Komplizéiert Prozeduren suerge just derfir, datt alles laang dauert, näischt virugeet an alles méi deier gëtt.

D'Argument géint esou eng Reform ka jo net sinn, well et verschidde Ministere mat verschidde Kompetenze gëtt, bräichte mer och verschidde Texter. Well Kompetenze kënnen och an engem Gesetz festgeluecht an openeen ofgestëmmt ginn. D'Viraussetzung dofir ass natierlech, datt et keen Denken a Festung gëtt, mä gemeinsam Objektiv an eng kohärent Approche, wou mer kloer Regeln hunn. A wann déi kommunal Servicer gutt opgestallt sinn, da schwätzt an eisen Aen näischt dergéint, datt d'Baugeneemegung an enger Gréngzon och ka vun engem Buergermeeschter ausgestallt ginn.

Ech verheemlechen net, datt esou eng Kompetenzivverderung méi einfach ze realiséieren ass, wa mer manner Gemenge mat méi Kompetenzen hunn. An dat gesi mer net eleng esou. „Der aktuelle Stand vun immer noch 102 Gemeinden ist schwierig für eine gewissenhafte Landesplanung. Daher machen Fusionen vor allem bei den kleineren Gemeinden Sinn“, schreibt d'natur & Umwelt an hirem Forderungskatalog fir d'Chamberwahlen.

Gutt opgestallte Gemenge sinn eng Viraussetzung och fir eng kohärent Landesplanung am Sënn vun enger besserer Flächennützung. An dofir brauche mer eng fundamental Reform. An dofir geet eis dat, wat an dësem Text virgesinn ass, net wäit genuch.

Här President, och wann eis dësen Text net wäit genuch geet, hu mer awer probéiert, op d'mannst nach an eisen Ae Verbesserungen a Vereinfachungen duerchzekréien. Mir hunn eng Rei Amendementer proposéiert, besonnesch wat d'Bauen an der Gréngzon ugeet. Hei huet et eis virun allem iwwerdrivwe geschéngt, datt och fir déi klengsten Transformatioun vu besteende Gebaier eng Autorisatioun beim Minister muss ugefrot ginn. An et dierf ee jo net vergiessen, datt a ville Gemengen och nach eng Autorisatioun vun dem Buergermeeschter néideg ass.

Mir begrëssen am Prinzip, datt Kloerheet soll geschaaft ginn. A mir sinn och am Prinzip der Meinung, datt an der Gréngzon - am Prinzip - net soll gebaut ginn, mä déi gewielten Approche ass eis ze restriktiv a virun allem net am Sënn vun enger Vereinfachung. Mir hätten eis méi Flexibilitéit am Sënn vun enger moderner Landwirtschaft gewënscht. A well och nach déi entscheidend Reglementer gefeelt hunn, war et schwéier nozevollzéien, wéi dës Texter sech herno an der Praxis wäerten auswierken.

A mir waren eigentlech och iwwerrascht, datt mer bei dëse Propose keng Ennerstëtzung, op d'mannst vun der liberaler Bänk, kruten. Well wat hu mer net alles héiere vun de Kongresser an de leschte Wochen: vu gréngem Reglementierungswahn a Fliedermais, déi méi wichtig wiere wéi Menschen. Jo, mä wann et dann awer konkret gëtt, da gëtt et ganz roueg vun der liberaler Bänk, wa kee Mikro a keng Kamera do ass. Mä d'DP ass jo elo d'Partei vum „an“ an dofir wahrscheinlech dann och elo vum Mensch „an“ vun der Fliedermaus.

Här President, de Conseil d'État hat en zimlech strengt Uerteel iwwert déi Versioun gefallt, déi d'Regierung an d'Prozedur ginn huet. Eleng 27 Oppositionsformelles waren aus dem Wee ze raumen. D'Kommissioun huet an engem ganz strammen Tempo den éischten Avis vum Statsrot verschafft an en passant déi aner Avise gesträift. A mir waren, Här President, iwwert dësen Tempo net besonnesch begeeschtert. Eng schnell legislativ Aarbecht ass net ëmmer e



Garant fir e gudden Text, dee sech herno an der Praxis soll bewären.

A just als Illustratioun ee Beispill, wat eis markéiert huet. Den Artikel 7 (1) seet: «Lorsqu'une construction existante située dans la zone verte compromet le caractère d'un site, le ministre peut ordonner que son aspect extérieur soit modifié de façon qu'elle s'harmonise avec le milieu environnant.» Do hu mer eis dann d'Fro gestallt, wéi dat an der Praxis wär, wann de Minister dann iwwer Land fiert an iergendeng Scheier gesäit, déi em net gefält, datt en dann ordonnéiert, datt déi Scheier misst en aneren Aspect kréien.

Dësen Artikel steet och haut schonns am Gesetz dran. Dat hu mer an der Kommissioun diskutéiert. Mir hunn eis gefrot, ob et géif Sënn maachen, esou eng awer willkürlech Dispositioun bäizebehalen. An op Nofro an der Kommissioun gouf eis dunn och gesot, datt deen Artikel souwisou nach ni applizéiert gouf.

Wat kann een elo do als Konklusioun zéien? Mir hätten dësen Artikel gestrich, esou zweedéiteng wéi e formuléiert ass, wann en eeneweue net gebraucht gëtt, mä d'Majoritéit war awer der Opfaassung, e soll stoe bleiwen. „Man weiß ja nie, wozu man ihn gebrauchen kann.“

A mir haten als CSV nach eng ganz Rei vun aneren Amendementen proposéiert, 27 am Ganzen, vun deene keent de Wee an de Schlusstext fonnt huet. Emol net eis Propos, fir d'Recht vun de Bierger bäizebehalen, e Recours en réformation vun Decisiounen virun de Verwaltungsgerichter kënnen ze maachen, gouf zréckbehalen. Eng Decisioun, déi och de Statsrot net konnt novollzéien, firwat dëse Recours soll ofgeschafft ginn.

Här President, dësen Text misst méi wäit an der Vereinfachung goen. An esou, wéi e virläit, si mir der Meenung, bréngt en och net méi Rechtssécherheet. Meng Kolleegein Martine Hansen wäert nach op weider Punkten agoen, déi eise Vott vun haut wäerten erklären.

Ech soen dem Här Rapporteur Merci an lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen fir d'LSAP.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi ganz ausféierleche mëndlechen an och schrëftleche Rapport zu engem Gesetzesprojekt, deen eigentlech méi eng grouss Envergure kritt huet, wéi ursprénglech ugeduecht.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Am Koalitionsaccord war eigentlech just virgesinn, de Gesetzesprojekt 6477, dee jo scho virulouch, op engem konkrete Punkt ze iwwerschaffen, an zwar um Punkt vun den Terraine fir d'Kompensatiounen. Et goug virun allem drëms, e staatleche Flächepool ze schafen a kloer Regeln opzestellen, fir deen dann och ze verwalten.

Dat ass och ëmmer nach dee Punkt, dee fir d'LSAP am wichtigsten ass, soudass ech och als Alleréischt emol dorobber wéilt agoen.

De Kompensatiounssystem, wéi e bis elo besteet, ass a villen Hësiichten natierlech net zerfriddestellend. Fir d'Promoteure war et an der Vergaangenheet oft ganz schwéier, géeeegent Kompensatiounsflechen ze fannen. An d'Resultat ass, dass si zum Deel massiv Terraine opkaaft hunn als Reserv, fir bei den zukünftege Projeten eben net blockéiert ze sinn. Meeschtens hu se déi Terraine natierlech och bei de Baueren ofkaaft.

D'Baueren, déi bekloe sech zu Recht, dass de Wuesstum mat sech bréngt, dass ëmmer méi landwirtschaftlech genotzte Fläche fir aner Zwecker opkaaft ginn. Terraine, déi d'Grundlag vun hirem Beruff duerstellen, ginn ëmmer manner. Fir d'Baueren ass et immens schwéier, un Terraine ze kommen, wa si hir Aktivitéite wëllen ausbauen, well dës Terraine net zum Präis vun enger Wiss oder engem Feld verkaaft ginn, mä d'Promoteuren an enger Stee de Präis op dat Villfach vun hirem Wäert an d'Luucht dreiwien.

Domat geet natierlech erëm de Präis vum Projet an d'Luucht, wat am Fall vum Wunnensbau d'Situatioun vun de Logementspräisser net verbessert. Dat alles ass nëmmen ze rechtfertegen, wann déi Kompensatiounen eng reell Plus-value fir den Naturschutz an och d'Erhale vun der Biodiversitéit bedeiten. Et schéngt awer esou, wéi wann d'Ëmsetzung vun deene Kompensatiounsmesuren net ëmmer optimal verlaf wier, soudass ënnert dem Stréch e groussen an och en deieren Opwand gedriwwen gëtt fir e ganz mässegt Resultat.

Wann d'Gesetz, wat mir elo haut stëmmen, bis a Kraaft ass, hëlt de Stat d'Kompensatiounsmesur selwer an d'Hand a kann esou garantéieren,

dass d'Qualitéit vun deene Projete stëmmt. Wann de System mat den Ökopunkte richteg funktionnéiert, da gëtt dat och fir d'Promoteuren e grouse Schratt no vir. Wann et geléngt, dee System esou transparent ze maachen, dass ee quasi mat engem entsprecheende Computerprogramm selwer ausrechnen kann, wéi de Géigewäert vum Schued ass, deen de Projet vum Ëmweltaspekt hier mécht, an och d'Facteure kennt, déi dobäi agerechent ginn, da kann e Projet vu vieren an esou geplangt ginn, dass den Impakt méiglechst kleng ass.

Et gëtt jo och baulech Mesuren, déi och am urbanistesche Raum eng Opwärtung fir d'Natur bedeiten. Mat engem transparenten Ökopunktesystem kann een och relativ liicht ofschätzen, ob esou zousätzlech Mesuren ënnert dem Stréch net méi bëlleg si wéi d'Kompensatiounsmesuren, fir déi een dann och muss bezuelen.

Dat gëllt natierlech net nëmme fir Privatprojeten. Dat gëllt och fir dem Stat an der Gemeng hir Projeten. Wann zum Beispill e Contournement duerch en Natura 2000-Gebitt gebaut gëtt, dann hängt do e Präisschëld mat drun a Form vun Ökopunkten, dat den Ëmweltschued an och déi néideg Kompensatiounsmesurë beziffert.

Bei all technescher an och baulecher Mesure, déi den Impakt reduzéiert, huet een esou eng chiffréiert Informatioun doriwwer, wéi staark den Ëmweltschued doduerch limitéiert gëtt. D'Verhältnisméissegkeet vun enger Mesure léisst sech esou evaluéieren an d'Prioritéite kënnen méi effizient gesat ginn. Wann et eis schwéierfällt, de Wäert vun der Biodiversitéit ze schätzen, fällt et eis vläicht méi liicht, de Präis dovunner wouzerhuelen.

An der Budgetkontrollkommissioun ass d'Chamber jo och haut gewuer ginn, dass d'Käschte vum Projet vun der Transversale vu Clierf sech verdeubele wäerten, zum engen, well jo zousätzlech Stabiliséierungsmaassname mussen virgeholl ginn an och soss nach Terraine mussen bäikaaft ginn, mä awer och, well nach méi muss kompenséiert ginn, wéi ufanks geduecht.

Dëst kéint eigentlech och hei als gutt Beispill déngen, wéi de System vun den Ökopunkten eng effizient Roll ka spillen, well een dës Zort vu Käschte jo da vu vira matrechnen kann.

Och fir d'Chamber kann en Ökopunktesystem e ganz gutt Instrument sinn. Wann et e Regëster gëtt vun de verfügbare Flächen am Kompensatiounspool a mer eisen Accord de principe zu de grands Projets d'infrastructure solle ginn, wier et och eng grouss Hëllef, wa mer esou fréi wéi méiglech wësst, wéi vill Ökopunkten all eenzelne Projet kascht. Mir kéinten dann net nëmmen eise monetäre Budget, mä och den Ökopunktbudget mat berücksichtigen, wa mer Prioritéite bei der Realisatioun vu Projete setzen.

Et bleift awer elo ofzewarten, ob den Ökopunktesystem, wéi en elo virgesinn ass, och tatsächlech esou transparent ass. Et bleift jo awer e komplexe Mechanismus, wou een an der Praxis kucken muss, ob d'Resultater vun deenen Evaluatiounen ëmmer vergläichbar an och novollzéierbar sinn. Vu dass et sech dobäi ëm e Règlement grand-ducal handelt, léisst dat sech jo och relativ gutt adaptéieren, falls d'Erfaahrung géif weisen, dass et Onkloerheete gëtt.

De Prinzip vum Punktesystem ass op alle Fall daitlech besser wéi dat, wat mer elo hunn. Et ass en echte Virdeel, dass de Flächepool an effentlecher Hand geréiert gëtt. Mir begrëssen et, dass d'Gemengen an deem Kontext och weiderhin eng Roll kënnen spillen. Wa si selwer Reservene ugeluecht hunn, da kënnen se op hiren Terraine Kompensatiounsmesuren huelen. Si kënnen awer och jidderzäit op de Flächepool vum Stat zréckgräifen, wa se selwer kee géeeegenten Terrain hunn.

D'Veantwortung, wat fir en Terrain fir Kompensatiounsmesuren opkaaft gëtt, déi läit an Zukunft och beim Stat. Mir begrëssen, dass am neien Naturschutzgesetz ausdrécklech festgehale gëtt, dass Kompensatiounsmesuren net op qualitativ héichwäerteg Biedem stattfanne wäerten, déi fir d'landwirtschaftlech Produktioun esou wichtig sinn. Et wier en totale Widersproch mam Buedenschutzgesetz, wat rezent deponéiert gouf, wa wäertvoll Kulturflächen duerch Kompensatiounsmesurë geëenzert ginn.

En zweete wichtige Punkt ass de Biotopschutz. Mä éier ech elo awer am Detail heirobber zréckginn, wéilt ech op dëser Plaz och soen, dass d'LSAP sech ganz kloer zu engem Biodiversitéitspakt mat de Gemenge bekennt.

Dëst gesot, wéilt ech awer am Kontext vum Biotopschutz op de faméisen Artikel 17 zréckkommen. Dee suergt jo schonn zanter Jore fir kontrovers Diskussiounen a rezent nach fir en Uerteel, wou d'Ëmweltverwaltung net recht kritt huet. De Problem ass och net einfach ze

léisen, well hei ënnerschiddlech Interessen openeestoussen, déi vu Fall zu Fall kënnen änneren.

D'Naturschutzgesetz, wéi et elo virläit, zesumme mam Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Biotopen, ass méi präzis wéi den entsprecheenden Artikel am haitege Gesetz, mä de Grondproblem, dee mer haut hunn, dee bleift awer bestoen. Dat betrëfft virun allem déi Biotopen, déi net an enger Schutzzone leien, mä kënnen an enger Industriezone oder soss an engem Bauperimeter leien. D'Gesetz gëtt keng Äntwert dorop, wéi genau d'Qualitéit vun engem Biotop evaluéiert gëtt an ab wéini muss geschützt respektiv muss kompenséiert ginn.

De Biotopkader, dee baséiert zwar op enger kloer Method an engem Leitfaden, dee festleert, ab wéi enger Gréisst oder Unzuel vu Beem e Biotop vu Bedeitung ass, mä dës Dokumenter, déi hu leider keng legal Valeur. Et si just verwaltungsimtern Orientierungshëlfe. A wéi mer beim rezenten Uerteel gesinn hunn, bitt dat net déi néideg Rechtssécherheet.

Dat kann ee bedauern, mä et muss een d'Saach och aus der Vue vun engem Propriétaire kucken, deen e Projet wëllt realiséieren.

Eis ganz Landesplanung, PAgen, PAPen an och soss Bautereglementer, d'Quelleschutzzone, d'Naturschutzzone an esou weider hunn ee wichtige Zweck: Et soll een op ee Bléck kënnen erausfannen, wat ee konkret op engem präzis Terrain ka realiséieren a wat net. Wann een innerhalb vum Bauperimeter op enger bebaubarer Zell Pläng huet, déi all d'Baunormen anhalen, misst ee genauso mat kalkuléieren kënnen, ob op dëser Parzell och nach e schützenswäerte Biotop ass oder net.

D'Lëscht vun de Planzen, vun den Déieren oder aneren Elementer, déi e Biotop kënnen ausmaachen, ass laang, mä just a Kombinatioun mam Leitfaden kann dee Beträffenen theoretisch erausfannen, ob en eng Autorisatioun beim Ministère ufroe muss oder net. A vu dass de Leitfaden keng legal Basis huet, misst de Propriétaire am Fong all Kéiers eng opwendeg Etüd maache loossen, wann en och nëmmen e gréissere Pull op sengem Terrain huet.

Ech soen dat elo net, well ech dat Ganzt an d'Lächerlech wëll zéien oder der Ëmweltverwaltung e Virwurf wéilt maachen. Et geet mer drëm ze weisen, dass déi Ëmsetzung vum Artikel 17 fir de grand Public an zum Deel awer och fir déi Professionell net ganz transparent ass. Och fir en einfache Bierger ass et mëttlerweil zimlech einfach erauszefannen, wéi héich dass en op sengem Terrain dierf bauen, wéi wäit dass e vum Nopergründstéck muss ewech bleiwen, mä fir awer elo konkret erauszefannen, wat e schützenswäerte Biotop ass a wat net, dat ass guer net esou einfach.

An am Resultat féiert dat derzou, dass munch Decisioun, fir esou e Biotop ze schützen, beim Propriétaire als ganz schlecht Iwwerraschung kann eriwuerkommen. Déi Iwwerraschung, déi eigentlech herno Zäit kascht, déi Sue kascht an déi natierlech och vill lenger mat sech bréngt.

Esou Decisiounen ginn dann och oft als willkürlech an onverhältnisméisseg empfongen. Et wier der Saach wierkelech gedéngt, wann een do méi Transparenz kéint kréien. Dofir: De Biotopkader ass eng gutt Saach, nach muss e juristisch awer och op feste Féiss stoen.

Derbäi kennt nach en anere Problem, deen net nëmmen zu Ongonschte vun de Propriétaires, mä och vun der Verwaltung spille kann. D'Natur verännert sech permanent an d'Déiere fannen ëmmer erëm nei Nischen. Eis schéi Pläng an och eis schéin Zonen, déi spillen dobäi keng Roll. Eng nei Industriezone, déi de Liwensraum vun engem Typ vun Déieren zerstéiert, ka méi spët eng ideal Nisch duerstelle fir aner Planzen an Déieren. E Stéck Terrain, dat géeeegent ass fir e bestëmmte Bauprojet an dat broochläit während de ganze Geneemegungsprozeduren, kann um Enn op eemol e Biotop sinn, wann de Bauhär ufänke wëllt mat bauen.

En Agrëff an d'Natur, dee fir eng Rei vun Aarten existenzbedroend ass, kann awer erëm eng Chance si fir anerer. Wann een an deem Kontext eng Lëscht vu Gebidder an Aarten huet, déi méi staark bedrot sinn an domat méi schützenswäert si wéi anerer, muss een och permanent iwwerpräieren, wéi bekannt oder nei Biotoper evolüieren. E Plang, deen iwwer Jore gutt ass a jidderzäit als Basis fir Geneemegung kann déngen, ass esou kaum méiglech.

Et gëtt deemno en Interessenskonflikt tëschent eise Bedierfnis no Planungsécherheet an dem evolutive Charakter vun de Biotopen. Grad am Bauperimeter muss een hei mat Aemooss virgoen. Wann ee sech am Geoportail sämtlech Schutzgebidder a Biotoper uweise léisst, da gesäit een, dass ausserhalb vum Bauperimeter e ganz groussen Deel vu Flächen an iergendenger Form geschützt ass.

Et ass och ganz richtig, dass bei der Ausdehnung vum Bauperimeter an d'Gréngzonen eng ganz seriö Etüd gemaach gëtt, awéifern dës Erweiterung och en Impakt op d'Ëmwelt huet, mä an deenen Zonen, déi ausdrécklech virgesi sinn, fir ze bauen, kann et net sinn, dass andauernd erëm eng Kéier nei Oplage gemaach ginn. Wa mer wëllen an den Entwicklungszentren wuessen, wa mer wëlle schnellen neie Wuesstum schafen, Baulücke fëllen an och urbaniséiert Raim verdichten, da mussen déi Regelen vu vira kloer sinn, fir dass déi Geneemegungsprozeduren och esou kuerz wéi méiglech sinn!

Fir de Propriétaire ass et jo och eng Fro vu Suen. Wien en Terrain keeft, fir en Haus ze bauen, wëllt natierlech och virdu wëssen, wat e kann do bauen a mat wéi engen Oplagen, well aneschtens kann e jo och säi Budget guer net richtig ausschaffen.

Ausserhalb vum Bauperimeter sinn et am Allgemengen d'Baueren, déi och am stärkste betraff sinn, wann nei Schutzgebidder ausgewise ginn. Si bekloe sech scho ganz laang driwwer, dass den Undeel vun den Agrarflächen, déi an enger Schutzzone leien an domat nei Oplage verbonne sinn, ëmmer méi an d'Luucht geet. Vill vun hinne gesinn den Ëmweltschutz als eng Contrainte, déi hir Produktivitéit reduzéiert an enger Situatioun, wou se souwisou schonn zum Deel hir Produkter ënnert dem Gesteungspräis musse verkafen.

Eng méi nohalteg Landwirtschaft, déi kompatibel ass mat eisen Ëmweltziler, muss awer net onbedéngt manner produktiv sinn. Et geet just net vum selwen. Wann d'Regierung wierkelech wëllt, dass d'Landwirtschaft sech iwwert déi nächst Jorzéngten net nëmmen e bësselchen upasst, mä carrement ëmstellt, da muss mer eis mat ganz anere Moyene wéi bis elo opstellen!

Et geet net duer mat Subside während de Joren, an deenen de Betrib sech ëmstellt. De Volet Recherche an och d'Formatioun mussen massiv ausgebaut ginn, fir Lösungen ze fannen, déi souwuel e valabele Rendement bidden, wat d'Liewensmittelproduktioun ugeet, gläichzäitig awer och e positive Bäitrag zum Ëmwelt- a Klimaschutz leeschten a virun allem d'Produktionskäschten op engem vertriehbaren Niveau halen.

Et geet dobäi och ëm de mënschleche Facteur. Och d'Bauere brauchen Unerkennung a Wäertschätzung fir hir Aarbecht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Oft sti si einfach nëmmen an der Kritik, ouni dass hir Situatioun berücksichtig gëtt. Et ass richtig, dass d'Landwirtschaft Energie a Waasser verbraucht, dass se mat hiren Emissiounen d'Loftqualität verschlechtert an och de Gebrauch vu Pestiziden an Dünger en negativen Impakt op hir Ëmwelt huet; oder op d'Ëmwelt am grouse Ganzen, net nëmmen „hir“.

An där Hësiicht si se mat äänleche Problemer konfrontéiert wéi all anere produktive Wirtschaftszweig. Den Ennerscheid ass awer, dass grouss Industriegebidder meeschtens kéinten hiren Ëmweltbilan verbessern, wa se op en Deel vun hirem Profit géife verzichten. Vill Bauere sinn dogéint elo schonn am Defizit.

De Ball läit also ganz kloer beim Stat, fir zesumme mat de Baueren d'landwirtschaftlech Praxis esou ze verännern, dass se d'Ziler vum Klima- an Naturschutz och esou ënnerstëtzen.

D'Naturschutzgesetz kann dës Froen natierlech eleng net beantwerten. Et kann de Baueren awer punktuell entgéintkommen. Dat geschitt an dësem Gesetz zum Beispill am Fall vun den Aussiedlerhäff. Et war bis elo ëmmer erëm eng hoereg Diskussioun, wann de Bauer wollt aus dem Duerf eraus. Dat gëtt elo méi einfach. Et ass nun emol eng Tatsaach, dass vill Leit frou sinn, fir am ländleche Raum ze liewen, mä hir Toleranz fir de Bauer am Duerf, déi hält sech natierlech a Grenzen.

An dat gëtt mat dësem Gesetz unerkannt, soudass ënner bestëmmte Bedéngungen en Aussiedlerhaff och ka gebaut ginn, ouni jorelaangt Hin an Hier. Allerdéngs gëtt et kloer Virbedéngungen an et kann een och net esou grouss an esou vill bauen, wéi ee wëllt a wéi ee Loscht huet. D'Regelen, déi hei opgestallt goufen, schéngen eis och e vernünftege Kompromiss ze sinn, dee béid Säite misst zefriddestellen.

De Gesetzesprojekt gesäit och nach eng Rei aner Verännerunge vir, déi virun allem fir eng besser Liesbarkeet suerge sollen a verschidden Aspekter präziséieren. De Rapporteur ass do am De-

tail drop agaanen, soudass ech dat och net op dëser Plaz wëllt widerhuelen.

Eng Ännerung wëllt ech awer ervirhiewen, well se sécher eng Erliichterung bréngt. An déi be-
trëfft den Denkmalschutz. Insgesamt ginn
d'Bestëmmungen, wat besteeënd Gebaier an
der Gréngzon betrëfft, licht adaptéiert, wou-
mat d'Regelen och méi kloer dierfte ginn. Virun
allem gëtt ausdrécklech festgehale, dass et
eng Ausnam bei de Geneemegung gëtt fir
denkmalgeschützte Gebaier an der Gréngzon.
D'LSAP begréisst dat, well et hei, äänlech wéi
bei den Aussidlerhäff, oft endlos Diskussioun
gouf.

Als Konkusioun hält d'LSAP zréck, dass dat neit
Naturschutzgesetz eng Rei Neierunge bréngt,
déi et méi einfach dierfte maachen, Interes-
senkonflikter tschént Naturschutz an neie
Projeten ze geréieren. Dat gëllt un éischer Stell
fir de System vun den Ökopunkte fir d'Kom-
pensatiounsmesuren, mä wéi gutt dass dat elo
an der Praxis fonctionnéiert, dat bleift ofze-
waarden. Villes hänkt vun den neie groussher-
zogleche Reglementer of, déi nach um Gesetz
drinhänken, a virun allem och un der Interpre-
tatioun an och um dem Fangerspéitzegill vun
de responsabele Beamten. Dat gëllt ganz be-
sonnesch fir d'Biotopen innerhalb vum Baupé-
rimeter, wou ënner allen Émstänn e rasonabe-
len Equiliber tschént deene verschidde In-
teresse muss geschafe ginn.

Ech soe mengem Kolleg, dem Roger Negri,
Merci, deen am Laf vun deene Chamberskom-
missiounen un dësen Diskussioun vum Natur-
schutzgesetz deelgeholl huet. Ech soen eiser äi-
freger Mataarbechterin Merci, dem Brigitte
Chillon. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschte-
ren. An ech gi selbstverständlech, Dir hutt et
verstanen, den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **M. Henri Kox**, *Président de séance*.- Merci
och. Den nächste Riedner ass den Här Gérard
Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*).- Merci, Här
Président. Léif Kolleginnen a Kollegen, de
Mëtteg hu mer fir déi gréng e ganz wichteg
Gesetz, wat hei debattéiert gëtt. Dat ass e bës-
sen d'Kärstéck vun der grénger Politik, an zwar
fir opzeweisen, dass et méiglech ass, zu Lëtze-
buerg Naturschutz ze maachen an ze probéie-
ren aus deem Konfliktfeld, wat mer zu Lëtze-
buerg hunn, souwuel vun der wirtschaftlecher
Entwécklung, vun der demografescher Ent-
wécklung an och vun den Interesse vun der
Landwirtschaft erauszekommen.

Den Naturschutz steet u sech ëmmer do an
deem Spannungsfeld dran. An duerfir, mengen
ech, ass dëst Gesetz an eng nohalteg Gesamt-
politik anzeuerdnen, déi ëmmer deenen dräi
Kritäre vun der Nohaltegkeet muss gerecht
ginn: dat ass dat Ekonomesch, et ass dat So-
zialt an et ass dat Ökologesch. An duerfir ass
et wichtig, dass mer och eng Kéier déi dräi Vo-
leten opwerfen, well se hunn hei mat Natur-
schutz ze dinn.

Brauche mer dann iwwerhaupt en Natur-
schutzgesetz? Brauche mer en neit Natur-
schutzgesetz? Ech mengen, do waren d'Virried-
ner, och de Virriedner vun der CSV, eens mat
mer, dass mer u sech wëssenschaftlech be-
luechten Donnéeën hunn, dass mer e Réck-
gang souwuel vun de Liewensraim hu wéi vun
den Aarten.

2007 huet den Observatoire de l'environne-
ment naturel säi Rapport virgestallt. Deen ass
gaangen iwwer dräi Joer, 2013 bis 2016, wou
festgehale ginn ass, dass europäesch geschütz-
ten Aarten a Liewensraim zu 75% an engem
defavorablen Zoustand hei zu Lëtzebuerg
sinn.

A si ginn och d'Ursaachen an deem Rapport
un: d'Fragmentatioun vum Lëtzebuerg Land,
déi vill méi stark ass wéi an deenen anere Län-
ner niewendrun; déi grouss demografesch Ent-
wécklung vun der Bevëlkerung; an natierlech
den Impakt, deen awer d'Landwirtschaft zu
Lëtzebuerg huet, an zwar deelweis d'Restrukturi-
ratioun vun eisem landwirtschaftleche Secteur,
wou all Joer Betriber ophalen an u sech déi Ter-
raine vun anere matbewirtschaft ginn.

An do gëtt awer och begréisst, dass verschidde
Mesuren ëmgesat si ginn, ënner anerem deen
europäesche Reseau vu Schutzgebiddern an Na-
tura 2000-Gebidder vervollstännegt ginn ass,
dass en ausgewise ginn ass an dass deen zwee-
ten nationalen Naturschutzplang Mesuren
opweist, wéi dem Aarteschwund kann entgé-
gengewierkt ginn, an dass och do déi finan-
ziell Mëttel an déi mënschlech Moyene virgesi
sinn, fir dat ze errechen.

Eng zweet Saach: Do hat Der gëschter am
„Wort“ en Artikel: „Der stille Frühling“. Do
geet et ëm de Réckgang vun de Vullenaarten
zu Lëtzebuerg. Et ass kloer, deen ass be-
suergniserregend. A wann een dat iwwer hei
déi 15, 20 Joer kuckt, da gesäit een, dass do
zwee Drëttel vun den Aarten zu Lëtzebuerg ën-
ner Drock sinn. An ech mengen, dat ass e Fakt.
Déi komme vun eise lëtzebuergesche Statioun-
en, déi déi Donnéeën ophuelen. Et ass also
eppes Beluechtes. Et ass net eppes, wat ee just
gefällt erkennt, wou ee seet: „Déi eng oder déi
aner Aart, déi hunn ech awer elo nach net esou
dacks gesinn.“

Ech mengen, do solle mer eis Gedanke ma-
chen. Wann all Mënsch hei am Haus de
Constat deelt, dass den Aarteschwund do ass,
ma da musse mer eis och eens ginn, dass mer
verstärkten Naturschutz brauchen.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).-
Très bien!

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*).- De gesonde
Mënscheverstand geet do net duer. Dee gëtt jo
ganz dacks beméit, virun allem an de Kom-
mentaren a verschidde Foren, dass et domat
jo misst méiglech sinn, ouni grouss gesetzlech
Kaderen der Biodiversitéit en Déngscht ze
leechten. Ma, ech mengen, dëst Gesetz muss
leider och de Mënsch e bësse viru sech selwer
schützen. Et ass duerfir och also sécherlech e
Mënschenschutzgesetz an et huet net nëmme
d'Natur am Hannerkapp.

An dës Regierung huet schonn op verschid-
dene Plaze gehandelt an ëmgesat. D'Biotop-
quartéierung ass ugeschwat ginn. Si ass vum
landwirtschaftleche Secteur gefuerdert ginn, an
dës Regierung huet se public gemaach an huet
och mat de Leit doriwwer diskutéiert. An och
dat hu se sech net aus de Fanger gesuckelt. Dat
sinn Opnamen op Terrainen vu Wëssenschaftler,
déi dat begaange sinn, déi also gekuckt hunn:
Wou sinn déi Biotopen? An dat ass eben en
„work in process“. Do muss ee lafend mat Leit
op den Terrain goen a kucken: Wéi ass den
Zoustand vun deene Biotopen? Si se nach esou
ermezefannen? An dat ass duerfir eppes, wat
ëmmer a stänneger Evoloutioun ass.

Déi zweet Saach: d'Natura 2000-Gebidder. Et
ass scho gesot ginn, de Rapporteur hat et ge-
sot: 66 Gebidder sinn ausgewisen. Dat sinn eu-
ropäesch Schutzgebidder. Déi sinn elo do! Dat
ass eng Saach. Och déi sinn dem Public virge-
stallt ginn, och déi si mat de Leit diskutéiert
ginn an ëffentleche Veranstaltungen, soudass
och net ka gesot ginn, dat géif am stillen Käm-
merlein gemaach ginn. Dat ass no bausse ge-
droe ginn an et ass duerchdiskutéiert ginn.

An et ass och elo esou, dass déi Gestions-
pläng, dat heescht, déi Pläng, déi zu deenen
europäesche Schutzgebidder gehéieren, ausge-
schafft sinn. An dëst Gesetz leet u sech déi le-
gal Basis, fir dass e participative Prozess kann
entstoen, an zwar an deene Comités de pilo-
tage Natura 2000.

An do hutt Der Verrieder... Virdrun ass gesot
ginn, de Gemengesektor, deen, éischtens
emol, och eng Roll an deem Naturschutzge-
setz kloer virgewise kritt, ass do bedeelegt.
Deen ass an deene Comités dran, d'Gemen-
gen an d'Gemengesyndikater. Do sinn d'Pro-
prietairé vun den Terrainen dran, do sinn d'In-
teressensverriedungen dra vun dem landwirt-
schaftleche Secteur, d'Administratiounen vum
Stat, souwuel landwirtschaftlech wéi Natur-
schutzadministratiounen sinn dra verueden. An
och Naturschutzorganisatiounen oder Organi-
satiounen, déi sech fir déi Beräicher interesséie-
ren, sinn an deem Comité de pilotage dran.

Dat ass also eng breet Bedeelegung vun alle
méiglechen Akteuren, fir an deene Schutzge-
bidder kënnen den Naturschutz ëmzesetzen. A
wann awer elo virdrun gesot ginn ass vu
mengem Virriedner vun der CSV, him géif dëst
Naturschutzgesetz net wäit genuch goen, ma
da muss d'Fro erlaabt sinn, ob en dann derfir
ass, fir dass mer méi Naturschutz misste ma-
chen. Dat géif ech natierlech mat zwou Hän-
nen direkt ënnerschreien.

Mä do muss een awer oppassen! Ech kann
awer net alles matenee fuerderen! Ech kann
och net fuerderen, dass ech op där enger Säit
eis Infrastrukture weider entwéckelen, eng Häl-
lewull Contournementen am Pak hunn, Ausbau
och vu Stroosse virgesinn hunn, an dann awer
net dermat averstane sinn, dass an deem Ge-
setz fir d'Éischt emol nach eng Kéier de Kom-
pensatiounssystem korrekt ageschriwwen gëtt,
soudass et och méiglech gëtt, dat ëmzesetzen.

Et kann een net dat eent an dat anert hunn! Et
muss ee sech do schonn e bësse decidéieren:
Wëll ech méi Naturschutz oder wëll ech e
Wuesstum a wëll ech eng demografesch Ent-
wécklung mat entsprechem Verkéier an
dem Ausbau vun de Verkéierstracen?

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*).- Matenee
geet dat net gutt. An duerfir, mengen ech,
muss een oppassen, dass een erëm eng Kéier
déi dräi Volete vun der Nohaltegkeet hei bei-
neekritt vun de Gesamtpoliticken.

Eng kuerz Reaktioun awer nach op den Invité
vun der Redaktioun vun RTL-Radio de Moien.
Dat war e Verrieder vun der Landwirtschafts-
kummer. Ech mengen, et ass jo normal, dass
een dorop soll an duerf reagéieren.

Bon, do war eng Iwwerleeung gefall, déi ech
misst an en anert Licht réckelen. Et ass gesot
ginn, d'biologesch Villfalt zu Lëtzebuerg wär
27%, an domat wiere mir déi Éischt an Europa.
Däitschland an d'Belsch, déi hätte just 15%.

Bon, éischtens emol konnt ech mat deem Be-
grëff net esou richtig eppes ufänken. Wat awer
ass: 27% vum Lëtzebuerg Territoire sinn aus-
gewisen als Natura 2000-Gebidder an domat si
mer déi Véiert an Europa. Mir sinn also do net
déi Éischt an der Rei; dat ass déi eng Saach.
Wann ech déi 27% vun der Fläche kucken - déi
si publizéiert am PNP2, do si se an der Kartog-
rafie op der Säit 40 -, do fënnt een iwwer
50% vun den Natura 2000-Gebidder am Bësch
erëm an de Rescht u sech am Oppeland an an
deem urbaniséierten... Bon, net an deem urba-
niséierte Raum, mä am Oppeland.

Do muss een oppassen! An der Gesamtsurface
vu Lëtzebuerg hu mer een Deel Bësch, mir
hunn een Deel urbaniséierte Raum a mir hunn
een Deel Landwirtschaft. An dat mécht awer
bal d'Halschent vum Territoire aus. Wann ech
also kucken, wou déi Schutzgebidder leien, da
leie se iwwerproportional am Bësch an zu
engem méi klengen Deel an deene landwirt-
schaftleche Flächen. Dat ass just e Constat,
deen ech maachen.

Dat sinn europäesch Schutzgebidder, zu deene
mer ugehale gi sinn, fir se auszewisen. An dat
ass och gutt, dass an Europa net nëmme
Agrarpolitik gemaach gëtt, mä och heiansdo
Ëmweltschutzpolitik, well soss géife mer och
sécherlech hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie
Mesuren am Ëmweltschutz net esou ëmsetzen,
wéi mer dat am Moment maachen. Mä do
kommen ech herno nach eng Kéier drop zréck.

Dann d'Fuerderung, déi eben och vun der
Landwirtschaftskummer kumt - ech mengen, si
war och schonn am Avis dran zu deem Geset-
zestext -, fir d'Kompensatioun vun Biotopen
eben net duerch e vergläichbare Biotop kënnen
ze maachen, mä duerch eng Mesure an der Ré-
novation énergétique oder duerch Klima-
schutzmoossnamen oder duerch d'Baue vu Fo-
tovoltanlagen.

Mir ënnerstëtze se zu 100% dran, dass ee méi
Gebaier soll isoléieren a manner Energie ver-
brauchen, dass ee méi erneierbar Energie soll
opriichten, och op landwirtschaftleche Ställ.
Mä et soll awer ee Mënsch mir erklären, wéi ee
Liewensraum, deen ech elo géif reduzéiere fir
iergendeng Vullenaart, ob deen dann elo géif
op en Daach vun der Fotovoltaik baue goen!
(veuillez lire: Mä et soll awer ee Mënsch mir er-
klären, ob eng Vullenaart, där hire Liewens-
raum ech elo géif reduzéieren, da géif op en
Daach vun der Fotovoltaik baue goen!) Dat,
mengen ech, passt net beieneen!

Mir hunn do europäesch Ziler anzehalen, mä
mir kënnen nëmme Liewensraim, déi mer zer-
stéieren, och doduerch kompenséieren, an-
deem mer equivalent Liewensraim schafen. Dat
ass leider net méiglech. An och dat war am Ge-
setz vun 2004 tel quel scho virgesinn. Duerfir
mengen ech, dass mer eis op jidde Fall 2004
an der Chamber eens waren iwwer d'Parteien
ewech, dass et u sech wichtig ass, ze kompensi-
éieren a Liewensraim, déi zerstéiert ginn, och
duerch Liewensraim erëm eng Kéier ze kompensi-
éieren.

Et ass och net gutt, an do ginn ech deem Ried-
ner recht, dass déi Polarisierung entstanen ass
am landwirtschaftleche Secteur - mä duerfir si
mir an dem Kader vum Naturschutzgesetz net
zoustänneg - tschént Bio a konventioneller
Landwirtschaft. Ech mengen, mir brächten
eng nohalteg Landwirtschaft, an déi gëtt och
ganz kloer um europäeschen Niveau an der
neier GAP, an der neier europäescher Agrarpoli-
tik gefuerdert. Dat sinn dräi Vektoren: dat Eko-
nomesch, dat Sozialt an den Impakt op
d'Ëmwelt, an dat geet dräimol wahrscheinlech
schif am Moment fir Lëtzebuerg.

Dat Ekonomesch passt net. Ech erënnere
mech - et misst zwee oder dräi Joer hier sinn -,
dass landwirtschaftlech Verrieder virgestallt
hunn, dass d'Duerchschnittsakommes an der
Landwirtschaft ënnert dem Salaire minimum
läit. Also dat Ekonomesch passt net.

Dat Sozialt passt net. Firwat? Mir hunn do e
ganzen Thema vu Burnout.

► **Une voix**.- Och d'Biobauern.

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*).- D'Leit
schaffe ganz haart, och d'Biobauern. Duerfir
maachen ech jo keen Ënnerscheid, dat ass

d'Landwirtschaft. An zwar ass do den Asaz vun
de Stonne gross: 50, 60 Stonnen. Dat ass also
dat Sozialt, wat net klapp.

An den Ëmweltimpakt, jo, dat moosse mir hei
och, andeem dass mer awer ganz kloer de Ver-
loscht vu Biodiversitéit hei erëmfinden an
deene wëssenschaftleche Studien.

De Konfliktpunkt, ech mengen, et ass ganz
richteg a wichtig, ze soen, et geet just mat-
eneen, et geet guer net géinteneen. An och
dat, mengen ech, ass an deem Gesetz berück-
sichtegt. Ech ginn nach eng Kéier e puer Bei-
spiller zum Schutz vun deem gudden Buedem.
Dir fannt dat erëm am Artikel 60. Wann eng
Autorisatioun soll gi ginn - dat ass am Para-
graf 4 erméizefannen -, da gëtt gekuckt, dass
eng esou minimal wéi méiglech «incidence sur
les terrains à haute valeur agricole» geschéie
soll. Am Artikel 63, wou et ëm den «objet et
principe de mesures de compensation» geet,
ass et erëm datselwecht, «veille à réduire l'im-
pact sur les surfaces, terrains à haute valeur
agricole». Dat ass also schonn am Hannerkapp,
dass een net op déi Fläche wëllt Kompensi-
tionsplanzunge maachen.

Eng aner Saach, déi och matspillt, déi national
Schutzgebidder, déi ausgewise ginn, déi fannt
Der zum gréissten Deel erëm an deenen euro-
päesche Schutzgebidder Natura 2000, soudass
grad probéiert ginn ass, fir d'Landwirtschaft
net duebel ze impaktéieren, mä dass ee seet:
Déi national Schutzgebidder weise mer do aus,
wou schonn Natura 2000-Zone sinn. An dat
ass, mengen ech, och ee Wee, wou ee weist,
dass eng Zesummenaarbecht an dass Gedan-
ken do sinn, fir de landwirtschaftleche Secteur
ze berücksichtigen an deem Naturschutzge-
setz, an zwar andeem dass am Plan national
concernant la protection de la nature u sech
dat tel quel erméizeliesen ass. An nëmme ee
Fënnel fannt Der net erëm an Na-
tura 2000-Gebidder.

De Comité de pilotage hat ech scho genannt.
Den Artikel 36 ass eng Participatioun ganz
kloer vum landwirtschaftleche Secteur.

Dann nach ee Wuert zu mengem Virriedner
vun der CSV, dee gesot huet, d'Gemenge sol-
len hir Verantwortung iwwerhuelen. Ech
mengen, dass se se och iwwerhuelen, an dat
gëtt nach gestärkt an deem Gesetz, an zwar
doduerch, dass och d'Gemengen d'Méig-
lechkeet hunn, fir hire Pool de compensation-
régionallen ze maachen, fir fir hiert eegent
Bauen, dat si an hirer Gemeng hunn, virzesue-
gen a sech eng Kompensatiounsméiglechkeet
ze schafen. Si kréien also vill méi en aktive Rôle,
wéi dat an der Vergaangenheet (veuillez lire: de
Fall) war, an deem Naturschutzgesetz. An dat
begrësse mir als Gréng eendeiteg.

Ech maachen et kuerz: europäesch Agrarpolitik.
Mir ware mam Pierre Bascoul zesummen an
enger Commission jointe, deen eis dräi Saache
gesot huet aus der Vergaangenheet an an
d'Zukunft eragekuckt huet. Éischtens, d'Agrar-
ëmweltmoossnamen hate guer net deen Effekt,
dee se sollten hunn. D'Biodiversitéit, déi sollt
erhale ginn. De Schutz vum Klima ass net
moosbar gewiescht. Duerfir wäerten déi op de
Leescht geholl ginn an där neier europäescher
Agrarpolitik 2020 bis 2027.

Zweet Saach, dat Ekonomesch: Lëtzebuerg
ass eent vun deenen dräi europäesche Länner,
wou d'Akommes nëmme duerch d'Subsidien ent-
steet bei dem landwirtschaftleche Secteur. Et
muss ee sech awer emol eng Kéier dorop
besënnen. Also nëmme dräi Länner an Europa
kënnen ouni Subventiounen iwwerhaupt net
iwwerliewen (veuillez lire: Also nëmme an dräi
Länner an Europa kënnen d'Bauern ouni Sub-
ventiounen iwwerhaupt net iwwerliewen), dat
ass Lëtzebuerg an nach zwee aner Länner. An
d'Duerchschnittsakommes ass wesentlech ën-
nert deem vum Land. Dat ass also deen ekono-
mesche Facteur. An dat Sozialt: D'Schwie-
regkeeten, fir jonk Bauere fir dese Beruff ze be-
geeschteren, fir déi an d'Betriber ze kréien, och
do wäert missen ugesat ginn.

Duerfir d'Konklusioun: D'Naturschutzgesetz
schaaft eng legal Basis fir vill Verbesserungen
an deem Beräich, fir Konflikter an Zukunft mat
der Entwécklung vum Lëtzebuerg Land ent-
géintzewierken an och fir der Lëtzebuerg
Landwirtschaft d'Méiglechkeet ze ginn, sech
zukunftsfaeg ze orientéieren. Et geet nëmme
mateneen, et geet net géinteneen. Et ass e Ge-
setz, wat gutt ass fir d'Natur, wat gutt ass fir de
Mënsch. An duerfir ginn ech den Accord vun
der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Henri Kox**, *Président de séance*.- Merci
dem Här Gérard Anzia. Als nächste Riedner ass
den Här Max Hahn vun der DP ageschriwwen.
Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP).- Merci, Här President.
Mat deem éische Bam, deen ëmgehae gëtt,
fänt d'Zivilisatioun un a mat deem leschten,
deem ëmfält, hält se op. Dëst ass e Bild, wat

d'Komplexitéit vum Naturschutz an engem Saz illustréiert. De Mënsch ka sech net entwéckelen ouni Agréff an d'Natur. Mä ouni d'Natur gëtt et och kee Liewen. Naturschutz ass deemno de Spagat ze maachen, dee richtegen Equiliber ze fannen tëschent gesellschaftlecher an ekonomescher Entwécklung an dem Erhale vun der Biodiversitéit a vum natierleche Liewensraum.

Mir liewen an engem Land, wou den Drock op den Terrain grouss ass. Dat läit um ekonomesche Succès vun eisem Land, awer och dorunner, wéi mir wunnen. De wirtschaftleche Succès an d'Fräiheet vun Einzelnen, sech an Eegenheim no senge Virstellungen ze leeschten, gëllt et ënner een Hut ze kréie mam Erhale vun natierleche Liewensraum. Déi mënschlech Entwécklung an d'Erhale vun natierleche Liewensraum muss sech awer net ausschléisen. Si kënnen och Hand an Hand goen. Der Politik hir Aufgab ass et, dee richteg Kader ze setzen, fir dass de Mënsch sech weiderentwéckele kann, an zwar mat der Natur an net géint d'Natur.

Datselwecht gëllt och fir eis Landwirtschaft. Och si fonctionnéiert besser mat der Natur ewéi géint d'Natur, well eent ass fir eis kloer: Ëmweltschutz geet nëmme mat de Baueren an net géint si.

Här President, d'Demokratesch Partei ass der Meinung, dass besonnesch deen neie Kompensatiounssystem e gutt Beispill ass, wéi ee verschidden Interessie kann zesummeféieren. En ass eng immens Vereinfachung fir déi Leit, déi eppes op hirem Terrain wëlle maachen, mä un Ëmweltoploe gebonne sinn. Gläichzäiteg erhéicht dese System d'Qualitéit vun der Kompensatioun fir d'Natur, kuckt, dass des Kompensatioun méi schnell gemaach ginn, a suergt d'fir, dass eiser Landwirtschaft duerch Kompensatiounsmesurë keng zousätzlech Terraine méi verluer ginn.

Well den neie Kompensatiounssystem a mengen Aen d'Häerzstück vum neien Naturschutzgesetz ass, wäert ech herno nach dorop zréckkommen.

Här President, d'Naturschutzgesetz concernéiert awer net nëmme déi Leit, déi baue wëllen, an eis Landwirtschaft. Neen, dëst Gesetz concernéiert eis alleguerten!

Den Naturschutz ass kee Luxus. En ass d'Virsetzung, fir dass eis zukünftige Generatiounen och d'Chance wäerte kréien, op engem gesunde Planéit kënnen ze liewen. Et ass d'Aufgab vun der Politik a vun all politescher Partei, e Kader ze schafen, fir eis Liewensraum ze schützen. Mir müssen eis Ëmwelt an eis Biodiversitéit erhalen, dat ass am Interessé vun all Einzelne vun eis.

Mä d'Natur schützen huet näischt mat Onkloerheet, laange Weeër an onendleche Prozeduren ze dinn. Am Géigendeel! Fonctionnéieren eis Prozeduren net oder ginn et Onkloerheiten an der Interpretatioun, esou hänkt et ze vill vum einzelne Beamten of, wat hie mengt. An dat féiert dozou, dass laansch d'Gesetz geschafft gëtt, dass et zu Gerichtsprozessen kënn, dass vill Frustré op alle Säiten entsteet an oft ass der Natur dobäi net gehollef.

D'Gesetz, wat hei virläit, huet de Meritt, dass et virun allem méi Kloerheet schafft an de Prozedurendschungel entflecht. D'Praxis muss elo weisen, ob dat duergeet, mä den Ufank ass gemaach. Jo, an Zukunft wäerte mir en Naturschutzgesetz hunn, wat méi verständlech ass, besser strukturéiert ass, mat kloeren Definitivene a kloere Prozeduren.

Wann een dat zukünftige Naturschutzgesetz mat deem vum haut vergläicht, mierkt een eng däitlech Verbesserung, déi net nëmme fir Rechtssécherheet wäert suergen, mä och deene Leit, déi aldeeglech domadder schaffen müssen, hëllef, sech besser erëmzefannen a besser duerch de Prozedurendschungel ze kommen.

Besonnesch wat d'Bauen an der Zone verte ueget, goufen et an deene leschte Joren ze vill Meenungsverschiddenheeten, déi oft och emol viru Gericht gelant sinn. Et ass wichteg, dass d'Bauen an der Gréngzon kloer definéiert ass. Ech hu mat verschiddene concernéierte Baurefamillje geschwat. Wat déi deelweis imposéiert kruten, do ass mäi liberaalt Häerz awer heiansdo stoe bliwwen! De Wénkel vum Daach, d'Unzuel vun de Quadratmeter an d'Unzuel vun de Schlofkummere waren esou genau definéiert, et hat ee wierklech weineg bis guer kee Spillraum, fir säin Doheim matzestalten. Et hätt just nach gefeelt, dass een och d'Faarf vum Schlofzëmmer imposéiert kritt hätt.

Natierlech verstinn ech, dass ee sech kee Schloss an der Gewan baue soll. Et goufe jo leider an der Vergaangenheet Leit, déi do iwwert d'Streng geschloen hunn. Mä beim Bau vun engem Ausiidlerhaff misst een dem Bauhär awer eng minimal Flexibilitéit loossen. Eng jonk

Bauerefamill weess näamlech haut nach net, ob si muer Nowuess kritt an ob se Plaz fir zwee oder fir dräi Kanner muss mat aplanen.

Här President, vill vun lech heibanne kenne jo och d'APEMH an hire Rôle, dee si hei am Land spille fir d'Inklusioun vu Mënsche mat enger Behënnerung. Wéi ech héieren hunn, wat si fir Schwierigkeeten haten, fir nei Infrastrukturen zu Lampech ze bauen, hunn ech mer awer misse Froe stellen. Dat ass gaange vum Roter Milan iwwert d'Fliedermaus iwwert d'Wëllkaz an an an, soudass dee ganze Projet insgesamt ëm sechs Joer retardéiert gouf.

Bei esou Decisiounen brauche mir an Zukunft nach vill méi gesunde Mënscheverstand.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst och, dass d'Virkaftsrecht fir de Stat, d'Gemenge an d'Gemengesyndikater am zukünftigen Naturschutzgesetz op déi national Naturschutzgebieder limitéiert ginn ass. Am Ufank war e Virkaftsrecht geplangt op de Zones protégées d'intérêt communal, de Biotopen, op de Flächen, déi an de Kompensatiounspool komme sollen, an och op den Zonen, op deene Mesurë fir d'Erhalten an d'Restaurieren am Kader vum Aktionsplang Habitats et espèces menacées ënnerholl mussen ginn.

Wann een d'Fläch hëlt, op där e Virkaftsrecht am Kader vum Gesetzesprojet 6477 vum Naturschutz, dee vum fréiere Minister Marco Schank deposéiert gouf, an am Kader vum dem Plan sectoriel «Paysages» vun 2013 virgesi war, da kënn een am Ganzen op eng Fläch vun 41.000 Hektar Land. Ech muss lech soen, domat wier d'DP net averstane gewiescht.

Mat deem Projet de loi awer, zesumme mam Plan sectoriel «Paysages» Versioun 2016, sinn et nëmme nach 7.000 Hektar Land, dat entsprécht ronn 6% vun de landwirtschaftlech notzbare Flächen hei zu Lëtzebuerg.

Här President, am Kader vun der Landesplanung war jo och am Gespréich, déi gutt landwirtschaftlech Terrainen ze definéieren an ze schützen, soudass op dese just nach ausschliesslech Landwirtschaft bedriwwen hätt kënnen ginn. Et wäert lech net wonnen, mä bei deem heite Sujet ass och de Secteur selwer gespléckt. Engersäits wënsche sech d'Baueren natierlech, dass keen un hire gudden Buedem geet, mä anerersäits wësse mer awer och, dass och d'Baueren emol heiansdo gären en Deel vun hire Fläche fir zum Beispill Wunnensbau zur Verfügung stellen.

Och d'Baue vun Ausiidlerhaff wier esou onméiglech gemaach ginn. Derbäi kënn, dass ganz vill Bauerebetriber net Besëtzer vun hiren Terraine sinn, mä gréisser Fläche pachte müssen. Dass mir de gudden landwirtschaftleche Buedem elo duerch d'Naturschutzgesetz schützen, besonnesch wat d'Kompensatioun ueget, ass fir d'DP dee richteg Wee.

Här President, wéi ech dese Projet de loi nach eng Kéier am Detail duerchgelies hunn, hunn ech zimlech oft de Saz erëmfonnt: «Une autorisation du ministre est requise.» Am Ganze steet dat Wuert «autorisation» 108-mol an deene 84 Artikelen vum Gesetzesprojet. Ech hu mir dobäi geduecht: Deen arme Minister, wat muss dee vill Autorisiounen schreiwen! Huet deen iwwerhaupt nach Zäit fir aner Saachen? Mä am Verglach mat deenen 108 Autorisiounen am Text steet awer och 72-mol «interdiction» oder «il est interdit» dran.

Dat ass awer och net verwonnerlech, et geet jo schliesslech ëm d'Natur an dorëm, déi ze schützen. An do müssen ebe verschidde Saache verbuede ginn. Dir stellt lech elo bestëmmt d'Fro: Firwat erzielt hien eis dat? Ma och wann 72-mol Saachen drastinn, déi verbuede ginn, esou bleift et awer fir vill Saache méiglech, eng Autorisioun ze kréien: eng Erlaabnis, fir an der Zone verte ze bauen, eng Erlaabnis, fir ze kompenséieren an esou weider.

De fin Mot vun deem Zuelebeispill ass: Mir dierfen net alles verbidden. Mir müssen och kucken, dass verschidde Saachen nach méiglech bleiwen, an dat net op d'Käschte vun der Natur an der Biodiversitéit. An ech mengen, dëst Zil wäerte mir mat deem Naturschutzgesetz errechen.

Här President, eng vun de gréissten Neierunge vum Naturschutzgesetz ass sécherlech d'Aféierung vum Flächepool, fir de Flächeverbrauch vu Bauprojeten ze kompenséieren. An, Här President, ech muss lech soen, dass des Léisung, déi hei fonnt gouf, déi richteg ass an e grouse Fortschritt bedeit. Dofir wëll ech elo e bësse méi ausféierlech op deen neie System a seng Virdeeler agoen.

De Prinzip ass kloer: Et zerstéiert een e Biotop, dowéinst muss een op enger anerer Plaz d'Natur ökologesch opwäerten, an dat op d'mannst an deem Mooss, wéi ee se op enger anerer Plaz futti gemaach huet. Um Prinzip ännert am Fong mat deem neie Gesetz net alles, mä dach ass deen neie System vill besser, och well deen aktuelle gréisser Lacunen hat.

Ech erkläre kuerz, wéi den aktuelle Kompensatiounssystem fonctionnéiert huet. Wann e Promoteur e Lotissement gebaut huet an dowéinst e Biotop huet misse kompenséieren, war et seng Aufgab, eng Fläch ze fannen, wou hien dat konnt maachen. D'Sich no engem adequaten Terrain ass awer net esou einfach an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Land begrenz ass an déi meescht - wéi soll et och anescht si bei der Entwécklung vun den Arpräisier? - léiwere Terraine kafen, wéi se ze verkafen.

Eng weider Contrainte ass, dass den Terrain, woudrop kompenséiert gëtt, huet missen an enger gewëssener Zon leien, déi geografesch no beim Bauprojet läit. Well de Promoteur jo wëllt, dass säi Projet virueet a fir dass en esou séier wéi méiglech mat Bauen ufänke kann, kumt et oft vir, dass hie landwirtschaftlech Terrainen op Steeë fir e Präis kaaft huet, deen däitlech iwwert dem Präis vum Marché louch, e Präis, dee kee Bauer bereet war, ze bezuelen, fir weiderhi kënnen wirtschaftlech a rentabel d'Landwirtschaft ze bedriewen.

Wat fir de Bauhär wichteg war, war, dass e séier Terraine fonnt huet, wou e konnt drop kompenséieren. Wat hien dorobber kompenséiert huet, war him awer am Fong éischer egal. Hie wollt sech just senger Obligatioun, ze kompenséieren, entleeden. Esou ass dat elo säit Jore gaangen.

Dir gesitt, et gouf bei dëser Prozedur am Fong kee Gewinner. De Promoteur huet misse vill ze vill fir en Terrain bezuelen, wou en herno just drop kompenséiert huet, fir ze kompenséieren. Des Depense mécht säi Projet natierlech och méi deier, wat d'Präisser vum Wunnensmaart natierlech och nach weider an d'Luucht gedriwwen huet.

Falls hien engem Bauer en Terrain ofkaaft huet, wou virdru Landwirtschaft drop bedriwwen gouf, esou huet eis Landwirtschaft och dobäi verluer. Da goufe schon emol Uebstbeem op Terraine geplangt, wou dat ökologesch vläicht net onbedéngt ganz sénnvoll war, zum Beispill, bescht Beispill ass e Bongert, deen an engem Maisfeld ugebaut ginn ass. Et gouf och net systematesch duerno gekuckt, ob déi ökologesch Opwärtung och ënnerhale gouf an ob si och fënnel oder zéng Joer duerno nach ëmmer bestanen huet.

Dir gesitt, den aktuelle Kompensatiounssystem hat eng Hällewull u Schwächen. En huet net dozou bäigedroen, d'Logementsproblematik an de Grëff ze kréien, eiser Landwirtschaft si gutt landwirtschaftlech Biedem abhandekomm an der Natur gouf och net ëmmer esou gehollef, wéi dat am Sënn vum Gesetz virgesi war. Et war also alles nom Prinzip: „Egal wou an egal wat, Haaptsaach séier ofschléissen.“

Här President, mam neie Kompensatiounssystem ass domadder Schluss. Duerch dat neit Naturschutzgesetz gëtt d'Kompensatioun elo anescht. An Zukunft gëtt net méi egal wou kompenséiert, just well muss kompenséiert ginn. An Zukunft gëtt intelligent a strukturéiert kompenséiert an net méi konzeptlos. An Zukunft gëtt och net méi op landwirtschaftlech guddem Buedem kompenséiert. A schlussendlech, an Zukunft gëtt och no de Kompenséierungsfläche gekuckt a se ginn ënnerhalen, fir dass si hiren ökologesche Méiwäert och nohalte behalen. Dir gesitt, mat den neie Kompensatiounsmesurë ginn et just Gewinner.

Fir d'Alleréischt gewënnt de Bauhär Zäit. Ob et elo de Stat oder de private Bauhär ass, déi laangwierig Sich no engem Terrain, fir ze kompenséieren, ass eriwwer. Wann ee säi Projet plant, da weess een och an Zukunft genau, wéi vill Okopunkten ee kompenséiere muss, an et keeft een déi da bei där neier staatlecher Instanz an. Des staatlech Instanz kuckt dann, fir op enger passender Plaz ökologesch sénnvoll ze kompenséieren.

Et muss een och wëssen, dass den ONR an och d'ANF elo scho säit e puer Jore amgaange sinn, Terrainen opzekafen, fir ebe grad dese Flächepool ze fidderen, well wann dëst Gesetz elo a Kraaft triede wäert an déi éischt Demandé kommen, da muss een och eppes ubidde kënnen. Et kann ee jo net soen: Waart elo emol, mir müssen emol fir d'Éischt Terraine fannen, fir Ar Kompensatiounsmesurë kënnen drop ze realiséieren! Dat hätt net fonctionnéiert.

Neen, déi zoustänneg Instanzen hunn an deene leschten dräi Joer schon eng remarkabel Viraarbecht geleescht. Den ONR huet an de Joren 2016 bis 2018 iwwer 100 Hektar uechert d'ganz Land opkaaft.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Parallél huet d'ANF och ugefaangen, fir e gewëssent Grondkapital u Flächen an deem neie Pool unzeleeën. Et kann ee soen, dass mat deene Flächen eng gutt Basis geschafe gouf, fir e groussen Deel vun den zukünftige Kompensatiounsbesoine fir staatlech Projeten ofzesécheren. An den ONR an d'ANF si grad eréischt

um Ufank mat der Sich no adequaten Terrainen.

Här President, et gi sécherlech méi einfach Aufgaben, wéi engem Propriétaire Land ofzekafen. Do brauch een eng gewëssen Iwwerzeegungsarbecht an et muss een och eppes ubidde kënnen. Jo, et muss een hien dovun iwwerzeegen, dass och hie bei där ganzer Saach eppes gewanne kann.

Ech wëll hei och eppes präziséieren, well ech gemierkt hunn, dass dat och net ëmmer vu jiddwerengem verstane gouf: De Stat keeft net systematesch gutt landwirtschaftlech Terrainen op, fir dorobber ze kompenséieren an dem Bauer seng héichwäerteg Aarbechtsfläch ewechzehuelen. Neen, de Stat keeft landwirtschaftlech Terrainen, fir des dann, wann dann en Accord zustane kënn, ze tausche géint Flächen, wou vläicht och Kulturen drop wünnen, mä déi, agronomesch gesinn, manner hierginn an dowéinst och manner interessant sinn.

De Bauer kritt d'Méiglechkeet, méi schlechte Buedem géint gudden landwirtschaftleche Buedem ze tauschen, an de Stat këmmert sech dann dorëms, dass op deem Terrain als Kompensatiounsmoossnam eng reell Plus-value fir d'Ëmwelt geschafe gëtt.

Wat och heiansdo falsch verstane gëtt: Dësen Terrain geet der Landwirtschaft dowéinst net onbedéngt verluer. Op Terrainen, déi ökologesch opgewäert ginn, kann och nach weider Landwirtschaft bedriwwen ginn, besonnesch déi extensiv Landwirtschaft kann op esou Terraine problemlos weidergefouert ginn.

Et kann een déi nei Kompensatiounsmethoden also als eng Win-win-Situatioun fir d'Baueren a fir d'Natur bezeichnen. Dëst fonctionnéiert natierlech nëmme, wann een de Bauer mat an d'Boot hëlt an hie vun de Virdeeler vun esou Projeten iwwerzeegt. Dir gesitt, des nei Method ass vill méi strukturéiert wéi dat kompenséieren, wat bis elo gemaach gouf. A well den ONR an d'ANF och geziilt no Terraine sichen, wou dat gréisst Potenzial besteet, fir et ekonomesch opzewäerten, kënnen op engem Hektar vill méi Okopunkte kompenséiert ginn, wéi dat bis elo de Fall war. Am Kloertext: Mat deem neie System brauch een och manner Land, fir ze kompenséieren, well d'Qualitéit vun Kompenséiere jo och zouhëlt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - E ganz wichtige Punkt vum neie Kompensatiounssystem ass, dass ab elo déi Flächen, wou drop kompenséiert gëtt, ënnerhale ginn an an engem Register repertoriéiert ginn. Well d'Fläche jo dem Stat, enger Gemeng oder dem Syndikat gehéieren an des och bestëmmen, wéi dorobber kompenséiert gëtt, ass et nëmme natierlech, dass si och duerno kucken, dass des ökologesch Opwärtung nohalteg bestoe bleift.

Do brauch een natierlech Fachleit, déi eppes vu Biodiversitéit kennen an dovun, wat fir eng Zorte vu Flora a Fauna a wat fir engem Eck vum Land am wäertvollste si fir eis Natur. Dofir kéint ech mir och gutt virstellen, dass de Stat den Naturschutzsyndikat SICONA an deem Kader géif mat an d'Boot huelen. Si sinn näamlech fir mech déi ideal Organisatioun, fir sech ëm den Entretien an d'Erhale vun der Biodiversitéit op de Kompensatiounsflächen ze këmmere.

Här President, genau esou stellt d'Demokratesch Partei sech modernen Naturschutz vir, participativ statt repressiv. Et wëllt kee méi héieren: Du dierfs net hei an du dierfs net do maachen! D'Leit wëlle wëssen, wat se dierfe maachen, an dat muss een hinnen dann och erklären. Well wann ee sech d'Méi gëtt, hinnen dat ze erklären, da kritt ee se mat an d'Boot, dann ass d'Versteedemach do an da kritt een och zesumme mat der Landwirtschaft eppes fir eis Ëmwelt gemaach.

De Bauer wëllt jo net d'Natur futti maachen. Neen, hie wëllt mat der Natur schaffen. An dat muss mer him och weiderhin erméiglechen. Et ass hautdesdaags méiglech, op engem an deemselwechten Terrain Waasserschutz ze maachen, Biodiversitéitsmoossnamen ze maachen an eng produktiv an nohalteg Landwirtschaft drop ze bedriewen. Eis Landwirtschaft muss verstoen, dass, wann een Terrain an enger Waasserschutzzone oder an enger Naturschutzzone läit, den Terrain dann net verluer ass fir säi Betrieb. Sécherlech huet hie Contrainten, mä e kann ëmmer nach produktiv dorobber schaffen am Respekt vun der Natur.

Här President, ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir folgend Ergänzung zum neie Kompensatiounssystem ze ginn an och e

puer Denksteiss mat op de Wee ze ginn, wéi mer dese System och an Zukunft esouguer nach besser kéinte maachen.

Et ass zum Beispill dee richtege Choix, dass och Weldbrécken als Kompensatioun fir d'Verbau vum Biotope gëllen. Si verbrauche wéineg Land a sinn awer immens wichteg, fir Korridore fir d'Déieren oprechtzëerhalen.

Wou sécherlech och vill Potenzial drastécht, fir zu Kompensatiounszwecker benotzt kënnen ze ginn, sinn eis Bëscher. Eng ökologesch Opwärtung vun eise Bëscher sinn zum Beispill e Wiessel vun Dännebeem op Lafhëlzer, do wou et néideg a sënnavoll ass, oder och Entfiichtungsmoosnamen an naassen Däller.

Vill Gemengen an och de Stat wäerten hir Bëscher op, mä des Opwärtung gëllt net als Ökopunkten, gëtt net benotzt fir Kompensatiounsmoosnamen. Si gesinn dat als natierlech Aufgab un, fir no hire Bëscher ze kucken. Ech mengen, wa mir weider wuessen a mussen no Fläche siche fir Kompensatiounsmoosnamen, da wier et net verkéiert, dass all déi Mesuren, déi mir hei am Land ënnerhuelen, och als Ökopunkte kéinte geltend gemaach ginn. Ech denken do och un esou kleng Opwärtung wéi d'Planze vu Beem oder Friichtbeem an de Gemengen, wann zum Beispill e Puppelchen op d'Welt kënn. Dat gëtt a ville Gemenge gemaach a wäert des Fläch, wou déi Beem dann och wuessen, och ökologesch op.

Ech froe mech: Firwat ginn et net och zum Beispill fir des Beem Ökopunkten? Datselwecht gëllt fir d'Renaturéierung vun eise Gewässer. Déi lescht Joren hunn d'Gemengen hei vill Effort gemaach an och des Effort kéint ee mat Ökopunkte belounen.

An da ginn et nach déi sougenannte produktionsintegriert Kompensatiounsmoosnamen, wéi se schonns an eisen Nopeschlänner praktikéiert ginn. Des Kompensatiounsmoosname ginn, wéi den Numm et scho seet, a Produktionsfläche vum Bauer integriert a kënnen och op Flächen duerchgefouert ginn, wou intensiv Landwirtschaft bedriwwen gëtt.

E gutt Beispill heifir ass d'Schafe vu Fënstere fir Léiweckelcher. Dës si Fläche vun zirka 20 Quadratmeter, op där de Bauer keng Sot auskeime léisst. Des Fënstere bidden de Léiweckelcher an engem soss dicht bewuessene Kärefeld eng ideal Brutfläch. Och d'Feldhänger an d'Feldhiescher profitéieren vun esou produktionsfräie Fënstere. Der Natur ass mat esou enger klenger, awer einfacher Mesure vill gehollef an den Ausfall fir de Bauer op där Fläch ass minimal. An Däitschland ginn zum Beispill heifir och Ausfallprimme bezuelt, déi ganz interessant sinn.

Elo ass et awer esou, dass déi Flächen, op deenen an Zukunft kompenséiert dierf ginn, a staatlecher Hand mussen sinn. Dat huet sécherlech seng Virdeeler, well esou garantéiert gëtt, dass ökologesch sënnavoll kompenséiert gëtt an och den Entretien kontrolléiert gëtt. Et misst een awer och ganz staark driwwer nodenken, ob een net och sollt an Zukunft Kompensatiounen zouloossen op Terrainen, déi net dem Stat oder enger Gemeng gehéieren, fir justement och ökologesch wäertvoll Moosname wéi d'Schafe vu Léiweckelcherfënstere, duebel Satrienofstänn bei der Usat vu Wantergetreid oder och Bléistrafé laanscht wiesselnd Akerflächen ze erlaben.

Och wann des Terrainen net dem Flächepool ugehéieren, esou kéint déi Instanz, déi sech ëm den Entretien vun de staatleche Kompensatiionsflächen aus dem Flächepool këmmert, sech och niewebäi ëm den Entretien vun esou klengen a gezielte Kompensatiounsmesur wéi des këmmere. Vill kleng Mesur bréngen der Natur nämmlech och eppes.

Ech mengen, dat ass eng Pist, déi mer mussen verfolgen. Am Ausland fonctionnéiert dat och. Och wa mer fir déi nächst Jore genuch Fläch bereitstelle kënnen fir d'Kompensatiounsmesuren, esou soll ee sech net verschléisse virun neie Methoden, déi quasi kee Land an Usproch huelen. Et seet ee jo net fir näischt: „Kleinvieh macht auch Mist.“

Den Drock op d'landwirtschaftlech Terrainen ass zu Lëtzebuerg extrem gewuess. An dofir ass et wichteg, dass mir och duerch d'Kompensatiounsmesuren net nach zousätzlech deen erhéijen. Dese Kompensatiounssystem gëtt scho säit Joren am noen Ausland mat Succès ugewannt an et ass en exzellente Usaz, fir laangfristeg weiderzekomme fir d'Ekonomie, fir d'Landwirtschaft a schlussendlech och fir d'Ëmwelt.

Dës gesot, soen ech dem Rapporteur Henri Kox Merci fir säin exzellente schrëftlechen an

och mëndlechen Rapport a ginn domat och den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dir waart am roude Beräich ukomm.

(*Hilarité et brouhaha*)

Jo, den Här Reding ass prett. Här Reding fir d'ADR, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Här Rapporteur, léif Kollegen, mir hu geléiert, ech hunn e schéint Lëtzebuurger Wuert geléiert dank dem Max Hahn: „Léiw-eckelchen“, Alauda arvensis oder Alouette des champs. Merci, ech hunn hei am héijen Haus eppes bäigeléiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir hunn dat awer scho kann.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, mir hunn dat awer net kann, Här President.

► **M. André Bauler (DP).** - Also am Éislek wësse se, wat dat ass!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Den Här Gibéryen huet et scho kann. Den Här Kartheiser huet et net kann. D'Madamm Hansen huet et och net kann. Mir hunn alleguerte bäigeléiert.

(*Brouhaha général*)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Bei eis ass et eng Lerche.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Si mer alleguerten heibanne fir Naturschutz? Selbstverständlech! Si mer alleguerten heibanne fir Mënschenschutz? Garantéiert! Si mer géint d'Schikanéiere vu Mënschen? Och dat! Mir kommen dozou.

Dës Gesetz huet luewenswäert Ziler. Mä fir se ze errechen, brauch et rationell an transparent Moyenen, kloer Verfahren, kloer Recoursméglechkeeten, Vereinfachung, Respekt virun der Propriété, keng onnéideg Unzuel vun Autorisatiounen. An ech wonnere mech, dass hei ee liberalen Deputéierte sech scho bal brettz, dass an deemem Text 108 nei Autorisatiounen agefouert ginn. Fir eis ass dat absolutt inakzeptabel!

Mir si fir Biodiversitéit a fir Naturschutz. Am Rapport stinn dräi Facteure vun Degradatioun vun der Biodiversitéit. Dat Éischt ass de Verloscht an d'Degradatioun vun den natierlechen Habitaten. Natierlech, dat ass eng Binsenweisheit. E Land, wat esou ongebremst wiisst wéi eist, do kënt et zur Zerstückelung vun Habitaten! D'Vernetzung vu Biotope geet verluer. Mir hunn an deene leschten Deeg an den Zeitunge gelies, dass d'Biodiversitéit leit, d'Bodenbrüter, déi verschwannen.

Wonnert dat eis? Mir haten heibannen en hollänneschen Expert, deen eis wëssenschaftlech nogewisen huet, dass de Verbuet vun der Fussesjeugd zur Ausrottung an zur Deziméierung vu Bodenbrüter féiert.

(*Interruption*)

D'Extensiou vun Réseaux de transport: Jo, natierlech, all Strooss zerschneit Biotopen! Dat ass eng Binsenweisheit! Dat ass ganz evident an et ass eng Folleg vun eise Wuesstum. D'Pratique agricole gëtt genannt, Drainagen a Verännerung vu Waasserleef. Natierlech ass et net schéin, wa Baachen a Bëton gefaasst ginn. Si mer do derfir? Neen, mir sinn do dergéint. Mir sollten déi renaturéieren.

Mä mussen mer ganz Däller, déi virun 150 Jore vun eise Virfahre mat vill Geld dréhegellecht goufen, fir géint d'Malaria ze kämpfen, haut renaturéieren, andeem mer se a Sümpfe verwandelen? Neen, ech denken net, dass mer dat mussen maachen.

Muss am Perimeter en Ëmweltminister Moosnamen ergräifen? An do sinn ech ganz mam Här Zeimet d'accord: Neen, muss en net! Jo, kommt, mir loosse zou eng Natur op Zäit, wéi den Här Zeimet et ganz richtig gesot huet! Well wat ass nämmlech d'Alternativ? D'Alternativ ass, dass do Terrainen agezäumt ginn, dass se beweedet ginn, dass kee Biotop opkënn, da kann och kee Biotop zerstéiert ginn. Et ass e falsche Wee.

Zu de Verfahren. De Recours en réformation virum Verwaltungsgericht gëtt ofgeschaaft an ersat duerch e Recours en annulation. Dat kléngt elo emol harmlos an en normale Bierger ka sech do vläicht net direkt eppes drënner virstellen.

De Rapport seet da ganz schäinhelleg, dat wier, fir dem Richter déi komplex Aarbecht ewechzehuelen, fir mussen en Dossier in concreto ze analyséieren a seng eegen Appreciatioun ofzeginn. A Wierklechkeet ass de Recours en annulation e Contrôle de pure légalité. Wann déi richteg Administratioun d'Decision geholl huet, wa keen Abus, keen Détournement de pouvoir virläit, da kann déi Decision net annulléiert ginn. Sou einfach ass et! An de Richter

huet net méi d'Recht, ze kucken, ob se sënnavoll ass, ob se proportionell ass, ob se hirem Zil gerecht gëtt. D'Ofschaffung vun engem Recours en réformation an d'Ersetzen duerch e Recours en annulation ass e graven Agréff an d'Rechter vum Justiciabel.

An et ass net fir d'Éischt. Mir hunn hei schonn x Texter gesinn, wou des Regierung einfach nëmme Recours en annulation agesat huet a keng Recours en réformation. An dat ass net, fir de Richter d'Liewe méi einfach ze maachen; et ass, fir de Bierger d'Liewe méi schwéier ze maachen a fir hinnen hir Méiglechkeet ewechzehuele vu Recours géint Autorisatiounen oder besser gesot géint Refus d'autorisation, well wie seet „Autorisatioun“, seet „Refus d'autorisation“. Dat ass de Fakt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Hei hu verschidde Riedner vun de Majoritéitsparteien, den Här Anzia, d'Madamm Hemmen, geschwat vum Respekt virun de Baueren, vun hirem klengen Akommes an esou weider. Wou ass de Respekt, wann den Avis de la Chambre d'Agriculture a vu sämtleche Beruffsverbänn vun de Bauere seet, hei wieren Droit-de-préemptionen, déi ze wäit géife goen, hei wiere Servituden, déi équipollente sinn zu enger Expropriatioun, eng Atteinte au droit de propriété disproportionnée, eng grave Atteinte au droit de propriété, eng Expropriation de fait?

A mir ginn hei einfach doriwuer ewech, wéi wann déi Chamber an déi Beruffsvertriedungen näischt gesot hätten! Ass dat de Respekt, deen Der hutt virun deem Beruffsstand?

20 Règlement-grand-ducal solle kommen, eng Hällewull, fir hei Detailler ze ginn. Genau do gesi mer schonn d'Onsécherheet vun deem Gesetz. A mir wäerten als ADR a mir wäerten als betraffe Leit ganz genau kucken, dass déi Reglementer am Kader vum Gesetz geschéien a keen Dibbelche méi wäit gi wéi dat, wat d'Gesetz virgesäit, well d'Konditiounen vun der Stee, déi ginn hei am Haus festgeluecht an net op iergendengem Ministère.

D'Ekopunkte sinn e gutt Beispill. Et ass „New-speak“. „Mir sinn all fir Ekopunkten.“ „Ekopunkten“, dat kléngt immens schéin. „Ech sammeln Ekopunkten.“ Mä ganz konkret, ganz genau wat fir eng Punkte firwat, dat soll spéider iergendwann eng Kéier festgeluecht ginn. Et ass eng Worthülse, et ass eng Worthülse ouni Inhalt. An d'Madamm Hemmen huet scho virausgegraff, andeem se sot, do wiere jo da Règlements grand-ducaux, déi kéint ee jo dann änneren, wa se an der Praxis net géife gräifen.

Dat Lescht, wat eis als ADR dozou beweegt huet, fir 100% géint dese Projet ze stëmmen, dass sinn déi zousätzlech Schikanen, déi agefouert gi fir Haiser a Gréngzonen.

Wourëmmer geet et? Et geet ëm besteeënd Haiser, ganz oft Millen oder Häff oder den Här Haiser, déi eben deemools gebaut gi si viru 50, virun 100 oder nach méi Joren, déi an der Gréngzon leien. Och bis elo konnt een do net egal wat maachen. Och bis elo konnt een déi net einfach vergrësseren. Mä et konnt een awer eng Autorisatioun froen, fir se ze ver-

grësseren. Et konnt een eng Autorisatioun froen, fir hir Destinatioun ze änneren. Dat ass haut eriwuer. Ausser wa se an e ganz restriktive Kader fale vun deem, wat ee kann an der Gréngzon maachen, därer ee se net méi vergrësseren.

Mä nach méi schlëmm! Nach méi schlëmm! Elo moosst sech de Stat un ze soen: „Le caractère d'un site“, wann dee compromettéiert ass duerch ee besteeënd Gebai, da kann de Minister ordonnéieren, dass säin Aspect extérieur verännert gëtt!

Léif Kollege vun der DP, kënt Der mat esou eppes d'accord sinn?! De Stat moosst sech un, d'Harmonie vun engem Site, vun engem besteeënd Site an enger Zone verte och nëmme ze beuerteelen a Leit, Propriétaires ze ordonnéieren, se missten hiert Haus verännere!

Wou liewe mer? A wat huet dat mat Natur ze dinn? Wat huet dat mat Natur ze dinn?

Datt d'Destinatioun net méi ka geännert ginn, ausser an deem ganz restriktive Kader vum Artikel 6, d'accord! Mä och Renovatiounen an Transformatiounen bedengen an Zukunft eng Autorisatioun vum Minister.

Wat heescht dat? Dat heescht ganz konkret...

(*Interruption par M. Camille Gira*)

Neen, dat ass haut net esou. Haut, wann ech en Haus hunn an der Zone verte an ech maachen d'Plättercher nei a mengem Buedzëmmer, dann därer ech dat maachen. Dat sinn Aarbechten, déi ech der Gemeng deklaréieren. Meeschtens, an den allermeeschte Gemenge brauch ech emol keng Autorisatioun derfir. Ech deklaréieren der Gemeng se, mä ech brauch bestëmmt net eng Autorisation ministérielle, fir Plättercher a mengem Buedzëmmer ze änneren a mengem Haus an der Zone verte.

A wat huet dat mat Naturschutz, wat huet dat mat Biodiversitéit ze dinn oder mat Mënscheschutz? Dat ass ganz einfach nëmme eng gréng Schikan.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - D'Strofen: Wann ech mäin Haus, wat dann net harmonesch genuch läit, a wou den Här Minister oder den Här Statssekretär fënnt, dass ech misst den Extérieur änneren, wann ech dat net maachen oder wann ech a mengem Buedzëmmer vu mengem besteeëndem Haus an der Zone verte d'Plättercher änneren ouni Autorisatioun, da kann ech gestrooft gi mat sechs Méint Prisong oder 750.000 Euro Geldstrof. Dat ass fir eis inakzeptabel an ech soen: Dat sinn net déi mat der Flantermaus, dat sinn déi mat der Ratsch!

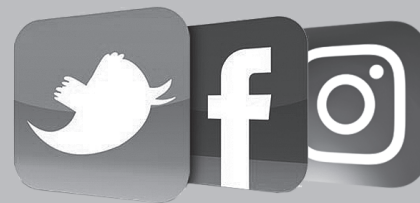
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(*Hilarité et brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, ech wëll just soen, dass mer hei e gefleegten Émgang normalerweis üben.

(*Brouhaha*)

Jo. Dir wësst jo, wann ech dat iwwersetzen, wat dat heescht. Gutt!



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Also, wann ech gelift, och wann d'Wahle méi no kommen, kommt, mir bleiwe bei deem komerodschaflechen Émgang mateneen. Voilà!

(Interruption)

Jo, dat géllt fir jiddwereen! Dat géllt fir jiddwereen!

An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech versichen, genossenschaftlech ze bleiwen.

(Hilarité)

Muchas gracias. Här President, am leschte Jorhonnert war den Naturschutz vun der philosophescher Weltsicht vum René Descartes dominiert. Den Descartes war der Meenung, datt de Kierper net onbedéngt zesummegehieren a vunenee getrennt mussen ugesi ginn. An déi dualistesche Approche war laang Zäit maassgeblich fir d'Naturverständnis vun de Mënschen, dat doranner bestanen huet, d'Gesellschaft an d'Natur getrennt vunenee ze betruechten. D'Gesellschaft ass als rational ugesi ginn, d'Natur als irrational. An dëser Logik ass de Mënsch Här a Meeschter iwwer d'Natur a seng Roll par rapport zu dëser Natur beschränkt sech op de Schutz vun Naturschutzgebiddere, déi hire wëllen an irrationalen Charakter behalen a fir d'Gesellschaft als Attraktioun a Réckzugsgebitt erhalen bleiwen.

Dës Approche huet d'Naturverständnis an d'Politik an deem Beräich laang Zäit dominiert. Se mécht et deelweis bis haut nach. Mat dem Entstoen awer vun der ekologescher Bewegung an de 70er, an den 80er Joren an neie wëssenschaftlechen Erkenntnisser ass dës Approche op alle Fall emol a Fro gestallt ginn. An et gouf doropshin ab den 90er Joren och politesch Entwécklungen op internationalem Niveau am Beräich Klimaschutz, Biodiversitéit, nohaltig Entwécklung an esou weider. Saitdeem gëtt et e Bewusstsein derfir, datt d'mënschlech Aktivitéiten net vun der Natur an der Émwelt ofzetrennen sinn, datt déi mënschlech Aktivitéite Konsequenzen op d'Natur hunn an déi Konsequenzen och erëm deelweis ganz problematesch Auswierkungen op d'Organisatioun vun der Gesellschaft hunn.

Dat heescht iwwersat: Nach am 17. Jorhonnert zur Zäit vum René Descartes ware se tatsächlech der Meenung, datt ee sech misst d'Fro stellen, ob ee fir de Mënsch antrëtt oder fir d'Fliedermais. Glécklecherweis si mer hautdesdaags bal all e bësse méi wäit.

Fir déi Lénk ass op jidde Fall dës Constat acquis. Mir ginn awer e Schrëtt méi wäit a bezéien och d'Fro ronderëm d'wirtschaftlech Produktiounsweis oder d'Besetzverhältnissen mat an.

Mir soen, datt d'Organisatioun vun der Gesellschaft ausschlaggebend ass fir den Erhalt vun natierleche Ressourcen. Wéi produziere mir Wueren? Wie besetzt den Terrain? Wéi ass d'Muecht an der Gesellschaft verdeelt? A wéi a wien huet déi meescht? Wéi grouss sinn d'Ongläichheete beim Revenu, der Bildung oder beim Zougang zu Ressourcen? Dës Froe si fir eis zentral. A mir sinn der Meenung, datt, jee nodeem wéi d'Antwerten op dës Froe sinn, eng ekologesch Politik an Naturschutz guer net oder zumindest nëmme schwéier méiglech sinn.

Eis Kärausso ass also déi: Eng Gesellschaft, an där déi sozial Schéier ëmmer méi op geet an d'Aarmut wiisst; eng Wirtschaft, déi d'Rentabiliséierung vum Kapital als iewescht Prioritéit huet an alles a jiddwereen zur Wuer mécht, kënnen ekologesch net nohaltig sinn a kënnen den Erhalt vun der Émwelt an den Zougang zu den natierleche Ressourcen net erhalen.

Mat deem neien Naturschutzgesetz gëtt dee Spagat awer elo probéiert. Ouni elo an den Detail vun all Mesurë kënnen a wëllen ze goen, stelle mir fest, datt dëst Gesetz domat schonn eng Avancée ass, mä eben nëmme an dem wirtschaftleche Kader, an deem mir eis befinnen. Dat ass vläicht op kuerz Siicht zefriddestellend, mä laangfristeg geet dat awer och net duer. An och de Mouvement écologique bréngt et a sengem Avis an deem Sënn op de Punkt: D'Gesetz schaaft keng Viraussetzung, fir eng strukturell Verännerung an der Zukunft ze schafen.

Ech probéieren, e puer konkret Mesurë vum Gesetz an deem Kontext ze ëmräissen. D'Gesetz gesäit zwou verschidden Approchë fir de Schutz vun den natierleche Ressourcë vir: d'Verhënerung oder d'Eliminatioun vun den negativen Konsequenzen vun engem Infrastrukturprojet engersäits an ebe Kompensationsmoossname fir dës Konsequenzen anerersäits.

Fir eis stellt sech hei schonn d'Fro, ob an awéieren den zoustännege Minister téschent deenen zwou Approchen den Arbitrage ka maachen. D'Gesetz iwwerléisst d'Form vun de Mesuren, déi bei engem Infrastrukturprojet néideg sinn, der Appreciatioun och vum Minister. D'Verhënerung ass wuel oft méi deier, méi opwennege an erfuerdert eng Expertise, déi bei der Kompensatioun sécherlech manner an d'Gewicht falen.

Am franséische Gesetz ass de Prinzip «éviter, réduire, compenser» maassgebend, an hei gëtt et och eng kloer Hierarchie. D'Kompensatioun ass ëmmer dat lescht Mëttel, et soll et zumindest sinn.

Wéi ass et elo bei dësem Gesetz? D'Kompensatioun vun der Degradatioun vun natierleche Ressourcen op enger anerer Plaz ass als Mesure net nei an dësem Gesetz. Mä fir eis stelle sech awer eng Rei prinzipiell Froen.

Wat soll kompenséiert ginn? Fir dat ze wëssen, muss een d'Ressourcen, d'Biodiversitéit an d'Zesummenhang an deem Ökosystem komplett kennen. De Mouvement écologique kritisiert an deem Zesummenhang dann och, datt déi objektiv naturwëssenschaftlech Grondlag, fir dat richteg kënnen ze maachen, de Biotopkader, net genuch gestärkt gouf.

Ginn d'Incitatiounen, fir ze zerstéieren an dann ze kompenséieren, net méi grouss, andeem eng einfach Formel fir d'Kompensatioun ugebuede gëtt? Am franséische Gesetz hunn d'Kritiker deemools d'Stärkung vun de Kompensationsmechanisme mat der Aféierung vun engem Droit à détruire gläichgesat. Opgrond vun der Schwierigkeet, fir eent zu eent ze kompenséieren, an natierlech och der Raritéit vun de verfügbaren Terrainen ass dat fir eis awer e ganz zentrale Problem.

Gëtt d'Monetariséierung vun der Natur net duerch dee Service clé en main bei der Kompensatioun verstärkt? Sécherlech ass et esou, datt et fir de Fortgang vun Infrastrukturprojekten an och fir d'Kohärenz vun der ekologescher Kompensatioun um Terrain Sënn mécht, op dee Wee vun den Ekopunkten ze goen an déi da mat engem Geldwäert ze beleeden. Esou muss e Promoteur einfach just nach déi gefroten Zomm an deen neie Fong iwwerweisen an da kann e bauen.

Duerch déi Approche gëtt eppes quantifizéiert, wat eigentlech guer net ze quantifizéieren ass: d'Natur. Duerno gëtt e Montant droppesat an domat gëtt d'Natur oder villméi d'Zerstéierung vun engem Stéck Natur zur Wuer. Ee Promoteur keeft am Fong e Recht op Zerstéierung, andeem an eng Zomm fir d'Kompensatioun iwwerweist.

D'Problematik vun der Monetariséierung gëtt fir eis natierlech bei dësem Gesetz doduerch

entschärft, datt d'Kompensatiounen an d'Flächen, op deene se solle gemaach ginn, vum Stat an de Gemenge kontrolléiert sinn. Sou bleiwe kompenséiert Biotoper mat all hirer Aartevillfalt an hire Ressourcen an effentlechem Besetz a soumat zougänglech.

Et dierf natierlech ni de Feeler gemaach ginn, fir dës ekologesch Kompensatioun fir Privater zougänglech ze maachen, déi dorauer e spekulativen Invest maache kéinten. Do wäere mir dann net méi bei der Monetariséierung, mä bei der Finanzialiséierung vun der Natur. An den USA ass dat schonn haut Realitéit, an europäesche Länner leider och.

Uknäppend un déi richteg Entscheidung, datt Stat a Gemenge fir d'Kompensatioun an d'Fläche verantwortlech solle sinn, stellt sech natierlech méi grondleedend awer och d'Fro vum Besetz an der Uschafung vun den Terrainen. An déi Thematik, déi kënnt an der Lescht immens oft an Debatten erëm, och deslescht bei der Landesplanung oder beim Logement oder erëm bei Bail à ferme.

Dat ass normal, well se determinéiert näamlech d'Portée an d'Realitéit vun deem, wat d'Chamber heibannen och decidéiert. A wéi an all anere Politikberäicher och, muss een och fir den Naturschutz soen, datt ouni Virkafrecht vum Stat op allen oder zumindest op de meeschten Terrainen eng kohärent a wirksam Naturschutzpolitik wahrscheinlech guer net méiglech ass. An d'Regierung weess dat wahrscheinlech selwer och. Dofir huet se och eng Iwwergangsfrist vu siwe Joer virgesinn. Sou laang muss de Flächepool also nach net prett sinn.

An do hätt ech vläicht och nach eng Fro, déi eis do elo agefall ass: wéi et iwwerhaupt ausgesäit bei de Kompensationsmesurë par rapport elo an der aktueller Situatioun, awéieren och elo d'Promoteuren, déi eben och hu misse kompenséieren, ob et do e Bilan gëtt, ob do e Bilan gezu ginn ass, awéieren déi Kompensationsmesuren dann och effektiv duergesat goufen. Dat wier vläicht interessant. Ech weess net, ob den Här Statssekretär elo direkt drop äntwerte kann, mä et wier vläicht interessant, dat eng Kéier gewuer ze ginn.

De Schutz vun natierleche Ressourcen ass am Interessi vun der Allgemengheet. Da muss d'Allgemengheet awer och d'Mëttele an och genuch Terraine kënnen hunn, fir dese Schutz kënnen ze assuréieren. Wéi ech am Ufank sot, probéiert d'Regierung mat dësem Gesetz d'Stärkung vum Naturschutz ënnert den Hutt ze bréngen mat enger wirtschaftlecher Entwécklung, bei där d'Natur awer an éischer Linn en Hindernis ass.

Dat huele mir esou zur Kenntnis a stëmmen d'Gesetz och mat, ouni awer aus dem Bléck ze verléieren, datt et op laang Dauer ouni e méi fundamentaalt Émdenken net méi ka weidergoen.

Mir erënnere dofir nach eng Kéier drun, wat d'Regierung soss esou vun Initiativen ergräift, déi a kompletter Kontradiktioun stinn zum Schutz vun natierleche Ressourcen, der Aartevillfalt an esou weider: eng Landwirtschaftspolitik, an där et ëmmer nach keen Émdenke gëtt; e Pestizideplang, deen ëmmer nach net steet; de Bau an den Ausbau vu Stroosse mat alle Loft- a Kaméidibelaaschtungen, déi domadder zesummenhängen; d'Usidlung vu Betriber, déi mat hiren Aktivitéiten eis natierlech Ressourcen op d'Spill setzen; e Rentefong, dee weider a Multinationaler mat schiedlechen Aktivitéiten investéiert, de Space Mining; d'Zerstéierung vun natierleche Ressourcen, déi elo och nach an de Weltall verlagert gi soll. An esou weider.

Wa mir mat all deem esou weiderfueren, dann ass geschwé keng Natur méi ronderëm eis, déi ee beschütze kann. Dofir wäerte mer trotzdeem nach eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn, an der Hoffnung, datt mer och hei zu Lëtzebuerg zu engem fundamentalem Émdenke kommen an eiser ekonomescher Entwécklung.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An déi lescht Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke mat enger Feststellung un: Wann een net d'accord ass mat deene Gréngen, dann ass ee vun enger Bei gepickt, et ass een e Populist an et kritt ee gesot, et soll een näischt opféieren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ben, ech ka just soen: Gutt, datt ech...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat sot Der richteg!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- ...net nach bei méi Gesetzer vun deene Gréngen schwätzen, well soss kréich ech bis zum Summer wahrscheinlich nach méi Titelen. A well den Här Statssekretär Gira jo der Meenung ass, datt, wann zwou Saachen an ënnerschiddleche Ministère behandelt ginn, déi dann absolut näischt mateneen ze dinn hunn - esou hat en dat zumindest bei RTL erkläert -, mä da kéint ech mech direkt erëm sëtze goen, well ech wollt iwwer d'Naturschutzgesetz aus der Siicht vun der Landwirtschaft schwätzen.

Majo, hei sinn ech dann, wéi esou dacks, net mam Här Gira d'accord, well obwuel Landwirtschaft an Émwelt an ënnerschiddleche Ministère sinn, hu se nawell vill mateneen ze dinn. An ech fänke mat all eise Schutzzonen un.

Laut den Aussoe vun der Bauerenallianz si ronn 37% vun eiser landwirtschaftlecher Fläch geschützt. Do gëtt et wahrscheinlech ënnerschiddlech Statistiken. Déi sinn da beluecht mat iergendwelche Servituden. Allgemeng muss mer eis duerfir d'Fro stellen: Wéi vill Schutzzone brauche mer nach, wëlle mer nach ausweisen? An ech wëll awer och hei soen: Wa mer op véierter Plaz leien innerhalb vun 20 Länner beim Undeel vu geschützter Fläch, dann ass dat awer net esou schlecht.

An da sinn ech och schonns bei dem Plan sectoriel «Paysages». An ech wëll hei awer nach emol op meng Question parlementaire urgente agoen, wou ech gefrot hat, fir am Virfeld vum Vott vum Naturschutzgesetz d'Plan-sectorielle kënnen ze kréien an hei natierlech virun allem de Plan sectoriel «Paysages».

A wann déi Äntwert net déi gewiescht wär, wéi se war, dann hätt wahrscheinlech keen Hunn derno gekréit. Mä d'Äntwert, déi war awer zimlech, ech géif souguer soen, ganz speziell. Ech krut gesot, et géif u sech näischt dergéint schwätzen, fir eis Plan-sectorielle ze ginn, mä mir krite se awer net. A wa mer se da kriter, dann därefter mer näischt domadder ufänke bis den 28. Mee. Sou!

Den Här Gira sot dann och nach um Radio, et wär pure Populismus, wann ech esou eppes géif froen. Déi zwee Gesetzer hätten absolut näischt mateneen ze dinn. An de beschte Bewäis wär et jo, datt se an ënnerschiddleche Ministère behandelt ginn.

Ech froe mech, majo fréier ass heiansdo vu Silosdenke geschwat ginn, an dat ass anere Leit virgeworf ginn. Hei kann een dat vläicht och emol eng Kéier froen.

Abee, ech sinn anerer Meenung, an dëst virun allem aus der Siicht vun der Landwirtschaft. Wann zum Beispill e Bauer wëllt aussidelen, de Betrib léich an engem Naturschutzgebitt oder einfach an enger Gréngzon, da ginn et Bestëmungen zu de Bauten an dësem Naturschutzgesetz a Règlement-grand-ducallen, déi mer nach net alleguer hunn.

Da kéinten dës Flächen awer och nach an engem Corridor écologique leien, deen an nationalen Naturschutzplang definiert ass, wat kee Gesetz a kee Règlement grand-ducal ass. Et kéint awer och nach an enger Zone interurbaine leien, wat am Plan sectoriel «Paysages» beschriwwen ass. Et kéint och nach an enger Coupure verte leien, och am Plan sectoriel «Paysages». Et kéint och nach an enger Zone de préservation des grands ensembles paysagers leien, och am Plan sectoriel «Paysages».

An da muss de Bauer awer, och wann et zwee verschide Ministère sinn, dës Kaarten iwwerneeleeën. An da stelle sech awer eng Partie Froen: Kommen duerch déi verschidden Zonen aus dem Plan sectoriel «Paysages» nach aner Aschränkunge wéi déi duerch d'Naturschutzgesetz? Kommen zum Beispill zu deenen am Naturschutzgesetz virgesinnene Virschreffe beim Bauen och nach anerer derbäi an dësen Zonen?

Et muss een also dat Ganzt zesumme kucken, an net separat, esou wéi den Här Gira dat sot.

Da gëtt an de Plan-sectorielle och nach vun Aktivité agricole geschwat. An ech däreft dat hei soen, obschonns datt ech u sech näischt däreft soen iwwer d'Plan-sectorielle, mä dat hat den Här Etgen beim État de la nation gesot. Also däreft ech den Här Etgen dann hei widerhuelen.

Mä wann iwwer d'Activité agricole bei de Plan-sectorielle geschwat gëtt, da kann ee sech awer och do Froe stellen. Do hätt ee sech jo kënnen virstellen, datt op dese Flächen net däreft kompenséiert ginn. Oder ass et éischer de Contraire? Eegne sech dës Fläche besonnesch gutt, fir ze kompenséieren?

Also ganz vill Froen, déi ee ka stellen. Also, mir da Populismus ënnerstellen an indirekt soen, ech wier net nëmme vun der Bei gepickt ginn, mä wahrscheinlech och nach vum Lämmes gebass, wann ech vernetzt Froe stellen, dat fannechen en zimlech staarkt Stéck!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech kommen dann elo erëm op d'Schutzflächen zréck, op déi, soubal se ausgewise sinn, direkt oder indirekt Servituten dropkommen. Duerfir soe mir als CSV, an dat hate mer och duerch en Amendement gefuerdert, datt bei der Ausweitung vun dese Fläche muss fir Transparenz gesuergt ginn, mä leider ware sech jo hei Rout, Blo a Gréng eens, fir dat léiwer net ze maachen.

Kompenséieren: ee weidere wichtege Punkt am Zesammenhang mat der Landwirtschaft. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et elo schonn e puermol héieren: Lëtzebuerg wiisst. D'Émwelt gétt zerstéiert. Déi muss kompenséiert ginn. Wou? Ma meeschtens op landwirtschaftlech genotzem Terrain.

An d'Landwirtschaft verléiert zweemol duerch de Wuesstum - dat ass och de Moien nach eemol vum Här Schroeder vun der Landwirtschaft ënnerstrach ginn -, éischtens doduerch, datt hiren Terrain gebraucht gétt, fir ze wuesen - ech mengen, do kann den Här Gira net soen, datt dat net de Fall wier -, an zweetens awer doduerch, datt hiren Terrain gebraucht gétt, fir ze kompenséieren. Och wann dann nach iergendeng Landwirtschaft méiglech ass, mä et ginn awer Servituten dropgeluecht.

An ech krut an enger Äntwert vun enger Question parlementaire nach gesot: „Et geet net nëmme reng ëm d'Extensivéieren. Mir mussen dann eenzel verschidde Biotopen trotzdeem erëm dohinner kréien.“ Also kann een net soen: „Du kanns maachen domadder, wat s de wélls.“

Datt d'Landwirtschaft heiriwwer net frou ass, dat, mengen ech, misst ee verstoen. A mir hunn och näischt géint déi Ökopunkten - de Laurent Zeimet huet dat scho gesot -, mä fir eis ass et awer wichteg, datt mer net ze vill där Fläche verbrauchen, fir ze kompenséieren. A mir haten och hei en Amendement virgesinn, wou mer proposéiert haten ze strächen, datt de Minister u sech d'Méiglechkeet huet, fir ze decidéieren, fir en X-facht vun deem, wat zerstéiert ass, als Kompensatioun ze froen.

D'Chambre des Métiers hat och heiropp higewisen. Also vläicht nach een, dee vun der Bei gepickt ginn ass.

(**Hilarité**)

Dësen Amendement ass awer och vu Rout, Blo a Gréng refuséiert ginn.

D'Chambre des Métiers hat och nach drop higewisen, datt et wichteg wär, fir no innovative Kompensatiounsmoosnamen ze sichen, fir eben dee Flächeverbrauch ze reduzéieren. An eigentlech huet d'DP dat, wann ech dat richteg verstanen hunn, och gesot. An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun,...

Motion 1

La Chambre des Députés,

- reconnaissant la plus-value du principe d'un système numérique d'évaluation et de compensation en écopoints;

- considérant les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de l'Agriculture qui indiquent la nécessité de prévoir d'autres mécanismes de compensation;

invite le Gouvernement

- à évaluer le système des écopoints et à en faire les adaptations nécessaires;

- à identifier des mesures compensatoires innovatrices et alternatives permettant d'éviter la perte de surfaces agricoles productives.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Léon Gloden, Aly Kaes, Marcel Oberweis, Laurent Zeimet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...wou mer d'Regierung opfuere, de System mat den Ökopunkten ze evaluéieren, déi néideg Upassungen ze maachen, an dëst eben ënner dem Gesichtspunkt vun enger Reduzéierung vun Flächeverbrauch a mat dem Opruff, fir no aneren innovative Kompensatiounsmoosnamen ze sichen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da gétt an deem Gesetz elo festgehalen, datt de Stat

Flächen opkeeft, fir de sougenannte Kompensatiounspool zesammenzestellen. Mä och do stelle sech eng Partie Froen.

Éischtens, no wéi enge Kritäre keeft de Stat des Flächen op? An da muss een awer och verstoen an am Kapp behalen, datt duerch den Opkauf den Drock op d'Land net onbedéngt ofhëlt, virun allem, well de Verkeefer, an deem Fall, wou en et dem Stat verkeeft, jo net op d'Plus-value besteiert gétt. Do kann u sech en normale Bauer schlecht mathalen.

Déi zweet Fro, déi sech hei stellt, ass awer: Firwat steet net kloer am Gesetz dran, datt keng landwirtschaftlech wäertvoll Fläche geholl ginn, fir ze kompenséieren? U sech, wann ech de Leit nogelasschert hunn, wéllt jiddwereen dat. Firwat dat awer net kloer draschreiwene? Elo steet dran: „De Minister passt op, fir ze evitéieren, datt...“ Dat ass an eisen Aen net ganz kloer. Mir haten och do en Amendement gemaach, fir dat kloerzestellen. Och d'Landwirtschaftskummer hat dat gefrot. Also nach een, dee vun der Bei gepickt ginn ass. Awer och dat ass vu Rout, Blo a Gréng refuséiert ginn.

Da kommen ech zum Bauer an der Gréngzon.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Duerfir stierwen déi aus.

(**Hilarité**)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - D'Madame Loschetter mengt, si hätt elo d'Ursaach fonnt, firwat datt d'Beie géifen austierwen.

De Bauer an der Gréngzon: ee weidere wichtege Punkt, well de Bauerebetrieb gehéiert ëmmer méi dohinner an ëmmer manner an d'Duerf. Datt een an der Gréngzon net ka bauen, wat a wou ee wéllt, ech mengen, do si mer eis alleguer eens. Fir awer eng nohalteg Landwirtschaft ze behalen, muss mer eis Landwirtschaft an Zukunft op méi breet Bee stellen. Wa mer gären an Zukunft hätten, datt eis Baueren net nëmme Mëllech strächen oder Ranner mäschten, mä och innovativ sinn, dann ass awer eng Grondvoraussetzung déi, datt mer des Innovatiounen, Alternativen, zweet Standbeener och an der Gréngzon zouloossen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wéi gesäit et zum Beispill aus mat Chambres d'hôtes? Am Ausland profitéiere mer jo emol heiansdo gären dovunner.

► **Une voix.** - Tourismus.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Hunn déi en direkte Lien mat der Matière première? Dat gétt jo gefrot. Wahrscheinlech net! Vläicht ginn da mat deem Gesetz héchstens Zëmmere wéi an engem Heehotel accordéiert, well mam Hee hätte mer jo zumindest net en direkte Lien mat der Produktioun duergestallt.

(**Interruption par M. Roy Reding**)

Wéi gesäit et mat engem Erliedebauerenhaff an der Gréngzon aus? Mir hunn hei zu Lëtzebuerg zum Beispill een Haff, ee ganz schéinen Haff, dee läit, souwäit ech weess, an der Zone verte, zumindest net am Duerf. Do gi regelméisseg Kanner aus der Waldorfschoul dohinner. En ass och deementspreechend ageriicht.

Um Haff ass enner anerem och een Naturata-Butteke an esou weider. Huet dësen elo en direkte Lien mat der Matière première vum Betrieb? Dat ass mer am Prinzip egal, well mer brauchen an Zukunft nach méi esou eng Betriber, och konventioneller. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt eis Direktvermaarter, vum Bauerenhaff op den Dësch, och a verschidde Betriber Butteker hätten, an dat an der Gréngzon.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ganz richtig!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mat deem Gesetz wäert et awer schwierig bis bal onméiglech ginn, fir dat ze accordéieren. Schued! Ma et steet dran, souguer explizit, datt de Gäertner emol, mengen ech, keng Blummedeppen däerf zousätzlech verkafen, well déi net am Betrieb do produzéiert ginn. Dat steet explizit dran.

An dann hat ech och nach an der Kommissioun gefrot, ob et dann erlaabt wär, datt e Bauer als eng Niewentätigkeit, wann en ee fräie Stall hätt, zum Beispill eng Hondspensioun kéint opmaachen. Et si bestëmmt Leit heibannen, déi Hënn hunn. An et si bestëmmt Leit heibannen, wa se hir Hënn an eng Hondspensioun féieren, déi da frou wäeren, wann deen Hond déi aner Auslaf hätt. An da passt dat och nach besser an d'Gréngzon. Wahrscheinlech sinn d'Noperen och nach méi frou, wa se am Duerf keng Hondspensioun dernieft hunn. Et ginn der also gebraucht. An de Bauer kéint en zweet Standbeener opbauen.

Wat ass awer geschitt? An dat fannen ech schonn och erëm eng Kéier speziell: An der nächster Sitzung hate mer een Amendement

doleien, wou elo explizit drasteet, datt dëst verbueden ass.

Dir Dammen an Dir Hären, leider hat ech et gefrot! A Gott sei Dank hat ech net nach méi Beispiller gefrot, well soss wäeren déi wahrscheinlech och elo nach explizit am Gesetz dran, datt déi verbuede wäeren.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Verbuetsministère!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An dëst beweist d'Atellung vun der Regierung: esou restriktiv wéi méiglech a keen Zeechen a Richtung Innovatiounen.

Och d'Päerdsstall kéint een als Beispill huelen. Och hei kann ee restriktiv Interpretatiounen fäerten, mä och déi brauche mer.

Als CSV soe mer ganz kloer, datt mer déi landwirtschaftlech Aktivitéit muss flexibel gesinn. Mir mussen Alternativen, zweet Standbeener an Niewenaktivitéiten op de Betriber zouloossen a féerden; an och zweet Standbeener!

Da kommen ech bei d'Wunnhaiser an der Gréngzon. D'Atellung vun dem Émweltministère beleet folgend Beispill; ech hat et schonn eng Kéier hei erkläert, mengen ech: Wéi e Bauer eng Geneemegung gefrot hat, fir bei sengem Héngerstall en Haus opzerichten, huet d'Madame Minister Dieschbourg him geäntwert, d'Hénger missten net beim Eeërleeren assistéiert ginn, also krit hie keng Geneemegung.

(**Interruption par M. Roy Reding**)

Esou eng Aussoe vun enger Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, maachen d'landwirtschaftlech Produktioun lächerlech, sinn eng Frechheet fir d'Bauern a beweisen d'Atellung vun der Émweltministesch, dem Statssekretär!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Just eng kleng Klammer: De Bauer hat e laangen Otem an e krut herno viru Geriicht recht, mä leider huet net jiddwereen esou ee laangen Otem.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Firwat däerf en net?

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Elo steet am Projet de loi, datt ee Wunnhaus beim Betrieb nëmmer dann erlaabt gétt, wann d'Aktivitéit eng dauerhaft Präsenz vum Betribsleeder erfuerdert. Wat heescht dat konkret, „eng dauerhaft Präsenz vum Betribsleeder“?

Dann zielt dëst Wunnhaus an Zukunft och als landwirtschaftlech Konstruktioon. Wat huet dëst fir Konsequenzen? Wat geschitt zum Beispill an engem Härtefall, wann de Mann géif stierwen, d'Fra huet en anere Beruff an et sinn nach kleng Kanner do? Déi kënnen de Betrieb net weiderféieren. Wat geschitt dann? Ee Règlement grand-ducal hu mer nach net. Awer an der Lettre ministérielle, déi mer krit haten, stoung: «Une fois que l'exploitation agricole aura cessé ou que le requérant aura cessé son activité, la construction sera enlevée.» Misst d'Haus dann an deem Fall ofgerappt ginn? Do ass net vill Spillraum dran. Härtefall si keng virgesinn. Sou!

Am Wunnhaus kann dann nach ee Logement intégré virgesi ginn. Et muss awer deeselwechte Propriétaire sinn. Firwat deeselwechte Propriétaire, wann zwee Bridder den Haff hätten? Firwat kéinten do net d'Besetzverhältnisser kloer geregelt ginn?

Sou! Mä lescht Stéchwuert: Fräifaartsschäin. Am Artikel 61 vum Projet de loi steet dran, datt de Minister zu all Autorisatioun däerf, nieft de Bestëmmungen zu de Bauten, och iergendeng aner Moosname virschreiwene, wann de Gebrauch vun de Gebaier, net d'Gebaier selwer, mä de Gebrauch vun de Gebaier eng Gefor fir d'Émwelt am Allgemengen a fir d'Schëinheet vun der Landschaft an esou weider ass. „Schëinheet“ ass e ganz vage subjektive Begrëff.

(**Interruption**)

Ech hat emol eng Kéier ee Proff op der Uni, deen huet eis Diae gewisen. En huet dann Hiwwellandschafte gewisen an dann huet e gesot: „Do muss gro Kéi stoen.“ En huet flaach Landschaft gewisen an dann huet e gesot: „Do mussen där bronger Kéi stoen.“ Sou! Wann dat doten d'Schëinheet erkläert, da sinn do definitiv vill Méiglechkeeten dran, fir dat ze interpretéieren.

An och elo schonns huet den Émweltministère et sech zur Gewunnecht gemaach, wann ee Bauer zum Beispill ee Changement d'affectation freet, déi eng Zort Béischte ginn duerch déi aner Zort ersat, datt hien nëmmer da säin Okay gétt, wann de Véibesaz am Ganze reduzéiert gétt, dat heescht, wa manner produzéiert gétt. An dat, obwuel mer aner Gesetzer, europäesch Direktiven hunn, un déi sech d'Bauere souwisou mussen halen!

Mat deem Artikel krit hien also elo een absolute Fräifaartsschäin, fir esou eng Moosnamen ze diktéieren. Dat ass fir eis net akzeptabel!

Ech kéint elo esou weiderfueren, mä ech wéll ofschléissend zesummeffassen an ech wéll dem Här Gira dann och soen, datt mer net hu misse no Argumenter sichen, fir dergéint ze stëmmen. Mir hunn Argumenter!

Dëst Gesetz liwwert, wéi gesot, fruchtbar Buedem fir d'Willkür vum Environnementsministère. Transparenz zielt op jidde Fall net beim Ausweise vun de Schutzzonen. Administrativ Vereinfachung: Hei hu mer nach ganz vill Sputt no uewen. Manner Rechter fir de Bierger: De Recours en réformation gétt ersat nëmme méi nach duerch de Recours en annulation.

Mir hate 27 Amendementer gemaach. Se sinn alleguer refuséiert ginn. Dat heescht: 23-mol Nee vun der CSV!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech wär ganz frou, wann d'Motioun géif verdeelt ginn.

(**Brouhaha**)

D'Motioun. Et ass jo kee Buch, et ass ee Blatt.

(**Hilarité**)

Neen! Ech soen, dass et gutt wär, wann ee Stellung bezitt, dass se disponibel ass.

(**Brouhaha général**)

Den Här Statssekretär huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll als Allereréicht hei e ganz, ganz grouse Merci lassginn, virun allem un de President-Rapporteur, net nëmme fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Bericht, mä virun allem fir d'Aart a Weis, wéi en d'Debatten an der Chamberskommissioun geréiert huet.

E Gesetz mat iwwer 80 Artikel mat enger héich komplizierter Matière. Ech mengen, dat kënnen all d'Kollegen an d'Kolleginnen aus där Chamberskommissioun bezeien. Dat mierkt een och an enzelnen Avisen, déi nach ëmmer de Kompenséierungssystem net verstanen hunn. Et esou ze leeden, dass mer dat Gesetz haut kënnen stëmmen, dat ass zu engem ganz groussen Deel de Meritt vum Henri Kox. An duerfir e ganz grouse Merci un hien, awer och un all déi aner Memberen, wou mer wierklech konstruktiv Diskussiounen haten. An ech schléissen och ausdrécklech do d'Opposition mat an, a während den Diskussiounen an der Chamberskommissioun och déi gréissten Oppositionspartei.

Jo, Här President, mat deene Gréng kann een, egal a wéi engem Land dass se sinn, ganz gäre streiden. Wann et ëm de Fong geet, ass dat iwwerhaupt kee Problem, mä da stelle mer herno fest: Déi eng hunn déi Meenung an déi aner eng aner. Wa mer e Kompromiss fannen, ass et gutt, a wa mer kee fannen, da sinn ebe Majoritéiten, déi decidéieren. An der Vergaangenheet war dat ganz oft géint eis. Elo ass et méi oft fir eis, well mer eben an der Majoritéit sinn.

Mä ech muss awer soen: Leider ass déi sereine Diskussionskultur mat der gréisster Oppositionspartei an der leschter Woch net méi méiglech gewiescht. Ech ginn net an den Detail an, mä wann eng Deputéierten higeet an der Regierung Ontransparenz virwërf, dann e Lien mécht téschent zwee Gesetzer, dee wierklech ganz schlecht ze maachen ass, well dat, wat se verlaangt huet un Informatiounen, sinn Ausféierungsbestëmmungen, dat steet a Règlement-grand-ducallen dran oder a Plan-nationalen, wat déi exklusiv, mengen ech, Kompetenz vun der Regierung ass an net vun der Chamber.

Mä wann awer genau déi Informatiounen, déi déi Deputéierte gären hätt, schonn annerhalleft Joer am Memorial stinn... Här President, d'Secteurs écologiques, déi sinn zënter engem Joer am Memorial publizéiert. An ech hat der Deputéiert och ausdrécklech an der Chamberskommissioun gesot, si soll da wann ech gelift eng Recherche maachen, da kréich se all Informatiounen, fir...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et sinn awer vill aner Zonen am Plan sectoriel «Paysages».

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, ech wéll et dobäi beloossen. Ech iwwerloosse jiddwerengem heibannen, wien an deem doten Dossier e Selbstgoal geschoss huet a wien net. An domat géif ech dat klaséieren, well ech och mengen, dass et derwärt ass, hei iwwert de Fong ze diskutéieren an net iwwer Niewesächlechkeeten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn amgaangen, den Aascht ofzeseien, op deem mer setzen. 60% manner Insekten a 15



Joer an Däitschland, 30% manner Vullen a 15 Joer a Frankräich, 80% manner Fiichtgebidder a 50 Joer zu Lëtzebuerg. Dat si keng Klengegkeeten. Do geet et un d'Eingemachte an do geet et em d'Iwwerliewen. An dat soen net ech, Här President, dat hu 15.000 Wëssenschaftler aus 184 Länner virun e puer Méint an engem Hëllefstruff un d'Politik gesot.

A firwat, Här President, si mer dann als Mënschen esou wäit komm? Ech misst eigentlech

elo hei e ganz laange filosofeschen Exkurs halen, mä mat 15 Minutte gëtt dat schwéier. Duerfir halen ech mech un déi Haaptpunkten.

Ech kann ufänke bei der Bibel, mam Sproch „Macht euch die Erde untertan“, iwwert den Descartes, wéi den Här Wagner och richtegerweis hei gesot huet, dee mat sengem linearen Denken déi westlech Zivilisatioun ganz staark gepräagt huet, bis awer och - an och dat, mengen ech, géif den Här Wagner interesséieren -

ren -, bis bei d'Wiese vum Kapitalismus, firdeen et de Produktiounsfacteur Natur net gëtt, well en déi Servicer, déi vun der Natur geliwwert ginn, als gratis viraussetzt.

Mir brauchen also hei, Här President, eng zweet kopernikanesch Revolutioun.

La séance publique est levée à 17.40 heures suite à un malaise de M. le Secrétaire d'État Camille Gira.

Malgré les premiers secours prodigués tout de suite en salle plénière, M. Gira est malheureusement décédé peu après à l'hôpital.

Le Président de la Chambre des Députés et les présidents des groupes politiques, très affectés par le décès de M. Gira, ont pris la décision, d'un commun accord, d'annuler la séance publique du 17 mai.

Sommaire des séances publiques n^{os}36, 37 et 38

36^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 481
Question élargie n°29 de Mme Sylvie Andrich-Duval au sujet de la violence à l'école	p. 481-482
Question élargie n°30 de M. Fernand Kartheiser au sujet d'organisations non gouvernementales agréées	p. 482-483
7182 - Projet de loi portant modification	
1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;	
3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;	
4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2 ^e Chance;	
5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création	
a) d'un Institut national des langues;	
b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;	
6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;	
7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;	
8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;	
9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État	
et portant abrogation	
de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	p. 483-486
6708 - Projet de loi relative	
- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;	
- au courtage et à l'assistance technique;	
- au transfert intangible de technologie;	
- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes	
et portant abrogation de	
- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;	
- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;	
- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne	p. 486-487
7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	p. 487-488
7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	p. 488-489
7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics,	
6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal	
et	
6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics	p. 489-499

37^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 500
Communications	p. 500-501
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 501
Ordre du jour	p. 501
Heure de questions au Gouvernement	
Question n°316 du 14 mai 2018 de M. André Bauler relative à la situation des jeunes formés dans la carrière professionnelle de l'auxiliaire de vie, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	p. 501
Question n°317 du 15 mai 2018 de M. Claude Wiseler relative la procédure de nomination d'un candidat à un poste vacant du Conseil d'État, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 501-502
Question n°318 du 14 mai 2018 de M. Alex Bodry relative aux procédures d'autorisation d'exploitation concernant les centrales nucléaires à proximité du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 502
Question n°319 du 15 mai 2018 de M. Roy Reding relative à la décision du «Bundesfinanzhof» en matière d'intérêts de pénalité auprès de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 502
Question n°320 du 15 mai 2018 de M. Franz Fayot relative à l'installation d'une galerie nationale dans les murs de l'ancien Athénée, adressée à M. le Ministre de la Culture	p. 502-503
Question n°321 du 15 mai 2018 de Mme Sylvie Andrich relative à l'avenir incertain des sites à Dudelange et à Käerjeng du groupe verrier américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie	

et

Question n°3820 du 14 mai 2018 de M. Eugène Berger et de M. Gusty Graas relative à la fermeture de deux usines du groupe américain Guardian, adressée à M. le Ministre de l'Économie

p. 503

Question n°322 du 15 mai 2018 de M. Laurent Zeimet relative à la transposition de la convention collective SAs au niveau des initiatives sociales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

p. 503-504

Dépôt d'une proposition de loi par M. Claude Wiseler

p. 504

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et la décision du président des États-Unis de se retirer de cet accord

p. 504-507

Question élargie n°31 de M. Henri Kox relative à l'énergie nucléaire

p. 507-508

7214 - Projet de loi portant modification de l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

p. 508-509

7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

p. 509-510

7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gächel, le 4 juillet 2016

p. 510

7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37

p. 510-514

7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

p. 514-515

7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

p. 515

7263 - Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

p. 515-516

38^e séance

Ouverture de la séance publique

p. 517

7072 - Projet de loi portant

1. institution d'un service de médiation au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'Éducation nationale,

2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

3. modification de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

4. modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

p. 517-521

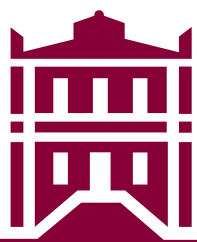
7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

p. 521-529



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3840	Franz Fayot	Site de la villa gallo-romaine à Schieren
3851	Max Hahn, Claude Lamberty	mBox
3852	Nancy Arendt	Retards présumés lors de la distribution de journaux étrangers
3853	Laurent Zeimet	Processionnaire du chêne
3857	Françoise Hetto-Gaasch, M. Léon Gloden, Octavie Modert	Dommages causés par les intempéries
3858	Josée Lorsché, Sam Tanson	Mise en pratique de la loi concernant la profession de psychothérapeute
3860	Gusty Graas	Problème des mégots
3861	Max Hahn, Claude Lamberty	Pollution des cours d'eau
3862	Max Hahn	Mariage civil
3863	Octavie Modert	Avancement du processus de reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne

3864	Marc Angel	Situation politique au Niger
3865	Françoise Hetto-Gaasch	Lycée Ermesinde
3866	Martine Hansen, Octavie Modert	Campagne publicitaire dans le cadre de la loi sur la protection des animaux
3868	Martine Hansen, Aly Kaes, Marco Schank	Retour du loup
3869	Laurent Zeimet, Marc Spautz	Mise à disposition d'images vidéo professionnelles à des fins de promotion d'un parti politique
3871	Martine Hansen	Corridors écologiques
3872	Martine Hansen	Programme d'éducation plurilingue
3873	Françoise Hetto-Gaasch	École de la 2 ^e chance
3877	Marc Spautz	Obtention du statut de salarié handicapé
3880	Max Hahn, Claude Lamberty	Congé pour raisons d'ordre personnel pour les indépendants
3902	Roy Reding	Sommet des chefs de Gouvernement libéraux à Senningen

Question 3840 (30.05.2018) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant le site de la villa gallo-romaine à Schieren:

Lors de la visite en octobre 2017 du Centre d'étude des peintures murales romaines (CEPMR) à Soissons restaurant les fresques trouvées sur le site archéologique de Schieren plusieurs options avaient été évoquées quant à la valorisation et la présentation au public de ce trésor culturel.

Une de ces options est la construction d'une infrastructure sur le site même de la villa gallo-romaine à Schieren afin d'y présenter les peintures murales restaurées et de donner ainsi à la commune de Schieren et toute la région une attraction touristique d'envergure. Le conseil communal de Schieren a d'ailleurs adopté une résolution pour encourager le Ministère de la Culture dans cette voie. Le conseil communal y invoque un «motif de fierté» pour les citoyens de Schieren et un atout majeur pour le développement d'activités culturelles et touristiques dans la commune.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Le Gouvernement encourage-t-il l'inscription du site de la villa gallo-romaine de Schieren sur le lieu-dit «Wieschen» sur l'inventaire supplémentaire prévu à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux? Dans l'affirmative, quand est-ce que cette inscription pourra intervenir?

2) Le Gouvernement soutient-il la demande de la commune de Schieren de poursuivre et d'étendre «encore davantage la connaissance et la transmission du site archéologique» et de construire un environnement pour garantir la protection et la mise en valeur des éléments trouvés sur le site?

3) Quelles seraient les modifications au tracé de l'extension de la route nationale B7 à prévoir au cas où le site serait préservé et une infrastructure construite pour la présentation et la protection des fresques?

Réponse commune (11.07.2018) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

ad 1) Il convient de préciser que le bâtiment principal de la villa gallo-romaine (pars urbana) de Schieren se trouve sur une unique grande parcelle appartenant à l'État. Le Gouvernement a toujours vivement encouragé l'inscription du site de la villa gallo-romaine de Schieren sur l'inventaire supplémentaire pour assurer dans le cadre de l'article 17 (loi du 18 juillet 1983) sa conservation et protection. Concernant la procédure de classement, la procédure d'inscription sur l'inventaire supplémentaire de la pars urbana sise au lieu-dit «Schlammgraecht» (pour différencier du lieu-dit «Wieschen» comprenant la pars rustica) a été finalisée par arrêté ministériel le 18 avril 2018.

ad 2) Le Gouvernement encourage et contribue financièrement à l'étude et la valorisation de ce haut lieu du patrimoine culturel qu'est la villa gallo-romaine de Schieren. Dans cette perspective, d'importants moyens financiers ont été budgétisés, d'une part sur cinq ans

(2019-2023) pour poursuivre les fouilles archéologiques et recherches scientifiques associées, ainsi que, d'autre part, pour finaliser en trois ans (2019-2021) la restauration des fresques.

ad 3) L'Administration des ponts et chaussées et le Centre national de recherche archéologique sont en échange permanent et constructif pour trouver la meilleure solution respectant aussi bien les nécessités relatives à l'aménagement de la route B7 que la conservation des restes archéologiques du bâtiment principal de la villa de Schieren. Ainsi, une bonne coordination de la planification détaillée du projet routier en interaction avec les infrastructures envisagées pour le site archéologique est assurée. Les fouilles archéologiques menées ces dernières années visaient en premier lieu à libérer les zones concernées, à savoir les terrains situés parallèlement à la route au nord et à l'ouest de la villa antique. L'infrastructure envisagée pour la mise en valeur et la protection de la villa et des fresques n'impactera pas le tracé final de la route B7.

Question 3851 (05.06.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant le mBox:

Il nous revient que le dispositif de verrouillage électronique des parcs à vélos sécurisés mBox serait sujet à des dysfonctionnements réguliers, avec le résultat que la protection des bicyclettes ne serait plus garantie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

2) Le ministère établit-il des statistiques sur la fréquence de ces dysfonctionnements? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces statistiques? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas judicieux d'en établir?

3) Quels sont les efforts qui ont été faits afin de remédier à ce problème?

4) À quelle adresse est-il possible de signaler un tel dysfonctionnement?

5) Dans le cas d'un dysfonctionnement du verrouillage, les utilisateurs, qui ont garé un vélo à l'intérieur de la mBox, en sont-ils informés? Dans la négative, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait opportun de le faire?

6) En cas de vol, qui est responsable pour le dédommagement de la perte?

7) Des vols ont-ils pu être constatés à cause du système de verrouillage défectueux des mBox?

8) Le cas échéant, à combien se chiffre le nombre de vélos volés jusqu'à présent?

Réponse (16.07.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

ad 1) Les parcs à vélos mBox sont des installations collectives sécurisées pour le stationnement de vélos privés. L'avantage d'un parc à vélos mBox est qu'il offre une double sécurité:

premièrement le risque de vandalisme et de vol du vélo est réduit par le fait que seules les personnes autorisées peuvent accéder aux parcs à vélos; deuxièmement, le propriétaire attache son vélo à l'intérieur même de cette installation. À ce jour, mille clients se sont abonnés au service mBox du Verkéiersverbond.

Du point de vue du client, il suffit de faire une demande auprès du Verkéiersverbond et de payer une caution de 20€ pour bénéficier de l'accès au réseau mBox par le biais de sa mKaart (carte multifonctionnelle du Verkéiersverbond sur laquelle vous pouvez charger différents produits, tels que les titres de transport public et l'accès aux parcs à vélos mBox).

La protection des bicyclettes dans les parcs à vélos est garantie par un système de contrôle d'accès. Ce système de contrôle d'accès consiste en un dispositif de verrouillage électromagnétique commandé électroniquement. Seules les personnes disposant d'une mKaart avec le produit mBox ont la possibilité de déverrouiller la porte pour accéder aux mBox.

En cas d'un problème technique avec le dispositif de commande électronique, le verrouillage de la porte d'accès est assuré et la sécurité des vélos à l'intérieur de la mBox est ainsi préservée.

Dans le cas d'une panne électrique, le verrouillage électromagnétique n'est plus possible et par conséquent, la porte de la mBox concernée peut être ouverte sans être en possession d'une mKaart dotée du produit mBox. Dans ce cas, les équipes techniques sont averties afin de rétablir le dispositif de verrouillage électronique dans les meilleurs délais. Il est à noter que les clients sont responsables pour la sécurisation de leur cycle par le biais de leur propre cadenas à l'intérieur de la mBox et que les portes sont dotées d'un dispositif ferme-porte qui garantit que la porte soit du moins visiblement fermée.

Même si des dysfonctionnements du dispositif de verrouillage électronique ont été observés, ceux-ci ne peuvent en aucun cas être qualifiés de réguliers. Les équipes techniques, responsables du bon fonctionnement des mBox, n'interviennent qu'occasionnellement au cours de l'année et ceci pour un ensemble de 25 mBox à travers le pays.

ad 2) La fréquence des dysfonctionnements peut être observée à travers le nombre d'interventions de l'équipe technique pour la réparation du dispositif de verrouillage des portes:

Depuis le 1^{er} janvier 2018 à ce jour, l'équipe technique est intervenue huit fois à des fins de maintenance sur cinq des 25 parcs à vélos mBox.

ad 3) Dans le cadre de mesures générales destinées à augmenter le niveau de service dans les mBox, plusieurs mesures ont été prises:

- installation de caméras de sécurité pour l'ensemble des mBox d'ici fin de l'année courante;

- mise en place d'une procédure simplifiée pour envoyer une équipe technique aux différents parcs à vélos mBox.

ad 4) Dans le cas de l'observation d'un dysfonctionnement du système de verrouillage d'une mBox ou pour toute information éventuelle concernant les mBox, plusieurs moyens de communication sont à disposition:

- guichets de centrales de mobilité;
- centre d'appels (+352 2465 2465);
- e-Mail (service@verkeiersverbond.lu);
- voie postale (B.P. 640, L-2016 Luxembourg).

Par ailleurs, chaque mBox dispose d'un panneau d'information à l'intérieur et à l'extérieur. Ces panneaux renseignent sur les numéros de téléphone à appeler en cas de problème technique ou autre.

ad 5) Comme susmentionné, l'accès aux parcs à vélos sécurisés est réservé aux clients étant en possession d'une mKaart avec le produit mBox.

Ayant conscience que chaque dysfonctionnement occasionne un désagrément pour ses clients, le Verkéiersverbond met tout en œuvre pour que chaque intervention technique soit réalisée dans les meilleurs délais.

La décision d'installer des panneaux d'informations dans les parcs à vélos sécurisés a été prise afin de faciliter la communication d'un dysfonctionnement et de garantir une intervention rapide de l'équipe technique.

ad 6) En règle générale, le propriétaire du vélo est responsable pour la sécurisation de celui-ci à l'intérieur de la mBox. Selon les articles 4.5. et 4.6. du règlement relatif aux conditions d'utilisation du service mBox, l'utilisateur s'engage aux points suivants:

«4.5. L'utilisateur doit veiller à sécuriser son cycle en l'attachant avec un cadenas ou tout autre moyen de sécurisation. Il doit également s'assurer qu'il n'encombre pas l'entrée et l'allée centrale de la mBox, que la porte de l'emplacement est correctement refermée à chaque entrée et sortie de la mBox, qu'il ne dépose pas d'objet(s) ou de colis autre(s) que le cycle à l'intérieur d'une mBox.

4.6. L'utilisateur certifie qu'il est titulaire d'une police d'assurance responsabilité civile.»

L'article 5.3. du règlement relatif aux conditions d'utilisation du service mBox précise que l'utilisateur est responsable en cas de vol ou de détérioration d'un vélo stationné dans une mBox.

«5.3. La responsabilité du Verkéiersverbond et de la Société nationale des chemins de fer ainsi que de son personnel ne saurait être engagée en cas de vol ou de détérioration d'un vélo stationné dans une mBox, sauf si l'utilisateur peut prouver une faute de ces derniers.

L'utilisateur est responsable de la sécurisation de son vélo à l'intérieur de la mBox, tandis que le Verkéiersverbond s'engage à assurer un accès restrictif aux parcs à vélos sécurisés.»

L'acceptation des conditions du règlement relatif aux conditions d'utilisation du service mBox est indispensable afin de recevoir accès aux parcs à vélos sécurisés.

ad 7) Le Verkéiersverbond n'a connaissance que d'un vol de vélo, commis au cours du mois de février 2018 au moment où une mBox n'avait pas été sécurisée suite à une panne électrique.



Dans le cas de la constatation d'un vol de vélo, il faut que le propriétaire du vélo fasse une déclaration de vol auprès de la police afin de déclencher une procédure d'investigation.

ad 8) Le Verkéiersverbond n'a connaissance que d'un vol de vélo, commis au cours du mois de février 2018 au moment où une mBox n'avait pas été sécurisée suite à une panne électrique. Depuis l'ouverture de la première mBox inaugurée le 7 avril 2014, le Verkéiersverbond n'a pris connaissance que de sept dépositions de plaintes pour vols de vélo qui n'étaient pas liés à une erreur technique.

Question 3852 (06.06.2018) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **retards présumés lors de la distribution de journaux étrangers**:

Selon mes informations, certains journaux étrangers semblent être distribués par POST Luxembourg avec des retards considérables et réguliers. Selon ces mêmes informations, lesdits retards seraient une conséquence d'un manque de facteurs au sein même de POST Luxembourg. À tel point que même des tournées entières ne pourraient plus être assurées.

Le 3 mars 2018, le Syndicat des facteurs avait déjà dénoncé les conditions de travail des facteurs lors de son congrès annuel à Walferdange.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'annulation de tournées entières ainsi que les précités retards réguliers lors de la distribution de journaux étrangers par POST Luxembourg au Grand-Duché?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles mesures afin de remédier à ces problèmes?

3) Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une augmentation des effectifs de facteurs de POST Luxembourg pourrait être une solution aux problèmes abordés?

Réponse (16.07.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*:

Il me revient des informations que j'ai obtenues de la part de POST Luxembourg que la référence à «certains journaux étrangers», comme énoncée dans la question de l'honorable Députée, est trop vague afin de procéder à une analyse concrète, sachant qu'il s'agit d'un marché libéralisé. En effet, POST Luxembourg est un acteur parmi d'autres dans le domaine de la distribution des journaux au Luxembourg.

Au sein de son réseau de distribution, POST ne fait aucune distinction et donc aucune discrimination entre les types d'envois (courrier, publicités, périodiques, journaux d'origine nationale ou étrangère) de sorte que «des retards considérables et réguliers» sont à exclure. En effet, POST respecte pleinement les obligations qualitatives en matière d'acheminement des envois postaux telles que prescrites par le régulateur national (règlement P13/10/ILR du 19 juillet 2013) et par d'autres dispositions internationales.

POST est évidemment reconnaissant pour toute information de la part de clients qui se considèrent victimes de retards dans la distribution de journaux.

Question 3853 (06.06.2018) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant la **processionnaire du chène**:

Wie bereits in den vergangenen Jahren, breitet sich der Eichenprozessionsspinner vermehrt in Luxemburg aus.

In diesem Zusammenhang möchte ich der Ministerin für Umwelt folgende Fragen stellen:

1. Verfügt das Umweltministerium über aktuelle Informationen und Daten über das Aufkommen des Eichenprozessionsspinners in Luxemburg?

2. Wurden konkrete Maßnahmen zur Bekämpfung der Eichenprozessionsspinner unternommen?

3. Können Gemeinden und Privatpersonen auf eine staatliche Unterstützung bei der Entfernung der Raupen zählen?

4. Welche präventiven Maßnahmen oder Mittel stehen zur Verfügung, um das Aufkommen des Eichenprozessionsspinners einzudämmen? Werden diese Maßnahmen ergriffen oder diese Mittel eingesetzt?

Réponse (17.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. In den vergangenen Jahren wurde das lokale Vorkommen des Eichenprozessionsspinners mittels Pheromonfallen (Monitoring) aufgenommen. Zusätzlich werden die, der Naturverwaltung gemeldeten, Fälle dokumentiert, sodass das Aufkommen der Nester des Eichenprozessionsspinners zusätzlich nachverfolgt werden kann. Aktuell sind vor allem der Süden, die Region entlang der Mosel sowie das Zentrum des Landes betroffen. Die nördlichsten Meldungen sind aktuell aus der Region Diekirch.

ad 2. Das Gesundheitsministerium arbeitet, in enger Zusammenarbeit mit der Naturverwaltung und anderen betroffenen Verwaltungen und Assoziationen, aktuell an einem Aktionsplan, um zukünftig besser auf diese Problematik vorbereitet zu sein.

ad 3. Aktuell sind keine staatlichen Unterstützungen für die Entfernung der Eichenprozessionsspinner für Gemeinden oder Privatpersonen vorgesehen.

ad 4. Das vermehrte Aufkommen des Eichenprozessionsspinners kann mehrere Ursachen haben. Natürliche Fluktuationen in der Populationsdynamik, aber auch die, für die Entwicklung des Eichenprozessionsspinners günstigen, klimatischen Bedingungen dieses Frühjahrs können einen Einfluss auf seine Abundanz und Verbreitung haben. Diese Faktoren haben einen maßgeblichen Einfluss auf eine potenzielle Prävention und Maßnahmen.

Als Prävention können langfristige Maßnahmen, wie das Vermeiden von Eichenpflanzungen an vielbesuchten Orten wie Schulen, Parks oder Alleen, dienen. Im Kontext des weltweiten Biodiversitätsverlustes und Artensterbens sollten Pestizide nur als allerletzte Option in Betracht gezogen werden, da bis dato alle verfügbaren Mittel nicht über die gewünschte Selektivität verfügen und somit auch für andere Insekten, und letztendlich auch für das gesamte Ökosystem, schädlich sind. Weiterhin ist das Ausbringen eines Insektizides an diverse klimatische Bedingungen sowie ein genaues Monitoring des Larvenstadiums gebunden, welche den Einsatz erschweren. Von einer Bekämpfung mittels Insektiziden, außerhalb des unmittelbaren Gefährdungsbereiches für Menschen, ist aufgrund der potenziellen schweren Umweltschäden deshalb dringend abzuraten.

Ab dem Ausbilden der Spiegelhaare im dritten Larvenstadium ist lediglich die mechanische Entfernung sinnvoll. Das mechanische Entfernen der Nester ist sowohl hier in Luxemburg als auch im Ausland eine verbreitete Maßnahme.

Question 3857 (08.06.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Léon Gloden et Mme Octavie Modert** (CSV) concernant les **dommages causés par les intempéries**:

Durch die massiven Regenfälle und die damit verbundene Überschwemmungskatastrophe der vorigen Woche wurde die Region Osten, mit der Gegend Müllerthal-Echternach sowie Greiveldingen, am heftigsten getroffen und es kam zu sehr hohen Sachschäden. Dank des großen Einsatzes der Feuerwehr- und Rettungsdienste sowie vieler Freiwilliger, konnte schnelle Akuthilfe geleistet werden, um die Betroffenen kurzfristig aus ihrer Not zu befreien. Neben den Schäden für Privatpersonen und Betriebe wurden auch etliche Straßen zerstört und sind folglich momentan nicht befahrbar.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen und an die Frau Ministerin für Familie und Integration stellen:

- Gibt es eine Auflistung aller Straßen, die im Zuge der Überschwemmungen zerstört wurden?

- Ist schon absehbar, wie zeit- und kostenintensiv die Reparaturarbeiten sich gestalten werden?

- Wie groß ist der Einfluss auf die täglichen Verkehrsflüsse? Wie viele Einwohner sind von den Straßenschäden direkt betroffen oder eingeschränkt?

- Wurden alle Betroffenen, der Überschwemmungen entlang der Ernz im Jahr 2016, mittlerweile entschädigt?

Réponse commune (17.07.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement*

durable et des Infrastructures, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Im Zuge der Überschwemmungen in der Nacht vom 1. zum 2. Juni wurden Teile der folgenden Straßen komplett zerstört: CR364 Echternach (N10)-Berdorf, CR364 Vogelsmühle-Berdorf und CR128 Beaufort-Haller. Diese Straßen, inklusive der Stütz- und Brückenbauwerke, müssen saniert beziehungsweise neu aufgebaut werden. Weitere Straßen sind erodiert oder verschüttet worden und müssen ebenfalls in Stand gesetzt werden. Für die Region Müllerthal wird auf die beigefügte Liste der Antwort auf die dringende Anfrage Nr. 3854 vom 7. Juni verwiesen. Zusätzlich sind, verteilt über den Osten und Zentrum des Landes, weitere Straßen und Autobahnen in den letzten Wochen durch die schweren Regengüsse überschwemmt worden, beziehungsweise gab es Rutschungen an den Hängen, wie zum Beispiel an der N10 Wasserbillig-Moersdorf. Eine vollständige Auflistung der zusammengestellten Überschwemmungen vom 1. Juni 2018 ist der Antwort beigefügt.

Die Dauer und die Kosten aller Reparaturarbeiten sind momentan durch die komplexe örtliche, geologische und bautechnische Situation im Müllerthal nur bedingt abzuschätzen. Die Straßenbauverwaltung ist gleichzeitig mit der Erhebung der Schäden, der Ermittlung der Reparaturmaßnahmen, der geologischen und bautechnischen Studien und der Beseitigung der weniger schweren Schäden im Gange. Eine erste vorsichtige Schätzung der Kosten ergibt einen Wert von sieben bis acht Millionen Euro.

Für den Gemeindehauptort Berdorf, mit seinen 1.264 Einwohnern (Stand 01.12.17, siehe <http://www.berdorf.lu/presentation-de-la-commune/la-commune-en-chiffres>), ist die Situation dramatisch, da zwei von drei Zufahrtsstraßen nicht mehr befahrbar sind und die Erneuerung der zerstörten Straßenabschnitte mit dem kompletten Unterbau nicht kurzfristig durchführbar ist. Die Einwohner des Ortes Berdorf sind gezwungen, eine Umleitung über den CR137 nach Consdorf zu fahren.

Im Jahr 2016 hat das Familienministerium 107 Anfragen auf Entschädigungen von Betroffenen der Überschwemmung entlang der Ernz erfasst. Davon sind zum jetzigen Zeitpunkt alle, bis auf eine Anfrage, abgeschlossen; in diesem einzigen Fall hat der Versicherer noch keine Stellung bezogen.

Question 3858 (11.06.2018) de **Mmes Josée Lorsché et Sam Tanson** (*déi gréng*) concernant la **mise en pratique de la loi concernant la profession de psychothérapeute**:

La loi précitée définit le cadre légal de l'exercice de la profession de psychothérapeute et arrête notamment le cadre de la prise en charge des actes de psychothérapie par le psychothérapeute. Ainsi la loi modifie l'article 17 du Code de la sécurité sociale qui prévoit désormais la prise en charge des psychothérapies visant le traitement d'un trouble mental.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Où en est la transposition de cette loi en général et plus particulièrement en ce qui concerne la prise en charge des frais de psychothérapies?

2) Quels actes seront remboursés?

3) À partir de quand ces remboursements pourront-ils être effectués?

Réponse (21.06.2018) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1) Depuis le début du mois de janvier 2018, la CNS et la Fapsylux, groupement représentatif des psychothérapeutes, sont en train de négocier la convention à conclure en vertu de l'article 61 du Code de la sécurité sociale. Le délai de négociation légalement prévu est de six mois. Si à l'échéance de ce délai (i. e. vers la mi-juillet 2018) les négociations aboutissaient à la signature d'une convention entre la CNS et la Fapsylux, la prochaine étape serait une saisine de la Commission de nomenclature en vue de la création d'actes spécifiques aux psychothérapeutes pris en charge par l'assurance maladie.

ad 2) Le Département de la sécurité sociale n'est actuellement pas en mesure de se prononcer sur les actes à rembourser étant donné que les négociations en vue de la conclusion d'une convention ne sont pas terminées.

ad 3) La réponse à la question sur le début du remboursement des actes des psychothéra-

peutes dépend de l'issue des négociations. Si une convention était signée dans le courant du mois de juillet 2018, il serait théoriquement envisageable de prévoir une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019. En cas d'échec des négociations conventionnelles, le Code de la sécurité sociale prévoit une procédure de médiation pendant une durée de trois mois et le cas échéant une intervention obligatoire du Ministère de la Sécurité sociale qui fixerait les dispositions obligatoires par voie de règlement grand-ducal.

Il convient de noter que les négociations ne sont pas aisées pour plusieurs raisons. Le cadre juridique n'étant pas clair, les relations entre médecins et psychothérapeutes œuvrant dans un champ d'intervention similaire sont potentiellement difficiles. S'y rajoute la revendication des psychothérapeutes à une autonomie absolue, difficilement conciliable avec l'article 23 du Code de la sécurité sociale qui prévoit en principe une intervention médicale obligatoire en tant que prescripteur ou au moins codéclicteur de la thérapie. Actuellement les discussions tournent autour de la détermination du périmètre de l'intervention de l'assurance maladie, étant donné que la CNS a décidé de débiter la prise en charge par l'assurance maladie des prestations de psychothérapie par une approche prudente en ne considérant que quelques pathologies et à raison d'un nombre limité de séances. La Fapsylux par contre revendique un champ d'intervention beaucoup plus large, le cas échéant, basé sur une prescription psychiatrique ou autre en ce qui concerne les pathologies plus graves.

Question 3860 (11.06.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **problème des mégots**:

Les mégots constituent un sérieux problème de pollution et sont malheureusement jetés quotidiennement par millions dans la nature. Notre pays ne fait pas d'exception. L'entreprise MéGo du Finistère près de Brest, créée il y a deux ans, a attaqué le problème en recyclant ces déchets tout en enlevant les quelque 4.000 substances chimiques. Ils sont ensuite transformés pour en faire des objets, comme entre autres des cendriers. La société prend actuellement en charge la collecte des mégots dans toute la France et en Belgique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre est-elle au courant de cette initiative?

2) Dans l'affirmative, est-ce que ce système pourrait réduire le problème massif des mégots, sachant bien qu'il s'agit d'une lutte de symptômes?

3) De quelle manière le recyclage de mégots pourrait-il éventuellement être promu auprès des communes et entreprises indigènes?

Réponse (16.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'environnement et l'Administration de l'environnement sont au courant de cette initiative et les premières mesures ont été prises pour entrer en contact avec l'entreprise MéGo.

ad 2) Conformément à la hiérarchie dans la gestion des déchets, la priorité est toujours donnée à la prévention des déchets. Ainsi, les campagnes d'incitation à l'arrêt du tabac doivent être poursuivies et les dispositions de la loi antitabac du 13 juin 2017 doivent être respectées.

De par leur nature, les mégots de cigarettes sont des déchets toxiques qui ne sont pratiquement pas biodégradables et qui prennent plusieurs années pour se décomposer dans la nature. D'après une étude de la Ville de Dudelange sur l'impact urbain du littering, 30% (en nombre) des déchets sont des mégots de cigarettes. Le même résultat a été trouvé dans d'autres villes européennes.

La campagne de sensibilisation multimédia contre le littering lancée en 2017 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ensemble avec l'Administration de l'environnement s'est concentrée plus particulièrement sur les mégots. La campagne contre le littering de cigarettes et canettes le long des routes sera relancée cet été. En outre, cette communication sera étendue sur le milieu urbain où les cigarettes posent aussi une grande problématique. On n'adresse cependant non seulement les cigarettes, mais aussi les chewing-gums dans les villes.

Le système français intervient au moment où le déchet a été produit et propose un recyclage matière des filtres usagés. Ainsi, les mégots



sont utilisés et retraités en produits au lieu d'aggraver le phénomène du *littering* et d'être ramassés par les services de nettoyage pour être éliminés.

MéGo pourrait réduire le problème massif des mégots aux emplacements déterminés tels qu'à proximité des fumoirs, sur des places publiques ou à l'entrée des bâtiments à condition que le système soit accompagné de matériel et des moyens de communication appropriés. Il ne pourrait dès lors pas résoudre le problème des mégots en général.

Il faut préciser que selon le règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 en exécution de la loi relative aux déchets, l'action de jeter ou d'abandonner un déchet, dont plus particulièrement des mégots, dans la nature est illégale et donne lieu à un avertissement taxé de 49 euros.

ad 3) Plusieurs études ont montré que le *littering* ne peut être résolu uniquement par l'introduction davantage de poubelles ou de nettoyages plus fréquents. Ainsi, la collecte séparée et le recyclage de mégots doivent être accompagnés d'une campagne d'information appropriée.

La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la réduction de l'impact de certains produits plastiques sur l'environnement prévoit qu'un système de responsabilité élargie du producteur sera introduit pour les filtres de cigarettes mis sur le marché de l'UE. Les producteurs deviennent alors responsables de leur collecte, de leur transport et de leur traitement. Ils doivent aussi supporter les coûts liés au *littering* et mener des campagnes de sensibilisation.

Question 3861 (11.06.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant la **pollution des cours d'eau**:

Lors d'actions de nettoyage des cours d'eau nationaux, une pollution importante et intentionnelle, notamment en termes de déchets solides, est régulièrement constatée.

De plus, la presse a dernièrement relayé à plusieurs reprises des cas de pollution chimique d'un cours d'eau.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- 1) Le ministère établit-il des statistiques quant à la pollution des cours d'eau, répartis par type et quantité? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous fournir ces statistiques?
- 2) Le cas échéant, quels sont les cours d'eau les plus pollués?
- 3) Qui est responsable de l'entretien des cours d'eau nationaux?
- 4) Existe-t-il des actions annuelles de nettoyage des cours d'eau, organisées par le ministère? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle opportun d'en organiser?
- 5) Existe-t-il un plan d'action afin de lutter contre le «*littering*» des cours d'eau? Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle appropriée l'élaboration d'un tel plan d'action?

Réponse (13.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) Toute pollution reportée par autrui ou constatée par les collaborateurs de l'Administration de la gestion de l'eau est répertoriée et suivie par l'équipe d'intervention pollution. Ainsi, pour l'année 2017, 101 pollutions ont été enregistrées. La plus grande partie de ces pollutions étaient causées par des hydrocarbures (33), suivi par des matières en suspension issues majoritairement de grands chantiers (15). D'autres sources de pollution majeures étaient le déversement d'eaux usées (15), de jus de sillage ou de purin (11) ainsi que de lait (6). À cela s'ajoutent 13 pollutions d'origines diverses et huit pollutions dont l'origine n'a pas pu être identifiée.

ad 2) Les pollutions ne se limitent pas sur certains cours d'eau précis, mais force est de constater qu'elles se répartissent sur toutes les régions du pays, avec une tendance élevée pour les cours d'eau qui traversent des zones urbanisées à densité élevée.

Pour revenir aux statistiques relevées pour l'année 2017, l'Alzette et la «*Diddeléngerbaach*» ont subi le plus grand nombre de pollutions.

Conformément aux dispositions de la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE), l'état des masses d'eau de surface et des masses d'eau souterraine doit être évalué de façon régulière. Dans ce contexte, l'Administration de la gestion de l'eau a mis en place de nouveaux programmes de surveillance, voire étendu ses programmes de surveillance déjà en place afin

de pouvoir dresser une image cohérente de l'état des eaux au Luxembourg.

L'évaluation de l'état des masses d'eau de surface repose sur plusieurs paramètres, à savoir les éléments de qualité biologiques, les éléments de qualité physico-chimiques, les éléments de qualité hydromorphologiques ainsi que les paramètres chimiques. Tous ces éléments de qualité et paramètres sont analysés dans le cadre des programmes de surveillance précités puis évalués afin de déterminer l'état des différentes masses d'eau.

L'objectif principal de la directive-cadre sur l'eau est que toutes les eaux européennes atteignent un «bon état» jusque fin 2015. Plus précisément, cela signifie l'atteinte du bon état écologique et du bon état chimique pour les masses d'eau de surface naturelles et l'atteinte d'un bon potentiel écologique et du bon état chimique pour les masses d'eau de surface fortement modifiées.

La dernière évaluation de l'état des masses d'eau luxembourgeoises a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion qui a été publié le 22 décembre 2015¹. Il en ressort qu'uniquement trois des 102 masses d'eau de surface naturelles ont atteint l'objectif du bon état écologique tel que prescrit par la directive-cadre sur l'eau. Parmi les 102 masses d'eau de surface naturelles, huit ont affiché un état mauvais qui correspond à la plus mauvaise classification prévue par ladite directive. Par ailleurs aucune des huit masses d'eau de surface désignées comme étant fortement modifiées n'a atteint l'objectif du bon potentiel écologique et deux ont même affiché un potentiel mauvais. En ce qui concerne l'atteinte du bon état chimique, toutes les masses d'eau de surface naturelles et fortement modifiées n'ont pas atteint cet objectif.

Les raisons pour lesquelles les objectifs environnementaux définis par la directive-cadre sur l'eau n'ont pas été atteints jusque fin 2015 sont décrites en détail dans le plan de gestion susmentionné.

Il faut remarquer que la multitude des paramètres à surveiller pour l'évaluation de l'état ne comprend aucun indicateur relatif à la présence de déchets ou de macroplastiques. Dans le futur la stratégie «*Plastiques*» récemment publiée par la Commission européenne pourrait constituer une piste pour combler cette lacune.

ad 3) Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une administration de la gestion de l'eau, celle-ci a pour mission d'assurer l'entretien des eaux de surface. Dans ce contexte, les travaux d'entretien de petite et moyenne envergure et visant une amélioration écologique sont effectués par le personnel qualifié de l'Administration de la gestion de l'eau. La maintenance des grands ouvrages situés sur et dans les cours d'eau incombe à l'Administration des ponts et chaussées. Le Service de la navigation est en charge de la gestion des voies d'eau navigables luxembourgeoises.

La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau précise dans son article 36 que l'Administration de la gestion de l'eau coordonne et surveille l'entretien des eaux de surface, en veillant à ce que soient mises en œuvre les mesures nécessaires pour prévenir la détérioration de ces eaux et des écosystèmes aquatiques. Ces mesures ont comme but de maintenir l'écoulement libre des eaux (surtout par temps de hautes eaux, si ceci est nécessaire pour garantir la sécurité des biens et des personnes), d'assurer la bonne tenue des berges, de réparer les dommages causés par les hautes eaux dans les lits et sur les berges des cours d'eau et sur les terrains inondés ainsi que de parer à la dégradation des lits des cours d'eau par érosion et sédimentation excessives.

L'entretien s'étend sur le lit, les berges, les zones riveraines et les zones inondables. Il comprend les travaux de reprofilage du lit pour y conserver sa profondeur et sa largeur naturelles, l'entretien de la végétation arbustive et arborée sur les berges et sur les rives, l'enlèvement d'embâcles et de débris, flottants ou non, pouvant porter préjudice à la salubrité du milieu, l'enlèvement de dépôts et d'obstacles ainsi que tous autres travaux comme les réparations relevant de l'entretien courant, nécessaires pour satisfaire les buts visés au paragraphe précédent.

Les frais occasionnés par les travaux d'entretien sont supportés par l'État. Les travaux réalisés sur demande et pour le compte de particuliers ou de communes sont payés par le bénéficiaire qui peut, toutefois, demander une aide financière auprès du ministre, l'Administration de la gestion de l'eau entendue en son avis. Les travaux réalisés sur demande et pour le compte de particuliers ou de communes doivent faire

¹ https://eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/publication-du-plan-de-gestion/index.html

l'objet d'une convention conclue entre l'Administration de la gestion de l'eau et les particuliers ou les communes pour le compte desquels les travaux sont exécutés. La convention fixe les modalités d'exécution des travaux, ainsi que les dispositions financières y afférentes, compte tenu des dispositions de l'article 65 de la loi relative à l'eau. Le propriétaire d'un ouvrage hydraulique doit pourvoir à l'entretien des eaux de surfaces créées par cet ouvrage.

ad 4) Le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'organise pas d'actions annuelles ou régulières de nettoyage des cours d'eau, néanmoins il soutient financièrement les partenariats de cours d'eau qui ont notamment pour mission d'informer et de sensibiliser la population à une gestion intégrée et globale du cycle de l'eau.

Dans le cadre de la journée mondiale de l'eau, le partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette a organisé en mars 2018, pour la troisième année consécutive, une campagne de nettoyage des berges et des eaux de l'Alzette. Le but de ces campagnes étant d'informer et de sensibiliser le public de la problématique de la pollution des cours d'eau et des mers par les déchets. L'Administration de la gestion de l'eau et le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont soutenu ces trois campagnes de nettoyage.

Sur proposition de l'Administration de la gestion de l'eau les déchets collectés ont été triés puis regroupés par type de déchet afin de voir quel type de déchet représente la plus grande fraction parmi les déchets trouvés. Le rapport établi pour la campagne de cette année fait ressortir que les petits emballages d'aliments à consommation rapide (sucreries, chips) restent le type de déchet trouvé le plus souvent. Les sachets à usage unique en plastique et les bouteilles en plastique suivent en position 2 et 3. Ces trois types de déchets ont représenté 65% des objets collectés en 2018.

ad 5) La Convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, convention régionale de protection du milieu marin à laquelle le Luxembourg est partie contractante avec 15 autres parties, a décidé en juin 2013 de développer un plan d'action régional ambitieux visant la prévention et la gestion des déchets marins dans l'Atlantique du Nord-Est. Ce plan d'action a été adopté en juin 2014 et il comprend des mesures visant à réduire de façon considérable l'apport de déchets dans le milieu marin d'origine marine et tellurique ainsi qu'à les retirer autant que possible. Le Luxembourg en tant que membre de la Convention OSPAR participe à la mise en œuvre de ce plan d'action. Étant dépourvu de façade maritime, les actions menées au Luxembourg concernent essentiellement la réduction des déchets dans les cours d'eau, étant donné que tout déchet dans nos cours d'eau aboutira un jour dans la Mer du Nord.

Un des objectifs du Plan national de gestion des déchets et des ressources vise le «*zero littering*». Pour y parvenir, des campagnes «*antilittering*» seront lancées. Par ailleurs et sachant qu'une très grande majorité des déchets soumis au «*littering*» constituent des emballages, il convient en outre de sensibiliser la population à une gestion responsable des emballages et de promouvoir l'utilisation d'emballages à usage multiple.

Ainsi, le Plan national de gestion des déchets et des ressources prévoit un certain nombre de mesures afin de prévenir les déchets d'emballages dont notamment:

- l'extension du projet «*Éco-sacs*» à d'autres secteurs;
- la promotion de la vaisselle réutilisable et du «*Spullweenchen*»;
- la prévention de gobelets à usage unique.

D'autres initiatives ont déjà été mises en place ou sont actuellement en phase de préparation dont plus particulièrement:

- l'«*Ecobox*», un récipient réutilisable qui est prioritairement conçu pour lutter contre le gaspillage alimentaire dans la restauration, mais qui peut aussi être utilisé comme emballage réutilisable pour des denrées alimentaires à emporter;
- l'utilisation de gobelets réutilisables lors des marches populaires;
- la mise à disposition de sacs réutilisables pour l'achat de fruits et légumes en vrac dans les supermarchés;
- la promotion des gobelets réutilisables lors des manifestations publiques;
- la promotion des gobelets réutilisables pour cafés à emporter.

Par ailleurs, le Luxembourg s'est doté dans le cadre d'un renforcement de sa législation d'un

catalogue de sanctions contre le «*littering*»: les amendes peuvent aller de 49 euros pour le jet d'un papier, de gobelets ou d'emballages vides à 145 euros pour le dépôt illégal d'un produit électroménager ou d'emballages remplis (par m³). Les amendes pour l'abandon ou le rejet de déchets dans des eaux de surface ou des eaux souterraines peuvent même aller jusqu'à 250 euros.

Question 3862 (12.06.2018) de **M. Max Hahn** (DP) concernant le **mariage civil**:

Selon l'article 75 du Code civil, tout mariage est obligatoirement célébré à l'intérieur de la maison communale. Or, de plus en plus de couples renoncent à une célébration religieuse de leur mariage et désirent célébrer leur mariage civil dans un cadre plus festif que celui d'une maison communale. Il m'a été rapporté qu'il existe des communes qui seraient prêtes à offrir à leurs citoyens des lieux alternatifs pour célébrer le mariage, tels qu'un parc communal ou un château, si le Code civil le leur permettait.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de modifier le Code civil afin de permettre aux communes d'organiser les célébrations des mariages à d'autres endroits que la maison communale?

Réponse (17.07.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Conscient que le plus en plus de couples souhaitent célébrer leur mariage civil dans un cadre plus festif, la loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage a revu le cadre législatif quant au lieu de célébration.

Les mariages doivent être célébrés dans la maison communale, à savoir dans le bâtiment dans lequel se réunit normalement le conseil communal, mais également dans une dépendance de la maison communale pour autant que celle-ci peut également être utilisée pour des réunions du conseil communal (suivant une décision prise après délibération par ce dernier).

Si, en raison de travaux à entreprendre sur les bâtiments de la mairie ou pour toute autre cause, aucune salle ne peut être utilisée pour les mariages pendant une certaine période, il appartient au conseil communal de prendre, après en avoir référé au procureur d'État, une délibération disposant que le local extérieur qui paraît propre à suppléer à l'habituelle salle des mariages rendue indisponible recevra l'affectation d'une dépendance de la maison communale, que des services municipaux pourront y être installés et que les mariages pourront y être célébrés.

Tel résulte des termes de l'article 22 de la loi communale et de l'article 165 du Code civil tel que modifié en 2014.

Au vu de cet ajustement, le Ministre de la Justice considère que la législation est maintenant suffisamment flexible pour permettre aux conseils communaux, qui le souhaitent, de trouver des lieux appropriés pour la célébration des mariages civils de leurs citoyens et qu'il n'y a pas de besoin de modifier davantage le Code civil.

Question 3863 (12.06.2018) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant l'**avancement du processus de reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne**:

En effet, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a présenté le 9 mars 2017, ensemble avec Monsieur le Secrétaire d'État à la Culture, la stratégie du Gouvernement «*pour promouvoir la langue luxembourgeoise*». Au point 5 de cette stratégie figure la «*Reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne*», avec la précision que le «*Gouvernement entreprendra des négociations avec les institutions européennes pour trouver un accord sur un «arrangement administratif*».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:



1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état de la situation concernant les précitées négociations en vue de faire reconnaître la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne?

2) Quelle est l'argumentation des services de la Commission européenne?

Réponse (26.06.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1) Le Gouvernement a déposé le 11 janvier 2018 à la Chambre des Députés un projet de loi relatif à la promotion de la langue luxembourgeoise, projet destiné à fournir les moyens et les structures pour mettre en œuvre la stratégie du Gouvernement pour promouvoir la langue luxembourgeoise.

Comme indiqué par l'honorable Députée, le point 5 de la stratégie gouvernementale précitée prévoit que le Gouvernement entrera en négociation avec les institutions européennes pour faire appliquer au niveau européen l'usage fixé par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le Gouvernement en a informé le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne de manière informelle. Les négociations formelles avec les institutions européennes ne seront lancées qu'après la mise en place, dans le cadre du projet de loi précité, des moyens et structures pour mettre en œuvre la stratégie gouvernementale.

ad 2) Sans objet.

Question 3864 (12.06.2018) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la **situation politique au Niger**:

Au Niger, plusieurs vagues d'arrestations ont successivement ciblé des acteurs de la société civile protestant contre une nouvelle loi de finance en 2018. À la suite de deux manifestations interdites, le 25 mars et le 15 avril 2018, 26 personnes ont été arrêtées, dont neuf personnalités de la société civile; une seule a été remise en liberté.

Ces événements, dénoncés également par la société civile luxembourgeoise, donnent lieu à des inquiétudes plus générales quant à la situation politique au Niger, pays partenaire de la coopération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1) Quelle est l'appréciation générale du Gouvernement quant à la situation politique au Niger?

2) Quelle est la position de Messieurs les Ministres face aux arrestations évoquées ci-dessus? Ont-ils entamé des procédures diplomatiques pour discuter avec le Niger de la libération des acteurs de la société civile?

3) Dans le cadre du troisième Programme indicatif de coopération conclu avec le Niger, quels projets sont soutenus pour renforcer l'État de droit, les libertés d'expression, de rassemblement et d'association et la société civile en général?

Réponse commune (11.07.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

ad 1) Depuis la réélection du Président Mahamadou Issoufou en avril 2016, la situation politique au Niger est généralement stable, malgré quelques mouvements de contestation sociale. Le Niger doit cependant faire face à d'importants défis en matière de sécurité. Il est victime d'attaques terroristes récurrentes en provenance du Mali, une situation instable qui s'explique aussi par les développements en Libye et la menace de Boko Haram dans la région du Lac Tchad. À cela s'ajoutent d'importants défis socio-économiques liés à une pauvreté persistante, de fortes pressions sur les finances publiques et une croissance démographique importante.

ad 2) Le Gouvernement suit au quotidien la situation dans ce pays partenaire de la Coopération luxembourgeoise, notamment par le biais du bureau de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Niamey. Nous sommes égale-

ment en contact permanent avec la Délégation de l'Union européenne à Niamey et les autres partenaires internationaux sur place.

Les récents événements et les procédures judiciaires actuellement en cours sont suivis de près. La situation en termes de respect de l'État de droit et notamment les récentes arrestations de plusieurs acteurs de la société civile ont été discutées lors du dialogue politique dans le cadre de la 11^e Commission de partenariat avec la République du Niger, qui s'est tenue le 28 mai 2018 à Luxembourg.

La situation de la société civile nigérienne est par ailleurs régulièrement évoquée, à Niamey, avec les représentants des États membres de l'UE et d'autres partenaires sur place. Les chefs de mission des États membres de l'UE à Niamey, dont le représentant du Luxembourg, ont récemment rencontré le Ministre de la Justice pour réitérer l'appel au dialogue et au respect des libertés constitutionnelles et de l'État de droit. Depuis cette rencontre, le juge d'instruction a auditionné chacun des représentants de la société civile.

ad 3) Le Gouvernement soutient neuf ONG luxembourgeoises au Niger dont les activités contribuent notamment au renforcement de la société civile du Niger. Les appuis se situent en dehors du troisième Programme indicatif de coopération conclu avec le Niger. De manière générale, la Coopération luxembourgeoise collabore étroitement avec les organisations de la société civile nigérienne dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes bilatéraux dans les secteurs d'intervention mentionnés dans le troisième Programme indicatif de coopération. En outre, la Coopération luxembourgeoise apporte un soutien à la société civile en Afrique de l'Ouest par le biais de son appui régional à Enda tiers monde qui couvre également le Niger.

De plus, le bureau de l'Ambassade à Niamey fait régulièrement le point avec la Délégation de l'Union européenne et les autres États membres présents au Niger sur la mise en œuvre du Programme d'appui à la société civile (PASOC III), un programme important financé par le Fonds européen de développement. La concertation dans le cadre européen porte aussi sur le processus de formulation de la prochaine phase, c'est-à-dire du Programme PASOC IV, ainsi que sur l'élaboration d'une nouvelle feuille de route de l'Union européenne pour l'engagement en appui à la société civile au Niger.

Question 3865 (12.06.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **Lycée Ermesinde**:

Le 5 juin 2018 les parents d'élèves du Lycée Ermesinde ont été invités à une réunion d'information portant sur les changements annoncés pour la rentrée scolaire 2018-2019 tels qu'ils sont prévus dans le cadre du nouveau projet du lycée pilote.

Sachant que le lycée met actuellement l'accent tout particulièrement sur la passion, l'amitié, la communauté, la promotion des talents et une bonne orientation en permettant aux élèves de découvrir et de développer leurs intérêts et leurs talents, le projet de loi semble conférer au lycée une nouvelle vocation régie par une nouvelle idéologie.

Tel qu'il est annoncé dans le projet de loi, le lycée mettra dorénavant sur la production de biens et de services, la conception, la commercialisation d'un produit et la pérennisation de la production.

Lors de la réunion d'information pour les parents, un projet d'évaluation et un bulletin ont été présentés aux parents. Il est prévu d'évaluer l'activité de production des élèves en entreprise par une «évaluation orientative» en ayant recours à un jugement allant de une à cinq étoiles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des modalités d'évaluation que le lycée compte mettre en œuvre et de la forme des bulletins soumis aux élèves?

- Le projet du lycée pilote sera-t-il mis en œuvre pour la rentrée 2018-2019, tel qu'il a été annoncé aux parents d'élèves lors de la réunion d'information, sachant que le projet de loi y relatif n'a pas encore été avisé par le Conseil d'État?

Réponse (16.07.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à indiquer que le projet du lycée

pilote ne saurait être mis en œuvre pour la rentrée 2018-2019 étant donné qu'il n'a pas encore été soumis au vote de la Chambre des Députés. Le sujet des modalités d'évaluation et de la forme des bulletins est actuellement discuté par mes services avec les responsables du lycée pilote.

Question 3866 (12.06.2018) de **Mmes Martine Hansen et Octavie Modert** (CSV) concernant la **campagne publicitaire dans le cadre de la loi sur la protection des animaux**:

Suite au vote de la loi sur la protection des animaux, le Gouvernement vient de lancer une large campagne publicitaire y relative. Ainsi, des spots publicitaires sont diffusés dans la presse audiovisuelle, sur Internet et même dans les salles de cinéma. Alors que nous soutenons cette loi, nous nous interrogeons sur l'envergure et le coût d'une telle campagne.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Le Gouvernement envisage-t-il de lancer de telles publicités pour la mise en vigueur d'autres lois?

2) Sur base de quels critères les lois sont-elles choisies pour l'organisation de si larges campagnes publicitaires?

3) Quelle est l'attitude coordonnée du Gouvernement par rapport à l'organisation de campagnes de publicité sur l'entrée en vigueur de nouvelles lois?

4) Le Gouvernement estime-t-il que l'organisation de campagnes publicitaires telles que «#UnePremièreVictoire» constitue le meilleur moyen pour une information approfondie des citoyens?

5) Messieurs les Ministres voudront-ils donner des renseignements sur le coût encouru par cette campagne publicitaire?

6) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il le coût de la campagne adapté à l'information véhiculée?

Réponse commune (11.07.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*, de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Il faut souligner que le bien-être animal est un sujet hautement sensible, comme l'ont montré les nombreuses discussions menées et avis exprimés durant la procédure législative qui a précédé le vote du texte final à la Chambre des Députés. Souvent les discussions sont menées de manière subjective alors que les dispositions de la loi ont un caractère objectif et se basent sur des connaissances scientifiques.

ad 1, 2 et 3) À plusieurs occasions, la question quant à la diffusion des nouvelles exigences auprès du grand public ainsi qu'à l'existence d'un point de contact en matière de bien-être animal a été posée. C'est pour répondre à cette demande légitime qu'une campagne d'information, qui se base essentiellement sur la mise en ligne d'un site Internet spécifique, a été lancée. Ce site, facilement accessible, permet une mise à disposition au profit du grand public de textes législatifs, ainsi que des principales questions/réponses susceptibles de se poser.

En outre, le site offre la possibilité d'envoyer des questions, commentaires ou plaintes, qui seront traités par les experts dans leur domaine siégeant au sein de l'Administration des services vétérinaires.

De façon générale, la question de l'opportunité de lancer une campagne d'information à propos de nouvelles législations requiert une appréciation au cas par cas pour en déterminer l'utilité.

ad 4) La campagne de sensibilisation en question s'est avérée d'autant plus importante que cette loi est pionnière en matière de droits des animaux sur la scène européenne et qu'il est primordial d'en informer la société civile. Par ailleurs, et comme les animaux ne peuvent faire prévaloir eux-mêmes leurs droits, il a paru indispensable d'en informer le public.

Le Ministère de l'Agriculture a préféré cette voie de communication plutôt que celle d'une conférence de presse, puisqu'elle permet d'atteindre une proportion nettement plus importante de la population sur un intervalle plus étendu.

ad 5) Le coût encouru par cette campagne de sensibilisation se présente comme suit:

Coût total production:

- Consultance en communication, positionnement de la nouvelle loi, définition des messages essentiels: 8.330 euros

- Plateforme Internet et médias sociaux: 10.695 euros

- Conception et réalisation d'une vidéo et d'un spot radio: 22.200 euros

- Gestion du projet, community management et monitoring: 7.790 euros

Total: 49.015 euros HTVA

Coût total diffusion médias:

- Campagne plurimédia de deux semaines

- Les médias ont été choisis selon des critères spécifiques tels que le CPM (coût pour mille), qualité emplacement ou encore impact support.

Total: 48.570,74 euros HTVA

Le coût total de 97.585,74 HTVA a été supporté par un article budgétaire inscrit dans le budget du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

ad 6) Oui.

Question 3868 (13.06.2018) de **Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes et Marco Schank** (CSV) concernant le **retour du loup**:

So wie in den Nachbarländern, wird auch in Luxemburg kontrovers über die Rückkehr des Wolfes diskutiert. Vor allem Weidetierhalter machen sich Sorgen um ihre Nutztiere. Nach europäischem Recht ist der Wolf ein streng geschütztes Tier. Ein Zusammenleben von Weidetieren und geschützten Raubtieren ist daher nur unter sehr klaren Regeln möglich.

Um in den Genuss von Förderungen zur Beschaffung und Installation von Präventionsmaßnahmen zu kommen, müssen verschiedene Mindestanforderungen eingehalten werden, welche im Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg festgehalten sind.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

1. Sind diese Bestimmungen, um in den Genuss von Förderungen zu kommen, zusammen mit den betroffenen Tierhaltern diskutiert worden?

2. Welche Bestimmungen gelten diesbezüglich in unseren Nachbarländern?

3. Gibt es eine europäische Richtlinie oder andere Rechtsvorschriften in diesem Sinne?

4. In Anbetracht der hohen Präventionskosten - sieht die Regierung vor, den Wolfsmanagementplan anzupassen und die Beihilfemöglichkeiten auszuweiten?

5. Wie kann eine dauerhafte Kohabitation zwischen Wolf und Weidetieren gewährleistet werden?

6. Werden Tierhalter im Umkreis eines geschützten Wolfes sofort von der Naturverwaltung gewarnt?

7. Werden Wölfe im Ausland mit GPS-Sendern bestückt? Wenn ja, werden die luxemburgischen Behörden gewarnt, wenn ein eindeutig identifizierter Wolf mit GPS-Sender beim Grenzüberschreiten geortet wird?

8. Teilt die Regierung die Ansicht der Tierhalter, dass eine systematische Besenderung von Wolfsrudeln in der Prävention von Wolfsrisiken eine wirksame und verhältnismäßig kostengünstige Lösung bieten könnte?

9. Wie wird in der Praxis der Schadensersatz, auch für Kollateral- und Folgeschäden, im Zusammenhang mit Wolfsrisiken ermittelt?

10. Wie viele Proben wurden im Rahmen des Wolfsmonitorings in Luxemburg bislang für genetische Untersuchungen gesammelt und untersucht?

11. Um welche Art von Proben handelt es sich?

12. Wurde schon Hybrid-Wolf-DNA nachgewiesen?

13. Wieweit werden Wolfsrisiken in der nahen Grenzregion zu Luxemburg beim luxemburgischen Wolfspräventionsmanagement mitberücksichtigt?

Réponse commune (17.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Ja. Der Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg hat 18 Autoren, acht davon aus dem Sektor der Landwirtschaft und Viehzucht. Vor der Publikation

wurde der Plan in mehreren Sitzungen gemeinsam ausgearbeitet und diskutiert. Jeder Landwirt und jeder registrierte Schafs- und Ziegenhalter hat zudem ein Exemplar des Aktions- und Managementplans für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg per Post erhalten.

ad 2. Die Bestimmungen in den Nachbarländern sind sehr ähnlich wie bei uns. Bei der Ausarbeitung des Aktions- und Managementplans für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg wurden diverse Wolfsmanagementpläne aus dem Ausland analysiert.

ad 3. Laut unserer Kenntnis nicht.

ad 4. Der Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg ist kein statisches Dokument, sondern kann bei konkretem Bedarf angepasst werden.

ad 5. Für eine dauerhafte Kohabitation braucht es mehrere Faktoren, vor allem aber einen Managementplan, der den Umgang mit Wölfen klar regelt (cf. Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg) sowie den guten Willen aller betroffenen Akteure, sich sachlich mit dem Thema auseinanderzusetzen.

ad 6. Sobald ein eindeutiger Nachweis von Wolfsanwesenheit (C1 oder C2) erbracht ist, wird die Öffentlichkeit über die Presse zwar nicht gewarnt (dazu besteht kein Grund), aber umgehend darüber informiert. Sollte vor der definitiven Bewertung eines Wolfshinweises ein recht klarer Verdacht auf Wolfsanwesenheit bestehen, wird ebenfalls umgehend informiert (cf. Fälle Garnich 2017 und Fouhrens 2018).

Eine reine Sichtbeobachtung (ohne Foto) wird dabei nicht in Betracht gezogen, da eine Bewertung einer solchen nicht möglich ist (cf. Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg, S. 27). Hinzugefügt sei, dass alle der ANF zugeschickten Fotos von „Wölfen“ eindeutig Haushunde zeigten, mit Ausnahme von zwei Fotos: eines aus Leudelingen vom 5. Juli 2017, welches mit großer Wahrscheinlichkeit einen Wolf zeigt sowie eines auf der Autobahn A1 vom 27. September 2017, welches ein totes Wildschwein zeigt.

ad 7. Laut unseren Informationen gibt es aktuell in Deutschland einige Wölfe, die mit GPS-Sendern versehen sind. Sollte ein solches Tier nach Luxemburg einwandern, würde die ANF zwar nicht gewarnt (dazu besteht kein Grund), aber umgehend informiert werden. Eines dieser Tiere lebt übrigens seit dem 2. Januar 2018 in Flandern (Belgien).

ad 8. Eine Ausstattung von Wölfen mit einem GPS-Sender allein kann selbstverständlich nicht helfen, Risse zu verhindern. Die von den Tierhaltern ins Gespräch gebrachte „bereits existierende Kombination von GPS, geolokalisierten, virtuellen Zäunen und dort impulsgebenden Halsbändern“ ist aktuell noch nicht genug ausgereift. Aufgrund der schnell fortschreitenden Technologie sind solche Möglichkeiten in der Zukunft sicherlich eine Option.

ad 9. Bei Wolfsrissen nehmen Vertreter der ASTA Kontakt mit den geschädigten Tierhaltern auf und ermitteln sowohl direkte als auch indirekte Schäden.

Der direkte Schaden umfasst die Entschädigung von toten und verletzten Tieren. Dabei wird der Wert des Tieres aufgrund seines Alters, Geschlechts und seiner Rassenzugehörigkeit sprich seines genetischen Wertes (Zuchttier mit Abstammungspapieren) ermittelt. Bei toten Tieren fließt die Marktnotierung (Fleischmarkt), sowie der genetische Wert im Falle von Zuchtieren (Angaben durch die Tierzuchtorganisation CONVIS oder auf Vorlage von Rechnungen), in die Berechnung mit ein. Bei verletzten Tieren werden zudem die Tierarztkosten inklusive der Folgebehandlungen übernommen.

Bei den indirekten Schäden, wird der Zeitaufwand, der im Rahmen des Einsammelns von verletzten, toten und eventuell geflüchteten Tieren entsteht, nach Maschinenringtarif berechnet. Das Gleiche gilt für das hierzu benötigte Material (z. B. Viehtransporter, Fanggitter) und eventuelle Reparaturen am Zaun. Müssen traumatisierte Tiere anschließend „resozialisiert“ werden (Einstellung oder Haltung der Tiere in der Nähe des Hofes), dann werden Futter- und Zeitaufwand für den Tierhalter entschädigt (Maschinenringtarif und Futterkostenberechnung). Die für die Resozialisierung benötigte Zeit wird von den Vertretern der ASTA gegebenenfalls mit Hilfe des Tierarztes und der Tierzuchtorganisation CONVIS ermittelt. Außerdem wird bei den indirekten Schäden auch der Produktionsausfall entschädigt, z. B. bei Totgeburten, bei Produktionsausfall im Sinne einer geringeren Milchleistung. Bei gerissenen Mutterschafen, welche durch Zukauf eines Jungtieres ersetzt werden, fließt beispielsweise die unproduktive Phase in die Schadensersatzberechnung mit ein.

ad 10. Fünf.

ad 11. Rissproben, Haarproben und Kotproben.

ad 12. Nein.

ad 13. Dies wird so gehandhabt, wie es im Aktions- und Managementplan für den Umgang mit Wölfen in Luxemburg festgelegt ist. „Der Anspruch auf Präventionsförderungen tritt in Kraft, sobald in einem Umkreis von 10 km zur betroffenen Weide (grenzübergreifend) und innerhalb der vorangegangenen 12-Monatsperiode ein C1-Nachweis oder mindestens drei C2-Nachweise von Wölfen gemacht wurden.“

Question 3869 (13.06.2018) de **MM. Laurent Zeimet** et **Marc Spautz** (CSV) concernant la **mise à disposition d'images vidéo professionnelles à des fins de promotion d'un parti politique**:

En effet, les auteurs de la présente viennent de constater - non sans une certaine stupéfaction d'ailleurs - qu'après le vote de la réforme de la Police grand-ducale le 12 juin 2018 à la Chambre, le parti socialiste a publié sur les réseaux sociaux un clip vidéo de promotion politique concernant la précitée réforme en utilisant des images mises à disposition, selon le message de remerciement sans équivoque à la fin du précité clip, par la Police grand-ducale.

Ainsi, nous nous permettons dès lors, de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1) Monsieur le Ministre est-t-il au courant de la précitée mise à disposition d'images par la Police grand-ducale au parti socialiste?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il approuvé cette mise à disposition à des fins de promotion d'un parti politique?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer dès lors un changement paradigmatique dans la politique - jusqu'à ce jour très restrictive - du Gouvernement, de ses ministères et de ses administrations relative à la mise à disposition d'images pour les besoins de promotion des partis politiques? Quelles administrations disposent dans ce contexte de matériel vidéo? Quel est, dans ce cas de figure, le service de contact compétent pour les partis politiques intéressés?

4) Dans un même contexte, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner tout autant si la nouvelle politique constitue également un nouveau service à la presse voire à toute personne intéressée?

5) Dans la négative, enfin, Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer comment il entend réagir à cette utilisation - dans cette hypothèse non justifiée - d'images par un parti politique? Et quelles en seraient, dans cette hypothèse encore, les conséquences pour ledit parti ainsi que pour la communication politique au Luxembourg?

Réponse (16.07.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

La Police grand-ducale fut contactée au sujet d'une mise à disposition de matériel cinématographique, mise à disposition qui a été accordée par la suite.

Toute demande de la part de personnes intéressées est à adresser au point de contact compétent au sein de la Police grand-ducale, le Service communication et presse.

Question 3871 (14.06.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **corridors écologiques**:

Aussi bien la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, de même que la future loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles comportent des dispositions ayant trait aux corridors écologiques. Pourtant, les définitions de la même notion divergent d'un texte à l'autre.

En effet, l'avant-projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Paysages» pris en exécution de la loi du 17 avril 2018 définit la notion comme «voie de déplacement empruntée par la faune et la flore, assurant une liaison fonctionnelle entre les écosystèmes ou les habitats d'une espèce, qui permet leur dispersion et leur migration». Ces voies ne sont toutefois pas reproduites graphiquement.

La loi concernant la protection de la nature pour sa part se réfère aux corridors écologiques comme: «connexion entre des réservoirs de biodiversité offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie». Dans le cadre de

cette dernière loi, entre autres les corridors écologiques sont considérés comme des zones protégées d'intérêt national.

À cet égard, nous notons que le Plan national concernant la protection de la nature (PNPN) pour la période 2017 à 2021 a publié une liste de zones protégées d'intérêt national à déclarer dont, sauf erreur de ma part, sept peuvent être qualifiées de corridors écologiques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pour quelles raisons aucun corridor écologique ne sera déclaré dans le projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Paysages»?

2) Les divergences de définitions du même terme ne sont-elles pas source d'insécurité juridique?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir la liste des règlements grand-ducaux ayant actuellement déjà déclaré des zones protégées d'intérêt national sous forme de corridor écologique, de même que la liste et la situation des corridors écologiques ainsi désignés?

4) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que dans le cadre de la future loi concernant la protection de la nature, le Gouvernement envisage de désigner les sept zones protégées d'intérêt national reprises dans le PNPN sous forme de corridors écologiques? Quelle est au demeurant la valeur juridique du PNPN?

5) Quelles sont les charges et les servitudes pesant sur les propriétés situées dans lesdites zones?

6) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si les propriétaires de terrains situés dans lesdites zones ont été consultés avant la finalisation du PNPN?

7) Selon mes informations, des exploitations agricoles sont situées à l'intérieur des zones protégées d'intérêt national désignées sous forme de couloirs écologiques:

- Afin de faciliter leur développement, n'aurait-il pas été indiqué de les exclure desdites zones? Quelles sont les raisons ayant motivé le Gouvernement à ne pas le faire?

- Quelles sont les contraintes imposées à l'avenir auxdits exploitants? Lesdits exploitants ont-ils été informés?

Réponse commune (17.07.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1) Il a été décidé de ne pas intégrer la catégorie de paysages «Réseau écologique» incluant les corridors écologiques dans le projet de plan directeur sectoriel «Paysages» (PSP) publié en 2018 pour répondre aux avis reçus dans le cadre de la procédure relative aux plans sectoriels lancée en 2014 ainsi qu'aux demandes du secteur agricole.

Par ailleurs, avec l'intégration de la notion de «corridor écologique» dans le corps de la nouvelle loi concernant la protection de la nature, il sera dorénavant de mise que les situations concrètes pourront être analysées au besoin et au cas par cas.

ad 2) Non, alors que la finalité des deux définitions est la même. Rappelons ici que le projet de plan sectoriel est en voie de procédure de consultation et sera encore adapté suite à l'enquête publique actuellement en cours. Il nous semble pertinent que la définition donnée par la loi précitée soit également reprise dans le règlement grand-ducal afférent.

ad 3) À ce stade, aucun corridor écologique n'a été déclaré zone protégée d'intérêt national.

ad 4) Le PNPN prévoit l'installation de sept gros ouvrages «passage à faune» tels que visualisés dans son annexe F qui restaureront la connectivité écologique des milieux naturels, fragmentés par des infrastructures de transport. Cette annexe identifie onze sites prioritaires représentant des étroitures des corridors écologiques, appelés «goulots d'étranglement», où la connectivité est d'ores et déjà affectée. Dans ces onze sites des améliorations de la connectivité écologique sont impérativement à assurer, et des projets de transport ou d'urbanisation sont à omettre. Le PNPN liste les zones protégées d'intérêt national à déclarer dans son annexe E, dont la majorité des zones à déclarer jouent un rôle important dans la connectivité écologique.

Le PNPN est de nature sociopolitique et oriente la protection de la nature du Gouvernement. Le PNPN actuellement en vigueur et couvrant la période 2017 à 2021 a été approuvé par le

Gouvernement en conseil en date du 13 janvier 2017. Il gardera toute sa pertinence scientifique au-delà de la date de la publication de la nouvelle loi.

ad 5) Les charges et servitudes qui peuvent grever les fonds situés dans une zone protégée d'intérêt national sont listées dans l'article 42 de la nouvelle loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. En relation avec les goulots d'étranglement, les interdictions et restrictions à appliquer dépendent du site, cependant visent essentiellement toute entrave à la connectivité écologique telle que l'interdiction de construire ou de changer l'affectation du sol, ainsi que de porter atteinte à la migration ou au déplacement des spécimens et au flux des gènes. Les zones agricoles y situées bénéficient dès lors d'une protection stricte contre toute forme d'urbanisation.

ad 6) L'article 51 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles disposait qu'un plan national concernant la protection de la nature soit établi par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions en collaboration avec d'autres administrations nationales, les communes, les syndicats des communes et les milieux concernés. La loi ne prévoit donc pas de consultation spécifique des propriétaires fonciers concernés, ce qui est logique compte tenu du fait que les terrains ne sont pas grevés d'une quelconque servitude.

Lorsqu'un fonds déterminé est déclaré comme zone protégée d'intérêt national, les propriétaires de terrains et les exploitants sont consultés dans le cadre de l'enquête publique en vertu de l'article 42 de la précitée loi (article 40 de la nouvelle loi), par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle et portant invitation à prendre connaissance des pièces.

ad 7) Comme aucun corridor écologique n'a été déclaré zone protégée d'intérêt national, les questions ci-dessus ne se posent pas.

Question 3872 (17.06.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **programme d'éducation plurilingue**:

Le programme d'éducation plurilingue a été introduit par la loi du 29 août 2017 dans les crèches, au profit des enfants d'un à quatre ans. Tous les enfants de cette tranche d'âge sont mis en contact avec le luxembourgeois et le français. Selon la loi du 29 juin 2017 portant modification de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, l'initiation au français est prolongée aux cycles 1.1 et 1.2 de l'enseignement fondamental. Pour garantir une cohérence et une continuité avec le programme d'éducation plurilingue dans les crèches, au précoce et au cycle 1, il a été annoncé de poursuivre l'apprentissage du français oral, à partir de 2018-2019, dès le 1^{er} trimestre au cycle 2.1.

Dans la mesure où les enseignants du cycle 2 devraient être suffisamment informés, initiés aux instructions pédagogiques et équipés du matériel didactique adéquat, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Est-ce que le personnel enseignant du cycle 2 a déjà été informé sur les changements prévus?

2) Les enseignants ont-ils reçu des instructions concrètes? Dans l'affirmative, lesquelles?

3) Dans la négative, pour quelles raisons le ministère n'a-t-il pas encore élaboré de telles instructions?

4) Est-ce que des formations sont prévues dans ce contexte, voire ont déjà été offertes au personnel concerné?

5) Le personnel enseignant du cycle 2 dispose-t-il du matériel didactique adapté pour préparer l'enseignement et l'apprentissage du français chez les jeunes élèves? Dans l'affirmative, de quel matériel s'agit-il?

6) Dans la négative, quelles sont les raisons? Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de prémunir le personnel enseignant avec le matériel didactique nécessaire?

Réponse (10.07.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Afin de préparer au mieux l'implémentation de la nouvelle approche, tout le personnel ensei-

gnant de l'enseignement fondamental a été informé à plusieurs reprises sur les changements aux cycles 1 et 2:

ad 1) L'édition spéciale du Courrier de l'éducation nationale «Circulaire de printemps» de mai 2018 renseigne sur l'éducation plurilingue au cycle 1 ainsi que sur l'initiation à la langue française au cycle 2.

ad 2) Le 14 mai 2018, tous les enseignants ont été invités par courriel à une conférence au sujet de l'apprentissage du français au cycle 2 qui a eu lieu le 19 juin 2018 et lors de laquelle le nouveau matériel a été présenté.

ad 3) Le 19 juin 2018, j'ai informé la presse et le grand public des changements dans l'apprentissage du français au cycle 2 et de la parution du nouveau matériel lors d'une conférence de presse.

ad 4) Le même jour a eu lieu la conférence au Forum Geesseknäppchen, lors de laquelle Madame Hélène Vanthier, directrice adjointe, responsable des formations au Centre de linguistique appliquée (CLA) de l'Université de Franche-Comté et spécialiste de l'enseignement du français langue étrangère et seconde en direction des jeunes publics, a présenté un exposé intéressant intitulé «Enseigner le français aux enfants en contexte multilingue luxembourgeois à travers une pédagogie active». 700 enseignants de l'enseignement fondamental y ont assisté ainsi qu'à la présentation du nouveau matériel didactique «Salut, c'est parti!» pour l'initiation à la langue française au cycle 2.

ad 5) Le 25 juin 2018, tous les enseignants ont reçu par courriel un dossier avec des informations sur le nouveau matériel (contexte, méthodes et approches, composition du livre, formations).

ad 6) Le site www.efrancais.lu renseigne sur le concept et la méthode de l'initiation au français au cycle 2 et permet au personnel enseignant de consulter le manuel ainsi que le guide pédagogique et d'accéder aux fichiers audio ainsi qu'au matériel complémentaire.

Le 22 juin 2018, tous les enseignants du cycle 2 ont en outre reçu par «instruction ministérielle» des informations concernant à la fois les compétences à développer en français à partir du cycle 2.1 et l'organisation pratique des leçons de français.

En ce qui concerne les formations spécifiques à ce sujet, il y a lieu de préciser qu'un large dispositif a été mis en place et qu'à ce jour, environ 100 enseignants ont déjà été formés. Jusqu'au 20 juillet 2018, 14 formations supplémentaires seront offertes sur différents sites pour environ 330 enseignants au total. Aux mois de septembre et octobre, 18 formations supplémentaires seront dispensées pour quelque 400 personnes. Il reste à noter que ces formations ne sont pas obligatoires, mais que l'intérêt est cependant énorme et que presque toutes les formations affichent complètes. Elles continueront à être offertes tant qu'il y aura une demande.

L'honorable Députée demande en outre à savoir si le personnel enseignant du cycle 2 dispose du matériel didactique adapté pour préparer l'enseignement et l'apprentissage du français chez les jeunes élèves.

Le 25 mai dernier, tous les enseignants de l'enseignement fondamental ont été informés par courriel que le nouveau matériel didactique est disponible pour la rentrée et qu'ils peuvent d'ores et déjà le consulter en ligne ou bien commander un exemplaire du manuel pour l'élève et du guide pédagogique moyennant un formulaire annexé.

Le matériel varié et complet se compose:

- d'un manuel pour l'élève;
- d'un guide pédagogique pour l'enseignant;
- de cartes images pour l'enseignant;
- de matériel audio (comptines, écoutes, saynètes, chansons), accessible dès à présent au personnel enseignant sur le site Internet www.efrancais.lu;
- de fiches pour la classe, téléchargeables dès à présent sur le site Internet www.efrancais.lu;
- d'un complément de littérature de jeunesse (à disposition dès à présent sur le site Internet www.efrancais.lu);
- d'un complément sur les jours de fête au Luxembourg, dont l'élaboration est en cours;
- d'une application web pour les élèves (élaboration en cours).

Question 3873 (14.06.2018) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant l'École de la 2^e Chance:

Laut Informationen der Presse ist angesichts steigender Einschreibungen in der „École de la 2^e Chance (E2C)“ - derzeit sind es an die 450 - ein größeres und modernes Gebäude dringend nötig. Im Gespräch sei ein Bau in Mamer mit Platz für an die 620 Schüler; dieses Projekt lässt jedoch auf sich warten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur und an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Wann wird mit dem Bau eines neuen Gebäudes für die E2C begonnen, wissend dass der Mietvertrag für den aktuellen Standort 2019 ausläuft und damit die aktuellen Räumlichkeiten ab 2020 wahrscheinlich nicht mehr zur Verfügung stehen?

Réponse commune (27.06.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Was den Bau eines neuen Gebäudes für die „École de la 2^e Chance (E2C)“ in Mamer betrifft, werden die Arbeiten frühestens 2019 beginnen und dies nach Erhalt aller notwendigen Genehmigungen sowie nach der teilweisen Umänderung des Flächennutzungsplans der Gemeinde Mamer.

Question 3877 (18.06.2018) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'obtention du statut de salarié handicapé:

Afin de pouvoir prétendre au statut de salarié handicapé, la personne concernée, qu'elle travaille ou qu'elle soit sans emploi, doit présenter une diminution de sa capacité de travail de 30% au moins.

À noter dans ce contexte qu'il appartiendra au final à la commission médicale de l'ADEM de décider si la personne a droit ou non à la qualité de salarié handicapé. Cette commission se base sur un certain nombre de rapports médicaux, y compris le bilan médical détaillé du médecin du travail de l'ADEM.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Quelle est la valeur que la commission médicale attribue aux rapports médicaux établis par le médecin traitant, voire des médecins spécialistes externes?

2) En ce qui concerne les tests que doivent passer les «prétendants» au statut de salarié handicapé, s'agit-il de tests standardisés ou s'agit-il de tests qui mettent l'accent sur les pathologies décrites par le médecin traitant du demandeur, voire des médecins spécialistes consultés par ce dernier?

3) Plus précisément, des personnes présentant des troubles psychiatriques sont-elles spécialement examinées par rapport à leurs pathologies? L'ADEM dispose-t-elle des compétences nécessaires en la matière?

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données sur le nombre de demandes traitées par la commission médicale de l'ADEM ces dernières années, sur le nombre de demandes avisées favorablement et refusées et sur le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et l'issue de ces recours?

Réponse (24.07.2018) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant la détermination de la capacité de travail de 30% au moins, il faut noter que la reconnaissance en tant que salarié handicapé est tributaire des dispositions reprises à l'article 1 et 3 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et de celles de l'article 5 de son règlement.

En outre, les rapports médicaux introduits par les requérants, qu'ils soient de médecins généralistes, de médecins spécialisés ou des médecins du travail des services de santé au travail, sont soumis à l'examen et à l'expertise des membres de la commission médicale en conformité avec les dispositions précitées.

La commission médicale est une commission autonome composée de cinq médecins spécia-

lisés tel que prévu par l'article 32 de la loi citée. L'arrêté ministériel du 13 juillet 2016 portant nomination des membres de la commission médicale spécifie qu'il s'agit d'un médecin du travail, de deux médecins spécialistes en rééducation et réadaptation fonctionnelle, d'un médecin spécialisé en psychiatrie et d'un médecin de l'Administration du contrôle médical. La présidence est assumée par le médecin du Ministère (Direction de la santé).

Dans ce contexte, il faut noter que tout demandeur d'emploi ayant acquis la qualité de demandeur d'emploi inscrit à l'ADEM et prétendant au statut de salarié handicapé doit se soumettre à un examen clinique au préalable auprès du médecin du travail de l'ADEM. Le bilan médical établi par ce médecin du travail fait partie du dossier soumis à la commission médicale.

ad 1) Les informations médicales émanant des certificats des médecins traitants et spécialistes constituent la base afin de définir le pourcentage du handicap de l'intéressé. Nonobstant, il arrive fréquemment que d'autres pathologies non mentionnées dans les différents certificats fournis sont découvertes au cours de la consultation par le médecin du travail de l'ADEM ou les membres de la commission médicale. Ces constatations médicales peuvent éventuellement engendrer une augmentation du taux de pourcentage.

En outre, en conformité avec les dispositions précitées, la commission médicale peut également faire intervenir des experts et elle a le droit de se faire communiquer par des organismes publics toute pièce qu'elle juge utile ou indispensable à une analyse exhaustive de la situation du candidat.

ad 2) Lorsque le demandeur du statut de salarié handicapé bénéficie d'un examen clinique auprès du médecin du travail de l'ADEM, cet examen se focalise sur les pathologies susceptibles d'être mises en compte pour l'évaluation de l'incapacité fonctionnelle.

La commission médicale se base sur des barèmes médicaux pour l'évaluation du pourcentage relatif à la diminution de la capacité de travail et ne reprend pas nécessairement le taux indiqué au certificat médical.

Les décisions de refus sont motivées et les barèmes utilisés y sont indiqués.

ad 3) Concernant les personnes présentant des troubles psychiques ou psychiatriques, l'évaluation se base sur les compétences des deux médecins spécialisés en psychiatrie de la commission médicale. Ils ont souvent recours à l'expertise des médecins spécialisés en psychiatrie traitant le dossier du prétendant au statut de salarié handicapé afin de statuer.

ad 4) Veuillez trouver ci-après les statistiques sollicitées:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Statistiques concernant les recours contre les décisions de la commission médicale:

a) Recours contre la décision de refus du statut SH décidés par la commission médicale:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

b) Recours contre la décision d'accord du statut SH transitoire décidés par la commission médicale:

une seule personne a dressé recours contre la décision de la commission médicale d'accorder le statut SH de façon transitoire pour la durée de deux ans auprès du conseil arbitral. L'intéressé s'est fait accorder la reconnaissance du statut SH de façon définitive en 2018.

Question 3880 (18.06.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant le congé pour raisons d'ordre personnel pour les indépendants:

La durée du congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel qui est accordé aux pères à la naissance d'un enfant a été augmenté de deux jours à dix jours pour les salariés privés par la loi du 15 décembre 2017. Il est également prévu d'augmenter la durée de ce congé de quatre jours à dix jours pour les fonctionnaires. Les seuls à ne pas profiter d'un tel congé sont les indépendants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Le Gouvernement planifie-t-il d'introduire un congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel pour les pères travaillant en tant qu'indépendant afin de remédier au traitement inégal actuel des indépendants par rapport aux salariés et fonctionnaires?

Réponse (06.07.2018) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, je tiens à préciser que je suis en principe en faveur de l'introduction d'un congé de paternité pour tous les pères travaillant au Luxembourg, y inclus les indépendants.

Toutefois, il y a lieu de noter que les indépendants ne relèvent pas directement de la compétence du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire pour ce qui est d'une telle mesure, étant donné que seuls les salariés relèvent de ce ministère.

Je suis disposé à saisir le Conseil de Gouvernement de la proposition d'étendre le bénéfice du congé de paternité aux indépendants.

Question 3902 (29.07.2018) de M. Roy Reding (ADR) concernant le sommet des chefs de Gouvernement libéraux à Senningen:

E Mëttwoch 27. Juni huet zu Senneng am Schlass e Sommet stattfonnt vun „liberalen Stats- a Regierungschefen“ op Aluedung vum Lëtzebuurger Premierminister.

An deem Kontext wollt ech vun him wëssen:

- Ass hien net der Meenung, datt d'Organisation vum deem parteipoliteschen Treffen an enger Proprietéit, déi dem Stat gehéiert, en onglécklechen Almagamm tëscht der Funktioun vum Statsminister/Regierungschef an där vum engem parteipoliteschen Acteur duerstellt?

- Wéi vill huet déi Organisation de Steierzueler insgesamt kascht an huet d'DP oder den ALDE-Grupp op d'mannst Loyer bezuelt?

- Steet d'Sennenger Schlass och anere Parteien an hire jeeweiligen europäesche Parteifamilien (z. B. CSV/EVP oder ADR/ECR asw.) fir äänlech international Treffen zur Verfügung?

Réponse (09.07.2018) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

Ech confirméieren, dass de 27. Juni op Invitiation vum Premier- a Statsminister eng Reunion zu Lëtzebuerg war, un där d'Regierungschefen aus den EU-Memberlänner Belsch, Holland, Dänemark, Tschechien, Estland a Slowenien deelgeholl hunn. Op engem Aarbechtsiesse waren dernieft et fënnf EU-Kommissären an de Leader vum liberale Grupp am Europaparlament invitéiert.

Dës Reunion huet virun allem derzou gedéngt, déi aktuell Erausforderungen op europäeschem Niveau ze diskutéieren an och Allianzen ze forméieren mat anere Länner op Punkten, déi fir Lëtzebuerg a seng ekonomesch Zukunft vu fundamentaler Wichtigkeet sinn. Ech erlabe mer, den honorabelen Deputéierten drop hinzewiesen, dass mat Groussbritannien ee ganz wichtege Partner fir Lëtzebuerg op europäeschem Plang den Ament geschwächt ass an och an Zukunft net méi mat um Dësch setzt, wann Decisiounen ze huele sinn, déi eis Bankeplaz an d'Servicer am Finanzsecteur betreffen.

Esou halen ech et fir e grouse Succès, dass et gelongen ass, siwe Regierungschefen, also ee Véirel vun den Decideuren an der Europäescher Union, un en Dësch ze kréien, fir iwwer d'Zukunft vun der EU ze schwätzen. De Fait, dass ausserdeem d'EU-Kommissären zu Senneng waren, déi fir den digitale Bannemaart, den Handel an de Volet vun de Statshëlfelefen zoustänneg sinn, ass émsou méi wichteg, wann ee bedenkt, dass grad dës Beräicher fir eist Land a seng wirtschaftlech Zukunft existenziell sinn.

Déi Reunion war net zulescht aus organisatoreschen an aus Sécherheetsgrënn am Sennenger Schlass an ass esou organiséiert ginn, wéi et üblich ass, wann auslänneschen Regierungsmemberen oder EU-Mandatairen op Visitt zu Lëtzebuerg sinn - ganz onofhängeg, wéi eng politesch Affiliatioun déi Invitéen hunn. Selbstverständlech, an esou wéi et international üblich an ubreucht ass, huet d'Regierung déi Gäscht op en Owesiessen invitéiert. Dat Owesiessen ass iwwer d'Budgetsinn vum Statsministère, déi fir esou Geleeënheete virgesinn ass, bezuelt ginn. De Budget vum Statsministère ënnerläit dem Contrôle financier an der Cour des comptes.